CANTON D'ALFRED ET PLANTAGENET
ORDRE DU JOUR
RÉUNION RÉGULIÈRE

le mardi 13 juillet 2021, 19 h 00
PAR VOIE DE PARTICIPATION ÉLECTRONIQUE

Pages

1. OUVERTURE DE LA RÉUNION

2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

3. DIVULGATIONS D'INTÉRÊTS PÉCUNIAIRES

4. RAPPORT DU MAIRE

5. ORDRE DU JOUR PAR CONSENTEMENT

Les items énumérés dans cette section de l'ordre du jour seront considérés pour approbation sous une résolution qui n'est pas sujette au débat et non-modifiable. Si un membre du conseil désire engager une discussion ou un débat par rapport à un de ces items, il/elle doit demander que l'item soit considéré séparément avant que le vote ait lieu.

5.1. Adoption du procès-verbal de la réunion spéciale du conseil du 15 juin 2021. 1

5.2. Adoption du procès-verbal de la réunion du comité plénier du 15 juin 2021. 13

5.3. Comptes payables en date du 6 juillet 2021. 21

5.4. Règlement 2021-50 - pour modifier le règlement de zonage 2009-50. 60

Buhler Dairy Farm Inc. a/s Sonibrand Farm Inc./Arnold Kuratli

5.5. Règlement 2021-51 pour confirmer l'acquisition de certains bien-fonds et les dédier comme voie publique. 65

5.6. Règlement 2021-52 pour exempter des terrains de la réglementation relative aux parties de lots. 68

PLT2-2021 - Lot 26 du plan enregistré 46M-65.

5.7. Règlement 2021-53 pour nommer un trésorier.

5.8. Règlement 2021-54 pour autoriser la signature d'une entente avec les Comtés Unis de Prescott et Russell en lien avec le Fond ontarien de préparation à la légalisation du cannabis. 75

5.9. Règlement 2021-55 pour autoriser la prolongation de l'entente d'accès avec M. Gerhard Bruins et Mme Cheryl Schramm pour l'étude des oiseaux migrateurs. 96

5.10. Règlement 2021-56 pour autoriser la signature de l'entente avec le ministère de l'agriculture, de l'alimentation et des affaires rurales en vertu du programme de développement économique des collectivités rurales. 102

5.11. C-05-2021- Permis de construire pour le mois de mai 2021. 126

5.12. C-06-2021 - Permis de construire pour le mois de juin 2021. 131

5.13. Procès-verbal de la réunion du conseil d'administration d'Hydro 2000 Inc. du 16 avril 2021. 135

5.14. Procès-verbal de la réunion du comité Art, Culture et Patrimoine du 13 mai 2021. 141

5.15. Procès-verbal de la réunion du comité consultatif des loisirs du 3 mai 2021. 144

5.16. Procès-verbal de la réunion du comité consultatif de la Marina du 26 mai 2021. 147

5.17. Procès-verbal de la réunion du comité du 150e d'Alfred du 17 mai 2021. 150

5.18. Plan d'action Art et Culture 2021-2022. 160

5.19. Plan d'action Patrimoine 2021-2022. 163

6. RAPPORTS DES COMITÉS/DÉPARTEMENTS

6.1. Directeur général - DG-20-2021 - Protection des terres humides d'importance locales. 168

6.2. Dépôt du rapport du commissaire à l'intégrité - ALPL-2101-2102 - Décision finale. 171

6.3. Finances - F-12-2021 - Coupure d'approvisionnement en eau. 177

6.4. Urbanisme - URB-16-2021 - Demande de modification au règlement de zonage 2009-50. 180

Buhler Dairy Farm Inc. - a/s Sonibrand Farm Inc. / Arnold Kuratli

6.5. Urbanisme - URB-24-2021 - Demande d'autorisation pour un détachement de 185

terrain.

B-050-2021 - Mathieu Gignac, Dereck et Tammy Vaillant.

6.6. Urbanisme - URB-25-2021 - Demande d'autorisation pour un détachement de terrain. 195

B-051-2021 - Marc et Zillah Wray.

6.7. Urbanisme - URB-26-2021 - Demande de modification au règlement de zonage 2009-50. 201

Ken et Nathalie Mackenzie.

7. DÉLÉGATIONS

7.1. Comité consultatif en environnement - Projet 50 millions d'arbres. 206

Mme Caroline Goulet.

7.2. Protection des terres humides d'importance locales.

Mme Alison MacDonald - Conservation de la Nation Sud.

8. RÈGLEMENTS

8.1. Règlement 2021-50 pour modifier le règlement de zonage 2009-50.

8.2. Règlement 2021-51confirmant l'acquisition de certains biens-fonds et les dédier comme voie publique.

8.3. Règlement 2021-52 - pour exempter des terrains de la réglementation relative aux parties de lots.

8.4. Règlement 2021-53 pour nommer un trésorier.

8.5. Règlement 2021-54 pour autoriser la signature d'une entente avec les Comtés Unis de Prescott et Russell en lien avec le Fond ontarien de préparation à la légalisation du cannabis.

8.6. Règlement 2021-55 pour autoriser la prolongation de l'entente d'accès avec M. Gerhard Bruins et Mme Cheryl Schramm pour l'études des oiseaux migrateurs.

8.7. Règlement 2021-56 pour autoriser la signature de l'entente avec le ministère de l'agriculture, l'alimentation et les affaires rurales en vertu du programme de développement économique des collectivités rurales.

9. PÉRIODE DE QUESTIONS

Les membres du public sont invités à soumettre leur question par écrit au bureau du

greffe, doivent se nommer et adresser leur question et/ou commentaire sur tout sujet qui est relié à n'importe quel item qui figure à l'ordre du jour au président de réunion. Le temps maximal accordé pour une question/commentaire dans toutes circonstances est de trois (3) minutes par personne par réunion. Il y aura un maximum de 30 minutes consacrés à la période de questions/ commentaires.

En aucun cas, cette période de questions/ commentaires ne peut être utilisée par les membres du public pour faire des discours ou porter des accusations.

PAUSE

10. MOTIONS

10.1. Dons - Budgets discrétionnaires

10.2. Ville d'Ottawa - Arrêter la décharge de déchets radioactifs de Chalk River. 249

10.3. Canton d'Archipelago - "Road Management Action on Invasive Phragmites". 255

10.4. Ville de Plympton-Wyoming - Appui pour les services d'incendies. 261

10.5. Fort Erie - Impôts sur les gains en capital de la résidence principale. 264

10.6. Municipalité de St-Charles - Taxe de cession foncière municipale. 267

10.7. Chambre des communes - Appui pour la motion M-84 contre les crimes et incidents haineux & le projet de loi d'initiative parlementaire C-313 interdisant les symboles de haine. 269

11. CORRESPONDANCE

11.1. Enbridge - Avis de la commission de l'énergie de l'Ontario aux clients d'Enbridge Gas Inc. 271

11.2. Entrée dans la deuxième étape du Plan d'action pour le déconfinement. 490

11.3. Module de formation en ligne sur les animaux laissés dans un véhicule. 496

12. HUIS CLOS

12.1. Adoption du procès-verbal de la réunion à huis clos du 1 juin 2021.

12.2. Une position devant être observée dans le cadre d'une négociation par la municipalité.

L'article 239(k) de la Loi de 2001 sur les municipalités.

12.3. Une position devant être observée dans le cadre d'une négociation par la municipalité.

L'article 239(k) de la Loi de 2001 sur les municipalités.

13. RÈGLEMENT DE RATIFICATION

13.1. Règlement numéro 2021-57 confirmant les procédures de la réunion du Conseil du 13 juillet 2021. 502

14. CLÔTURE

TOWNSHIP OF ALFRED AND PLANTAGENET

MINUTES

SPECIAL MEETING

Tuesday, June 15, 2021, 7:00 P.M.
ELECTRONIC PARTICIPATION

Present:	Stephane Sarrazin, Mayor René Beaulne, Councillor Chantal Galipeau, Councillor Suzanne Lafrance, Councillor Yves Laviolette, Councillor Antoni Viau, Councillor Ian Walker, Councillor
Staff Present:	Michel Potvin, Chief Administrative Officer Annie Rochefort, Clerk Dominique Lacelle, Library Chief Executive Officer Ken St-Denis, Recreation Director Guylaine Poirier, Zoning Administrator Roch Hébert, Public Works Superintendent Martin Taillefer, Chief Building Official Jonathan Gendron, Municipal Engineer Julie Ménard-Brault, Acting Treasurer

1. Opening of the meeting

Resolution 2021-290
Moved by: Chantal Galipeau
Seconded by: Ian Walker

BE IT RESOLVED that this special Council meeting be declared open.

Carried

2. Adoption of the agenda

Resolution 2021-291
Moved by: René Beaulne
Seconded by: Ian Walker

BE IT RESOLVED that the agenda be adopted with the following modification:

That item 4. IGS Delegation - Mr. Jamie Bogue, be addressed after item 5.

Carried

3. Disclosures of pecuniary interests

None

4. IGS Delegation - Mr. Jamie Bogue.

The Mayor welcomes Mr. Jamie Bogue from IGS. Mr. Bogue explains the proposed installation. Mr. Bogue leaves the meeting at 7:26 p.m.

Resolution 2021-292
Moved by: René Beaulne
Seconded by: Suzanne Lafrance

WHEREAS affordable high-speed internet in rural areas encourages development;

AND WHEREAS the IGS Alfred small cell project will offer a high-speed internet alternative to citizens of the village of Alfred

BE IT RESOLVED that Council authorizes the administration to enter into an agreement with IGS to mount a short-range radio nodes on available municipal street furniture for the purpose of rolling out the Alfred small cell project.

Carried

5. Hydro 2000 Inc's Shareholder meeting.

The Mayor welcomes Mrs. Brigitte Pigeon, Mrs. Lise Wilkinson, from Hydro 2000 Inc., and Mr. Gérald Gauthier from MNP. Mr. Gauthier presents his report.

The delegation leaves at 7:15 p.m.

Resolution 2021-293
Moved by: Ian Walker
Seconded by: Yves Laviolette

BE IT RESOLVED that the financial statements for Hydro 2000 Inc. for the year 2020 be adopted as presented.

Carried

6. ZON-3-2021 - Application to amend the Zoning By-law 2009-50.

Mrs. Guylaine Poirier, Zoning administrator, presents her report.

7. URB-17-2021 - Request for authorization - 9392-7127 Québec Inc. c/o Mr. Mark Randle

Resolution 2021-294
Moved by: Antoni Viau
Seconded by: Ian Walker

BE IT RESOLVED that Council of the Township of Alfred and Plantagenet approve the request for authorization, file B-024-2021, submitted by Mr. Mark Randle, agent for the company 9392-7127 Québec Inc, owner, affecting the property located at the edge of the turning radius of Gascon Street in Lefaivre, described as parts 2 and 3 of survey plan 46R-7912 and located on Part of lot 23, Concession Broken Front of the former Township of Alfred, intended to permit the creation of a new residential lot, subject to the following conditions:

1. That a minor derogation be obtained to legitimize the area of each lot created (A and B) which is less than that required for a residential lot in a rural area, as stipulated in section 23.2 c) of the Zoning By-law 2009-50;

2. That $ 1,104.00 in monetary compensation for parks be paid to the municipality; and

3. That a new municipal water service connection be made for the new lot created. That all costs associated with this work be paid by company 9392-7127 Québec Inc., owner.

Carried

8. URB-18-2021 - Request for authorization - Mr. Michel Léger and Mrs. Lynne Tourangeau Léger

Resolution 2021-295
Moved by: Suzanne Lafrance
Seconded by: René Beaulne

BE IT RESOLVED that Council of the Township of Alfred and Plantagenet approve the request for authorization, file B-038-2021, submitted by Mr. André B. Paquette, surveyor and agent for the landlords, Michel Léger and Lynne Tourangeau-Léger, affecting the property on the northern edge of Telegraph Road in Alfred, described as part of Lot 8, Concession 5 of the former Township of Alfred and part of Block A, Plan M1 of the former village of Alfred, to allow the expansion of a residential lot, 560 Telegraph Road, owned by Mr. Robert Léger and Mrs. Lynne Tourangeau-Léger, subject to the following conditions:

1.That the surveyor retained by the owners determine the width of Telegraph Road in Alfred, and if the aforementioned road allowance presents a width less than 20.0 meters, that a strip of land equal to half of the width needed to reach 20.0 meters, along the

detached parcel and the retained parcel, be transferred, without fees and encumbrances to the concerned authority (Township of Alfred and Plantagenet).

Carried

9. URB-19-2021 - Request for authorization - 2335930 Ontario Inc. c/o Mr. Sylvain Péladeau and Mrs. Josée Legault-Péladeau

Resolution 2021-296
Moved by: Yves Laviolette
Seconded by: Chantal Galipeau

BE IT RESOLVED that Council approve the request for authorization, file B-039-2021, submitted by Mr. Marc Daigneault, planner and agent for 2335930 Ontario Inc, owner, affecting the property at 251 Concession 4 - Plantagenet in Plantagenet, described as part of Lots 2 and 3, Concession 3 of the former Township of North Plantagenet, to allow for the enlargement of an existing residential lot, 301 Concession 4 - Plantagenet, owned by Mr. Pierre Subercaze and Mrs. Mélissa Duval, subject to the following condition:

1. .That the surveyor retained by the owners determine the width of Concession 4 - Plantagenet, and if the aforementioned road allowance presents a width less than 20.0 meters, that a strip of land equal to half of the width needed to reach 20.0 meters, along the detached parcel and the retained parcel, be transferred, without fees and encumbrances to the concerned authority (Township of Alfred and Plantagenet).

Carried

10. URB-20-2021 - Request for authorization - Mr. François Leblanc and Mrs. Nathalie Carrière

Resolution 2021-297
Moved by: Antoni Viau
Seconded by: René Beaulne

BE IT RESOLVED that Council approve the request for authorization, file B-040-2021, submitted by Mr. André P. Barrette, surveyor and agent for the owners, Mr. François Leblanc and Mrs. Nathalie Carrière, affecting the property at 6 and 8 Telegraph Crescent in Alfred, described as part 1 of the survey plan 46R-6845 and located on a part of Lot 7, Concession 5 of the former Township of Alfred, to allow for the creation of a new residential lot, subject to the following conditions:

1. That the surveyor retained by the owners determine the width of Telegraph Crescent and Bissonnette Street, and if the aforementioned road allowances present a width less than 20.0 meters, that a strip of land equal to half of the width needed to reach 20.0 meters, along the detached parcel and the retained parcel, be transferred, without fees and encumbrances to the concerned authority (Township of Alfred and Plantagenet);

2. That the surveyor ensure that the new property line, dividing the lot into two parts, coincides exactly with the adjoining wall of the existing semi-detached houses; and

3. 1. That a minor derogation be obtained to legitimize the area of each lot created (A and B) which is less than that required for a residential lot on which a semi-detached house is built, as stipulated in section 6.2 of the Zoning By-law 2009-50;

Carried

11. By-law 2021-48 to enter into a Pre-Servicing Agreement with ANCO Homes Ltd.

Resolution 2021-298
Moved by: Ian Walker
Seconded by: Yves Laviolette

BE IT RESOLVED that By-law 2021-48 to authorize the Mayor and the Chief Administrative Officer to sign the Pre-Servicing Agreement with ANCO Homes Ltd. be adopted after its three readings.

Carried

12. By-law 2021-49 - to enter into a lease agreement with Fisheries and Oceans Canada -Small Craft Harbours Branch.

Resolution 2021-299
Moved by: Chantal Galipeau
Seconded by: Suzanne Lafrance

BE IT RESOLVED that By-law 2021-49 to enter into a lease agreement with Fisheries and Oceans Canada - Small Craft Harbours Branch be adopted after its three readings.

Carried

13. Bell mobility - Installation of a communication tower.

Resolution 2021-300
Moved by: Ian Walker
Seconded by: Yves Laviolette

BE IT RESOLVED that Council of the Township of Alfred and Plantagenet approve the proposed installation of a new 21 meter high Bell Mobility communication tower located at the rear of the Knights of Columbus Hall at 520 St-Philippe Street in Alfred.

Carried

14. **Adjournment**

Resolution 2021-301
Moved by: Suzanne Lafrance
Seconded by: René Beaulne

BE IT RESOLVED that this meeting be adjourned at 7:47 p.m.

Carried

_____

Stéphane Sarrazin, Chairman

_____

Annie Rochefort, Clerk

CANTON D'ALFRED ET PLANTAGENET

PROCÈS-VERBAL

RÉUNION SPÉCIALE

le mardi 15 juin 2021, 19 h 00
PAR VOIE DE PARTICIPATION ÉLECTRONIQUE

Présences:	Stephane Sarrazin, maire René Beaulne, Conseiller Chantal Galipeau, Conseillère Suzanne Lafrance, Conseillère Yves Laviolette, Conseiller Antoni Viau, Conseiller Ian Walker, Conseiller
Personnel présent:	Michel Potvin, Directeur général Annie Rochefort, Greffière Dominique Lacelle, Directrice générale des bibliothèques Ken St-Denis, Directeur des loisirs Guylaine Poirier, Administratrice de zonage Roch Hébert, Surintendant des travaux publics Martin Taillefer, Chef du service des bâtiments Jonathan Gendron, Ingénieur municipal Julie Ménard-Brault, Trésorière par intérim

1. Ouverture de la réunion

Résolution 2021-290
Proposée par: Chantal Galipeau
Appuyée par: Ian Walker

QU'IL SOIT RÉSOLU que cette réunion spéciale du Conseil soit déclarée ouverte.

Adoptée

2. Adoption de l'ordre du jour

Résolution 2021-291
Proposée par: René Beaulne
Appuyée par: Ian Walker

QU'IL SOIT RÉSOLU que l'ordre du jour soit adopté avec la modification suivante:

Que le point 4. Délégation IGS - M. Jamie Bogue soit traité après le point 5.

Adoptée

3. Divulgations d'intérêts pécuniaires

Aucun

4. Présentation IGS - M. Jamie Bogue.

Le maire souhaite la bienvenue à M. Jamie Bogue d'IGS. Mr. Bogue explique son projet. M. Bogue quitte la réunion à 19h26.

Résolution 2021-292
Proposée par: René Beaulne
Appuyée par: Suzanne Lafrance

ATTENDU que l'accès à l'internet haute vitesse abordable dans les régions rurales favorise le développement;

ET ATTENDU que le projet de "small cell" IGS Alfred offrira une alternative internet haute vitesse aux citoyens du village d'Alfred;

QU'IL SOIT RÉSOLU que le conseil autorise l'administration à conclure une entente avec IGS pour l'installation d'un système de fréquences radio de courte portée sur le mobilier urbain municipal disponible aux fins du déploiement du projet "small cell" d'Alfred.

Adoptée

5. Réunion de l'actionnaire pour Hydro 2000 Inc.

Le maire souhaite la bienvenue à Mme Brigitte Pigeon, Mme Lise Wilkinson, d'Hydro 2000 Inc, et M. Gérald Gauthier de la firme MNP. M. Gauthier présente son rapport.

La délégation quitte la rencontre à 19h15.

Résolution 2021-293
Proposée par: Ian Walker
Appuyée par: Yves Laviolette

QU'IL SOIT RÉSOLU que les états financiers d'Hydro 2000 Inc. pour l'année 2020 soient adoptés tels que présentés.

Adoptée

6. ZON-3-2021 - Demande de modification au règlement de zonage 2009-50.

Mme Guylaine Poirier, administratrice du zonage, présente son rapport.

7. URB-17-2021 - Demande d'autorisation - 9392-7127 Québec Inc. a/s M. Mark Randle

Résolution 2021-294
Proposée par: Antoni Viau
Appuyée par: Ian Walker

QU'IL SOIT RÉSOLU que le Conseil du Canton d'Alfred et Plantagenet approuve la demande d'autorisation, dossier B-024-2021, soumise par Monsieur Mark Randle, représentant pour la compagnie 9392-7127 Québec Inc., propriétaire, affectant la propriété située en bordure du rayon de virage de la rue Gascon à Lefaivre, décrite comme étant les parties 2 et 3 du plan d'arpentage 46R-7912 et localisée sur une partie du Lot 23, Concession Broken Front de l'ancien Canton d'Alfred, qui a pour but de permettre la création d'un nouveau lot destiné à des fins résidentielles, sujet aux conditions suivantes :

1. Qu'une dérogation mineure soit obtenue pour légitimer la superficie de chacun des lots créés (A et B) qui est inférieure à celle exigée pour un lot résidentiel situé dans une zone rurale, comme stipulé dans l'article 23.2 c) du Règlement de zonage No 2009-50;

2. Qu'une compensation monétaire pour fins de parcs, au montant de 1 104$, soit payée à la municipalité; et

3. Qu'un nouveau branchement au service d'aqueduc municipal soit effectué pour le nouveau lot créé. Que tous les frais reliés à ces travaux soient assumés par la compagnie 9392-7127 Québec Inc. propriétaire.

Adoptée

8. URB-18-2021 - Demande d'autorisation - M. Michel Léger et Mme Lynne Tourangeau Léger

Résolution 2021-295
Proposée par: Suzanne Lafrance
Appuyée par: René Beaulne

QU'IL SOIT RÉSOLU que le Conseil municipal approuve la demande d'autorisation, dossier B-038-2021, soumise par Monsieur André P. Barrette, arpenteur et agent pour les propriétaires, Monsieur Michel Léger et Madame Lynne Tourangeau Léger, affectant

la propriété située en bordure nord du chemin Telegraph à Alfred, décrite comme étant une partie du Lot 8, Concession 5 de l'ancien Canton d'Alfred et une partie du Bloc A, Plan M1 de l'ancien Village d'Alfred, qui a pour but de permettre l'agrandissement d'un lot résidentiel existant, soit le 560 chemin Telegraph qui appartient à Monsieur Robert Léger et Madame Lynne Tourangeau Léger, sujet à la condition suivante :

1. Que l'arpenteur-géomètre retenu par le demandeur détermine la largeur du chemin Telegraph, et si ladite voie présente une emprise d'une largeur inférieure à 20.0 mètres, qu'une bande de terrain d'une largeur égale à la moitié de la surlargeur requise pour atteindre une emprise de 20.0 mètres tout le long des parties détachée et retenue, soit transférée sans frais et sans encombre à l'autorité concernée (Canton d'Alfred et Plantagenet).

Adoptée

9. URB-19-2021 - Demande d'autorisation - 2335930 Ontario Inc. a/s M. Sylvain Péladeau et Mme Josée Legault-Péladeau

Résolution 2021-296
Proposée par: Yves Laviolette
Appuyée par: Chantal Galipeau

QU'IL SOIT RÉSOLU que le Conseil municipal approuve la demande d'autorisation, dossier B-039-2021, soumise par Monsieur Marc Daigneault, urbaniste et agent pour la compagnie 2335930 Ontario Inc., propriétaire, affectant la propriété située au 251 Concession 4 – Plantagenet à Plantagenet, décrite comme étant une partie des Lots 2 et 3, Concession 3 de l'ancien Canton de Plantagenet Nord, qui a pour but de permettre l'agrandissement d'un lot résidentiel existant, soit le 301 Concession 4 – Plantagenet, qui appartient à Monsieur Pierre Subercaze et Madame Mélissa Duval, sujet à la condition suivante :

1. Que l'arpenteur-géomètre retenu par le demandeur détermine la largeur de la Concession 4 – Plantagenet, et si ladite voie présente une emprise d'une largeur inférieure à 20.0 mètres, qu'une bande de terrain d'une largeur égale à la moitié de la surlargeur requise pour atteindre une emprise de 20.0 mètres tout le long des parties détachée et retenue, soit transférée sans frais et sans encombre à l'autorité concernée (Canton d'Alfred et Plantagenet).

Adoptée

10. URB-20-2021 - Demande d'autorisation - M. François Leblanc et Mme Nathalie Carrière

Résolution 2021-297
Proposée par: Antoni Viau
Appuyée par: René Beaulne

QU'IL SOIT RÉSOLU que le Conseil municipal approuve la demande d'autorisation, dossier B-040-2021, soumise par Monsieur André P. Barrette, arpenteur et agent pour les propriétaires, Monsieur François Leblanc et Madame Nathalie Carrière, affectant la propriété située aux 6 et 8 Croissant Telegraph à Alfred, décrite comme étant la partie 1 du plan d'arpentage 46R-6845 et localisée sur une partie du Lot 7, Concession 5 de l'ancien Canton d'Alfred, qui a pour but de permettre la création d'un nouveau lot destiné à des fins résidentielles, sujet aux conditions suivantes :

1. Que l'arpenteur-géomètre retenu par les propriétaires détermine la largeur du Croissant Telegraph et de la rue Bissonnette, et si lesdites voies présentent des emprises d'une largeur inférieure à 20.0 mètres, qu'une bande de terrain d'une largeur égale à la moitié de la surlargeur requise pour atteindre des emprises de 20.0 mètres tout le long des parties détachée et retenue, soit transférée sans frais et sans encombre à l'autorité concernée (Canton d'Alfred et Plantagenet).

2. Que l'arpenteur-géomètre s'assure que la nouvelle ligne de propriété, divisant le terrain en deux parties, coïncide exactement avec le mur mitoyen des maisons jumelées existantes.

3. Qu'une dérogation mineure soit obtenue pour légitimer la superficie de chacun des lots créés (A et B) qui est inférieure à celle exigée pour un lot résidentiel sur lequel une maison jumelée est construite, comme stipulé dans l'article 6.2 du Règlement de zonage No. 2009-50.

Adoptée

11. Règlement 2021-48 autorisant la signature de l'entente de pré-service avec ANCO Homes Ltd.

Résolution 2021-298
Proposée par: Ian Walker
Appuyée par: Yves Laviolette

QU'IL SOIT RÉSOLU que le Règlement 2021- autorisant le maire et le directeur général à signer l'entente de pré-service avec ANCO Homes Ltd soit adopté après ses trois lectures.

Adoptée

12. **Règlement 2021-49 - pour la signature de l'entente locative avec Pêches et Océans Canada - Direction des ports pour petits bateaux.**

Résolution 2021-299
Proposée par: Chantal Galipeau
Appuyée par: Suzanne Lafrance

QU'IL SOIT RÉSOLU que le Règlement 2021-49 pour la signature de l'entente locative avec Pêches et Océans Canada - Direction des ports et petits bateaux soit adopté après ses trois lectures.

Adoptée

13. **Bell mobilité - Installation d'une tour de communication.**

Résolution 2021-300
Proposée par: Ian Walker
Appuyée par: Yves Laviolette

QU'IL SOIT RÉSOLU que le conseil du Canton d'Alfred et Plantagenet approuve le projet d'installation d'une nouvelle tour de communication de Bell Mobilité, d'une hauteur de 21 mètres, et localisée à l'arrière de la salle des Chevaliers de Colomb au 520 rue St-Philippe à Alfred.

Adoptée

14. **Clôture**

Résolution 2021-301
Proposée par: Suzanne Lafrance
Appuyée par: René Beaulne

QU'IL SOIT RÉSOLU que cette réunion soit levée à 19h47.

Adoptée

_____

Stéphane Sarrazin, Président

_____

Annie Rochefort, Greffière

TOWNSHIP OF ALFRED AND PLANTAGENET

MINUTES

COMMITTEE OF THE WHOLE

Tuesday, June 15, 2021, 7:00 P.M.
ELECTRONIC PARTICIPATION

Present:	Stephane Sarrazin, Mayor René Beaulne, Councillor Suzanne Lafrance, Councillor Chantal Galipeau, Councillor Yves Laviolette, Councillor Antoni Viau, Councillor Ian Walker, Councillor
Staff Present:	Michel Potvin, Chief Administrative Officer Annie Rochefort, Clerk Guylaine Poirier, Zoning Administrator Roch Hébert, Public Works Superintendent Martin Taillefer, Chief Building Official Ken St-Denis, Recreation Director Dominique Lacelle, Library Chief Executive Officer Jonathan Gendron, Municipal Engineer Julie Ménard-Brault, Acting Treasurer
Staff Absent:	Dominic Côté, Director Fire Services

1. OPENING OF THE MEETING

The assembly is called to order by the Chairman at 8:00 p.m.

Resolution 2021-302
Moved by: Chantal Galipeau
Seconded by: Yves Laviolette

BE IT RESOLVED that the Committee of the whole meeting be declared open.

Carried

2. ADOPTION OF THE AGENDA

Resolution 2021-303
Moved by: Ian Walker
Seconded by: Suzanne Lafrance

BE IT RESOLVED that the agenda be adopted as presented.

Carried

3. DISCLOSURES OF PECUNIARY INTERESTS

None

4. DELEGATIONS AND PRESENTATIONS

None

5. REPORTS FROM DEPARTMENTS/COMMITTEES

5.1 FINANCES - F-11-2021 - Report on Building Department Fees as of December 31, 2020.

Mrs. Julie Ménard-Brault presents her report.

5.2 RECREATION - Canada Day 2021.

Mr. Ken St-Denis, Director of Recreation, informs Council of the proposed virtual celebration for the 1st of July 2021 festivities.

5.3 HEALTH AND SAFETY - SS-01-2021 - Summary of trainings offered to employees.

Mrs. Annie Rochefort presents her report.

5.4 GENERAL MANAGEMENT - DG-19-2021 - Size of Municipal Council.

The Chief Administrative Officer presents his report and the three options offered to Council. Council members have many questions:

Is it possible to also consider the possibility of eliminating the wards or to modify the boundaries? They all agree with the proposed option to eliminate two councillor positions.

The Chief Administrative Officer explains that the process to reduce the number of councillors is easily done, with a resolution of Council. However, for the wards, it is much more complicated and is subject to appeals in front of the Local Planning Tribunal.

Directive is given to the administration to proceed with a public consultation about the possibility of reducing the number of councillors to four, for the upcoming 2022 municipal elections.

Notice of the public consultation will be announced in the local newspapers, as well as our social medias and Telmatik.

5.5 ENGINEERING - ENG-02-2021 - State of the Core Infrastructure- Village of Plantagenet.

The municipal engineer, Mr. Jonathan Gendron, presents his report. He recommends a 5 years moratorium for the village of Plantagenet, as the lagoon has reached its maximum capacity. This moratorium would allow time to complete the studies and the remedial work needed for the lagoon.

After discussion, Council wishes to allow for a maximum of 50 additional capacities, offered on the basis of first come first served.

With respect to the accessory dwelling units, Council agrees that they will be subject to a request, processed on case-by-case basis, and that the units granted for these apartments will count in the 50 capacities discussed above.

6. NOTICES OF MOTIONS

None

7. OTHER ITEMS

7.1 Report from the Drainage Superintendent for the months of May 2021.

Councillor René Beaulne asks whether an explanatory letter is sent with the invoice to owners within a municipal drain, for payment of work done on the drain.

Councillor René Beaulne is asked to forward the information to the Clerk for follow up.

7.2 Report from the Ontario Clean Water Agency for the month of April 2021.

Mr. Maurice Benoit presents his report.

8. QUESTION PERIOD

None

9. ADJOURNMENT

Resolution 2021-304
Moved by: Ian Walker
Seconded by: Chantal Galipeau

BE IT RESOLVED that this meeting be adjourned at 9:14 p.m.

Carried

_____

Stéphane Sarrazin, President

_____

Annie Rochefort, Clerk

CANTON D'ALFRED ET PLANTAGENET

PROCÈS-VERBAL

COMITÉ PLÉNIER

le mardi 15 juin 2021, 19 h 00
PAR VOIE DE PARTICIPATION ÉLECTRONIQUE

Présences:	Stephane Sarrazin, Maire René Beaulne, Conseiller Suzanne Lafrance, Conseillère Chantal Galipeau, Councillor Yves Laviolette, Conseiller Antoni Viau, Conseiller Ian Walker, Conseiller
Personnel présent:	Michel Potvin, Directeur général Annie Rochefort, Greffière Guylaine Poirier, Administratrice de zonage Roch Hébert, Surintendant des travaux publics Martin Taillefer, Chef du service des bâtiments Ken St-Denis, Directeur des loisirs Dominique Lacelle, Directrice générale des bibliothèques Jonathan Gendron, Ingénieur municipal Julie Ménard-Brault, Trésorière par intérim
Personnel absent:	Dominic Côté, Directeur des incendies

1. OUVERTURE DE LA RÉUNION

L'assemblée est appelée à l'ordre par le président à 20h00.

Résolution 2021-302
Proposée par: Chantal Galipeau
Appuyée par: Yves Laviolette, Conseiller

QU'IL SOIT RÉSOLU que la réunion du Comité plénier soit déclarée ouverte.

Adoptée

2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Résolution 2021-303
Proposée par: Ian Walker, Conseiller
Appuyée par: Suzanne Lafrance, Conseillère

QU'IL SOIT RÉSOLU que l'ordre du jour soit adopté tel que présenté.

Adoptée

3. DIVULGATIONS D'INTÉRÊTS PÉCUNIAIRES

Aucun

4. DÉLÉGATIONS ET PRÉSENTATIONS

Aucune

5. RAPPORTS DES DÉPARTEMENTS/COMITÉS

5.1 FINANCES -F-11-2021 - Rapport sur les droits du service de construction au 31 décembre 2020.

Mme Julie Ménard-Brault présente son rapport.

5.2 LOISIRS - Fête du Canada 2021.

M. Ken St-Denis, directeur des loisirs, informe les membres du conseil de la proposition virtuelle pour la fête du 1er juillet 2021.

5.3 SANTÉ ET SÉCURITÉ - SS-01-2021 - Sommaire des formations offertes aux employés.

Mme Annie Rochefort présente son rapport.

5.4 DIRECTION GÉNÉRALE - DG-19-2021 - Taille du conseil municipal.

Le directeur général présente son rapport et les trois options offertes au conseil. Les membres du conseil ont plusieurs questions, notamment:

Est-il possible d'évaluer aussi la possibilité d'éliminer les quartiers ou de les modifier? Ils sont tous d'accord avec la possibilité d'éliminer deux postes de conseillers.

Le directeur général explique que le processus pour éliminer deux postes de conseillers est assez simple et peut se faire par une résolution du conseil. Par contre, pour les quartiers, cela devient plus compliqué et peut faire l'objet d'un appel auprès du Tribunal d'appel de l'aménagement local.

Directive est donnée à l'administration de procéder avec une consultation publique afin de sonder l'intérêt du public pour réduire le nombre de conseillers à quatre, en vue des prochaines élections municipales en 2022.

L'avis de cette consultation publique sera publié dans les journaux locaux, sur nos réseaux sociaux ainsi que sur la plateforme Telmatik.

5.5 INGÉNIERIE - ENG-02-2021 - État de l'infrastructure - Village de Plantagenet.

L'ingénieur municipal, M. Jonathan Gendron, présente son rapport. Il demande un moratoire de 5 ans pour le village de Plantagenet, étant donné que la lagune a atteint sa pleine capacité. Ce moratoire permettrait de finaliser les études et les travaux de mise à niveau de la lagune.

Après discussion, le conseil préfère permettre jusqu'à 50 capacités sur une période de cinq ans, supplémentaires offertes sur la base du premier arrivé premier servi.

Pour ce qui est des appartements accessoires, le conseil convient qu'ils devront faire l'objet d'une demande, traitée au cas par cas, et que les unités accordées pour ces appartements compteront dans les 50 capacités discutées précédemment.

6. AVIS DE MOTION

Aucun

7. AUTRES SUJETS

7.1 Rapport du surintendant du drainage pour le mois de mai 2021.

Conseiller René Beaulne demande si une lettre explicative est envoyée avec la facture, lorsque les propriétaires affectés doivent payer pour des travaux effectués sur le drain municipal.

Le conseiller René Beaulne est invité à transmettre l'information à la greffière pour suivi.

7.2 Rapport de l'agence ontarienne des eaux pour le mois d'avril 2021.

M. Maurice Benoit présente son rapport.

8. PÉRIODE DE QUESTIONS

Aucune

9. CLÔTURE

Résolution 2021-304
Proposée par: Ian Walker, Conseiller
Appuyée par: Chantal Galipeau

QU'IL SOIT RÉSOLU que cette réunion soit levée à 21h14.

Adoptée

_____

Stéphane Sarrazin, Président

_____

Annie Rochefort, Greffière

Le 6 juillet 2021

M. Stéphane Sarrazin, Maire
Membres du Conseil
Canton d'Alfred et Plantagenet

Chers membres du Conseil,

Vous trouverez ci-joint la liste des comptes payables pour la période du 1 juin au 30 juin 2021.

Liste #1 -	Comptes payables & Mastercard - 1 juin au 30 juin 2021 Batch #77	2,558,057.91$
Liste #2 -	Paie #11, #12, #13 - Employés & Conseil	323,236.34$

En espérant le tout conforme, je demeure

Bien à vous,

Julie Ménard-Brault
Trésorière par intérim

Council/Board Report - Smry(Unpaid)

Vendor : AALT001 To ZURI000
Batch : 77 To 77

Cash Requirement Date : Jul 06, 2021
Unpaid Invoice Due Date : Jul 06, 2021
Bank : 0099 To 9

Vendor / Invoice/Description	Vendor Name	Batch	Invoice Date	Invoice Due Date	Invoice Amount	Paid Amount	Discount Amount	Released Amount	Payable Amount
Unpaid Total :					**0.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**

Vendor : AALT001 To ZURI000
Batch : '7 To 77

Cheque Dates : Jan 01, 2021 To Jul 06, 2021
Bank : 0099 To 9

Vendor Code / Invoice No.	Vendor Name / Description	Batch	Invoice Date	Due Date	Invoice Amount	Paid Amount	Discount Amount
ACFO000	ACFO OTTAWA INC						
6424	DRAPEAU FRANCO-ONTARIEN - X5	77	10-May-2021	08-Jun-2021	180.04	180.04	0.00
	Supplier Totals :				180.04	180.04	0.00
ASSO015	MUNICIPAL FINANCE OFFICERS ASSOC OF ONT						
2021JP-ALFRED-P	2021 MFOA JOB ADVERTISEMENT - TREASURER JOB AD	77	31-May-2021	03-Jun-2021	339.00	339.00	0.00
	Supplier Totals :				339.00	339.00	0.00
BEAR002	BEAR STUMP GRINDING						
36	REMOVE STUMP BELOW GROUND LEVEL WENDOVER DOG PARK	77	13-Jun-2021	23-Jun-2021	300.00	300.00	0.00
	Supplier Totals :				300.00	300.00	0.00
BELL003	BELL CANADA						
526760510-JUIN21	INTERNET - CENTRE COMMUNAUTAIRE PLANTAGENET	77	01-Jun-2021	16-Jun-2021	91.53	91.53	0.00
529784214-JUIN21	SERVICE INTERNET - 105 COUNTY ROAD WENDOVER - FIRE DEPT.	77	10-Jun-2021	23-Jun-2021	74.58	74.58	0.00
	Supplier Totals :				166.11	166.11	0.00
BISS006	BISSONNETTE VALU MART # 2726						
01 4833	SUPPLIES - LEFAIVRE MARINA	77	03-Jun-2021	08-Jun-2021	63.79	63.79	0.00
306519	SUPPLIES - FIRE DEPT.	77	13-May-2021	16-Jun-2021	5.00	5.00	0.00
	Supplier Totals :				68.79	68.79	0.00
BOBB001	BOBBY LALONDE MUSIC						
1933	EVENTJUNE 26 2021 - EQUIPMENT RENTAL, SOUND TECHNICIAN & DELIVERY	77	10-Jun-2021	23-Jun-2021	1,035.08	1,035.08	0.00
	Supplier Totals :				1,035.08	1,035.08	0.00
BOGH001	BOGHOSIAN & ALLEN LLP						
10756	PROFESSIONAL SERVICES - FILE NO. 53640-136471 JAC	77	01-Jan-2021	16-Jun-2021	6,897.70	6,897.70	0.00
	Supplier Totals :				6,897.70	6,897.70	0.00
BRAB004	BRABANT MIGUEL						
19-095	PERMIT #19-095 - REMBOURSEMENT DEPOT PERFORMANCE	77	28-May-2021	03-Jun-2021	150.00	150.00	0.00
	Supplier Totals :				150.00	150.00	0.00
BRIS013	BRISEBOIS MOBILE TECHNICIAN						
307441	REPAIR MULTIPLE HOSES, HYDRAULIC TO LEGS OF BACKHOE, 3 IN TOTAL - HOSES X3, TOP UP	77	09-Jun-2021	16-Jun-2021	419.07	419.07	0.00

Vendor Code / Invoice No.	Vendor Name / Description	Batch	Invoice Date	Due Date	Invoice Amount	Paid Amount	Discount Amount
	HYDRAULIC FLUID						
	Supplier Totals :				419.07	419.07	0.00
CAMP010	CAMPBELL POOLS INC						
39226	NOODLE, VACCUM HEAD	77	25-May-2021	16-Jun-2021	76.71	76.71	0.00
	Supplier Totals :				76.71	76.71	0.00
CENT013	CENTRE DE COMMUNICATIONS TECH						
180924	SERVICE CAMERA SYSTEM RESET & OVERALL MAINTENANCE	77	10-Jun-2021	16-Jun-2021	141.25	141.25	0.00
	Supplier Totals :				141.25	141.25	0.00
CHAR041	LES MINIJEUX GONFLABLE CHARTRAND						
152021	DATE DE L'EVENEMENT: 18 SEPTEMBRE 2021 - TENTE DÔME, ANIMAL KINGDOM, FROZEN, ZORB BALLS, MINI GOLF	77	12-Jun-2021	30-Jun-2021	1,107.40	1,107.40	0.00
	Supplier Totals :				1,107.40	1,107.40	0.00
CHARA001	CHARLEBOIS ANDREW						
001	PERFORMANCE CANADA DAY	77	28-Jun-2021	30-Jun-2021	400.00	400.00	0.00
	Supplier Totals :				400.00	400.00	0.00
CRE001	CREATIONS P.V.L. INC						
00013358	CRAYONS EN BOIS IMPRESSION 1 COULEUR EN BLEU, SAC EN TISSUS VERT FORET (309-QTY)	77	29-Jun-2021	30-Jun-2021	1,355.72	1,355.72	0.00
	Supplier Totals :				1,355.72	1,355.72	0.00
DEYA001	DEYAR HOMES INC.						
20-221	PERMIT #20-221 - PERFORMANCE DEPOSIT	77	28-Jun-2021	30-Jun-2021	200.00	200.00	0.00
	Supplier Totals :				200.00	200.00	0.00
DICA001	DICAIRE MARIO						
20-154	PERMIT #20-154 - PERFORMANCE DEPOSIT	77	08-Jun-2021	30-Jun-2021	200.00	200.00	0.00
	Supplier Totals :				200.00	200.00	0.00
DIRK001	DIRK BROECKX						
227306	ALFRED COLLEGE EXTRAS - SALES OF GYM EQUIPMENT (MATS)	77	02-Jun-2021	08-Jun-2021	113.00	113.00	0.00
	Supplier Totals :				113.00	113.00	0.00
EQUI002	EQUIPEMENT 3L						
287351	REFRIGERATEUR 1 PORTE VITRE	77	10-Jun-2021	23-Jun-2021	1,576.35	1,576.35	0.00

Vendor : AALT001 To ZURI000
Batch : '7 To 77

Cheque Dates : Jan 01, 2021 To Jul 06, 2021
Bank : 0099 To 9

Vendor Code / Invoice No.	Vendor Name / Description	Batch	Invoice Date	Due Date	Invoice Amount	Paid Amount	Discount Amount
	Supplier Totals :				1,576.35	1,576.35	0.00
FASS001	FASSETT MARINE INC.						
5854	LOCATION DE BATEAU, MAIN D'OEUVRE	77	08-Jun-2021	23-Jun-2021	1,210.23	1,210.23	0.00
	Supplier Totals :				1,210.23	1,210.23	0.00
GAUT007	GAUTHIER MARTINE						
9 JUIN 2021	SPECTACLE 1H30 - 150e ALFRED	77	09-Jun-2021	23-Jun-2021	450.00	450.00	0.00
	Supplier Totals :				450.00	450.00	0.00
GREE005	THE GREEN BEAVER COMPANY						
IN051270	540 QTY - SPF 15 LIP BALM MINT	77	21-Jun-2021	23-Jun-2021	569.52	569.52	0.00
	Supplier Totals :				569.52	569.52	0.00
GROU007	GROULX ROCH						
OWDCP-005509	NO. DEMANDE OWDCO-005509 - PROGRAMME ONTARIO INDEMNISATION DES DOMMANGES CAUSÉS PAR FAUNE	77	05-Mar-2021	08-Jun-2021	787.05	787.05	0.00
OWDCP-005556	NO. DEMANDE OWDCP-005556 - PROGRAMME ONTARIEN D'INDEMNISATION DES DOMMANGES CAUSÉS PAR FAUNE	77	08-Apr-2021	08-Jun-2021	949.20	949.20	0.00
	Supplier Totals :				1,736.25	1,736.25	0.00
HUNE001	HUNEAULT PORTES DE GARAGE DOORS INC						
9296	GARAGE POMPIER WENDOVER - REPARER PORTE	77	07-Apr-2021	16-Jun-2021	124.30	124.30	0.00
9480	POMPIER WENDOVER - REPARER PORTE GARAGE, REDRESSIR CADRAGE & AJUSTER REMOTE	77	03-Jun-2021	23-Jun-2021	207.36	207.36	0.00
	Supplier Totals :				331.66	331.66	0.00
HYDR000	HYDRO ONE NETWORKS INC.						
200003755988-MA	SERVICE - CONCESSION 1 STREET LIGHTS	77	14-Jun-2021	23-Jun-2021	17.90	17.90	0.00
200006164925-MA	SERVICE - ALFRED LAGOON PUMP	77	11-Jun-2021	23-Jun-2021	30.78	30.78	0.00
200011011891-MA	ST. LIGHTS - CONC. 5 LOT 5	77	03-Jun-2021	08-Jun-2021	380.66	380.66	0.00
200011018561-MA	ST. LIGHTS - CONCESSION 9 LOT 20-21	77	03-Jun-2021	08-Jun-2021	113.28	113.28	0.00
200011331082-MA	SERVICE - ALFRED LEFAIVRE SEWAGE PUMP	77	11-Jun-2021	23-Jun-2021	226.14	226.14	0.00
200012161040-MA	SERVICE - 2005 DU PARC ST. - BALL FIELD LEFAIVRE	77	14-Jun-2021	23-Jun-2021	38.48	38.48	0.00
200012162252-MA	SERVICE - CENTRE COMMUNAUTAIRE LEFAIVRE	77	14-Jun-2021	23-Jun-2021	282.04	282.04	0.00
200016194826-MA	ST. LIGHTS - CONC. 1 LOT 18-21	77	03-Jun-2021	08-Jun-2021	1,446.14	1,446.14	0.00
200016198058-MA	ST. LIGHTS - CONC. 5-6 LOT 7	77	03-Jun-2021	08-Jun-2021	98.89	98.89	0.00

Vendor : AALT001 To ZURI000
Batch : '7 To 77

Cheque Dates : Jan 01, 2021 To Jul 06, 2021
Bank : 0099 To 9

Vendor Code / Invoice No.	Vendor Name / Description	Batch	Invoice Date	Due Date	Invoice Amount	Paid Amount	Discount Amount
200016804108-JUI	SERVICE - 791 MILL ST. CURRAN RINK	77	24-Jun-2021	30-Jun-2021	33.29	33.29	0.00
200016804108-MA	SERVICE - 791 MILL ST. CURRAN - RINK CURRAN	77	25-May-2021	03-Jun-2021	53.26	53.26	0.00
200019877994-MA	ST. LIGHTS - CONC. 6 LOT 1	77	03-Jun-2021	08-Jun-2021	18.07	18.07	0.00
200019896586-MA	ST. LIGHTS - CONC. 1 LOT 8-9	77	03-Jun-2021	08-Jun-2021	393.94	393.94	0.00
200019936396-MA	ST. LIGHTS - CONC. 2 LOT 21	77	03-Jun-2021	03-Jun-2021	167.32	167.32	0.00
200023183169-MA	SERVICE - RUE DU CENTRE - WENDOVER BALL PARK	77	08-Jun-2021	16-Jun-2021	30.78	30.78	0.00
200023712326-MA	SERVICE - PRINCIPAL ST. WENDOVER - SEWER	77	08-Jun-2021	16-Jun-2021	185.38	185.38	0.00
200039084806-MA	ST. LIGHTS - CONC. 4 LOT 10	77	03-Jun-2021	08-Jun-2021	118.32	118.32	0.00
200039087735-MA	ST. LIGHTS - CONC. 8 LOT 9 10	77	03-Jun-2021	08-Jun-2021	919.04	919.04	0.00
200039095819-MA	ST. LIGHTS - CONC. 1 LOT 37 - HWY 17/DIVISION ROAD	77	03-Jun-2021	08-Jun-2021	18.07	18.07	0.00
200046211373-MA	SERVICE - 141 COUNTY RD 9 - TREADWELL BALL PARK	77	08-Jun-2021	16-Jun-2021	33.03	33.03	0.00
200047569171-MA	ST. LIGHTS - CONC. 1 BF LOT29-33	77	03-Jun-2021	03-Jun-2021	1,445.35	1,445.35	0.00
200047591605-MA	ST. LIGHTS - CONC 8 LOT 21	77	03-Jun-2021	08-Jun-2021	18.07	18.07	0.00
200048323650-MA	SERVICE - 490 PLANTAGENET CONC. 4 WATER TOWER	77	08-Jun-2021	16-Jun-2021	82.63	82.63	0.00
200051123314-MA	SERVICE - 2 WAY FLASHER	77	04-Jun-2021	04-Jun-2021	48.46	48.46	0.00
200051905778-MA	ST. LIGHTS - EASTWOOD EST - SUBDIVISION	77	03-Jun-2021	08-Jun-2021	46.98	46.98	0.00
200052357941-MA	SERVICE - 7200 COUNTY ROAD 17 WENDOVER, WATER TREATMENT PLAN	77	10-Jun-2021	16-Jun-2021	10,382.27	10,382.27	0.00
200059278485-MA	ST. LIGHTS - CONC. 1 LOT 23	77	03-Jun-2021	08-Jun-2021	18.07	18.07	0.00
200059311629-MA	ST. LIGHTS - CONC. 9 LOT 13	77	03-Jun-2021	08-Jun-2021	18.07	18.07	0.00
200062224760-MA	SERVICE - PRINCIPAL ST. WENDOVER - SEWER	77	08-Jun-2021	16-Jun-2021	359.68	359.68	0.00
200064427973-MA	ST. LIGHTS - CONC. 9 LOT 5	77	03-Jun-2021	08-Jun-2021	18.07	18.07	0.00
200065753136-MA	SERVICE - 1950 RUE LAJOIE LEFAIVRE GARAGE	77	14-Jun-2021	23-Jun-2021	88.32	88.32	0.00
200068667378-MA	SERVICE - 1971 RUE HOTEL DE VILLE LEFAIVRE - BIBLIOTHEQUE	77	14-Jun-2021	23-Jun-2021	107.12	107.12	0.00
200073584369-JUI	SERVICE - 791 MILL ST. CURRAN BALL PARK	77	23-Jun-2021	30-Jun-2021	31.33	31.33	0.00
200073584369-MA	SERVICE - 791 MILL ST. CURRAN, BALL PARK	77	21-May-2021	03-Jun-2021	30.41	30.41	0.00
200078636554-MA	SERVICE - RUE DU CENTRE WENDOVER - CENTRE COMMUNAUTAIRE & BIBLIOTHEQUE	77	08-Jun-2021	16-Jun-2021	63.62	63.62	0.00
200085067452-MA	SERVICE - 2015 RUE LAJOIE ALFRED LEFAIVRE WATER PLAN	77	10-Jun-2021	16-Jun-2021	8,819.64	8,819.64	0.00
200087393836-MA	SERVICE - 1971 HOTEL DE VILLE ST. LEFAIVRE CASERNE	77	14-Jun-2021	23-Jun-2021	80.93	80.93	0.00
200087428895-MA	SERVICE - RUE DU QUAI MARINA	77	14-Jun-2021	23-Jun-2021	114.07	114.07	0.00
200088924517-MA	SERVICE - AVE DU QUAI FIRE HALL	77	08-Jun-2021	16-Jun-2021	46.44	46.44	0.00
200096176174-MA	SERVICE - TREADWELL WHARF	77	08-Jun-2021	16-Jun-2021	34.90	34.90	0.00
200100058497-JUI	SERVICE - 791 MILL ST. CURRAN LIBRARY	77	23-Jun-2021	30-Jun-2021	111.14	111.14	0.00
200100058497-MA	SERVICE - 791 MILL ST. CURRAN - LIBRARY	77	21-May-2021	03-Jun-2021	221.56	221.56	0.00
200102383972 MAI	SERVICE - 5000 RUE CENTRE WENDOVER - ST. LIGHTS CENTRE COMMUNAUTAIRE	77	24-Jun-2021	30-Jun-2021	32.44	32.44	0.00

Vendor : AALT001 To ZURI000
Batch : '7 To 77

Cheque Dates : Jan 01, 2021 To Jul 06, 2021
Bank : 0099 To 9

Vendor Code / Invoice No.	Vendor Name / Description	Batch	Invoice Date	Due Date	Invoice Amount	Paid Amount	Discount Amount
200102383972-MAI	SERVICE - CENTRE COMMUNAUTAIRE WENDOVER	77	08-Jun-2021	16-Jun-2021	581.37	581.37	0.00
200102383972/AVF	SERVICE - ST. LIGHTS 5000 RUE DU CENTRE WENDOVER	77	25-May-2021	03-Jun-2021	32.30	32.30	0.00
200103766931-JUI	SERVICE - 819 CARTIER ST. CURRAN COMMUNITY CENTRE	77	23-Jun-2021	30-Jun-2021	123.15	123.15	0.00
200103766931-MAI	SERVICE - 819 CARTIER ST. CURRAN - CENTRE COMMUNAUTAIRE	77	21-May-2021	03-Jun-2021	112.24	112.24	0.00
200109051916-MAI	ST. LIGHTS - CONCESSION 6 LO 7	77	03-Jun-2021	08-Jun-2021	614.74	614.74	0.00
200111336466-MAI	SERVICE - TREADWELL CENTRE COMMUNAUTAIRE	77	08-Jun-2021	16-Jun-2021	105.69	105.69	0.00
200113830174-MAI	SERVICE - PRINCIPAL ST. WENDOVER SEWER	77	08-Jun-2021	16-Jun-2021	56.58	56.58	0.00
200115862932-MAI	ST. LIGHTS - CONC. 1 LOT 1	77	03-Jun-2021	08-Jun-2021	105.68	105.68	0.00
200123160867-MAI	ST. LIGHTS - RADIO TOWER	77	03-Jun-2021	08-Jun-2021	36.42	36.42	0.00
200126400970-MAI	SERVICE - AVE DU QUAI - PUMPING STATION	77	08-Jun-2021	16-Jun-2021	1,088.89	1,088.89	0.00
200126401980-MAI	SERVICE - WENDOVER WHARF	77	08-Jun-2021	16-Jun-2021	34.40	34.40	0.00
200126845352-MAI	ST. LIGHTS - TELEGRAPH & BOLT ROADS	77	03-Jun-2021	08-Jun-2021	226.25	226.25	0.00
200152340184-MAI	SERVICE - LANDFILL ALFRED	77	11-Jun-2021	23-Jun-2021	41.89	41.89	0.00
200194357150-MAI	SERVICE - 105 COUNTY ROAD 19 - CASERNE WENDOVER	77	08-Jun-2021	16-Jun-2021	281.13	281.13	0.00
200215295713-MAI	ST. LIGHTS - WENDOVER COMMUNITY CENTRE	77	03-Jun-2021	08-Jun-2021	5.60	5.60	0.00
200244397329-MAI	SERVICE - ST. LIGHTS ROUTE 25 HWY 17	77	14-Jun-2021	23-Jun-2021	9.16	9.16	0.00
200255091072-MAI	SERVICE - CONCESSION LOT 0 - ST. LIGHTS	77	14-Jun-2021	23-Jun-2021	9.16	9.16	0.00
200267959841-MAI	SERVICE - ST. LIGHTS 365/355 TRILLIUM - ACROSS 363 & 355 TRILLIUM	77	14-Jun-2021	23-Jun-2021	14.97	14.97	0.00
200267959942-MAI	SERVICE - ST, LIGHTS 380-398 TRILLIUM ACROSS FROM 380, 388	77	14-Jun-2021	23-Jun-2021	20.59	20.59	0.00
	Supplier Totals :				30,324.59	30,324.59	0.00
JUTR001	JUTRAS DECOR INC						
15818	PLANCHETTE DE VINYLE - PLANCHER CUISINE MUNICIPALITÉ	77	02-Jun-2021	16-Jun-2021	1,888.49	1,888.49	0.00
15828	RETOUR 1 BOITE ECHO EFS	77	08-Jun-2021	16-Jun-2021	-100.72	-100.72	0.00
	Supplier Totals :				1,787.77	1,787.77	0.00
KAHN001	KAHN JOHN						
20-040	PERMIT #20-040 - REMBOURSEMENT DEPOT PERFORMANCE	77	23-Jun-2021	30-Jun-2021	200.00	200.00	0.00
	Supplier Totals :				200.00	200.00	0.00
LALO063	LALONDE CASSANDRA						
19-040	PERMIT #19-040 - REMBOURSEMENT DEPOT PERFORMANCE	77	21-May-2021	03-Jun-2021	200.00	200.00	0.00
	Supplier Totals :				200.00	200.00	0.00

Vendor : AALT001 To ZURI000
Batch : '7 To 77

Cheque Dates : Jan 01, 2021 To Jul 06, 2021
Bank : 0099 To 9

Vendor Code / Invoice No.	Vendor Name / Description	Batch	Invoice Date	Due Date	Invoice Amount	Paid Amount	Discount Amount
LALO076	LALONDE HYAN						
008	RENTAL TRAILER DUMPEUR - 4 JUIN 2021	77	07-Jun-2021	30-Jun-2021	113.00	113.00	0.00
	Supplier Totals :				113.00	113.00	0.00
LAMA004	J.G. LAMARCHE LTD						
017216	SWITCH PELICAN LIGHT - CASERNE LEFAIVRE	77	31-May-2021	16-Jun-2021	40.19	40.19	0.00
017250	WHEELS BALANCED - V-145	77	03-Jun-2021	08-Jun-2021	67.80	67.80	0.00
017319	HELPER SPRING KIT, WEATHERTECH FLOOR MATS FRONT ROW, PERFORM 4 WHEEL BRAKE SERVICE	77	15-Jun-2021	23-Jun-2021	1,450.92	1,450.92	0.00
017347	NAPA ADAPTIVE ONE REAR BRAKE ROTOR, BRAKE WEAR SENSOR FRONT, NAPA ADAPTIVE ONE FRONT BRAKE ROTOR	77	21-Jun-2021	30-Jun-2021	1,547.04	1,547.04	0.00
	Supplier Totals :				3,105.95	3,105.95	0.00
LAMA027	LAMARCHE RAYMOND						
APRIL-MAY 2021	RAPPORT CAPTURE DE CASTOR - DRAINS MUNICIPAUX	77	31-May-2021	08-Jun-2021	935.00	935.00	0.00
MAY 2021	RAPPORT CAPTURE DE CASTOR - MAY 2021	77	31-May-2021	31-May-2021	1,530.00	1,530.00	0.00
	Supplier Totals :				2,465.00	2,465.00	0.00
LAMA030	LAMARCHE PICARD OUTDOOR CREATIONS EXTÉRIEURES						
JUNE 2ND, 2021	FOURNIR ET LIVRER ROCHE NATUREL (ARMOUR STONE) CONTRUIRE PLATE BANDE AUTOUR PANCARTE ALFRED	77	02-Jun-2021	08-Jun-2021	2,243.05	2,243.05	0.00
	Supplier Totals :				2,243.05	2,243.05	0.00
LAMO013	LAMOUREUX MARIE-CLAUDE						
21-048-D	PERMIT #21-048-D - REMBOURSEMENT DEPOT PERFORMANCE	77	11-Jun-2021	23-Jun-2021	100.00	100.00	0.00
	Supplier Totals :				100.00	100.00	0.00
MCEW001	MCEWEN NATHALIE						
20-023	PERMIT #20-023 - REMBOURSEMENT DEPOT PERFORMANCE	77	27-May-2021	03-Jun-2021	200.00	200.00	0.00
	Supplier Totals :				200.00	200.00	0.00
MCKI006	MCKINLEY JOHN						
21-052-D	PERMIT #21-052-D - REIMBURSEMENT PERFORMANCE DEPOSIT	77	04-Jun-2021	08-Jun-2021	100.00	100.00	0.00
	Supplier Totals :				100.00	100.00	0.00
MENA010	MENARD DANIEL						
21-037-D	PERMIT #21-037-D - REMBOURSEMENT DEPOT	77	27-May-2021	03-Jun-2021	100.00	100.00	0.00

Vendor : AALT001 To ZURI000
Batch : '7 To 77

Cheque Dates : Jan 01, 2021 To Jul 06, 2021
Bank : 0099 To 9

Vendor Code / Invoice No.	Vendor Name / Description	Batch	Invoice Date	Due Date	Invoice Amount	Paid Amount	Discount Amount
	PERFORMANCE						
	Supplier Totals :				100.00	100.00	0.00
MINI004	MINISTER OF FINANCE / policing						
202105211052004	REIMB-LOCAL SERVICE REALIGNMENT LSR 2021 - APRIL OPP LSR BILLING	77	31-May-2021	08-Jun-2021	130,605.00	130,605.00	0.00
	Supplier Totals :				130,605.00	130,605.00	0.00
MINI010	MINISTRY OF TRANSPORTATION						
INFRACTIONS-API	PARKING INFRACTIONS - APRIL 2021	77	01-May-2021	08-Jun-2021	8.25	8.25	0.00
	Supplier Totals :				8.25	8.25	0.00
PECK001	PECK'S MARINA						
51884	MARKER BOUY BR, NO WAKE LABEL, TAYLORBRITE SOLAR LIGHT BRW	77	22-Apr-2021	08-Jun-2021	2,205.55	2,205.55	0.00
	Supplier Totals :				2,205.55	2,205.55	0.00
PETT000	PETTY CASH						
003528	GAZ - SOUFFLEUSE PATINOIRE	77	01-Jan-2021	08-Jun-2021	15.00	15.00	0.00
01 1687	CHOCOLAT - ST-VALENTIN	77	10-Feb-2021	08-Jun-2021	28.20	28.20	0.00
01497	EASTER EGGS	77	18-Mar-2021	08-Jun-2021	15.77	15.77	0.00
058379	BALLES DE PAILLES POUR ÉCOLE LEFAIVRE	77	13-Jan-2021	08-Jun-2021	30.00	30.00	0.00
110902119192301	CARTE - DEPART JOSEE DALLAIRE	77	04-Jun-2021	08-Jun-2021	5.30	5.30	0.00
4 JUIN 2021	CASH SHORT	77	04-Jun-2021	08-Jun-2021	1.56	1.56	0.00
TR350371	POST CANADA - COLIS	77	01-Jan-2021	08-Jun-2021	15.42	15.42	0.00
	Supplier Totals :				111.25	111.25	0.00
PETT001	PETTY CASH						
JUIN 2021	PETTY CASH - PISCINES ALFRED & PLANTAGENET	77	16-Jun-2021	16-Jun-2021	200.00	200.00	0.00
	Supplier Totals :				200.00	200.00	0.00
POUL006	POULIN MICHEL						
INV #21-029	PERMIT #21-029 - REMBOURSEMENT DEPOT PERFORMANCE	77	08-Jun-2021	16-Jun-2021	1,000.00	1,000.00	0.00
	Supplier Totals :				1,000.00	1,000.00	0.00
PREC001	PRECISION ROOFING & SIDING INC						
1601275	WENDOVER LUCIEN DELORME CENTRE REPAIR 2 HRS X 1 MAN WITH 3 DECTITE CAULKING 40 SCREWS	77	01-Jun-2021	16-Jun-2021	423.75	423.75	0.00
	Supplier Totals :				423.75	423.75	0.00
PROD005	PRODUCTIONS ST-PIERRE						
JUIN 2021	SPECTACLE - 26 OU 27 JUIN 2021	77	23-Jun-2021	23-Jun-2021	847.50	847.50	0.00

Vendor : AALT001 To ZURI000
Batch : '7 To 77

Cheque Dates : Jan 01, 2021 To Jul 06, 2021
Bank : 0099 To 9

Vendor Code / Invoice No.	Vendor Name / Description	Batch	Invoice Date	Due Date	Invoice Amount	Paid Amount	Discount Amount
	Supplier Totals :				847.50	847.50	0.00
QUEN001	LES SERRES QUENNEVILLE						
589659	5 ARBRES FUITIERS, 5 ARBRES ORNEMENTAUX - DON IAN WALKER CONSEILLER	77	18-May-2021	03-Jun-2021	1,000.00	1,000.00	0.00
589669	5 MULCH ROUGE	77	28-Jun-2021	30-Jun-2021	47.06	47.06	0.00
	Supplier Totals :				1,047.06	1,047.06	0.00
REVI001	THE REVIEW						
2021-8608	PRESCOTT-RUSSELL VISITOR GUIDE- 2021	77	21-Jun-2021	23-Jun-2021	1,015.87	1,015.87	0.00
	Supplier Totals :				1,015.87	1,015.87	0.00
ROGE002	ROGERS WIRELESS						
2323137362	CELLULAIRES EMPLOYES - DEPT. ADMIN. TRAVAUX PUBLICS, CONSTRUCTION, RECREATION, BY-LAW, MAIRE, POMPIE	77	01-Jun-2021	16-Jun-2021	848.50	848.50	0.00
	Supplier Totals :				848.50	848.50	0.00
SARR010	SARRAZIN RAYMOND						
20-082	PERMIT #20-082 - PERFORMANCE DEPOSIT	77	28-Jun-2021	30-Jun-2021	200.00	200.00	0.00
21-080	PERMIT #21-080 - PERFORMANCE DEPOSIT	77	28-Jun-2021	30-Jun-2021	100.00	100.00	0.00
	Supplier Totals :				300.00	300.00	0.00
SARR018	SARRAZIN DANIEL						
21-064	REMBOURSEMENT PERMIT 21-064 - FRAIS DEVELOPPEMENT	77	27-May-2021	03-Jun-2021	4,891.83	4,891.83	0.00
	Supplier Totals :				4,891.83	4,891.83	0.00
SENEK001	SENECHAL KEVEN						
21-096-D	PERMIT 21-096-D - PERFORMANCE DEPOSIT	77	28-Jun-2021	30-Jun-2021	100.00	100.00	0.00
	Supplier Totals :				100.00	100.00	0.00
SMALL002	SMALL CRAFT HARBOURS FISHERIES & OCEANS CANADA						
OP4869-H-2106-21	RE: #OP-869-H-2106 - ADVANCE RENTAL PAYMENT FOR THE SMALL CRAFT HARBOURS FACILITY WENDOVER	77	09-Jun-2021	23-Jun-2021	565.00	565.00	0.00
	Supplier Totals :				565.00	565.00	0.00
SONI001	SONIBRAND FARM INC.						
21-072-D	PERMIT #21-072-D - REMBOURSEMENT DEPOT PERFORMANCE	77	28-May-2021	03-Jun-2021	100.00	100.00	0.00
	Supplier Totals :				100.00	100.00	0.00

Vendor : AALT001 To ZURI000
Batch : '7 To 77

Cheque Dates : Jan 01, 2021 To Jul 06, 2021
Bank : 0099 To 9

Vendor Code / Invoice No.	Vendor Name / Description	Batch	Invoice Date	Due Date	Invoice Amount	Paid Amount	Discount Amount
STHI001	ST-HILAIRE SHARON						
21-073	PERMIT #21-073 - REMBOURSEMENT DEPOT PERFORMANCE	77	23-Jun-2021	30-Jun-2021	200.00	200.00	0.00
	Supplier Totals :				200.00	200.00	0.00
TECH001	TECHNICAL STANDARDS AND SAFETY AUTHORITY						
3623393	FUEL SAFETY LIQUID FUELS FOLLOW-UP INSPECTION	77	31-May-2021	16-Jun-2021	468.95	468.95	0.00
	Supplier Totals :				468.95	468.95	0.00
TERI000	TERIMAX CONSTRUCTION INC						
29818	INSTALLER RAMPE	77	20-May-2021	08-Jun-2021	327.70	327.70	0.00
	Supplier Totals :				327.70	327.70	0.00
TRIA001	TRIANGLE PUMP SERVICE LTD						
23366	BRENT G TECH HOURS, MILEAGE, CALIBRATION OF 2 PUMPS	77	21-Jun-2021	23-Jun-2021	1,778.34	1,778.34	0.00
	Supplier Totals :				1,778.34	1,778.34	0.00
UPIP000	LOUISE CHARBONNEAU GAS BAR						
280514	FUEL - BLOWER	77	22-Jun-2021	30-Jun-2021	21.30	21.30	0.00
	Supplier Totals :				21.30	21.30	0.00
	Computer Paid Total :				**207,029.09**	**207,029.09**	**0.00**

Vendor : AALT001 To ZURI000
Batch : 77 To 77

EFT Date : 01-01-2021 To 06-Jul-2021
Bank : 0099 To 9

Vendor Code / Invoice No.	Vendor Name / Description	Batch	Invoice Date	Due Date	Invoice Amount	Paid Amount	Discount Amount
AALT001	AALTO TECHNOLOGIES						
00006736	MONTHLY GO LIVE BASE DATE PLAN - JULY 01 TO JULY 31, 2021	77	15-Jun-2021	23-Jun-2021	830.04	830.04	0.00
			Supplier Totals :		830.04	830.04	0.00
ACCE003	ACCESS-EQUIP INC.						
2021-346	VANGUARD STEEL	77	28-May-2021	08-Jun-2021	259.90	259.90	0.00
			Supplier Totals :		259.90	259.90	0.00
AMCT001	AMCTO						
227563	AMCTO CAREER BROADCAST SERVICE - TREASURER	77	01-Jun-2021	08-Jun-2021	598.90	598.90	0.00
			Supplier Totals :		598.90	598.90	0.00
AQUA002	AQUAM INC.						
340199	T-SHIRT SAUVETEUR, KANGOUROU ROUGE, CASQUETTE BLANCHE, REACTIF TAYLOR	77	14-Jun-2021	23-Jun-2021	1,289.54	1,289.54	0.00
341108	CASQUETTE BLANCHE TECHNIQUE SAUVETEUR, REACTIF TAYLOR	77	24-Jun-2021	30-Jun-2021	87.07	87.07	0.00
			Supplier Totals :		1,376.61	1,376.61	0.00
ASSO000	ASSOCIATION OF MUNICIPALITIES OF ONTARIO						
PS001760	JOB AID PUBLISHED ON AMO WEBSITE - AD TITLE TREASURER	77	04-Jun-2021	08-Jun-2021	316.40	316.40	0.00
			Supplier Totals :		316.40	316.40	0.00
BERC014	BERCIER FRANCOIS						
MAI 2021	DEPENSES CELLULAIRE - MAI 2021	77	01-Jun-2021	03-Jun-2021	40.00	40.00	0.00
			Supplier Totals :		40.00	40.00	0.00
BERI003	BERIAULT MARC-ANDRE						
MAI 2021	DEPENSES CELLULAIRE - MAI 2021	77	01-Jun-2021	03-Jun-2021	40.00	40.00	0.00
			Supplier Totals :		40.00	40.00	0.00
BERT001	BERTRAND SUPPLIES						
516499	LITTER PICKER, CHEST WADDER	77	04-May-2021	16-Jun-2021	366.74	366.74	0.00
519766	NORTH FORESTRY KIT, HARD HAT FULL BRIM WHITE	77	08-Jun-2021	16-Jun-2021	429.85	429.85	0.00
			Supplier Totals :		796.59	796.59	0.00
BOUR020	BOURGAULT JEAN-YVES						
MAI 2021	DEPENSES CELLULAIRE - MAI 2021	77	01-Jun-2021	03-Jun-2021	40.00	40.00	0.00
			Supplier Totals :		40.00	40.00	0.00

Vendor : AALT001 To ZURI000
Batch : 77 To 77

EFT Date : 01-01-2021 To 06-Jul-2021
Bank : 0099 To 9

Vendor Code / Invoice No.	Vendor Name / Description	Batch	Invoice Date	Due Date	Invoice Amount	Paid Amount	Discount Amount
BRAZ001	BRAZEAU SANITATION INC						
A211664	REGULAR TOILETS RENTED - 2021/05/26-2021/06/26 - HANDICAP TOILET RENTED 2021/05/26-2021/06/26	77	01-Jun-2021	23-Jun-2021	1,231.70	1,231.70	0.00
			Supplier Totals :		1,231.70	1,231.70	0.00
BRIS004	J.R. BRISSON EQUIPMENT LTD						
WO59257	REPLACE FUEL LIFT PUMP AND PER FUEL FILTER, SERVICE CALL - E-61	77	31-May-2021	08-Jun-2021	829.58	829.58	0.00
WO59385	LABOUR, SERVICE CALL, COMPLAINT-UNIT HAS CODE 4105, FLASH TRAX OUTPUT SHAFT SPEED SENSOR	77	09-Jun-2021	16-Jun-2021	356.80	356.80	0.00
			Supplier Totals :		1,186.38	1,186.38	0.00
CADI004	JP DESIGN - 3915417 CANADA INC						
12112	PENFLET IMPRESSION COULEUR - 150e ALFRED	77	28-May-2021	08-Jun-2021	172.89	172.89	0.00
			Supplier Totals :		172.89	172.89	0.00
CADI012	CADIEUX MARTIN						
MAI 2021	DEPENSES CELLULAIRE - MAI 2021	77	01-Jun-2021	03-Jun-2021	40.00	40.00	0.00
			Supplier Totals :		40.00	40.00	0.00
CANS001	CANSEL SURVEY EQUIPMENT INC						
91035804	DET-2 THEODOLITE - DIGIT TRANSIT	77	04-Jun-2021	16-Jun-2021	2,000.10	2,000.10	0.00
91035805	VEST SURVEY LIME	77	04-Jun-2021	16-Jun-2021	297.77	297.77	0.00
			Supplier Totals :		2,297.87	2,297.87	0.00
CARR003	CARRIERE & POIRIER EQUIPMENT LTD						
155698	O RING PKG - MARINA LEFAIVRE	77	02-Jun-2021	08-Jun-2021	6.40	6.40	0.00
156057	DROP BELT-V	77	14-Jun-2021	23-Jun-2021	85.10	85.10	0.00
156065	SWITCH LEVER - E-39	77	14-Jun-2021	23-Jun-2021	41.91	41.91	0.00
			Supplier Totals :		133.41	133.41	0.00
CATH001	CATHOLIC DISTRICT SCHOOL BRD OF EASTERN ONTARIO						
JUIN 2021	2e VERSEMENTS - JUIN 2021	77	30-Jun-2021	30-Jun-2021	39,877.63	39,877.63	0.00
			Supplier Totals :		39,877.63	39,877.63	0.00
CHAR015	GARAGE CHARTRAND & PINEAU						
27034	BATTERT HOT BOX	77	06-May-2021	08-Jun-2021	128.57	128.57	0.00
38675	REPAIR BRAKE, BLEED BRAKE SYSTEM, HAD TO UNSEIZE BLEEDE, BRAKE HOSE, BRAKE FLUID	77	23-Apr-2021	16-Jun-2021	681.46	681.46	0.00
38702	SAFETY INSPECTION, REPAIR JACK KNIFE DAMAGE, OIL FILTER, AIR FILTER, U-CLAMP, REAR BRAKE PAD - V-11	77	04-May-2021	08-Jun-2021	2,659.06	2,659.06	0.00
38703	SAFETY INSPECTION,	77	04-May-2021	08-Jun-2021	472.52	472.52	0.00

Vendor : AALT001 To ZURI000
Batch : 77 To 77

EFT Date : 01-01-2021 To 06-Jul-2021
Bank : 0099 To 9

Vendor Code / Invoice No.	Vendor Name / Description	Batch	Invoice Date	Due Date	Invoice Amount	Paid Amount	Discount Amount
	REPLACE BOTH EQUALIZER BEAM & BUSHING, LOCK NUT, ZERK PIN, EQUALIZER BEAM						
38706	REPLACE DRIVER SEAT CUSHION, REPAR LIGHT, SECURE EXHAUST PIPE, SEAT COVER, OIL - V20	77	04-May-2021	08-Jun-2021	1,521.23	1,521.23	0.00
38771	REPAIR POWER STEERING, REPLACE POWER BOOSTER, REPLACE 2 HOSES, HOSE FITTING - V-20	77	01-May-2021	08-Jun-2021	1,258.60	1,258.60	0.00
			Supplier Totals :		6,721.44	6,721.44	0.00
CINT001	CINTAS CANADA LTD.						
4085772542	XTRAC MAT, SHOP TOWEL, COVERALL, SHOPCOAT	77	31-May-2021	08-Jun-2021	337.55	337.55	0.00
4086369669	XTRAC MAT, COVERALL, SHOP COAT, SHOP TOWEL	77	07-Jun-2021	16-Jun-2021	337.55	337.55	0.00
4087075186	XTRAC MAT, COVERALL, SHOP TOWEL, SHOPCOAT	77	14-Jun-2021	23-Jun-2021	337.55	337.55	0.00
4087722142	XTRAC MAT, SHOP TOWEL, COVERALL, SHOPCOAT	77	21-Jun-2021	23-Jun-2021	337.55	337.55	0.00
			Supplier Totals :		1,350.20	1,350.20	0.00
COIN001	LE COIN DU LIVRE						
F31883	ACHAT LIVRES - BIBLIOTHEQUE WENDOVER	77	02-Jun-2021	16-Jun-2021	307.58	307.58	0.00
F31884	ACHAT LIVRES - BIBLIOTHEQUE PLANTAGENET	77	02-Jun-2021	16-Jun-2021	393.02	393.02	0.00
F31885	ACHAT LIVRES - BIBLIOTHEQUE LEFAIVRE	77	02-Jun-2021	16-Jun-2021	415.66	415.66	0.00
F31886	ACHAT LIVRES - BIBLIOTHEQUE ALFRED	77	02-Jun-2021	16-Jun-2021	565.75	565.75	0.00
F31887	ACHAT LIVRES - BIBLIOTHEQUE	77	02-Jun-2021	16-Jun-2021	430.76	430.76	0.00
F32085	ACHAT LIVRES - BIBLIOTHEQUE CURRAN	77	24-Jun-2021	30-Jun-2021	91.30	91.30	0.00
F32087	ACHAT LIVRES - BIBLIOTHEQUE PLANTAGENET	77	24-Jun-2021	30-Jun-2021	62.87	62.87	0.00
F32088	ACHAT LIVRES - BIBLIOTHEQUE ALFRED	77	24-Jun-2021	30-Jun-2021	252.22	252.22	0.00
F32090	ACHAT LIVRES - BIBLIOTHEQUE LEFAIVRE	77	24-Jun-2021	30-Jun-2021	127.43	127.43	0.00
			Supplier Totals :		2,646.59	2,646.59	0.00
COLA001	COLACEM CANADA INC - DIVISION BERTRAND CONST.						
FP6006877	GRANULAR B	77	05-May-2021	16-Jun-2021	1,323.12	1,323.12	0.00
FP6007297	GRANULAR A	77	21-May-2021	16-Jun-2021	1,821.57	1,821.57	0.00
FP6007339	GRANULAR A - ROUTE 11 CURRAN	77	25-May-2021	03-Jun-2021	141.52	141.52	0.00
FP6007439	81-HL3F-5828	77	28-May-2021	16-Jun-2021	193.07	193.07	0.00
FP6007537	GRANULAR M	77	01-Jun-2021	08-Jun-2021	150.02	150.02	0.00
FP6007659	GABION STONE	77	04-Jun-2021	16-Jun-2021	89.69	89.69	0.00
FP6007699	BLASTED ROCK	77	07-Jun-2021	16-Jun-2021	1,074.10	1,074.10	0.00
FP6007803	GRANULAR M	77	10-Jun-2021	16-Jun-2021	6,330.86	6,330.86	0.00
FP6007835	GRANULAR M - PARKING CENTRE COMMUNAUTAIRE WENDOVER	77	11-Jun-2021	23-Jun-2021	7,827.22	7,827.22	0.00
FP6007870	GRANULAR M, GRANULAR B - CULVERT CONC. 2 TREADWELL & PARKING CENTRE COMMUN.	77	14-Jun-2021	23-Jun-2021	2,272.66	2,272.66	0.00

Vendor : AALT001 To ZURI000
Batch : 77 To 77

EFT Date : 01-01-2021 To 06-Jul-2021
Bank : 0099 To 9

Vendor Code / Invoice No.	Vendor Name / Description	Batch	Invoice Date	Due Date	Invoice Amount	Paid Amount	Discount Amount
	WENDOVER						
FP6007902	GRANULAR M - RUE PRINCIPALE WENDOVER	77	15-Jun-2021	23-Jun-2021	895.53	895.53	0.00
FP6007931	81 - HL3F-5828 - TICKET #O00018916	77	16-Jun-2021	30-Jun-2021	190.20	190.20	0.00
FP6007940	STONE 200-300 MM - CONC. 2 TREADWELL	77	16-Jun-2021	23-Jun-2021	258.95	258.95	0.00
FP6007941	GRANULAR M - RUE PRINCIPALE	77	16-Jun-2021	23-Jun-2021	597.95	597.95	0.00
FP6007992	GRANULAR M, GRANULAR B	77	17-Jun-2021	30-Jun-2021	1,166.25	1,166.25	0.00
FP6008017	GABION STONE, GRANULAR M	77	18-Jun-2021	30-Jun-2021	1,093.13	1,093.13	0.00
FP6008043	GRANULAR M	77	21-Jun-2021	30-Jun-2021	753.10	753.10	0.00
			Supplier Totals :		26,178.94	26,178.94	0.00
CONS001	CONSEIL ECOLES PUBLIQUES L'EST ONTARIEN						
JUIN 2021	2e VERSEMENTS - REQUISITION JUIN 2021	77	30-Jun-2021	30-Jun-2021	31,835.62	31,835.62	0.00
REDEVENCES-A	FRAIS DE REDEVENCES - AVRIL 2021	77	01-Apr-2021	16-Jun-2021	4,705.00	4,705.00	0.00
REDEVENCES-M	FRAIS DE REDEVANCES - MAI 2021	77	01-May-2021	16-Jun-2021	2,823.00	2,823.00	0.00
			Supplier Totals :		39,363.62	39,363.62	0.00
CONS003	C.S.D.C.E.O.						
JUIN 2021	2e VERSEMENTS - REQUISITION JUIN 2021	77	30-Jun-2021	30-Jun-2021	194,094.89	194,094.89	0.00
			Supplier Totals :		194,094.89	194,094.89	0.00
COOL001	COOL CONTAINERS & RENTAL						
34490	CURSIDE COLLECTION WASTE & RECYCLABLE, COMMERCIAL PROPERTIES WASTE & RECYCLABLE COLLECTION, PRINTANI	77	31-May-2021	08-Jun-2021	60,592.66	60,592.66	0.00
34499	LOCATION DE BACKHOW SANS OPERATEUR 18 MAI 2021, 4 JUIN 2021	77	07-Jun-2021	16-Jun-2021	715.15	715.15	0.00
			Supplier Totals :		61,307.81	61,307.81	0.00
DAOUA001	DAOUST ALAIN						
MAI 2021	DEPENSES CELLULAIRE - MAI 2021	77	01-Jun-2021	03-Jun-2021	40.00	40.00	0.00
			Supplier Totals :		40.00	40.00	0.00
DELT001	DELTA POWER EQUIPMENT						
P09707	FAILS/KNIVES, SELF-LOCKING NU, SPACER - E-54	77	04-Jun-2021	16-Jun-2021	1,320.71	1,320.71	0.00
			Supplier Totals :		1,320.71	1,320.71	0.00
DENC001	DENCHEM SURFACE SOLUTIONS						
INV0082858	LUQUID CALCIUM CHLORIDE SPRAYED - MUNICIPAL DUST CONTROL - PO44610	77	18-May-2021	30-Jun-2021	5,710.42	5,710.42	0.00
INV0082860	LIQUID CALCIUM CHLORIDE SPRAYED - MUNICIPAL DUST CONTROL - PO47991	77	12-May-2021	30-Jun-2021	9,317.98	9,317.98	0.00
INV0082861	LIQUID CALCIUM CHLORIDE	77	14-May-2021	30-Jun-2021	5,728.45	5,728.45	0.00

Vendor : AALT001 To ZURI000
Batch : 77 To 77

EFT Date : 01-01-2021 To 06-Jul-2021
Bank : 0099 To 9

Vendor Code / Invoice No.	Vendor Name / Description	Batch	Invoice Date	Due Date	Invoice Amount	Paid Amount	Discount Amount
	SPRAYED - MUNICIPAL DUST CONTROL - PO44991						
INV0082873	LIQUID CALCIUM CHLORIDE SPRAYED - MUNICIPAL DUST CONTROL - PO44615	77	20-May-2021	30-Jun-2021	5,717.04	5,717.04	0.00
INV0082874	LIQUID CALCIUM CHLORIDE SPRAYED - MUNICIPAL DUST CONTROL - PO44616	77	20-May-2021	30-Jun-2021	5,717.04	5,717.04	0.00
INV0082879	LIQUID CALCIUM CHLORIDE SPRAYED - MUNICIPAL DUST CONTROL - PO44617	77	21-May-2021	30-Jun-2021	5,720.04	5,720.04	0.00
INV0082882	LIQUID CALCIUM CHLORIDE SPRAYED - MUNICIPAL DUST CONTROL - PO44614	77	19-May-2021	30-Jun-2021	5,708.02	5,708.02	0.00
INV0082883	LIQUID CALCIUM CHLORIDE SPRAYED - MUNICIPAL DUST CONTROL - PO47993	77	18-May-2021	30-Jun-2021	5,849.29	5,849.29	0.00
INV0082887	LIQUID CALCIUM CHLORIDE SPRAYED - MUNICIPAL DUST CONTROL - PO47992	77	17-May-2021	30-Jun-2021	9,336.02	9,336.02	0.00
INV0083467	LIQUID CALCIUM CHLORIDE SPRAYED - MUNICIPAL DUST CONTROL - PO 44618	77	25-May-2021	23-Jun-2021	6,011.60	6,011.60	0.00
INV0083468	LIQUID CALCIUM CHLORIDE SPRAYED - MUNCIPAL DUST CONTROL - PO 44619	77	25-May-2021	23-Jun-2021	6,020.62	6,020.62	0.00
INV0083472	LIQUID CALCIUM CHLORIDE SPRAYED - MUNICIPAL DUST CONTROL - PO47983	77	27-May-2021	23-Jun-2021	5,711.02	5,711.02	0.00
INV0083478	LIQUID CALCIUM CHLORIDE SPRAYED - MUNICIPAL DUST CONTROL - PO 47985	77	28-May-2021	23-Jun-2021	5,729.06	5,729.06	0.00
INV0083493	LIQUID CALCIUM CHLORIDE SPRAYED - MUNICIPAL DUST CONTROL - PO47988	77	31-May-2021	23-Jun-2021	1,803.48	1,803.48	0.00
INV0083494	LIQUID CALCIUM CHLORIDE SPRAYED - MUNICIPAL DUST CONTROL - PO 47988	77	31-May-2021	23-Jun-2021	3,907.54	3,907.54	0.00
INV0083496	LIQUID CALCIUM CHLORIDE SPRAYED - MUNICIPAL DUST CONTROL - PO 41119	77	26-May-2021	23-Jun-2021	5,734.47	5,734.47	0.00
			Supplier Totals :		93,722.09	93,722.09	0.00
DICA006	DICAIRE MAXIME						
MAI 2021	DEPENSES CELLULAIRE - MAI 2021	77	01-Jun-2021	03-Jun-2021	40.00	40.00	0.00
			Supplier Totals :		40.00	40.00	0.00
DUVA003	ACIER DUVAL STEEL						
9280	FABRICATION DE LETTRE D'ACIER ALFRED EN 3 D	77	15-Jun-2021	23-Jun-2021	9,311.20	9,311.20	0.00
			Supplier Totals :		9,311.20	9,311.20	0.00
EAST010	EAST ROCK EQUIPMENT INC						
01-6488	DOOSAN EXCAVATOR MODEL: DX 190 W-5 - RENTAL 05/26/2021 - 06/26/2021	77	26-May-2021	03-Jun-2021	10,509.00	10,509.00	0.00
01-6622	RECOVERY OF SHPPING COST PAID BY EASTROCK, DELIVER A DOOSAN DX190W-D WHEELED EXCAVATOR TO MAIN GARAG	77	31-May-2021	08-Jun-2021	960.50	960.50	0.00
			Supplier Totals :		11,469.50	11,469.50	0.00

Vendor : AALT001 To ZURI000
Batch : 77 To 77

EFT Date : 01-01-2021 To 06-Jul-2021
Bank : 0099 To 9

Vendor Code / Invoice No.	Vendor Name / Description	Batch	Invoice Date	Due Date	Invoice Amount	Paid Amount	Discount Amount
ENBR001	ENBRIDGE						
930610024413-A\	SERVICE - 7200 COUNTY ROAD 17 - WENDOVER SEWER	77	27-May-2021	03-Jun-2021	694.36	694.36	0.00
930610024413-M.	SERVICE - 7200 COUNTY ROAD 17 - WENDOVER SEWER	77	25-Jun-2021	30-Jun-2021	181.76	181.76	0.00
				Supplier Totals :	876.12	876.12	0.00
ENBR002	ENBRIDGE						
910000037412-M.	SERVICE - 5000 DU CENTRE WENDOVER - CENTRE COMMUNAUTAIRE & BIBLIOTHEQUE	77	21-Jun-2021	23-Jun-2021	105.89	105.89	0.00
910000037425-M.	SERVICE - 185 COUNTY RD 17 PLANTAGENET - GARAGE MUN.	77	21-Jun-2021	23-Jun-2021	80.29	80.29	0.00
910000718875-M.	SERVICE - 555 ST-PHILIPPE ALFRED - CENTRE COMMUNAUTAIRE & BIBLIOTHEQUE ALFRED	77	21-Jun-2021	23-Jun-2021	299.36	299.36	0.00
910000719015-M.	SERVICE - 3108 DU QUAI AVE WENDOVER - BUNKER LOISIRS	77	21-Jun-2021	23-Jun-2021	83.63	83.63	0.00
910003911206-M.	SERVICE - 265 ST-PHILIPPE ALFRED - BUREAU MUN. ALFRED, GARAGE, POMPIER	77	21-Jun-2021	23-Jun-2021	82.05	82.05	0.00
910005913963-M.	SERVICE - 205 OLD HWY 17 PLANTAGENET - BUREAU MUNICIPAL	77	21-Jun-2021	23-Jun-2021	84.65	84.65	0.00
910007380883-M.	SERVICE - 220 RUE MAIN PLANTAGENET - CENTRE COMMUNAUTAIRE PLANTAGENET	77	21-Jun-2021	23-Jun-2021	83.30	83.30	0.00
910012216012-M.	SERVICE - 570 RUE ALBERT PLANTAGENET - RECREATION	77	21-Jun-2021	23-Jun-2021	319.70	319.70	0.00
910020227270-M.	SERVICE - 105 COUNTY ROAD 19 - CASERNE WENDOVER	77	21-Jun-2021	23-Jun-2021	94.11	94.11	0.00
				Supplier Totals :	1,232.98	1,232.98	0.00
ENTA001	ENTANDEM						
#5048361	DOSSIER #5048361 - MUSICIENS AMBULANTS & MUSICIENS DE RUES - 26 JUIN 2021	77	10-Jun-2021	16-Jun-2021	57.87	57.87	0.00
				Supplier Totals :	57.87	57.87	0.00
FIRS001	FIRST CLASS TRAILERS						
17773	TAILGATE LIFT HELPER	77	27-May-2021	03-Jun-2021	709.08	709.08	0.00
				Supplier Totals :	709.08	709.08	0.00
FRED000	FRED WELDING INC. AND MACHINE SHOP						
14675	MAY 3 - WELD NEW PLATE ON BACKHOE, PLATE, FAB NEW WUICK ATTACHE AND BOOM FOR CALVRET, REPAIR TRUCK V	77	31-May-2021	08-Jun-2021	3,254.40	3,254.40	0.00
				Supplier Totals :	3,254.40	3,254.40	0.00

Vendor : AALT001 To ZURI000
Batch : 77 To 77

EFT Date : 01-01-2021 To 06-Jul-2021
Bank : 0099 To 9

Vendor Code / Invoice No.	Vendor Name / Description	Batch	Invoice Date	Due Date	Invoice Amount	Paid Amount	Discount Amount
GASC001	LES ENTREPRISES H.D.J.S. GASCON LTEE						
8427E	VOLVO ROCK TRUCK - APRIL 20, 21, 22, 23, 26, 27, 28, 29-30 2021, FLOAT OUT - MAY 5 2021	77	30-Apr-2021	16-Jun-2021	9,463.75	9,463.75	0.00
8437E	FLOAT IN TEREX ROCK TRUCK - MAY 17, 18, 19, 20 2021 - FLOAT OUT TEREX ROCK TRUCK	77	02-Jun-2021	16-Jun-2021	4,237.50	4,237.50	0.00
			Supplier Totals :		13,701.25	13,701.25	0.00
GOUL001	GOULET GENEVIEVE						
JUNE 10, 2021	REMBOURSEMENT MONTANT PAYÉ COURS $419.20 - FACTURE MONTANT DÛ POUR DEPENSES CELLULAIRE $254.73	77	10-Jun-2021	16-Jun-2021	164.47	164.47	0.00
			Supplier Totals :		164.47	164.47	0.00
GOUR002	R. GOUR LANDSCAPING						
4704	LANDFILL SITE - BULDOZER RENTAL - MAY 17 TO JUNE 4 2021 - FLOAT SERVICE	77	10-Jun-2021	16-Jun-2021	8,955.25	8,955.25	0.00
			Supplier Totals :		8,955.25	8,955.25	0.00
GREN001	GRENIER NATHALIE						
05 0470	CARTE DEPART D'EMPLOYE	77	27-May-2021	08-Jun-2021	5.30	5.30	0.00
			Supplier Totals :		5.30	5.30	0.00
HAWK0001	HAWKESBURY AUTO PARTS INC						
074-717656	LED HIGH COUNT (CONV)	77	03-Jun-2021	08-Jun-2021	184.28	184.28	0.00
			Supplier Totals :		184.28	184.28	0.00
HITE001	HI-TECH HYDRAULIQUE						
2370	RACCORD FEM BSPP, FERRULE, CERTISSAGE BOYAU. PROTECTEUR PLASTIQUE NOIR - E-54	77	31-May-2021	08-Jun-2021	129.46	129.46	0.00
2391	RACCORD FEM, BOYAU, FERRULE, CERTISSAGE DE BOYAU - E-54	77	14-Jun-2021	23-Jun-2021	102.11	102.11	0.00
2407	BOYAU XT, FERRULE COURT SHOP, RACCORD FEM ORFS, RACCORD MALE ORFS, CERTISSAGE DE BOYAU	77	21-Jun-2021	30-Jun-2021	292.09	292.09	0.00
2408	OR-90NBR X 3 - E-61	77	21-Jun-2021	30-Jun-2021	6.16	6.16	0.00
			Supplier Totals :		529.82	529.82	0.00
HOME002	BOURGET HOME HARDWARE						
21699	WORMS LARGE	77	03-Jun-2021	08-Jun-2021	40.58	40.58	0.00
22147	WORMS LARGE - MARINA LEFAIVRE	77	25-Jun-2021	30-Jun-2021	36.07	36.07	0.00
			Supplier Totals :		76.65	76.65	0.00
HYDR001	HYDRO 2000 INC						
30487000-JUIN21	SERVICE - 265 RUE ST-PHILIPPE ALFRED, BUREAU	77	16-Jun-2021	23-Jun-2021	23.07	23.07	0.00

Vendor : AALT001 To ZURI000
Batch : 77 To 77

EFT Date : 01-01-2021 To 06-Jul-2021
Bank : 0099 To 9

Vendor Code / Invoice No.	Vendor Name / Description	Batch	Invoice Date	Due Date	Invoice Amount	Paid Amount	Discount Amount
	ALFRED, POMPIER, GARAGE						
30701000-JUIN21	SERVICE - LAROCQUE BALL PARK - BACKSTOP	77	16-Jun-2021	23-Jun-2021	23.07	23.07	0.00
30702000-JUIN21	SERVICE - LAROCQUE BALL PARK - CENTRE	77	16-Jun-2021	23-Jun-2021	23.07	23.07	0.00
30705000-JUIN21	SERVICE - RUE LAROCQUE ALFRED - WATER TOWER	77	16-Jun-2021	23-Jun-2021	375.53	375.53	0.00
30710000-JUIN21	SERVICE - 555 RUE ST-PHILIPPE ALFRED - LOISIRS	77	16-Jun-2021	23-Jun-2021	23.07	23.07	0.00
30720000-JUIN21	SERVICE - 555 RUE ST-PHILIPPE - CENTRE COMMUN. ALFRED	77	16-Jun-2021	23-Jun-2021	137.29	137.29	0.00
30801000-JUIN21	SERVICE - 600 COUNTY ROAD 9 - PLANTAGENET SEWER	77	16-Jun-2021	23-Jun-2021	166.17	166.17	0.00
30808500-JUIN21	SERVICE - PLANTAGENET/NTION DISTRIBUTION	77	16-Jun-2021	23-Jun-2021	23.07	23.07	0.00
30809000-JUIN21	SERVICE - PLANTAGENET/NATION DISTRIBUTION	77	16-Jun-2021	23-Jun-2021	23.07	23.07	0.00
30813500-JUIN21	SERVICE - 315 PITCH OFF ROAD - PLANTAGENET SEWER	77	16-Jun-2021	23-Jun-2021	315.43	315.43	0.00
30813700-JUIN21	SERVICE - ALFRED/LEFAIVRE/PLANTAGENET NATION DISTRIBUTION	77	16-Jun-2021	23-Jun-2021	26.09	26.09	0.00
30815500-JUIN21	SERVICE - 205 OLD HWY 7 - BUREAU MUNICIPAL PLANTAGENET	77	16-Jun-2021	23-Jun-2021	457.89	457.89	0.00
30816000-JUIN21	SERVICE - 185 OLD HWY 17 - GARAGE MUNICIPAL	77	16-Jun-2021	23-Jun-2021	345.01	345.01	0.00
30816500-JUIN21	SERVICE - 207 OLD HWY 17 - CASERNE PLANTAGENET	77	16-Jun-2021	23-Jun-2021	128.17	128.17	0.00
30820000-JUIN21	SERVICE - 570 RUE ALBERT - LOISIRS PLANTAGENET	77	16-Jun-2021	23-Jun-2021	70.87	70.87	0.00
30820500-JUIN21	SERVICE - 550 RUE ALBERT PLANTAGENET - LOCAL SCOUT & BIBLIOTHEQUE	77	16-Jun-2021	23-Jun-2021	126.24	126.24	0.00
30825500-JUIN21	SERVICE - 220 RUE MAIN - VIEUX GARAGE PLANTAGENET	77	16-Jun-2021	23-Jun-2021	140.19	140.19	0.00
30826000-JUIN21	SERVICE - 224 RUE MAI - AGE D'OR	77	16-Jun-2021	23-Jun-2021	613.07	613.07	0.00
30826500-JUIN21	SERVICE - 220 RUE MAIN PLANTAGENET - CENTRE COMMUNAUTAIRE	77	16-Jun-2021	23-Jun-2021	147.17	147.17	0.00
30826500-MAI21	SERVICE - 220 RUE MAIN PLANTAGENET - CENTRE COMMUNAUTAIRE	77	18-May-2021	23-Jun-2021	56.97	56.97	0.00
39481000-JUIN21	SERVICE - LUMIERES DE RUE	77	16-Jun-2021	23-Jun-2021	2,305.08	2,305.08	0.00
			Supplier Totals :		5,549.59	5,549.59	0.00
HYDR004	HYDROCAM						
01012	HYDRO EXCAVATE - STAND POST REPAIRDS	77	25-May-2021	03-Jun-2021	1,463.35	1,463.35	0.00
			Supplier Totals :		1,463.35	1,463.35	0.00
IGSH000	PRIME/IGS HAWKESBURY INC.						
409629	INTERNET - BIBLIOTHEQUE CURRAN	77	01-Jun-2021	08-Jun-2021	42.93	42.93	0.00
409762	INTERNET - BIBLIOTHEQUE PLANTAGENET	77	01-Jun-2021	08-Jun-2021	42.93	42.93	0.00
409809	INTERNET - BIBLIOTHEQUE LEFAIVRE	77	01-Jun-2021	08-Jun-2021	62.14	62.14	0.00
409935	INTERNET - BIBLIOTHEQUE	77	01-Jun-2021	08-Jun-2021	55.36	55.36	0.00

Vendor : AALT001 To ZURI000
Batch : 77 To 77

EFT Date : 01-01-2021 To 06-Jul-2021
Bank : 0099 To 9

Vendor Code / Invoice No.	Vendor Name / Description	Batch	Invoice Date	Due Date	Invoice Amount	Paid Amount	Discount Amount
	ALFRED						
409948	INTERNET - BIBLIOTHEQUE WENDOVER	77	01-Jun-2021	08-Jun-2021	55.36	55.36	0.00
			Supplier Totals :		258.72	258.72	0.00
IKOI001	IKO INDUSTRIES LTD C/O TX4079C						
21015113	SCALE TICKET USAGE - MAY 2021	77	01-Jun-2021	08-Jun-2021	214.70	214.70	0.00
			Supplier Totals :		214.70	214.70	0.00
INNO000	INNOVATIVE SURFACE SOLUTIONS						
INV56199	10370/PROPATCH - CARP	77	15-Jun-2021	23-Jun-2021	5,889.44	5,889.44	0.00
			Supplier Totals :		5,889.44	5,889.44	0.00
JBMO001	J.B. MOBILE MECHANIC INC						
B17671	ANNUAL SAFETY INSPECTION, WHEEL GUARD F HIGHWAY BRAKE DRUM, BACK UP ALARM, FITLER, FUEL FILTER, OIL	77	15-Jun-2021	23-Jun-2021	2,345.68	2,345.68	0.00
B17771	AIR SPRING, REPLACE CAB AIR BAG	77	21-Jun-2021	30-Jun-2021	576.19	576.19	0.00
			Supplier Totals :		2,921.87	2,921.87	0.00
JP2G001	JP2G CONSULTANTS INC						
33136	PROFESSIONAL SERVICES RENDERED - PERIOD MAY 1 - MAY 28, 2021	77	15-Jun-2021	23-Jun-2021	2,103.87	2,103.87	0.00
			Supplier Totals :		2,103.87	2,103.87	0.00
LAFR000	LAFRANCE MACHINE SHOP						
15837	BLACK PIPE SCH, SAW CUT	77	26-May-2021	08-Jun-2021	99.20	99.20	0.00
			Supplier Totals :		99.20	99.20	0.00
LALO001	LALONDE LUMBER INC						
F1085516	FORKLIFT SERVICE TO UNLOAD TRANSPORT OF STEEL CULVERT FROM SUPPLIER SOLENO	77	06-May-2021	06-May-2021	632.80	632.80	0.00
F1085820	FORKLIFT SERVICE TO UNLOAD TRANSPORT OF SOLENO CULVERT FROM SUPPLIER SOLENO	77	12-May-2021	08-Jun-2021	632.80	632.80	0.00
F1086039	SPRAY INSECT REPELLENT DEET	77	17-May-2021	08-Jun-2021	93.16	93.16	0.00
F1086584	ROLL WOVEN GEOTEXTILES GREENLINE	77	26-May-2021	03-Jun-2021	135.54	135.54	0.00
F1086635	MEASURING TAPE - TORPEDO LEVEL	77	27-May-2021	03-Jun-2021	54.22	54.22	0.00
F1086858	BAG CONCRETE MIX	77	31-May-2021	08-Jun-2021	20.17	20.17	0.00
F1086889	BAG CONCRETE MIX 30 KG PREMIX	77	31-May-2021	08-Jun-2021	13.45	13.45	0.00
F1086986	TITANIUM DRILL BITS, SLIDING T. BEVEL JOHNSON	77	02-Jun-2021	08-Jun-2021	26.17	26.17	0.00
F1087058	FEET STEEL CABLE, TREMCLAD GLOSS BLACK - V-144	77	03-Jun-2021	08-Jun-2021	42.72	42.72	0.00
F1087319	681J - HEX, 671J HEX	77	08-Jun-2021	15-Jun-2021	27.10	27.10	0.00
F1087449	QUAI TREADWELL -	77	10-Jun-2021	16-Jun-2021	24.84	24.84	0.00

Vendor : AALT001 To ZURI000
Batch : 77 To 77

EFT Date : 01-01-2021 To 06-Jul-2021
Bank : 0099 To 9

Vendor Code / Invoice No.	Vendor Name / Description	Batch	Invoice Date	Due Date	Invoice Amount	Paid Amount	Discount Amount
	PARTICAL BOAD						
F1087892	MULTI-SURACE BROOM HEAD 24" - HANDLE & STEEL	77	22-Jun-2021	30-Jun-2021	42.92	42.92	0.00
F1088012	HIGH SPEED DRILL BIT, HEAVY DRILLING METAL BIT	77	24-Jun-2021	30-Jun-2021	25.97	25.97	0.00
F1088166	WASP FOAM SPRAY	77	28-Jun-2021	30-Jun-2021	12.14	12.14	0.00
			Supplier Totals :		1,784.00	1,784.00	0.00
LALO005	LALONDE CONSTRUCTION FORMING ENG						
134-2021	FORM SIDE WALK, LABOURS, REMOVAL WITH JACK HARMER, OLD ASPHALT IN SIDEWALK, CONCRETE 32 MPA. FORMWOR	77	04-Jun-2021	16-Jun-2021	3,418.25	3,418.25	0.00
148-2021	SIDE WALK 3287 PRINCIPAL ST. WENDOVER - FORMING SIDE WALK, FINICHING, CONCRETE, STRIPPING	77	02-Jun-2021	08-Jun-2021	3,816.01	3,816.01	0.00
			Supplier Totals :		7,234.26	7,234.26	0.00
LALOG001	LALONDE GUY						
MAI 2021	DEPENSES CELLULAIRE - MAI 2021	77	01-Jun-2021	03-Jun-2021	40.00	40.00	0.00
			Supplier Totals :		40.00	40.00	0.00
LAND001	PNEU LANDRIAULT TIRE & TRUCKING						
041741	MICHELIN, TIREWARDSHIP FEE MED TRUCK, MOUNT-DISMOUNT LRG MEDIUM TRUCK - V-144	77	10-Jun-2021	16-Jun-2021	2,340.48	2,340.48	0.00
041986	VALVE, CAMION LOURD REPAIR V-12 - SERVICE ROUTIER JOUR	77	21-Jun-2021	30-Jun-2021	190.86	190.86	0.00
			Supplier Totals :		2,531.34	2,531.34	0.00
LANI002	LES ENTREPRISES PM LANIEL INC						
428961	120 VOYAGES - 15 VERGES DSEMAINE DU 3 AU 7 MAI - 160 VOYAGES 15 VERGES 17 AU 20 MAI, 66 VOYAGES	77	02-Jun-2021	08-Jun-2021	42,252.96	42,252.96	0.00
428970	TRI AXLE 22 JUIN #4468 CULVRET BOLT RD	77	24-Jun-2021	30-Jun-2021	813.60	813.60	0.00
			Supplier Totals :		43,066.56	43,066.56	0.00
LARO002	LAROCHELLE EQUIPMENT INC						
0093544	CYL BER RELOADING FLOOR REAR, TAIL GATE CONT KIT AJUSTEMENT, TAIL GATE LATCH RH & LH ASS'Y	77	18-Jun-2021	30-Jun-2021	1,746.42	1,746.42	0.00
			Supplier Totals :		1,746.42	1,746.42	0.00
LERO003	LEROUX CONSULTANT						
2021-0500	DRAINAGE SUPERINTENDENT CHARGEABLES FEES - PERIOD MAY 1ST TO MAY 31ST, 2021	77	31-May-2021	03-Jun-2021	2,149.37	2,149.37	0.00
			Supplier Totals :		2,149.37	2,149.37	0.00

Vendor : AALT001 To ZURI000
Batch : 77 To 77

EFT Date : 01-01-2021 To 06-Jul-2021
Bank : 0099 To 9

Vendor Code / Invoice No.	Vendor Name / Description	Batch	Invoice Date	Due Date	Invoice Amount	Paid Amount	Discount Amount
LEVA001	PROPANE LEVAC INC						
1265906	PROPANE - 2015 RUE LAJOIE LEFAIVRE - PLAN D'EAU	77	07-Jun-2021	16-Jun-2021	573.00	573.00	0.00
			Supplier Totals :		573.00	573.00	0.00
LYNN002	LYNN'S JANITORIAL SERVICES						
38	ENTRETIEN HOTEL DE VILLE PLANTAGENET, GARAGE PLANTAGENET & LEFAIVRE, CELLULAIRE	77	31-May-2021	03-Jun-2021	2,870.20	2,870.20	0.00
39	ENTRETIEN HOTEL DE VILLE PLANTAGENET, GARAGE PLANTAGENET & LEFAIVRE, CELLULAR EXPENSES	77	30-Jun-2021	30-Jun-2021	2,870.20	2,870.20	0.00
			Supplier Totals :		5,740.40	5,740.40	0.00
MACE001	MACEWEN PETROLEUM INC						
23954	REGULAR ETHANOL	77	31-May-2021	16-Jun-2021	399.02	399.02	0.00
761049	DIESEL CLAIR - 1960 RUE QUAI LEFAIVRE - MARINA	77	25-May-2021	25-May-2021	1,211.20	1,211.20	0.00
761496	DIESEL COLORE - 205 OLD HWY 17 PLANTAGENET - GARAGE	77	25-May-2021	03-Jun-2021	730.27	730.27	0.00
761543	DIESEL CLAIR - 205 OLD HWY 17 PLANTAGENET - GARAGE	77	25-May-2021	03-Jun-2021	2,209.82	2,209.82	0.00
761553	ESSENCE AVEC ETHANOL - 205 OLD HWY 17 PLANTAGENET - GARAGE	77	25-May-2021	03-Jun-2021	790.83	790.83	0.00
761980	ESSENCE AVEC ETHANOL - 1960 RUE QUAI LEFAIVRE - MARINA	77	25-May-2021	03-Jun-2021	3,199.69	3,199.69	0.00
768181	CLEAR DIESEL - 205 OLD HWY 17 PLANTAGENET - GARAGE	77	01-Jun-2021	08-Jun-2021	521.10	521.10	0.00
768188	DYED DIESEL - 205 OLD HWY 17 PLANTAGENET - GARAGE	77	01-Jun-2021	08-Jun-2021	694.87	694.87	0.00
768196	REGULAR ETHANOL BLEND - 205 OLD HWY 17 PLANTAGENET - GARAGE	77	01-Jun-2021	08-Jun-2021	1,048.87	1,048.87	0.00
771881	ESSENCE AVEC ETHANOL - 1960 RUE DU QUAI - MARINA	77	07-Jun-2021	16-Jun-2021	3,226.04	3,226.04	0.00
771939	DIESEL CLAIR - 1960 RUE DU QUAI - MARINA	77	07-Jun-2021	16-Jun-2021	2,545.99	2,545.99	0.00
771959	DIESEL CLAIR - 1971 RUE HOTEL DE VILLE LEFAIVRE - GARAGE	77	07-Jun-2021	16-Jun-2021	405.50	405.50	0.00
771967	DIESEL COLORE - 1971 RUE HOTEL DE VILLE - GARAGE LEFAIVRE	77	07-Jun-2021	16-Jun-2021	1,529.88	1,529.88	0.00
775981	DIESEL CLAIR - 205 OLD HWY 17 PLANTAGENET - GARAGE	77	09-Jun-2021	16-Jun-2021	141.77	141.77	0.00
775987	DIESEL COLORE - 205 OLD HWY 17 PLANTAGENET - GARAGE	77	09-Jun-2021	16-Jun-2021	688.92	688.92	0.00
775995	ESSENCE AVEC ETHANOL - 205 OLD HWY 17 PLANTAGENET - GARAGE	77	09-Jun-2021	16-Jun-2021	1,531.32	1,531.32	0.00
778044	DIESEL CLAIR - MARINA LEFAIVRE	77	14-Jun-2021	14-Jun-2021	2,922.44	2,922.44	0.00
778064	ESSENCE AVEC ETHANOL - MARINA LEFAIVRE	77	14-Jun-2021	14-Jun-2021	4,691.78	4,691.78	0.00
778468	ESSENCE AVEC ETHANOL - MARINA LEFAIVRE	77	14-Jun-2021	14-Jun-2021	7,182.79	7,182.79	0.00
781464	ESSENCE AVEC ETHANOL - 1960 RUE QUAI MARINA	77	15-Jun-2021	15-Jun-2021	7,943.20	7,943.20	0.00
782042	DIESEL COLORE - 205 OLD	77	16-Jun-2021	16-Jun-2021	580.14	580.14	0.00

Vendor : AALT001 To ZURI000
Batch : 77 To 77

EFT Date : 01-01-2021 To 06-Jul-2021
Bank : 0099 To 9

Vendor Code / Invoice No.	Vendor Name / Description	Batch	Invoice Date	Due Date	Invoice Amount	Paid Amount	Discount Amount
	HWY 17 PLANTAGENET - GARAGE						
782049	ESSENCE AVEC ETHANOL - 205 OLD HWY 17 - PLANTAGENET GARAGE	77	16-Jun-2021	16-Jun-2021	1,171.18	1,171.18	0.00
782987	DIESEL CLAIR - 205 OLD HWY PLANTAGENET - GARAGE	77	16-Jun-2021	23-Jun-2021	1,220.64	1,220.64	0.00
783448	ESSENCE AVEC ETHANOL - 1960 RUE QUAI - MARINA LEFAIVRE	77	17-Jun-2021	23-Jun-2021	5,073.24	5,073.24	0.00
785248	DIESEL CLAIR - 1960 RUE QUAI - MARINA	77	18-Jun-2021	23-Jun-2021	1,393.01	1,393.01	0.00
789895	DIESEL CLAIR - 205 OLD HWY 17 - GARAGE PLANTAGENET	77	23-Jun-2021	30-Jun-2021	580.13	580.13	0.00
789941	DIESEL COLORE - 205 OLD HWY 17 - GARAGE PLANTAGENET	77	23-Jun-2021	23-Jun-2021	690.85	690.85	0.00
789950	ESSENCE AVEC ETHANOL - 205 ROUTE 17 - GARAGE PLANTAGENET	77	23-Jun-2021	30-Jun-2021	1,109.92	1,109.92	0.00
791476	ESSENCE AVEC ETHANOL - 1960 RUE QUAI MARINA	77	28-Jun-2021	30-Jun-2021	7,669.42	7,669.42	0.00
791551	DIESEL CLAIR - 1960 RUE QUAI MARINA	77	28-Jun-2021	30-Jun-2021	2,692.88	2,692.88	0.00
792042	ESSENCE AVEC ETHANOL - 1960 RUE QUAI MARINA LEFAIVRE	77	28-Jun-2021	30-Jun-2021	2,705.65	2,705.65	0.00
792062	DIESEL CLAIR - 1960 RUE QUAI MARINA LEFAIVRE	77	28-Jun-2021	30-Jun-2021	3,535.50	3,535.50	0.00
			Supplier Totals :		72,037.86	72,037.86	0.00
MAIN000	MAIN INDUSTRIAL SALES LTD						
0000321465	MASTER LOCK SNAP-ON LOCKOUT HAPS, RED, MASTER LOCK SAFETY HASP	77	16-Jun-2021	23-Jun-2021	122.09	122.09	0.00
			Supplier Totals :		122.09	122.09	0.00
MATE001	MATERIAUX PONT-MASSON						
401236467	SAC DECHET	77	18-Jun-2021	30-Jun-2021	125.40	125.40	0.00
6509546	LATEX ACR., PEINTURE	77	11-May-2021	03-Jun-2021	389.23	389.23	0.00
6513786	BOIS TRAITE BRUN, BT BRUN BAR., ROB.VIDANGE ANGLE, INSECTIFUGE SAUVAGE, VIS TRAITE BRUN	77	20-May-2021	03-Jun-2021	195.09	195.09	0.00
6513951	ROB. VIDANGE ANGLE, POUTRE	77	20-May-2021	03-Jun-2021	95.49	95.49	0.00
6514331	SAC DECHET, EAU JAVEL	77	21-May-2021	03-Jun-2021	97.13	97.13	0.00
6514430	SOUPAPE RESERVOIR A-SIP.	77	21-May-2021	03-Jun-2021	19.19	19.19	0.00
6515476	TIRE-FOND ZINC, BOIS TRAITE BRUN	77	25-May-2021	08-Jun-2021	167.17	167.17	0.00
6517194	DALLE PATIO	77	28-May-2021	08-Jun-2021	169.27	169.27	0.00
6517923	PARE AIR TYVEK	77	31-May-2021	08-Jun-2021	48.58	48.58	0.00
6519305	VIS PAN INOX, SILICONE MARINE	77	02-Jun-2021	16-Jun-2021	34.44	34.44	0.00
6519902	QRT ROND PREP.	77	03-Jun-2021	16-Jun-2021	35.09	35.09	0.00
6520869	VIS TRAITE BRUN, BOIS TRAITE BRUN	77	07-Jun-2021	23-Jun-2021	315.88	315.88	0.00
6521005	BOIS TRAITE BRUN	77	07-Jun-2021	23-Jun-2021	49.70	49.70	0.00
6521917	RACCORD VALVE ARRET LT	77	09-Jun-2021	23-Jun-2021	11.29	11.29	0.00
6523007	MOUSQUET, POULIE SIMPLE, POULIER ACIER NICKEL, CROCHET GOUTTIERE, CORDE, ECROU	77	11-Jun-2021	30-Jun-2021	247.81	247.81	0.00
6524114	PEINT. EVOL. BLANC, LATEX, PINCEAU ULTRA 50 MM	77	15-Jun-2021	30-Jun-2021	124.64	124.64	0.00

Vendor : AALT001 To ZURI000
Batch : 77 To 77

EFT Date : 01-01-2021 To 06-Jul-2021
Bank : 0099 To 9

Vendor Code / Invoice No.	Vendor Name / Description	Batch	Invoice Date	Due Date	Invoice Amount	Paid Amount	Discount Amount
6524241	FASCIA AL, VIS	77	15-Jun-2021	30-Jun-2021	49.79	49.79	0.00
6524242	BOYAU ARR. USAGE, RONDELLE CAOUT.	77	15-Jun-2021	30-Jun-2021	30.49	30.49	0.00
6524646	KNOB PRIVACY ORBIT	77	16-Jun-2021	30-Jun-2021	72.30	72.30	0.00
6524902	BOIS TRAITE BRUN, EPINETTE	77	16-Jun-2021	30-Jun-2021	267.60	267.60	0.00
6525242	BATTERIE LITHIUM, ADAPTEUR HEB ASPIRATEUR 20V	77	17-Jun-2021	30-Jun-2021	286.25	286.25	0.00
6525449	BRIDE PLANCER GALVANISE, ADAPTEUR ABS, RUBAN ADHESIF ROBUSTE, VIS PLANCHER HL AGRAFES, ATTACHE CABLE	77	17-Jun-2021	30-Jun-2021	101.97	101.97	0.00
6525932	RUBAN COND. GRIS	77	18-Jun-2021	30-Jun-2021	15.80	15.80	0.00
6525956	BRIDE PLANCE GALVANISE - ADAPTEUR ABS, TUY. CELL/ABS	77	18-Jun-2021	30-Jun-2021	-40.61	-40.61	0.00
6525958	TUYAU GALVAZISE FILETE, BRIDE PLANCHER GALVANISE	77	18-Jun-2021	30-Jun-2021	47.64	47.64	0.00
6526860	PLY EPI. STD - CULVERT BOLT ROAD	77	22-Jun-2021	30-Jun-2021	21.64	21.64	0.00
6527390	BOIS TRAITE BRUN - STREET POST	77	23-Jun-2021	30-Jun-2021	180.75	180.75	0.00
			Supplier Totals :		3,159.02	3,159.02	0.00
MAXI002	MAXIBURO LTEE						
404294	FOURNITURES BUREAUX - DEPT. ADMINISTRATION, CONSTRUCTION, INCENDIE	77	27-May-2021	16-Jun-2021	613.88	613.88	0.00
404345	FOURNITURES BUREAUX - DEPT. LOISIRS	77	28-May-2021	08-Jun-2021	24.24	24.24	0.00
404465	FOURNITURES BUREAUX - DEPT. ADMINISTRATION, CONSTRUCTION, TRAVAUX PUBLICS	77	03-Jun-2021	08-Jun-2021	103.60	103.60	0.00
404593	FOUNITURES BUREAUX - DEPT. ADMINISTRATION	77	07-Jun-2021	16-Jun-2021	33.32	33.32	0.00
404598	FOURNITURES BUREAUX - DEPT. ADMINISTRATION ET TRAVAUX PUBLICS	77	07-Jun-2021	08-Jun-2021	557.42	557.42	0.00
404700	FOURNITURES BUREAUX - DEPARTEMENT TRAVAUX PUBLICS	77	10-Jun-2021	16-Jun-2021	140.11	140.11	0.00
404701	FOURNITURES BUREAUX - DEPARTEMENT INCENDIE	77	10-Jun-2021	23-Jun-2021	112.99	112.99	0.00
404766	FOURNITURES BUREAUX - DEPT. CONSTRUCTION	77	14-Jun-2021	23-Jun-2021	18.35	18.35	0.00
404865	FOURNITURES DE BUREAUX - DEPT. ADMINISTRATION & CONSTRUCTION	77	16-Jun-2021	23-Jun-2021	259.35	259.35	0.00
404875	FOURNITURES DE BUREAUX - DEPT. LOISIRS	77	16-Jun-2021	23-Jun-2021	14.96	14.96	0.00
			Supplier Totals :		1,878.22	1,878.22	0.00
MINI002	MINISTER OF FINANCE / EHT						
REMIT 05/21	E.H.T. REMITTANCE PAY - PERIOD #9, #10	77	21-Jun-2021	23-Jun-2021	4,207.56	4,207.56	0.00
			Supplier Totals :		4,207.56	4,207.56	0.00
MIST001	FASHION WORKWEAR/MISTER MOBILE						
000038	T-SHIRTS, HOODIES	77	03-Jun-2021	08-Jun-2021	376.29	376.29	0.00
BR19144COO	GILET COBALT MEDIUM, IMPRIMER AU DOS MARINA	77	09-Jun-2021	16-Jun-2021	25.99	25.99	0.00

Vendor Code / Invoice No.	Vendor Name / Description	Batch	Invoice Date	Due Date	Invoice Amount	Paid Amount	Discount Amount
	LEFAIVRE						
			Supplier Totals :		402.28	402.28	0.00
MLSU000	M & L SUPPLY						
008007	GAS ALERT MAX XT II 4 GAS DETECTOR	77	04-Jun-2021	16-Jun-2021	194.17	194.17	0.00
008102	GAS ALERT MAX XT	77	11-Jun-2021	23-Jun-2021	1,186.50	1,186.50	0.00
			Supplier Totals :		1,380.67	1,380.67	0.00
OMER000	O.M.E.R.S.						
REMIT 06/21	REMITTANCE PAY - PERIOD #9, #10	77	07-Jun-2021	30-Jun-2021	33,699.88	33,699.88	0.00
			Supplier Totals :		33,699.88	33,699.88	0.00
ONTA002	ONTARIO CLEAN WATER AGENCY						
INV00000011874	PLANTAGENET WASTEWATER CLASS EA - OCWA PROJECT NO. ALFPLY 5974-2116	77	26-May-2021	08-Jun-2021	5,222.58	5,222.58	0.00
INV00000012519	PROJECT FEES - PLANTAGENET LAGOON CLASS EA	77	22-Jun-2021	30-Jun-2021	4,616.05	4,616.05	0.00
			Supplier Totals :		9,838.63	9,838.63	0.00
ONTA027	ONTARIO ONE CALL						
202123466	PHONE CALLS, ASSESSED NOTIFICATIONS FOR 2021	77	31-May-2021	08-Jun-2021	135.31	135.31	0.00
			Supplier Totals :		135.31	135.31	0.00
ONTAR004	1663418 ONTARIO INC						
9522	WATER METERS	77	31-May-2021	08-Jun-2021	542.40	542.40	0.00
			Supplier Totals :		542.40	542.40	0.00
PARI000	PARISIEN EXCAVATION						
80885621	17 MAI 2021- 12 VERGES TOP SOIL - 18 MAI 2021 - 12 VERGES TOP SOIL	77	21-May-2021	08-Jun-2021	813.60	813.60	0.00
80885640	28 MAI 2021 - HOLES FOR SIGNAGE, WENDOVER, TREADWELL, LEFAIVRE	77	01-Jun-2021	16-Jun-2021	1,211.93	1,211.93	0.00
80885670	JUNE 8, 2021 - 12 YARDS TO TOP SOIL - JUNE 9, 2021 30 YARD TOP SOIL	77	11-Jun-2021	23-Jun-2021	1,423.80	1,423.80	0.00
			Supplier Totals :		3,449.33	3,449.33	0.00
PGFC001	PGF CONSULTANTS INC.						
#21-6856	PROJET 13-4266 - PLAN STRATÉGIQUE 2021-2023	77	30-Apr-2021	17-Jun-2021	8,746.20	8,746.20	0.00
			Supplier Totals :		8,746.20	8,746.20	0.00
PRES002	CORPORATION DES COMTES UNIS DE PRESCOTT ET						
IT000643	SERVICE INFORMATIQUE - PERIODE 1 MARS 2021 AU 31 MARS 2021	77	30-Apr-2021	03-Jun-2021	2,998.11	2,998.11	0.00
IT000648	SERVICES INFORMATIQUE - PÉRIODE 1 AVRIL 2021 AU 30	77	01-Jun-2021	08-Jun-2021	1,495.56	1,495.56	0.00

Vendor : AALT001 To ZURI000
Batch : 77 To 77

EFT Date : 01-01-2021 To 06-Jul-2021
Bank : 0099 To 9

Vendor Code / Invoice No.	Vendor Name / Description	Batch	Invoice Date	Due Date	Invoice Amount	Paid Amount	Discount Amount
	AVRIL 2021						
JUIN 2021	2e VERSEMENTS - REQUISITION JUIN 2021	77	03-Jun-2021	30-Jun-2021	1,170,878.81	1,170,878.81	0.00
RH000923	PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS - MAI 2021	77	05-May-2021	08-Jun-2021	157.15	157.15	0.00
RH000927	PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS SYNERVIE - JUIN 2021	77	07-Jun-2021	23-Jun-2021	160.18	160.18	0.00
			Supplier Totals :		1,175,689.81	1,175,689.81	0.00
PROM001	SERVICES PROMARC INC						
5405043	VERIFIER RESERVOIR D'EAU CHAUDE, REMPLACER ÉLÉMENT EN HAUT, ÉLÉMENT	77	03-Mar-2021	23-Jun-2021	194.93	194.93	0.00
			Supplier Totals :		194.93	194.93	0.00
PUBL001	PSD CITYWIDE INC.						
15391	ASSET MANAGEMENT PROGRAM DEVELOPMENT - CORE ASSETS INVOICE #5	77	15-Jun-2021	23-Jun-2021	10,170.00	10,170.00	0.00
			Supplier Totals :		10,170.00	10,170.00	0.00
PURE001	PURE-CHEM DISTRIBUTION						
58514-19226	PAPIER A MAIN BLANC - DEPT. INCENDIE	77	19-May-2021	23-Jun-2021	44.06	44.06	0.00
			Supplier Totals :		44.06	44.06	0.00
RATS001	LES RATS D'SWOMPE						
165-011-2021	SPECTACLE 1 JUILLET 2021 - CONTRAT #165-011-2021	77	03-Jun-2021	23-Jun-2021	1,695.00	1,695.00	0.00
			Supplier Totals :		1,695.00	1,695.00	0.00
RECE000	RECEIVER GENERAL REVENUE CANADA						
REMIT 06-21	SOURCE DEDUCTION - REMITTANCE PAY #11	77	29-May-2021	08-Jun-2021	29,948.05	29,948.05	0.00
REMIT 12-21	SOURCE DEDUCTION - REMITTANCE PAY #12	77	22-Jun-2021	23-Jun-2021	34,858.53	34,858.53	0.00
			Supplier Totals :		64,806.58	64,806.58	0.00
RECY001	RECYCLE ACTION						
RA-12884	PUBLIC SCALE TICKETS - #444919, #444973, #445097, #445136 - SEMAINE 10 AU 14 MAI 2021	77	10-May-2021	16-Jun-2021	2,679.80	2,679.80	0.00
RA-12889	PUBLIC SCALE - TICKET #445238, #445263, #445254, 445385 - SEMAINE DU 10 AU 14 MAI 2021	77	14-May-2021	16-Jun-2021	2,620.47	2,620.47	0.00
RA-12897	PUBLIC SCALE - TICKET #445493, #445510, #445568, 445595, #445715 - SEMAINE DU 17 AU 21 MAI 2021	77	21-May-2021	16-Jun-2021	2,813.70	2,813.70	0.00
RA-12904	PUBLICS SCALE - TICKET #445831, #445838, #445862, #445908, #445982 - SEMAINE DU 24 AU 28 MAI 2021	77	28-May-2021	16-Jun-2021	2,583.18	2,583.18	0.00
RA-12908	CUEILLETTE DE CARTON - LOCATION DE CONTENANT	77	31-May-2021	16-Jun-2021	79.10	79.10	0.00

Vendor : AALT001 To ZURI000
Batch : 77 To 77

EFT Date : 01-01-2021 To 06-Jul-2021
Bank : 0099 To 9

Vendor Code / Invoice No.	Vendor Name / Description	Batch	Invoice Date	Due Date	Invoice Amount	Paid Amount	Discount Amount
				Supplier Totals :	10,776.25	10,776.25	0.00
REGI001	THE REGIONAL						
49945	OFFRE D'EMPLOI - EMPLOI ÉTÉ POUR ÉTUDIANTS	77	27-May-2021	08-Jun-2021	447.48	447.48	0.00
50014	OFFRE D'EMPLOI - COMMIS AUX TAXES	77	03-Jun-2021	08-Jun-2021	472.34	472.34	0.00
50015	OFFRE D'EMPLOI - TREASORIER	77	03-Jun-2021	08-Jun-2021	522.06	522.06	0.00
				Supplier Totals :	1,441.88	1,441.88	0.00
RICH003	RICHARD SWEEPING						
1151	SWEEPING - PERIOD 17/05/21 TO 20/05/21 - #31515, 31616, 31516, 31617, 31517, 31615	77	26-May-2021	03-Jun-2021	6,817.10	6,817.10	0.00
				Supplier Totals :	6,817.10	6,817.10	0.00
ROCH005	ROCHEFORT ANNIE						
#420	BEIGNES, MUFFINS - DEPART EMPLOYÉ	77	04-Jun-2021	08-Jun-2021	18.48	18.48	0.00
				Supplier Totals :	18.48	18.48	0.00
ROCK006	ROCKLAND MARINE & EQUIPMENT 2004 INC.						
1070254	HELICAL SPRING, GATORLINR	77	14-Jun-2021	23-Jun-2021	80.70	80.70	0.00
WO1069804	STIHL TRIM HEAD SPOOL SAUTOCUT, STIHL TRIMHEAD COVER AUTOCU, HELICAL SPRING, KIT, SPARK PLUG, CHAIN	77	03-Jun-2021	08-Jun-2021	497.37	497.37	0.00
				Supplier Totals :	578.07	578.07	0.00
ROMC001	ROMCO						
832064	CLEANING SUPPLIES	77	12-May-2021	12-May-2021	605.68	605.68	0.00
834387	CLEANING SUPPLIES	77	08-Jun-2021	23-Jun-2021	129.93	129.93	0.00
834898	GLOBE AUTOCOLLANT BIBLINGUE JAUNE - PRATIQUER LA DISTANCIATION SOCIALE	77	14-Jun-2021	23-Jun-2021	406.53	406.53	0.00
835722	WARNING TAPE 2" X 108"	77	23-Jun-2021	30-Jun-2021	82.49	82.49	0.00
				Supplier Totals :	1,224.63	1,224.63	0.00
SARA001	LEO SARAULT & FILS INC EXCAVATION						
20173	PIPELAYER & MAINSTOP VALVE - HIMAX MECHANICAL, STAINLESS ROD, MUNICIPAL REX	77	15-Jun-2021	16-Jun-2021	2,027.70	2,027.70	0.00
				Supplier Totals :	2,027.70	2,027.70	0.00
SELE002	SELECTCOM INC						
0004954300	LINES CHARGES - MUNICIPALITY	77	06-Jun-2021	16-Jun-2021	1,251.21	1,251.21	0.00
				Supplier Totals :	1,251.21	1,251.21	0.00
SERG001	IMPRIMERIE SERGE PRINTING						
12568	REÇU - EXPLANATION TAXE	77	07-Jun-2021	16-Jun-2021	1,275.77	1,275.77	0.00

Vendor : AALT001 To ZURI000
Batch : 77 To 77

EFT Date : 01-01-2021 To 06-Jul-2021
Bank : 0099 To 9

Vendor Code / Invoice No.	Vendor Name / Description	Batch	Invoice Date	Due Date	Invoice Amount	Paid Amount	Discount Amount
	CHANGE - FACTURES PROPERTY TAX						
				Supplier Totals :	1,275.77	1,275.77	0.00
SKSL001	SKS LAW LLP/SRL						
43671	PROFESSIONAL SERVICES - FILE #16-44-00619	77	10-May-2021	16-Jun-2021	2,237.40	2,237.40	0.00
				Supplier Totals :	2,237.40	2,237.40	0.00
SOLE001	SOLENO INC.						
RF45910	SFM 125 N/P 6M CSA CGI - CULVERT CONC 2 TREADWELL	77	25-May-2021	03-Jun-2021	7,544.78	7,544.78	0.00
RF46743	ENS. POUR PUISARD & CADRE & FRILLE	77	02-Jun-2021	08-Jun-2021	257.26	257.26	0.00
RF47214	TTOAG 1800MMX9M 125X6 - DRAIN MUNICIPAL ST-ANDRÉ	77	08-Jun-2021	16-Jun-2021	4,353.20	4,353.20	0.00
RF47597	BNQ-CSA SFM R320 , SFM 125 N/P 6M CSA CGI	77	11-Jun-2021	23-Jun-2021	9,957.77	9,957.77	0.00
				Supplier Totals :	22,113.01	22,113.01	0.00
SOUT002	SOUTH NATION CONSERVATION						
IN21713	LEVY 2021 - 2ND INSTALLMENT	77	30-Jun-2021	30-Jun-2021	21,352.67	21,352.67	0.00
				Supplier Totals :	21,352.67	21,352.67	0.00
STON007	STONESHARE INC.						
2016.1154	PUBLICS WORKS/ENGINEERING/DRAIN AGE ONBOARDING COMPLETE - FIRE ONBOARDING COMPLETE	77	09-Jun-2021	16-Jun-2021	33,900.00	33,900.00	0.00
				Supplier Totals :	33,900.00	33,900.00	0.00
STOR002	STORM INTERNET						
1354620	DSL - COMMERCIAL FTTN 50 - IP ADDRESES - JUL 1 TO JUL 31, 2021	77	15-Jun-2021	23-Jun-2021	96.05	96.05	0.00
				Supplier Totals :	96.05	96.05	0.00
TCME001	TC. MEDIA LIVRES INC						
11264704	ACHAT LIVRES - BIBLIOTHEQUE ALFRED, LEFAIVRE	77	19-May-2021	08-Jun-2021	263.03	263.03	0.00
11264705	ACHAT LIVRES - BIBLIOTHEQUE ALFRED, LEFAIVRE	77	19-May-2021	08-Jun-2021	413.21	413.21	0.00
				Supplier Totals :	676.24	676.24	0.00
UPPE001	UPPER CANADA DISTRICT SCHOOL BOARD						
JUIN 2021	2e VERSEMENTS - JUIN 2021	77	30-Jun-2021	30-Jun-2021	232,434.45	232,434.45	0.00
				Supplier Totals :	232,434.45	232,434.45	0.00
UPPE002	UPPER CANADA ELEVATORS						
20996	SEMI ANNUAL MAINTENANCE ON THE	77	26-May-2021	03-Jun-2021	285.00	285.00	0.00

Vendor : AALT001 To ZURI000
Batch : 77 To 77

EFT Date : 01-01-2021 To 06-Jul-2021
Bank : 0099 To 9

Vendor Code / Invoice No.	Vendor Name / Description	Batch	Invoice Date	Due Date	Invoice Amount	Paid Amount	Discount Amount
	CONCERD PROLIFT - TSSA #083129						
				Supplier Totals :	285.00	285.00	0.00
VILL006	VILLENEUVE ERIC						
MAI 2021	DEPENSES CELLULAIRE - MAI 2021	77	01-Jun-2021	03-Jun-2021	40.00	40.00	0.00
				Supplier Totals :	40.00	40.00	0.00
VILLE001	VILLENEUVE MARIO						
MAI 2021	DEPENSES CELLULAIRE - MAI 2021	77	01-Jun-2021	03-Jun-2021	40.00	40.00	0.00
				Supplier Totals :	40.00	40.00	0.00
VISI002	VISION						
G068795	EMPLOI - TRESORIER - ANNONCE LOCALE	77	02-Jun-2021	08-Jun-2021	452.00	452.00	0.00
G068796	EMPLOI / COMMIS TAXE ANNONCE LOCALE	77	02-Jun-2021	08-Jun-2021	452.00	452.00	0.00
				Supplier Totals :	904.00	904.00	0.00
WALK000	WALKER IAN						
50589	1 - 30 M P N AU TRANSPORT - CONC. 4 & BOLT RD ALFRED	77	28-May-2021	08-Jun-2021	449.17	449.17	0.00
				Supplier Totals :	449.17	449.17	0.00
WAYN001	WAYNE'S SERVICE SHOP						
7773	REPLACE ENG. OIL & FILTER, GREASE, CHECK ALL FLUIDS	77	17-May-2021	08-Jun-2021	91.53	91.53	0.00
7788	2 BATTERY CONNECTORS, CLEAN BELT, TEST BATTERY, REPLACE POSITIVE & NEGATIVE BATTERY - E-39	77	01-Jun-2021	08-Jun-2021	114.13	114.13	0.00
7791	CHECK ENGINE STARTING WITH SHUTTLE LEVER ENGAGED-SAFETY SWITCH STOCK IN ON POSITION ON SEIZE	77	07-Jun-2021	23-Jun-2021	134.47	134.47	0.00
7798	REPLACE CONTROL SWITCH ON FORWARD/REVERSE ARM - E-39	77	15-Jun-2021	23-Jun-2021	96.05	96.05	0.00
				Supplier Totals :	436.18	436.18	0.00
WOOD001	WOODS PARISIEN						
31 MAI 2021	REMBOURSEMENT PAIEMENT FEU - 2332299 ONTARIO INC. - 198 JESSOP'S FALLS RD PLANTAGENEET	77	01-Jun-2021	03-Jun-2021	30.00	30.00	0.00
FILE NO. 202000	PROFESSIONAL SERVICES - FILE NO. 2020004	77	02-Jun-2021	08-Jun-2021	995.08	995.08	0.00
				Supplier Totals :	1,025.08	1,025.08	0.00
WORK000	WORKPLACE SAFETY AND INSURANCE BOARD						
REMIT 05-21	W.S.I.B. REMITTANCE - PAY PERIOD #9, #10	77	01-Jun-2021	23-Jun-2021	7,413.75	7,413.75	0.00
				Supplier Totals :	7,413.75	7,413.75	0.00

Vendor : AALT001 To ZURI000
Batch : 77 To 77

EFT Date : 01-01-2021 To 06-Jul-2021
Bank : 0099 To 9

Vendor Code / Invoice No.	Vendor Name / Description	Batch	Invoice Date	Due Date	Invoice Amount	Paid Amount	Discount Amount
XPLO000	XPLORNET						
INV37576670	XPLORE5/100 GB, LOCATION D'ÉQUIPEMENT, ADRESSE IP STATIQUE	77	30-May-2021	03-Jun-2021	96.03	96.03	0.00
			Supplier Totals :		96.03	96.03	0.00
			EFT Paid Total :		**2,351,028.82**	**2,351,028.82**	**0.00**

Total Unpaid for Approval :	**0.00**
Total Discount :	**0.00**
Total Manually Paid for Approval :	**0.00**
Total Computer Paid for Approval :	**207,029.09**
Total EFT Paid for Approval :	**2,351,028.82**
Grand Total ITEMS for Approval :	**2,558,057.91**

Journal Voucher Details

Fiscal year : 2021 **Voucher :** 184 To 184

Period : 6 To 6 **Status :** B

Journal Description	Voucher	Application	Month	Year	Created	Updated	Status
To record Mastercard June 2021 payment	184	GL	Jun	2021	08-Jun-2021	14-Jun-2021	Unposted

Line	Account	Account Name	Debit	Credit	Ref. No.	Description
1	1-4-7033-3050	Rec. Centre Curran -Building Maintenance	20.34			Mastercard - Midbec inv. 0618628 - Broil element
2	1-4-7213-3400	Marina Lefaivre -Memberships, Courses	131.27			Mastercard - Fuel Safety - Kame Walker Municipal Attendant Course
3	1-4-7223-3555	Marina Treadwell-Repairs & Maint.-equip.		-500.00		Mastercard - Dock Industries refund inv#6326943669609112
4	1-4-7223-3555	Marina Treadwell-Repairs & Maint.-equip.	442.53			Mastercard - Dock Industries inv#63269436696081663 Heavy D rubrail
5	1-4-3113-3400	Roads - Memberships, Courses	407.04			Mastercard - Municipal Engineers Association Inv#33815 - Jonathan Gendron membership
6	1-4-1313-3450	Admin. - Miscellaneous	503.71			Mastercard -Collection drapeaux du monde inv#3175
7	1-4-7553-3485	Library Lefaivre - COVID	292.76			Mastercard - Super L inv#924 - desinfectant & gloves
8	1-4-7518-8000	Library Alfred - Capital Expenditures	105.28			Mastercard - Indigo Inv#OR87075372
9	1-4-7528-8000	Library Curran - Capital Expenditures	108.86			Mastercard - Indigo Inv#OR87075372
10	1-4-7548-8000	Library Plantagenet-Capital Expenditures	251.90			Mastercard - Indigo Inv#OR87075372
11	1-4-7538-8000	Library Wendover - Capital Expenditures	317.86			Mastercard - Indigo Inv#OR87075372
12	1-4-7553-3500	Library Lefaivre - Office Supplies	45.33			Mastercard - Dominion Stamps inv#900894 - Color Ink cartridge
13	1-4-7023-3476	Alfred - 150ieme	84.45			Mastercard - Vista Print inv 9426464038Vinyl Banner
14	1-4-7023-3545	Rec. Centre Alfred - Maintenance - Parks	28.47			Mastercard - CTC inv#114 - SS Staples
15	1-4-2613-3485	Emergency - COVID-19 Pandemic Expenses	86.26			Mastercard - Bureau en Gros - souris pour clinique de vaccination
16	1-4-7023-3476	Alfred - 150ieme	2,018.36			Mastercard - Vista Print inv#VDZ6B-H6A40-0G9 - Vinyl Banners
17	1-4-1313-3050	Admin. - Building Maintenance	48.84			Mastercard - Staples inv#11914626 - Wall mount push button lock box
18	1-4-2613-3485	Emergency - COVID-19 Pandemic Expenses	20.35			Mastercard - Zoom Inv 83444002
19	1-4-7023-3476	Alfred - 150ieme	142.34			Mastercard - Costco inv#030751 - plants
20	1-4-7023-3476	Alfred - 150ieme	22.36			Mastercard - CTC inv#7724372775520 - Screws
21	1-4-7023-3476	Alfred - 150ieme	36.59			Mastercard - Home Depot inv#219124435 - PVC post caps
22	1-4-2413-3600	By-Law - Uniforms	1,316.72			Mastercard - Fundy Tactical inv#2-115967 - boots, shirts, baton
23	1-4-2413-3500	By-Law - Office Supplies	82.23			Mastercard - Amazon - Form holders
24	1-4-2413-3080	By-Law - Communications	61.00			Mastercard - Otterbox cell phone case ord #701-5976383-1225034
25	1-4-2413-3080	By-Law - Communications	61.00			Mastercard - Otterbox cell phone case
26	1-4-2413-3090	By-Law - Postage Fees	21.23			Mastercard - Canada Post inv#TR361241-
27	1-4-3204-4848	Safety Device Contracts	277.76			Mastercard - On Call inv/166406123101
28	1-4-1313-3380	Admin. - Equipment	355.33			Mastercard - Bureau en Gros - fauteil cuir collé

Journal Voucher Details

Fiscal year : 2021 **Voucher :** 184 To 184

Period : 6 To 6 **Status :** B

Journal Description			Voucher	Application	Month	Year	Created	Updated	Status
To record Mastercard June 2021 payment			**184**	**GL**	**Jun**	**2021**	**08-Jun-2021**	**14-Jun-2021**	**Unposted**
Line	**Account**	**Account Name**				**Debit**	**Credit**	**Ref. No.**	**Description**
29	1-4-1313-3500	Admin - Office Supplies				14.24			Mastercard - Amazon inv#702-9854423-7706612 - fluo tape page markers
30	1-4-1313-3500	Admin - Office Supplies				13.22			Mastercard - Amazon inv#702-9854423-7706612 Cable display port
31	1-1-1100-1101	HST/GST RECEIVABLES				721.69			To record Mastercard June 2021 payment
32	1-1-1100-1100	GST RECEIVABLE				39.19			To record Mastercard June 2021 payment
33	1-2-1000-1031	HST PAYABLE - SELF-ASSESSED					-48.20		Mastercard Drapeaux du monde inv 3175 & Bureau en gros & Amazon 702-9854423-7706612
34	1-1-1100-1102	QST RECEIVABLE				57.84			Mastercard Drapeaux du monde inv 3175 & Bureau en gros
35	1-1-1000-1020	GENERAL BANK ACCOUNT					-7,588.15	11	To record Mastercard June 2021 payment
Sub Total :						**8,136.35**	**-8,136.35**		

Total Number of JV Listed : 1 **Grand Total :** **8,136.35** **-8,136.35**

Earning Transaction Report

Period : 11 To 11
Month : 6
Year : 2021

Department : All
* Transaction Department Used
Category : From : [CONT] To [S]

Category		<-------- Over Time ----------> Hours	Amount	<------ Regular Time -------> Hours	Amount	<------ Others Time -------> Hours	Amount
*** Dept *** ADMI ADMINISTRATION							
CONT	CONTRACT EMPLO'	0.00	0.00	181.64	7549.65	0.00	0.00
F	FULL TIME EMPLOY	0.00	0.00	490.63	18245.23	0.00	0.00
	Dept Totals	**0.00**	**0.00**	**672.27**	**25794.88**	**0.00**	**0.00**
*** Dept *** BLD1 BUILDING							
F	FULL TIME EMPLOY	0.00	0.00	70.00	3200.40	0.00	0.00
	Dept Totals	**0.00**	**0.00**	**70.00**	**3200.40**	**0.00**	**0.00**
*** Dept *** BLDG BUILDING D							
F	FULL TIME EMPLOY	0.00	0.00	150.00	5393.60	0.00	0.00
	Dept Totals	**0.00**	**0.00**	**150.00**	**5393.60**	**0.00**	**0.00**
*** Dept *** BLEO MUNICIPAL BY-LAW ENFORCEMENT O							
F	FULL TIME EMPLOY	0.00	0.00	70.00	2404.50	0.00	0.00
P	PART-TIME	0.00	0.00	25.31	834.72	0.00	0.00
	Dept Totals	**0.00**	**0.00**	**95.31**	**3239.22**	**0.00**	**0.00**
*** Dept *** FIRE VOLUNTEER							
CONT	CONTRACT EMPLO'	0.00	0.00	35.12	801.35	0.00	0.00
P	PART-TIME	0.00	0.00	0.00	2088.04	0.00	0.00
	Dept Totals	**0.00**	**0.00**	**35.12**	**2889.39**	**0.00**	**0.00**
*** Dept *** LAND LANDFILL S							
F	FULL TIME EMPLOY	11.50	371.48	75.00	1714.50	0.00	0.00
P	PART-TIME	0.00	0.00	33.00	642.25	0.00	0.00
	Dept Totals	**11.50**	**371.48**	**108.00**	**2356.75**	**0.00**	**0.00**
*** Dept *** LIBA LIBRARY ALFRED							
P	PART-TIME	0.00	0.00	54.55	1352.84	0.00	0.00
	Dept Totals	**0.00**	**0.00**	**54.55**	**1352.84**	**0.00**	**0.00**
*** Dept *** LIBC LIBRARY CURRAN							
P	PART-TIME	0.00	0.00	58.85	1407.05	0.00	0.00
	Dept Totals	**0.00**	**0.00**	**58.85**	**1407.05**	**0.00**	**0.00**
*** Dept *** LIBL LIBRARY LEFAIVRE							
F	FULL TIME EMPLOY	0.00	0.00	70.00	2831.50	0.00	0.00
	Dept Totals	**0.00**	**0.00**	**70.00**	**2831.50**	**0.00**	**0.00**
*** Dept *** LIBP LIBRARY PLANTAGENET							
P	PART-TIME	0.00	0.00	60.04	1578.33	0.00	0.00
	Dept Totals	**0.00**	**0.00**	**60.04**	**1578.33**	**0.00**	**0.00**
*** Dept *** LIBW LIBRARY WENDOVER							
P	PART-TIME	0.00	0.00	11.22	271.88	0.00	0.00

Earning Transaction Report

Period : 11 To 11
Month : 6
Year : 2021

Department : All
* Transaction Department Used
Category : From : [CONT] To [S]

Category		<-------- Over Time ----------> Hours	Amount	<------ Regular Time -------> Hours	Amount	<------ Others Time -------> Hours	Amount
*** Dept ***	LIBW LIBRARY WENDOVER						
	Dept Totals	**0.00**	**0.00**	**11.22**	**271.88**	**0.00**	**0.00**
*** Dept ***	MARL MARINA LEF						
S	STUDENT	8.00	180.00	120.82	1952.03	0.00	0.00
	Dept Totals	**8.00**	**180.00**	**120.82**	**1952.03**	**0.00**	**0.00**
*** Dept ***	PLAN PLANNING						
F	FULL TIME EMPLOY	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
	Dept Totals	**0.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**
*** Dept ***	REC RECREATION						
F	FULL TIME EMPLOY	0.00	0.00	210.00	6610.80	0.00	0.00
P	PART-TIME	0.00	0.00	19.93	386.40	0.00	0.00
S	STUDENT	0.00	0.00	66.64	1039.58	0.00	0.00
	Dept Totals	**0.00**	**0.00**	**296.57**	**8036.78**	**0.00**	**0.00**
*** Dept ***	ROAD ROADS DEPA						
CONT	CONTRACT EMPLO'	0.00	0.00	80.00	4148.80	0.00	0.00
F	FULL TIME EMPLOY	27.00	973.34	1080.00	33757.03	0.00	0.00
	Dept Totals	**27.00**	**973.34**	**1160.00**	**37905.83**	**0.00**	**0.00**
	Report Totals	**46.50**	**1524.82**	**2962.75**	**98210.48**	**0.00**	**0.00**

Earning Transaction Report

Period : 12 To 12
Month : 6
Year : 2021

Department : All
* Transaction Department Used
Category : From : [CONT] To [S]

Category		Hours	Amount	Hours	Amount	Hours	Amount
		<-------- Over Time ---------->		<------ Regular Time ------->		<------ Others Time ------->	
*** Dept ***	ADMI ADMINISTRATION						
CONT	CONTRACT EMPLO'	0.00	0.00	178.32	7255.34	0.00	0.00
F	FULL TIME EMPLOY	0.00	0.00	491.00	18255.52	0.00	0.00
	Dept Totals	**0.00**	**0.00**	**669.32**	**25510.86**	**0.00**	**0.00**
*** Dept ***	BLD1 BUILDING						
F	FULL TIME EMPLOY	0.00	0.00	70.00	3200.40	0.00	0.00
	Dept Totals	**0.00**	**0.00**	**70.00**	**3200.40**	**0.00**	**0.00**
*** Dept ***	BLDG BUILDING D						
F	FULL TIME EMPLOY	0.00	0.00	150.00	5393.60	0.00	0.00
	Dept Totals	**0.00**	**0.00**	**150.00**	**5393.60**	**0.00**	**0.00**
*** Dept ***	BLEO MUNICIPAL BY-LAW ENFORCEMENT O						
F	FULL TIME EMPLOY	0.00	0.00	70.00	2404.50	0.00	0.00
P	PART-TIME	0.00	0.00	42.00	1385.16	0.00	0.00
	Dept Totals	**0.00**	**0.00**	**112.00**	**3789.66**	**0.00**	**0.00**
*** Dept ***	FIRE VOLUNTEER						
CONT	CONTRACT EMPLO'	0.00	0.00	19.00	433.53	0.00	0.00
P	PART-TIME	0.00	0.00	0.00	2088.04	0.00	0.00
	Dept Totals	**0.00**	**0.00**	**19.00**	**2521.57**	**0.00**	**0.00**
*** Dept ***	LAND LANDFILL S						
F	FULL TIME EMPLOY	0.00	0.00	75.00	1714.50	0.00	0.00
P	PART-TIME	0.00	0.00	58.50	1134.68	0.00	0.00
	Dept Totals	**0.00**	**0.00**	**133.50**	**2849.18**	**0.00**	**0.00**
*** Dept ***	LIBA LIBRARY ALFRED						
P	PART-TIME	0.00	0.00	54.00	1339.20	0.00	0.00
	Dept Totals	**0.00**	**0.00**	**54.00**	**1339.20**	**0.00**	**0.00**
*** Dept ***	LIBC LIBRARY CURRAN						
P	PART-TIME	0.00	0.00	68.00	1558.73	0.00	0.00
	Dept Totals	**0.00**	**0.00**	**68.00**	**1558.73**	**0.00**	**0.00**
*** Dept ***	LIBL LIBRARY LEFAIVRE						
F	FULL TIME EMPLOY	0.00	0.00	70.00	2831.50	0.00	0.00
	Dept Totals	**0.00**	**0.00**	**70.00**	**2831.50**	**0.00**	**0.00**
*** Dept ***	LIBP LIBRARY PLANTAGENET						
P	PART-TIME	0.00	0.00	54.00	1419.55	0.00	0.00
	Dept Totals	**0.00**	**0.00**	**54.00**	**1419.55**	**0.00**	**0.00**
*** Dept ***	LIBW LIBRARY WENDOVER						
P	PART-TIME	0.00	0.00	10.00	242.32	0.00	0.00

Earning Transaction Report

Period : 12 To 12
Month : 6
Year : 2021

Department : All
* Transaction Department Used
Category : From : [CONT] To [S]

Category		<-------- Over Time ----------> Hours	Amount	<------ Regular Time -------> Hours	Amount	<------ Others Time -------> Hours	Amount
*** Dept *** LIBW LIBRARY WENDOVER							
	Dept Totals	0.00	0.00	10.00	242.32	0.00	0.00
*** Dept *** MARL MARINA LEF							
S	STUDENT	0.00	0.00	150.00	2278.43	0.00	0.00
	Dept Totals	0.00	0.00	150.00	2278.43	0.00	0.00
*** Dept *** PLAN PLANNING							
F	FULL TIME EMPLOY	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
	Dept Totals	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
*** Dept *** REC RECREATION							
F	FULL TIME EMPLOY	0.00	0.00	210.00	6610.80	0.00	0.00
P	PART-TIME	0.00	0.00	16.00	309.96	0.00	0.00
S	STUDENT	0.00	0.00	135.50	2380.39	0.00	0.00
	Dept Totals	0.00	0.00	361.50	9301.15	0.00	0.00
*** Dept *** ROAD ROADS DEPA							
CONT	CONTRACT EMPLO'	0.00	0.00	80.00	4148.80	0.00	0.00
F	FULL TIME EMPLOY	27.00	965.29	1080.00	33757.06	0.00	0.00
	Dept Totals	27.00	965.29	1160.00	37905.86	0.00	0.00
	Report Totals	27.00	965.29	3081.32	100142.01	0.00	0.00

Earning Transaction Report

Period : 12 To 12
Month : 6
Year : 2021

Department : All
* Transaction Department Used
Category : From : [C] To [C]

Category		<-------- Over Time ----------> Hours	Amount	<------ Regular Time -------> Hours	Amount	<------ Others Time -------> Hours	Amount
*** Dept ***	COUN COUNCIL						
C	MEMBER OF COUN(	0.00	0.00	0.00	14186.03	0.00	2336.00
	Dept Totals	**0.00**	**0.00**	**0.00**	**14186.03**	**0.00**	**2336.00**
	Report Totals	**0.00**	**0.00**	**0.00**	**14186.03**	**0.00**	**2336.00**

Earning Transaction Report

Period : 13 To 13
Month : 7
Year : 2021

Department : All
* Transaction Department Used
Category : From : [CONT] To [S]

Category		<-------- Over Time ----------> Hours	Amount	<------ Regular Time -------> Hours	Amount	<------ Others Time -------> Hours	Amount
*** Dept *** ADMI ADMINISTRATION							
CONT	CONTRACT EMPLO'	0.00	0.00	112.00	5710.60	0.00	0.00
F	FULL TIME EMPLOY	0.00	0.00	430.00	16559.11	0.00	0.00
	Dept Totals	**0.00**	**0.00**	**542.00**	**22269.71**	**0.00**	**0.00**
*** Dept *** BLD1 BUILDING							
F	FULL TIME EMPLOY	0.00	0.00	70.00	3200.40	0.00	0.00
	Dept Totals	**0.00**	**0.00**	**70.00**	**3200.40**	**0.00**	**0.00**
*** Dept *** BLDG BUILDING D							
F	FULL TIME EMPLOY	0.00	0.00	150.00	5393.60	0.00	0.00
	Dept Totals	**0.00**	**0.00**	**150.00**	**5393.60**	**0.00**	**0.00**
*** Dept *** BLEO MUNICIPAL BY-LAW ENFORCEMENT O							
F	FULL TIME EMPLOY	0.00	0.00	70.00	2404.50	0.00	0.00
P	PART-TIME	6.00	230.86	42.00	1385.16	0.00	0.00
	Dept Totals	**6.00**	**230.86**	**112.00**	**3789.66**	**0.00**	**0.00**
*** Dept *** FIRE VOLUNTEER							
CONT	CONTRACT EMPLO'	0.00	0.00	20.00	456.35	0.00	0.00
P	PART-TIME	0.00	0.00	0.00	2088.04	0.00	0.00
	Dept Totals	**0.00**	**0.00**	**20.00**	**2544.39**	**0.00**	**0.00**
*** Dept *** LAND LANDFILL S							
F	FULL TIME EMPLOY	0.00	0.00	75.00	1714.50	0.00	0.00
P	PART-TIME	0.00	0.00	50.00	971.58	0.00	0.00
	Dept Totals	**0.00**	**0.00**	**125.00**	**2686.08**	**0.00**	**0.00**
*** Dept *** LIBA LIBRARY ALFRED							
P	PART-TIME	0.00	0.00	54.00	1339.20	0.00	0.00
	Dept Totals	**0.00**	**0.00**	**54.00**	**1339.20**	**0.00**	**0.00**
*** Dept *** LIBC LIBRARY CURRAN							
P	PART-TIME	0.00	0.00	66.00	1519.62	0.00	0.00
	Dept Totals	**0.00**	**0.00**	**66.00**	**1519.62**	**0.00**	**0.00**
*** Dept *** LIBL LIBRARY LEFAIVRE							
F	FULL TIME EMPLOY	0.00	0.00	70.00	2831.50	0.00	0.00
	Dept Totals	**0.00**	**0.00**	**70.00**	**2831.50**	**0.00**	**0.00**
*** Dept *** LIBP LIBRARY PLANTAGENET							
P	PART-TIME	0.00	0.00	54.00	1419.55	0.00	0.00
	Dept Totals	**0.00**	**0.00**	**54.00**	**1419.55**	**0.00**	**0.00**
*** Dept *** LIBW LIBRARY WENDOVER							
P	PART-TIME	0.00	0.00	10.00	242.32	0.00	0.00

Earning Transaction Report

Period : 13 To 13
Month : 7
Year : 2021

Department : All
* Transaction Department Used
Category : From : [CONT] To [S]

Category		<-------- Over Time ----------> Hours	Amount	<------ Regular Time -------> Hours	Amount	<------ Others Time -------> Hours	Amount
*** Dept ***	LIBW LIBRARY WENDOVER						
	Dept Totals	0.00	0.00	10.00	242.32	0.00	0.00
*** Dept ***	MARL MARINA LEF						
S	STUDENT	14.25	320.63	175.00	3666.78	0.00	0.00
	Dept Totals	14.25	320.63	175.00	3666.78	0.00	0.00
*** Dept ***	PLAN PLANNING						
F	FULL TIME EMPLOY	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
	Dept Totals	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
*** Dept ***	REC RECREATION						
F	FULL TIME EMPLOY	0.00	0.00	210.00	6610.80	0.00	0.00
P	PART-TIME	0.00	0.00	37.00	712.90	0.00	0.00
S	STUDENT	8.00	231.36	500.25	8844.10	0.00	0.00
	Dept Totals	8.00	231.36	747.25	16167.80	0.00	0.00
*** Dept ***	ROAD ROADS DEPA						
CONT	CONTRACT EMPLO'	0.00	0.00	80.00	4148.80	0.00	0.00
F	FULL TIME EMPLOY	3.50	112.43	1080.00	33757.02	0.00	0.00
	Dept Totals	3.50	112.43	1160.00	37905.82	0.00	0.00
	Report Totals	31.75	895.28	3355.25	104976.43	0.00	0.00

RÈGLEMENT NO. 2021-50

Amendant le Règlement de zonage détaillé No. 2009-50

Corporation du Canton d'Alfred et Plantagenet

Propriété située au 690 Concession 10 – Alfred à Alfred
Partie du Lot 6, Concession 10 de l'ancien Canton d'Alfred
par Buhler Dairy Farm Inc.
a/s Sonibrand Farm Inc./Arnold Kuratli

rédigé par

Service de l'urbanisme
205 Vieille Route 17
C.P. 350
Plantagenet, Ontario
K0B 1L0
(613) 673-4797

BY-LAW NO. 2021-50

Amending Comprehensive Zoning By-law No. 2009-50

Corporation of the Township of Alfred and Plantagenet

Property situated at 690 Concession 10 – Alfred in Alfred
Part of Lot 6, Concession 10 of the former Township of Alfred
by Buhler Dairy Farm Inc.
c/o Sonibrand Farm Inc./Arnold Kuratli

prepared by

Planning Department
205 Old Highway 17
P.O. Box 350
Plantagenet, Ontario
K0B 1L0
(613) 673-4797

Corporation of the Township of Alfred and Plantagenet

BY-LAW NO. 2021-50

Being a By-law to amend Zoning By-law No. 2009-50, as amended.

WHEREAS the Zoning By-law No. 2009-50 regulates the uses of land, the use and erection of buildings and structures within the Township of Alfred and Plantagenet;

WHEREAS an application has been received to change the zoning of a parcel of land in the Township of Alfred and Plantagenet;

AND WHEREAS the Council of the Corporation of the Township of Alfred and Plantagenet considers appropriate to amend the Zoning By-law No. 2009-50, as described;

NOW THEREFORE the Council of the Corporation of the Township of Alfred and Plantagenet enacts as follows:

1. The property affected by this By-law is situated at 690 Concession 10 – Alfred in Alfred. It is described as being a part of Lot 6, Concession 10 of the former Township of Alfred, as shown on schedule "A" attached hereto and forming part of this By-law.

2. Section 22.4 of the Zoning By-law No. 2009-50 is hereby amended by inserting the following property in the subsection 22.4 i) :

   A-1 Part of Lot 6, Concession 10
   Former Township of Alfred
   (023101001002300)

3. The schedule "A" of the Zoning By-law No. 2009-50, as amended, is hereby further amended by changing, from the "Agricultural (A)" zone to the "Agricultural – Exception 1 (A-1)" zone, the symbol of the land indicated "ZONE CHANGE TO A-1" on the schedule "A" attached hereto made fully part of this By-law.

4. Subject to the giving of the notice of the passing of this By-law, in accordance with Section 34(18) of the *Planning Act*, R.S.O. 1990 as amended, this By-law shall come into force on the date of its passing by the Council of the Corporation of the Township of Alfred and Plantagenet, subject to the approbation of the Local Planning Appeal Tribunal or where no notice of appeal or objection is received by the deadline, pursuant to Section 34(21) of the *Planning Act*, R.S.O. 1990 as amended.

READ A FIRST, SECOND AND THIRD TIME
AND FINALLY PASSED this 13th day of July 2021.

Stephane Sarrazin, Mayor

Annie Rochefort, Clerk

Corporation du Canton d'Alfred et Plantagenet

RÈGLEMENT NO. 2021-50

Règlement pour amender le Règlement de zonage No. 2009-50, tel qu'amendé**.**

ATTENDU QUE le Règlement de zonage No. 2009-50 réglemente l'utilisation des terrains, la construction et l'utilisation des bâtiments et structures sur le territoire du Canton d'Alfred et Plantagenet;

ATTENDU QU'UNE demande a été déposée en vue de changer le zonage d'un terrain dans le Canton d'Alfred et Plantagenet;

ATTENDU QUE le Conseil de la Corporation du Canton d'Alfred et Plantagenet estime qu'il est opportun d'amender le Règlement de zonage No. 2009-50 tel qui suit;

EN CONSÉQUENCE le Conseil de la Corporation du Canton d'Alfred et Plantagenet donne force de loi à ce qui suit:

1. La propriété affectée par ce Règlement est située au 690 Concession 10 – Alfred à Alfred. Elle est décrite comme étant une partie du Lot 6, Concession 10 de l'ancien Canton d'Alfred, comme identifiée dans la cédule «A» ci-jointe et faisant partie du présent Règlement.

2. L'Article 22.4 du Règlement de zonage No. 2009-50 est par la présente amendé en ajoutant la propriété suivante dans le sous-article 22.4 i) :

   A-1 Partie du Lot 6, Concession 10
   Ancien Canton d'Alfred
   (023101001002300)

3. L'annexe «A» du Règlement de zonage No. 2009-50, comme amendée, est par la présente à nouveau amendée en changeant, de la zone «Agricole (A)» à la zone «Agricole – Exception 1 (A-1)», le symbole de la propriété indiquée «CHANGEMENT DE ZONE À A-1» apparaissant sur la cédule «A» ci-jointe, qui fait partie de ce Règlement.

4. Sujet à l'avis d'adoption de ce Règlement conformément aux dispositions de l'Article 34(18) de la *Loi sur l'Aménagement du territoire*, L.R.O. 1990 telle qu'amendée, le présent Règlement entrera en vigueur à la date de son adoption par le Conseil de la Corporation du Canton d'Alfred et Plantagenet, sous réserve de l'approbation du Tribunal d'appel de l'aménagement local ou lorsqu'aucun avis d'appel ou d'opposition n'est reçu par la date limite, conformément à l'Article 34 (21) de la *Loi sur l'Aménagement du territoire*, L.R.O. 1990 telle qu'amendée.

PREMIÈRE, DEUXIÈME ET TROISIÈME LECTURE
ET FINALEMENT ADOPTÉ ce 13e jour de juillet 2021.

Stéphane Sarrazin, Maire

Annie Rochefort, Greffière

NOTE EXPLICATIVE

La présente modification au Règlement de zonage No. 2009-50 du Canton d'Alfred et Plantagenet concerne la propriété située au 690 Concession 10 – Alfred à Alfred. Elle est décrite comme étant une partie du Lot 6, Concession 10 de l'ancien Canton d'Alfred.

La modification proposée a pour but de changer la catégorie de zonage d'une partie de la propriété, identifiée en rouge sur le croquis ci-joint, de la zone «Agricole (A)» à la zone «Agricole – Exception 1 (A-1)». La catégorie de zonage «A-1» interdit la construction de tout bâtiment utilisé à des fins résidentielles sur la propriété.

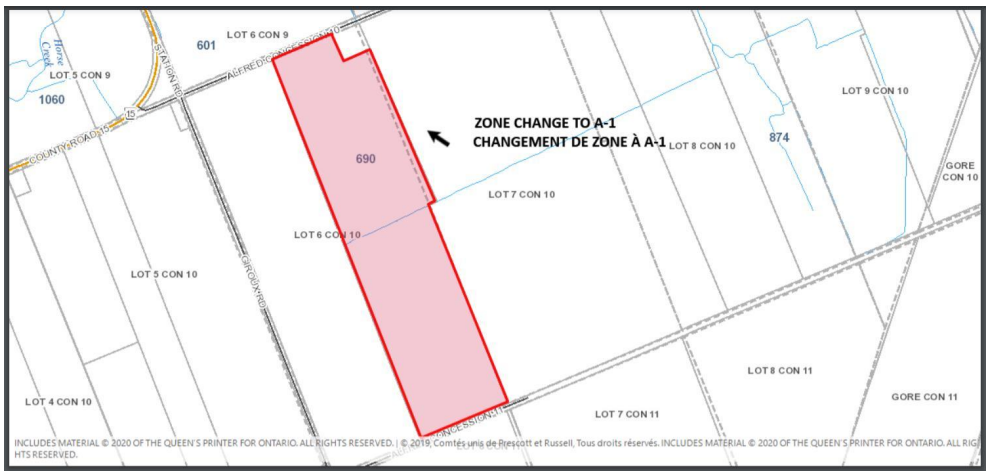
La propriété concernée par cette modification au Règlement de zonage fait présentement l'objet d'une demande d'approbation pour une autorisation en vertu de la *Loi sur l'aménagement du territoire*, dossier B-071-2020.

EXPLANATORY NOTE

The present amendment to the Zoning By-law No. 2009-50 of the Township of Alfred and Plantagenet concerns the property situated at 690 Concession 10 – Alfred in Alfred. It is described being a part of Lot 6, Concession 10 of the former Township of Alfred.

The purpose of the proposed amendment is to change the zoning category of a part of the property, identified in red on the sketch included herewith, from the "Agricultural (A)" zone to the "Agricultural – Exception 1 (A-1)" zone. The zoning category "A-1" prohibits the construction of any building used for residential purposes on the property.

The property concerned by this Zoning By-law amendment is presently the subject of an application for a consent approval under the *Planning Act*, file B-071-2020.



Terrain touché par ce Règlement *Land affected by this By-law* Changement de zonage/*Zoning change* de/*from* "A" a/to "A-1"	690 Concession 10 – Alfred in Alfred Partie du Lot 6, Concession 10 de l'ancien Canton d'Alfred Canton d'Alfred et Plantagenet *690 Concession 10 – Alfred in Alfred* *Part of Lot 6, Concession 10 of the former Township of Alfred* *Township of Alfred and Plantagenet*
Certificat d'authenticité *Certificate of Authenticity* Ceci constitue la cédule «A» du Règlement de zonage No. 2021-50 adopté le 13e jour de juillet 2021. *This is schedule "A" of the Zoning By-law No. 2021-50 passed the 13th day of July 2021.*	Préparé par/*Prepared by* Canton d'Alfred et Plantagenet *Township of Alfred and Plantagenet* 205, Vieille Route 17 *205 Old Highway 17* Plantagenet, Ontario K0B 1L0 Pas à l'échelle/*Not to scale*
Stephane Sarrazin, Maire / *Mayor*	Annie Rochefort, Greffière / *Clerk*

Corporation of the Township of Alfred and Plantagenet

BY-LAW NO. 2021-51

A BY-LAW TO CONFIRM THE ACQUISITION OF CERTAIN LANDS AND TO DEDICATE THE SAME AS PUBLIC HIGHWAY TO BE KNOWN AS VILLENEUVE ROAD.

Reference: *The Municipal Act, 2001, S.O. 2001, c. 25 Section 31 as amended.*

WHEREAS the Corporation deems it expedient to acquire part of Lot 1, Concession 5, formerly in the Geographic Township of North Plantagenet, now in the Township of Alfred and Plantagenet, in the County of Prescott, designated as Part 6 on Plan 46R8045, for the purpose of widening Villeneuve Road.

AND WHEREAS the Corporation of the Township of Alfred and Plantagenet deems it expedient that the acquisition be confirmed and that the said land be assumed and dedicated as public highway;

NOW THEREFORE the Council of the Corporation of the Township of Alfred and Plantagenet HEREBY **ENACTS AS FOLLOWS:**

(1) The acquisition of a part of the Property Identifier Number (PIN) 54105-0187 LT by the Corporation of the Township of Alfred and Plantagenet, described as being part of Lot 1, Concession 5, formerly in the geographic Township of North Plantagenet, now in the Township of Alfred and Plantagenet, in the County of Prescott, designated as Part 6 on Plan 46R8045, for the purpose of widening Villeneuve Road, is hereby authorized and confirmed.

(2) The said lands acquired, more particularly described in paragraph (1) of this By-law be and is hereby dedicated as public highway to be known as Villeneuve Road.

(3) The Mayor and Clerk of the Corporation of the Township of Alfred and Plantagenet be and they are hereby authorized to execute all documents and take whatever steps Counsel for the Corporation may advise and as may be required to give effect to these presents.

READ A FIRST, SECOND AND THIRD TIME and duly enacted this 13th day of July, 2021.

_____

STEPHANE SARRAZIN, Mayor

_____

ANNIE ROCHEFORT, Clerk

CANTON / TOWNSHIP
ALFRED AND PLANTAGENET

NOTE DE SERVICE

DESTINATAIRES: Membres du Conseil

DATE : Le 13 juillet 2021

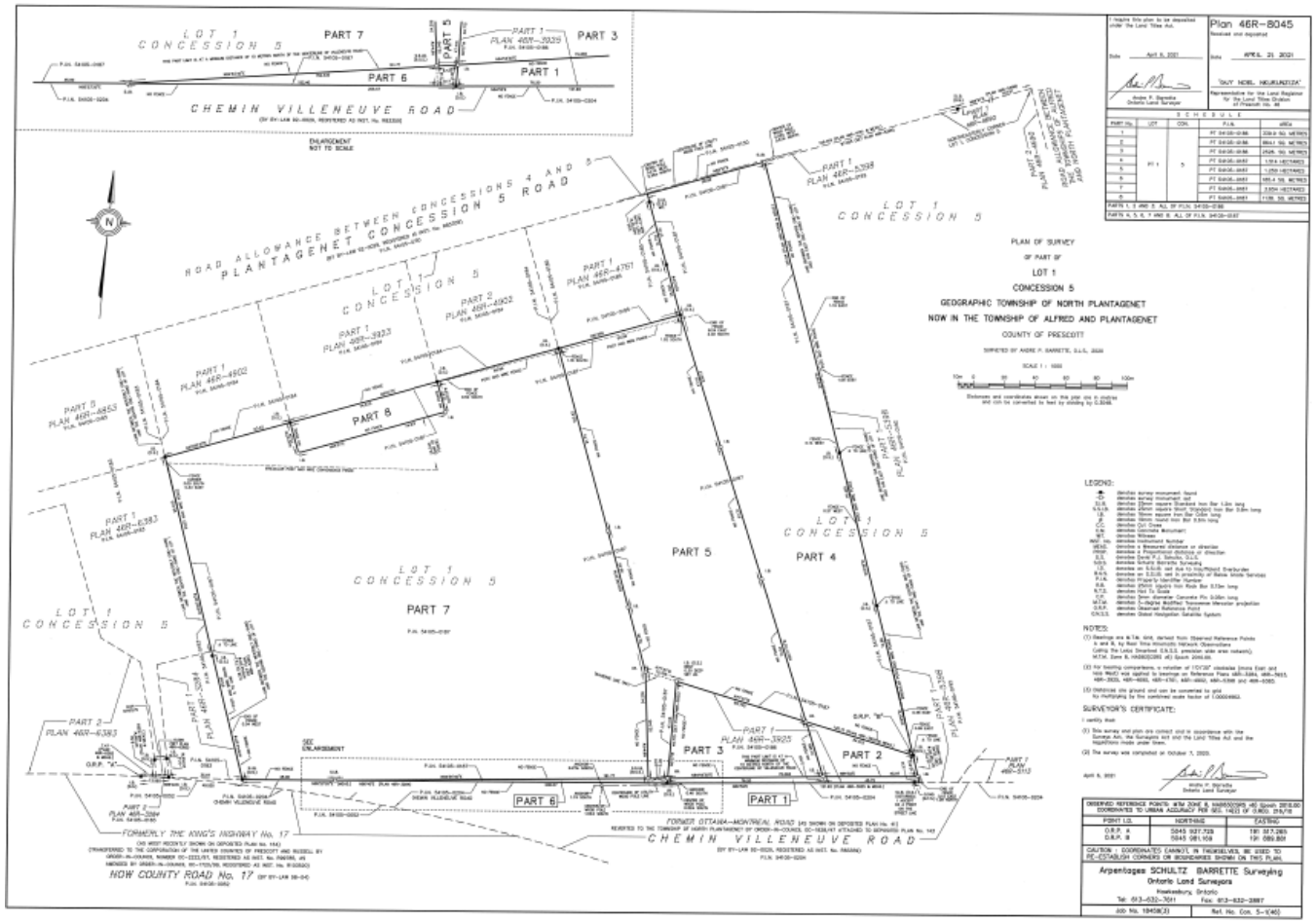
EXPÉDITEUR : Guylaine Poirier
Administratrice du zonage

SUJET : Règlement No. 2021-51
Élargissement du chemin Villeneuve à Plantagenet

Monsieur Rosaire Roy et Madame Denise Roy avaient obtenu deux consentements pour des agrandissements de terrain, dossiers B-026-2020 et B-027-2020, afin de changer les délimitations de deux propriétés voisines – le 150 Concession 5 – Plantagenet et le 171 chemin Villeneuve. Une des conditions imposées à chacune des autorisations était la suivante:

« Que l'arpenteur-géomètre retenu par les propriétaires détermine la largeur du chemin Villeneuve, et si ladite voie présente une emprise d'une largeur inférieure à 20.0 mètres, qu'une bande de terrain d'une largeur égale à la moitié de la surlargeur requise pour atteindre une emprise de 20.0 mètres tout le long des parties détachée et retenue, soit transférée sans frais et sans encombre à l'autorité concernée (Canton d'Alfred et Plantagenet). »

L'arpentage des propriétés touchées par les demandes d'autorisations a révélé qu'un élargissement de chemin était effectivement requis. La partie 6 du plan d'arpentage 46R8045 a été transférée à la municipalité le 15 juin dernier. Le Règlement No. 2021-51 a pour but d'acquérir et de dédier, comme voie publique, cette parcelle transférée à la municipalité.


Plan 46R-8045
Received and deposited
APRIL 21 2021
"GUY NOEL NIGUKIZIZA"
Representative for the Land Registrar
for the Land Titles Division
of Prescott No. 49
SCHEDULE
PART No. | LOT | CON. | P.I.N. | AREA
1 | PT 1 | 5 | PT 54105-0186 | 339.0 SQ. METRES
2 | | | PT 54105-0186 | 884.1 SQ. METRES
3 | | | PT 54105-0186 | 2626. SQ. METRES
4 | | | PT 54105-0187 | 1,191.6 METRES
5 | | | PT 54105-0187 | 1,259.1 METRES
6 | | | PT 54105-0187 | 585.4 SQ. METRES
7 | | | PT 54105-0187 | 3,830.1 METRES
8 | | | PT 54105-0187 | 1135. SQ. METRES
PARTS 1, 2 AND 3, ALL OF P.I.N. 54105-0186
PARTS 4, 5, 6, 7 AND 8, ALL OF P.I.N. 54105-0187
PLAN OF SURVEY
OF PART OF
LOT 1
CONCESSION 5
GEOGRAPHIC TOWNSHIP OF NORTH PLANTAGENET
NOW IN THE TOWNSHIP OF ALFRED AND PLANTAGENET
COUNTY OF PRESCOTT
SURVEYED BY ANDRE P. BARRETTE, O.L.S., 2020
SCALE 1 : 1000
10m 0 20 40 60 80 100m
Distances and coordinates shown on this plan are in metres and can be converted to feet by dividing by 0.3048.
LEGEND:
denotes survey monument found
denotes survey monument set
denotes 20mm square Standard Iron Bar 1.2m long
denotes 20mm square Iron Bar (capped) Iron Bar 0.6m long
denotes 20mm square Iron Bar Cube long
denotes 20mm round Iron Bar 0.6m long
denotes Cut Cross
denotes Concrete Monument
denotes Witness
denotes Instrument Number
denotes a Measured distance or direction
denotes Recorded distance or direction
denotes Derek P.J. Saboshin
denotes Schultz Barrette Surveying
denotes an O.L.S. not due to trip/Point Interburden
denotes an O.L.S. not in proximity of Below Grade Services
denotes Property Identifier Number
denotes 25mm square Iron Rock Bar 0.3m long
denotes Rock Face
denotes 5mm diameter Concrete Pin 0.60m long
denotes 1-degree Modified Transverse Mercator projection
denotes Observed Reference Point
denotes Global Navigation Satellite System
NOTES:
(1) Bearings are #.T.N. Grid, derived from Observed Reference Points A and B, by Real Time Kinematic Network Observations Calling The Lake Smartnet (N.A.D.83, precision atan area network). M.T.M. Zone 9, NAD83(CSRS) v6) Epoch 2010.00.
(2) For bearing comparisons, a rotation of 1°01'30" clockwise (more East and less West) was applied to bearings on Reference Plans 46R-3484, 46R-7615, 46R-3925, 46R-4680, 46R-4761, 46R-4902, 46R-5368 and 46R-6383.
(3) Distances are ground and can be converted to grid by multiplying by the combined scale factor of 1.0000962.
SURVEYOR'S CERTIFICATE:
I certify that:
(1) This survey and plan are correct and in accordance with the Surveys Act, the Surveyors Act and the Land Titles Act and the regulations made under them.
(2) The survey was completed on October 7, 2020.
April 6, 2021
Andre P. Barrette
Ontario Land Surveyor
OBSERVED REFERENCE POINTS (#.T.N. ZONE 9, NAD83(CSRS) v6) Epoch 2010.00
COORDINATES TO URBAN ACCURACY PER SEC. 14(2) OF O.REG. 216/10
POINT I.D. | NORTHING | EASTING
O.R.P. 'A' | 5045 927.729 | 191 917.269
O.R.P. 'B' | 5045 081.109 | 191 080.869
CAUTION : COORDINATES CANNOT, IN THEMSELVES, BE USED TO RE-ESTABLISH CORNERS OR BOUNDARIES SHOWN ON THIS PLAN.
Arpentages SCHULTZ BARRETTE Surveying
Ontario Land Surveyors
Hawkesbury, Ontario
Tel: 613-632-7011 Fax: 613-632-3887
Job No. 19413K31 Ref. No. Con. 5-1(46)
LOT 1 CONCESSION 5
PART 7
PART 6
PART 1
PART 3
PART 5
PART 4
PART 8
PART 2
CHEMIN VILLENEUVE ROAD
ROAD ALLOWANCE BETWEEN CONCESSIONS 4 AND 5 PLANTAGENET CONCESSION 5 ROAD
FORMERLY THE KING'S HIGHWAY No. 17
NOW COUNTY ROAD No. 17
FORMER OTTAWA-MONTREAL ROAD
ENLARGEMENT NOT TO SCALE
SEE ENLARGEMENT

Corporation of the Township of Alfred and Plantagenet

BY-LAW NO. 2021-52

BEING A BY-LAW TO PROVIDE THAT SUBSECTION 50 (5) OF THE PLANNING ACT, R.S.O. 1990, CHAPTER P.13 (as amended), DOES NOT APPLY TO LOT 26 OF REGISTERED PLAN 46M-65 IN THE GEOGRAPHIC TOWNSHIP OF ALFRED, NOW IN THE TOWNSHIP OF ALFRED AND PLANTAGENET, DESIGNATED AS PARTS 1 AND 2 ON PLAN 46R-7333.

WHEREAS Subsection 50 (5) of the *Planning Act,* R.S.O. 1990, Chapter P.13, as amended, provides that all lands within a Plan of Subdivision are subject to part-lot control;

WHEREAS Subsection 50 (7) of the *Planning Act,* R.S.O. 1990, Chapter P.13, as amended, authorizes the Council of municipalities to enact by-laws which provide that Subsection 50 (5) of the *Planning Act* does not apply to land that are within a registered Plan of Subdivision as are designated in the by-law;

WHEREAS a semi-detached dwelling is constructed on Part 1 of Plan 46R-7333 and is municipally known as 520-B DeVista Boulevard;

AND WHEREAS a semi-detached dwelling is constructed on Part 2 of Plan 46R-7333 and is municipally known as 520-A DeVista Boulevard;

NOW THEREFORE the Council of the Corporation of the Township of Alfred and Plantagenet enacts as follows:

1. **THAT** subject to paragraph 3 herein, Subsection 50 (5) of the *Planning Act,* R.S.O. 1990, Chapter P.13, as amended, does not apply to the following lands:

    a) Part of P.I.N. 54133-0308, being that portion of Lot 26, Registered Plan 46M-65, designated as Part 1 on Plan 46R-7333 and further designated as Parcel “A” for the purpose of this by-law;

    b) Part of P.I.N. 54133-0308, being that portion of Lot 26, Registered Plan 46M-65, designated as Part 2 on Plan 46R-7333 and further designated as Parcel “B” for the purpose of this by-law;

    all in the Township of Alfred and Plantagenet, in the County of Prescott, and registered in the Land Titles Office for the Land Titles Division of Prescott (No. 46).

2. **THAT** this By-law shall come into force and take effect upon approval thereof by the Council of the United Counties of Prescott and Russell and in compliance with the requirements of the *Planning Act,* R.S.O. 1990, Chapter P.13, as amended.

3. **THAT** further subdivision or severance of the aforementioned Parcels “A” and “B” beyond
that permitted by paragraph 1 herein is prohibited.

READ A FIRST, SECOND AND THIRD TIME AND FINALLY PASSED THIS 13th DAY OF JULY, 2021.

_____

Stéphane Sarrazin, Mayor

_____

Annie Rochefort, Clerk

Pursuant to the United Counties of Prescott and Russell By-law 2019-27, this by-law, having met the criteria for Part Lot Control exemption, is hereby APPROVED under Subsection 50 (7) of the Planning Act, R.S.O. 1990, as amended.

_____, United Counties of Prescott and Russell

CANTON / TOWNSHIP
ALFRED AND PLANTAGENET

NOTE DE SERVICE

DESTINATAIRES: Membres du Conseil

DATE : Le 13 juillet 2021

EXPÉDITEUR : Guylaine Poirier
Administratrice du zonage

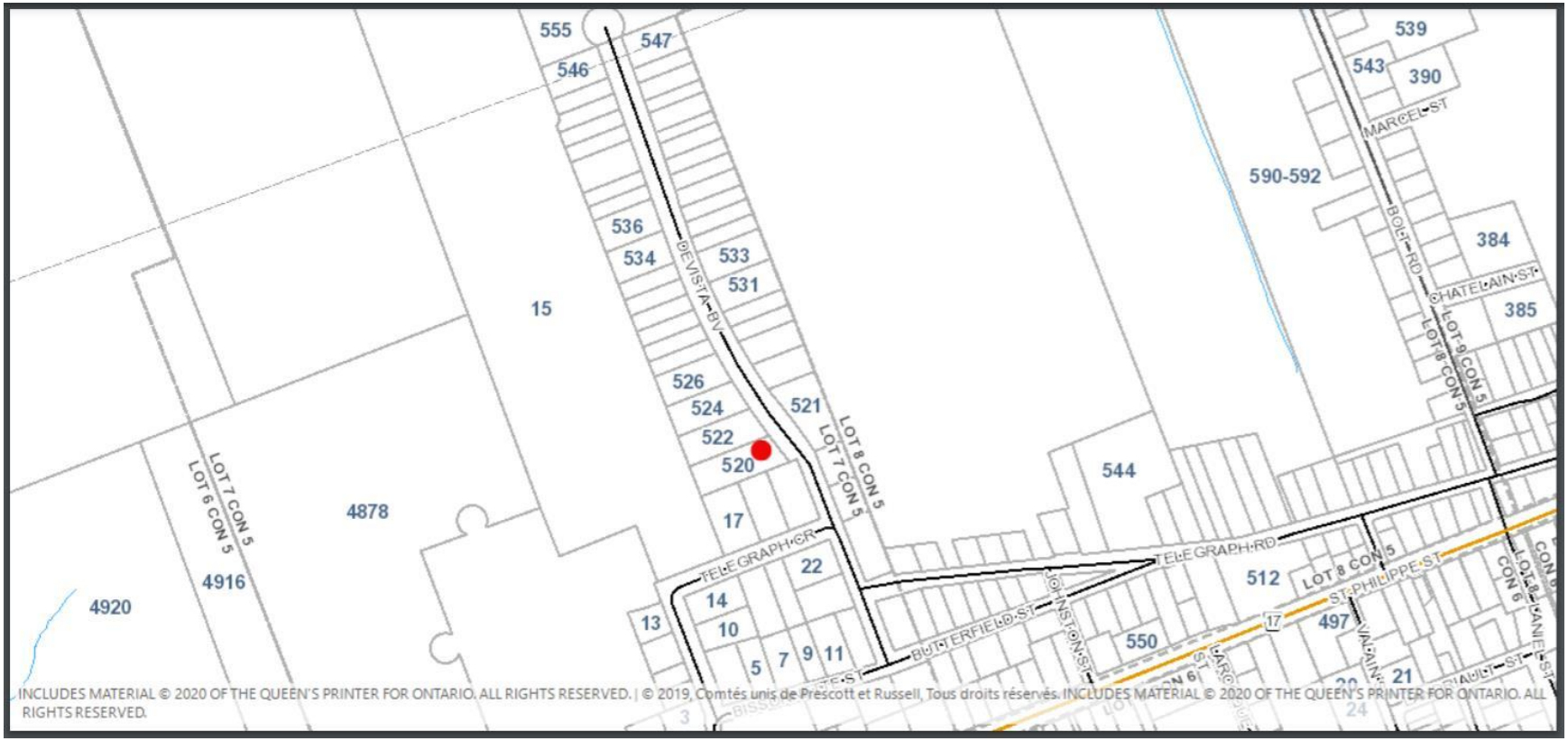
SUJET : Règlement No. 2021-52
Règlementation relative aux parties de lot

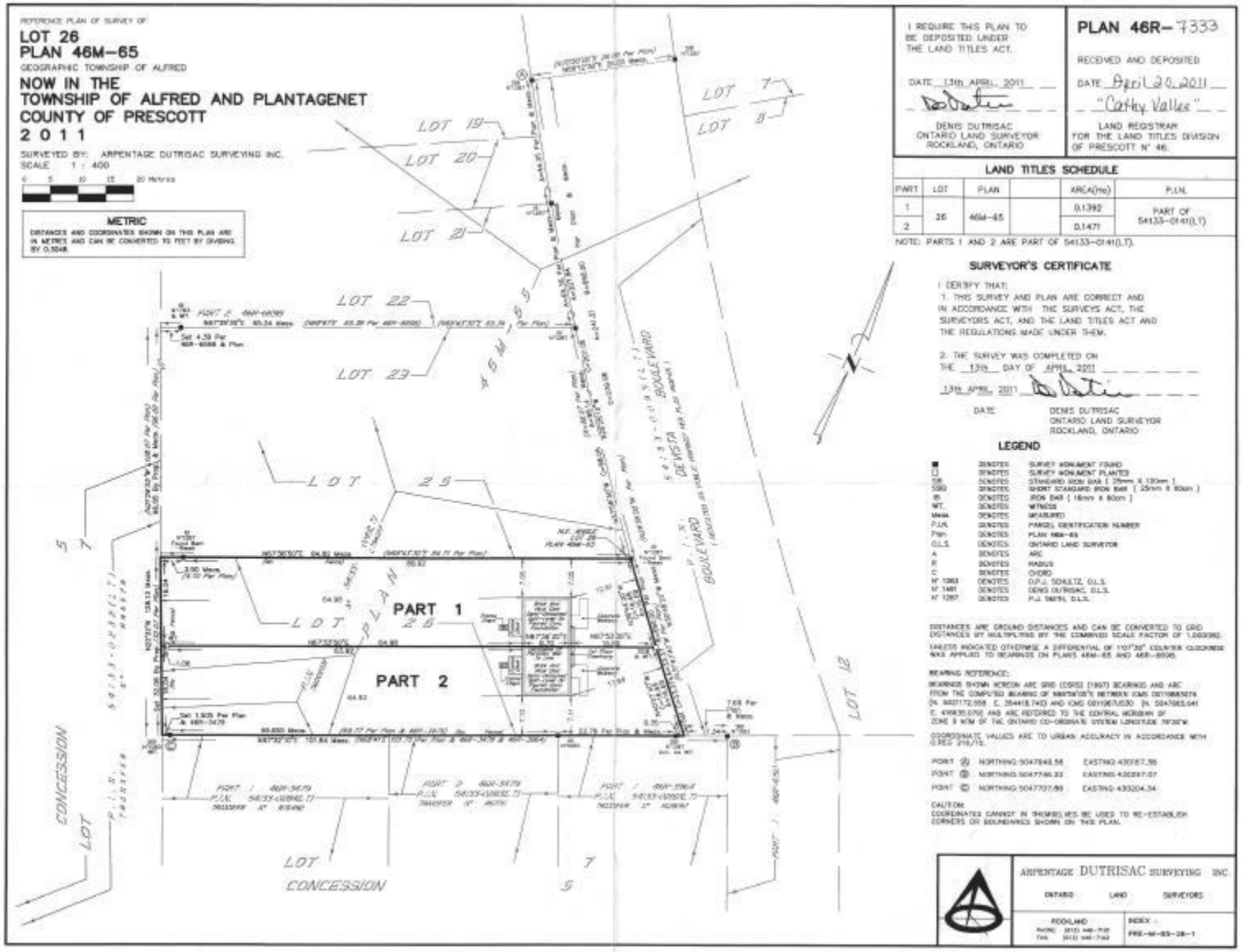
Cette note a simplement pour but de donner de l'information supplémentaire au sujet de la propriété visée par le Règlement cité ci-haut.

- La propriété est située aux 520-A et 520-B Boulevard DeVista à Alfred. Elle est décrite comme étant le Lot 26 du Plan 46M-65 de l'ancien Canton d'Alfred, maintenant dans le Canton d'Alfred et Plantagenet.
- Il y a deux maisons jumelées (2 unités de logement) construites en 2010 (permis no. 2010-043) sur la propriété.
- La propriété est desservie par le réseau d'aqueduc municipal et le gaz naturel. Pour la question des égouts sanitaires, les maisons jumelées ont chacun champ septique distinct.
- La propriété est située dans la zone «Résidentielle de Moyenne Densité – Exception 5 (R2-5)». Les dimensions des lots (façades et superficies) ainsi que toutes les dimensions des cours sont conformes aux dispositions de cette zone.

Une fois le Règlement enregistré sur les titres, les deux maisons jumelées pourront être vendues séparément.

(Voir croquis et plans d'arpentage ci-joints)


555
547
546
536
534
533
531
526
524
522
520
521
15
4878
4916
4920
17
22
14
10
13
5
7
9
11
544
590-592
539
543
390
384
385
512
497
550
21
DEVISTA BV
LOT 7 CON 5
LOT 6 CON 5
LOT 8 CON 5
LOT 7 CON 5
LOT 9 CON 5
LOT 8 CON 5
MARCEL ST
BOUCHER RD
CHATELAIN ST
TELEGRAPH RD
FELEGRAPH CR
BUTTERFIELD ST
JOHNSTON ST
ST-PHILIPPE ST
17
INCLUDES MATERIAL © 2020 OF THE QUEEN'S PRINTER FOR ONTARIO. ALL RIGHTS RESERVED. | © 2019, Comtés unis de Prescott et Russell, Tous droits réservés. INCLUDES MATERIAL © 2020 OF THE QUEEN'S PRINTER FOR ONTARIO. ALL RIGHTS RESERVED.


REFERENCE PLAN OF SURVEY OF
LOT 26
PLAN 46M-65
GEOGRAPHIC TOWNSHIP OF ALFRED
NOW IN THE
TOWNSHIP OF ALFRED AND PLANTAGENET
COUNTY OF PRESCOTT
2011
SURVEYED BY: ARPENTAGE DUTRISAC SURVEYING INC.
SCALE 1 : 400
METRIC
DISTANCES AND COORDINATES SHOWN ON THIS PLAN ARE IN METRES AND CAN BE CONVERTED TO FEET BY DIVIDING BY 0.3048.
I REQUIRE THIS PLAN TO BE DEPOSITED UNDER THE LAND TITLES ACT.
DATE 13th APRIL, 2011
DENIS DUTRISAC
ONTARIO LAND SURVEYOR
ROCKLAND, ONTARIO
PLAN 46R-7333
RECEIVED AND DEPOSITED
DATE April 20, 2011
"Cathy Valles"
LAND REGISTRAR
FOR THE LAND TITLES DIVISION OF PRESCOTT N° 46.
LAND TITLES SCHEDULE
PART | LOT | PLAN | AREA(Ha) | P.I.N.
1 | 26 | 46M-65 | 0.1392 | PART OF 54133-0141(L.T.)
2 | | | 0.1471 |
NOTE: PARTS 1 AND 2 ARE PART OF 54133-0141(L.T.).
SURVEYOR'S CERTIFICATE
I CERTIFY THAT:
1. THIS SURVEY AND PLAN ARE CORRECT AND IN ACCORDANCE WITH THE SURVEYS ACT, THE SURVEYORS ACT, AND THE LAND TITLES ACT AND THE REGULATIONS MADE UNDER THEM.
2. THE SURVEY WAS COMPLETED ON THE 13th DAY OF APRIL, 2011
13th APRIL, 2011
DATE
DENIS DUTRISAC
ONTARIO LAND SURVEYOR
ROCKLAND, ONTARIO
LEGEND
DENOTES SURVEY MONUMENT FOUND
DENOTES SURVEY MONUMENT PLANTED
SIB DENOTES STANDARD IRON BAR (25mm X 130mm)
SSIB DENOTES SHORT STANDARD IRON BAR (25mm X 80cm)
IB DENOTES IRON BAR (16mm X 80cm)
WIT. DENOTES WITNESS
Meas. DENOTES MEASURED
P.I.N. DENOTES PARCEL IDENTIFICATION NUMBER
Plan DENOTES PLAN 46M-65
O.L.S. DENOTES ONTARIO LAND SURVEYOR
A DENOTES ARC
R DENOTES RADIUS
C DENOTES CHORD
N° 1383 DENOTES O.P.J. SCHULTZ, O.L.S.
N° 1481 DENOTES DENIS DUTRISAC, O.L.S.
N° 1267 DENOTES P.J. SMITH, O.L.S.
DISTANCES ARE GROUND DISTANCES AND CAN BE CONVERTED TO GRID DISTANCES BY MULTIPLYING BY THE COMBINED SCALE FACTOR OF 1.000092
UNLESS INDICATED OTHERWISE A DIFFERENTIAL OF 1°07'30" COUNTER CLOCKWISE WAS APPLIED TO BEARINGS ON PLANS 46M-65 AND 46R-6096.
BEARING REFERENCE:
BEARINGS SHOWN HEREON ARE GRID (CSRS) (1997) BEARINGS AND ARE FROM THE COMPUTED BEARING OF N60°54'05"E BETWEEN ICMS DST1988367A (N 5027172.658 E 354418.740) AND ICMS DST1987L630 (N 5047965.641 E 419835.079) AND ARE REFERED TO THE CENTRAL MERIDIAN OF ZONE 9 MTM OF THE ONTARIO CO-ORDINATE SYSTEM LONGITUDE 79°30'W.
COORDINATE VALUES ARE TO URBAN ACCURACY IN ACCORDANCE WITH O.REG 216/10.
POINT (A) NORTHING 5047848.58 EASTING 430767.59
POINT (B) NORTHING 5047746.22 EASTING 430297.07
POINT (C) NORTHING 5047707.88 EASTING 430204.34
CAUTION:
COORDINATES CANNOT IN THEMSELVES BE USED TO RE-ESTABLISH CORNERS OR BOUNDARIES SHOWN ON THIS PLAN.
ARPENTAGE DUTRISAC SURVEYING INC.
ONTARIO LAND SURVEYORS
ROCKLAND
INDEX :
PRE-M-65-26-1
LOT 19
LOT 20
LOT 21
LOT 22
LOT 23
LOT 25
LOT 26
LOT 7
LOT 8
LOT 12
PART 1
PART 2
PLAN 46M-65
BOULEVARD DES VISTA
CONCESSION 5
CONCESSION 7

THE CORPORATION OF THE TOWNSHIP OF ALFRED AND PLANTAGENET

By-law Number 2021-53

A By-law to appoint a Treasurer for the Corporation of the Township of Alfred and Plantagenet

WHEREAS paragraph 286(1) of the *Municipal Act, 2001*, requires that a municipality shall appoint a Treasurer responsible for handling all of the financial affairs of the municipality on behalf of and in the manner directed by the council of the municipality;

NOW THEREFORE the Council of the Corporation of the Township of Alfred and Plantagenet enacts as follows:

1. **THAT** Alexandre Charlebois is hereby appointed Treasurer of the Corporation of the Township of Alfred and Plantagenet effective July 29, 2021, with the responsibility for handling all of the financial affairs of the municipality on behalf of and in the manner directed by the council of the municipality in accordance with the *Municipal Act 2001*, as amended, and any other Act.

2. **THAT** the authority of the Treasurer shall further be set out in the Job Description hereto attached as Schedule "A", as amended from time to time and as may be directed by the Chief Administrative Officer and/or the Council of the Township of Alfred and Plantagenet.

3. **THAT** By-law 2021-42 be hereby repealed as of July 29, 2021.

READ A FIRST, SECOND AND THIRD TIME AND PASSED IN OPEN COUNCIL THIS 13th DAY OF JULY 2021.

_____
Stéphane Sarrazin, Mayor

_____
Annie Rochefort, Clerk

THE CORPORATION OF THE TOWNSHIP OF ALFRED AND PLANTAGENET

BY-LAW NUMBER 2021-54

A By-law authorizing the Mayor and the Chief Administrative Officer of the Corporation of the Township of Alfred and Plantagenet (the Municipality) to enter into an Agreement with the United Counties of Prescott and Russell ("UCPR") for the Ontario Cannabis Legalization Implementation Fund.

WHEREAS the UCPR have received funding through the Ontario Cannabis Legalization Implementation Fund ("OCLIF") to help with the implementation costs of recreational cannabis legalization;

AND WHEREAS upper-tier municipalities may transfer any money that they receive from the OCLIF program to lower-tier municipalities;

AND WHEREAS the Township of Alfred and Plantagenet is eligible to receive funding under OCLIF;

NOW THEREFORE the Council of the Corporation of the Township of Alfred and Plantagenet enacts as follows:

1. **THAT** the Mayor and the Chief Administrative Officer be hereby authorized to execute the said Agreement with the UCPR for the Ontario Cannabis Legalization Implementation Fund, a copy of which is attached hereto and forms part of this By-law as Schedule "A" and any other documents necessary to carry out the intention of the parties.

READ A FIRST, SECOND AND THIRD TIME AND PASSED IN OPEN COUNCIL THIS 13th DAY OF JULY 2021.

_____
Stéphane Sarrazin, Mayor

_____
Annie Rochefort, Clerk

ONTARIO CANNABIS LEGALIZATION IMPLEMENTATION FUND

BETWEEN:

The Corporation of the United Counties of Prescott and Russell

(**"UCPR"**)

– And –

The Corporation of the Township of Alfred-Plantagenet

("**The Municipality"**)

WHEREAS the UCPR have received funding through the Ontario Cannabis Legalization Implementation Fund ("OCLIF") to help with the implementation costs of recreational cannabis legalization;

AND WHEREAS the OCLIF was provided on a per household basis to municipalities that did not opt-out of hosting retail stores as of January 22, 2019, adjusted so that each recipient municipality will receive at least $5,000;

AND WHEREAS the UCPR have unexpended funds of $94,933 with respect to the OCLIF program and Council wishes that they be redistributed to local municipalities that have opted into hosting cannabis retail stores on a per household basis;

AND WHEREAS upper-tier municipalities and lower-tier municipalities may transfer any money that they receive from the OCLIF program between each other;

AND WHEREAS despite any transfer of money that may occur, the UCPR remain responsible for ensuring compliance with the terms and conditions of the funding;

AND WHEREAS the participating municipalities are eligible to receive funding under OCLIF;

NOW THEREFORE, in accordance with the principles set out above, the mutual covenants and agreements herein and for other good and valuable consideration, the receipt of sufficiency of which is expressly acknowledged, the Parties hereby agree as follows:

SECTION 1
INTERPRETATION

1.1 Definitions. For the purposes of this Agreement, the following terms shall have the following meanings described below.

"Agreement" means this agreement between the UCPR and the Municipality, including all Schedules attached hereto.

"Arm's Length" has the meaning given to it under the *Income Tax Act* (Canada) as in effect on the Effective Date of this Agreement.

"Conflict of Interest" includes any and all circumstances where the Municipality or any person who has the capacity to influence the Municipality's decisions has outside commitments, relationships or financial interests that could, or could be seen, to interfere with the Municipality's objective, unbiased and impartial judgment relating to this Agreement.

"Consultant" means any person the Municipality retains to do work related to this Agreement.

"Contract" means a contract between the Municipality and a third party at Arm's Length whereby the latter agrees to provide a good or service in return for financial consideration that may be claimed as an Eligible Cost under this Agreement.

"Effective Date" means the date set out at Part C.1 of Schedule "C" of this Agreement.

"Eligible Costs" means the costs described in Part E.1 of Schedule "E" of this Agreement.

"Event of Default" has the meaning given to it in section 13 of this Agreement.

"Expiration "Date" means the date set out in Part C.2 of Schedule "C" of this Agreement.

"Funds" means the total amount of funding the UCPR is providing in Canadian currency to the Municipality under this Agreement, subject to the terms and conditions of this Agreement.

"Indemnified Party" means the UCPR, directors, officers, agents, appointees and employees.

"Ineligible Costs" means the costs described under Part E.2 of Schedule "E" of this Agreement.

"Parties" means the UCPR and the Municipality.

"Party" means either the UCPR or the Municipality, as the case may be.

"Project" means the project described in Part B.1 of Schedule "B" of this Agreement.

"Project Report" means the document set out under Part B.1 of Schedule "B" of this Agreement.

"Requirements of Law" means all applicable statutes, codes, acts, ordinances, orders, approvals, decrees, injunctions, by-laws, rules, regulations, official plans, permits, licenses, authorizations, directions and agreements with all authorities that now or at any time hereafter may relate to the Municipality, the Project and this Agreement.

"Term" means the period of time beginning on the Effective Date of this Agreement and ending on the Expiration Date or the termination of this Agreement, whichever comes sooner.

1.2 Reference to Statute or Regulation. Any reference to a statute is to such statute and to the regulations made pursuant to such statute as such statute and regulations may at any time be amended or modified and in effect and to any statute or regulations that may be passed that have the effect of supplanting or superseding such statute or regulations.

1.3 Accounting Terms, Calculations and Submission of Financial Data. All accounting terms not defined in this Agreement shall have the meanings usually ascribed to them. All calculations will be made and all financial data to be submitted will be prepared in accordance

with the applicable accepted accounting principles in effect in Ontario.

SECTION 2
THE AGREEMENT

2.1 **The Agreement.** The Agreement includes this document and the following Schedules attached to this document; as such, Schedules may be amended from time to time in accordance with this Agreement.

Schedule

"A" Eligible Project
"B" Project Report and Annual Project and Financial Information Update
"C" Operational Requirements Under the Agreement
"D" Financial Information for The Project
"E" Eligible and Ineligible Costs

2.2 **Conflict.** In the event of a conflict between any of the documents that form part of this Agreement, the conflict shall be resolved in the following descending order:

(a) This document; and
(b) The Schedules attached to this document.

2.3 **Term and Renewal.** This Agreement is effective from the date affixed to the last signature of the last party signing this Agreement and shall continue until funds are fully expended by the Municipality and reporting requirements as part of the Ontario Cannabis Legalization Implementation Fund are fully completed by the UCPR.

SECTION 3
GENERAL ROLES AND RESPONSIBILITIES OF THE PARTIES UNDER THE AGREEMENT

3.1 **Provision of Funds.** The UCPR agree, subject to the terms and conditions of this Agreement to provide Funds up to the amount set out under Part D.1 of Schedule "D" of this Agreement to the Municipality in accordance with Part D.2 of Schedule "D" of this Agreement. The Municipality is solely responsible for securing any additional funding, if needed, to complete any Project to which the Funds being provided under this Agreement have been directed.

3.2 **The UCPR's Role Under Agreement Strictly Limited to Providing Funds and Completing Reporting Requirements as part of the Ontario Cannabis Legalization Implementation Fund.** The Municipality acknowledges and agrees that the UCPR's role is strictly limited to providing Funds and completing the reporting requirements as part of the Ontario Cannabis Legalization Implementation Funds and that the UCPR will have no other involvement in any Project to which Funds are directed or their subsequent maintenance and operation. The UCPR are not a manager, decision-maker nor an advisor to the Municipality in relation to any Project to which Funds are directed. Notwithstanding the generality of the foregoing and without limitation, the fact that the UCPR may conduct audits as provided for hereinafter or issues directions under the terms and conditions of this Agreement shall not be construed by the Municipality as the UCPR having a management, decision-making or advisory role. The Municipality further agrees that the Municipality will not seek to include the UCPR as a decision-maker, advisor or manager of any Project to which Funds are directed through recourse to a third party, court, tribunal or arbitrator.

3.4 **Funds Limited to Specific Projects.** The Municipality shall only use the Funds being

provided under this Agreement towards Projects that fall within the category of projects set out under Schedule "A" of this Agreement and those Projects have been set out under Part I of the Project Report, as set out under Part B.1 of Schedule "B" of this Agreement.

3.5 Responsibility for Project. The Municipality acknowledges and agrees that the Municipality, as opposed to the UCPR, is solely responsible for the undertaking, implementation, completion, operation and/or maintenance of any Project to which Funds are directed. The Municipality further agrees that the Municipality will not seek to hold the UCPR responsible for the undertaking, implementation, completion, operation and/or maintenance of any Project to which Funds are directed through recourse to a third party, court, tribunal or arbitrator.

3.6 Behavior of Municipality. The Municipality shall carry out any Project to which Funds are directed in an economical and business-like manner, in accordance with the terms and conditions of this Agreement, subject to any reasonable amendments the UCPR may agree to or require from time to time in writing.

3.7 UCPR Not Responsible for Municipality Obtaining Permits or Approvals. For greater certainty, the Parties acknowledge and agree that the entering into this Agreement does not in any way obligate any regulatory authority established under an Act of the Ontario Legislature to issue any type of approval, license, permit or similar authorization that the Municipality may need or want in relation to any Project to which Funding is directed or to meet any terms or conditions under this Agreement

SECTION 4
FUNDS

4.1 Use of Funds. Any Funds being provided under this Agreement shall only be used for the payment of Eligible Costs.

4.2 Cost Must Be an Eligible Cost. For a cost to be considered an Eligible Cost and therefore eligible to be paid from the Funds being provided under this Agreement, the cost must be specifically set out under Part E.1 of Schedule "E" of this Agreement.

4.3 Ineligible Costs Shall Not Be Covered Under Agreement. Any costs set out in Part E.2 of Schedule "E" of this Agreement are Ineligible Costs and shall not be eligible to be paid from the Funds being provided under this Agreement.

4.4 New Information. In the event of new information, errors, omissions or other circumstances affecting the determination of the amount of any funds being provided under this Agreement, the UCPR may, in its sole and absolute discretion, adjust the funds being provided under this Agreement.

4.5 Repayment of Funds. The Municipality shall repay funds to the UCPR where:

(a) The Municipality has used the Funds for a purpose not agreed to by the UCPR;
(b) The Municipality still has funds under its charge, management or control upon the expiry or termination of this Agreement;
(c) The Municipality receives an overpayment by the UCPR and is notified by the UCPR of said overpayment, within fifteen (15) Business Days of receiving a written demand from the UCPR.

4.6 UCPR May Adjust the Funds. Despite any other provision in this Agreement, the UCPR may adjust the Funds being provided under this Agreement.

SECTION 5
PAYMENT UNDER AGREEMENT

5.1 Eligibility of Costs or Expenses. In order for a cost or expense to be eligible to be paid from the Funds being provided under this Agreement, the cost or expense:

(a) Must be reasonable;
(b) Must be directly related to the Project in which the Funds are directed;
(c) Must be an Eligible Cost;
(d) Must not be an Ineligible Cost; and
(e) Must have been incurred on or after the Effective Date of this Agreement

5.2 Payment of Funds. Subject to all terms and conditions of this Agreement, the UCPR shall pay any Funds to the Municipality in accordance with Part D.2 of Schedule "D" of this Agreement.

SECTION 6
RECIPIENT'S REPRESENTATIONS, WARRANTIES, COVENANTS, ACKNOWLEDGEMENTS AND AGREEMENTS

6.1 Municipality's Representations, Warranties and Covenants. The Municipality represents, warrants and covenants that:

(a) It validly exists as a legal entity, and will continue to exist for the Term of the Agreement, with full power to perform and observe all of the terms and conditions of this Agreement and that it will continue to validly exist until the Expiration Date of this Agreement;
(b) It has the authority and any necessary approvals to enter into this Agreement and to carry out its terms and conditions and that it is not bound by any other agreement that would in any way interfere with the UCPR's rights under this Agreement;
(c) Where applicable, it has passed the requisite by-laws to undertake any Project in which Funds are directed;
(d) It is conducting its business in accordance with all Requirements of Law and it shall continue to conduct its business in accordance with all Requirements of Law until the Expiration Date of this Agreement;
(e) It has all permits, approvals, licenses, certificates or other similar documents that are required to carry out any Project to which Funds are directed or that it will apply for all permits, approvals, licenses, certificates or other similar documents before carrying out the Project; and
(f) All information provided to the UCPR in relation to any Funds being provided under this Agreement remains true, correct and complete as of the date this Agreement is signed in every material respect, except as set out to the contrary herein.

6.2 Governance. The Municipality represents, warrants and covenants that it has and shall maintain until the Expiration Date of this Agreement all legally necessary instruments to:

(a) Provide for the prudent and effective management of any Funds being provided under this Agreement;
(b) Establish procedures to enable the timely identification of risks that would interfere with the Municipality meetings its obligations under this Agreement and strategies to address the identified risks;
(c) Establish procedures to enable the preparation and delivery of all reports under this

Agreement; and

(d) Be responsible for other matters as the Municipality considers necessary to ensure that the Municipality carries out its obligations under this Agreement.

6.3 Additional Covenants. The Municipality undertakes to advise the UCPR within five (5) Business Days of the occurrence during the Term of this Agreement of any actions, suits or other proceedings which could or would prevent compliance with the terms and conditions of this Agreement.

SECTION 7
CONFLICT OF INTEREST AND CONFIDENTIALITY

7.1 No Conflicts of Interest. The Municipality shall ensure that any Person associated with the Project in whatever capacity carries out the administration of any Funds in all its aspects without an actual, potential or perceived Conflict of Interest.

7.2 Disclosure of Conflict of Interest Situations. The Recipient shall:

(a) Disclose to the UCPR, without delay, any situation that a reasonable person would interpret as an actual, potential or perceived Conflict of Interest; and

(b) Comply with any terms and conditions that the UCPR may impose as a result of the disclosure.

SECTION 8
INSURANCE

8.1 Municipality shall have Insurance. The Municipality shall put in effect and maintain until the Expiration Date of this Agreement at its own expense all necessary insurance that would be considered appropriate for a prudent Municipality undertaking the types of Projects in which Funds are being directed, including Municipal General Liability Insurance issued on an occurrence basis for an amount of not less than Five million dollars ($5,000,000) per occurrence / Five million dollars ($5,000,000) annual aggregate for any negligent acts or omissions by the Municipality relating to their obligations under this Agreement. Such insurance shall include, but is not limited to bodily injury and property damage including loss of use; personal injury; contractual liability; premises, property & operations; non-owned automobile; broad form property damage; owners & contractors protective; occurrence property damage; products & completed operations; employees as Additional Insured(s); contingent employers liability; tenants legal liability; cross liability and severability of interest clause.

Such insurance shall add the UCPR as Additional Insured. This insurance shall be non-contributing with and apply as primary and not as excess of any insurance available to the UCPR.

The Municipality shall keep their property / assets insured. Failure to do so shall not impose any liability on the UCPR.

Any and all deductibles applicable to the above-noted insurance policy shall be the sole responsibility of the Named Insured, and the UCPR shall bear no cost towards such deductibles.

The UCPR reserves the right to assess exposures and add additional insurance requirements where deemed necessary.

The Municipality shall provide the UCPR with a certificate of insurance evidencing coverage as noted above. Such policies shall not be cancelled unless the Insurer notifies the UCPR in writing at least thirty (30) days prior to the effective date of such cancellation. The insurance policy will be in a form and with a company licensed to write business in the Province of Ontario and which are, in all respects, acceptable to the UCPR. The applicant remains responsible for maintaining the required insurance for the entire contract period.

8.2 UCPR to have Priority Right on any Proceeds of Insurance Policy. The Municipality acknowledges and agrees that the UCPR shall have a priority over any other Person, including the Municipality, to use or enjoy the benefits of the proceeds from the insurance required under section 8.1 of this Agreement to pay any claims, suits, judgments, demands, expenses, actions, causes of action and losses, including, without limitation, reasonable legal expenses and any claim for a lien made pursuant to the *Construction Lien Act* (Ontario) and for any and all liability for damages to property and injury to persons, including death, that may be brought against the UCPR as a result of this Agreement.

SECTION 9
LIMITATION OF LIABILITY AND INDEMNIFICATION

9.1 Exclusion of Liability. In no event shall the UCPR be liable for any general, compensatory, incidental, special or consequential damages, or any loss of use, revenue or profit by the Municipality or the Municipality's officers, servants, employees and agents arising out of or in any way related to this Agreement.

9.2 Municipality to Indemnify the UCPR. The Municipality shall defend, indemnify and save harmless the UCPR, their elected officials, officers, and employees from and against any and all claims, actions, losses, expenses, fines, costs (including legal costs), interest or damages of every nature and kind whatsoever, including but not limited to bodily injury or to damage to or destruction of tangible property including loss of revenue arising out of or allegedly attributable to the negligence, acts, errors, omissions, whether willful or otherwise by the Municipality, their officers, employees, volunteers, invitees, guests or others who the applicant is legally responsible. This indemnity shall be in addition to and not in lieu of any insurance to be provided by the applicant in accordance with this agreement and shall survive this agreement.

9.3 Further Indemnification of the UCPR. The Municipality further agrees to indemnify and hold harmless the Indemnified Party from any general, compensatory, incidental, indirect, special or consequential damage or any loss of use, revenue or profit which the Indemnified Party may incur or related in any way to this Agreement or the Project in tort, contract or otherwise other than by reason of their own gross negligence or willful misconduct, as a result of or arising out or in relation to:

(a) The performance of this Agreement or any breach of the terms and conditions of this Agreement by the Municipality, its officers, servants, agents, employees and Consultants or by a third party and any of its officers, servants, agents or employees where the third party entered into a Contract with the Municipality in relation to the Project;
(b) The ongoing operation, maintenance and repair of the Project; or
(c) Any omission or negligent act or misconduct of the Municipality, its officers, servants, agents, employees and Consultants or by a third party and any of its officers, servants, agents or employees where the third party entered into a Contract with the Municipality in relation to the Project.

9.4 Municipality to Require Third Parties to Indemnify the UCPR. The Recipient shall use all reasonable efforts to ensure that all third parties that the Municipality enters into a Contract with indemnify and hold harmless the Indemnified Party from and against all suits, judgments, claims, demands, expenses, actions, causes of action and losses, including, without limitation, reasonable legal expenses and any claim for lien made pursuant to the *Construction Lien Act* (Ontario), and for any and all liability for damages to property and injury to persons, including death, which the Indemnified Party may incur, otherwise than by reason of their own negligence or willful misconduct, as a result of or arising out of or in relation to any breach by the Municipality of the terms of this Agreement, or the Municipality's own negligence or willful misconduct, as a result of or arising out of or in relation to:

(a) The performance of this Agreement or the breach of the terms of this Agreement by the Municipality, its officers, servants, employees and agents, or by a third party and any of its officers, employees, servants or agents;
(b) The ongoing operation, maintenance and repair of the Project; or
(c) Any omission or other willful or negligent act of the Recipient, a third party or their respective employees, officers, servants or agents.

The Municipality agrees to take and implement any reasonable direction from the UCPR in relation to the enforcement or assertion of this section 9.4 of the Agreement as against any third party.

9.5 Municipality to Limit Heads of Damage as Against the UCPR in Contracts with Third Parties. The Municipality shall use commercially reasonable efforts to include in the Municipality's Contracts with any third party a provision that provides notwithstanding anything else, and in no event whatsoever, shall the UCPR be liable to the third party for any incidental, indirect, special or consequential damage or any loss of use, revenue or profit which the Indemnified Party may incur as a result of anything under or related in any way to this Agreement or the Project in tort, contract or otherwise. The Municipality agrees to take and implement any reasonable direction from the UCPR in relation to the enforcement of this section 9.5 of the Agreement as against any third party.

SECTION 10
PROCUREMENT

10.1 UCPR Not Responsible for Claims Under Tender/Bidding Process. Without limiting the generality of section 9.1 of this Agreement, the UCPR shall not be responsible for any claim arising from the tender and bidding process in relation to any Project in which Funds are directed.

10.2 Competitive Procurement Process. The Municipality shall acquire and manage its equipment, services and supplies, including any construction component, required for any Project in which Funds are directed through a transparent, competitive process that ensures the best value for any Funds expended. Without limiting the generality of the foregoing, the Municipality shall follow its procurement policies as required under the *Municipal Act, 2001* (Ontario).

10.3 Contracts. The Municipality shall ensure that all Contracts:

(a) Are consistent with this Agreement;
(b) Do not conflict with this Agreement;
(c) Incorporate the relevant provisions of this Agreement to the fullest extent possible;
(d) Are managed in a way that is transparent, competitive and consistent with value for

money principles;

(e) Require that any third parties thereto comply with all Requirements of Law; and

(f) Authorize the UCPR to collect, use and disclose in accordance with the Requirements of Law information and data gathered by the third party in connection with the Project, perform audits of the third party and monitor the Project as the UCPR sees fit.

10.4 Costs of Contracts Not Awarded in Compliance with this Section may be deemed Ineligible. If the UCPR determine that the Municipality has awarded a Contract in a manner that is not in compliance with this section 10 of the Agreement, the UCPR may, upon written notification to the Municipality, deem the costs associated with the Contract as being ineligible for payment from the Funds.

10.5 Goods and Services to Be Procured in a Competitive Manner and at Price No Greater than Fair Market Value. Despite anything else contained in this section 10 of the Agreement, the Municipality shall ensure that all goods and services purchased with any Funds being provided under this Agreement are purchased or acquired at competitive prices that are no greater than fair market value after deducting trade discounts and/or any other discounts available to the Municipality.

10.6 Municipality to Keep Records of Contracts. The Municipality shall keep and maintain proper and accurate accounts and records, including, but not limited to, all Contracts, invoices, statements, receipts and vouchers in relation to any Project in which Funds are directed for a period of at least seven (7) years after the Term of this Agreement.

SECTION 11
REPORTS

11.1 Project Report. The Municipality shall submit a Project Report for every Project it proposes to direct Funds under this Agreement toward, as set out under Part B.1 of Schedule "B" of this Agreement, to the UCPR by the date indicated in Part C.4 of Schedule "C" of this Agreement and in accordance with the requirements set out under Part B.1 of Schedule "B" of this Agreement during the Term of this Agreement. The Municipality shall follow such reasonable administrative procedures as the UCPR may specify from time to time.

11.2 Annual Financial Report. The Municipality shall submit an Annual Report, as set out under Part B.2 of Schedule "B" of this Agreement, to the UCPR on the dates set out in Part C.5 of Schedule "C" of this Agreement and in accordance with the requirements set out under Part B.2 of Schedule "B" of this Agreement during the Term of this Agreement. The Municipality shall follow such reasonable administrative procedures as the UCPR may specify from time to time.

11.3 Additional Reports Upon Request. The Municipality shall, upon the UCPR's request in writing, collect such information and provide such additional reports as the UCPR may specify from time to time during the Term of this Agreement. The Municipality shall provide any additional reports within ten (10) Business Days of the request, unless the request provides otherwise.

11.4 Compliance Attestation. The Municipality shall provide a compliance attestation, signed by the Municipality's Administrative Officer, Clerk or Treasurer, and in accordance with the following when any report required under sections 11.1 to 11.3 of this Agreement is submitted.

SECTION 12
RECORDS, INSPECTION, AUDITS AND THE PROVISION OF INFORMATION

12.1 Municipality's Obligations Under Agreement. The Municipality:

(a) Shall keep and maintain all financial records, receipts, invoices and other financially-related documents relating to any Funds or otherwise in relation to any Project in which Funds are directed in a manner consistent with generally accepted accounting principles and clerical practices, and shall maintain such records and keep them available for review by the UCPR for a period of seven (7) years from the Expiration Date of this Agreement; and

(b) Shall maintain all non-financial documents and records relating to any Funds or otherwise to any Project in which Funds are directed, including any records it receives about the people it serves, in a confidential manner consistent with all Requirements of Law.

12.2 Audits. The UCPR may, at its own expense, conduct audits of any Project in which Funds are directed. The UCPR may require the assistance of an external auditor to carry out an audit. If so, the UCPR shall be responsible for retaining the external auditor.

12.3 Information. The Municipality shall supply to the UCPR, within ten (10) Business Days of receiving a written request, such information in respect of this Agreement or any Project in which Funds are directed as the UCPR request unless the request provides otherwise.

12.4 Provision of Information is a True Condition Precedent. If, in the opinion of the UCPR, any of the information requirements of this Agreement are not met, the UCPR may in its sole and absolute discretion, and despite section 5.2 and Part D.2 of Schedule "D" of this Agreement, require the information as a condition precedent to the payment of any Funds under this Agreement.

SECTION 13
DEFAULT AND TERMINATION

13.1 Events of Default. The UCPR may, acting in a reasonable manner, without liability, cost or penalty and without prejudice to any other rights or remedies of the UCPR under this Agreement or at law or in equity, terminate this Agreement immediately upon giving written notice to the Municipality where:

(a) In the opinion of the UCPR:
  (i) The Municipality has provided false or misleading information to the UCPR;
  (ii) The Municipality breaches a material term or condition of this Agreement, where materiality is to be determined by the UCPR, in its sole and absolute discretion, acting reasonably;
  (iii) The Municipality breaches a material term or condition of any other funding agreement it has with the UCPR, where materiality is to be determined by the UCPR, in its sole and absolute discretion, acting reasonably;
  (iv) The Municipality is unable to continue with any Project in which Funds are directed or the Municipality is likely to discontinue any Project in which Funds are directed;
  (v) A material adverse change occurs such that the viability of a Municipality as a going concern is threatened;

(b) The Municipality makes an assignment, proposal, compromise, or arrangement for the benefit of creditors, or is petitioned into bankruptcy, or files for the appointment of a

receiver; or

(c) The Municipality ceases to operate.

13.2 Remedies on Default. Despite any other rights the UCPR has under this Agreement, if an Event of Default has occurred, the UCPR shall have the following remedies:

(a) The UCPR shall not have to provide any further Funds under this Agreement;

(b) The UCPR may terminate this Agreement immediately after any notice period expires or may, in its sole and absolute discretion, adjust the Funds, including a demand to return all Funds provided under this Agreement;

(c) The UCPR may avail itself of any of its legal remedies that it may deem appropriate.

13.3 Additional Remedies. In addition to the remedies described in section 13.2 of this Agreement, the UCPR may commence such legal action or proceedings as it, in its sole and absolute discretion, may deem expedient, without any additional notice under this Agreement. The rights and remedies of the UCPR hereunder are cumulative and in addition to, and not in substitution for, all other rights or remedies otherwise available to the UCPR at law, equity or under statute.

13.4 Waiver of Event of Default must be in Writing. The UCPR may, in its sole and absolute discretion, at any time, waive any above-mentioned Event of Default which may have occurred provided that no such waiver shall extend to, or be taken in any manner whatsoever to affect, any subsequent Event of Default or the right to remedies resulting therefrom, and that no such waiver shall be, or shall deem to constitute, a waiver of such Event of Default unless such waiver is in writing from the UCPR. The UCPR may also impose conditions on any waiver it provides under this section 13.4 of the Agreement.

13.5 The UCPR's Discretion to Terminate Agreement. Despite anything else contained in this Agreement, the UCPR may, without liability, cost or penalty and without prejudice to any other rights or remedy the UCPR may have under this Agreement or at law or in equity, terminate this Agreement at any time upon giving at least sixty (60) days' notice to the Municipality, provided it acts reasonably in doing so.

13.6 Termination of Agreement for Circumstances Beyond the Control of a Party. Neither Party shall be liable for damages caused by delay or failure to perform its obligations under this Agreement where such delay or failure is caused by an event beyond its reasonable control. Should the event last more than ninety (90) Business Days, this Agreement shall terminate, and the process set out under section 13.5 of this Agreement shall be followed, with any necessary modifications.

13.7 Date of Termination. In the event of termination pursuant to this section 13 of the Agreement, the effective date of termination shall be the last day of the notice period, the last day of any subsequent notice period or immediately, whichever applies.

SECTION 14
GENERAL PROVISIONS

14.1 Terms Binding. The Municipality shall take all reasonable measures to ensure that its officers, directors, partners, employees, agents, third party contractors shall be bound to observe all of the terms and conditions of this Agreement, including, but not limited to all of the covenants, representations and warranties set out herein.

14.2 Representatives May Bind Parties. The Parties represent and warrant that their respective

representatives have the authority to legally bind them to the extent permissible by the Requirements of Law.

14.3 Further Assurances. The Parties agree to do or cause to be done all acts or things necessary to implement and carry into effect this Agreement to its full extent.

14.4 Agreement Binding. This Agreement shall ensure to the benefit of and be binding upon the Parties, their successors, executors, administrators, heirs and their permitted assigns.

14.5 Waivers in Writing. If a Party fails to comply with any term of the Agreement, that Party may only rely on a waiver of the other Party if the other Party has provided a written waiver in accordance with the notice provisions set out in section 14.14 of this Agreement. Any waiver must refer to a specific failure to comply and shall not have the effect of waiving any subsequent failures to comply.

14.6 Time is of the Essence. In the performance and observance of the terms and conditions of this Agreement, time is of the essence and no extension or variation of this Agreement shall operate as a waiver of this provision.

14.7 Severability. If any term or condition of this Agreement, or the application thereof to the Parties or to any persons or circumstances, is to any extent invalid or unenforceable, the remainder of the Agreement, and the application of such term or condition to the Parties, persons or circumstances other than those to which it is held invalid or unenforceable, shall not be affected thereby.

14.8 No Assignment of Agreement. The Municipality shall not assign this Agreement to any other person.

14.9 No Amendment. This Agreement shall not be varied or amended except by a document in writing, dated and signed on behalf of the Parties.

14.10 Joint Authorship of Agreement. The Parties shall be considered joint authors of this Agreement and no provision herein shall be interpreted against one Party by the other Party because of authorship. No Party shall seek to avoid a provision herein because of its authorship through recourse to a third party, court, tribunal or arbitrator.

14.11 Parties Independent. The Municipality acknowledges that it is not an agent, joint venture, partner or employee of the UCPR, and the Municipality shall not take any actions that could establish or imply such a relationship.

14.12 Municipality Cannot Represent the UCPR. The provision of any Funds to the UCPR pursuant to this Agreement is for the sole purpose of, and is limited to, allowing the Municipality to carry out the Project. The Municipality represents, warrants and agrees that under no circumstances shall it enter into any contract or commitment in the name of or on behalf of the UCPR. The Municipality acknowledges and agrees that it is not by the terms and conditions of this Agreement or otherwise granted any right or authority to assume or to create any obligation or responsibility, express or implied, on behalf of or in the name of the UCPR, to act as an agent of the UCPR or to bind the UCPR in any manner whatsoever other than as specifically provided under this Agreement.

14.13 Consultant. The UCPR acknowledges and recognizes that, in connection with carrying out the Project, the Municipality may engage one or more Consultants. The UCPR acknowledge and agree that the Municipality shall have the sole authority and responsibility for such employees, agents or Consultants, including the hiring and termination. The Municipality

acknowledges and agrees that the Municipality shall be responsible for all acts and actions of the Municipality's employees, agents and Consultants and that all such acts and actions shall be treated as actions of the Municipality for the purposes of this Agreement.

14.14 Notice and Service of Documents Under Agreement. Notices shall be in writing and shall be delivered by mail, personal delivery, facsimile transmission or Email transmission and shall be addressed to the UCPR and the Municipality respectively, as set out in Part C.6 of Schedule "C" of this Agreement.

Notice shall be deemed to have been received:

(a) In the case of mail, five (5) Business Days after such notice is mailed; or
(b) In the case of personal delivery, facsimile transmission or Email transmission, one (1) Business Day after such notice is delivered to the other Party.

In the event of a postal disruption, notices shall be given by personal delivery, facsimile transmission or Email transmission. Unless the Parties expressly agree in writing to additional methods of notices, notices may only be provided by the method(s) contemplated in this section 14.14 of the Agreement.

The Parties agree that for the purposes of this section 14.14 of the Agreement, the name(s) of the individuals may be changed without amending the Agreement through the Party making the change providing written notice to the other Party of said change.

14.15 Governing Law. This Agreement and the rights, obligations and relations of the Parties shall be governed by and construed in accordance with the laws of the Province of Ontario and the applicable federal laws of Canada. Any actions or proceedings in connection with this Agreement shall be conducted in Ontario.

14.16 Agreement Executed in Counterparts. This Agreement may be executed in any number of counterparts, each of which shall be deemed an original, but all of which together, shall constitute one and the same agreement.

14.17 Entire Agreement. This Agreement, including its Schedules, embodies the entire Agreement between the Parties with respect to the subject matter contained in the Agreement and supersedes all prior oral or written representations or agreements. No prior document, discussion, negotiation, provision undertaking or agreement in relation to the subject matter of this Agreement has any legal effect. No representation or warranty, whether express, implied or otherwise, has been made by the UCPR to the Municipality except as expressly set out in this Agreement.

14.18 Survival. The provisions of this Agreement that by their nature survive the expiration or early termination shall so survive. Without limiting the generality of the foregoing, the provisions that shall survive the termination or expiration of this Agreement for a period of seven (7) years from the Expiration Date or termination of this Agreement, whichever occurs first, include: sections 3 to 6, 9 and 11 to 13; subsections 1.2 to 1.3, 2.2, 14.5, 14.7, 14.9 to 14.11, and 14.14 to 14.18; Parts C.6 of Schedule "C" of this Agreement and Schedules "E"; along with all applicable defined terms within section 1, all cross-referenced provisions within the foregoing sections, subsections and Schedules.

IN WITNESS WHEREOF the Parties have executed this Agreement on the dates set out below.

THE CORPORATION OF THE UNITED COUNTIES OF PRESCOTT AND RUSSELL

Name:	Stéphane P. Parisien	Date
Title:	Chief Administrative Officer	

I have the authority to bind the Corporation.

The Corporation of the Township of Alfred-Plantagenet

Name:	Michel Potvin	Date
Title:	Chief Administrative Officer	

I/We have the authority to bind the Municipality.

SCHEDULE “A”
ELIGIBLE PROJECT

Eligible Projects include:

As stated in the Ontario Cannabis Legalization Implementation Fund guidelines, Municipalities must use their OCLIF funding to address the implementation costs that directly relate to the legalization of recreational cannabis.

SCHEDULE "B"
PROJECT REPORT AND ANNUAL PROJECT AND FINANCIAL INFORMATION UPDATE

PART B.1 – PROJECT REPORT

The Project Report, Section A, shall indicate to the UCPR what Projects the Municipality will use the Funds for with the estimated funds used per project. The Project Report must be submitted and approved in writing by the UCPR prior to the commencement of any work related to said Project.

Should the Municipality require a revision in the Project set out in the Project Report; the Municipality shall revise the Project Report and submit an updated Project Report as soon as possible to the UCPR and prior to any cost being incurred for the Project. The Municipality shall note that the Project has been changed from the original Project Report. The revised Project Report must be submitted and approved in writing by the UCPR prior to the commencement of any work related to said revised Project.

PART B.2 – ANNUAL PROJECT AND FINANCIAL INFORMATION UPDATE

Section B of the applicable Project Report must be submitted no later than December 31st of each calendar year in which this Agreement is in effect.

For the Project Report, the Annual Project and the Financial Information Update, use report hereinto attached to this Schedule.

SCHEDULE "C"
OPERATIONAL REQUIREMENTS UNDER THE AGREEMENT

PART C.1 – EFFECTIVE DATE OF AGREEMENT

C.1.1 Effective Date of Agreement. This Agreement is effective from the date affixed to the last signature of the last party signing this agreement

PART C.2 – EXPIRATION DATE

C.2.1 Expiration Date of Agreement. Unless this Agreement is terminated earlier, this Agreement shall continue until funds are fully expended by the Municipality and reporting requirements as part of the Ontario Cannabis Legalization Implementation Fund are fully completed by the UCPR.

PART C.3 – INSURANCE REQUIREMENTS

C.3.1 Insurance Requirements. The Municipality shall have Municipal General Liability Insurance issued on an occurrence basis for an amount of not less than Five million dollars ($5,000,000) per occurrence / Five million dollars ($5,000,000) annual aggregate.

PART C.4 – SUBMISSION OF PROJECT REPORT

C.4.1 Submission of Project Report. The Municipality shall submit its Project Report Prior to the commencement of any work related to said Project.

PART C.5 – SUBMISSION OF ANNUAL REPORT

C.5.1 Submission of Annual Report. The Municipality shall submit the Annual Financial Report and Part "B" of the Project Report for all applicable Projects to the UCPR by December 31 of each calendar year in which this Agreement is in effect.

PART C.6 – NOTICE AND CONTACT

C.6.1 Notice and Contact Information. Notices under this Agreement shall be sent to the following persons at the following addresses:

To the UCPR:
The Corporation of the United Counties of Prescott and Russell
59 Court St., PO Box 304
L'Orignal, Ontario K0B 1K0
Attention: Valérie Parisien
Telephone: (613) 675-4661 x 2500
Email: VParisien@prescott-russell.on.ca

To Municipality:
The Corporation of the Township of Alfred & Plantagenet
205 Old Highway 17, P.O. Box 350
Plantagenet, ON K0B 1L0
Attention: M. Michel Potvin
Telephone: 613-673-4797

Email: MPotvin@alfred-plantagenet.com

SCHEDULE "D"
FINANCIAL INFORMATION FOR THE PROJECT

PART D.1 – PROVISION OF FUNDS

D.1.1 Funds Provided by the UCPR. Subject to the terms and conditions of this Agreement, the UCPR shall provide the Municipality with an amount up to the amount indicated, for your Municipality, in the table immediately below in Funds for Eligible Costs. Subject to sections 3.5 and 4.3 of this Agreement.

Municipality	Participating Municipality	Number of Households	Total
Clarence-Rockland	Yes	10,059	$26,791.79
Hawkesbury	Yes	5,296	$14,105.71
Casselman	**No**	**N/A**	**N/A**
Alfred-Plantagenet	Yes	4,392	$11,697.94
Champlain	Yes	4,102	$10,925.53
East-Hawkesbury	**No**	**N/A**	**N/A**
Nation	Yes	5,107	$13,602.31
Russell	Yes	6,687	$17,810.59
Total	**N/A**	**35,643**	**$94,933.87**

PART D.2 – PAYMENT OF FUNDS

D.2.1 Payment of Funds. The UCPR shall pay, subject to the terms and conditions of the Agreement, the allocation provided for in section D.1.1 of this Agreement to the Municipality upon execution of this Agreement.

SCHEDULE "E" ELIGIBLE AND INELIGIBLE COSTS

PART E.1 – ELIGIBLE COSTS

E.1.1 Eligible Costs. Subject to the terms and conditions of this Agreement and Part E.2 of this Schedule "E" of the Agreement, Eligible Costs shall only include all direct and incremental costs that are attributable to the development and implementation of the Project and are in the UCPR's sole and absolute discretion, properly and reasonably incurred as well as necessary for the Project. Eligible Costs must also be actual, verifiable cash outlays that are documented through invoices, receipts or other records that is acceptable to Ontario.

Without limiting the generality of the foregoing, Eligible Costs shall only include the following:

(a) Increased enforcement (e.g. police, public health and by-law enforcement, court administration, litigation);
(b) Increased response to public inquiries (e.g. 311 calls, correspondence);
(c) Increased paramedic services;
(d) Increased fire services;
(e) By-law / policy development (e.g. police, public health, workplace safety policy).

PART E.2 – INELIGIBLE COSTS

E.2.1 Ineligible Costs. The following costs are Ineligible Costs and are therefore ineligible to be paid from the Funds being provided under this Agreement:

(a) Costs that have been, or will be, funded or reimbursed by any other government body, or third party;
(b) Costs not related to cannabis legalization.

E.2.2 Harmonized Sales Tax. Any portion of the Harmonized Sales Tax that is refundable by the Canada Revenue Agency as an input tax credit or as a rebate shall be deemed to be an Ineligible Cost. Any portion of the Provincial Sales Tax that is refundable by the respective provincial tax authority shall be deemed to be an Ineligible Cost.

E.2.3 Costs of Non-Arm's Length Parties. The costs or expenses of goods or services acquired from parties that are not Arm's Length from the Municipality must be valued at the cost of the supplying entity and shall not include any mark up for profit, return on investment or overhead costs and shall not exceed fair market value. The UCPR may not consider the eligibility of any of these costs unless access is provided to the relevant records of the supplying entity.

THE CORPORATION OF THE TOWNSHIP OF ALFRED AND PLANTAGENET

BY-LAW NUMBER 2021-55

A By-law authorizing the Mayor and the Chief Administrative Officer of the Corporation of the Township of Alfred and Plantagenet (the Municipality) to enter into an Interim Access Agreement with Gerhard Bruins and Cheryl Schramm (the Applicants) for the purpose of monitoring the population of migratory birds.

WHEREAS the Municipality, on April 7, 2020, entered into an Interim Access Agreement with Gerhard Bruins and Cheryl Schramm, to provide access to the lands described as Part of Lot 11, Concession 7, of the former Township of Alfred, Township of Alfred and Plantagenet, County of Prescott, being described as 721 Peat Moss Road, Alfred, for the purpose of monitoring the population of migratory birds;

AND WHEREAS this Interim Access Agreement expired on October 31, 2020;

AND WHEREAS the Applicants have requested an extension of the Interim Access Agreement until September 30, 2022;

NOW THEREFORE the Council of the Corporation of the Township of Alfred and Plantagenet enacts as follows:

1. **THAT** the Mayor and the Chief Administrative Officer be hereby authorized to execute the said Interim Access Agreement, a copy of which is attached hereto and forms part of this By-law as Schedule “A” and any other documents necessary to carry out the intention of the parties.

READ A FIRST, SECOND AND THIRD TIME AND PASSED IN OPEN COUNCIL THIS 13th DAY OF JULY 2021.

_____
Stéphane Sarrazin, Mayor

_____
Annie Rochefort, Clerk

INTERIM ACCESS AGREEMENT

THIS AGREEMENT dated April 7, 2020

BETWEEN:

GERHARD BRUINS and CHERYL SCHRAMM
(each hereinafter an "Applicant" and together the "Applicants")

and

THE CORPORATION OF THE TOWNSHIP OF ALFRED AND PLANTAGENT

(hereinafter called the "Township")

WHEREAS:

A. The Applicants have requested, and the Township has agreed to provide access to the lands legally described as Part of Lot 11, Concession 7 of the former Township of Alfred, Township of Alfred and Plantagenet, County of Prescott, being described as 721 Peat Moss Rd, Alfred on the draft plan attached as Schedule A (the "**Land**") for the purpose of monitoring the population of migratory birds and the Township has agreed to grant such request on the following terms and conditions.

B. The Applicants are researchers and have requested access to the lands for the purpose of collecting photos and images by use of drones (hereinafter, the "**Research**").

NOW THEREFORE witness that in consideration of the terms and covenants contained herein and in consideration of the sum of TWO ($2.00) DOLLARS and other good and valuable consideration receipt and sufficiency of which is hereby by each party acknowledged, the parties hereto agree as follows:

1. Township hereby, subject to the terms and conditions hereinafter contained, grants to the Applicants, the temporary right of access to the Lands, for a period of 180 days from the date hereof, for the Applicants, together with such equipment as may be reasonably required only for the purposes of conducting the Research.

2. As consideration for the access to the Lands, the Applicants grant the Township a perpetual non-exclusive license to use the Applicants' photos, videos and other intellectual property as reasonably determined by the Township and the Applicants' further represent and warrant that they shall deliver over to the Township copies of any such videos or photographs taken in respect of or in connection with the Lands.

3. The Applicants shall ensure that all necessary permits, or approvals, including and without limiting the foregoing, any permits required by the local conservation authority, are in place prior to commencement of any work.

4. The Applicants represent, warrant and covenant to the Township that they shall each on a joint and several basis comply with all applicable law and regulations related to the operation of drones and further represent and warrant on a joint and several basis that each Applicant is a licensed pilot in the operation of drones.

5. Prior to exercising any access pursuant to this Agreement, the Applicants shall provide to the Township a certificate of insurance or other proof of insurance satisfactory to Township, confirming that the Applicants have obtained a Commercial General Liability policy, showing Township as named insured with limits of not less that $5,000,000.00 and a clause prohibiting cancellation of the policy without prior written notice to Township.

6. The Applicant shall maintain the aforesaid insurance coverage during the term of this Agreement.

7. The Applicant covenants that nothing shall be removed from the Lands, nor shall any materials or items be deposited on the Lands without prior written approval of the Township, which consent may be withheld in Township' sole and absolute discretion.

8. Any damage to the Lands will be immediately repaired by the Applicants at the Applicants sole cost and expense.

9. The Applicants agree that they exercise access strictly at their own risk, and the Applicants covenant and agree to indemnify and save harmless the Township, its representatives, members of council and employees of and from any and all claims, costs, demands, damages whatsoever relating directly or indirectly to the access to the Lands hereby granted.

10. The Applicants agree that in the event that the Township determines that the Applicants are in breach of any of the terms or conditions of this Agreement, then the Applicants rights of access pursuant to this Agreement may be suspended or terminated.

11. This Agreement may be terminated by Township without prior notice for any reason.

12. The provisions of this Agreement shall survive any termination or expiry of this Agreement.

IN WITNESS WHEREOF the parties have set their hands and corporate seals attested by the hands of their respective officers duly authorized in that behalf.

GERARD BRUINS

Per: _____
Name:
Title:

CHERYL SCHRAMM

Per: _____
Name:
Title:

THE CORPORATION OF THE TOWNSHIP OF ALFRED AND PLANTAGENET

Per: _____
Name: Stéphane Sarrazin
Title: Mayor

Per: _____
Name: Luc Bédard
Title: Chief Administrative Officer

I/we have authority to bind the Corporation

SCHEDULE A
DRAFT PLAN

CURIE
Protecting Universities
Sharing Knowledge.

5500 North Service Road, Suite 901
Burlington, Ontario, L7L 6W6
Telephone (905) 336-3366
Fax (905) 336-3373

CANADIAN UNIVERSITIES RECIPROCAL INSURANCE EXCHANGE

CERTIFICATE OF INSURANCE

INSURED	CERTIFICATE HOLDER
Carleton University 1125 Colonel By Drive Room 603 Robertson Hall Ottawa, ON, K1S 5B6 Contact: Tony Lackey Title: Manager, Risk and Insurance Tel: 613-520-2600 x1473 Email: tony_lackey@carleton.ca Reference:	The Corporation of the Township of Alfred and Plantagenet 205 Old Highway 17 P.O. Box 350 Plantagenet, Ontario, K0B 1L0 Contact: Luc Bedard Title: Chief Administrative Officer Tel: 613-673-4797 x.402 Fax: Email: lbedard@alfred-plantagenet.com

Nature of Operations:
Carleton University will be travelling to the Township of Alfred and Plantagenet for the purpose of monitoring the population of migratory birds. - DATES: April 7, 2020 to October 31, 2020.held @ Township of Alfred and Plantagent

Certificate No: 85428

Issue Date: 04/23/2020

This is to confirm that insurance as described herein is in full force and effect on behalf of the Named Insured and as more fully described in said policies and any endorsements thereto and is subject to all the terms, exclusions, limits and conditions of such policies. This certificate provides proof of insurance only where a limit is shown. Where indicated the Certificate Holder has been added as an Additional Insured but only with respect to liability arising out of the operations of the Named Insured.

POLICY	EFFECTIVE	EXPIRY	LIMIT	POLICY
2008L1	01/01/2020	01/01/2021	5,000,000.00	**COMPREHENSIVE GENERAL LIABILITY** Covering all premises and operations of the Named Insured including blanket contractual liability, professional and malpractice liability, cross liability, tenant's legal liability and employer's liability. The limit per occurrence is inclusive for bodily injury, personal injury and property damage. ☒ Certificate Holder as Additional Insured
				EDUCATIONAL INSTITUTIONS ERRORS AND OMISSIONS Covering Errors and Omissions Liability and Professional Liability of the Named Insured on a claims made basis.
				PROPERTY "All Risks" of direct physical loss or damage to property of the Named Insured and to property for which the Named Insured has agreed to be responsible. The limit per loss is inclusive for repair/replacement of buildings and contents, including the interests of lessors and/or mortgagees (Includes Excess Property where applicable). ☐ Certificate Holder as Additional Insured/Loss Payee (ATIMA)
				EXCESS PROPERTY "All Risks" of direct physical loss or damage to property of the Named Insured and to property for which the Named Insured has agreed to be responsible. The limit per loss is in excess of $5,000,000 and is inclusive for repair/replacement of buildings and contents, including the interests of lessors and/or mortgagees. Issued and signed on behalf of Subscribing Insurers.

CURIE undertakes to provide 30 days written notice to the Certificate Holder in the event of any material change and/or cancellation of the described policies.

Kris Vogt

Authorized Representative

THE CORPORATION OF THE TOWNSHIP OF ALFRED AND PLANTAGENET

BY-LAW NUMBER 2021-56

A By-law authorizing the Mayor and the Chief Administrative Officer of the Corporation of the Township of Alfred and Plantagenet (the Municipality) to authorize the signature of a contribution agreement with the Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs (the Minister), under the Rural Economic Development Program.

WHEREAS the Municipality wishes to enter into a Rural Economic Development Program Agreement with the Ministry of Agriculture, Food and Rural Affairs, for the hiring of an Economic Development Officer;

NOW THEREFORE the Council of the Corporation of the Township of Alfred and Plantagenet enacts as follows:

1. **THAT** the Mayor and the Chief Administrative Officer be hereby authorized to execute the said lease agreement, a copy of which is attached hereto and forms part of this By-law as Schedule “A” and any other documents necessary to carry out the intention of the parties.

READ A FIRST, SECOND AND THIRD TIME AND PASSED IN OPEN COUNCIL THIS 13th DAY OF JULY 2021.

_____
Stéphane Sarrazin, Mayor

_____
Annie Rochefort, Clerk

RURAL ECONOMIC DEVELOPMENT PROGRAM

AGREEMENT BETWEEN:

HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF ONTARIO
as represented by the Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs

(the "**Province**")

- and -

THE CORPORATION OF THE TOWNSHIP OF ALFRED-PLANTAGENET

CRA # 892444779

(the "**Recipient**")

In consideration of the mutual covenants and agreements contained in this agreement (the “Agreement”) and for other good and valuable consideration, the receipt and sufficiency of which is expressly acknowledged, the Province and the Recipient (the “Parties”) agree as follows:

1.0 ENTIRE AGREEMENT

1.1 This Agreement, including:

Schedule “A” – General Terms and Conditions,
Schedule “B” – Operational Requirements and Additional Provisions,
Schedule “C” – Project Description,
Schedule “D” – Financial Information,
Schedule “E” – Payments and Reports,
And any amending agreement entered into as provided below,

Constitutes the entire agreement between the Parties, with respect to the subject matter contained in this Agreement and supersedes all prior oral or written representation and agreements.

2.0 COUNTERPARTS

2.1 This Agreement may only be executed in any number of counterparts, each of which will be deemed
an original, but all of which together will constitute one and the same instrument.

2.2 Both Parties consent to and agree to accept electronic signatures, (as defined in the *Electronic Commerce Act*, 2000), as binding the Parties to the terms and conditions of this Agreement.

3.0 AMENDING AGREEMENT

3.1 This agreement may only be amended by a written agreement duly executed by the Parties.

4.0 ACKNOWLEDGEMENT

4.1 The Recipient acknowledges and agrees:

(a) It has read and understands the provisions contained in the entire Agreement;

(b) It will be bound by the terms and conditions in the entire Agreement;

(c) By receiving and using the Funds provided under this Agreement that it may become subject to the *BPSAA*, the *PSSDA* and the *AGA*;

(d) The Funds are:

(i) To assist the Recipient to carry out the Project and not to provide goods or services to the Province, and

(ii) Funding for the purposes of the *BPSAA*, the *PSSDA* and the *AGA*;

(e) The Province is not responsible for managing or carrying out the Project; and

(f) The Province is bound by the *FIPPA* and that any information provided to the Province in connection with the Project or otherwise in connection with the Agreement may be subject to disclosure in accordance with the *FIPPA* or other applicable Requirements Of Law.

IN WITNESS WHEREOF the Parties have executed this Agreement on the dates set out below.

HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF ONTARIO,
as represented by the Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs

Name:	Alan Crawley	Date:
Title:	A/Director, Rural Programs Branch	

I have the authority to bind the Crown pursuant to delegated authority.

THE CORPORATION OF THE TOWNSHIP OF ALFRED-PLANTAGENET

Name:	Stéphane Sarrazin	Date:
Title:	Mayor	

Name:	Michel Potvin	Date:
Title:	Chief Administrative Officer	

I have authority to bind the Recipient.

SCHEDULE "A"
GENERAL TERMS AND CONDITIONS

ARTICLE 1
INTERPRETATION AND DEFINITIONS

A.1.1 ***Interpretation.*** For the purposes of interpreting the Agreement:

(a) Unless specifically defined otherwise in this Agreement, words in the singular include the plural and vise versa;

(b) Words in one gender include all genders;

(c) The headings do not form part of this Agreement; they are for reference purposes only and will not affect the interpretation of the Agreement;

(d) Any reference to dollars or currency will be in Canadian dollars and currency;

(e) Any reference to a statute means a statute of the Province of Ontario, unless otherwise indicated;

(f) Any reference to a statute is to that statute and to the regulations made pursuant to that statute as they may be amended from time to time and to any statute or regulations that may be passed that have the effect of supplanting or superseding that statute or regulation unless a provision of the Agreement provides otherwise; and

(g) All accounting terms will be interpreted in accordance with the Generally Accepted Accounting Principles and all calculations will be made and all financial data to be submitted will be prepared in accordance with the Generally Accepted Accounting Principles.

A.1.2 ***Definitions.*** In the Agreement, the following terms will have the following meaning:

"Additional Terms And Conditions" means the terms and conditions specified in sections A.8.1 and B.2 of this Agreement.

"*AGA*" means the *Auditor General Act, 1990*

"Agreement" means this contract between the Province and the Recipient,

"Arm's Length" has the same meaning as set out in the *Income Tax Act* (Canada) as it read on the Effective Date of this Agreement, and as treated or defined under Generally Accepted Accounting Principles.

"*BPSAA*" means the *Broader Public Sector Accountability Act, 2010*.

"Budget" means the budget attached to section D.2 of this Agreement.

"Business Day" means any working day, Monday to Friday inclusive, excluding statutory holidays of the Province and any other day on which the Province is closed for business.

"Claim Submission Deadline" means the date or dates set out under section E.1 (b) of this Agreement.

"Contract" means an agreement between the Recipient and a third-party whereby the third-party agrees to provide a good or service for the Project in return for financial consideration that may be claimed by the Recipient as an Eligible Cost.

"Cost-Share Funding Percentage" means the percentage the Province will pay toward the Recipient's Eligible Costs, as set out under section D.1.1 of this Agreement.

"Effective Date" means the date on which this Agreement is effective, as set out under section B.1.1 of this Agreement.

"Eligible Costs" means those costs set out under in the Guidelines and which the Province has approved as eligible for reimbursement under the terms of this Agreement and also includes any additional costs permitted under section D.2 of this Agreement.

"Event of Default" has the meaning ascribed to it in section A.14.1 of this Agreement.

"Expiration Date" means the date on which this Agreement will expire, as set out under section B.1.2 of this Agreement, unless amended or terminated prior to this date in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

"*FAA*" means the *Financial Administration Act*.

"Failure" means a failure to comply with any term, condition, obligation under any other agreement that the Recipient has with Her Majesty the Queen in Right of Ontario or one of Her agencies.

"Final Report" means a final Report on the Project in the form set out in section E.2 (a) of this Agreement.

"*FIPPA*" means the *Ontario Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

"Funding Year" means:

(a) In the case of the first Funding Year, the period commencing on the Effective Date and ending on the following March 31, the Expiration Date, or the termination of this Agreement, whichever comes first; and;

(b) In the case of Funding Years subsequent to the first Funding Year, the period commencing on April 1 following the end of the previous Funding Year and ending on the following March 31, the Expiration Date, or the termination of this Agreement, whichever comes first.

"Funds" means the money the Province provides to the Recipient pursuant to this Agreement.

"Guidelines" means the documents of the Province setting out the criteria governing the operation of the Program, that were made available on the Program website, at the time the Recipient applied for funding from the Program

"Holdback" means the amount set out under section D.1.3 of this Agreement.

"Incurred" in relation to costs, means a cost that a Recipient has become liable for, regardless whether actual payment has occurred.

"Indemnified Parties" means Her Majesty the Queen in Right of Ontario, Her Ministers, agents, appointees and employees.

"Ineligible Costs" means those costs set out in the Guidelines as ineligible for reimbursement by the Province and includes any additional costs identified as ineligible under section D.2.2 of this Agreement.

"Maximum Funds" means the maximum amount of Funds the Province will provide to the Recipient under this Agreement, as set out under section D.1.2 of this Agreement.

"Minister" means the Minister of Agriculture, Food and Rural Affairs or such other Minister who may be designated from time to time as the responsible Minister in relation to the Program in accordance with the *Executive Council Act*, R.S.O. 1990, c. E. 25, as amended.

"MFIPPA" means the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

"Notice" means any communication given or required to be given pursuant to this Agreement.

"Notice Period" means the period of time within which the Recipient is required to remedy an Event of Default, and includes any such period or periods of time by which the Province considers it reasonable to extend that time.

"Parties" means the Province and the Recipient.

"Party" means either the Province or the Recipient, unless the context implies otherwise.

"Program" means the program created by the Province entitled Rural Economic Development Program under *Order-in-Council 201/2011*, as amended.

"Project" means the undertaking described in Schedule "C" of this Agreement.

"Project Approval Date" means the same as the Effective Date, as set out in section B.1.1 of this Agreement.

"Project Completion Date" means the date that the Recipient must complete its Project under this Agreement, as set out in section B.1.3 of Schedule "B" of this Agreement.

"*PSSDA*" means the *Public Sector Salary Disclosure Act, 1996*.

"Reports" means the reports set out under Schedule "E" of this Agreement.

"Requirements of Law" means all applicable statutes, regulations, by-laws, ordinances, codes, official plans, rules, approvals, permits, licenses, authorizations, orders, decrees, injunctions, directions and agreements with all authorities that now or at any time hereafter may relate to the Recipient, the Project, the Funds and this Agreement. Without limiting the generality of the foregoing, if the Recipient is subject to the *BPSAA*, the *PSSDA* or any other type of broader public sector accountability legislative provisions, those broader public sector accountability legislative provisions are deemed to be a Requirement of Law.

"Term" means the period of time beginning on the Effective Date of this Agreement and ending on the Expiration Date or the termination of this Agreement, whichever is shorter.

"Timelines" means the Project schedule set out in Schedule "B".

A.1.3 ***Conflict.*** Subject to section 8.1 of Schedule "A" of this Agreement, in the event of a conflict between this Schedule "A" of the Agreement and any other Schedule of this Agreement, the terms and conditions set out under this Schedule "A" of the Agreement will prevail.

ARTICLE A.2
REPRESENTATIONS, WARRANTIES AND COVENANTS

A.2.1 ***General.*** The Recipient represents, warrants and covenants that:

(a) It is, and will continue to be for the Term of this Agreement, an eligible applicant as described in the Guidelines with full power to fulfill its obligations under this Agreement;

(b) It has, and will continue to have for the Term of this Agreement, the experience and expertise necessary to carry out the Project;

(c) It has the financial resources necessary to carry out the Project and is not indebted to any person(s) to the extent that that indebtedness would undermine the Recipient's ability to complete the Project by the Project Completion Date;

(d) It is in compliance with all Requirements of Law and will remain in compliance with all Requirements of Law for the Term related to any aspect of the Project, the Funds or both for the term of this Agreement; and

(e) Unless otherwise provided for in this Agreement, any information the Recipient provided to the Province in support of its request for Funds, including any information relating to any eligibility requirements, was true and complete at the time the Recipient provided it.

A.2.2 ***Execution of Agreement.*** The Recipient represents and warrants that it has:

(a) The full power and authority to enter into this Agreement; and

(b) Taken all necessary actions to authorize the execution of this Agreement.

A.2.3 Governance. The Recipient represents, warrants and covenants that it has, and will maintain, in writing, for the term of this Agreement:

(a) A code of conduct and ethical responsibilities for all persons at all levels of the Recipient's organization;

(b) Procedures to ensure the ongoing effective functioning of the Recipient;

(c) Procedures to enable the Recipient to manage the Funds prudently and effectively;

(d) Procedures to enable the Recipient to successfully complete the Project;

(e) Procedures to enable the Recipient to, in a timely manner, identify risks to the completion of the Project and develop strategies to address those risks;

(f) Procedures to enable the preparation and delivery of all Reports required under this Agreement; and

(g) Procedures to enable the Recipient to deal with such other matters as the Recipient considers necessary to ensure that the Recipient carries out its obligations under this Agreement.

A.2.4 Supporting Documentation. Upon request, and within the time period indicated in the Notice, the Recipient will provide the Province with proof of the matters referred to in this Article 2 of Schedule "A" of this Agreement.

A.2.5 Additional Covenants. The Recipient undertakes to advise the Province within five (5) Business Days of:

(a) Any changes that affect its representations, warranties and covenants under sections A.2.1, A.2.2 or A.2.3 of this Agreement during the Term of the Agreement;

(b) Any actions, suits or other proceedings which could or would reasonably prevent the Recipient from complying with the terms and conditions of this Agreement; and

(c) Any change in ownership or ownership structure.

ARTICLE A.3
FUNDS AND CARRYING OUT THE PROJECT

A.3.1 Funds Provided. The Province will:

(a) Provide Funds to the Recipient up to the Maximum Funds, based on the Cost-Share Funding Percentage, for the sole purpose of carrying out the Project;

(b) Provide the Funds to the Recipient in accordance with section D.2 of this Agreement provided that the Recipient makes claims for payment of Funds in accordance with section E.1 of this Agreement;

(c) Provide funding as long as the total combined amount of provincial and federal assistance for the Eligible Costs actually incurred and paid by the Recipient do not exceed ninety per cent (90%) of those costs; and

(d) Deposit the Funds into an account designated by the Recipient, provided that account:

(i) Resides at a Canadian financial institution, and

(ii) Is in the name of the Recipient.

A.3.2 Limitation On Payment Of Funds. Despite section A.3.1 of this Agreement:

(a) The Province is not obligated to provide any Funds to the Recipient until the Recipient provides the insurance certificate or other proof as the Province may request pursuant to section A.10.2 of this Agreement;

(b) The Province is not obligated to provide any Funds until it is satisfied with the progress of the Project;

(c) The Province may adjust the amount of Funds it provides to the Recipient without liability, penalty or costs in any Funding Year based upon the Province's assessment of the information provided by the Recipient pursuant to Article A.6 of this Agreement;

(d) If, pursuant to the *FAA*, the Province does not receive the necessary appropriation from the Ontario Legislature for payment under this Agreement, the Province is not obligated to make any such payment, and, as a consequence, the Province may:

(i) Reduce the amount of Funds and, in consultation with the Recipient, change the Project without liability, penalty or costs; or

(ii) Recover Funds already paid to the Recipient; or

(iii) Terminate the Agreement pursuant to section A.13.1 of this Agreement;

(e) The Province shall impose a Holdback on any payment of Funds and will not be obligated to pay that Holdback to the Recipient until after the Province approves the Recipient's Final Report pursuant to Article A.6 of this Agreement; and

(f) The Province is not obligated to pay interest on the Holdback as described in (e) or any other payments under this Agreement.

A.3.3 Use Of Funds And Project. The Recipient will:

(a) Carry out the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement;

(b) Complete the Project by the Project Completion Date;

(c) Not use the Funds for Ineligible Costs;

(d) Use the Funds only:

(i) For Eligible Costs that are necessary for the purposes of carrying out the Project; and

(ii) For those activities set out in section C.3. of this Agreement; and

(e) Use the Funds only in accordance with the Budget.

A.3.4 Province's Role Limited To Providing Funds. For greater clarity, the Province's role under this Agreement is strictly limited to providing Funds to the Recipient for the purposes of the Project and the Province is not responsible for carrying out the Project. Without limiting the generality of the foregoing, the fact that the Province may conduct reviews and/or audits of the Project as provided for in this Agreement or issues directions, approves changes to the Project or imposes conditions upon an approval in accordance with the terms and conditions of this Agreement will not be construed by the Recipient as the Province having a management, decision-making or advisory role in relation to the Project. The Recipient further agrees that the Recipient will not seek to include the Province as a decision-maker, advisor or manager of the Project through recourse to a third party, court, tribunal or arbitrator.

A.3.5 No Changes. The Recipient will not make any changes to the Project, including to the Budget or timelines, without the prior written consent of the Province.

A.3.6 No Payment of Funds until Eligible Expenses are approved. The Province will provide the Funds to the Recipient for Eligible Costs upon receipt of proof of the expense and according to the Budget only. The Province shall not advance any of the Funds to the Recipient.

A.3.7 ***No Provincial Payment Of Interest.*** The Province is not required to pay interest on any Funds under this Agreement. For greater clarity, this includes interest on any Funds that the Province has withheld paying to the Recipient.

A.3.8 ***Maximum Funds.*** The Recipient acknowledges and agrees that the Funds available to it pursuant to this Agreement will not exceed the Maximum Funds.

A.3.9 ***Rebates, Credits And Refunds.*** The Recipient acknowledges and agrees that the amount of Funds available to it pursuant to this Agreement is based on the actual costs to the Recipient, less any costs, including taxes, for which the Recipient has received, will receive or is eligible to receive, a rebate, credit or refund.

A.3.10 **Funding, Not Procurement.** The funding the Province is providing under this Agreement is funding for the purposes of the PSSDA.

ARTICLE A.4
RECIPIENT'S ACQUISITION OF GOODS AND SERVICES AND DISPOSAL OF ASSETS

A.4.1 ***Acquisition.*** If the Recipient acquires goods or services or both with the Funds, it will:

(a) Do so through a process that is transparent, fair and promotes the best value for the money expended and at competitive prices that are no greater than fair market value after deducting trade discounts and/or any other discounts available to the Recipient; and

(b) Comply with any Requirements of Law that may be applicable to how the Recipient acquires any goods or services or both.

A.4.2 ***Contracts.*** The Recipient will ensure that all Contracts:

(a) Are consistent with this Agreement;

(b) Do not conflict with this Agreement;

(c) Incorporate the relevant provisions of this Agreement to the fullest extent possible;

(d) Require that any parties to those Contracts comply with all Requirements of Law; and

(e) Authorize the Province to perform audits of the parties to those Contracts in relation to the Project as the Province sees fit in connection with Article A.6 of this Agreement .

A.4.3 ***Disposal.*** The Recipient:

(a) Will, where Ontario’s contribution to the cost of an asset created or purchased using the Funds, exceeds twenty-five thousand dollars ($25,000.00) at the time of purchase or creation of the asset, retain ownership of the asset for at least two (2) years from the Expiration Date of this Agreement; unless otherwise provided under this Agreement or directed by the Province in writing; and

(b) Will not, without the Province’s prior written consent, lease or otherwise encumber assets referred to under section A.4.3(a) for at least two (2) years from the Expiration Date of this Agreement unless otherwise provided under this Agreement or as the Province directs in writing.

In the event the Recipient does not comply with section A.4.3 of this Agreement, the Province may recover the Funds provided to the Recipient for the assets referred to under section A.4.3.

ARTICLE A.5
CONFLICT OF INTEREST

A.5.1 No Conflict Of Interest. The Recipient will carry out the Project and use the Funds without an actual, potential or perceived conflict of interest.

A.5.2 Conflict Of Interest Includes. For the purposes of this Article, a conflict of interest includes any circumstances where:

(a) The Recipient; or

(b) Any person who has the capacity to influence the Recipient's decisions, has outside commitments, relationships or financial interests that could, or could be seen to, interfere with the Recipient's objective, unbiased and impartial judgment relating to the Project, the use of the Funds or both.

A.5.3 Disclosure To The Province: The Recipient will:

(a) Disclose to the Province, without delay, any situation that a reasonable person would interpret as an actual, potential or perceived conflict of interest; and

(b) Comply with any terms and conditions that the Province may impose as a result of the disclosure.

ARTICLE A.6
REPORTING, ACCOUNTING AND REVIEW

A.6.1 Preparation And Submission. The Recipient will:

(a) Provide any information that is requested by the Province as the Province directs and within the timeline set out in the direction;

(b) Submit to the Province (at the address referred to in section B.1.5 of this Agreement) all Reports in accordance with the timelines and content requirements set out in Schedule "E", or in a form as specified by the Province from time to time and ensure that all reports are:

(i) Completed to the satisfaction of the Province; and

(ii) Signed on behalf of the Recipient by an authorized signing officer and that the accompanying attestation has been completed.

A.6.2 Records Maintenance. The Recipient will keep and maintain:

(a) All financial records, including invoices, relating to the Funds or otherwise to the Project in a manner consistent with generally acceptable accounting principles; and

(b) All non-financial documents and records relating to the Funds or otherwise to the Project.

A.6.3 Inspection. The Province, its authorized representatives or an independent auditor identified by the Province may, at their own expense, upon twenty-four (24) hours' Notice to the Recipient during normal business hours, enter upon the Recipient's premises to review the progress of the Project and the Recipient's allocation and expenditure of the Funds and, for these purposes, the Province, its authorized representatives or an independent auditor identified by the Province may take one or more of the following actions:

(a) Inspect and copy the records and documents referred to in section A.6.2 of this Agreement;

(b) Remove any copies made pursuant to section A.6.3(a) of this Agreement from the Recipient's premises; and

(c) Conduct an audit or investigation of the Recipient in respect of the expenditure of the Funds, the Project or both.

A.6.4 Disclosure. To assist in respect of the rights set out under section A.6.3 of Schedule "A" of this Agreement, the Recipient will disclose any information requested by the Province, its authorized representatives or an independent auditor identified by the Province and will do so in the form requested by the Province, its authorized representatives or an independent auditor identified by the Province, as the case may be.

A.6.5 No Control Of Records. No provision of this Agreement will be construed so as to give the Province any control whatsoever over the Recipient's records.

A.6.6 Auditor General. For greater certainty, the Province's rights to audit under this Article 6 of the Agreement are in addition to any rights provided to the Auditor General.

ARTICLE A.7
COMMUNICATIONS

A.7.1 Acknowledgement And Support. Unless otherwise directed by the Province, the Recipient will:

(a) acknowledge the support of the Province in the form and manner set out under section B.1.6 of this Agreement.

(b) The Recipient will indicate, in all of its Project-related publications – whether written, oral or visual – that the views expressed in the publication are the views of the Recipient and do not necessarily reflect those of the Province.

A.7.2 Publication By The Province. The Recipient agrees that the Province may, in addition to any obligations the Province may have under FIPPA, publicly release information under this Agreement, including the Agreement itself, in hard copy or in electronic form, on the internet or otherwise.

ARTICLE A.8
ADDITIONAL TERMS AND CONDITIONS

A.8.1 Additional Terms And Conditions. The Recipient will comply with any Additional Terms and Conditions set out under section B.2 of this Agreement. In the event of a conflict or inconsistency between any of the requirements of the Additional Terms and Conditions and any requirements of this Schedule "A" of the Agreement, the Additional Terms and Conditions will prevail.

ARTICLE A.9
INDEMNITY

A.9.1 Indemnification. The Recipient hereby agrees to indemnify and hold harmless the Indemnified Parties from and against any and all direct or indirect liability, loss, costs, damages and expenses (including legal, expert and consultant fees), causes of action, actions, claims, demands, lawsuits or other proceedings, by whomever made, sustained, incurred, brought or prosecuted, in any way arising out of or in connection with the Project or otherwise in connection with this Agreement, unless solely caused by the gross negligence or willful misconduct of the Province.

A.9.2 Recipient's Participation. The Recipient will, at its expense, to the extent requested by the Province, participate in or conduct the defence of any proceeding against any Indemnified Parties and any negotiations for their settlement.

A.9.3 Province's Election. The Province may elect to participate in or conduct the defence of any proceeding by providing Notice to the Recipient of such election without prejudice to any other rights or remedies of the Province under this Agreement, at law or in equity. Each Party participating in the defence will do so by actively participating with the other's counsel.

A.9.4 Settlement Authority. The Recipient will not enter into a settlement of any proceeding against any Indemnified Parties unless the Recipient has obtained the prior written approval of the Province. If the Recipient is requested by the Province to participate in or conduct the defence of any proceeding, the Province, as the case may be, will co-operate with and assist the Recipient to the fullest extent possible in the proceeding and any related settlement negotiations.

A.9.5 Recipient's Co-operation. If the Province conducts the defence of any proceedings, the Recipient will co-operate with and assist the Province, as the case may be, to the fullest extent possible in the proceedings and any related settlement negotiations.

ARTICLE A.10
INSURANCE

A.10.1 Recipient's Insurance. The Recipient represents and warrants that it has, and will maintain for the Term of this Agreement, at its own cost and expense, with insurers having a secure A.M. Best rating of B+ or greater, or the equivalent, all necessary and appropriate insurance that a prudent person carrying out a project similar to the Project would maintain, including commercial general liability insurance on an occurrence basis for third party bodily injury, personal injury and property damage, to an inclusive limit of not less than two million dollars ($2,000,000.00) per occurrence. The policy will include the following:

(a) A cross-liability clause;

(b) Contractual liability coverage;

(c) A thirty (30) day written notice of cancellation or termination provision.

A.10.2 Proof Of Insurance. The Recipient will:

(a) Upon request of the Province provide the Province with either:

(i) Certificates of insurance that confirm the insurance coverage required under section A10.1 of this Schedule "A" is in place within the time limit set out in the request, or

(ii) Other proof that confirms the insurance coverage required under section A10.1 of this Schedule "A" is in place within the time limit set out in that request; and

(b) In the event that:

(i) A claim is made against the Province in relation to this Agreement, and

(ii) The insurer does not agree to defend and indemnify the Province in relation to that claim, make available to the Province, upon request and within the time limit set out in that request, a copy of each insurance policy the Recipient is required to have under section A.10.1 of this Agreement.

ARTICLE A.11
TERMINATION ON NOTICE

A.11.1 Termination On Notice. The Province may terminate the Agreement at any time without liability, penalty or costs upon giving at least thirty (30) days' Notice to the Recipient.

A.11.2 Consequences Of Termination On Notice By The Province. If the Province terminates this Agreement pursuant to section A.11.1 of this Agreement, the Province may take one or more of the following actions:

(a) Direct that the Recipient does not incur any costs for the Project that are Eligible Costs under this Agreement without the Province's prior written consent;

(b) Cancel any further payments of the Funds;

(c) Demand the repayment of any Funds remaining in the possession or under the control of the Recipient; and

(d) Determine the reasonable costs for the Recipient to wind down the Project, and do either or both of the following:

(i) Permit the Recipient to offset such costs against the amount owing pursuant to section A.12.2(b) of this Agreement; and

(ii) Subject to section A.3.8 of this Agreement, provide Funds to the Recipient to cover such costs.

ARTICLE A.12
TERMINATION WHERE NO APPROPRIATION

A.12.1 Termination Where No Appropriation. If, as provided for in sections A.3.2(d) of this Agreement, the Province does not receive the necessary appropriation from the Ontario Legislature for any payment the Province is to make pursuant to this Agreement, the Province may terminate the Agreement immediately without liability, penalty or costs by giving Notice to the Recipient.

A.12.2 Consequences Of Termination Where No Appropriation. If the Province terminates this Agreement pursuant to section A.12.1 of this Agreement, the Province may take one or more of the following actions:

(a) Cancel any further payments of the Funds;

(b) Demand the repayment of any Funds remaining in the possession or under the control of the Recipient; and

(c) Determine the reasonable costs for the Recipient to wind down the Project and permit the Recipient to offset such costs against the amount owing pursuant to section A.12.2(b)of this Agreement.

A.12.3 No Additional Funds. For greater clarity, if the costs determined pursuant to section A.12.2(c) of this Agreement exceed the Funds remaining in the possession or under the control of the Recipient, the Province will not provide additional Funds to the Recipient.

ARTICLE A.13
EVENT OF DEFAULT, CORRECTIVE ACTION AND TERMINATION FOR DEFAULT

A.13.1 Events Of Default. Each of the following events will constitute an Event of Default:

(a) In the opinion of the Province, the Recipient breaches any representation, warranty, covenant or other term of the Agreement, including failing to do any of the following in accordance with the terms and conditions of this Agreement:

(i) Carry out the Project;

(ii) Use or spend the Funds;

(iii) Provide, in accordance with section A.6.1, Reports or any such other reports as may have been requested pursuant to section A.6.1(b), under this Agreement; or

(iv) The Recipient fails to follow any directions that the Province provides under this Agreement.

(b) The Recipient's operations, or its organizational structure, changes such that it no longer meets one or more of the eligibility requirements of the Program under which the Province provides the Funds;

(c) The Recipient makes an assignment, proposal, compromise, or arrangement for the benefit of creditors, or a creditor makes an application or an order adjudging the Recipient bankrupt, or applies for the appointment of a receiver; or

(d) The Recipient ceases to operate.

A.13.2 Consequences Of Events Of Default And Corrective Action. If an Event of Default occurs, the Province may, at any time, take one or more of the following actions:

(a) Initiate any action the Province considers necessary in order to facilitate the successful continuation or completion of the Project;

(b) Provide the Recipient with an opportunity to remedy the Event of Default;

(c) Suspend the payment of Funds for such a period as the Province determines appropriate;

(d) Reduce the amount of Funds by an amount the Province determines is appropriate, acting reasonably;

(e) Cancel any further payments of the Funds;

(f) Demand the repayment of any Funds remaining in the possession or under the control of the Recipient;

(g) Demand the repayment of an amount equal to any Funds the Recipient used, but did not use in accordance with the terms and conditions of this Agreement;

(h) Demand the repayment of an amount equal to any Funds the Province provided to the Recipient, even though the Project is partially completed; and

(i) Terminate this Agreement at any time, including immediately, without liability, penalty or costs to the Province upon giving Notice to the Recipient.

A.13.3 Opportunity To Remedy. If, in accordance with section A.13.2(b) of this Agreement, the Province provides the Recipient with an opportunity to remedy the Event of Default, the Province will provide Notice to the Recipient of:

(a) The particulars of the Event of Default; and

(b) The Notice Period.

A.13.4 Recipient Not Remedying. If the Province has provided the Recipient with an opportunity to remedy the Event of Default pursuant to section A.13.2(b) of this Agreement, and;

(a) The Recipient does not remedy the Event of Default within the Notice Period;

(b) It becomes apparent to the Province that the Recipient cannot completely remedy the Event of Default within the Notice Period; or

(c) The Recipient is not proceeding to remedy the Event of Default in a way that is satisfactory to the Province;

the Province may extend the Notice Period or initiate any one or more of the actions provided for in sections A.13.2(a), (c), (d), (e), (f), (g), (h) and (i) of this Agreement.

A.13.5 When Termination Effective. Termination under Article A.13 of this Agreement will take effect as set out in the Notice.

ARTICLE A.14
LIMITED TERMINATION OF AGREEMENT

A.14.1 Limited Termination Of Agreement. Without limiting the Province's rights under this Agreement, if the Province exercises its right of termination pursuant to Articles A.11, A.12 or A.13 of this Agreement, the Province may limit such termination to one or more activities set out under Article C.3 of this Agreement without terminating this Agreement as a whole.

A.14.2 Impact Of Limited Termination Of The Agreement. If the Province exercises its right under section A.14.1 of this Agreement, the Province will adjust the Funds being provided under this Agreement to account for the limited termination and the remainder of the Agreement not terminated will remain in effect.

ARTICLE A.15
FUNDS AT THE END OF A FUNDING YEAR

A.15.1 Funds At The End Of A Funding Year. Without limiting any rights of the Province under Article A.13 of this Agreement, if the Recipient has not spent all of the Funds allocated for the Funding Year as provided for in the Budget, the Province may, at its sole and absolute discretion, adjust the amount of any further payments of Funds accordingly.

ARTICLE A.16
REPAYMENT

A.16.1 Repayment Of Overpayment. If at any time during the Term of this Agreement the Province provides Funds in excess of the amount to which the Recipient is eligible to receive under this Agreement, the Province may:

(a) Deduct an amount equal to the excess Funds from any further payments of the Funds; or

(b) Demand that the Recipient pay an amount equal to the excess Funds to the Province.

A.16.2 Interest Rate. The Province may charge the Recipient interest on any money owing by the Recipient at the then current interest rate charged by the Province of Ontario on accounts receivable.

A.16.3 Payment Of Money To Province. The Recipient will pay any money owing to the Province by cheque payable to the "Ontario Minister of Finance" and delivered to the Province at the address referred to in section 18.1 of Schedule "A" of this Agreement.

A.16.4 Repayment. Without limiting the application of section 43 of the *FAA*, if the Recipient fails to repay any amount owing under this Agreement, Her Majesty the Queen in Right of Ontario may deduct any unpaid amount from any money payable to the Recipient by Her Majesty the Queen in Right of Ontario.

A.16.5 Funds Are Part Of A Social Or Economic Program. The Recipient acknowledges and agrees that any Funds provided under this Agreement are for the administration of social or economic programs or the provision of direct or indirect support to members of the public in connection with social or economic policy.

ARTICLE A.17
NOTICE

A.17.1 Notice In Writing And Addressed. Notice will be in writing and will be delivered by email, postage-paid mail, personal delivery or fax and will be addressed to the Province and the Recipient respectively as set out in section B.1.7 of this Agreement or as either Party later designates to the other by Notice.

A.17.2 Notice Given. Notice will be deemed to have been given:

(a) In the case of postage-paid mail, five (5) Business Days after the Notice is mailed; or

(b) In the case of email, personal delivery or fax, one (1) Business Day after the Notice is delivered.

A.17.3 Postal Disruption. Despite section A.17.2(a) of this Agreement, in the event of a postal disruption,

(a) Notice by postage-prepaid mail will not be deemed to be received; and

(b) The Party giving Notice will provide Notice by email, personal delivery or fax.

ARTICLE A.18
CONSENT BY PROVINCE AND COMPLIANCE BY RECIPIENT

A.18.1 Consent. When the Province provides its consent pursuant to this Agreement, that consent will not be considered valid unless that consent is in writing and the person providing that consent indicates in the consent that that person has the specific authority to provide that consent. The Province may also impose any terms and conditions on such consent and the Recipient will comply with such terms and conditions.

ARTICLE A.19
SEVERABILITY OF PROVISIONS

A.19.1 Invalidity Or Unenforceability Of Any Provision. The invalidity or unenforceability of any provision in this Agreement will not affect the validity or enforceability of any other provision of this Agreement. Any invalid or unenforceable provision will be deemed to be severed.

ARTICLE A.20
WAIVER

A.20.1 Waivers In Writing. If a Party fails to comply with any term or condition of this Agreement that Party may only rely on a waiver of the other Party if the other Party has provided a written waiver in accordance with the Notice provisions in Article A.17 of this Agreement. Any waiver must refer to a specific failure to comply and will not have the effect of waiving any subsequent failures to comply. For greater clarity, where the Province chooses to waive a term or condition of this Agreement, such waiver will only be binding if provided by a person who indicates in writing that he or she has the specific authority to provide such a waiver.

ARTICLE A.21
INDEPENDENT PARTIES

A.21.1 Parties Independent. The Recipient acknowledges and agrees that it is not an agent, joint venturer, partner or employee of the Province and the Recipient will not represent itself in any way that might be taken by a reasonable person to suggest that it is or take any actions that could establish or imply such a relationship.

ARTICLE A.22
ASSIGNMENT OF AGREEMENT OR FUNDS

A.22.1 No Assignment. The Recipient will not, without the prior written consent of the Province, assign any of its rights or obligations under this Agreement.

A.22.2 Agreement Binding. All rights and obligations contained in this Agreement will extend to and be binding on the Parties' respective heirs, executors, administrators, successors and permitted assigns.

ARTICLE A.23
GOVERNING LAW

A.23.1 Governing Law. This Agreement and the rights, obligations and relations of the Parties will be governed by and construed in accordance with the laws of the Province of Ontario and the applicable federal laws of Canada. Any actions or proceedings arising in connection with this Agreement will be conducted in the Courts of Ontario, which will have exclusive jurisdiction over such proceedings.

ARTICLE A.24
FURTHER ASSURANCES

A.24.1 Agreement Into Effect. The Recipient will provide such further assurances as the Province may request from time to time with respect to any matter to which the Agreement pertains and will otherwise do or cause to be done all acts or things necessary to implement and carry into effect the terms and conditions of this Agreement to their full extent.

ARTICLE A.25
JOINT AND SEVERAL LIABILITY

A.25.1 Joint And Several Liability. Where the Recipient comprises more than one entity, all such entities will be jointly and severally liable to the Province for the fulfillment of the obligations of the Recipient under this Agreement.

ARTICLE A.26
RIGHTS AND REMEDIES CUMULATIVE

A.26.1 Rights And Remedies Cumulative. The rights and remedies of the Province under this Agreement are cumulative and are in addition to, and not in substitution of, any of its rights and remedies provided by law or in equity.

ARTICLE A.27
JOINT AUTHORSHIP

A.27.1 Joint Authorship Of Agreement. The Parties will be considered joint authors of this Agreement and no provision herein will be interpreted against one Party by the other Party because of authorship. No Party will seek to avoid a provision herein because of its authorship through recourse to a third party, court, tribunal or arbitrator.

ARTICLE A.28
FAILURE TO COMPLY WITH OTHER AGREEMENT

A.28.1 Other Agreements. If the Recipient:

(a) Has committed a Failure;

(b) Has been provided with notice of such Failure in accordance with the requirements of such other agreement;

(c) Has, if applicable, failed to rectify such Failure in accordance with the requirements of such other agreement; and

(d) Such Failure is continuing,

the Province may suspend the payment of Funds under this Agreement without liability, penalty or costs for such period as the Province determines appropriate.

ARTICLE A.29
SURVIVAL

A.29.1 Survival. The provisions of this Agreement that by their nature survive the expiration or early termination of this Agreement will so survive for a period of seven (7) years from the date of expiry or termination. Without limiting the generality of the foregoing, the following Articles and sections, and all applicable cross-referenced sections and schedules will continue in full force and effect for a period of seven (7) years from the date of expiry or termination: Articles A.1 and any other applicable definitions, A.9, A.16, A.17, A.19, A.20, A.23, A.24, A.26, A.27, and A.28 as well as sections A.3.2, A.3.4, A.3.8, A.3.9, A.6.1 (to the extent that the Recipient has not provided the Reports to the satisfaction of the Province), A.6.2, A.6.3, A.6.4, A.6.5, A.6.6, A.11.2, A.12.2, A.13.1, A.13.2, A.13.4 of this Agreement and any cross-referenced Schedules therein as well as any other provision in this Agreement that specifically sets out it will survive the expiration or early termination of this Agreement. Despite the above, section A.4.3 of this Agreement shall survive for a period of two (2) years from the date of expiry or termination of this Agreement.

[REST OF PAGE INTENTIONALLY LEFT BLANK - SCHEDULE “B” FOLLOWS]

SCHEDULE "B"
OPERATIONAL REQUIREMENTS AND ADDITIONAL TERMS AND CONDITIONS

ARTICLE B.1
OPERATIONAL REQUIREMENTS

B.1.1 ***Effective Date.*** The Effective Date of this Agreement is: **May 4, 2021**

B.1.2 ***Expiration Date.*** The Expiration Date of this Agreement is: **July 31, 2023**

B.1.3 ***Project Completion Date.*** The Project Completion Date is: **July 31, 2022**

The Project Completion Date may be extended at the request of the Recipient by up to 6 months,
provided that:

(a) The proposed extended date is at least 6 months prior to the Expiration Date

(b) The request is made in writing to the address in section B.1.6 of this Agreement; and

(c) The request is approved by the Province in writing.

Extensions of the Project Completion Date not being at least 6 months prior to the Expiration Date will require a written amendment to this Agreement duly executed by the Parties.

B.1.4 ***Submission Of Publications For Approval And Reports.*** All Reports and Project-related publications under this Agreement shall be submitted to:

Name: Ontario Ministry of Agriculture, Food and Rural Affairs

Address: Rural Programs Branch
4th Floor NW, 1 Stone Road West
Guelph, Ontario N1G 4Y2

Attention: Administrative Service Representative, Agriculture and Rural Programs Unit

Email: RED@ontario.ca

or any other person identified by the Province in writing.

B.1.5 **Recognition Of Provincial Support:** In addition to the requirements under section A.7.1 of this Agreement, the Recipient will acknowledge the Province's support for the Project in the following manner: "The project is funded in part by the Ontario Ministry of Agriculture, Food and Rural Affairs".

B.1.6 ***Providing Notice.*** All Notices under this Agreement shall be provided to:

	The Province:	**The Recipient:**
Name:	Ontario Ministry of Agriculture, Food and Rural Affairs	The Corporation of the Township of Alfred-Plantagenet
Address:	Rural Programs Branch 4th Floor NW, 1 Stone Road West Guelph, Ontario N1G 4Y2	PO Box 350, 205 Old Highway 17 Plantagenet, Ontario K0B 1L0
Attention:	A/Director, Rural Programs Branch	Michel Potvin, CAO
Email:	RED@ontario.ca	mpotvin@alfred-plantagenet.com

or any other person identified by the Parties in writing through a Notice.

ARTICLE B.2
ADDITIONAL TERMS AND CONDITIONS

B.2.1 ***Notice Of Recipient's Insolvency.*** The Recipient will:

(a) Provide the Province with Notice at least five (5) Business Days prior to making an assignment, proposal, compromise or arrangement for the benefit of its creditors and will not incur any additional costs for the Project under this Agreement without the Province's prior written consent from the date the Notice is sent to the Province; and

(b) Provide the Province with Notice within five (5) Business Days of a creditor providing the Recipient with a notice of an intent to enforce security or applying for an order adjudging the Recipient bankrupt or the appointment of a receiver, and will not incur any additional costs under this Agreement without the prior approval of the Province from the date that the Recipient received notice of the creditor's action.

B.2.2 **Special Circumstances** The Parties recognize and acknowledge, that at the time of entering into this Agreement; due to restrictions under the Emergency Management and Civil Protection Act, R.S.O. 1990, and its regulations, put in place in response to an ongoing pandemic known as the CoVID19 pandemic; there were and continue to be limitations on the activities permitted under law (the "Limitations").

B.2.2.1 **Notice of Special Circumstances** Should the Limitations, defined in section B.2.2 of this Agreement, result in a delay in completing the Project or Reports; the Recipient shall immediately notify the Province in writing. The notification from the Recipient should include:

(i) The specific reasons for the delay;

(ii) The nature of the delay; and

(iii) What the Recipient has done and plans to do to mitigate the delay.

B.2.2.2 **Response to Notice of Special Circumstances** Upon receiving a Notice of Special Circumstances (as described in section B.2.2.1 of this Agreement) from the Recipient; the Province will, acting reasonably and in a timely manner, take the following steps;

(i) Review the notification provided by the Recipient to determine what possible action(s), if any, could be taken to advance the successful completion of the Project;

(ii) Provide the Recipient with Notice of the Province's determination of what actions will be taken in response to the Notice of Special Circumstances provided by the Recipient, (including any actions the Recipient will be required to take to address the Special Circumstances); and

(iii) Prepare any amendments to the Agreement which the Province determines at its sole and absolute discretion, are needed.

[REST OF PAGE INTENTIONALLY LEFT BLANK - SCHEDULE "C" FOLLOWS]

SCHEDULE “C”
PROJECT DESCRIPTION

C.1 PROJECT NAME

Economic Development Officer Hiring Initiative

C.2 PROJECT STREAM

Economic Diversification and Competitiveness Stream

C.3 PROJECT OBJECTIVE

The Township of Alfred and Plantagenet will create an Economic Development Officer position for one year and establish a Chamber of Commerce.

PROJECT ACTIVITIES ELIGIBLE FOR FUNDING INCLUDE
Salary - Economic Development Officer (new hire, one year)
Cell phone costs (Economic Development Officer)

All activities identified above will be completed by the Project Completion Date identified under section B.1.3 of this Agreement.

[REST OF PAGE INTENTIONALLY LEFT BLANK - SCHEDULE “D” FOLLOWS]

SCHEDULE "D"
PROJECT FINANCIAL INFORMATION

ARTICLE D.1
FUNDING INFORMATION

D.1.1 ***Cost-Share Funding Percentage.*** The Cost-Share Funding Percentage is fifty per cent (50.00%) of incurred paid Eligible Costs up to the Maximum Funds.

[Note that for payment purposes the percentage is calculated to 10 decimal places and is based on the Maximum Funds against the Project's Total Eligible Costs.]

D.1.2 ***"Maximum Funds"***. The Maximum Funds the Recipient is eligible to receive from the Province under this Agreement is $35,251.00

D.1.3 ***Holdback.*** The Holdback will be up to ten per cent (10%) of Maximum Funds from the final payment of Funds made under this Agreement.

ARTICLE D.2
COSTS

D.2.1 **Eligible Costs.** Eligible Costs are those costs or percentage of a cost defined as Eligible Costs in the Guidelines and are limited to costs which the Province has determined, at its sole and absolute discretion, to be costs properly and reasonably incurred, paid or reimbursed by the Recipient, and are necessary for the successful completion of the Project.

For greater clarity, Eligible Costs are those costs that are:

(a) Incurred by the Recipient in the Province of Ontario on or after the Effective Date and on or before the Project Completion Date;

(b) Paid by the Recipient to an Arm's Length third party;

(c) Consistent with the applicable list of Eligible Costs set out in the Guidelines from time to time;

(d) If related to travel or meals, are consistent with the requirements for travel and meal costs set out in section D.3.1 of this Agreement; and

(e) In the Province's sole and absolute discretion, directly attributable and necessary for the successful completion of the Project and properly and reasonably incurred, paid or reimbursed by the Recipient.

When purchasing goods or services for the Project, Recipients must follow a process that is transparent and fair, that promotes the best value for the money expended and is at competitive prices that are no greater than the fair market value, including when retaining consultants and contractors.

D.2.2 ***Incurring Eligible Costs.*** The Recipient will incur Eligible Costs as described in section D.2.1 and in accordance with the following Project Budget chart and no later than by the Project Completion Date:

BUDGET OF PROVINCIAL CONTRIBUTION					
FUNDING YEAR	**QUARTER 1 (APR. – JUN.)**	**QUARTER 2 (JUL. – SEP.)**	**QUARTER 3 (OCT. – DEC.)**	**QUARTER 4 (JAN. – MAR.)**	**FUNDING YEAR TOTAL**
The lesser of 50.00% of Eligible Costs, up to the maximum listed below:					
2021-22	$0.00	$5,875.00	$8,812.50	$8,812.50	$23,500.00
2022-23	$8,812.50	$2,938.50	$0.00	$0.00	$11,751.00
MAXIMUM PROVINCIAL FUNDS FOR THE PROJECT					**$35,251.00**

D.2.3 ***Ineligible Costs.*** Ineligible Costs are any costs that do not meet the requirements for Eligible Costs in section D.2.1 of this Agreement or were not approved by the Province in writing before the Recipient incurred the costs. Ineligible Costs include but are not limited to:

(a) Any cost incurred prior to the Effective Date or after the Project Completion Date;

(b) Any cost that will be funded or reimbursed through any other agreement with any third party other than other ministries, agencies and organizations of the Government of Ontario.

(c) Any cost associated with providing any Reports to the Province pursuant to Schedule “E” or other information required by the Province; and

(d) Any cost associated with lobbying the Province, including other Ministries, agencies and organizations of the Government of Ontario;

ARTICLE D.3
TRAVEL AND MEAL COSTS

D.3.1 In order to be considered Eligible Costs, travel and meal costs must be:

(a) Identified in section C.3 of this agreement

(b) Incurred only by persons who were hired to work 100 per cent of their time on the Project and whose position is reimbursed by the Funds;

(c) Aligned with the most current Travel, Meal and Hospitality Expenses Directive (a copy will be provided upon request).

[REST OF PAGE INTENTIONALLY LEFT BLANK - SCHEDULE “E” FOLLOWS]

SCHEDULE "E"
PAYMENTS AND REPORTS

E.1 ***Claim Submission Requirements.*** The Recipient shall submit claims electronically using the Province's claims portal. Instructions on receiving access to the portal will be provided to the Recipient by the Province at the time of approval. Claims shall be provided as set out in the table below. Claims are not considered delivered until reviewed and approved by the Province.

	Name of Claim	Due Date
(a)	Progress Update and Claim Statement	A minimum of one claim must be submitted prior to the final claim, unless waived at the sole and absolute direction of the Province.
(b)	Final claim	The final claim is to be completed and submitted to the Province within three (3) months of the Project Completion Date.

E.2 ***Reporting Requirements.*** Reports shall be provided as set out in the table below. Reports are not considered delivered until reviewed and approved by the Province.

	Name of Report	Due Date
1.	Final Report	The Final Report is to be completed and submitted to the Province on or before: **Project Completion + 4 months** A copy of the Final Report Template will be provided to you upon request.
2.	Other Reports Any other Report regarding the Project or evidence of project completion that the Province requests.	As directed by the Province.

[REST OF PAGE INTENTIONALLY LEFT BLANK]

CORPORATION DU CANTON
D'ALFRED ET PLANTAGENET

RAPPORT
Construction

Rapport C-05-2021
Permis de construction
Mai 2021

DATE: 13 juillet / 2021
FILIÈRE :

INTRODUCTION

Le présent rapport consiste à présenter le nombre de permis de construction émis, les revenus pour ces permis, la valeur totale de construction pour le mois de mai 2021 ainsi que le comparatif avec le mois de mai 2020.

IMPLICATIONS FINANCIÈRES

Les implications financières sont telles que démontrées avec les tableaux suivants :

TABLEAU DES PERMIS ÉMIS EN MAI 2021, en annexe A.

Ainsi que le tableau comparatif suivant :

TABLEAU COMPARATIF
Mai 2020 – 2021

	2020	2021
Nombre de permis de construction émis en **mai**	27	**33**
Nombre total de permis émis **du début de janvier à la fin de mai**	61	**90**
Unités résidentielles crées en **mai**	5	**6**
Nombre total d'unités résidentielles crées **du début de janvier à la fin de mai**	31	**24**
Valeur des coûts de construction en **mai**	$1,125,520.02	**$1,171,464.00**
Valeur totale des coûts de construction **du début de janvier à la fin de mai**	$4,937,266.04	**$5,895,241.00**
Coût de permis en **mai**	$12,888.54	**$14,065.96**
Coût total des permis **du début de janvier à la fin de mai**	$55,568.64	**$58,446.86**

DÉMOLITION

Unités résidentielles démolies en **mai**	1	1
Nombre total d'unités résidentielles démolies **du début de janvier à la fin de mai**	3	5

RECOMMANDATION

Que le rapport soit accepté tel que présenté par le service de construction.

_____
Michel Potvin
Directeur général

_____
Martin Taillefer
Inspecteur en chef des bâtiments / Chief Building Official

PERMIS	ADRESSE 911	ISSUE	DESCRIPTION	UNITÉ	VALEUR	FRAIS
21-058	935 Old Highway 17, Plantagenet	2021-05-03	Construction d'un garage détaché		$14,400.00	$183.20
21-059-C	521 St-Philippe , Alfred	2021-05-06	Raccordement d'eau , cantine		$0.00	$152.00
21-060	485 Du Domaine RD , Lefaivre	2021-05-06	Installation d'un foyer à bois		$8,000.00	$152.00
21-061	325 Conc 11 Alfred	2021-05-06	Installation de piscine hors terre		$4,500.00	$152.00
21-062	1431 County Rd 2, Curran	2021-05-06	Garage 20x24		$17,280.00	$209.84
21-063	2099 Joseph st , Lefaivre	2021-05-06	Patio 9x12		$5,000.00	$152.00
21-064	2211 Lajoie St , Lefaivre	2021-05-07	Construction de résidence unifamiliale avec garage attaché	1	$131,080.00	$1,474.49
21-065	1966 rue Hotel de Ville , Lefaivre	2021-05-11	Réparations de fondation		$12,000.00	$152.00
21-066	460 Main st , Plantagenet	2021-05-11	Réparations de fondation		$25,000.00	$152.00
21-067	493 Bolt Rd , Alfred	2021-05-14	Construction de résidence unifamiliale avec garage attaché	1	$138,904.00	$1,566.86
21-068	120 St-Joseph , Alfred	2021-05-17	Installation d'abris pour auto		$4,000.00	$152.00
21-069-D	3615 Chretien St, Wendover	2021-05-17	Démolition de remise 24x16		$0.00	$152.00
21-070	2950 Conc.2 Plantagenet,Wendover	2021-05-17	Garage 30x42		$45,360.00	$469.58
21-071	239 Lac Georges Plantagenet	2021-05-17	Construction de résidence unifamiliale avec garage attaché	1	$167,432.00	$1,840.74
21-072-D	690 Conc 10 Alfred	2021-05-20	Démolition de résidence unifamiliale et de remise		$0.00	$152.00
21-073	3329 Conc. 1 Alfred, Lefaivre	2021-05-20	Ajout d'un solarium au chalet existant		$28,336.00	$312.11
21-074	688 Station Rd, Alfred	2021-05-21	Installation de piscine hors terre		$11,000.00	$152.00
21-075	2161 Wharf St , Lefaivre ON	2021-05-21	Construction de résidence unifamiliale	1	$92,644.00	$1,008.96
21-076	740 Station St , Plantagenet	2021-05-21	Installation de remise 12x20		$8,640.00	$152.00
21-077	512 Boundary Rd , Plantagenet	2021-05-25	Construction de résidence unifamiliale	1	$105,892.00	$1,211.50
21-078	512 Boundary Rd , Plantagenet	2021-05-25	Construction de garage détaché		$28,800.00	$316.40
21-079	374 Trillium , Wendover	2021-05-25	Installation d'un solarium		$14,000.00	$152.00
21-080	203 Versaille , Wendover	2021-05-25	Installation de piscine hors terre		$5,000.00	$152.00
21-081	537 DeVista Blvd. , Alfred	2021-05-25	Addition de 10x11 et patio		$20,000.00	$152.00
21-082	3670 Principale , Wendover	2021-05-25	Installation de piscine hors terre		$4,000.00	$152.00
21-083	182 Bordeau , Wendover	2021-05-25	Patio 12x16		$5,000.00	$152.00
21-084	1571 Conc 1 Plantagenet	2021-05-25	Installation de remise 12x20		$10,000.00	$152.00
21-085	145 County Rd 19, Wendover	2021-05-28	Installation de piscine hors terre		$16,500.00	$152.00
21-086	298 Trillium , Wendover	2021-05-28	Remise 15x15		$8,100.00	$152.00
21-087	209 Versaille , Wendover	2021-05-28	Installation de piscine hors terre		$13,000.00	$152.00
21-088	152 Bordeau , Wendover	2021-05-28	Installation de piscine hors terre		$14,800.00	$152.00
21-089	2966 Conc 3 Plantagenet	20201-05-28	Construction de résidence unifamiliale	1	$191,360.00	$2,032.00

21-090	146 Jessop`s Falls , Plantagenet	2021-05-31	Addition à la résidence unifamiliale		$21,436.00	$248.28
			TOTAL POUR LE MOIS DE MAI 2021		**$1,171,464.00**	**$14,065.96**

CORPORATION DU CANTON D'ALFRED ET PLANTAGENET

RAPPORT
Construction

Rapport C-06-2021
Permis de construction
Juin 2021

DATE: 13 juillet / 2021
FILIÈRE :

INTRODUCTION

Le présent rapport consiste à présenter le nombre de permis de construction émis, les revenus pour ces permis, la valeur totale de construction pour le mois de juin 2021 ainsi que le comparatif avec le mois de juin 2020.

IMPLICATIONS FINANCIÈRES

Les implications financières sont telles que démontrées avec les tableaux suivants :

TABLEAU DES PERMIS ÉMIS EN JUIN 2021, en annexe A.

Ainsi que le tableau comparatif suivant :

TABLEAU COMPARATIF
Juin 2020 – 2021

	2020	2021
Nombre de permis de construction émis en **juin**	32	**25**
Nombre total de permis émis **du début de janvier à la fin de juin**	93	**115**
Unités résidentielles crées en **juin**	4	**3**
Nombre total d'unités résidentielles crées **du début de janvier à la fin de juin**	35	**27**
Valeur des coûts de construction en **juin**	$1,668,570.03	**$866,128.00**
Valeur totale des coûts de construction **du début de janvier à la fin de juin**	$6,605,836.07	**$6,761,369.00**
Coût de permis en **juin**	$19,270.22	**$8,985.11**
Coût total des permis **du début de janvier à la fin de juin**	$74,838.86	**$67,461.97**

DÉMOLITION

Unités résidentielles démolies en **juin**	3	0
Nombre total d'unités résidentielles démolies **du début de janvier à la fin de juin**	6	5

RECOMMANDATION

Que le rapport soit accepté tel que présenté par le service de construction.

_____
Michel Potvin
Directeur général

_____
Martin Taillefer
Inspecteur en chef des bâtiments / Chief Building Official

PERMIS	ADRESSE 911	ISSUE	DESCRIPTION	UNITÉ	VALEUR	FRAIS
21-091	613 Boundary Rd , Alfred	2021-06-03	Construction de résidence unifamiliale		$131,376.00	$1,529.23
21-092	149 Cty Rd 15 Lefaivre	2021-06-04	Installation de piscine creusée		$60,000.00	$152.00
21-093	311 Conc 4 Plantagenet	2021-06-07	Installation de piscine hors terre		$5,000.00	$152.00
21-094	3354 Conc. 1 Alfred , Lefaivre	2021-06-07	Installation de piscine hors terre		$12,000.00	$152.00
21-095	685 Station Rd Alfred	2021-06-07	Installation de piscine hors terre		$5,000.00	$152.00
21-096-D	650 County Rd 9 Plantagenet	2021-06-07	Démolition de remise		$0.00	$152.00
21-097	903 Old Highway 17 Plantagenet	2021-06-09	Construction de résidence unifamiliale avec garage double attaché	1	$164,816.00	$1,796.55
21-098	577 Bolt Rd Alfred	2021-06-09	Installation de remise 12x24		$10,368.00	$152.00
21-099	341 Conc. 1 Plantagenet	2021-06-09	Installation de remise 12x20		$8,640.00	$152.00
21-100	322 Trillium Circle , Wendover	2021-06-10	Installation de piscine hors terre		$5,000.00	$152.00
21-101	2945 Principale Wendover	2021-06-10	Installation de piscine creusée		$27,000.00	$152.00
21-102	614 Water St Plantagenet	2021-06-10	Construction de garage détaché		$17,280.00	$209.84
21-103	289 Trillium Cir. Wendover	2021-06-10	Installation de piscine hors terre		$6,000.00	$152.00
21-104-D	614 Water St Plantagenet	2021-06-11	Démolition de remise		$0.00	$152.00
21-105	311 Conc. 4 Plantagenet	2021-06-16	Patio pour piscine		$5,000.00	$152.00
21-106	2350 Conc. 7 Plantagenet	2021-06-16	Addition à la résidence unifamiliale		$18,400.00	$322.20
21-107-C	902 Conc. 5 Plantagenet	2021-06-17	Connexion à l`aqueduc		$5,000.00	$152.00
21-108	2011 Conc. 6 Plantagenet	2021-06-17	Installation de piscine hors terre		$5,000.00	$152.00
21-109	119 St-Joseph Alfred	2021-06-17	Convertir semi-détaché à résidence unifamiliale		$10,500.00	$152.00
21-110	441 Bay Rd , Alfred	2021-06-21	Installation de piscine creusée		$30,000.00	$152.00
21-111	6 Charlebois Rd Alfred	2021-06-23	Installation de piscine hors terre		$8,500.00	$152.00
21-112	144 St-Joseph Alfred	2021-06-24	Installation de piscine hors terre		$11,000.00	$152.00
21-113	214 Versaille Wendover	2021-06-28	Installation de piscine creusée		$60,000.00	$152.00
21-114	197 Boundary Rd Plantagenet	2021-06-28	Installation de piscine creusée		$40,000.00	$152.00
21-115	141 Conc 1 Plantagenet	2021-06-29	Deux logements accessoires au sous-sol	2	$220,248.00	$2,087.29
			TOTAL POUR LE MOIS DE JUIN 2021	**3**	**$866,128.00**	**$8,985.11**

Procès-verbal de la rencontre du Conseil d'administration d'Hydro 2000 Inc.
Le 16 avril, 2021 à 19H00 par téléconférence

Présences : Brigitte Pigeon, Présidente
Rolland Péladeau, Vice-Président
Donat Boulerice, Directeur
Muriel Lalonde, Directrice
Benoit Lamarche, Directeur
Personnel présent : Lise Wilkinson, Gérante

1. **OUVERTURE DE LA RÉUNION**
Résolution 2021-052

Proposé par : Benoit Lamarche
Appuyé par : Donat Boulerice
QU'IL SOIT RÉSOLU que cette réunion régulière soit déclarée ouverte à 19h20.

Adoptée

2. **ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**
Résolution 2021-053

Proposé par : Donat Boulerice
Appuyé par : Rolland Péladeau
QU'IL SOIT RÉSOLU que l'ordre du jour soit accepté.

Adoptée

3. **HUIS-CLOS**
Résolution 2021-054

Proposé par : Donat Boulerice
Appuyé par : Rolland Péladeau
QU'IL SOIT RÉSOLU que la réunion régulière soit ajournée à 19h25.

Adoptée

Résolution 2021-058

Proposé par : Muriel Lalonde
Appuyé par : Rolland Péladeau
QU'IL SOIT RÉSOLU que la réunion régulière soit réouverte à 20h27

Adoptée

5. **CLÔTURE**
Résolution 2021-059

Proposé par : Donat Boulerice
Secondé par : Muriel Lalonde
QU'IL SOIT RÉSOLU que la réunion régulière soit ajournée à 20h30.

Adoptée

Brigitte Pigeon, Présidente

Lise Wilkinson, Gérante

Procès-verbal de la rencontre du Conseil d'administration d'Hydro 2000 Inc.

Le 21 avril, 2021 à 19H00 par téléconférence

Présences :	Brigitte Pigeon, Présidente
	Rolland Péladeau, Vice-Président
	Donat Boulerice, Directeur
	Benoit Lamarche, Directeur
	Muriel Lalonde, Directrice
Personnel présent :	Lise Wilkinson, Gérante
Invité :	Gérald Gauthier, CA, CPA – Firme Comptable MNP

HUIT CLOS SANS GÉRANTE

1. **OUVERTURE DE LA RÉUNION**
Résolution 2021-060

Proposé par : Donat Boulerice
Appuyé par : Rolland Péladeau
QU'IL SOIT RÉSOLU que cette réunion régulière soit déclarée ouverte à 19h04.

Adoptée

2. **ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**
Résolution 2021-061

Proposé par : Benoit Lamarche
Appuyé par : Muriel Lalonde
QU'IL SOIT RÉSOLU que l'ordre du jour soit accepté avec ajout.

Adoptée

3. 3.1 **DIVULGATION D'INTÉRÊTS PÉCUNIAIRES**
Aucune

3.2 **PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS POUR L'ANNÉE FISCALE 2020**
M. Gérald Gauthier nous a présenté les états financiers pour la période se terminant au 31 décembre, 2020.
Des questions sont soulevées regardant la comptabilisation des immobilisations, les détails des comptes d'opérations, les mauvaises créances, les comptes différés à récupérer.
M. Gauthier va nous acheminer les détails des comptes d'opérations.
M. Gauthier va nous confirmer la présentation au Conseil municipal.

Résolution 2021-062

Proposé par : Benoit Lamarche
Appuyé par : Donat Boulerice
QU'IL SOIT RÉSOLU que les états financiers soient acceptés pour soumettre aux fins d'impôt

4. ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX

4.1 Adoption du procès-verbal de la réunion régulière du 24 mars, 2021
Résolution 2020-063

Proposé par : Rolland Péladeau
Appuyé par : Donat Boulerice
QU'IL SOIT RÉSOLU que le procès-verbal de la réunion régulière du 24 mars, 2021 soit adopté.

Adoptée

4.2 Adoption du procès-verbal de la réunion extraordinaire du 8 mars, 2021
Résolution 2020-064

Proposé par : Donat Boulerice
Appuyé par : Rolland Péladeau
QU'IL SOIT RÉSOLU que le procès-verbal de la réunion extraordinaire du 8 mars, 2021 soit adopté.

Adoptée

5. APPROBATION

5.1 Comptes à payer
Résolution 2020-065

Proposé par : Donat Boulerice
Secondé par : Benoit Lamarche
QU'IL SOIT RÉSOLU que les comptes à payer en date du 31 mars, 2021 soient adoptés.

Adoptée

5.2 Liste des paiements
Résolution 2020-066

Proposé par : Donat Boulerice
Appuyé par : Muriel Lalonde
QU'IL SOIT RÉSOLU que la liste des paiements effectués en mars, 2021 soit adoptée.

Adoptée

6. RAPPORTS

6.1 Solde aux comptes bancaire et liste des chèques
Résolution 2020-067

Proposé par : Benoit Lamarche
Appuyé par : Rolland Péladeau
QU'IL SOIT RÉSOLU que les relevés bancaires, les conciliations bancaires et la liste des chèques pour mars, 2021 soient adoptés.

Adoptée

6.2 **Budget**

Il y a discussion concernant les locations de poteaux

Résolution 2020-068

Proposé par : Benoit Lamarche
Appuyé par : Rolland Péladeau
QU'IL SOIT RÉSOLU que le budget soit adopté pour les mois janvier, février et mars, 2021

Adoptée

7. CORRESPONDANCES

8. AUTRES

8.1 2021 I.R.M

La gérante nous informe que le I.R.M. 2021est accepté par la commission de l'énergie de l'Ontario pour les taux applicables au 1er mai, 2021

8.2 Programmes et dépenses en capital

La gérante avise des travaux en cours de Sproule Powerline. Il a discussion sur la facture de coupe d'arbre et de deux poteaux

8.3 Réponse de la Banque Royale pour emprunt

La gérante avise les Directeurs que les documents demandés par la banque seront envoyés au cours de la semaine. La gérante et la Présidente explique que la Banque Royale favorise un emprunt sous forme de location plutôt qu'un emprunt traditionnel. La discussion des taux est ambiguë et reste à confirmer. Il est discuté que nous utilisions la marge de crédit mais que nous devons rembourser le plus possible à chaque mois. Il est discuté que la gérante procède à l'achat des transformateurs avec le fonds de roulement pour l'instant.

9. HUIS-CLOS

Résolution 2021-069

Proposé par : Benoit Lamarche
Appuyé par : Rolland Lamarche
QU'IL SOIT RÉSOLU que la réunion régulière soit ajournée à 20h24

Adopté

Résolution 2021-077

Proposé par : Benoit Lamarche
Appuyé par : Muriel Lalonde
QU'IL SOIT RÉSOLU que la réunion régulière soit réouverte à 20h47

Adopté

10. CLÔTURE

Résolution 2021-078

Proposé par : Muriel Lalonde
Secondé par : Benoit Lamarche

QU'IL SOIT RÉSOLU que la réunion régulière soit déclarée levée à 21h06.

Adopté

La prochaine réunion régulière aura lieu le 19 mai, 2021 à 19h00.

Brigitte Pigeon, Présidente

Lise Wilkinson, Gérante

Procès-verbal

Comité des arts, de la culture et du patrimoine d'Alfred et Plantagenet

Le jeudi 13 mai 2021, à 18 h 30

via Zoom

Présences

Jeanne Lacombe, Tina Petrovicz, Marie-Claude Dicaire, Stéphanie Drouin, Shanna Steals, Ian Walker (Conseiller).

Absences motivées: Jeanne Doucet, Renée Chamberland
Employés.es présents.es : Ken St-Denis, Directeur des loisirs, Dominique Lascelle, DG bibliothèque d'A-P, Simon St-Denis (agent de communication)
Absences non motivées: Sabrina Hudon

La présidente étant absente, Marie-Claude Dicaire préside la séance.
Simon St-Denis se présente comme nouvel agent de communication avec le Canton.

1. Ouverture 18 h 40
Proposée par: Jeanne Lacombe
Appuyée par: Stéphanie Drouin
Adoptée.

2. Constat du Quorum
Le quorum est atteint.

3. Ordre du Jour
Que l'ordre du jour soit adopté.

Proposée par: Jeanne Lacombe
Appuyée par: Marie-Claude Dicaire
Adoptée.

4. Déclaration de conflits d'intérêts
Aucun conflit n'est apporté.

5. Approbation du procès-verbal du 11 mars 2021
Que le procès-verbal du 11 mars soit adopté.

Proposée par: Jeanne Lacombe
Appuyée par: Tina Petrovicz
Adoptée.

6. Suivis du PV du 14 janvier 2021
Extraits du PV et suivis d'actions:

#	Actions	Responsable(s)	Résultat
1	Nommé un.e nouveau/nouvelle conseiller.ère pour siéger au Comité des arts, de la culture et du patrimoine d'A-P	Ian Walker et Ken St-Denis	La conseillère Chantal Galipeau a été attitrée au comité
2	Reporté. Ajouter une section pour la culture au site web de la municipalité.	Geneviève Souligny	A discuter avec Simon
3	Reporté. Présenter les membres du comité sur la page Facebook	Geneviève Souligny	Non accompli
4	Reporté. Envoyer photo de profil et biographie à Geneviève Souligny	Tous les membres du comité	Annulé.
5	Lancement d'un concours de photo en ligne.	Le sous-comité des arts	En discussion avec le sous-comité
6	Rencontre des sous-comités avec Ken	Sous-comités	Accompli
7	Approcher un nouveau membre pour le comité	Jeanne Lacombe	En continu
8	Suivi Popsilos	Tina, Ken, Ian	En discussion

7. **Sujet à discussion:**

a. Planifier une révision à notre politique

Ce qu'on voudrait changer:

- Peut-on rajouter plus que 9 personnes au comité?
- Durée d'un mandat
- Revoir section 5- rôle de la présidente
- Recruter des jeunes
- Que les attentes de participation soient claires
- Créer une auto-évaluation

Que les membres du comité reviennent en juin avec des suggestions de changements à apporter à la politique. (ACTION)

Proposition: Tina Petrovicz
Appuyée: Jeanne Lacombe
Adopté

Ken va envoyer la politique à tous les membres du comité. (ACTION)

Marie-Claude va envoyer un sondage d'auto-évaluation. (ACTION)

8. Sujets courants: (25)

a. Suivi du plan directeur de la municipalité - Ken - reprendre le point en septembre.
Focus à nourrir les comités et créer des plans d'action avec des lignes directrices.
Doit faire une rencontre pour discuter du budget 2022. (ACTION)

b. Alfred 150
Ken donne une mise à jour-- possibilité de faire l'événement en septembre. Mais regarde en 2022 avec une subvention-- peut-être reporté d'un an. Festivités 26 juin- St-Jean Baptiste

c. Promotion du comité sur page FB et recrutement.
Simon St-Denis va aider le comité à faire la promo sur les réseaux sociaux.

9. Rapport du sous-comité des arts

Le sous-comité s'est rencontré en début mai avec Ken pour faire un plan d'action en lien avec le nouveau plan directeur de la municipalité. Voir notes en annexe A.

8. Rapport du sous-comité du patrimoine

Jeanne Lacombe fait suivi des notes de plan d'action de l'annexe B de la dernière réunion. Depuis, ils ont discuté des dates possibles. Mandat- apporter des gens à une réunion du sous-comité.Faire une visite au cimetière pour susciter un intérêt pour le sous-comité.
Ian- update on George Lake-- there was a Church. It was taken down in 1980. A monument was put up in its place. Someone took the monument down without any discussions with the municipality. Ian is working to find out if it can be put somewhere else.

9. Varia

Ken présente des affiches avec l'histoire patrimoniale qui seront placées au Parc Chesser.
La bibliothèque va participer au défilé pour le 150e d'Alfred.
La bibliothèque travaille sur leur site web et peut ajouter l'information du comité sur leur site.

10. Prochaine réunion

La prochaine réunion aura lieu le 10 juin à 18 h 30.

11. Ajournement

L'ordre du jour étant épuisé, la réunion est levée à 20h30.

ACTIONS- PV 13 mars 2021 - Comité des arts, de la culture et du patrimoine d'A-P

#	Actions	Responsable(s)	Résultat
1	Envoyer la politique aux membres	Ken St-Denis	Après la réunion
2	Relire la politique et apporter des suggestions	Tous les membres	Pour la prochaine réunion
3	Créer et envoyer sondage pour auto-évaluation des membres	Marie-Claude Dicaire	Pour la prochaine réunion
4	Rencontre pour discuter du budget 2022	Ken St-Denis	Le plus tôt possible

Annexe A

https://drive.google.com/file/d/1ISoPyQcY1u2rdhEtC6LurtbpZ0AGIut-/view?usp=sharing

Municipalité du Canton d'Alfred et de Plantagenet
Township of Alfred and Plantagenet
Réunion du Comité consultatif des Loisirs
Recreation Advisory Committee
3 mai 3021 à 19h00/ May 3rd 2021 7, PM
Réunion par vidéoconférence / Video Conference
Compte rendu/ Report

1. Ouverture de la réunion/ Opening of meeting
   Monsieur Ken St-Denis nous souhaite la bienvenue et ouvre la rencontre et agira comme président.
2. Présence/Attendance
   MM Yves Laviolette, René Beaulne, Conseillers municipaux, Mmes Jeanne Doucet, Chantal Benoit, Myriam Pelletier et Lynda Lalonde, MM Ron Lavoie, Donat M. Boulerice, Jérémie Pelletier et Ken St-Denis.
   Absents : M. Luc Blais, M. Benoit Mainville
3. Adoption de l'ordre du jour/ Adoption of Agende
   L'ordre du jour fut adopté à l'unanimité sous proposition de M. Yves Laviolette appuyé de M. Ronald Lavoie
4. Adoption du procès- verbal de la réunion du 29 mars. 2021/ Adoption of the minutes of March 29, 2021
   Adopté sans modification avec la proposition de M. René Beaulne et appuyé de Mme. Lynda Lalonde
5. Affaires découlant du procès-verbal de la réunion du 29 mars 2021 / Business arising out of the minutes of March 29, 2021
   Le temps a manqué pour le recrutement d'un membre provenant du village d'Alfred
   M. St Denis va continuer de présider les réunions pour le moment
   Qui va assurer l'animation du Comité Jeunesse? Le tout est mis en veilleuse pour le moment!
   Vélo Parc informations à l'ordre du jour
6. Activités passées et à venir/ Past and upcoming events
   Fête du Canada 2021 Nous avons reçu une subvention pour Alfred 2021. Une sérieuse discussion s'est déroulée par les membres et vu la situation actuelle de confinement et des restrictions imposées, les membres demeurent ambivalents vis-à-vis le genre de célébration qui pourra être mis en place. Les membres sont unanimes à vouloir souligner la fête du Canada, mais le comment est une grosse question qui demeure en suspens. Plusieurs scénarios ont émergé avec les coûts rattachés aux scénarios. Les désirs d'implication des Municipalités environnantes nous ont été présentés par notre directeur des parcs et loisirs, mais les défis demeurent entiers.

   Audience publique pour le vélo-parc aura lieu virtuellement le 6 mai 2021.

7. Tour de table communautaire/ Community round table
   Alliance Curran - plusieurs projets, dont une journée communautaire, sont en cours pour essayer de garder le moral en ces temps difficiles.
   Lefaivre les optimistes maintiennent leur tournoi de pêche en juin 2021.
   Les quais seront mis à l'eau durant le mois de mai.
   Alfred 150 - Les fêtes du 150^{e} sont reportées en septembre 2021.
   Wendover - aucune activité, mais les optimistes espèrent maintenir les ligues de balle.

8.Noms des parcs/Park names

Le document du comité Adhoc ainsi que les formulaires de nomination seront distribués. Le point -cinq ans après le décès des candidats a été adopté par les membres pour que l'on considère choisir le candidat pour le nom d'un parc.

9 Varia
Budget : le directeur des parcs et loisirs nous invite à considérer les dépenses des villages pour le prochain budget et lui en faire part. Plusieurs améliorations sont au budget de cette année et le tout devrait se compléter durant l'été 2021.
Comité jeunesse : Il faut penser à quelqu'un ou quelqu'une pour assurer l'animation.

10. Prochaine réunion/ Next meeting

27 mai 2021

11. Ajournement/ Adjournment

20 heures

.

MUNICIPALITÉ DU CANTON D'ALFRED ET PLANTAGENET

TOWNSHIP OF ALFRED AND PLANTAGENET

MINUTES

RÉUNION DU COMITÉ CONSULTATIF DE LA MARINA

MARINA ADVISORY COMMITTEE MEETING

26 MAI 2021 À 19H00 / MAY 26TH 2021, 7:00 PM

ZOOM

https://us02web.zoom.us/j/83086691045?pwd=MWVwQVZsNXhtdHdOVWk4K0RoSG0wQT09

La réunion débuta à 19h05.

Présences/ Attendance

André Poirier
Ken St-Denis
Claude Leclair
Nathalie Belliveau
Martin Bourgeois
Jacques Lavoie
Marie-Eve Yelle
Yves Laviolette (arrivé en retard, vers le point 8)
Absence: M. Antoni Viau

L'adoption de l'ordre du jour est proposée par M. Lavoie et appuyée par M. Bourgeois.

L'adoption du résumé de la réunion du 24 mars est proposée par M. Leclair et M. Bourgeois.

M. St-Denis nous met à jour au sujet des travaux faits à la marina de Wendover. Plusieurs démarches ont été entreprises dans le but d'obtenir une entente avec Pêches et Océan pour la réfection du site. Plusieurs étapes sont franchies et les discussions se poursuivent avec Pêches et Océan.

L'entrepreneur qui a fait les travaux l'an dernier est revenu pour faire des corrections et ajustements. Les quais de bois devraient être installés demain, 27 mai. Entre-temps, le site est déjà beaucoup mieux que l'an dernier.

M. St-Denis nous informe des nouveautés au site de descente de bateaux à Treadwell. Il y aura l'installation d'un panneau d'affichage à Treadwell ainsi qu'aux deux autres descentes de bateau de la marina. Ces panneaux seront entre autres utilisés pour faire de l'affichage au sujet des mesures liées à la Covid-19. C'est d'ailleurs en lien avec la pandémie que ces panneaux ont été financés. Les quais seront installés demain 27 mai. Les toilettes chimiques seront aussi installées sous peu. Le site est en bon état.

M. St-Denis nous informe que la demande a été soumise pour une subvention de 100k pour continuer les travaux entamés sur le mur de roche à la marina de Lefaivre. Nous attendons la réponse. Il s'agit ici du mur de roche en bordure du terrain.

M. Poirier et M. St-Denis ont parlé avec M. Jean-Pierre Cadieux de JP Design pour la remise à neuf de l'affiche donnée par M. Poirier. Le coût pour refaire les deux façades avec lumière LED est de 3.500$. Il y aura ensuite les coûts d'installation. **Le comité recommande d'utiliser le reste des fonds d'environ 8,500$ pour remettre à neuf l'affichage sur cette affiche ainsi que prévoir la fondation nécessaire (en ciment) pour l'installation de l'affiche.**

M. Lavoie nous fait part des plaintes qu'il a reçues d'utilisateurs de la descente de bateaux à Lefaivre. La descente n'est pas assez longue.

M. St-Denis mentionne que l'entrepreneur doit venir corriger la descente (sur le côté Ouest), il y a eu un peu de dommage lors de l'installation.

Une lettre d'appui a été rédigée et remise à M. Claude Leclair en lien avec sa proposition d'investissement sur le terrain du parc riverain.

Le comité est conscient qu'il y a une apparence de conflit d'intérêts. Le comité va prendre les mesures pour limiter tout conflit d'intérêts. M. Leclair est prêt à se récuser des conversations liées au projet ou à quitter le comité si nécessaire. **Cela sera vérifier.**

M. St-Denis explique que la lettre d'intention du Club Lions a été présentée au conseil municipal. Le conseil s'est montré favorable à la proposition d'investissement du Club des Lions et a demandé qu'il y ait une étude ainsi qu'un plan à long terme pour détailler les coûts et les priorités. L'étude de faisabilité (et plan d'architecte paysagé) pour lequel un budget de 25,000$ a été prévu permettra d'élaborer davantage ces initiatives, de mettre des coûts estimatifs et de cibler les priorités.
Une résolution sera présentée à la prochaine réunion plénière pour donner un mandat clair à la direction générale de poursuivre la conversation avec les Lions et développer un plan plus concret. M. St-Denis mentionne que l'appel d'offres pour l'étude faisabilité/plan d'architecte paysagé sera bientôt lancé.

Le comité recommande qu'une rencontre soit fixée avec South Nation Conservation afin de discuter du projet d'une jetée et des étapes à suivre pour réaliser ce projet.

M. Poirier nous informe que les bouées vont arriver bientôt d'ici la fin de cette semaine. Elles seront munies d'une lumière pour éclairer la nuit.

M. St-Denis nous parle de l'ouverture de la marina le week-end dernier. Le tout s'est bien déroulé. Les employés ont reçu leurs formations et tout semble en ordre pour bien se dérouler.

M. St-Denis demande si le comité veut afficher à nouveau un appel d'offres pour un « food truck » à la marina. Les derniers appels d'offres n'ont pas porté fruit. Le comité discute des diverses options. Mme Yelle réitère l'importance de trouver une solution pour offrir de la nourriture aux plaisanciers et autres utilisateurs du site (par exemple : cyclistes).

Il est discuté d'acheter un réfrigérateur pour y vendre des sandwichs ou autres aliments vendus par La Binerie. Des démarches seront faites auprès de M. Lapensée pour voir la faisabilité.

Il est aussi discuté de faire un deck (ou d'emprunter un deck du Club Lions de Lefaivre) afin d'inviter les plaisanciers à arrêter à Lefaivre et à profiter du site, à acheter de la nourriture ou autre.

M. St-Denis nous explique que le conseil municipal était favorable à la mise en place de frais d'usagers pour les descentes à bateaux, mais il y a délai avant de pouvoir appliquer ce règlement. Il doit y avoir des amendements au règlement de stationnement existant. La tarification recommandée sera donc en vigueur qu'en 2022.

À l'ordre du jour il y avait le point 10 pour discuter du plan d'architecte paysagé au sujet de parc riverain à Lefaivre. Nous avons déjà discuté de cela au point 7.5. L'objectif est d'aller de l'avant avec l'appel d'offres pour une étude de faisabilité le plus rapidement possible.

M. St-Denis informe le comité que les recommandations budgétaires pour 2022 doivent être remises par la fin août 2021.

Il est recommandé de reporter ce point à la prochaine rencontre qui sera prévu le 9 juin à 18h30.

L'ajournement de la réunion est proposé par Mme Belliveau et M. Laviolette à 21h11.

Ordre du jour
RENCONTRE- Réunion du Comité 150e de la paroisse St-Victor, Alfred
le lundi 17 mai 2021 à 18 h 30
Pour Joindre la réunion ZOOM, cliquez sur ce lien:
https://us02web.zoom.us/j/85977148443?pwd=eGZEV2VzSXp5UFkvcjA4U05pQXZ0Zz09

1- Bienvenue, prière et présences

Membres: Chantal Roy, France Lamarche, l'Abbé Apollinaire, Denis Tardif, Mireille Groleau, Jeanne Lacombe, Eric Carrière, Danielle Chatelain, Roland Péladeau, Gisèle Carrière, Stéphane Sarrazin, Ken St-Denis, Charles Gagnon, Nathalie Cadieux, Polux Jean Baptiste

Prière, Danny

Absences motivées:

2- Adoption de l'ordre du jour du 17 mai 2021 (Gilets à commander (Bleus)
Proposé par: Jeanne
Appuyé par:Chantal
Adopté
3- Adoption du compte-rendu du 19 avril 2021
Proposé par: Gisèle
Appuyé par: Apollinaire

4- Mise à jour des dossiers (Documents de référence du comité 2019-2020)
Documents-guide pour sous-comités

Célébrons nos succès!

Canada en fête : demande de subvention qui nous rapporte 11 500$.

Calendrier Alfred 150e

sous-comités	Mise à jour	responsables	Option
Budget 2020-2021	- Mise à jour Voir document du budget. Revenu total réel de 85 000$ Une demande de subvention pour commémoration a été faite pour un montant de 98 000$ pour 2022. Les commanditaires entrent encore. Nous avons déjà 65 000$. Il y a encore une possibilité de 34 000$ de commandites qui ont été promises, mais qui n'ont pas encore été reçues.	Denis, Ken, Municipalité	
Subventions possibles	Autres subventions : subvention du Conseil des Arts de l'Ontario: réponse fin août Envoi de la subvention commémoration 30 avril (pour 2022) Merci à Mireille, Ken et Denis! - réponse à l'automne 2021. réponse positive pour: Canada en fête 11 500$	Subventions Mireille, France, Ken et Stéphane	

FOI	CPP- L'objectif est d'avoir 30% de participation pour la messe de la St-Jean-Baptiste. La prochaine réunion du CPP aura lieu le 31 mai. On voudrait également diffuser cette messe sur Facebook. Il restera à décider quand elle aura lieu au cours de la fin de semaine du 24 au 26 juin. On donnera les détails après la réunion du 31 mai, surtout que les nouvelles consignes de santé publique devraient être connues. -	Abbé Apollinaire, Denis	
Commanditaires\ Finances	- Chantal a envoyé un nouveau courriel aux gens qui n'avaient pas encore contribué. Ça explique les réponses récentes. - Il faut persévérer. - Il reste du travail à faire au niveau du site Internet. - Mireille assure le suivi avec Terimax. - Elle a parlé avec Enbridge et a rempli un formulaire de demande pour que nous puissions recevoir un montant en commandite de leur part. - Dans la liste des commandites il y a Green Bever qui donne du matériel. La municipalité peut émettre un reçu pour ce don. Le défi est de trouver le coût exact de la contribution. - Liste des entreprises Billets (en vente): Il reste 24 livrets. Ventes: 12 600 Profit : 8250 Il faudrait que tous les livrets soient retournés pour le 10 juin. Une annonce Facebook pourra annoncer les billets qui restent. On fera le tirage le 26 en soirée à 20h.	Commandites: Chantal, Mireille, Nathalie, Danny et Eric Levée de fonds: Billets Danny	

	On ira vendre des billets au Valu-Mart d'ici là, quand les mesures sanitaires le permettront. Nous aurons besoin des bénévoles pour l'occasion.		
programmation du 26 juin et du 16, 17, 18, 19 septembre 2021	Programmation du 26 juin - on a reçu la subvention. Programmation du 16 au 19 septembre 2021 (voir option septembre) - pas de changement à cette planification. On attend encore de savoir ce que le bureau de santé permettra. Danny demande ce qui risque d'arriver si nos suggestions sont refusées. Il nous restera à décider si c'est le cas. Canada en fête est d'accord avec la possibilité d'un spectacle mobile. Ken est confiant que notre planification soit approuvée. Il faudra contrôler la foule pour s'assurer que les gens ne suivent pas la scène mobile. Il faudra vérifier si le tout peut être publié sur les réseaux sociaux. Danny présente la planification. Option 1: Spectacle en après-midi et feux d'artifice en soirée. Option 2 : Float louée (clé en main) - tout l'argent va sur le spectacle mobile. Les gens sont à l'aise avec les deux options. On va envoyer les deux demandes au bureau de santé. L'option A est privilégiée, par vote. Il est possible que les feux d'artifice soient refusés et que la float clé en main ne soit plus disponible. À ce moment-là, on pourra allonger le spectacle et possiblement ajouter un artiste. Cette planification entre dans le montant de la subvention.	Danny (sous-comité)	

	Activités sans rassemblement. L'an dernier, il y a eu des feux d'artifice à Rockland et c'était approuvé car c'était fait pour que tout le monde reste chez eux. Rockland n'est pas certain de faire les feux d'artifice cette année, car ils ne veulent pas qu'il y ait des rassemblements. Les feux d'artifice seraient lancés à partir du Parc Larocque. Les gens les verraient jusqu'à 1,5 km. Il faudra déterminer si c'est le meilleur endroit et si c'est sécuritaire. Il faut garder en tête qu'il risque d'y avoir des rassemblements, peu importe la formule utilisée pour les feux d'artifice. Ken a une question au sujet d'une Fête du Canada virtuelle régionale. Il y aurait deux artistes de chaque municipalité dans un spectacle virtuel. Ken devra donner une liste d'artistes pour notre municipalité. Il y a des possibilités qu'il y ait des dédoublements avec notre programmation. Les gens n'ont pas d'objections, en autant que c'est pour deux chansons seulement. Ça pourrait être une belle occasion de faire la promotion de nos activités. Danny demande si elle peut réserver les artistes pour juin 2022, au cas où nous devions repousser nos festivités. Il est toujours possible de refuser la subvention pour 2022 si nous faisons les activités en septembre. On n'est pas certain d'avoir la réponse de la subvention avant notre fin de semaine ciblée de septembre. On peut aller de l'avant avec des réservations d'artiste, sans toutefois faire de dépôt. La date du 25 - 26 juin est ciblée pour l'an prochain.		

	Approbations: Pour la réservation des tentes, les chaises et la scène, ils demandent un dépôt de 50%. La réservation est faite au nom de la municipalité, donc si on ne l'utilise pas, ça pourrait servir pour une autre occasion. Les gens sont d'accord pour aller de l'avant avec les dépôts. Danny va également de l'avant avec les réservations pour les toilettes.		
Sécurité / logistique	suivis avec Charles Gagnon Les pompiers devraient avoir accès au vieux camion de pompier pour la parade de septembre.		
Communications-Promotion	Le plan de communication sera ajusté selon ce qui va de l'avant pour juin et pour septembre. Lettres A.L.F.R.E.D. (suivis) - Le meilleur endroit serait à la pointe est de l'îlot et le deuxième, juste à côté. Les lettres seront bleues comme le P de Plantagenet dans le logo de la municipalité. Il reste à faire le repérage pour le gaz, etc. Le tout devrait être complété avant le 26 juin. La parade musicale pourrait s'arrêter devant pour des photos. Au cours des deux derniers mois, il y a eu en moyenne une publication à tous les deux jours sur la page Facebook. La page va très bien. On étudie la possibilité de traduire certaines publications, mais seulement en accord avec les auteurs. Calendrier à jour des diffusions	Mireille et Nathalie	

	Tous les commanditaires ont été inclus dans le calendrier de publication pour le mois de mai. Les élèves de l'école secondaire ne pourront pas faire des vidéos sur les commerces du village à cause des restrictions sanitaires et l'apprentissage en ligne. - Les bannières de rue auraient coûté près de 2500$ plus installation chacune. Puisque c'est très dispendieux, le comité propose plutôt des affiches sur panneaux. On propose de lancer une invitation en anglais sur la page Facebook pour inviter les gens à rédiger des textes en anglais. M. le Curé a envoyé une lettre bilingue pour la paroisse et les gens ont répondu en grand nombre.		
Patrimoine\Capsules historiques	- plusieurs articles et capsules sur le site WEB et FB - Il reste encore quelques histoires à publier, mais ça demande beaucoup de travail. - - La bénédiction de la Croix Carrière au coin de Bolt Rd et de la 4e concession est le 11 juillet 2021 - Jeanne nous présente le déroulement prévu. - Il faudra connaître les normes sanitaires en place à ce moment. M. le Curé accepte avec plaisir de bénir la croix. - Tous sont d'accord qu'on parle de la Croix Carrière. M. le Curé a parlé avec une Roxanne Chartrand qui dit que son grand-père a construit l'église. Il fera parvenir l'information à Jeanne. - Vidéo (Bradyville) - n'a pas encore été fait. Dossier à suivre.	Capsules et articles: Jeanne Lacombe	

Parade du 150e	- en planification 19 septembre 2021 - Les gens sont très excités. Il y a des groupes qui recommencent leurs activités. Le budget pour la parade devra probablement être révisé à 10 000$ au lieu de 5 000$ pour pouvoir réserver des groupes. On propose un budget de 10 000$ pour l'ensemble de la parade. Proposé par Stéphane, appuyé par Denis. Adopté. On a déjà des chars allégoriques. M. St-Jean de Wendover propose de faire un rassemblement de voitures antiques le même jour que la parade. Il y a également M. Réjean Bergevin à St-Isidore. - Char allégorique du comité	Stéphane Sarrazin\ Chantal Roy\Eric Carrière	
communautaire	Tournoi de balle communautaire Tout est en branle. On attend les annonces provinciales pour savoir quand les activités pourront reprendre. On devrait en savoir plus à la prochaine rencontre. En ce moment, dans tous les sports organisés, il ne peut pas y avoir de spectateurs. On pourrait diffuser sur Facebook avec des commentateurs humoristiques.	Eric Carrière\Roland Péladeau	
Bénévoles	- Des responsables spécifiques s'occuperont de leurs bénévoles. - Responsables bénévoles - Tableur avec les bénévoles intéressés par catégorie - Bénévolat PR- bénévoles disponibles - Ken va vérifier avec l'agente de communication de la		

	municipalité pour ajouter Alfred 150 comme occasion de bénévolat.		
Embellissement des rues d'Alfred	- Nouveau nom: Alfred, je t'aime en beauté. - mise à jour: lancement barils- 6 juin, - 36 barils ont été peints par des artistes locaux - entre 13 h et 15 h, les artistes sont invités à marcher la rue principale à la découverte des barils. - Julie Leduc a préparé un dépliant avec une carte et la description des barils. - Le projet a été réalisé grâce à plusieurs dons. Le comité a payé pour la peinture de couleur et les fleurs. Les barils, le "primer", le vernis et la terre ont tous été donnés. - Les barils seront installés à partir du Tim Horton's jusqu'au LCBO. - Chaque artiste a nommé son baril et écrit une description. - Chaque baril aura une fiche descriptive. - Tous les artistes ont grandement apprécié l'expérience. - - pancarte Bienvenue! aux deux extrémités du village - Un gros merci à Denis Prévost pour son aide! - D'autres personnes ont aidé (bénévoles, etc.). - L'affiche à l'est est presque complète. L'autre sera finalisée cette semaine. Ils pourront nous partager les photos avant et après. - La prochaine étape sera de prévoir un plan de communication pour ces deux initiatives.	Gisèle	

5 - Autres:
Date de la prochaine réunion: **lundi 14 juin 2021 à 18 h 30**

6- Fin de la rencontre

Un sous-comité de la municipalité d'Alfred-Plantagenet qui a comme objectif de célébrer le 150e anniversaire de la création de la paroisse St-Victor d'Alfred en 1871 en ravivant la fierté, la collaboration, le sentiment d'appartenance des citoyens d'Alfred et les souvenirs sous toutes leurs formes (foi, arts, culture, histoire, sports, famille, communautaire, commerces,...)

Mandat:

- Approuver les activités qui feront partie de la programmation du 150e
- Chapeauter les activités du 150e
- Organiser le financement du 150e
- Appuyer les partenaires qui organiseront des activités pour le 150e
- Organiser une fin de semaine de festivités Alfred 150 (16 au 19 septembre 2021)
- Diffuser les communications (ex. site web, facebook, capsules historiques,...) pour le 150e de la paroisse du village d'Alfred

CANTON/TOWNSHIP
ALFRED & PLANTAGENET

Plan d'action 2021 – Sous-comité arts et culture								
Responsable	**Objectif général**	**Objectifs spécifiques**	**Moyens (actions)**	**Échéancier**	**Budget $ 2500**	**Résultats attendus (indicateurs de rendement)**	**Résultats obtenus (oui/non)**	**Explications des écarts**
Sous-comité arts et culture	Promouvoir les arts et la culture au sein du Canton d'Alfred et Plantagenet et sensibiliser la population.	Développer la salle d'exposition de l'hôtel de ville	Préparation des formulaires Préparation Partenariat avec Alfred 150 Développer un questionnaire en lien avec un répertoire/inventaire d'artistes Partenariat avec le CAPRAC Tina and Ken	Septembre 2021	$ 750 (2020)	Nombre d'exposants Fonctionnalité de la cédule aux 3 mois Sensibilisation des gens (nombre de visiteurs) Social media Number of viewers Comité de révision Inventaire des artistes (directory/répertoire/inventaire)		
		Alfred150 activité sous la tente	Possibilité de craft fair Préparation de trousse pour les enfants et aînés (foyer) Shanna, Ken and Danny	September 2021	$ 1000 (2020) $ 500-$ 1000	Nombre de crafters Nombre d'enfants et d'aînés participants Nombre de visiteurs (compteur)		
		Murale sur un mur de la municipalité	Analyse des murs possibles Appel d'offres artistes (partage de documents des autres municipalités)	Long term	Grant money	Identification d'un mur dans la municipalité Nombre de municipalités contactées (best practices) Résultat de subventions		

			Contact de popsilo Jennifer Larocque Bernard Levesque Bourget St-Isidore-Vankleek-hill, Grenville Murales Vanier-Ottawa Investiguer Subvention Trillium Learn from best practices (Training at height) Assurance (vandalisme) Conflit d'intérêts Ken et Marie-Claude			Nombre de subventions Appel d'offres – nombre de soumissionnaires Réalisation de la murale Durée de vie (Entretien-retouche)		
		Popsilo	Contact des organisateurs des premiers silos (contact person Jennifer Larocque) (Heritage Canada) Ken	Long term				
		Christmas in July	Décorer l'arbre au parc Chesser Partenariat avec Boisés-Est, rondelle de bois (Jean-Claude Havard) Tina and Shanna Partenariat avec Vive Plantagenet Promotion agent des communications	2022				
		Concours de photos	Jumelage possible avec Alfred 150 Online ou sous la tente très flexible Promotion avec l'agent de communication Déterminer les prix (ex : photo gagnante Russell sur les cartes de Biblio) GMAIL account	Summer 2021	$ 1000.00			

			Simon and Marie-Claude					
		Installation d'un Piano dans un aire publique	Recherche des meilleures pratiques, exemple Ottawa et autres endroits au Québec Marie-Claude	Long term				
		Concours de décoration de maison	Reprendre la formule 2020 Tina	December 2021	$ 500			
		Parc Chesser	Partenariat avec Heritage committee Ken Heritage		$ 5000 indépendant budget			
		Speaker series	Partnership CAPRAC 1 on 1		2022			

CANTON/TOWNSHIP
ALFRED & PLANTAGENET

Plan d'action 2021 – Comité du Patrimoine

Responsable	Objectif général	Objectifs spécifiques	Moyens (actions)	Échéancier	Budget	Résultats attendus (indicateurs de rendement)	Résultats obtenus (oui/non)	Explications des écarts
Comité du patrimoine	Promouvoir le patrimoine au sein du Canton d'Alfred et Plantagenet	Répertorier les croix de chemin, passées, présentes et futures. • Ian bâtir des croix • Jeanne secteur Lefaivre et Alfred	Partenariat avec la municipalité de la Nation Marie-Noëlle Lanthier et de Benjamin Bercier. Une croix vendue à la Nation (famille LevAC). (Ian) (Ken) Appel à tous (Facebook municipal) Michel Chatelain et Isabelle Chatelain croix des Chatelain à Curran en 2022, la famille va défrayer les coûts, croix en PVC Ian peut faire 3 croix pas année Cartographie des croix existantes La croix carrière sera terminée vers la fin juin 2021 Coin chemin Bolt et la concession 4- Ian	2028	Treadwell Chantal Allard Beaucoup de Dons, corvée communautaire Croix centre de l'amour budget Centre de l'amour 100% Croix Carrière Jeanne Lacombe financée par le budget patrimoine de la municipalité	Objectif de 10 belles croix dans la région d'ici les prochaines années. 1 croix par année 2022 croix des Châtelains à Curran 2 nouvelles croix installées à ce jour		

		Répertorier les écoles du passé. • Renée Chamberland • Joël Lalande	Consulter les albums Ajouter à la cartographie Ken va fournir des cartes du Canton	Premier trimestre 2022 pour l'ensemble des écoles. Cartographie fin de l'année 2022	Budget pour le graphiste à venir 500$	Identifier la totalité des écoles du passé et créer une cartographie intéressante pour l'oeil		
		Identifier les lieux patrimoniaux, créer une cartographie. Créer un répertoire Lieux/bâtiments historiques. • Renée Chamberland • Jeanne Lacombe • Joël Lalande • Carole Lapointe	Partenariat avec l'agente de communication de la municipalité.	Deuxième trimestre 2022	Budget pour la cartographie finale	Identifier 7 lieux patrimoniaux, 1 par village.		
		Identifier la maison la plus vieille de chaque village. • Jeanne Lacombe • Michel Chatelain	Trouver 1 personne par village pour aider Jeanne La municipalité pourra confirmer au niveau des taxes	Troisième trimestre 2022	Budget pour la cartographie finale.	Identifier 7 maisons		
		Faire une recherche sur les Algonquins, les reconnaitre et les faire connaitre. • Ian Walker • Jeanne Lacombe •	Contacter Michel Prévost Meeting Band office Michel Prévost n'a pas pu m'offrir son aide. France Lamarche CSDCEO. Juna et Justin owner Lalonde Lumber first nation Artefact des Algonquins, beaucoup sont perdus quand la rivière a été élevée par le barrage de Carillon. Ex : Chute à blondeau. Bruce Garner plusieurs Totems sur sa propriété, il est un artiste. Il est décédé aujourd'hui. La nouvelle personne propriétaire	En continu	N/A	Recueil de l'historique des Algonquins et la faire reconnaitre si elle existe dans notre municipalité		

			de la propriété de M. Garner pourrait être une ressource. Cimetiere Chesser Hager cimetière c'est lui qui a fait cela.					
		Bref historique de chaque village incluant les fondateurs, créer un gabarit. • Jeanne Lacombe Alfred, Lefaivre • Carole Lapointe Treadwell • Michel Chatelain Curran et Pendleton • Hélène Lavoie Lefaivre • Nicole Charbonneau Plantagenet • Gisèle Delorme Wendover • Joël Lalande Wendover	Lecture des livres historiques, album souvenir 1 leader par village	Décembre 2021	Budget de traduction et de montage web graphiste	Sur le site internet de la municipalité, formule uniforme pour mettre en valeur les villages, leur historique.		
		Bref historique de l'agriculture dans le Canton. • Jeanne, Renée et Ken	Mérite agricole Album souvenir Collège d'Alfred Coop agricole d'Alfred	En continu	N/A	Accumuler de l'information sur cette histoire agricole de la région		
		100ème anniversaire de Treadwell, prix Roger Bernard (Chantal Allard). • Jeanne Lacombe	Rencontre des familles notables Comité en branle / Cécile Fredette Famille de Serge Bercier, Louisette Sénecal	Quatrième trimestre 2022	Appui municipal	Succès du 100ème de Treadwell Obtenir le prix Roger Bernard		
		Protéger et faire connaître George Lake 2019, Chesser Hager 2020 et Pitch Off. Sous la responsabilité de la municipalité. Ne pas oublier les autres cimetières. Les cimetières catholiques, 1 cimetière anglican dans le village d'Alfred. Le	Jeanne aimerait faire une présentation au cimetière de Treadwell en 2023 lors de leur centenaire.	En cours	Promotion	2021 Saint-Peters à Alfred 2022 Curran 2023 Treadwell 2024 Wendover 1 visite guidée de cimetière par année. Pas obligé que ce soit Jeanne qui agit comme guide.		

		cimetière dans le village de Plantagenet devant le patati patata. • Ian et Jeanne						
		Créer un registre des ressources sur l'histoire du Canton et de ses villages. • Jeanne Lacombe et équipe	En cours Consulter les bibliothèques Information statique Créer un registre des personnes d'importance dans chaque village avec une approche structurée et confidentielle.	Quatrième trimestre 2021	N/A	Utiliser le registre pour fin de recherche		
		Identifier les personnes qui ont marqué notre histoire. Historique au niveau de la nomination des parcs. (Parc Chesser, Parc Larocque, Parc Denis St-Pierre, Parc Éventurel) • Renée et Jeanne	Liette Hotte Jeanne Lacombe Alfred150 Alain Lapensée (photo Plantagenet)	Septembre 2021	$5000.00 Budget Chesser parc, reconnaissance du patrimoine.	Créer un sentiment d'appartenance. Assurer que ce lien soit uniforme pour l'ensemble du Canton. Un fil conducteur dans la dénomination.		
		Enregistrement de capsules historique. • Renée • Stéphanie • Simon St-Denis	En cours, capsule tous les 3 mois. Dans quel format ? Vidéo Partenariat avec le département des communications de la municipalité. Établir un calendrier de rencontre avec des personnes âgées. Préparer les personnes à l'avance.	(avril,mai,juin) (juillet,aout, septembre)	N/A montage et coupage de bandes vidéo	1 capsule partagée aux 3 mois sous-comité Patrimoine Bannière municipale. Garder le tout dans les archives municipales.		
		Travail de recherche au niveau de la mise en place d'un musée virtuel / musée physique. • Ken et Renée • Simon St-Denis (virtuel)	Étude de musées virtuels existants. Analyse des lieux physiques possibles dans le canton. Visite des autres musées de l'Est ontarien. Analyser le type de musée visé.	1ère étape 2021 fin 2 ème étape 2 trimestre 2022 3ème étape quatrième	Montage	Mettre en place un type de musée d'ici la fin 2023.		

			Un circuit patrimonial est un musée en soi (L'orignal). Carole Lapointe personne-ressource pour recommandation. Musée pour la municipalité, saveur locale.	trimestre 2022 4ème trimestre Printemps 2023				
		Trouver des personnes-ressources dans chacun des villages • Ken et équipe •	À discuter lors de la prochaine rencontre du sous-comité « patrimoine » Personne-ressource seulement pour le comité, confidentiel, entre nous.	En cours	N/A	Avoir 1 personne par village pour fin de leadership		
		Trouver de nouveaux membres pour le sous-comité patrimoine • Toute l'équipe	1 personne de Wendover sera invitée à la prochaine rencontre du sous-comité.	En cours	N/A	Pas de limite de gens au niveau du sous-comité		

CORPORATION DU CANTON
D'ALFRED ET PLANTAGENET

Direction générale

Protection des terres humides d'importance locale

DATE: **le 13 juillet 2021**
FILIÈRE : **DG-20-2021**

INTRODUCTION

Lors de la réunion régulière du 2 mars 2021, le conseil a mandaté l'administration à poursuivre des discussions exploratoires avec la Conservation de la Nation sud (CNS) au sujet de la possibilité d'élaborer un règlement visant la désignation de terres humides d'importance locale.

Depuis, après quelques rencontres entre la municipalité et la CNS, un projet de règlement pour la désignation et la protection des terres humides d'importance locale est en voie de développement et une carte préliminaire des régions visées a été élaborée par la CNS. Cette carte sera présentée au conseil par Alison McDonald de la CNS lors de la rencontre régulière du 13 juillet 2021.

NATURE DE LA DEMANDE

Le présent rapport se veut une mise à jour au conseil des démarches faites à ce jour et des prochaines étapes à envisager en vue d'élaborer un règlement visant la désignation et la protection des terres humides d'importance locale.

CONTEXTE LÉGAL

Sans objet.

COMMENTAIRES DES AUTRES SERVICES

Aménagement du territoire- La Conservation de la Nation Sud travaille sur une ébauche de modification au Règlement de zonage No. 2009-50 pour intégrer des dispositions dans le Chapitre 24. Ce dernier traite actuellement des terres humides d'importance provinciale. Les usages permis, les marges de recul ainsi que les démarches à prendre pour permettre du développement à l'intérieur ou à proximité de cet élément naturel y sont expliqués.

La Conservation de la Nation Sud propose de modifier ce Chapitre afin d'y inclure les terres humides d'importance locale. Des dispositions spécifiques s'appliqueraient à cette catégorie de terres humides. Des exigences un peu moins élevées que celles imposées pour les terres humides d'importance provinciale y seraient intégrées.

IMPLICATIONS FINANCIÈRES

Une cartographie détaillée est essentielle à l'élaboration d'un règlement pour la désignation et la protection des terres humides d'importance locale. La CNS dispose du personnel qualifié pour produire cette cartographie. Un estimé conservateur suggère qu'il en couterait environ 16 000$ à réaliser. Cette somme n'avait pas été budgété en 2021.

COMMENTAIRES

Il importe de préciser qu'un règlement visant à protéger les terres humides d'importance locale aurait une conséquence bénéfique secondaire en ce qu'il permettrait de protéger environ 16% du couvert forestier d'Alfred et Plantagenet.

RECOMMANDATION

La Direction générale recommande que le présent rapport soit accepté tel que présenté.

Advenant que le conseil désire aller de l'avant et doter le Canton d'Alfred et Plantagenet d'un règlement visant à protéger les terres humides d'importance locale, il est de plus recommandé :

ATTENDU que le Canton d'Alfred et Plantagenet désire se doter d'un règlement en vue de désigner et de protéger les terres humides d'importance locale ;

ET ATTENDU que la Conservation de la Nation sud (CNS) est disposée à produire une cartographie détaillée en vue de l'élaboration d'un règlement dans le but de désigner et de protéger les terres humides d'importance locale au coût d'environ 16 000$;

QU'IL SOIT RÉSOLU que le conseil du Canton d'Alfred et Plantagenet autorise l'administration de procéder à une entente de services avec la CNS pour la production d'une cartographie en appui à l'élaboration d'un règlement visant à protéger les terres humides d'importance locale et que cette somme soit réallouée au budget du département de l'administration lors de la révision budgétaire du mois d'aout 2021.

_____

Michel Potvin
Directeur général

John Saywell
Commissaire à l'intégrité municipale
Municipal integrity commissioner

Commissaire à l'intégrité pour le Canton d'Alfred et Plantagenet
Integrity Commissioner for the Township of Alfred and Plantagenet

CP 190
Hawkesbury, ON
CANADA K6A 2R8
Téléphone: (514) 603-2320
Courriel: johnsaywell.commissaire@gmail.com

FILE: ALPL-2101 and 2102 Re. Mayor Stéphane Sarrazin	DOSSIER : ALPL-2101 et ALPL-2102 RE. Maire Stéphane Sarrazin
INVESTIGATIONN REPORT - FINAL	RAPPORT D'ENQUÊTE - FINAL
July 7, 2021	Le 07 juillet 2021
Requests for an investigation: The Integrity Commissioner (herein the "Commissioner") received a request for an investigation dated February 12, 2021 alleging the possibility of violations of Bylaw 2019-32 (herein the "Code"), by Mayor Stéphane Sarrazin. A second request was received dated February 17, 2021 alleging similar violations by the Mayor. On March 12, 2021 the Commissioner issued his decision on jurisdiction and opened an investigation on the following questions: 1) Has the mayor failed to fulfill his duties as president of the council to ensure constructive, respectful and legitimate debate on issues under consideration by council, in accordance with the rules of conduct prescribed in the Code? 2) Has the mayor exceeded his role and powers as established by the Code and by the Municipal Act, interfering in the administrative operations of the municipal corporation? The Commissioner noted the paramount importance of maintaining a healthy workplace	**Demandes d'enquête :** Le Commissaire à l'intégrité (ci-bas le « Commissaire ») a reçu une demande d'enquête datée du 12 février 2021 alléguant des dérogations du Règlement 2019-32 (ci-bas le « Code »), par le maire Stéphane Sarrazin. Une deuxième demande a été reçue datée du 17 février 2021 alléguant des dérogations similaires par le maire. Le 12 mars 2021 le Commissaire a rendu sa décision sur sa compétence et a déclaré l'ouverture d'une enquête sur les questions suivantes : 1) Est-ce que le maire a fait défaut de s'acquitter de ses devoirs de président du conseil afin d'assurer des délibérations constructives, respectueux et légitimes sur les considérations devant le conseil, en accord avec les règles de conduite prévues au Code? 2) Est-ce que le maire a excédé ses compétences et son rôle tel qu'établis par le Code et par la *Loi sur les municipalités*, en s'ingérant dans les opérations administratives de la corporation municipalité? Le Commissaire a noté l'importance primordiale de maintenir un milieu de travail en santé, tant

environment, both for staff and for elected officials, as underscored by recent statements by the Ministry of Municipal Affairs and by the Association of Municipalities of Ontario. As the two requests for an investigation covered similar events or incidents, involving the same members of council and staff, and reference identical or complementary obligations, the Commissioner decided to respond to the two requests with a single combined investigation.	pour les élus et le personnel, tel que souligné récemment par le Ministère des affaires municipales et par l'Association des municipalités de l'Ontario. Puisque les deux demandes d'enquête couvraient des évènements ou incidents semblables, et réfèrent à des obligations identiques ou complémentaires, le Commissaire a décidé de répondre aux deux demandes avec une seule enquête conjointe.
Analysis: A review of the video recordings of public meetings of the municipal council gives the impression that the initial harmony at the council table has deteriorated considerably since the last election. Testimony of personnel and of councillors themselves has confirmed that indeed certain individuals have been "on each other's back" during debates, and even more so during closed sessions. It is especially noteworthy that one of the councillors has commented at the end of meetings that he sincerely hopes harmony may soon reign at the council table. Witnesses close to councillors reveal that, like in many smaller municipalities, social networks are tightly knit in Alfred-Plantagenet and elected officials arriving on council after the last election brought with them a history of sometimes unhappy experiences. As such, it is public knowledge that councillors Beaulne and Lafrance lost their esteem for Maire Sarrazin and the latter was unable to maintain decorum during the debates of council. The disputes, often animated by personalities and emotions, got the better of the legitimate debates at council. In particular, the debates	**Analyse:** Une révision des enregistrements vidéo des séances publiques du conseil municipal laisse croire que l'harmonie entre les élus à la table du conseil s'est sérieusement dégradée depuis la dernière élection. Des témoignages du personnel et des élus eux-mêmes confirment qu'effectivement, certains individus ont été « à couteaux tirés » lors des débats, encore plus en huis clos qu'en séance publique. Il est très évocateur lorsqu'un conseiller commente lors de la clôture de réunions qu'il espère sincèrement que l'harmonie puisse un jour régner au conseil. Dès témoignages entourant les membres du conseil révèlent que, comme dans bon nombre de petites municipalités, les réseaux sociaux sont tissés serrés dans Alfred-Plantagenet et les élus sont arrivés au conseil lors de la dernière élection avec une historique d'expériences pas toutes heureuses. Ainsi, il est de connaissance publique que les conseillers Beaulne et Lafrance ont perdu leur estime pour le maire Sarrazin, et celui-ci n'a pas pu réussir à maintenir le décorum lors des débats au conseil. Les disputes, souvent animées autour de personnalités et d'émotions, ont eu raison des débats légitimes du conseil. Notamment, le

over library funding, an environmental policy and an evaluation mechanism for senior personnel, were all seriously compromised by interpersonal conflicts.	débat autour du budget des bibliothèques, le débat autour d'une politique environnementale, et le débat autour d'un mécanisme d'évaluation du personnel-cadre tous ont été lourdement compromis par des conflits interpersonnels.
The Code requires more of a mayor. He or she must rise above the situation and maintain the decorum and the functionality of the debates. The fact that the mayor takes a position in the debates can only leave him vulnerable to attacks from his adversaries. But in a small municipality, the mayor is often the one who carries the ball on may files and cannot avoid taking positions. It is a dangerous trap that Mayor Sarrazin has certainly fallen into.	Le Code exige beaucoup d'un maire. Il ou elle doit toujours se lever au-dessus de la mêlé pour maintenir le décorum et la fonctionnalité des débats. Le fait pour le maire de prendre position dans les dossiers ne peut faire autrement que de le rendre vulnérable aux attaques de ses adversaires. Mais dans une petite municipalité, le maire est souvent porteur de plusieurs dossiers et ne peut faire autrement que de prendre position. Il s'agit d'un piège dangereux et le Maire Sarrazin s'y est certainement fait prendre.
Finally, in the context of high workload, in particular during the current pandemic and general lack of resources, the temptation for a mayor to roll up his sleeves and assume administrative functions is omnipresent. When the Mayor Sarrazin stated that he was so informed of the status of files because he spent such a large amount of time in the town hall, this was very accurate. However, exercising administrative functions without the consent of council is a breach of the Code of conduct.	Enfin, dans un contexte de surcharge de travail, notamment en contexte de pandémie et de manque général de ressources, la tentation pour un maire de se retrousser les manches et accomplir des tâches de l'administration est omniprésente. Lorsque le Maire Sarrazin a déclaré qu'il est au courant des détails des dossiers parce qu'il passe beaucoup d'heures à l'hôtel de ville, c'est exact. Cependant, exercer des fonctions administratives sans l'accord du conseil constitue une infraction au Code de déontologie.
In the whole, testimony indicates that Mayor Sarrazin did not always respect the limitations placed on the powers of elected officials.	Dans l'ensemble, les témoignages indiquent que le maire Sarrazin n'a pas toujours respecté les limites strictes de son rôle d'élu.
However, on the other hand, this intrusion was made with the acceptance of the former general manager and did facilitate the management of the town administration.	Cependant, par contre, cet excès de compétences était commis avec l'accord de l'ancien directeur général et a permis de faciliter la gestion de l'administration municipale.
Furthermore, the desire of the Mayor to be involved in the micro-management of the town hall was shared by other members of council.	Aussi, la volonté du maire à se mêler de la micro-gestion de l'hôtel de ville était partagé par les autres membres du conseil. Plusieurs ont été

Some were jealous of the preponderant role that the Mayor took on. This only exacerbated the personal conflicts.	jaloux du rôle privilégié que s'est donné le maire Sarrazin. Cela a exacerbé les conflits personnels.
We conclude that the Mayor did indeed adopt a habit of involving himself directly in the administration of town files during the two first years of his mandate. We conclude that he placed himself in a position that compromised his ability to maintain civil communication at the council table.	Nous concluons que le Maire a effectivement adopté une habitude de se mêler directement des dossiers de l'administration municipale pendant les deux premières années de son mandat. Nous concluons qu'il s'est mis dans une situation qui a compromis sa capacité à maintenir des communications civiles à la table du conseil.
Two factors require mentioning in this regard. These factors deprived council of the wisdom that might have avoided this situation: - the members of council had in general little experience as elected officials, and - the former general manager had no former experience in municipal administration.	Deux facteurs méritent d'être mentionnés à cet égard. Ces deux facteurs ont privé le conseil de la sagesse qui aurait pu éviter cette situation : - Les membres du conseil ont en général peu d'expérience comme élus, et - L'ancien directeur général n'avait pas d'expérience en administration municipale.
Now, since January 2021 the municipality has a new general manager who seems to have earned the confidence of all of the council members to fully direct the municipal administration, allowing members of council to focus on their own role of setting and planning municipal priorities.	Or, depuis janvier 2021 la municipalité compte un nouveau directeur général qui semble avoir la confiance de tous les élus pour diriger pleinement l'administration municipale, permettant aux élus de se concentrer sur leur rôle d'orientation et de planification des priorités municipales.
Also, in February 2021, all members of council participated in a training exercise on their roles and relationships on town council, and this was an opportunity for each member to fully grasp his or her duty of collaboration and contribution.	Aussi, en février 2021, les élus ont tous participé à une formation sur les rôles et les relations au conseil municipal, et cela a permis de saisir tous les élus de leurs devoirs de collaboration et de contribution.
Finally, in the last few months members of council have reviewed their code of procedure for council proceedings and the new code, adopted in June 2021 is a source of hope for a more harmonious future.	Enfin, depuis quelques mois les élus ont procédé à une refonte du code de procédure pour les délibérations du conseil et le nouveau code, adopté en juin 2021, est porteur d'espoir pour un avenir plus harmonieux.
By the beginning of May, testimony confirmed that these three events had effectively brought	Les témoignages entendus confirment que ces trois évènements ont effectivement amené un

positive change to the respect by all members of their political leadership role, and to respectful communications among them. In the opinion of all, if there was a problem, the problem had been resolved.	changement positif dans le respect par tous les élus de leur rôle proprement politique, et dans les communications respectueuses entre eux. De l'avis de tous, si problème il y a eu, il n'y en avait plus.
The whole hearted wish expressed by the mayor to support these changes, which has been confirmed by others, has clearly contributed to their success.	La volonté sincère exprimée de la part du maire à supporter ces améliorations, qui a été observée par d'autres, a contribué beaucoup à leur succès.
As a conclusion of this review of the pertinent facts, we conclude that indeed mayor Sarrazin allowed himself under previous circumstances to exceed his political role into the town administration and he did not succeed, under those conditions, in maintaining decorum within the council. However, these deviations from the requirements of the Code could not be considered intentional, nor significant, in the prevailing circumstances.	En conclusion de ce survol des faits pertinents, nous concluons qu'effectivement le maire Sarrazin s'est permis dans les circonstances historiques de déborder son rôle d'élu dans l'administration municipale, et il n'a pas réussi, dans ces circonstances historiques, à maintenir le décorum au sein du conseil municipal. Toutefois, ces déviations des exigences du code ne pouvaient pas être considérées ni comme malveillantes ni comme majeures dans les circonstances.
The situation seems to have evolved slowly since May 2021 and further evidence leads us to conclude that the conflicts still present among council members are not at a level uncommon in the context of the rivalry normally found in municipal politics. We conclude that there is no longer any usefulness in revisiting the past to further unravel the conflicts of yesteryears. It is more appropriate to underscore the progress recently achieved by all members of council, without exception, in their desire to see the council work harmoniously in the interest of all their constituents.	La situation semble avoir évolué lentement depui mai 2021 et des preuves supplémentaires nous amène à conclure que les conflits encore présents parmi les membres du conseil ne dépassent pas le niveau qu'on retrouve souvent en politique municipal. Nous concluons qu'il n'est pas utile de retourner dans l'histoire pour statuer davantage sur des conflits du passés. Il est plus utile de souligner le progrès accompli récemment par tous les membres du conseil, sans exception, dans leur volonté de voir le conseil travailler harmonieusement dans l'intérêt de tous leurs constituants.
Finally, with regard to the unclear boundary of the Mayor's role in the town administration, the situation has clearly improved. Should any unacceptable behaviour emerge in the future, staff members will be free file a specific	Enfin, à l'égard des limites obscures du rôle du maire dans l'administration de la municipalité, la situation s'est clairement améliorée. S'il devait y avoir des comportements inacceptables èa l'avenir, les membres du personnel auront

request for an investigation if need be.	toujours la possibilité de déposer une demande d'enquête, le cas échéant.
Recommendation: WHEREFORE: In files ALPL-2101 and ALPL-2102, the Commissioner recommends to the municipal council, as a remedial measure in the present situation: 1. THAT Council recognize the efforts of each and all of their members to overcome the conflictual relationships and behaviour of the past, and 2. THAT council resolve to put historical conflicts behind them, without blame and without grudge.	**Recommandation :** VU CE QUI PRÉCÈDE: Dans les dossiers ALPL-2011 and ALPL-2102, le Commissaire recommande au conseil municipal, comme mesure de remédiation à la situation actuelle : 1. QUE le conseil reconnaisse les efforts de tous et chacun des élus à surmonter les relations et comportements conflictuels et du passé; et 2. QUE le conseil résolu de mettre les conflits du passé derrière eux, sans blâme ni rancune.
 John Saywell, Commissioner / Commissaire	

CORPORATION DU CANTON D'ALFRED ET PLANTAGENET

Finance

Rapport F-12-2021
Coupure d'approvisionnement en eau

DATE: 13 juillet, 2021

INTRODUCTION

Ce rapport a pour but d'obtenir une directive du Conseil sur les coupures d'approvisionnement en eau considérant la pandémie actuelle qui sévit.

NATURE DE LA DEMANDE

Sans objet.

CONTEXTE LÉGAL

La loi de 2001 sur les municipalités prévoit, à l'article 81(1), qu'une municipalité peut couper un service public qu'elle fournit à un bien-fonds si les droits ou les redevances payables par le propriétaire ou l'occupant au titre du service public sont en souffrance. L'article 81(2) stipule qu'une municipalité peut couper l'approvisionnement en eau d'un bien-fonds si les droits ou les redevances payables par le propriétaire ou l'occupant à l'égard d'un système d'égouts sont en souffrance et que ces droits ou ces redevances sont fondés sur les droits payables pour l'approvisionnement en eau du bien-fonds.

Tous nos règlements (2021-16/17/18/19) stipulent que nous pouvons couper l'approvisionnement en eau si les comptes sont en souffrance.

COMMENTAIRES DES AUTRES SERVICES

Sans objet

IMPLICATIONS FINANCIÈRES

Sans objet

COMMENTAIRES

A l'heure actuelle nous avons certains comptes en souffrance. Parmi les comptes actifs il y en a 3 qui ont un solde à payer qui remonte à 2019, 34 qui ont un solde à payer qui remonte à 2020 et 233 qui ont un solde à payer pour l'année 2021.

RECOMMANDATION

ATTENDU que le Rapport F-12-2021 a pour but d'obtenir une directive du Conseil quant à la coupure d'approvisionnement en eau;

ET ATTENDU que la loi ainsi que nos règlements nous autorisent à couper l'approvisionnement en eau pour les comptes en souffrance

IL EST RECOMMANDÉ que le Conseil donne une directive à l'administration d'aller avec une des options suivantes :

Option 1 : Aucune coupure en approvisionnement en eau;

Option 2: Coupure en approvisionnement en eau pour les comptes qui sont en souffrance avant le 1er janvier 2021;

Option 3 : Coupure en approvisionnement en eau pour tous les comptes en souffrance.

_____
Michel Potvin
Directeur général

_____
Julie Ménard-Brault
Trésorière par intérim / Acting Treasurer

CORPORATION DU CANTON D'ALFRED ET PLANTAGENET

RAPPORT DU SERVICE DE L'URBANISME

Demande de modification au Règlement de zonage No. 2009-50
du Canton d'Alfred et Plantagenet
par Buhler Dairy Farm Inc.
a/s Sonibrand Farm Inc. / Arnold Kuratli

RAPPORT NO.: URB-16-2021 **DATE: le 13 juillet 2021**

INTRODUCTION

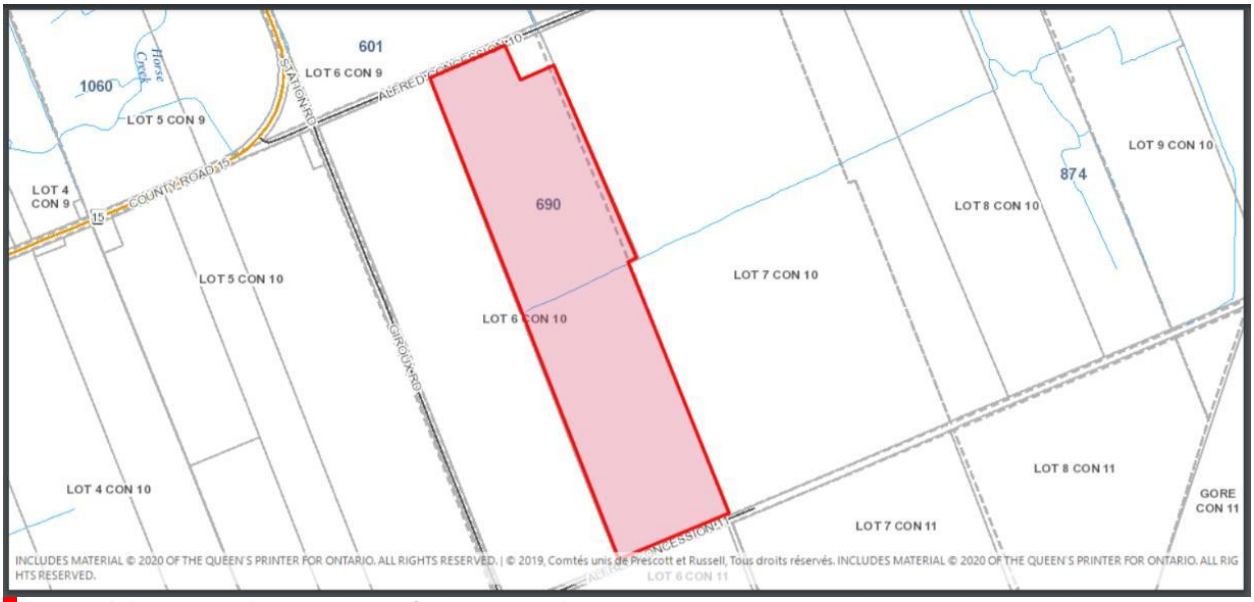
Ce rapport consiste à présenter une demande de modification au Règlement de zonage No. 2009-50 du Canton d'Alfred et Plantagenet soumise par la compagnie Sonibrand Farm Inc. / Arnold Kuratli, agente pour la compagnie Buhler Dairy Farm Inc., propriétaire.

La propriété concernée par cet amendement fait présentement l'objet d'une demande d'approbation pour une autorisation en vertu de la *Loi sur l'aménagement du territoire*, dossier B-071-2020.

NATURE DE LA DEMANDE

La demande de modification au Règlement de zonage No. 2009-50 du Canton d'Alfred et Plantagenet, dossier ZON-3-2021, affecte la propriété située au 690 Concession 10 – Alfred à Alfred, décrite comme étant une partie du Lot 6, Concession 10 de l'ancien Canton d'Alfred.

La modification au Règlement de zonage a pour but de changer la catégorie de zonage d'une partie de la propriété, identifiée sur le croquis ci-bas, de la zone «Agricole (A)» à la zone «Agricole – Exception 1 (A-1)». La catégorie de zonage «A-1» interdira la construction de tout bâtiment utilisé à des fins résidentielles sur la propriété.



Propriété concernée par la modification au Règlement de zonage

CONTEXTE LÉGAL

DÉCLARATION DE PRINCIPES PROVINCIALE 2020 (DPP)

La Déclaration de principes provinciale stipule ce qui suit:

2.3.4.1 La création de lots dans les zones agricoles à fort rendement n'est pas encouragée et est permise seulement pour ce qui suit:

a) des utilisations agricoles, à condition que les dimensions des lots conviennent aux types d'utilisations agricoles courantes dans la zone et que les lots soient suffisamment grands pour se prêter aux changements éventuels de type ou de dimensions des exploitations agricoles;

c) la résidence excédentaire d'une exploitation agricole par suite du fusionnement d'exploitations agricoles, à condition que :

1. les nouveaux lots soient limités aux dimensions minimales nécessaires pour permettre l'utilisation et des services d'égout et d'approvisionnement en eau suffisants;

2. l'office d'aménagement fasse en sorte que l'établissement de tout nouveau logement soit interdit sur la parcelle de terre agricole qui reste et qui a été créée par la séparation. La méthode à suivre à cet égard peut être recommandée par la province ou fondée sur des méthodes municipales visant les mêmes objectifs;

PLAN OFFICIEL DES COMTÉS UNIS DE PRESCOTT ET RUSSELL – 2015

La propriété en question est inscrite sous l'affectation «Secteur des Politiques des Ressources Agricoles» à l'annexe «A» du Plan officiel des Comtés unis.

Le plan officiel stipule ce qui suit:

7.4.2.3.2 Surplus Residential Consents

Surplus residential consents may be considered for a farm dwelling made surplus to a farming operation as a result of farm consolidation. Farm consolidation means the acquisition of additional farm parcels to be operated as one farm operation. Final approval of a consent shall require that the new residential dwellings are prohibited on any vacant remnant parcel of farmland created by the severance. The Consent Approval Authority shall impose a condition on the severance of the surplus farm dwelling which shall require a Zoning By-law amendment prohibiting the construction of a new residential dwelling on the farmland parcel rendered vacant as a result of the severance.

RÈGLEMENT DE ZONAGE

La propriété sujette à la présente demande est zonée «Agricole (A)» dans le Règlement de zonage No. 2009-50 du Canton d'Alfred et Plantagenet.

L'article 22.2 (a) du Règlement fixe la superficie minimum d'un lot destiné à des fins agricoles à 30.0 hectares et la façade minimum à 60.0 mètres. L'article 22.2 (c) du Règlement fixe la superficie minimum d'un lot destiné à des fins résidentielles à 4 000.0 mètres carrés et la façade minimum à 45.0 mètres. Selon les dimensions proposées dans la demande d'autorisation B-071-2020, le lot retenu (B) et le lot détaché (A) s'avèrent respectivement conformes à ces dispositions.

Le zonage actuel permet que la propriété (lot retenu) soit utilisée pour des fins résidentielles. Afin d'être conforme aux politiques contenues dans la Déclaration de principes provinciale de 2020, une modification au Règlement de zonage est nécessaire pour interdire la construction de tout bâtiment résidentiel sur la propriété. L'intention de ces politiques est de limiter la perte de terre (superficie) agricole et d'éviter de créer des situations incompatibles entre les usages résidentiels et les usages agricoles.

COMMENTAIRES DES AGENCES

Le service d'urbanisme n'a reçu aucun commentaire de la part des agences avisées de la demande.

COMMENTAIRES DU SERVICE

La réunion publique pour cet amendement a eu lieu le 15 juin 2021. Aucun commentaire verbal n'a été donné et aucune soumission écrite n'a été déposée depuis la circulation de l'avis de la réunion publique.

Les commentaires des autres services municipaux n'ont pas été demandés puisque la présente demande de modification au Règlement de zonage est l'une des conditions imposées pour la demande d'approbation pour une autorisation en vertu de la *Loi sur l'aménagement du territoire*, dossier B-071-2020.

RECOMMANDATION DU SERVICE

Le service recommande au Conseil municipal d'approuver la demande de modification au Règlement de zonage No. 2009-50 du Canton d'Alfred et Plantagenet, dossier ZON-3-2021, soumise par la compagnie Sonibrand Farm Inc. / Arnold Kuratli, agente pour la compagnie Buhler Dairy Farm Inc., propriétaire, affectant la propriété située au 690 Concession 10 – Alfred à Alfred, décrite comme étant une partie du Lot 6, Concession 10 de l'ancien Canton d'Alfred.

La modification au Règlement de zonage a pour but de changer la catégorie de zonage d'une partie de la propriété de la zone «Agricole (A)» à la zone «Agricole – Exception 1 (A-1)». La catégorie de zonage «A-1» interdira la construction de tout bâtiment utilisé à des fins résidentielles sur la propriété.

Guylaine Poirier
Administratrice du zonage

Michel Potvin
Directeur général

CORPORATION DU CANTON D'ALFRED ET PLANTAGENET

RAPPORT DU SERVICE DE L'URBANISME

Demande d'autorisation
par Mathieu Gignac, Derek Vaillant et Tammy Vaillant

RAPPORT NO.: URB-24-2021 **DATE: le 13 juillet 2021**

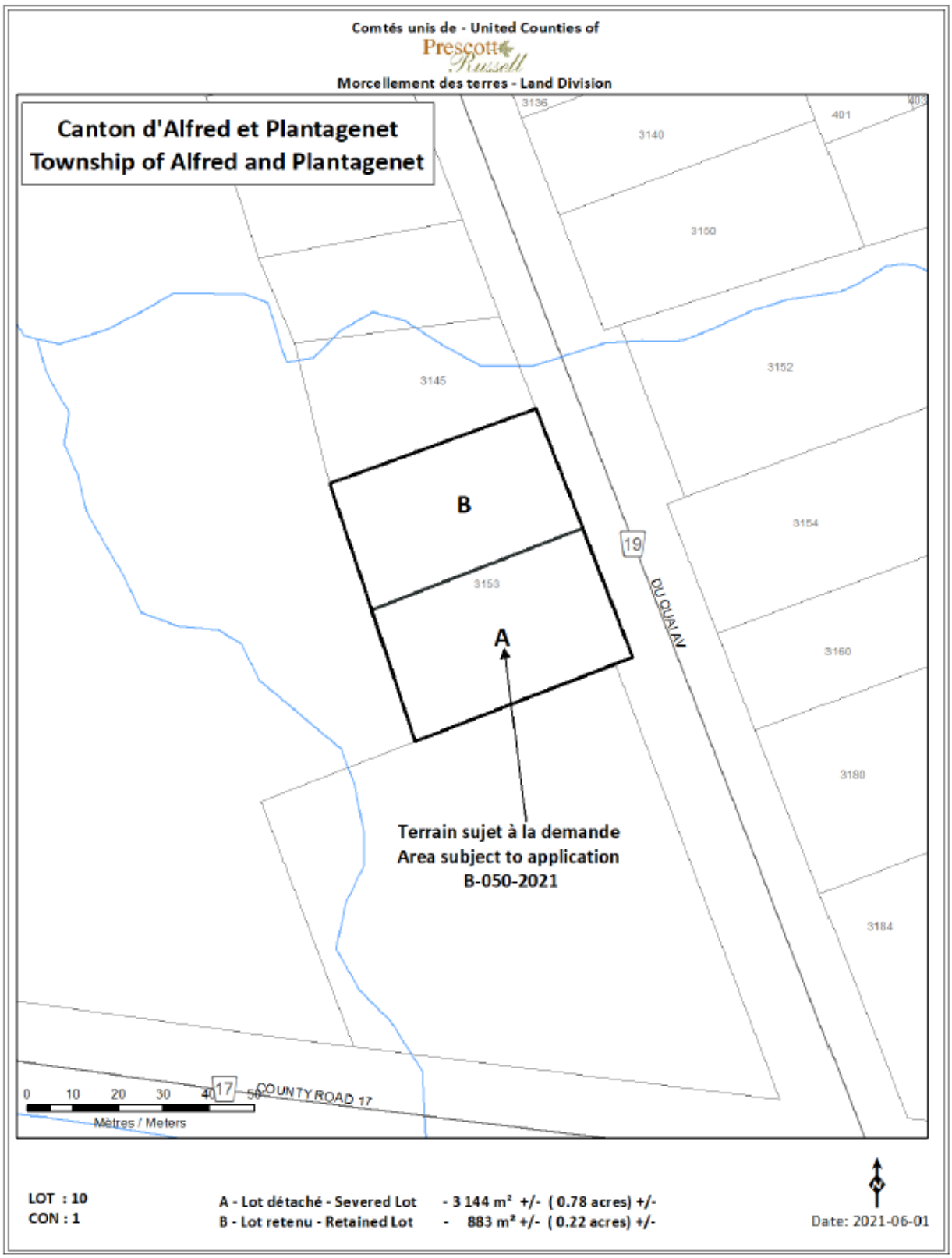
INTRODUCTION

Ce rapport consiste à présenter une demande d'autorisation soumise par Monsieur Mathieu Gignac, Monsieur Derek Vaillant et Madame Tammy Vaillant, propriétaires.

NATURE DE LA DEMANDE

La demande d'autorisation, dossier B-050-2021, affecte la propriété située au 3153 avenue Du Quai à Wendover, décrite comme étant une partie du Lot 32, Concession Broken Front de l'ancien Canton de Plantagenet Nord. Elle a pour but de permettre la création d'un nouveau lot destiné à des fins résidentielles.

La partie détachée (A) a une façade de 30.5 mètres (100.0 pieds), une profondeur de 51.8 mètres (170.0 pieds) et une superficie de 1 579.4 mètres carrés (17 000.0 pieds carrés). La partie retenue (B) a les mêmes dimensions que la partie détachée (A).


Comtés unis de - United Counties of
Prescott Russell
Morcellement des terres - Land Division
Canton d'Alfred et Plantagenet
Township of Alfred and Plantagenet
3136
3140
401
3150
3145
3152
B
3154
19
3153
DU QUAI AV
A
3160
3180
Terrain sujet à la demande
Area subject to application
B-050-2021
3184
0 10 20 30 40 50
Mètres / Meters
17
COUNTY ROAD 17
LOT : 10
CON : 1
A - Lot détaché - Severed Lot - 3 144 m² +/- (0.78 acres) +/-
B - Lot retenu - Retained Lot - 883 m² +/- (0.22 acres) +/-
Date: 2021-06-01

CONTEXTE LÉGAL

DÉCLARATION DE PRINCIPES PROVINCIALE 2020 (DPP)

Ce document stipule ce qui suit :

1.1 Gestion et orientation de l'utilisation du sol en vue d'assurer des formes efficientes et résilientes d'aménagement et d'utilisation du sol

1.1.1 Pour assurer l'existence de collectivités saines et sûres, où il fait bon vivre, il faut :

- *a) Encourager des formes efficientes d'aménagement et d'utilisation du sol qui soutiennent la vitalité financière de la province et des municipalités à long terme;*
- *b) Permettre un éventail et une diversité de types de logements abordables, en fonction du marché, (p. ex., maisons individuelles non attenantes, logements résidentiels supplémentaires, immeubles collectifs, logements abordables, logements pour personnes âgées)…*
- *c) éviter les formes d'aménagement et d'utilisation du sol qui risquent de nuire à l'environnement ou à la santé et la sécurité publiques;*
- *e) favoriser l'intégration de l'aménagement du territoire, de la gestion de la croissance, de l'aménagement axé sur le transport en commun, de la densification et de la planification de l'infrastructure afin d'établir des modèles d'aménagement efficients, d'optimiser les investissements dans le transport en commun et d'instaurer des normes visant à réduire au minimum le taux d'utilisation des terres et les coûts de viabilisation;*
- *g) faire en sorte que l'infrastructure et les installations de services publics nécessaires sont ou seront disponibles pour soutenir les besoins actuels et prévus;*

1.1.3 Zones de peuplement

1.1.3.2 Les formes d'utilisation du sol dans les zones de peuplement sont fondées sur des densités et une diversité d'utilisations du sol qui :

- *a) utilisent de façon efficiente les terres et les ressources;*
- *b) conviennent à l'infrastructure et aux installations de services publics existantes ou prévues, les utilisent de façon efficiente, et évitent la nécessité de leur expansion injustifiée ou coûteuse;*

1.1.3.4 Il faut favoriser des normes d'aménagement appropriées facilitant la densification, le réaménagement et l'aménagement compact, tout en prévenant ou en atténuant les risques en matière de santé et de sécurité publiques.

1.1.3.6 Les nouveaux aménagements dans les zones de croissance désignées devraient se produire dans les secteurs adjacents à la zone bâtie existante, être compacts et offrir une diversité d'utilisations et de densités qui permettent une utilisation efficace du territoire, de l'infrastructure et des installations de services publics.

PLAN OFFICIEL DES COMTÉS UNIS DE PRESCOTT ET RUSSELL – 2015

La propriété sujette à l'autorisation est inscrite sous l'affectation «Secteur des Politiques Urbaines» à l'annexe «A» du Plan officiel des Comtés unis.

PLAN OFFICIEL DES AIRES URBAINES DU CANTON D'ALFRED ET PLANTAGENET

La propriété en question est inscrite sous l'affectation «Secteur des Politiques sur le Noyau Communautaire» dans le Plan officiel des aires urbaines du Canton d'Alfred et Plantagenet.

Le Plan stipule ce qui suit :

2.3.4 Usages permis

Les usages suivants peuvent être permis dans le secteur des politiques sur le noyau communautaire :

1. *les usages institutionnels tels que les églises, les écoles, les maisons de repos ou pour personnes âgées et les cliniques médicales;*
2. *les installations communautaires, telles que les centres communautaires, les bibliothèques, les hôtels de ville et les garderies;*
3. *les usages liés à la vente au détail, aux services et aux affaires;*
4. *les usages résidentiels à densité moyenne ou élevée, y compris les habitations pour personnes âgées;*
5. *les restaurants et les établissements de restauration;*
6. *les installations récréatives et de divertissement, telles que les arénas et les piscines publiques;*
7. *les espaces ouverts qui sont adaptés aux rassemblements publics;*
8. *les autres usages appropriés ou compatibles de la zone centrale.*

RÈGLEMENT DE ZONAGE

La propriété en question est zonée «Résidentielle de Forte Densité (R3)» selon la cédule «D» du Règlement de zonage No. 2009-50 du Canton d'Alfred et Plantagenet.

L'article 9.1 du Règlement stipule ce qui suit :

9 ZONE RÉSIDENTIELLE DE FORTE DENSITÉ – R3

À l'intérieur des limites d'une zone "Résidentielle de Forte Densité - R3", aucune personne ne devra utiliser un terrain ou ériger, modifier ou utiliser un bâtiment ou une structure à une fin quelconque autre que pour un ou plusieurs des usages suivants :

9.1 Usages autorisés

a) Usages résidentiels:

- Une maison d'habitation de type unifamilial
- Une maison d'habitation de type jumelé
- Une maison d'habitation de type duplex
- Une maison d'habitation de type triplex
- Une maison d'habitation de type duplex jumelé
- Une maison d'habitation de type quadruplex
- Une maison d'habitation de type triplex jumelé
- Une maison d'habitation de type transformé
- Une maison d'habitation de type en rangée
- Une maison d'habitation de type duplex en rangée
- Une maison d'habitation de type appartement
- Un foyer de groupe
- Un groupe de maisons
- Une résidence pour personne âgées (maison de retraite)
- Bâtiment ou structure accessoire à un usage autorisé
- Un pavillon-jardin (accessoire aux unités d'habitation de types unifamilial, jumelé et en rangée, sujet à l'approbation d'un règlement d'usage temporaire)

b) Usages non-résidentiels:

- Une occupation domestique
- Un usage public conformément aux dispositions du Chapitre 4 de ce règlement

9.2 Dispositions de la zone

À l'intérieur des limites d'une zone "Résidentielle de Forte Densité - R3", aucune personne ne devra utiliser un terrain ou ériger, modifier ou utiliser un bâtiment ou une structure à une fin quelconque sauf selon les dispositions suivantes :

a) Usages résidentiels:

Selon les dispositions des articles 6.1 à 6.12 de ce règlement, inclusivement.

b) Usages non-résidentiels:

Selon les dispositions du Chapitre 4 de ce règlement.

Les propriétaires proposent développer le nouveau terrain pour des fins résidentielles de forte densité. Le nombre d'unités de logement qui pourra y être construit dépendra du type de logement proposé, car les dispositions varient d'un type d'habitation à un autre.

Il y a présentement un immeuble qui compte cinq appartements sur la propriété. Une fois le morcellement complété, ce bâtiment sera situé sur lot retenu (B). La façade et la superficie de ce lot ainsi que celles du lot détaché (A) sont conformes aux dispositions 6.12 du Règlement de zonage No. 2009-50 qui stipule ce qui suit:

Le Canton d'Alfred et Plantagenet *Règlement de Zonage No. 2009-50*

6.12 Maison d'habitation de type appartement

Aucune personne ne devra utiliser un terrain ou ériger, modifier ou utiliser un bâtiment ou une structure pour les fins d'une maison d'habitation de type appartement sauf en conformité avec les dispositions suivantes:

	ZONES R3 et C2
Exigences de la zone	
a) Superficie minimum du lot/unité	La superficie minimum du lot sera la somme des superficies requises pour chaque type d'unité d'habitation proposée sur le lot, comme suit:
Avec aqueduc et égout sanitaire municipaux	70 m^2 pour chaque unité de type garçonnière 70 m^2 plus 35 m^2 par chambre à coucher pour chaque type d'unité d'habitation autre qu'une garçonnière
Avec aqueduc municipal seulement	280 m^2 pour chaque unité de type garçonnière 280 m^2 plus 140 m^2 par chambre à coucher pour chaque type d'unité d'habitation autre qu'une garçonnière *
Avec égout sanitaire municipal seulement	140 m^2 pour chaque unité de type garçonnière 140 m^2 plus 70 m^2 par chambre à coucher pour chaque type d'unité d'habitation autre qu'une garçonnière
Avec aqueduc et égout sanitaire privés	4,000 m^2 *
b) Façade minimum du lot	
Avec aqueduc et égout sanitaire municipaux	30.0 m
Avec aqueduc municipal seulement	35.0 m
Avec égout sanitaire municipal seulement	35.0 m
Avec aqueduc et égout sanitaire privés	N/A
c) Dimensions minimum des cours	
Cour avant (profondeur)	7.5 m
Cour arrière (profondeur)	10.5 m
Cour latérale intérieure (largeur)	3.0 m
Cour latérale extérieure (largeur)	3.5 m

d) Superficie plancher minimum par unité d'habitation	
Unité d'habitation de type garçonnière	37 m^2
Unité d'habitation – Une chambre à coucher	56 m^2
Unité d'habitation – Deux chambres à coucher	65 m^2
Unité d'habitation – Trois chambres à coucher	84 m^2
Unité d'habitation – Plus de trois chambres à coucher	84 m^2 + 9.0 m^2 pour chaque chambre à coucher additionnelle
e) Hauteur maximum du bâtiment	
Bâtiment principal	12.5 m
Bâtiment ou structure accessoire	5.0 m
f) Occupation au sol maximum	
Avec aqueduc et égout sanitaire municipaux	35%
Avec aqueduc municipal seulement	20%
Avec égout sanitaire municipal seulement	20%
Avec aqueduc et égout sanitaire privés	N/A
g) Superficie minimum d'espace libre paysagé	35%
h) Stationnement	Conformément aux dispositions du Chapitre 4 de ce règlement.

* ou tel que spécifié par l'étude hydrogéologique

COMMENTAIRES DES AUTRES SERVICES

Le service d'urbanisme a reçu le commentaire suivant :

Éric Leroux – surintendant du drainage
La propriété ne fait pas partie du bassin versant d'un drain municipal, donc aucune condition à imposer.

IMPLICATIONS FINANCIÈRES

La *Loi sur l'aménagement du territoire* stipule qu'une municipalité peut exiger un paiement tenant lieu de cession pour des parcs ou d'autres loisirs publics, lorsqu'une autorisation est accordée pour créer un nouveau lot vacant sur lequel au moins une nouvelle résidence pourra être construite.

Le Règlement No. 2021-01 pour prescrire un tarif d'honoraires pour le traitement des demandes faites en matière d'aménagement stipule que les frais pour fins de parcs sont de 1 104.00$ pour chaque nouveau lot créé sur le territoire du Canton d'Alfred et Plantagenet.

COMMENTAIRES DU SERVICE

La propriété sujette à la demande d'autorisation est actuellement occupée par un immeuble qui compte cinq appartements. Une fois le morcellement complété, l'immeuble sera situé sur la partie retenue (B) et la partie détachée (A) sera vacante.

L'accès et l'aire de stationnement qui desservent l'immeuble existant devront être réaménagés sur le lot retenu (B). Les propriétaires devront également s'assurer que tous les services reliés au bâtiment existant – aqueduc municipal, égout sanitaire, gaz naturel, etc., sont situés sur le lot retenu (B). Si ce n'est pas le cas, les services devront être relocalisés.

Le service d'aqueduc municipal et le service d'égout sanitaire municipal sont disponibles à cet endroit, mais il n'y a pas d'égout pluvial – seulement des fossés en bordure de l'emprise de chemin nommée avenue Du Quai. Chacun des lots (A et B) doit avoir son propre branchement à ces services. Il est également important de mentionner que la propriété est desservie par le système d'égout STEP (sous pression) à cet endroit. Suite à une vérification auprès de OCWA et de l'ingénieur municipal, il semble que le développement de ce lot est possible avec l'installation d'un système approprié (réservoir et pompe d'une dimension adéquate selon le nombre d'appartements).

Finalement, puisque plus de deux unités résidentielles sont proposées sur le nouveau lot créé, une entente de plan d'implantation sera requise. Cette entente est exigée lorsque le développement proposé consiste en un bâtiment d'habitation qui compte trois unités de logement et plus sur le même terrain.

RECOMMANDATION DU SERVICE

Le service recommande au Conseil municipal d'approuver la demande d'autorisation, dossier B-050-2021, soumise par Monsieur Mathieu Gignac, Monsieur Derek Vaillant et Madame Tammy Vaillant, propriétaires, affectant la propriété située au 3153 avenue Du Quai à Wendover, décrite comme étant une partie du Lot 32, Concession Broken Front de l'ancien Canton de Plantagenet Nord, qui a pour but de permettre la création d'un nouveau lot destiné à des fins résidentielles, sujet aux conditions suivantes :

1. Qu'une compensation monétaire pour fins de parcs, au montant de 1 104.00$, soit payée à la municipalité.

2. Que l'arpenteur-géomètre s'assure que les marges de recul entre la nouvelle de propriété et les bâtiments existants sur le lot retenu (B) soient respectées comme prescrites dans le Règlement de zonage No. 2009-50 du Canton d'Alfred et Plantagenet.

3. Qu'un nouveau raccordement au service d'aqueduc municipal et au service d'égout sanitaire soit effectué pour le nouveau lot créé. Que toutes les démarches soient faites par les propriétaires et que tous les frais reliés à ces travaux soient assumés par eux.

4. Que l'accès et l'aire de stationnement requis pour l'immeuble existant sur le lot retenu (B) soient réaménagés et que les dispositions prescrites dans le Règlement de zonage No. 2009-50 au sujet de l'accès et de l'aire de stationnement soient respectées.

Guylaine Poirier
Administratrice du zonage

Michel Potvin
Directeur général

CORPORATION DU CANTON D'ALFRED ET PLANTAGENET

RAPPORT DU SERVICE DE L'URBANISME

Demande d'autorisation
par Marc Wray et Zillah Wray

RAPPORT NO.: URB-25-2021 **DATE: le 13 juillet 2021**

INTRODUCTION

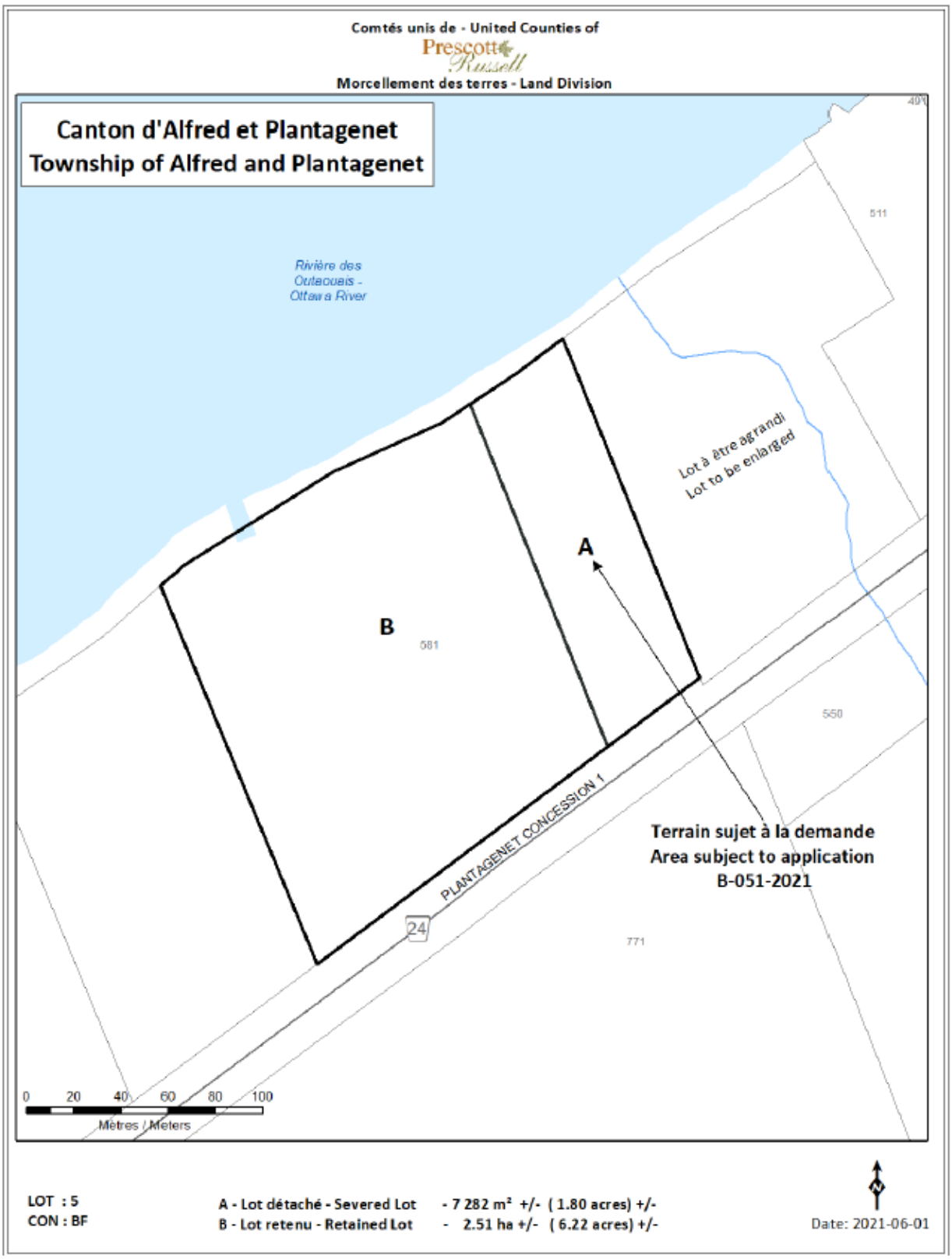
Ce rapport consiste à présenter une demande d'autorisation soumise par Monsieur André P. Barrette, arpenteur et agent pour les propriétaires, Monsieur Marc Wray et Madame Zillah Wray.

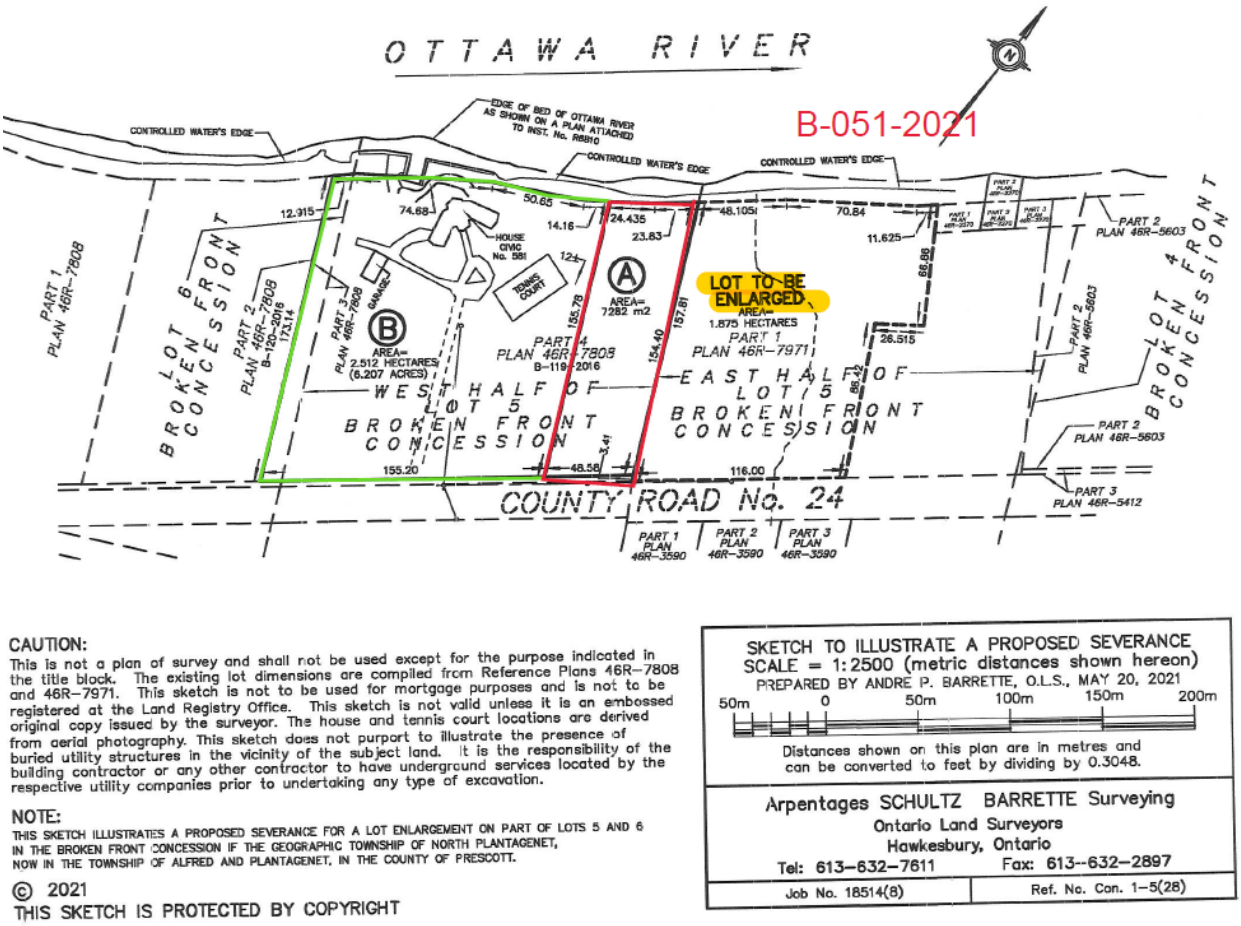
NATURE DE LA DEMANDE

La demande d'autorisation, dossier B-051-2021, affecte la propriété située au 581 Concession 1 – Plantagenet à Plantagenet, décrite comme étant une partie des Lots 5 et 6, Concession Broken Front de l'ancien Canton de Plantagenet Nord. Elle a pour but de permettre l'agrandissement d'un lot vacant existant, destiné à des fins résidentielles, qui appartient à Monsieur Marc Stewart Wray.

La partie détachée (A) a une façade de 48.6 mètres (159.4 pieds), une profondeur minimum de 154.4 mètres (506.6 pieds) et une superficie de 7 282.0 mètres carrés – 0.7 hectare (78 382.8 pieds carrés – 1.8 acres). La partie retenue (B) a une façade de 155.2 mètres (509.2 pieds), une profondeur minimum de 155.8 mètres (511.2 pieds) et une superficie de 2.5 hectares (6.2 acres).

Une fois la demande d'agrandissement complétée, le lot sujet à l'agrandissement aura une façade totale de 164.6 mètres (540.0 pieds) et une superficie totale de 2.6 hectares (6.4 acres).


Comtés unis de - United Counties of
Prescott Russell
Morcellement des terres - Land Division
Canton d'Alfred et Plantagenet
Township of Alfred and Plantagenet
Rivière des Outaouais - Ottawa River
Lot à être agrandi
Lot to be enlarged
A
B
581
511
550
771
PLANTAGENET CONCESSION 1
24
Terrain sujet à la demande
Area subject to application
B-051-2021
0 20 40 60 80 100
Mètres / Meters
LOT : 5
CON : BF
A - Lot détaché - Severed Lot - 7 282 m² +/- (1.80 acres) +/-
B - Lot retenu - Retained Lot - 2.51 ha +/- (6.22 acres) +/-
Date: 2021-06-01



CAUTION:
This is not a plan of survey and shall not be used except for the purpose indicated in the title block. The existing lot dimensions are compiled from Reference Plans 46R-7808 and 46R-7971. This sketch is not to be used for mortgage purposes and is not to be registered at the Land Registry Office. This sketch is not valid unless it is an embossed original copy issued by the surveyor. The house and tennis court locations are derived from aerial photography. This sketch does not purport to illustrate the presence of buried utility structures in the vicinity of the subject land. It is the responsibility of the building contractor or any other contractor to have underground services located by the respective utility companies prior to undertaking any type of excavation.

NOTE:
THIS SKETCH ILLUSTRATES A PROPOSED SEVERANCE FOR A LOT ENLARGEMENT ON PART OF LOTS 5 AND 6 IN THE BROKEN FRONT CONCESSION IF THE GEOGRAPHIC TOWNSHIP OF NORTH PLANTAGENET, NOW IN THE TOWNSHIP OF ALFRED AND PLANTAGENET, IN THE COUNTY OF PRESCOTT.

© 2021
THIS SKETCH IS PROTECTED BY COPYRIGHT

SKETCH TO ILLUSTRATE A PROPOSED SEVERANCE
SCALE = 1:2500 (metric distances shown hereon)
PREPARED BY ANDRE P. BARRETTE, O.L.S., MAY 20, 2021

50m 0 50m 100m 150m 200m

Distances shown on this plan are in metres and can be converted to feet by dividing by 0.3048.

Arpentages SCHULTZ BARRETTE Surveying
Ontario Land Surveyors
Hawkesbury, Ontario
Tel: 613-632-7611 Fax: 613-632-2897

Job No. 18514(8) | Ref. No. Con. 1-5(28)

CONTEXTE LÉGAL

PLAN OFFICIEL DES COMTÉS UNIS DE PRESCOTT ET RUSSELL – 2015

La propriété sujette à la demande d'autorisation est inscrite sous l'affectation «Secteur des Politiques Rurales» à l'annexe «A» du Plan officiel des Comtés unis. La propriété sujette à l'agrandissement est également inscrite sous cette même affectation.

Le Plan stipule ce qui suit :

7.4.2 Autorisations

Des autorisations peuvent aussi être accordées pour permettre l'agrandissement d'un terrain, les corrections de titre ou pour toutes autres raisons légales ou techniques qui ne résultent pas en la création d'un nouveau terrain. Les autorisations verticales (communément appelées Plans stratifiés) ne sont pas permises.

RÈGLEMENT DE ZONAGE

La propriété sujette à la demande d'autorisation est zonée «Rurale (RU)» dans le Règlement de zonage No. 2009-50 du Canton d'Alfred et Plantagenet.

L'article 23.2 (c) du Règlement fixe la superficie minimum d'un lot destiné à des fins résidentielles à 4 000.0 mètres carrés et la façade minimum à 45.0 mètres. Une fois la demande complétée, le lot sujet au morcellement et le lot sujet à l'agrandissement seront conformes à ces dispositions.

IMPLICATIONS FINANCIÈRES

S/O

COMMENTAIRES DES AUTRES SERVICES

Le service d'urbanisme a reçu le commentaire suivant :

Eric Leroux – surintendant du drainage
La propriété ne fait pas partie du bassin versant d'un drain municipal, donc aucune condition à imposer.

COMMENTAIRES DU SERVICE

La propriété sujette à la demande d'autorisation est occupée par une maison unifamiliale et quelques remises, mais la partie détachée (A) de cette propriété est vacante. La propriété sujette à l'agrandissement est actuellement vacante.

Il est important de mentionner qu'un ravin/cours d'eau traverse la propriété sujette à l'agrandissement. Cet élément du patrimoine naturel qui est aussi un danger naturel représente un obstacle considérable à la construction d'une maison sur la propriété : des marges de recul importantes doivent être imposées, car ce ravin est synonyme de pentes sensibles et d'habitat du poisson. L'agrandissement proposé fera en sorte que l'implantation d'une nouvelle maison sera possible à l'ouest du ravin, de façon sécuritaire en respectant les distances requises de cet élément du patrimoine naturel (habitat du poisson) et du danger naturel (pentes sensibles).

RECOMMANDATION DU SERVICE

Le service recommande au Conseil municipal d'approuver la demande d'autorisation, dossier B-051-2021, soumise par Monsieur André P. Barrette, arpenteur et agent pour les propriétaires, Monsieur Marc Wray et Madame Zillah Wray, affectant la propriété située au 581 Concession 1 – Plantagenet à Plantagenet, décrite comme étant une partie des Lots 5 et 6, Concession Broken Front de l'ancien Canton de Plantagenet Nord. Elle a pour but de permettre l'agrandissement d'un lot vacant existant, destiné à des fins résidentielles, qui appartient à Monsieur Marc Stewart Wray, sujet à la condition suivante :

1. Que l'arpenteur-géomètre s'assure que les marges de recul entre la nouvelle ligne de propriété et les bâtiments existants sur le lot retenu (B) soient respectées comme prescrites dans le Règlement de zonage No. 2009-50 du Canton d'Alfred et Plantagenet.

Guylaine Poirier
Administratrice du zonage

Michel Potvin
Directeur général

CORPORATION DU CANTON D'ALFRED ET PLANTAGENET

RAPPORT DU SERVICE DE L'URBANISME

Demande de modification au Règlement de zonage No. 2009-50
du Canton d'Alfred et Plantagenet
par Ken et Nathalie Mackenzie

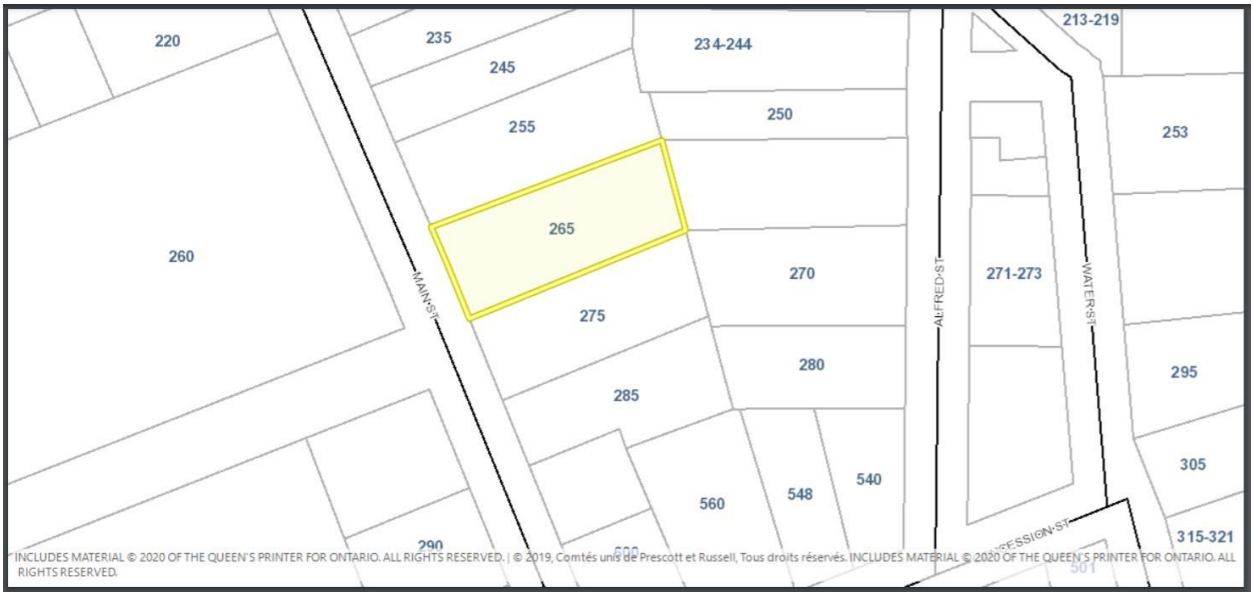
RAPPORT NO.: URB-26-2021 **DATE: le 13 juillet 2021**

INTRODUCTION

Le présent rapport consiste à informer le Conseil au sujet du dépôt d'une demande de modification au Règlement de zonage No. 2009-50 du Canton d'Alfred et Plantagenet. La demande a été déposée le 5 juillet 2021 par Monsieur Ken Mackenzie et Madame Nathalie Mackenzie, propriétaires. Les droits prévus pour le traitement de la demande ont été acquittés le même jour.

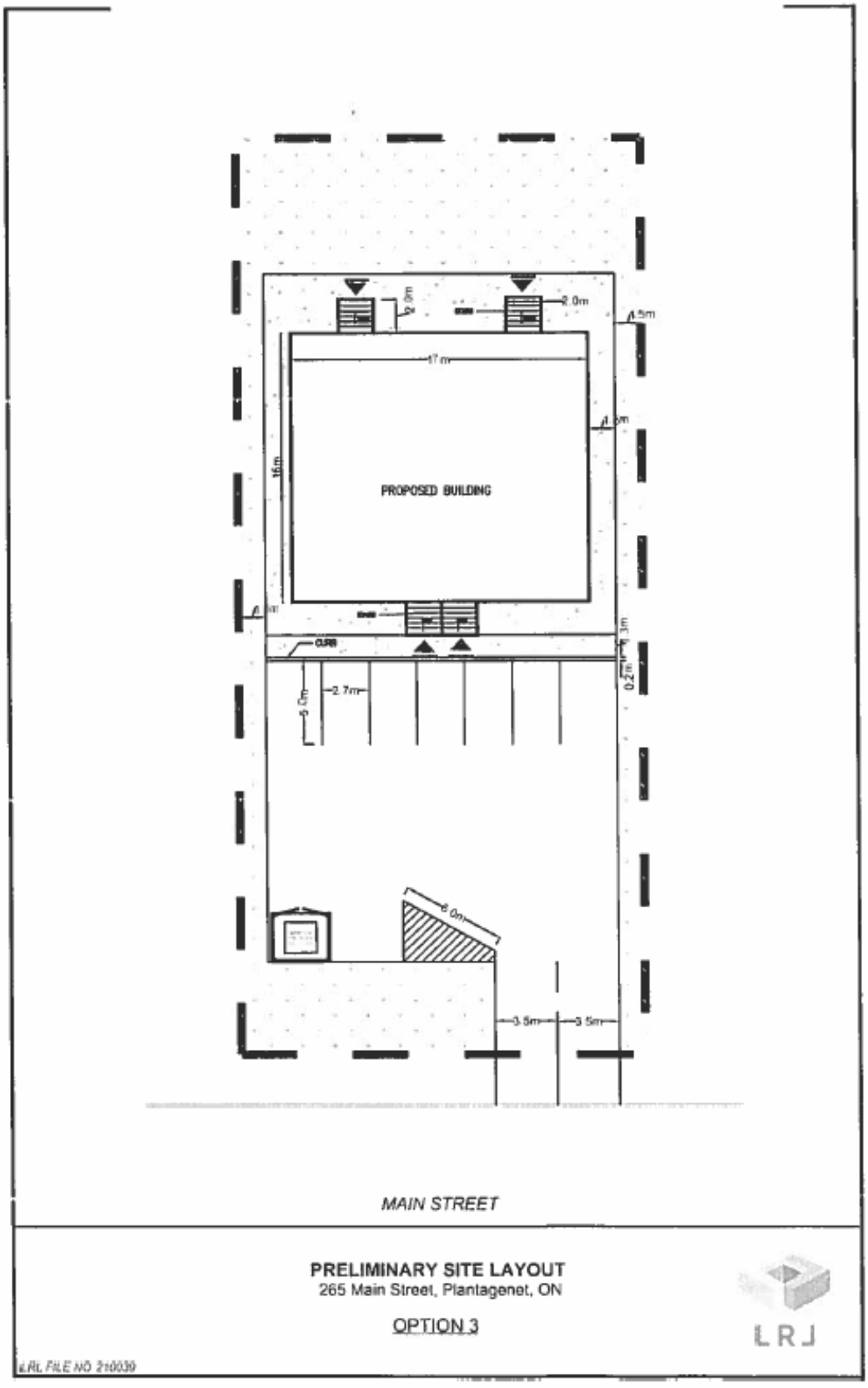
PROPRIÉTÉ

La propriété visée par la demande est située au 265 rue Main à Plantagenet, décrite comme étant le Lot 6, Plan 6 de l'ancien Village de Plantagenet.



BUT

La proposition de modification au Règlement de zonage a pour but de changer la catégorie de zonage de la propriété, identifiée sur le croquis ci-haut, de la zone «Résidentielle de Moyenne Densité (R2)» à la zone «Résidentielle de Forte Densité (R3)», afin de permettre la construction d'un immeuble de 6 appartements sur la propriété.


PROPOSED BUILDING
17m
16m
2.0m
4.5m
4.0m
CURB
2.7m
6.0m
3.5m
3.5m
MAIN STREET
PRELIMINARY SITE LAYOUT
265 Main Street, Plantagenet, ON
OPTION 3
LRL FILE NO 210039
LRJ

CONTEXTE LÉGAL

La propriété sujette à la demande est inscrite sous l'affectation «Secteur des Politiques Urbaines» selon le Plan officiel des Comtés unis de Prescott et Russell. Elle est également inscrite sous l'affectation «Secteur des Politiques Résidentielles» selon le Plan officiel des aires urbaines du Canton d'Alfred et Plantagenet. Enfin, elle est zonée «Résidentielle de Moyenne Densité (R2)» selon le Règlement de zonage No. 2009-50 du Canton d'Alfred et Plantagenet.

Le zonage actuel de la propriété ne permet la construction que d'une maison unifamiliale, de deux maisons jumelées (2 unités) et d'un duplex (2 unités).

Une modification au Règlement de zonage est requise pour permettre le développement d'un projet résidentiel de 6 unités de logement sur la propriété.

La propriété concernée par cette modification fait également l'objet d'une demande d'approbation d'un plan d'implantation. Plusieurs documents sont requis tels qu'un plan de site, un plan des élévations et de drainage, un plan de service pour les infrastructures, un plan de gestion des eaux pluviales etc. La firme d'ingénierie LRL Associates Ltd et la compagnie ASCO Construction Ltd travaillent déjà sur le projet.

Il y a présentement une maison unifamiliale sur la propriété. Elle sera démolie lorsque la nouvelle construction sera prête à débuter.

RECOMMANDATION DU SERVICE

Le service recommande au Conseil municipal de considérer la demande de modification au Règlement de zonage No. 2009-50 du Canton d'Alfred et Plantagenet complète et que le processus d'approbation se poursuivre. La demande concerne la propriété située au 265 rue Main à Plantagenet.

Guylaine Poirier
Administratrice du zonage

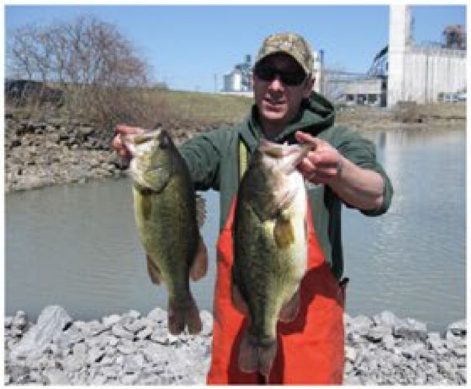
Michel Potvin
Directeur général

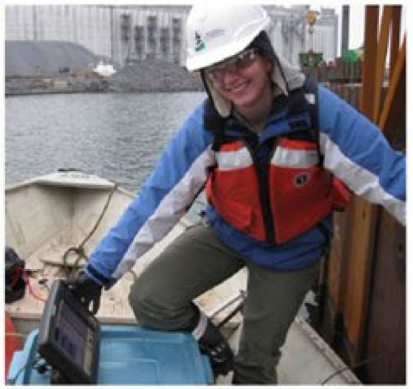
SOUTH NATION CONSERVATION
DE LA NATION SUD

South Nation Conservation:
Tree Planting Program Update

Presentation to Alfred-Plantagenet Council

July 13th, 2021





Welcome / Bienvenue

Presentation Topic:

- South Nation Conservation Overview
- SNC Tree Planting Program Update

Delivered by South Nation Conservation staff:

- John Mesman,
  Team Lead, Conservation Lands and Community Outreach

- Caroline Goulet,
  Forester

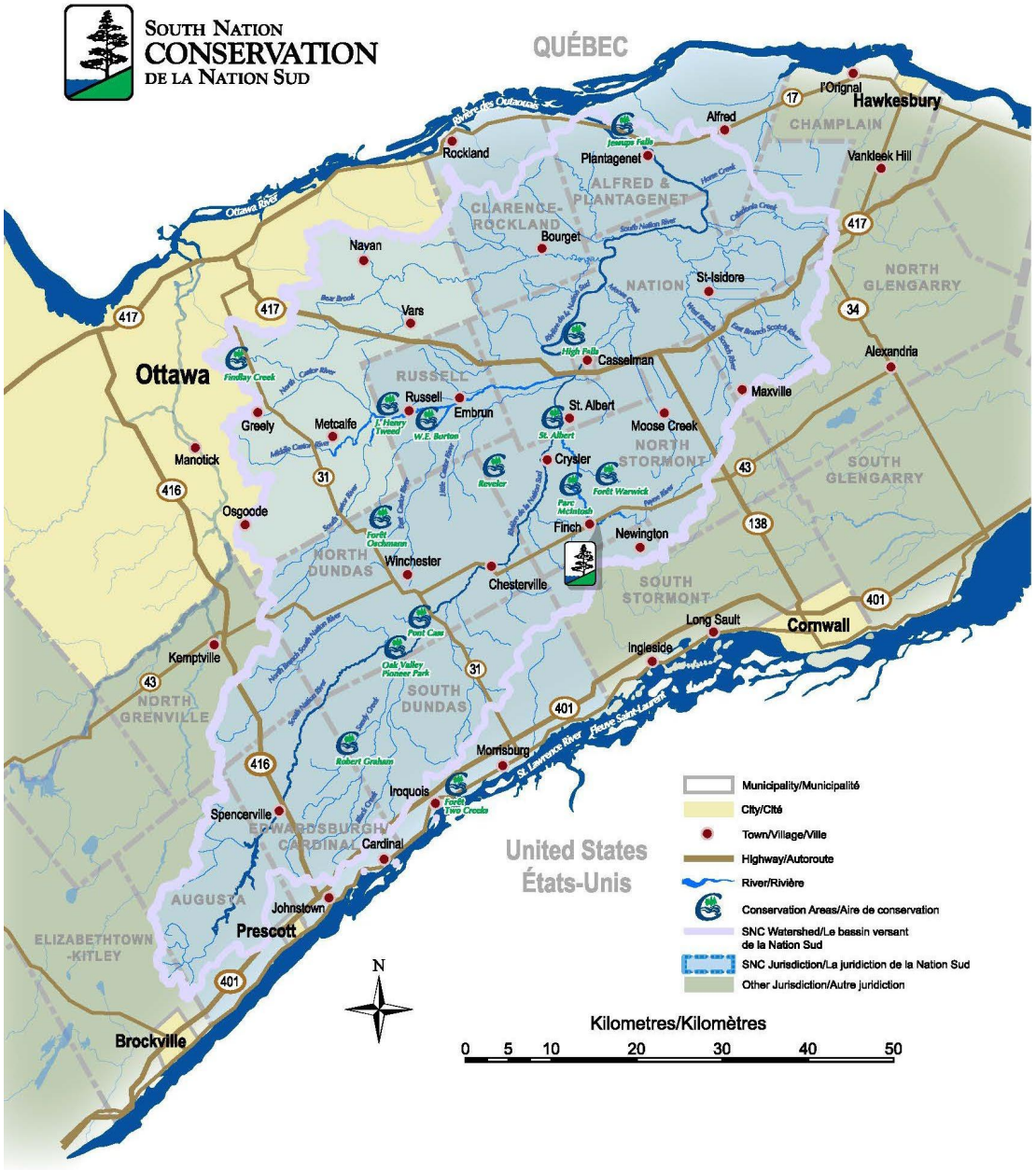
Thank you for joining us!

Merci de vous joindre à nous !

About South Nation Conservation

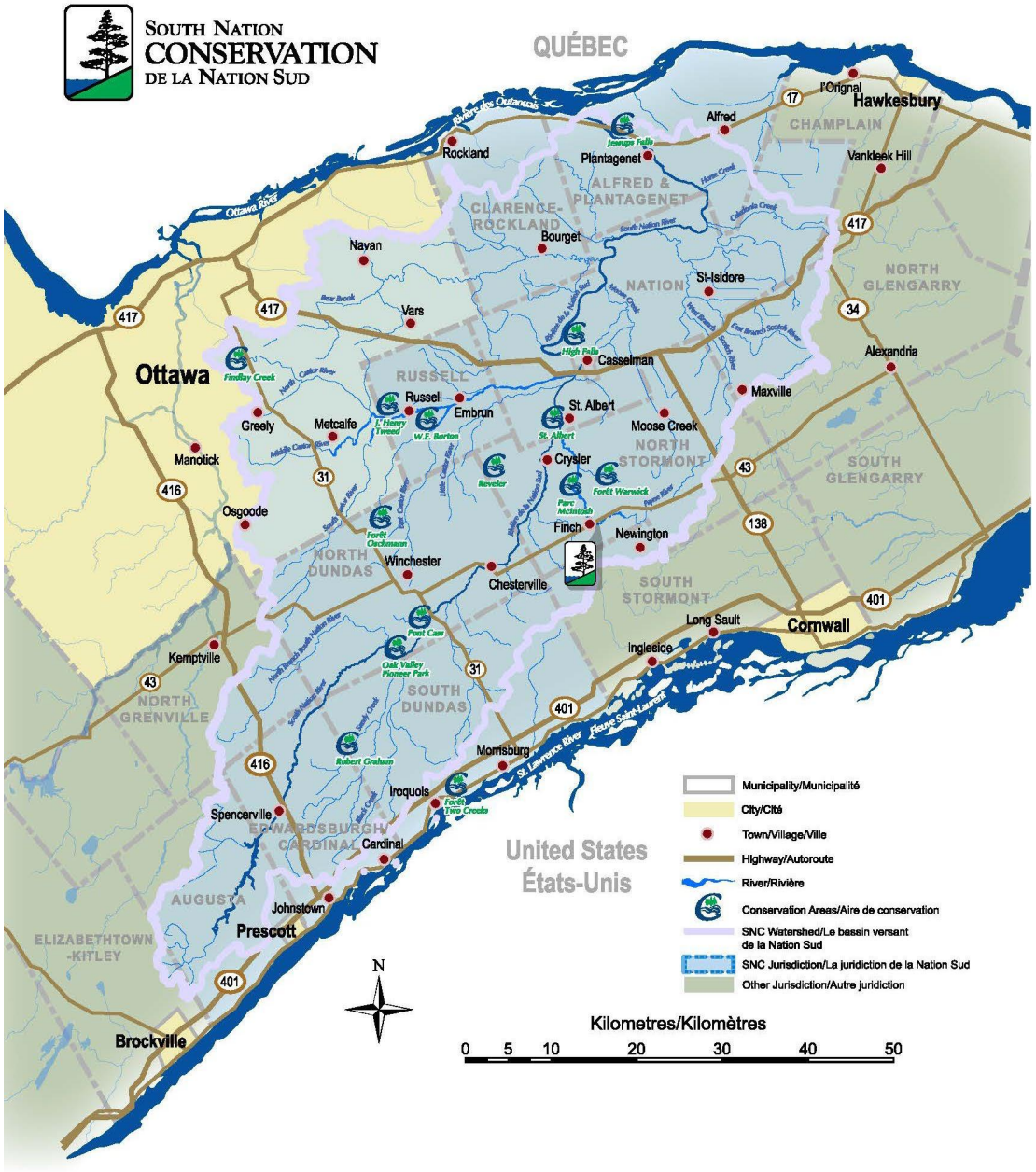
À propos de la Conservation de la Nation Sud

Our Local Environment; We're in it Together.



- One of Ontario's 36 Conservation Authorities
- Community-based watershed management
- 16 member municipalities including City of Ottawa
- 4,441 km^2 jurisdiction in Eastern Ontario

Notre environnement local, protégeons-le ensemble.



- L'un des 36 offices de protection de la nature
- Gestion des bassins versants au niveau communautaire
- 16 municipalités membres y compris la Ville d'Ottawa
- Territoire de 4 441 km² dans l'Est de l'Ontario

Our Board of Directors

Municipalities from Leeds and Grenville; Stormont, Dundas and Glengarry; Prescott Russell and the City of Ottawa appoint representatives to the Board of Directors, which oversee SNC's budget, programs, and services.

Notre conseil d’administration

Municipalités de Leeds et Grenville; Stormont, Dundas et Glengarry; Prescott Russell et la Ville d'Ottawa nomment des représentants au conseil d'administration, qui supervise le budget, les programmes et les services de la CNS.

Protecting People and Property: Supporting Sustainable Development

Lemieux Landslide, 1993

Ottawa River Flooding, 2017

Through municipal agreements, we deliver:

- Hazard Mapping
  (Floodplains, Landslides, Unstable Slopes)
- Municipal Septic Inspection Program

Through provincial and municipal partnerships, we:

- Deliver Flood Forecasting and Warning and Low Water Response Programs
- Environmental Planning Reviews
- Drinking Water Source Protection
- Maintain Water and Erosion Control Structures (8 structures)

Protecting People and Property: Supporting Sustainable Development

Fish Habitat Compensation Project, Port of Johnstown

Port of Johnstown Expansion
SNC streamlined environmental approvals

Through municipal agreements, we deliver:

- Hazard Mapping
  (Floodplains, Landslides, Unstable Slopes)
- Municipal Septic Inspection Program

Through provincial and municipal partnerships, we:

- Deliver Flood Forecasting and Warning and Low Water Response Programs
- Environmental Planning Reviews
- Drinking Water Source Protection
- Maintain Water and Erosion Control Structures (8 structures)

Protecting People and Property: Supporting Sustainable Development

SNC delivers Part 8 (Sewage Systems)
of the Ontario Building Code
on behalf of 13 municipalities

Through municipal agreements, we deliver:

- Hazard Mapping
  (Floodplains, Landslides, Unstable Slopes)
- Municipal Septic Inspection Program

Through provincial and municipal partnerships, we:

- Deliver Flood Forecasting and Warning and Low Water Response Programs
- Environmental Planning Reviews
- Drinking Water Source Protection
- Maintain Water and Erosion Control Structures (8 structures)

Protecting People and Property: Supporting Sustainable Development

Crysler Dam

Chesterville Dam

Through municipal agreements, we deliver:

- Hazard Mapping
  (Floodplains, Landslides, Unstable Slopes)
- Municipal Septic Inspection Program

Through provincial and municipal partnerships, we:

- Deliver Flood Forecasting and Warning and Low Water Response Programs
- Environmental Planning Reviews
- Drinking Water Source Protection
- Maintain Water and Erosion Control Structures (8 structures)

Protéger les personnes et les biens : Soutenir le développement durable

Glissement de terrain de Lemieux, 1993

Inondations de la rivière des Outaouais, 2017

Par le biais d'ententes municipales, nous procurons les services suivants :

- La cartographie des risques (plaines inondables, glissements de terrain, pentes instables)
- Le programme municipal d'inspection des installations septiques

Grâce à des partenariats provinciaux et municipaux, nous :

- Offrons des programmes de prévision et d'alerte des crues, et d'intervention en cas de bas niveau d'eau
- Les examens portant sur la planification environnementale
- La protection des sources d'eau potable
- Entretenons les structures de contrôle de l'eau et de l'érosion (8 structures)

Municipal Partnerships at Work: Science-Based Decision Making

Monitoring work supports environmental planning, drinking water protection and flood forecasting.

Donations and fundraising support stewardship projects.

Federal, Provincial and Municipal Partnerships enable:

- Ecosystem health monitoring: groundwater and surface water
- Forest and wetland cover trends analysis and subwatershed planning

For every municipal dollar received by levy; SNC raises an additional two to help complete:

- Targeted stewardship actions, habitat restoration projects, and community engagement work

Partenariats municipaux à l'œuvre : Prise de décision fondée sur la science

Le travail de surveillance soutient la planification environnementale, la protection de l'eau potable et la prévision des inondations.

Les dons et les projets d'intendance appuient la collecte de fonds.

Les partenariats fédéraux, provinciaux et municipaux permettent :

- La surveillance de la santé des écosystèmes : eaux souterraines et eaux de surface
- L'analyse des tendances du couvert forestier et des milieux humides, et la planification des sous-bassins versants

Pour chaque dollar municipal reçu par prélèvement, la CNS en lève deux autres pour aider à compléter :

- Des mesures d'intendance ciblées, des projets de restauration de l'habitat et d'engagement communautaire

Empowering Communities and Fostering Landowner Stewardship

Through partnerships with Municipalities and Counties we work together to offer:

In 2018, SNC planted its 3 millionth tree since 1990.

- **Tree Planting Programs**
- **Woodlot Advisory Service**
- **Clean Water Programs**

We also work with partners to support environmental initiatives that empower our communities to make environmentally sound decisions and actions.

Autonomisation des collectivités et promotion de l'intendance des propriétaires fonciers

Grâce à des partenariats avec les municipalités et les comtés, nous travaillons ensemble pour offrir :

En 2018, la CNS a planté son 3 millionième arbre depuis 1990.

- **Des programmes de plantation d'arbres**
- **Le Programme de ressources pour les boisés**
- **Les programmes d'assainissement de l'eau**

Nous travaillons également avec nos partenaires pour appuyer des initiatives environnementales qui permettent à nos collectivités de prendre des décisions et des mesures respectueuses de l'environnement.

Protecting Natural Spaces and Providing Outdoor Opportunities

Dock installed at Jessup's Falls Conservation Area with support from fundraising revenue.

Forest operations support community land management.

Through municipal cost-share agreements:

- Operate 15 day-use parks and trails and 9 docks and boat launches

Through donation and partial purchase of ecologically significant land:

- Own 13,000 acres of community land

Through municipal cost-recovery agreement:

- Manage 20,000 acres of community forest

Professional resource sharing between partners, management of regional forests, and cost-effective recreational opportunities.

Protéger les espaces naturels et offrir des possibilités de plein air

Quai installé à l'aire de conservation Jessup's Falls avec l'appui des revenus de collecte de fonds.

Les opérations forestières appuient la gestion des terres gérées en communauté.

Par le biais d'accords de partage des coûts avec les municipalités :

- Exploitation de 15 parcs et sentiers à utilisation diurne, et de 9 quais et rampes de lancement de bateaux

Par le biais de donations et d'achats partiels de terres d'importance écologique :

- Propriétaire de 13 000 acres de terres gérées en communauté

Par le biais d'un accord de recouvrement des coûts municipaux :

- 20 000 acres de forêts gérées en communauté

Partage des ressources professionnelles entre partenaires, gestion des forêts régionales et possibilités récréatives rentables.

Protecting Natural Spaces and Providing Outdoor Opportunities

Hazard Tree Removal

Tree Pruning and Tree Planting

The Jessup's Falls Conservation Area in Plantagenet is owned and managed by SNC on behalf of the Township through agreement.

Major work activities in 2020/2021 included:

- *Continued maintenance and weekly inspections that supported*
  - *25,564 visitors in 2020 (May to October)*
  - *Average visitor count = 13,822 (2016-2019)*
  - *2,753 visitors in last week of May 2021*
- *Ash Tree removal from dead trees infected with the Emerald Ash Borer.*
- *Pruning landscape trees.*
- *Planting new landscape trees.*
- *Summary of expenditures:*
  - *$30,000 in 2020*
  - *$10,000 to date in 2021*

Protéger les espaces naturels et offrir des possibilités de plein air

Enlèvement d'arbres dangereux

Élagage et plantation d'arbres

L'aire de conservation de Jessup's Falls à Plantagenet est détenue et gérée par la CNS au nom du canton par le biais d'un accord.

Les principales activités de travail en 2020/2021 comprenaient :

- *Maintenance continue et inspections hebdomadaires qui ont soutenu*
  - *25 564 visiteurs en 2020 (mai à octobre)*
  - *Nombre moyen de visiteurs = 13 822 (2016-2019)*
  - *2 753 visiteurs la dernière semaine de mai 2021*
- *Élimination des frênes des arbres morts infectés par l'agrile du frêne.*
- *Élagage des arbres du paysage.*
- *Planter de nouveaux arbres paysagers.*
- *Résumé des dépenses :*
  - *30 000 $ en 2020*
  - *10 000 $ à ce jour en 2021*

South Nation Conservation: Who We Are and What We Do

Online Video: South Nation Conservation: Our Local Environment, We're in it Together

Stewardship and Outreach: Adapting through COVID-19

Environmental Landowner Stewardship Programs Proceed

Support provided to:

- Implement new standard operating procedures for services provided
- Adjust scheduling to support site visits and program delivery
- Create digital tools to support program administration
- Communicate support for contactless site visits

Intendance et sensibilisation: S’adapter à la COVID-19

Les programmes d’intendance environnementales des propriétaires fonciers se poursuivent

Soutien apporté à:

- La mise en oeuvre de Nouvelles procedures opérationnelles standard pour les services fournis
- L’ajustement de la planification pour soutenir les visites sur site et la prestation de programmes
- La creation des outils nu,ériques pour soutenir l’administration de programmes
- La communication du support pour les visites sur site sans contact

Demonstrated Need: Adapting through COVID-19

South Nation Conservation (SNC) is committed to supporting municipalities, partners, and people as the Coronavirus Pandemic continues to unfold.

Updates to Community Free Tree Campaigns

Our work has also been impacted by:

- Increased development reviews
- Increased demand for access to greenspace and park use
- Increased demand for local environmental stewardship initiatives

Besoin démontré: S’adapter à la COVID-19

La Conservtation de la Nation Sud (CNS) s’engage à soutenir les municipalités, les partenaires et la population au fur et à mesure que la pandémie de coronavirus se développe.

Mises à jour sur les campagnes communautaires d’arbres gratuits

Notre travail a également été impacté par:

- Les examens de development accrus
- Une augmentation de la demande d’accès aux espaces verts et à l’utilisation des parcs
- Une demande accrue d’initiatives locales d’intendance de l’environnment

Municipal Partnerships at Work: Municipal Park Tree Planting

Through partnerships with Municipalities and Counties we work together to offer environmental planning services and support local environmental projects.

New municipal trees at Denis St-Pierre Park and Evanturel Park

Alfred-Plantagenet Partnership Example

- Community Environmental Grant Program amended during Pandemic to support cost-sharing projects to help plant more trees in community parks
- SNC provided support and funding to help add trees to 6 municipal parks

We work with our municipalities to plan, support, and deliver environmental projects in our communities on their behalf.

Partenariats municipaux à l'oeuvre: Plantations d'arbres aux parcs municipaux

Grâce à des partenariats avec les municipalités et les comtés, nous travaillons ensemble pour offrir des services de planification environnementale et soutenir des projets environnementaux locaux.

Nouveaux arbes municipaux au parc Denis St-Pierre et au parc Evanturel

Nous travaillons avec nos municipalités pour planifier, soutenir et réaliser des projets environnementaux dans nos collectivités en leur nom.

Exemple de partenariat: Alfred-Plantagenet

- Modification au Programme de subventions aux projets communaitaires liés à l'environnement pendant la pandémie pour soutenir des projets de partage des coûts pour aider à planter plus d'arbres dans les parcs communautaires
- La CNS a fourni un soutien et un financement pour aider à ajouter des arbres à 6 parcs municipaux

Municipal Partnerships at Work: Joint County Natural Heritage Systems Project

Through partnerships with Municipalities and Counties we work together to offer environmental planning services and support local environmental projects.

Early Municipal Project Engagement Workshops

Natural Heritage Systems Study (2019-2021)

- Provincial requirement for municipalities to identify Natural Heritage Systems in their Official Plans and to preserve the diversity and connectivity of these features.
- Work with municipalities in UCPR and SDG to update natural heritage systems mapping and develop policies to better protect the ecological integrity of significant features.
- Public consultations hosted in January and February 2021

Grâce à des partenariats avec les municipalités et les comtés, nous travaillons ensemble pour offrir des services de planification environnementale et soutenir des projets environnementaux locaux.

Premier atelier d'engagement municipal au projet

Étude des systems du patrimoine naturel (2019-2021)

- Exigence provincial pour les municipalités d'identifier les systems du patrimoine naturel dans leurs plan officel et de preserver la diversité et la connectivité de ces éléments.
- Collaborer avec les municipalités des CUPR et de SDG pour mettre à jour la cartographie des systèmes du patrimoine naturel et élaborer des politiques afin de mieux protéger l'intégrité écologique des éléments importants.
- Consultations publiques organisées en janvier et février 2021

Municipal Partnerships at Work: Joint County Natural Heritage Systems Project

SNC set an ambitious milestone goal for 2020: to plant 200,000 trees

Reconciliation and Climate Change Planting Event on SNC 164 in Shanly, ON

- SNC plants approximately 120,000 trees per year on public and private land.
- Rely on financial support from Provincial, Federal and sector-specific partners and local interest from property owners.

SNC Tree Planting Program Update: 50 Million Tree Program

New tree planting project in Chute à Blondeau

Goals

- To improve the quality of the soil
- To increase wildlife habitat
- To improve the health of the local environment
- To leave a legacy

Mise à jour des programmes de plantation d'arbres de la CNS : Programme de 50 millions d'arbres

Nouveau projet de plantation à Chute à Blondeau

Buts

- Pour améliorer la qualité des sols
- Pour augmenter la présence d'habitats fauniques
- Pour améliorer la santé de l'environnement local
- Pour laisser un héritage

SNC Tree Planting Program Update: 50 Million Tree Program

New tree planting project in Navan

Eligibility and requirements

- Minimum of 1,000 trees (about 2-3 acres)
- 15-year agreement
- Tending during the first few years
- Minimal cost to the landowner

Mise à jour des programmes de plantation d'arbres de la CNS :
Programme de 50 millions d'arbres

Nouveau projet de plantation à Navan

Éligibilité et conditions

- Minimum de 1,000 arbres (environ 2-3 acres)
- Entente de 15 ans
- Entretien de plantation lors des premières années
- Coût minimal pour le propriétaire

SNC Tree Planting Program Update: 50 Million Tree Program

New tree planting project in Curran

Steps

1. Site visit
2. Preparation of plantation plan and maps
3. Applying to Forest Ontario for funding approval
4. Reserving nursery stock
5. Site preparation (if necessary)
6. Planting (spring 2022)
7. Tending
8. Two survival assessments (2023 and 2026)
9. Possible refill (if necessary)

Mise à jour des programmes de plantation d'arbres de la CNS :
Programme de 50 millions d'arbres

Nouveau projet de plantation à Curran

Étapes

1. Visite terrain
2. Élaboration du plan de plantation et des cartes
3. Application auprès de Forêt Ontario pour les fonds
4. Réservation des semis en pépinière
5. Préparation du site (si nécessaire)
6. Plantation (printemps 2022)
7. Entretien
8. Deux évaluations de la survie (2023 et 2026)
9. Possibilité de regarnissage (si nécessaire)

SNC Tree Planting Program Update: 50 Million Tree Program

SNC Tree Planting Program Update: 50 Million Tree Program

023102000803200 1150 CONCESSION 9 RD
Plantable: 6 acres - 4,600 arbres

Date: 2020-11-09

SNC Tree Planting Program Update: 50 Million Tree Program

New tree planting project in Plantagenet

Costs estimates for the landowner

using the 2021 pricelist

1. Alfred Lagoon
   - Approx. 18,000 trees
     - 0.25$/conifer seedling
     - 18,000 trees x 0.25$/conifer seedling = 4,500$ +HST

2. Curran Old Dump, 1150 Concession 9, Curran
   - Approx. 4,600 trees
     - 0.25$/conifer seedling
     - 4,600 trees x 0.25$/conifer seedling = 1,150$ +HST

Mise à jour des programmes de plantation d'arbres de la CNS :
Programme de 50 millions d'arbres

Nouveau projet de plantation à Plantagenet

Estimation des coûts pour le propriétaire

selon la liste de prix de 2021

1. Lagunes d'Alfred
   - Approx. 18,000 semis
     - 0.25$/semis de conifère
     - 18,000 semis x 0.25$/semis de conifère = 4,500$ +TVH

2. Ancien dépotoir de Curran, 1150 Concession 9, Curran
   - Approx. 4,600 semis
     - 0.25$/semis de conifère
     - 4,600 semis x 0.25$/semis de conifère = 1,150$ +TVH

Merci pour votre partenariat et votre soutien continus!

Our Local Environment, We're in it Together.

SOUTH NATION
CONSERVATION
DE LA NATION SUD

From: Potvin, Michel
To: Rochefort, Annie
Subject: FW: Please write to Minister of Environment and support City of Ottawa"s call for a regional assessment
Date: July 5, 2021 9:39:35 AM

Rencontre du 13 juillet- section correspondance. Merci.

From: Sarrazin, Stéphane <SSarrazin@alfred-plantagenet.com>
Sent: July 5, 2021 8:50 AM
To: Parisien, Stéphane P <SPParisien@prescott-russell.on.ca>; Cadieux, Mélissa Claire <MCadieux@prescott-russell.on.ca>; Potvin, Michel <MPotvin@alfred-plantagenet.com>
Subject: FW: Please write to Minister of Environment and support City of Ottawa's call for a regional assessment

From: Johanna Echlin <johanna.echlin@gmail.com>
Sent: July 5, 2021 8:40 AM
To: Luc Lalonde <llalonde@easthawkesbury.ca>; Sarrazin, Stéphane <SSarrazin@alfred-plantagenet.com>; Guy Desjardins <gdesjardins@clarence-rockland.com>; Normand Riopel <normand.riopel@champlain.ca>; Daniel Lafleur <dlafleur@casselman.ca>; Assaly, Paula <PAssaly@hawkesbury.ca>; St-Amour, Francois <francois.st-amour@nationmun.ca>; Leroux, Pierre <PierreLeroux@Russell.ca>
Cc: Helen Collier <hcollier@clarence-rockland.com>; Josee Brizard <JBrizard@nationmun.ca>; Lynn Jones <hendrickson.jones@gmail.com>
Subject: Please write to Minister of Environment and support City of Ottawa's call for a regional assessment

Dear Mayors of United Counties of Prescott and Russell,

Further to our message of January 28, 2021 (appended below), we are writing to let you know that on April 14, 2021, the City of Ottawa passed a resolution of concern about the Chalk River and Rolphton radioactive waste disposal projects.

The resolution urges CNL and its regulator, CNSC, to stop current and future import of radioactive waste to Chalk River from other provinces and to prevent precipitation from entering the Chalk River mound (NSDF). The resolution was studied and passed unanimously by the City's environment committee after an eight hour meeting on March 30, 2021 which can be viewed here.

The resolution also calls on the Minister of Environment and Climate Change to initiate a regional assessment of radioactive disposal projects in the Ottawa Valley, under the Impact Assessment Act of 2019.

We feel strongly that a regional assessment would be beneficial for all of us in the Ottawa Valley. It could provide a "big picture review" of radioactive waste and the cumulative effects of existing waste sites and proposed new facilities. The assessment could consider protection of drinking water, maintenance of property values, tourism and employment in the Ottawa Valley while considering the rights, knowledge and priorities of Indigenous communities. For more information on the need for a regional assessment and

what it could accomplish please see this link.

Please consider writing a letter to the Minister of Environment and Climate Change Canada in support of the City of Ottawa's call for a regional assessment. For your reference, Mayor Jim Watson's letter to Minister Wilkinson is available for download here.

We would be happy to provide any additional information that might be helpful. Please don't hesitate to contact us.

Sincerely,

Johanna Echlin
Old Fort William Cottagers' Association
johanna.echlin@gmail.com

Lynn Jones
Concerned Citizens of Renfrew County and Area
hendrickson.jones@gmail.com

Begin forwarded message:
From: Johanna Echlin <johanna.echlin@gmail.com>
Subject: Stop the Chalk River radioactive waste dump ~ OPEN LETTER To Prime Minister Justin Trudeau and members of the federal cabinet
Date: January 28, 2021 at 3:50:58 PM EST
To: Mayor Robert Kirby <llalonde@easthawkesbury.ca>, Mayor Stéphane Sarrazin <ssarrazin@alfred-plantagenet.com>, Mayor Guy Desjardins <gdesjardins@clarence-rockland.com>, Mayor Normand Riopel <normand.riopel@champlain.ca>, Mayor Daniel Lafleur <dlafleur@casselman.ca>, Mayor Paula Assaly <passaly@hawkesbury.ca>, François St. Amour <Francois.St-Amour@nationmun.ca>, Mayor Pierre Leroux <pierreleroux@russell.ca>
Cc: Luc LalondeCAO <llalonde@easthawkesbury.ca>, Helen CollierCAO <hcollier@clarence-rockland.com>, Josée BrizardCAO <JBrizard@nationmun.ca>

Dear Mayors of United Counties of Prescott and Russell,

Since 2016, many municipal councils in Quebec, as well as the Assembly of First Nations, have passed resolutions opposing the proposed radioactive waste dump at Chalk River, near the Ottawa River. A full list of municipalities that have passed resolutions against the dump is available here.

Hundreds of critical comments were submitted in 2017 to the Canadian Nuclear Safety Commission (CNSC). However, since August 2017, the public has not been consulted and the environmental assessment of the proposed Canadian Nuclear Laboratories project at Chalk River continues.

Initiated by citizen groups, an open letter to Prime Minister Justin Trudeau and the federal cabinet was published in The Hill Times of Ottawa on January 25, 2021 (PDF here). The letter calls for a halt to the proposed radioactive dump at Chalk River in order to protect the source of drinking water for millions of people in Quebec and Ontario. We invite your support by sending a copy of this letter to Prime Minister Justin Trudeau.

Public hearings of the Canadian Nuclear Safety Commission (CNSC) have not been confirmed but are expected to be held in the fall of 2021.

We would be happy to answer questions or provide additional information. We are grateful for your support.

Wishing you the very best,

Johanna Echlin
Old Fort William Cottagers' Association
johanna.echlin@gmail.com

Lynn Jones
Concerned Citizens of Renfrew County and Area
hendrickson.jones@gmail.com

La version française suit

OPEN LETTER To Prime Minister Justin Trudeau and members of the federal cabinet ~ Stop the Chalk River radioactive waste dump

January 25, 2021

Dear Mr. Trudeau and members of the federal cabinet:

The Ottawa River is a Canadian Heritage River that flows past Parliament Hill. It has untold value as a beautiful natural and historical treasure. The river is sacred for the Algonquin People whose traditional territory it defines.

The Ottawa River is threatened by a giant landfill for **one million tonnes of radioactive and other hazardous waste.** A multinational consortium (SNC-Lavalin, Fluor and Jacobs) plans to build the seven-story mound on the grounds of the Chalk River Laboratories, northwest of Ottawa, directly across the Ottawa River from the province of Quebec.

Independent scientists and the public have not had a formal opportunity to comment on this project since August 2017 when hundreds of critical comments were submitted to the Canadian Nuclear Safety Commission. CNSC is the "responsible authority" under the old Canadian Environmental Assessment Act and plans to hold a licensing hearing this year. An Expert Panel recommended in 2017 that the CNSC not be in charge of environmental assessment for nuclear projects. The panel also noted that the CNSC is widely perceived to be a captured regulator.

The Assembly of First Nations and more than 140 Quebec and Ontario municipalities have passed resolutions opposing the Chalk River nuclear waste dump.

Here are six reasons to STOP this project:

1. The proposed site is unsuitable for a dump of any kind. The site is less than one kilometre from the Ottawa River which forms the border between Ontario and Quebec. The river is a drinking water source for millions of Canadians. After passing the Chalk River Laboratories, it flows downstream through Ottawa-Gatineau, past Parliament Hill, and on to Montreal. The site is tornado and earthquake prone; the Ottawa River itself is a major fault line. The site is partly surrounded by wetlands and the underlying bedrock is porous and fractured.

2. The mound would contain hundreds of radioactive materials, dozens of hazardous chemicals and tonnes of heavy metals. Radioactive materials destined for the dump include tritium, carbon-14, strontium-

90, four types of plutonium (one of the most dangerous radioactive materials if inhaled or ingested), and up to 80 tonnes of uranium. Twenty-five out of the 30 radionuclides listed in the reference inventory for the mound are long-lived. This suggests the dump would remain dangerously radioactive for 100,000 years.

A very large quantity of cobalt-60 in the dump would give off so much intense gamma radiation that workers must use lead shielding to avoid dangerous radiation exposures. The International Atomic Energy Agency says high-activity cobalt-60 is "intermediate-level waste" and must be stored underground.

Dioxin, PCBs, asbestos, mercury, up to 13 tonnes of arsenic and hundreds of tonnes of lead would go into the dump. It would also contain thousands of tonnes of copper and iron and 33 tonnes of aluminum, tempting scavengers to dig into the mound after closure.

3. The mound would leak radioactive and hazardous contaminants into the Ottawa River during operation and after closure. Many ways the mound would leak are described in the environmental impact statement. The mound is expected to eventually disintegrate in a process referred to as "normal evolution."

4. There is no safe level of exposure to the radiation that would leak into the Ottawa River from the Chalk River mound. All of the escaping radioactive materials would increase risks of birth defects, genetic damage, cancer and other chronic diseases. The International Atomic Energy Agency says radioactive wastes must be carefully stored out of the biosphere, not in an above-ground mound.

5. International safety standards do not allow landfills to be used for nuclear waste disposal. The International Atomic Energy Agency says that only Very Low Level Radioactive Waste (VLLW) can be put in an above-ground landfill-type facility. Canada would be shirking its international obligations as a member state of the IAEA and a signatory to an international nuclear waste treaty if it allowed this dump to be licensed.

6. The giant Chalk River mound would not reduce Canada's $8 billion federal radioactive waste liabilities and could in fact increase them. The giant pile of leaking radioactive waste would be difficult to remediate. Remediation costs could exceed those of managing the wastes had they not been put in the mound.

Prime Minister Trudeau and Members of Cabinet, we urge you to *take the decision-making authority out of the hands of CNSC for this project and stop the Chalk River nuclear waste dump. Protect the Ottawa River for current and future generations of Canadians.*

Yours sincerely,

Gordon Edwards, Canadian Coalition for Nuclear Responsibility, Montreal, QC
Éric Notebaert, Canadian Association of Physicians for the Environment, Montreal, QC
Réal Lalande, Action Climat Outaouais, Gatineau, QC
Paul Johannis, Greenspace Alliance of Canada's Capital, Ottawa, ON
Lynn Jones, Concerned Citizens of Renfrew County and Area, Ottawa, ON
Johanna Echlin, Old Fort William (Quebec) Cottagers' Association, Sheenboro, QC
Robb Barnes, Ecology Ottawa, Ottawa, ON
Beatrice Olivastri, Friends of the Earth Canada, Ottawa, ON
Ole Hendrickson, Ottawa River Institute, Ottawa, ON
Eva Schacherl, Coalition Against Nuclear Dumps on the Ottawa River, Ottawa, ON

CC
Hon. Erin O'Toole, Leader of the Official Opposition
Yves-François Blanchet, Leader of the Bloc Québécois
Jagmeet Singh, Leader of the New Democratic Party of Canada

Annamie Paul, Leader of the Green Party of Canada

~~~~~~~

LETTRE OUVERTE au premier ministre Justin Trudeau et au Conseil des ministres fédéral
~ ARRÊTEZ le dépotoir radioactif de Chalk River

Le 25 janvier 2021

Monsieur le Premier Ministre et mesdames et messieurs les Membres du Conseil des Ministres,

La rivière des Outaouais est une rivière du patrimoine canadien qui coule au pied de la Colline du Parlement. Sa valeur comme site naturel et comme trésor historique est inestimable. La rivière est sacrée pour le peuple algonquin, dont elle définit le territoire traditionnel.

La rivière des Outaouais est menacée par un dépotoir géant, d'une hauteur de sept étages, conçu pour abriter **un million de tonnes de déchets radioactifs**. Un consortium multinational (SNC-Lavalin, Fluor et Jacobs) prévoit construire ce monticule sur les terrains des Laboratoires nucléaires canadiens (LNC) près de Chalk River, en Ontario, à 150 km au nord-ouest d'Ottawa.

Les scientifiques indépendants et le public n'ont pas eu d'occasion de s'exprimer officiellement sur le projet depuis août 2017, alors que des centaines de commentaires critiques ont été soumis à la Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN). La CCSN est l'« autorité responsable» en vertu de l'ancienne *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* et prévoit tenir une audience sur l'émission d'un permis cette année. Un Comité d'experts recommandait en 2017 que la CCSN ne soit pas chargée de l'évaluation environnementale des projets nucléaires. Le Comité avait aussi noté que la CCSN était largement perçue comme un « régulateur captif » des entreprises plutôt qu'un organisme indépendant.

L'Assemblée des Premières nations et plus de 140 municipalités du Québec et de l'Ontario ont adopté des résolutions s'opposant au dépotoir nucléaire de Chalk River.

Voici six raisons d'ARRÊTER ce projet:
1. Le site proposé est tout simplement inapte à recevoir un dépotoir, de quelque type qu'il soit. Le site est à moins d'un kilomètre de la rivière des Outaouais, qui forme la frontière entre l'Ontario et le Québec. La rivière fournit l'eau potable à des millions de Canadiens. Après avoir passé les LNC, elle coule entre Ottawa et Gatineau, au pied de la colline du Parlement, puis jusqu'à Montréal. Le site est exposé aux risques de tornades et de tremblements de terre; la rivière des Outaouais constitue d'ailleurs une ligne de faille géologique majeure. Le site est partiellement entouré de milieux humides et le substrat rocheux est poreux et fracturé.

2. Le monticule prévu contiendrait des centaines de matériaux radioactifs, des douzaines de produits chimiques dangereux et des tonnes de métaux lourds. Parmi les matériaux radioactifs destinés au monticule, on trouve du tritium, du carbone 14, du strontium 90, quatre types de plutonium (un des matériaux radioactifs les plus dangereux lorsqu'inhalé ou ingéré), et jusqu'à 80 tonnes d'uranium. Vingt-cinq des 30 radionucléides cités dans l'inventaire de radionucléides pour le monticule ont une longue durée de vie. Ces renseignements donnent à penser que le dépotoir demeurerait dangereusement radioactif pour quelque 100 000 ans.

La très grande quantité de cobalt 60 dans le dépotoir émettrait tellement de radiation gamma que les travailleurs devraient utiliser un blindage en plomb pour éviter une exposition dangereuse. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) considère le cobalt 60 à haute activité comme un « déchet de moyenne activité », qui doit être stocké en profondeur.
~~~~~~~

Le dépotoir recevrait aussi des dioxines, des BPC, de l'amiante, du mercure, jusqu'à 13 tonnes d'arsenic et des centaines de tonnes de plomb. Il contiendrait aussi des milliers de tonnes de cuivre, de fer et 33 tonnes d'aluminium, des métaux qui pourront amener des voleurs à creuser dans le monticule après la fermeture du site.

3. Le monticule laisserait s'écouler des matériaux radioactifs et dangereux dans la rivière des Outaouais durant son opération et après sa fermeture. L'énoncé des incidences environnementalesdécrit plusieurs des façons dont le monticule pourrait laisser fuir son contenu. On prévoit que le monticule se désintégrera avec le temps, un processus qualifié d'« évolution normale ».

4. Il n'existe pas de niveau sécuritaire d'exposition aux radiations qui s'écouleraient du monticule de Chalk River dans la rivière des Outaouais. Chacun des matériaux radioactifs qui s'échapperait du site augmenterait les risques de malformations congénitales, d'altérations génétiques, de cancer et d'autres maladies chroniques. L'AIEA considère que les déchets radioactifs doivent être soigneusement stockés à l'écart de la biosphère et non dans un monticule en surface.

5. Les normes internationales de sécurité n'autorisent pas l'utilisation de dépotoirs pour disposer des déchets radioactifs. L'AIEA considère que seuls des déchets de très faible activité peuvent être placés dans une installation en surface, comme un dépotoir. Le Canada se déroberait à ses obligations internationales comme État membre de l'AIEA et signataire d'un traité international sur les déchets nucléaires s'il autorisait ce dépotoir à obtenir sa licence.

6. Le monticule géant de Chalk River ne réduirait pas la responsabilité légale du Canada face aux déchets nucléaires, qui s'élève déjà à 8 milliards de dollars. Il pourrait au contraire l'alourdir. La remise en état de cette colline de déchets radioactifs serait très difficile. Les coûts d'assainissement pourraient dépasser ceux de la gestion des déchets s'ils n'avaient pas été mis dans le monticule.

Monsieur le Premier Ministre et mesdames et messieurs les Membres du Conseil des Ministres:*Retirez à la CCSN le pouvoir de décision en cette matière et arrêtez le dépotoir nucléaire de Chalk River. Protégez la rivière des Outaouais pour les générations actuelles et futures de Canadiens.*

Veuillez recevoir l'expression de nos sentiments les plus sincères,

Gordon Edwards, Regroupement pour la surveillance du nucléaire, Montréal, QC
Éric Notebaert, Association canadienne des médecins pour l'environnement, Montréal, QC
Réal Lalande, Action Climat Outaouais, Gatineau, QC
Paul Johannis, L'Alliance pour les espaces verts de la capitale du Canada, Ottawa, ON
Lynn Jones, Concerned Citizens of Renfrew County and Area, Ottawa, ON
Johanna Echlin, Old Fort William (Quebec) Cottagers' Association, Sheenboro, QC
Robb Barnes, Écologie Ottawa, Ottawa, ON
Beatrice Olivastri, Les ami(e)s de la terre Canada, Ottawa, ON
Ole Hendrickson, Ottawa River Institute, Ottawa, ON
Eva Schacherl, Coalition Against Nuclear Dumps on the Ottawa River, Ottawa, ON

CC:
Hon. Erin O'Toole, Chef de l'opposition
Yves-François Blanchet, chef du Bloc québécois
Jagmeet Singh, Chef du Nouveau Parti démocratique
Annamie Paul, Chef du Parti vert du Canada

The Corporation of
The Township of Brock
1 Cameron St. E., P.O. Box 10
Cannington, ON L0E 1E0
705-432-2355

June 24, 2021

The Honourable Caroline Mulroney, Minister of Transportation
Ministry of Transportation
5th Floor
777 Bay St.
Toronto, ON
M7A 1Z8

Sent via email: caroline.mulroney@pc.ola.org

Dear Honorable Madam:

Re: Township of Archipelago – Road Management Action on Invasive Phragmites

---

Please be advised that the Committee of the Whole, at their meeting held on June 14, 2021, adopted a resolution endorsing the resolution adopted by the Township of The Archipelago, a copy of which is enclosed, with respect to the invasive species phragmites.

Should you have any concerns please do not hesitate to contact the Clerk's Department, Clerks@Brock.ca.

Yours truly,

THE TOWNSHIP OF BROCK

Deena Hunt
Deputy Clerk

Encl.

cc. The Honourable Jeff Yurek, Minister of the Environment, Conservation and Parks jeff.yurekco@pc.ola.org
The Honourable Jonathan Wilkinson, Minister of Environment and Climate Change Canada ec.ministre-minister.ec@canada.ca
Maryann Weaver, Municipal Clerk, Township of the Archipelago mweaver@thearchipelago.on.ca
Carol Schofield, Clerk, Fort Erie cschofield@forterie.ca
Carrie Sykes, Clerk, Lake of Bays csykes@lakeofbays.on.ca
Laurie Scott, MPP Haliburton-Kawartha Lakes-Brock laurie.scottco@pc.ola.org
All Ontario municipalities
AMO amopresident@amo.on.ca

802/21

LAKE OF BAYS
• MUSKOKA •

T 705·635·2272
TF 1·877·566·0005
F 705·635·2132

TOWNSHIP OF LAKE OF BAYS
1012 Dwight Beach Rd
Dwight, ON P0A 1H0

Date:	07/06/2021
Refer to:	Not Applicable
Meeting Date:	June 14, 2021
Action:	null
Notes:	COW -OP
Copies to:	pulled from CII

June 2, 2021

Via email: schofield@forterie.ca

Town of Fort Erie
Attention: Carol Schofield, Manager, Legislative Services/Clerk
1 Municipal Centre Drive
Fort Erie, ON
L2A 2S6

Dear Ms. Schofield:

RE: Correspondence – Township of The Arhicpelago – Road Management Action on Invasive Phragmites

On behalf of the Council of the Corporation of the Township of Lake of Bays, please be advised that the above-noted correspondence was presented at the last regularly scheduled meeting on June 1, 2021, and the following was passed.

"Resolution #7(a)/06/01/21

WHEREAS the Council of the Corporation of the Township of Lake of Bays hereby receives the correspondence from Carol Schofield, Manager, Legislative Services/Clerk for the Town of Fort Erie requesting support for the Ontario Ministry of Transportation (MTO) to Communicate the Strategy on Mapping and Controlling Invasive Phragmites on Provincial Highways, dated April 27, 2021;

NOW THEREFORE BE IT RESOLVED THAT the Council of the Corporation of the Township of Lake of Bays hereby supports the resolution from the Township of The Archipelago requesting the Ontario Ministry of Transportation (MTO) to communicate the strategy on mapping (detecting site) and controlling invasive Phragmites on provincial highways, the specific highway management plans and results by each MTO region, and each highway in the region and work in collaboration with the Township of The Archipelago and requests all levels of government to consider funding support to aid the Township of The Archipelago in managing invasive Phragmites.

...2

Res 18-7 Cow June 14 endorsed.

LAKE OF BAYS
• MUSKOKA •

T 705·635·2272
TF 1·877·566·0005
F 705·635·2132

TOWNSHIP OF LAKE OF BAYS
1012 Dwight Beach Rd
Dwight, ON P0A 1H0

AND FURTHER THAT this resolution be forwarded to the Town of Fort Erie, Township of The Archipelago, Ontario Ministry of Transportation, Minister of Environment, Conservation and Parks, Minister of Environment and Climate Change Canada, MPP Norm Miller, and all Ontario Municipalities.

Carried."

Sincerely,

Carrie Sykes, *Dipl. M.A., CMO, AOMC,*
Director of Corporate Services/Clerk.
CS/cw

Encl.

Copy to: Township of The Archipelago
Hon. Caroline Mulroney, Minister of Transportation
Hon. Jeff Yurek, Minister of Environment, Conservation and Parks
Hon. Jonathan Wilkinson, Minister of Environment and Climate Change Canada
Hon. Norm Miller, MPP, Parry Sound-Muskoka
All Ontario Municipalities

Community Services

Legislative Services

April 27, 2021
File #120203
Sent via email: caroline.mulroney@pc.ola.org

The Honourable Caroline Mulroney, Minister of Transportation
5th Floor, 777 Bay Street
Toronto, ON M7A 1Z8

Honourable and Dear Madam:

Re: Township of The Archipelago - Road Management Action on Invasive Phragmites

Please be advised the Municipal Council of the Town of Fort Erie at its meeting of April 26, 2021 received and supported correspondence from the Township of The Archipelago dated April 9, 2021 requesting the Ontario Ministry of Transportation (MTO) to communicate the strategy on mapping (detecting sites) and controlling invasive Phragmites on provincial highways, the specific highway management plans and results by each MTO region and each highway in the region and work in coordination with the Township of The Archipelago and requests all levels of government to consider funding support to aid the Township of The Archipelago in managing invasive phragmites.

Attached please find a copy of the Township of The Archipelago's correspondence dated April 9, 2021.

Thank you for your attention to this matter.

Yours very truly,

Carol Schofield, Dipl.M.A.
Manager, Legislative Services/Clerk
cschofield@forterie.ca
CS:dlk
Attach
c.c.
The Honourable Jeff Yurek, Minister of Environment, Conservation and Parks jeff.yurekco@pc.ola.org
The Honourable Jonathan Wilkinson, Minister of Environment and Climate Change Canada ec.ministre-minister.ec@canada.ca
Christopher Balasa, Manager, Maintenance Management Office Christopher.balasa@ontario.ca
Wayne Gates, MPP, Niagara Falls wgates-co@ndp.on.ca
MPP Norman Miller. Norm.miller@pc.olg.org
Maryann Weaver, Municipal Clerk, Township of The Archipelago mweaver@thearchipelago.on.ca
Ontario Municipalities

Township of The Archipelago
9 James Street, Parry Sound ON P2A 1T4
Tel: 705-746-4243/Fax: 705-746-7301
www.thearchipelago.on.ca

April 9, 2021

21-073

Moved by Councillor Barton
Seconded by Councillor Manner

RE: Road Management Action On Invasive Phragmites

WHEREAS Phragmites australis (Phragmites) is an invasive perennial grass that continues to cause severe damage to wetlands and beaches in areas around the Great Lakes including Georgian Bay; and

WHEREAS Phragmites australis grows and spreads rapidly, allowing the plant to invade new areas and grow into large monoculture stands in a short amount of time, and is an allelopathic plant that secretes toxins from its roots into the soil which impede the growth of neighboring plant species; and

WHEREAS Phragmites australis results in loss of biodiversity and species richness, loss of habitat, changes in hydrology due to its high metabolic rate, changes in nutrient cycling as it is slow to decompose, an increased fire hazard due to the combustibility of its dead stalks, and can have an adverse impact on agriculture, particularly in drainage ditches; and

WHEREAS invasive Phragmites has been identified as Canada's worst invasive plant species by Agriculture and Agrifood Canada; and

WHEREAS the Ontario government has made it illegal to import, deposit, release, breed/grow, buy, sell, lease or trade invasive Phragmites under the Invasive Species Act; and

WHEREAS Phragmites occupy over 4,800 hectares of land around Lake St. Clair alone, while 212 hectares of Phragmites occupy land along the St. Lawrence River. The Georgian Bay Area is particularly affected by Phragmites australis, with more than 700 stands along the shorelines and multiple visible stands on the highways and roads that threaten valuable infrastructure and wetland areas; and

WHEREAS volunteers, non-governmental organizations, and various municipalities have invested tens of thousands of dollars in investments and labour annually for more than eight years in executing managements plans to control invasive Phragmites on roads, coasts, shorelines and in wetlands; and

WHEREAS roads and highways where Phragmites that are left untreated become spread vectors that continually risk new and treated wetlands and coastal shoreline areas; and

WHEREAS according to "Smart Practices for the Control of Invasive Phragmites along Ontario's Roads" by the Ontario Phragmites Working Group, best road management practices for Phragmites australis include early detection, herbicide application, and cutting; and

WHEREAS these best management practices are most effective when used in a multi-pronged approach as opposed to when used as stand-alone control measures; and

WHEREAS mother nature does not recognize political boundaries. Therefore, it is imperative that Municipalities, Districts, the Province, and the Federal government work together in collaboration to eradicate Canada's worst invasive plant species Phragmites australis;

NOW THEREFORE BE IT RESOLVED that Council for the Corporation of the Township of The Archipelago directs its staff to implement best management practices to promote early detection of invasive Phragmites, and to implement best management practices for invasive Phragmites, and to join the Ontario Phragmites Working Group to collaborate on the eradication of Phragmites in Ontario.

BE IT FURTHER RESOLVED that Council for the Corporation of the Township of The Archipelago directs staff to insert clean equipment protocols into tenders and that there is oversight that the protocols are followed; and

BE IT FURTHER RESOLVED that Council for the Corporation of the Township of The Archipelago requests the Ontario Ministry of Transportation to map and treat invasive Phragmites annually on all its highways; and

BE IT FURTHER RESOLVED that the Ontario Ministry of Transportation (MTO) communicates the strategy on mapping (detecting sites) and controlling invasive Phragmites on provincial highways, the specific highway management plans and results by each MTO region and each highway in the region and work in coordination with the Township of The Archipelago; and

BE IT FURTHER RESOLVED that Council for the Corporation of the Township of The Archipelago directs its staff to send this resolution to all municipalities that are part of the Georgian Bay watershed, to all municipalities in the Great Lakes watershed, to the Minister of Transportation, Christopher Balasa the Manager, Maintenance Management Office, and MPP Norman Miller.

BE IT FINALLY RESOLVED that Council for the Corporation of the Township of The Archipelago requests all levels of government to consider funding support to aid the Township of The Archipelago in managing invasive phragmites; and directs staff to send a copy of this resolution to the Ontario Minister of Environment, Conservation and Parks and the Minister of Environment and Climate Change Canada.

Carried.

The Honourable Doug Ford
Premier of Ontario
Legislative Building, Queen's Park
Toronto, ON M7A 1A1
(via e-mail) premier@ontario.ca

June 18th 2021

Attention: Premier Ford:

Re: Support for Fire Departments

Please be advised that on June 16th 2021 the Town of Plympton-Wyoming Council passed the following motion to support the Council of the Township of Hudson's motion (attached) requesting that the Province of Ontario work with the Federal Government to include apparatuses, training, equipment and structures for fire departments as eligible categories to any further infrastructure programs.

Motion 23
Moved by Muriel Wright, Seconded by Gary Atkinson that Council support item 'v' of correspondence from the Township of Hudson regarding Support for Fire Departments.

Motion Carried.

If you have any questions regarding the above motion, please do not hesitate to contact me by phone or email at ekwarciak@plympton-wyoming.ca.

Sincerely,
Erin Kwarciak
Clerk
Town of Plympton-Wyoming

Cc: (via e-mail)
All Members of Parliament
Honourable Steve Clark, Minister of Municipal Affairs and Housing
Honourable Laurie Scott, Minister of Infrastructure
Jon Pegg, the Ontario Association of Fire Chiefs
Bob Bailey, MPP Sarnia-Lambton
Marilyn Gladu, MP Sarnia-Lambton
Ontario Fire Marshal
All Ontario Municipalities

CORPORATION OF THE
TOWNSHIP OF HUDSON
903303 HANBURY RD.
NEW LISKEARD, ON P0J1P0
(t) 705-647-5439 (f) 705-647-6373
www.hudson.ca admin@hudson.ca

March 31st, 2021

The Honourable Doug Ford
Premier of Ontario
Legislative Building
Queen's Park
Toronto, ON M7A 1A1

Attention: Premier Ford

RE: Support for Fire Departments

At the Township of Hudson's Regular Meeting of Council held on Wednesday March 3rd, 2021, the following resolution 2021-049 was put forward and passed:

WHEREAS the role of Ontario's 441 fire departments and their approximate 30,000 full, part-time, and volunteer firefighters is to protect Ontarians and their property; and

WHEREAS according to the Ontario Fire Marshal and Emergency Management's latest data, in Ontario there was over 11,000 number of loss fires, 9,500 no loss fires, 784 injuries, 91 fatalities, and over $820 million dollars of estimated loss in 2018; and

WHEREAS fire emergencies only make up a portion of the total calls for help received by fire and emergency service departments as they respond to nearly every public emergency, disaster, or 9-1-1 call; and

WHEREAS Ontario's fire department infrastructure deficit continues to grow annually and is almost entirely borne by the municipality and local taxpayers with the majority having populations under 25,000; and

WHEREAS due to antiquated structures and equipment that do not meet current industry standards the safety of the Ontario public and Ontario firefighters is being jeopardized;

NOW THEREFORE the Council of the Corporation of the Township of Hudson resolves as follows:

1. **THAT** the Federal and Provincial Government includes apparatuses, training, equipment and structures for fire departments as eligible categories to any further infrastructure programs which will not only provide immediate stimulus to the local, provincial and federal economies given current economic uncertainty but also ensure the safety of Canadians and dedicated firefighters; and

2. **THAT** this resolution be forwarded to the Honourable Doug Ford Premier of Ontario, the Honourable Steve Clark, Minister of Municipal Affairs and Housing, the Honourable Laurie Scott, Minister of Infrastructure, local MPP, local MP, the Ontario Fire Marshal, Jon Pegg, the Ontario Association of Fire Chiefs, and all Ontario Municipalities.

Please accept this for your consideration and any necessary action.

Sincerely,

Jordan Kemp
Clerk-Treasurer
Township of Hudson

The Right Honourable Justin Trudeau
Prime Minister
House of Commons
Ottawa, ON K1A 0A6
Justin.trudeau@parl.gc.ca

The Honourable Doug Ford
Premier of Ontario
Legislative Building, Queen's Park
Toronto, ON M7A 1A1
premier@ontario.ca

June 18th 2021

Honourable and Dear Sirs:

Re: Capital Gains Tax on Primary Residence

Please be advised that on June 16th 2021 the Town of Plympton-Wyoming Council passed the following motion to support the Council of the Town of Fort Erie motion (attached) requesting that the Province of Ontario work with the Federal Government to address concerns regarding Capital Gains Tax on primary residences.

Motion 23
Moved by Muriel Wright, Seconded by Gary Atkinson that Council support item 'w' of correspondence from the Town of Fort Erie regarding Capital Gains Tax on Primary Residences.

Motion Carried.

If you have any questions regarding the above motion, please do not hesitate to contact me by phone or email at ekwarciak@plympton-wyoming.ca.

Sincerely,

Erin Kwarciak
Clerk
ekwarciak@plympton-wyoming.ca

Cc: (via e-mail)
All Members of Parliament
All Members of Provincial Parliament
The Regional Municipality of Niagara
Ontario Municipalities

Community Services

Legislative Services

June 1, 2021
File #120203

The Right Honourable Justin Trudeau
Prime Minister
House of Commons
Ottawa, ON K1A 0A6
Justin.trudeau@parl.gc.ca

The Honourable Doug Ford
Premier of Ontario
Legislative Building, Queen's Park
Toronto, ON M7A 1A1
premier@ontario.ca

Honourable and Dear Sirs:

Re: Capital Gains Tax on Primary Residence

The Municipal Council of the Town of Fort Erie at its meeting of May 31, 2021 passed the following resolution:

Whereas primary residences are currently exempt from a capital gains tax, and

Whereas currently secondary and additional non-primary properties are subject to capital gains, and

Whereas the Federal Government is currently looking into a primary residence capital gains tax as they have recognized that affordable housing has become a serious issue in Canada, and

Whereas smaller communities including the Town of Fort Erie are seeing unprecedented higher selling prices that are outpacing prices in larger cities, and

Whereas many hard-working Canadians who have only a primary residence with no additional non-primary homes count on their home equity as financial aid to apply to upsizing or downsizing their home depending on their personal situation, and

Whereas a change in taxation to primary residences would be a significant financial blow to Canadians and would create an unfair, two-tiered taxation which could lead to depleted savings, inter-generational disparities, disparities among diverse groups such as seniors who may have a significant portion of their savings vested in their primary residence, as well as, reducing the ability of home ownership thereby a further, higher need for rentals, and

Whereas the Federal government could look at other means to slow down the rapidly escalating housing costs to improve housing affordability;

…2

Now therefore be it resolved,

That: The Federal Government cease further consideration of eliminating capital gains tax exemptions on primary residences, and further

That: A copy of this resolution be circulated to The Right Honourable Justin Trudeau, The Honourable Doug Ford, Premier of Ontario, All Members of Parliament, All Members of Provincial Parliament, The Regional Municipality of Niagara, and all Municipalities, for their support.

Thank you for your attention to this matter.

Yours very truly,

Carol Schofield, Dipl.M.A.
Manager, Legislative Services/Clerk
cschofield@forterie.ca
CS:dlk
c.c. All Members of Parliament
All Members of Provincial Parliament
The Regional Municipality of Niagara
Ontario Municipalities

La Corporation de la Municipalité de / The Corporation of the Municipality of ST.CHARLES
C.P. / Box 70, 2 King Street East St.-Charles ON P0M 2W0
Tel: 705-867-2032 Fax: 705-867-5789 www.stcharlesontario.ca

June 28, 2021

VIA EMAIL TO: premier@ontario.ca

The Honourable Doug Ford, M.P.P.
Premier of Ontario
Legislative Building
Queen's Park
Toronto, ON M7A 1A1

Dear Premier Ford:

Re: Resolution - Municipal Land Transfer Tax

At its Regular Meeting of Council held April 21, 2021, Council for the Corporation of the Municipality of St.-Charles passed the following Resolution:

Resolution No.: 2021-94
Moved by: Councillor Monica Loftus
Seconded by: Councillor Richard Lemieux

"WHEREAS Municipalities in Ontario have an infrastructure deficit of $34 billion dollars;

AND WHEREAS there is extremely limited grant money being received by the provincial and federal governments;

WE THEREFORE ASK that Municipalities be allowed to have a charge applied to all land transfers within their boundaries and that this amount go directly to the Municipality.

CARRIED"

Your attention to this matter is greatly appreciated.

La Corporation de la Municipalité de / The Corporation of the Municipality of ST.CHARLES
C.P. / Box 70, 2 King Street East St.-Charles ON P0M 2W0
Tel: 705-867-2032 Fax: 705-867-5789 www.stcharlesontario.ca

Sincerely,

Municipality of St.-Charles

Tammy J. Godden
Clerk
/tg

CC: Right Honourable Justin Trudeau (Via Email To: Justin.Trudeau@parl.gc.ca)
Minister of Municipal Affairs and Housing, Steve Clark (Via Email To: Steve.Clark@pc.ola.org)
Association of Municipalities of Ontario (Via Email To: AMO@amo.on.ca)
The Federation of Northern Ontario Municipalities (Via Email To: Office@fonom.org)
Ontario Municipalities

House of Commons
Chambre des communes
CANADA

Constituency Office
110-888 Carnarvon Street
New Westminster, BC
V3M 0C6
Phone: 604.775.5707
Fax: 604.775.5743
peter.julian.c1@parl.gc.ca

www.peterjulian.ca

House of Commons
Suite 203, Wellington Building
Ottawa, ON K1A 0A6
Phone: 613.992.4214
Fax: 613.947.9500
peter.julian@parl.gc.ca

Peter Julian
MP / Député
New Westminster–Burnaby

Bureau de circonscription
110-888, rue Carnarvon
New Westminster (C.B.)
V3M 0C6
Tél. : 604.775.5707
Téléc. : 604.775.5743
peter.julian.c1@parl.gc.ca

www.peterjulian.ca

Chambre des communes
Édifice Wellington, Pièce 203
Ottawa (ON) K1A 0A6
Tél. : 613.992.4214
Téléc. : 613.947.9500
peter.julian@parl.gc.ca

June 17th, 2021

RE: Seeking your endorsement for Motion M-84 Anti-Hate Crimes and Incidents & Private Member's Bill C-313 Banning Symbols of Hate Act

Dear Mayor and Council,

I am writing to you today seeking your endorsement of my House of Commons *Motion M-84 Anti-Hate Crimes and Incidents* and my private member's legislation on *Banning Symbols of Hate Act - Bill C-313*. We are living in an unprecedented time. The killing of George Floyd in the U.S., and the deaths of Regis Korchinski-Paquet, a 29-year-old Indigenous-Ukrainian-Black Canadian woman, occurred in Toronto, and Chantel Moore, an Indigenous Canadian woman, was shot and killed by Edmundston police, New Brunswick police, who were called to perform a wellness check - were results of systemic racism.

Since the start of the pandemic, there has been an alarming increase of anti-Asian racism and hate crimes in Canada and across North America. A new Angus Reid public opinion poll shows that nearly 50% of young Asian Canadians have experienced and been affected by anti-Asian racism and bigotry in the last year. Statistics Canada reported that in the context of the COVID-19 pandemic, fear and misinformation about the virus may disproportionately impact the sense of personal and community safety of many people in Canada.

The recent murder of the Muslim family in London, Ontario, was yet another reminder that hate and Islamophobia exist in Canada. We must take a strong stance against all forms of hate and racism against Black, Indigenous, People of Colour and Racialized communities.

My Bill C-313 would prevent anyone from selling and displaying symbols that promote hatred and violence against identifiable groups. Julian says banning symbols of hatred like swastikas or Klu Klux Klan insignia is important for all Canadians to feel safe.

I hope I can count on your endorsement to urge the federal government to immediately stop all forms of hate and all forms of discrimination, hate crimes and incidents as well as ending all display and sale in Canada of symbols of hate. Please consider using the following endorsement paragraph as a reply as soon as possible:

> *On behalf of _____(Number of residents in your city), the Mayor and Council of _____(city name) endorse MP Peter Julian's private member's motion, Motion M-84 Anti-Hate Crimes and Incidents and his private member's bill Bill-C 313 Banning Symbols of Hate Act.*

Thank you very much for your consideration. Please feel free to contact my Chief of Staff, Doris Mah, at 604-353-3107 if you require any further information.

We look forward to hearing from you soon.

Sincerely,

Peter Julian, MP
New Westminster–Burnaby

House of Commons
Chambre des communes
CANADA

Constituency Office
110-888 Carnarvon Street
New Westminster, BC
V3M 0C6
Phone: 604.775.5707
Fax: 604.775.5743
peter.julian.c1@parl.gc.ca

www.peterjulian.ca

House of Commons
Suite 203, Wellington Building
Ottawa, ON K1A 0A6
Phone: 613.992.4214
Fax: 613.947.9500
peter.julian@parl.gc.ca

Peter Julian
MP / Député
New Westminster–Burnaby

Bureau de circonscription
110-888, rue Carnarvon
New Westminster (C.B.)
V3M 0C6
Tél. : 604.775.5707
Téléc. : 604.775.5743
peter.julian.c1@parl.gc.ca

www.peterjulian.ca

Chambre des communes
Édifice Wellington, Pièce 203
Ottawa (ON) K1A 0A6
Tél. : 613.992.4214
Téléc. : 613.947.9500
peter.julian@parl.gc.ca

17 juin 2021

Nous sollicitons votre appui pour la motion M-84 contre les crimes et incidents haineux et le projet de loi d'initiative parlementaire C-313 Loi interdisant les symboles de haine

Bonjour,

Je vous écris aujourd'hui pour vous demander d'appuyer la motion M-84 de la Chambre des communes contre les crimes et incidents haineux et mon projet de loi d'initiative parlementaire sur l'interdiction des symboles de haine, le projet de loi C-313. Nous vivons une époque sans précédent. L'assassinat de George Floyd aux États-Unis et les décès de Regis Korchinski-Paquet, une Canadienne autochtone, ukrainienne et noire de 29 ans, survenus à Toronto, et de Chantel Moore, une Canadienne autochtone, abattue par la police d'Edmundston, au Nouveau-Brunswick, qui avait été appelée pour effectuer un contrôle de santé, sont le résultat d'un racisme systémique.

Depuis le début de la pandémie, on constate une augmentation alarmante du racisme et des crimes haineux anti-asiatiques au Canada et dans toute l'Amérique du Nord. Un nouveau sondage d'opinion Angus Reid révèle que près de 50 % des jeunes Canadiens d'origine asiatique ont été victimes de racisme et de sectarisme antiasiatiques au cours de la dernière année. Selon Statistique Canada, dans le contexte de la pandémie de COVID-19, la peur et la désinformation au sujet du virus peuvent avoir un impact disproportionné sur le sentiment de sécurité personnelle et communautaire de certains groupes ethnoculturels.

Le récent meurtre de la famille musulmane de London, en Ontario, est un autre rappel que la haine et l'islamophobie existent au Canada ; nous devons donc adopter une position ferme contre toutes les formes de haine et de racisme à l'égard des Noirs, des Autochtones, des personnes de couleur et des communautés racialisées.

Mon projet de loi C-313 empêcherait quiconque de vendre et d'afficher des symboles qui encouragent la haine et la violence contre des groupes identifiables. Il est important d'interdire les symboles de haine comme les croix gammées ou les insignes du Klu Klux Klan pour que tous les Canadiens se sentent en sécurité.

J'espère pouvoir compter sur votre appui pour inciter le gouvernement fédéral à mettre immédiatement un terme à toutes les formes de haine et de discrimination, aux crimes et incidents haineux, ainsi qu'à toutes les marchandises vendues au Canada qui contiennent des symboles de haine. Veuillez envisager d'utiliser le paragraphe de soutien suivant comme réponse dès que possible :

> *Au nom de _____(Nombre de résidents dans votre ville), le maire et le conseil de _____(nom de la ville) appuient la motion d'initiative parlementaire du député Peter Julian, la motion M-84 contre les crimes et incidents haineux et son projet de loi d'initiative parlementaire Bill-C 313 Loi interdisant les symboles de haine.*

Merci beaucoup pour votre considération. N'hésitez pas à contacter ma cheffe de cabinet, Doris Mah, au 604-353-3107 si vous avez besoin de plus amples informations.

Sincèrement,

Peter Julian, député
New Westminster - Burnaby

ONTARIO ENERGY BOARD NOTICE
TO CUSTOMERS OF ENBRIDGE GAS INC.

Enbridge Gas Inc. has applied to dispose of the balances in certain deferral and variance accounts.

Learn More. Have your say.

If the application is approved as filed, a typical residential customer of Enbridge Gas Inc. will see the following one-time billing adjustment, effective October 1, 2021:

Residential Customer Bill Impacts

Rate Classes	One-time billing adjustment, effective October 1, 2021
Enbridge Gas Distribution Rate 1	$ 5.30 (Credit)
Union Gas South Rate M1	$ 7.97 (Charge)
Union Gas North West Rate 01	$ 30.08 (Credit)
Union Gas North East Rate 01	$ 7.26 (Charge)

Other customers, including businesses, may also be affected.

Enbridge Gas Inc. is required to share with customers any earnings that are 150 basis points over the OEB-approved return on equity. Enbridge Gas Inc. says that its 2020 earnings were below the 150 basis point threshold and as a result it is not proposing to share any earnings with customers.

THE ONTARIO ENERGY BOARD WILL HOLD A PUBLIC HEARING

The Ontario Energy Board (OEB) will hold a public hearing to consider Enbridge Gas's application. During this hearing, which could be an oral or written hearing, we will review Enbridge Gas's 2020 earnings and the deferral account balances that are requested for disposition. We will also hear questions and arguments from individuals that have registered to participate (called intervenors) in the OEB's hearing. At the end of this hearing, the OEB will decide whether to grant Enbridge Gas's request to dispose of the deferral account balances.

The OEB is an independent and impartial public agency. We make decisions that serve the public interest. Our goal is to promote a financially viable and efficient energy sector that provides you with reliable energy services at a reasonable cost.

BE INFORMED AND HAVE YOUR SAY

You have the right to information regarding this application and to be involved in the process.

- You can review Enbridge Gas's application on the OEB's website now
- You can file a letter with your comments, which will be considered during the hearing
- You can become an intervenor. As an intervenor, you can ask questions about Enbridge Gas's application and make arguments on whether the OEB should approve Enbridge Gas's request. Apply by **July 9, 2021** or the hearing will go ahead without you and you will not receive any further notice of the proceeding
- At the end of the process, you can review the OEB's decision and its reasons on our website

The OEB intends to consider cost awards in this proceeding that are in accordance with the *Practice Direction on Cost Awards* and only in relation to the following:

1) The review of the following deferral and variance accounts:

EGD Rate Zone (former Enbridge Gas Distribution Inc.) Accounts
- Storage and Transportation Deferral Account
- Transactional Services Deferral Account
- Unaccounted-For Gas Variance Account
- Average Use True-Up Variance Account
- Deferred Rebate Account
- Transition Impact of Accounting Charges Deferral Account
- Ontario Energy Board Cost Assessment Variance Account
- Dawn Access Costs Deferral Account

Union Rate Zones (former Union Gas Limited) Accounts
- Upstream Transportation Optimization Deferral Account
- Unabsorbed Demand Costs Variance Account
- Deferral Clearing Variance Account - Supply
- Deferral Clearing Variance Account – Transport
- Base Service North T-Service TransCanada Capacity Deferral Account
- Short-Term Storage and Other Balancing Services Deferral Account
- Normalized Average Consumption Deferral Account
- Deferral Clearing Variance Account

• Ontario Energy Board Cost Assessment Variance Account
• Parkway West Project Costs Deferral Account
• Lobo C Compressor/Hamilton-Milton Pipeline Project Costs Deferral Account
• Lobo D/Bright C/Dawn H Compressor Project Costs Deferral Account
• Panhandle Reinforcement Project Costs Deferral Account
• Pension and OPEB Forecast Accrual vs. Actual Cash Payment Differential Variance Account
• Unaccounted for Gas Price Variance Account

Enbridge Gas Inc. Accounts
• Earnings Sharing Deferral Account
• Tax Variance Deferral Account
• Accounting Policy Changes Deferral Account

2) The review of Enbridge Gas Inc.'s 2020 earnings, earnings sharing calculations and the 2020 Performance Scorecard.

3) The review of the methodology for disposing and allocating the deferral and variance account balances.

LEARN MORE
These proposed charges relate to Enbridge Gas's distribution services. They make up part of the Delivery line - one of the line items on your bill. Our file number for this case is **EB-2021-0149**. To learn more about this hearing, find instructions on how to file a letter with your comments or become an intervenor, or to access any document related to this case, please enter the file number **EB-2021-0149** or select it from the list of file numbers on the OEB website: **www.oeb.ca/notice**. You can also phone our Public Information Centre at 1-877-632-2727 with any questions.

ORAL VS. WRITTEN HEARINGS
There are two types of OEB hearings – oral and written. Enbridge Gas has applied for a written hearing. The OEB will determine at a later date whether to proceed by way of a written or oral hearing. If you think an oral hearing is needed, you can write to the OEB to explain why by **July 9, 2021**.

PRIVACY
If you write a letter of comment, your name and the content of your letter will be put on the public record and the OEB website. However, your personal telephone number, home address and email address will be removed. If you are a business, all your information will remain public. If you apply to become an intervenor, all information will be public.

This rate hearing will be held under section 36 of the Ontario Energy Board Act, 1998, S.O. 1998, c.15, Schedule B.

Ontario | Commission
Energy | de l'énergie
Board | de l'Ontario

AVIS DE LA COMMISSION DE L'ÉNERGIE DE L'ONTARIO AUX CLIENTS D'ENBRIDGE GAS INC.

Enbridge Gas Inc. a fait une demande de liquidation des soldes de certains comptes de report et d'écart.

En savoir plus. Donnez votre avis.

Si la demande est approuvée telle quelle, un client résidentiel type d'Enbridge Gas Inc. constatera le rajustement de facturation unique suivant à compter du 1er octobre 2021 :

Incidences sur la facture des clients résidentiels

Catégories tarifaires	Rajustement de facturation unique, entrant en vigueur au 1er octobre 2021
Tarif 1 Enbridge Gas Distribution	5,30 $ (crédit)
Tarif M1 de la zone Sud – Union Gas	7,97 $ (frais)
Tarif 01 de la zone Nord-Ouest – Union Gas	30,08 $ (crédit)
Tarif 01 de la zone Nord-Est – Union Gas	7,26 $ (frais)

Les autres clients, y compris les entreprises, pourraient également être concernés.

Enbridge Gas Inc. est tenue de partager avec ses clients tout bénéfice qui dépasse de 150 points de base le rendement des capitaux propres approuvé par la CEO. Enbridge Gas Inc. affirme que ses bénéfices pour l'exercice 2020 étaient inférieurs au seuil de 150 points de base et, par conséquent, elle ne propose pas de partager les bénéfices avec ses clients.

LA COMMISSION DE L'ÉNERGIE DE L'ONTARIO TIENDRA UNE AUDIENCE PUBLIQUE

La Commission de l'énergie de l'Ontario (CEO) tiendra une audience publique afin d'étudier la demande d'Enbridge Gas. Au cours de cette audience, qui pourrait être une audience orale ou écrite, nous examinerons les bénéfices d'Enbridge Gas pour l'exercice 2020 et les soldes des comptes de report dont la liquidation est demandée. Nous entendrons également les questions et arguments des personnes qui se sont inscrites pour participer (appelées « intervenants ») à l'audience de la CEO. À la fin de cette audience, la CEO décidera si elle accepte la demande d'Enbridge Gas de liquider des soldes des comptes de report.

La CEO est une agence publique indépendante et impartiale. Les décisions que nous prenons visent à servir au mieux l'intérêt public. Notre objectif est d'encourager le développement d'un secteur de l'énergie efficace et financièrement viable, afin d'offrir des services énergétiques fiables à un prix raisonnable.

RENSEIGNEZ-VOUS ET DONNEZ VOTRE AVIS

Vous avez le droit d'être informé au sujet de cette requête et de participer au processus.

- Vous pouvez examiner la requête d'Enbridge Gas sur le site Web de la CEO dès maintenant.
- Vous pouvez déposer une lettre de commentaires qui sera prise en compte au cours de l'audience.
- Vous pouvez participer à titre d'intervenant. En tant qu'intervenant, vous pouvez poser des questions sur la demande d'Enbridge Gas et présenter les raisons pour lesquelles la CEO devrait approuver la demande d'Enbridge Gas. Inscrivez-vous au plus tard le **9 juillet 2021** faute de quoi l'audience aura lieu sans votre participation et vous ne recevrez plus d'avis dans le cadre de ce dossier.
- Vous pourrez consulter la décision rendue par la CEO à l'issue de la procédure ainsi que les motifs de sa décision sur notre site Web.

La CEO envisage d'accorder dans la présente affaire une attribution des dépens conformément aux *Directives de pratique d'attribution des dépens*, et seulement en ce qui concerne les éléments suivants :

1) L'examen des comptes de report et d'écart suivants :

Comptes de la zone de tarification d'EGD (anciennement Enbridge Gas Distribution Inc.)
• Compte de report pour l'entreposage et le transport
• Compte de report des services transactionnels
• Compte d'écart lié au gaz non comptabilisé
• Compte d'écart égalisé de l'utilisation moyenne
• Compte de remise différée
• Incidence de la transition du compte de report des frais comptables
• Compte d'écart pour l'évaluation des coûts de la CEO
• Compte de report des coûts d'accès – Dawn

Comptes de zones de tarification d'Union (anciennement Union Gas Limited)
• Compte pour l'optimisation du transport en amont
• Compte d'écart lié aux coûts de la demande non absorbée

• Compte d'écart pour la compensation des reports – Approvisionnement
• Compte d'écart pour la compensation des reports – Transport
• Compte lié à la capacité du service de base du service-T de TransCanada pour le nord
• Compte pour le stockage à court terme et d'autres services d'établissement de bilan
• Compte d'écart pour la consommation moyenne normalisée
• Compte d'écart pour la compensation des reports
• Compte d'écart pour l'évaluation des coûts de la CEO
• Compte d'écart des coûts du projet Parkway West
• Compte lié aux coûts du compresseur Lobo C et du projet du pipeline Hamilton-Milton
• Compte lié aux coûts du projet du compresseur de Lobo D, Bright C et Dawn H
• Compte lié aux coûts du projet de renforcement Panhandle
• Compte d'écart entre les charges à payer et les paiements comptants réels pour les prestations de retraite et les autres avantages postérieurs à l'emploi
• Compte d'écart lié au prix du gaz non comptabilisé

Comptes d'Enbridge Gas Inc.
• Compte de report pour le partage des bénéfices
• Compte de report et d'écart de taxe
• Compte de report pour la modification de la politique comptable

2) L'examen des bénéfices de l'exercice 2020 d'Enbridge Gas Inc., les calculs de partage des bénéfices et la fiche de pointage du rendement de l'exercice 2020.
3) L'examen de la méthodologie pour liquider et allouer les soldes des comptes de report et d'écart.

EN SAVOIR PLUS
Les tarifs proposés sont relatifs aux services de distribution d'Enbridge Gas Ils sont inscrits à la ligne « livraison » de votre facture d'électricité. Le numéro de référence pour ce dossier est **EB-2021-0149**. Pour obtenir de plus amples renseignements sur cette audience, sur les démarches à suivre pour déposer une lettre, participer en tant qu'intervenant ou pour consulter les documents relatifs à cette affaire, veuillez saisir le numéro de dossier **EB-2021-0149** ou le sélectionner dans la liste des numéros de dossier sur le site Web de la CEO : **https://www.oeb.ca/fr/participez/applications/requetes-tarifaires-en-cours**. Pour toute question, vous pouvez également communiquer avec notre centre d'information du public au 1 877 632-2727.

AUDIENCES ORALES OU AUDIENCES ÉCRITES
Il existe deux types d'audiences à la CEO : les audiences orales et les audiences écrites. Enbridge Gas a demandé une audience écrite. La CEO décidera ultérieurement de traiter l'affaire par voie d'audience orale ou écrite. Si vous pensez qu'une audience orale est nécessaire, vous pouvez faire part de vos arguments par écrit à la CEO au plus tard le **9 juillet 2021**.

PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS
Si vous écrivez une lettre de commentaires, votre nom et le contenu de cette lettre seront ajoutés au dossier public et au site Web de la CEO. Toutefois, votre numéro de téléphone, votre adresse de domicile et votre adresse électronique ne seront pas rendus publics. Si vous représentez une entreprise, tous les renseignements de l'entreprise demeureront accessibles au public. Si vous participez à titre d'intervenant, tous vos renseignements personnels seront rendus publics.

Cette audience sur les tarifs sera tenue en vertu de l'article 36 de la Loi de 1998 sur la Commission de l'énergie de l'Ontario, L.O. 1998, chap. 15 (annexe B).

Ontario | Ontario Energy Board | Commission de l'énergie de l'Ontario

Joel Denomy
Technical Manager
Regulatory Applications

tel 416-495-5676
joel.denomy@enbridge.com
EGIRegulatoryProceedings@enbridge.com

Enbridge Gas Inc.
500 Consumers Road
North York, Ontario M2J 1P8
Canada

June 4, 2021

VIA RESS AND EMAIL

Ms. Christine Long
Registrar
Ontario Energy Board
2300 Yonge Street, 27th Floor
Toronto, ON M4P 1E4

Dear Ms. Long:

Re: Enbridge Gas Inc. (Enbridge Gas)
Ontario Energy Board (OEB) File No.: EB-2021-0149
2020 Utility Earnings and 2019 Utility Earnings and Disposition of Deferral & Variance Account Balances Application and Evidence

Effective January 1, 2019, Enbridge Gas Distribution Inc. ("EGD") and Union Gas Limited ("Union") amalgamated to become Enbridge Gas Inc. ("Enbridge Gas"). Enclosed is the application and evidence submitted by Enbridge Gas addressing 2020 utility earnings and the disposition and recovery of certain 2020 deferral and variance account balances (the "Application") for all Enbridge Gas rate zones (EGD, Union North and Union South) and for Enbridge Gas.

The Application is supported by evidence which is outlined below:

Exhibit A: Overview and Introduction

Exhibit B: Utility Results and Earnings Sharing

Exhibit C: Enbridge Gas Deferral and Variance Accounts

Exhibit D: EGD Rate Zone Deferral and Variance Accounts

Exhibit E: Union Rate Zones Deferral and Variance Accounts

Exhibit F: Rate Allocation

Exhibit G: OEB Scorecard

Enbridge Gas proposes to dispose of the approved 2020 deferral and variance account balances with the first QRAM application following the OEB's approval, which is assumed to be October 1, 2021.

In accordance with the OEB's revised Practice Direction on Confidential Filings effective February 17, 2021, sensitive information has been redacted from the following exhibit:

- Exhibit D, Tab 1, Schedule 6

The confidential Exhibit is being sent separately via email to the OEB.

The above noted submission has been filed electronically through the OEB's RESS and will be made available on Enbridge Gas's website at:
https://www.enbridgegas.com/Regulatory-Proceedings

In the event that you have any questions on the above or would like to discuss in more detail, please do not hesitate to contact me.

Sincerely,

(Original Signed)

Joel Denomy
Technical Manager, Regulatory Applications

cc.: D. Stevens (Aird & Berlis)

EXHIBIT LIST

A – Overview and Introduction

Exhibit	Tab	Schedule	Contents
A	1		Exhibit List
	2		Application
	3		Overview and Approvals Required

B- Utility Results and Earning Sharing

Exhibit	Tab	Schedule	Contents
B	1		2020 Earnings Sharing Amount and Determination Process
		1	Return on Rate Base & Equity and Earning Sharing Determination
		2	Utility Income
		3	Utility Income Tax
		4	Utility Rate Base and Continuity Schedules
		5	Capital Structure and Cost of Capital
		6	Reconciliation of Audited Income to Corporate
	2	1	Delivery Revenue by Service Type and Rate Class
		2	Total Customers and Revenue by Service Type and Rate Class

EXHIBIT LIST

B- Utility Results and Earning Sharing

Exhibit	Tab	Schedule	Contents
B	2	3	Revenue from Regulated Storage and Transportation of Gas
		4	Other Revenue
	3	1	Operating and Maintenance Expense
		2	Capital Expenditure
		3	Summary of Capital Cost Allowance

C- Enbridge Gas Inc 2019 Deferral and Variance Accounts

Exhibit	Tab	Schedule	Contents
C	1		Enbridge Gas Inc Deferral and Variance Accounts
		1	Deferral and Variance Actual and Forecast Balances
		2	Summary of Accounting Policy Changes Deferral Account
		3	Calculation of Bill C-97 Accelerated CCA Impact on TVDA

EXHIBIT LIST

D - EGD Rate Zone Deferral and Variance Accounts

Exhibit	Tab	Schedule	Contents
D	1		Deferral & Variance Accounts Requested for Clearance – EGD Rate Zone
		1	Breakdown of the Storage and Transportation Deferral Account
		2	Breakdown of Transactional Services Revenue by Type of Transaction
		3	2020 UAFVA
		4	Breakdown of the Average Use True-up Variance Account
		5	Storage RFP Letter
		6	Storage RFP Summary (Redacted)

E – Union Rate Zones Deferral and Variance Accounts

Exhibit	Tab	Schedule	Contents
E	1		Deferral & Variance Accounts Requested for Clearance – Union Rate Zones
		1	Breakdown of Upstream Transportation Optimization Deferral Account
		2	Breakdown of Short Term Storage Deferral Account
		3	Summary of Non-Utility Storage Balances

EXHIBIT LIST

E – Union Rate Zones Deferral and Variance Accounts

Exhibit	Tab	Schedule	Contents
E	1	4	Allocation of Short Term Peak Storage Revenues between Utility/Non-Utility
		5	Breakdown of Deferral Clearing Variance Account
		6	Calculation of Balances by Rate Class in the NAC Deferral Account
		7	Calculation of Allocation of Short Term Transportation Revenues to the Lobo D / Bright C / Dawn H Compressor Project Cost Deferral Account

F – Rate Allocation

Exhibit	Tab	Schedule	Contents
F	1		Allocation and Disposition of 2020 Deferral and Variance Account Balances
		1	Split of EGI Account Balances to Rate Zones
	2	1	EGD - Unit Rate and Type of Service
		2	EGD - Balances to be Cleared
		3	EGD - Classification and Allocation of Deferral and Variance Account Balances
		4	EGD - Allocation by Type of Service
		5	EGD - Unit Rate by Type of Service
		6	EGD - Bill Adjustment for Typical Customers

EXHIBIT LIST

F – Rate Allocation

Exhibit	Tab	Schedule	Contents
F	3	1	Union - Balances to be Cleared
		2	Union - Allocation of Deferral Balances to Rate Classes
		3	Union - Unit Rates for Disposition
		4	Union - Bill Adjustment for Typical Customer

G – OEB Scorecard

Exhibit	Tab	Schedule	Contents
G	1		2020 Scorecard Results
		1	OEB Scorecard

ONTARIO ENERGY BOARD

IN THE MATTER OF the *Ontario Energy Board Act, 1998*, S.O. 1998, c.15 (Schedule. B);

AND IN THE MATTER OF an Application by Enbridge Gas Inc. for an order or orders clearing certain commodity and non-commodity related deferral or variance accounts.

APPLICATION

1. Enbridge Gas Distribution Inc. (referred to in the evidence as "EGD", "Enbridge" or the "Company") and Union Gas Limited (referred to in the evidence as "Union" or the "Company") (together the "Utilities") were Ontario corporations incorporated under the laws of the Province of Ontario carrying on the business of selling, distributing, transmitting and storing natural gas within the meaning assigned in the *Ontario Energy Board Act*, 1998 (the "Act"). In the August 30, 2018 EB-2017-0306/0307 Decision and Order (the "MAADs Decision"), the Ontario Energy Board (the "OEB") approved the amalgamation of the Utilities, as well as a five-year deferred rebasing term during which a price cap rate-setting model would apply.

2. Effective January 1, 2019 the Utilities amalgamated to become Enbridge Gas Inc. ("Enbridge Gas"). Following amalgamation, Enbridge Gas has maintained the existing Rates Zones of EGD and Union (the EGD, Union North West, Union North East and Union South Rate Zones).[1] Enbridge Gas has also maintained most of the existing deferral and variance accounts for each Rate Zone.

3. Enbridge Gas, the Applicant, hereby applies to the OEB, pursuant to Section 36 of the *Ontario Energy Board Act*, 1998 (the "Act"), for an Order or Orders approving the

[1] Collectively the Union North West, Union North East and Union South rates zones are referred to as "Union rate zones". Union North West and Union North East are collectively referred to as "Union North".

clearance or disposition of amounts recorded in certain deferral or variance accounts.

Earnings Sharing

4. In the MAADs Decision, the OEB approved, among other things, an asymmetrical earnings sharing mechanism ("ESM") during the deferred rebasing period, where each year any earnings in excess of 150 basis points over the OEB-approved return on equity ("ROE") would be shared 50/50 between the Utilities and ratepayers.

5. In 2020, Enbridge Gas's actual utility earnings did not exceed the OEB-approved ROE by more than 150 basis points. Accordingly, no ESM amount is proposed to be shared with ratepayers.

EGD Rate Zone

6. As approved in the MAADs Decision and the 2019 Rates Case (EB-2018-0305), Enbridge Gas has maintained substantially the same deferral and variance accounts for the EGD Rate Zone as during its 2014-2018 Custom IR term.

7. Enbridge Gas seeks approval to clear the final balances of certain EGD Rate Zone deferral and variance accounts for 2020 as set out at Exhibit C, Tab 1, Schedule 1.

Union Rate Zones

8. As approved in the MAADs Decision and the 2019 Rates Case (EB-2018-0305), Enbridge Gas has maintained substantially the same deferral and variance accounts for the Union Rate Zones as during its 2014-2018 IR term.

9. Enbridge Gas seeks approval to clear the final balances of certain Union Rate Zones deferral and variance accounts for 2020 as set out at Exhibit C, Tab 1, Schedule 1.

Enbridge Gas Inc.

10. The OEB has approved several deferral and variance accounts that relate to Enbridge Gas as a whole (and not to specific Rate Zone(s)). These accounts are listed at Exhibit C, Tab 1, Schedule 1.

11. Enbridge Gas proposes to clear the 2020 balance in the Tax Variance Deferral Account ("TVDA"). Enbridge Gas is not seeking approval to clear any part of the balance in the Accounting Policy Changes Deferral Account ("APCDA"), in the Covid-19 Emergency Incremental Cost Deferral Account ("COVEICDA") and in the Incremental Capital Module Deferral Account ("ICMDA"). Details on these accounts are presented in this application for information purposes. The balances in these accounts will be brought forward for clearance in a future application.

Relief Requested

12. Enbridge Gas therefore applies to the OEB for such final, interim or other orders as may be necessary or appropriate for the clearance or disposition of the 2020 deferral and variance accounts requested in Exhibit C, Tab 1, Schedule 1. The proposed manner of disposition is described at Exhibit F. Enbridge Gas proposes to clear the balances in these accounts with the first available QRAM application following the OEB's approval, as early as October 1, 2021.

13. Enbridge Gas requests that certain information included at Exhibit D, Tab 1, Schedule 6 be treated as confidential under the OEB's Practice Direction on Confidential Filings. Equivalent information has been treated as confidential in prior deferral and variance account clearance proceedings.

14. Enbridge Gas requests that this proceeding be heard in writing.

15. Enbridge Gas further applies to the OEB pursuant to the provisions in the Act and the OEB's *Rules of Practice and Procedure* for such final, interim or other Orders

and directions as may be appropriate in relation to the Application and the proper conduct of this proceeding.

16. This Application is supported by written evidence. This evidence may be amended from time to time as required by the OEB, or as circumstances may require.

17. The persons affected by this application are the customers resident or located in the municipalities, police villages and First Nations reserves served by Enbridge Gas, together with those to whom Enbridge Gas sells gas, or on whose behalf Enbridge Gas distributes, transmits or stores gas. It is impractical to set out in this application the names and addresses of such persons because they are too numerous.

18. Enbridge Gas requests that a copy of every document filed with the OEB in this proceeding be served on the Applicant and Applicant's counsel, as follows.

The Applicant:

Mr. Anton Kacicnik
Manager, Regulatory Applications
Enbridge Gas Inc.

Address for personal service	Enbridge Gas Inc. 500 Consumers Road Willowdale, Ontario M2J 1P8 Mailing address: P.O. Box 650 Scarborough, Ontario M1K 5E3
Telephone:	416-495-6087
Fax:	416-495-6072
Email:	anton.kacicnik@enbridge.com EGIRegulatoryproceedings@enbridge.com

The Applicant's counsel:

Mr. David Stevens
Aird & Berlis LLP

Address for personal service and mailing address: Brookfield Place, P.O. Box 754
Suite 1800, 181 Bay Street
Toronto, Ontario M5J 2T9

Telephone: 416-863-1500
Fax: 416-863-1515
Email: dstevens@airdberlis.com

DATED: June 4, 2021, at Toronto, Ontario

ENBRIDGE GAS INC.

[Original digitally signed by]

_____

Joel Denomy
Technical Manager, Regulatory
Applications and Strategy

2020 DEFERRAL ACCOUNT DISPOSITION AND EARNINGS SHARING OVERVIEW AND APPROVALS REQUESTED

1. Enbridge Gas Inc. (Enbridge Gas) is applying to the Ontario Energy Board (OEB) pursuant to section 36 of the *OEB Act* for approval to dispose and recover certain 2020 deferral and variance account final balances for the Enbridge Gas Distribution (EGD) and Union Gas (Union)[1] rate zones and for Enbridge Gas. Enbridge Gas is also presenting the 2020 earnings sharing mechanism (ESM) calculations for the amalgamated utility.

2. The evidence in this Application is organized as follows:
   Exhibit A: Overview and Introduction
   Exhibit B: 2020 Utility Results and Earnings Sharing Amount
   Exhibit C: Enbridge Gas Inc. 2020 Deferral and Variance Accounts
   Exhibit D: EGD Rate Zone Deferral and Variance Accounts
   Exhibit E: Union Rate Zones Deferral and Variance Accounts
   Exhibit F: Rate Allocation
   Exhibit G: OEB Scorecard

3. Enbridge Gas proposes that the impacts which result from the disposition of 2020 deferral and variance account balances be implemented with the first available QRAM application following the OEB's approval, as early as October 1, 2021, to align with other rate changes implemented through the Quarterly Rate Adjustment Mechanism (QRAM).

[1] "Union rate zones" collectively refers to Union North and Union South.

Relief requested

4. Enbridge Gas seeks approval to clear the final balances of certain EGD Rate Zone, Union Rate Zones and Enbridge Gas 2020 deferral and variance accounts. The balances of the 2020 deferral and variance accounts are set out at Exhibit C, Tab 1, Schedule 1. For ease of reference, a copy of Exhibit C, Tab 1, Schedule 1 is attached at Appendix A to this exhibit.

5. Explanations for the balances in each account are set out at Exhibit C (Enbridge Gas Inc.), Exhibit D (EGD Rate Zone) and Exhibit E (Union Rate Zones). The evidence also indicates which accounts Enbridge Gas does not seek to clear in this proceeding. The proposed clearance methodology for the accounts being cleared is set out at Exhibit F.

6. In the MAADs Decision (EB-2017-0306/0307), the OEB approved, among other things, an asymmetrical earnings sharing mechanism ("ESM") during the 2019-2023 deferred rebasing period, where each year any earnings in excess of 150 basis points over the OEB-approved return on equity ("ROE") would be shared 50/50 between Enbridge Gas and ratepayers.

7. Enbridge Gas's actual 2020 utility earnings did not exceed the OEB-approved ROE by more than 150 basis points. Accordingly, no ESM amount is proposed to be shared with ratepayers.

Disposition of deferral and variance accounts

8. Integration of the legacy billing systems for EGD and Union Gas enables Enbridge Gas to dispose of balances in the 2020 deferral and variance accounts as a one-time adjustment for all customers. Enbridge Gas proposes to dispose of the 2020 deferral

and variance accounts as a one-time adjustment for all general service, in-franchise contract and ex-franchise rate classes.

9. The proposed approach to the one-time adjustment is consistent between the EGD and Union Rate Zones and, subject to OEB approval as to timing, will be disposed of as part of the October 2021 bills that customers receive in November 2021.

Parkway west project costs account interim disposition

10. Enbridge Gas is seeking interim disposition of the 2020 balance in the Parkway West Project Costs Deferral Account (179-136), consistent with the 2016 to 2019 deferral and variance account disposition proceedings. In the 2016 deferral account proceeding, the OEB noted that "all parties agreed that the 2016 balance in the Parkway West Project Costs Account should be disposed of only on an interim basis to allow the OEB to perform a prudence review of the capital overspend prior to final disposition of the balance in the account."[2] Consistent with this direction, Enbridge Gas will seek approval of the final disposition of this account as part of a subsequent proceeding when all the project costs have been incurred and the prudence of the project costs are assessed.

[2] EB-2017-0091 Updated Settlement Agreement Proposal, p. 12.

ENBRIDGE GAS
DEFERRAL & VARIANCE ACCOUNT
ACTUAL & FORECAST BALANCES

Line No.	Account Description	Account Acronym		Col. 1 Principal ($000's)	Col. 2 Interest ($000's)	Col. 3 Total ($000's)	Col.4 Reference
				Forecast for clearance at October 1, 2021			
	EGD Rate Zone Commodity Related Accounts						
1.	Storage and Transportation D/A	2020 S&TDA		(229.6)	(29.1)	(258.7)	D-1, Page 2
2.	Transactional Services D/A	2020 TSDA		(3,884.9)	(16.6)	(3,901.5)	D-1, Page 4
3.	Unaccounted for Gas V/A	2020 UAFVA		221.7	(0.2)	221.5	D-1, Page 6
4.	Total commodity related accounts			(3,892.8)	(45.9)	(3,938.7)	
	EGD Rate Zone Non Commodity Related Accounts						
5.	Average Use True-Up V/A	2020 AUTUVA		(7,883.1)	(33.7)	(7,916.8)	D-1, Page 10
6.	Gas Distribution Access Rule Impact D/A	2020 GDARIDA		-	-	-	D-1, Page 23
7.	Deferred Rebate Account	2020 DRA		2,518.2	27.1	2,545.3	D-1, Page 12
8.	Transition Impact of Accounting Changes D/A	2020 TIACDA		4,435.8	-	4,435.8	D-1, Page 1
9.	Electric Program Earnings Sharing D/A	2020 EPESDA		-	-	-	D-1, Page 23
10.	OEB Cost Assessment V/A	2020 OEBCAVA		3,006.4	30.4	3,036.8	D-1, Page 13
11.	Dawn Access Costs D/A	2020 DACDA		2,066.7	8.8	2,075.5	D-1, Page 16
12.	Pension and OPEB Forecast Accrual vs. Actual Cash Payment Di	2020 P&OPEBFAVACPDVA		-	-	-	D-1, Page 23
13.	**Total EGD Rate Zone (for clearance)**			**251.2**	**(13.3)**	**237.9**	
	Union Rate Zones Gas Supply Accounts	OEB Account Number					
14.	Upstream Transportation Optimization	179-131	2020	12,123.6	51.6	12,175.2	E-1, Page 5
15.	Spot Gas Variance Account	179-107	2020	-	-	-	E-1, Page 54
16.	Unabsorbed Demand Costs Variance Account	179-108	2020	(1,749.6)	(40.9)	(1,790.5)	E-1, Page 1
17.	Deferral Clearing Variance Account - Supply	179-132	2020	(1,031.6)	(3.8)	(1,035.4)	E-1, Page 19
18.	Deferral Clearing Variance Account - Transport	179-132	2020	823.1	3.0	826.1	E-1, Page 19
19.	Base Service North T-Service TransCanada Capacity	179-153	2020	28.3	0.1	28.4	E-1, Page 46
20.	Total Gas Supply Accounts			10,193.8	10.0	10,203.8	
	Union Rate Zones Storage Accounts						
21.	Short-Term Storage and Other Balancing Services	179-70	2020	1,271.8	5.4	1,277.2	E-1, Page 7
	Union Rate Zones Other Accounts						
22.	Normalized Average Consumption	179-133	2020	7,181.8	96.4	7,278.2	E-1, Page 11
23.	Deferral Clearing Variance Account	179-132	2020	4,503.1	16.5	4,519.6	E-1, Page 19
24.	OEB Cost Assessment Variance Account	179-151	2020	1,233.7	13.0	1,246.7	E-1, Page 43
25.	Unbundled Services Unauthorized Storage Overrun	179-103	2020	-	-	-	E-1, Page 54
26.	Gas Distribution Access Rule Costs	179-112	2020	-	-	-	E-1, Page 54
27.	Conservation Demand Management	179-123	2020	-	-	-	E-1, Page 54
28.	Parkway West Project Costs	179-136	2020	(470.0)	(4.0)	(474.0)	E-1, Page 23
29.	Brantford-Kirkwall/Parkway D Project Costs	179-137	2020	(32.0)	(0.3)	(32.3)	E-1, Page 27
30.	Lobo C Compressor/Hamilton-Milton Pipeline Project Costs	179-142	2020	121.0	0.3	121.3	E-1, Page 33
31.	Lobo D/Bright C/Dawn H Compressor Project Costs	179-144	2020	(1,189.5)	(7.6)	(1,197.1)	E-1, Page 37
32.	Burlington-Oakville Project Costs	179-149	2020	(48.0)	(0.3)	(48.3)	E-1, Page 41
33.	Panhandle Reinforcement Project Costs	179-156	2020	(2,100.8)	(3.5)	(2,104.3)	E-1, Page 48
34.	Sudbury Replacement Project	179-162	2020	-	-	-	E-1, Page 54
35.	Parkway Obligation Rate Variance	179-138	2020	-	-	-	E-1, Page 54
36.	Unauthorized Overrun Non-Compliance Account	179-143	2020	-	-	-	E-1, Page 36
37.	Pension and OPEB Forecast Accrual vs. Actual Cash Payment Di	179-157	2020	-	(1,005.8)	(1,005.8)	E-1, Page 52
38.	Unaccounted for Gas Volume Variance Account	179-135	2020	-	-	-	E-1, Page 29
39.	Unaccounted for Gas Price Variance Account	179-141	2020	4.9	0.3	5.2	E-1, Page 31
40.	Total Other Accounts			9,204.2	(895.0)	8,309.2	
41.	**Total Union Rate Zones (for clearance)**			**20,669.8**	**(879.6)**	**19,790.2**	
	EGI Accounts						
42.	Earnings Sharing D/A	179-382	2020	-	-	-	
43.	Tax Variance - Accelerated CCA - EGI	179-383	2020	(16,874.3)	(159.9)	(17,034.2)	C-1, Page 13
44.	Expansion of Natural Gas Distribution Systems V/A	179-380	2020	-	-	-	
45.	**Total EGI Accounts (for clearance)**			**(16,874.3)**	**(159.9)**	**(17,034.2)**	
46.	**Total Deferral and Variance Accounts (for clearance)**			**4,046.7**	**(1,052.8)**	**2,993.9**	
	Not Being Requested for Clearance						
47.	Accounting Policy Changes D/A - Pension - EGI	179-120	2020	181,465.2	-	181,465.2	C-1, Page 2
48.	Accounting Policy Changes D/A - Other - EGI	179-120	2019	(1,749.5)	(34.4)	(1,783.9)	C-1, Page 2
49.	Accounting Policy Changes D/A - Other - EGI	179-120	2020	(14,789.5)	(94.2)	(14,883.7)	C-1, Page 2
50.	Incremental Capital Module Deferral Account - EGD		2020	(259.8)	(0.5)	(260.3)	C-1. Page 1
51.	Incremental Capital Module Deferral Account - UGL	179-159	2019	(6,869.6)	(123.9)	(6,993.5)	C-1. Page 1
52.	Incremental Capital Module Deferral Account - UGL	179-159	2020	(5,683.8)	(32.6)	(5,716.4)	C-1. Page 1
53.	Covid-19 Emergency Incremental Cost D/A	2020 COVEICDA	2020	1,377.5	5.9	1,383.4	C-1, Page 16
54.	**Total of Accounts not being requested for clearance**			**153,490.5**	**(279.7)**	**153,210.8**	

2020 ENBRIDGE GAS INC. EARNINGS SHARING AMOUNT AND DETERMINATION PROCESS

1. For the year ended December 31, 2020, Enbridge Gas Inc. (Enbridge Gas, or the Company) is not in an earnings sharing position, as its achieved return on rate base and return on equity are below the threshold required for sharing. The earnings sharing calculation is shown at Exhibit B, Tab 1, Schedule 1, while supporting schedules that show the calculation of utility rate base, utility income and taxes, and the utility capital structure components, are contained in the balance of the B Exhibits. Exhibit B, Tab 1, Schedule 6 sets out a reconciliation of audited income to corporate income.

2. The earnings sharing amount was determined in accordance with the following prescribed methodology as identified within the EB-2017-0306/0307 OEB Decision and Order, dated August 30, 2018, at pages 28 and 29, and within the EB-2017-0306 pre-filed evidence at Exhibit B, Tab 1, at pages 42 and 43:
    - if in any calendar year during the deferred rebasing term, Enbridge Gas's actual utility ROE is more than 150 basis points above the OEB-approved ROE for that year (updated annually by the OEB), then the resultant amount shall be shared equally (i.e., 50/50) between Enbridge Gas and its ratepayers;
    - for the purposes of the ESM, Enbridge Gas shall calculate its earnings using generally accepted accounting principles ("GAAP") consistent with its external reporting, including the regulatory rules prescribed by the OEB from time to time;
    - all revenues and costs that would otherwise be included in a cost of service application shall be included in the earnings sharing calculation.

3. While the threshold or benchmark for Enbridge Gas's earnings sharing has changed from that of each legacy utility[1], the general process followed for calculating earnings sharing amounts is consistent with each utilities prior incentive regulation terms.

4. As articulated above, within Exhibit B, Tab 1, Schedule 1, the Company has calculated earnings for sharing in two ways for confirmation purposes.

5. In part A), a return on rate base method is shown, while in part B), a return on equity from a deemed equity embedded within rate base perspective is shown. Column 2 within the exhibit provides references indicating where additional evidence in support of the determination of the amounts in the calculation can be found. Column 3 contains results shown in millions of dollars, or percentages.

Part A)

6. The level of utility income, $801.9 million (Line 4) divided by the level of utility rate base, $13,562.0 million (Line 5) generates a utility return on rate base of 5.913% (Line 6).

7. When compared to the Company's required rate of return for ESM determination, of 6.382% (Line 7), as determined within the capital structure required in support of the determined rate base amount (inclusive of the 150 basis point deadband on ROE before earnings sharing is triggered), there is a resulting deficiency of 0.469% (Line 8) on total rate base.

8. As shown in Lines 9 through 11, the deficiency of 0.469% multiplied by the rate base of $13,562.0 million, produces a net under earnings or deficiency of $63.6 million,

[1] Enbridge Gas Distribution Inc. (EGD) and Union Gas Limited (Union).

which from a pre-tax perspective ($63.6 million divided by the reciprocal, 73.5%, of the corporate tax rate which is 26.5%), results in a $86.5 million gross amount of under earnings, and therefore nothing to be shared equally between ratepayers and the Company. Column 2 provides supporting evidence references.

Part B) (Confirming the Calculated Earnings Sharing)

9. Net utility income applicable to common equity is first determined.

10. The $841.1 million (Line 14) of utility income before income tax, less utility taxes of $39.2 million (Line 19), produces the $801.9 million of utility income used in part A) above (at Line 4).

11. In order to determine utility net income applicable to a deemed common equity percentage within rate base, all long term debt, short term debt and preference share costs must also be reduced against the part A) $801.9 million utility income.

12. These reductions are shown at Lines 15, 16 and 17 which along with the utility income tax reduction already mentioned and shown at Line 19, results in a net income applicable to common equity of $425.6 million, shown at Line 20.

13. The $425.6 million, divided by the deemed common equity level of $4,882.3 million (Line 21, calculated as 36% of the $13,562.0 million rate base) produces a return on equity of 8.717% (Line 23). When comparing the 8.717% achieved return on equity to the threshold ROE percentage of 10.020% (Line 22), which is the OEB approved formula return on equity for 2020 of 8.520% plus the 150 basis point deadband before sharing, there is a deficiency in ROE of 1.303% (Line 24).

14. The 1.303% multiplied by the common equity level of $4,882.3 million (Line 21) produces a net under earnings or deficiency of $63.6 million, which from a pre-tax perspective ($63.6 million divided by the reciprocal, 73.5%, of the corporate tax rate), results in a $86.5 million gross amount of under earnings, and therefore nothing to be shared equally between ratepayers and the Company. Column 2 provides supporting evidence references.

Process Description

15. The calculation of utility earnings and any earnings sharing requirement starts with financial results contained within the Enbridge Gas corporate trial balance. The Company notes that corporate trial balance includes the elimination of transactions between each of the rate zones. This predominantly relates to the elimination of regulated and unregulated storage and transmission revenues that would have been reflected in the Union rate zones, offset by a corresponding elimination of gas costs that would have been reflected for the EGD rate zone. This reflects the fact that from a corporate perspective, EGD rate zone delivery revenues are contributing to the costs of Union rate zones regulated and unregulated storage and transmission services.

16. From there, in order to calculate the utility rate base, income, and capital structure results, and supporting evidence exhibits, various adjustments, regroupings or eliminations are required. This is accomplished by following and applying regulatory rules as prescribed by the OEB and the standards associated with cost of service rate related accounting processes. Examples are:
    - determination of rate base amounts using the average of monthly averages value concept,

- elimination of corporate interest expense due to the treatment of interest expense as embedded in the capital structure balanced to rate base; and,
- elimination of corporate income taxes due to the determination of income taxes specific to utility results.

17. In addition, Enbridge Gas has made the appropriate adjustments in relation to non-standard legacy EGD and Union rate regulated items which the OEB has either decided in the past or are required in order to determine an appropriate utility return on equity. Examples are:
    - rate base disallowance from EBRO 473 and 479 Decisions (Mississauga Southern Link project amounts),
    - exclusion of non-utility or unregulated activities; and,
    - elimination of approved shareholder incentives (such as Demand Side Management incentives, amounts related to Transactional Services, short-term storage, and net optimization incentives, and amounts related to Open Bill program incentives).

SUMMARY
RETURN ON RATE BASE & EQUITY & EARNINGS SHARING DETERMINATION
ENBRIDGE GAS INC.

ONTARIO UTILITY
FOR THE YEAR ENDED DECEMBER 31, 2020

Line No.	Col. 1 Description	Col. 2 Reference	Col. 3 Actual
1.	**Part A) Return on Rate Base & Revenue (Deficiency) / Sufficiency**		
			($Millions) & (%'s)
2.	Utility Income before Income Tax	(Ex. B, Tab 1, Sch. 2)	841.1
3.	Less: Income Taxes	(Ex. B, Tab 1, Sch. 3)	39.2
4.	**Utility Income**		**801.9**
5.	**Utility Rate Base**	(Ex. B, Tab 1, Sch. 4)	**13,562.0**
6.	Indicated Return on Rate Base %	(line 4 / line 5)	5.913%
7.	Less: Required Rate of Return %	(Ex. B, Tab 1, Sch. 5)	6.382%
8.	**(Deficiency) / Sufficiency %**		**-0.469%**
9.	Net Earnings (Deficiency) / Sufficiency	(line 5 x line 8)	(63.6)
10.	Provision for Income Taxes		(22.9)
11.	**Gross Earnings (Deficiency) / Sufficiency**	(line 9 / 73.5%)	**(86.5)**
12.	**50% Earnings sharing to ratepayers**	(if line 11 > 1, line 11 x 50%)	-
13.	**Part B) Return on Equity & Revenue (Deficiency) / Sufficiency**		
14.	Utility Income before Income Tax	(Ex. B, Tab 1, Sch. 2)	841.1
15.	Less: Long Term Debt Costs	(Ex. B, Tab 1, Sch. 5)	375.3
16.	Less: Short Term Debt Costs	(Ex. B, Tab 1, Sch. 5)	1.0
17.	Less: Cost of Preferred Capital	(Ex. B, Tab 1, Sch. 5)	0.0
18.	Net Income before Income Taxes		464.8
19.	Less: Income Taxes	(Ex. B, Tab 1, Sch. 3)	39.2
20.	**Net Income Applicable to Common Equity**	(line 18 - line 19)	**425.6**
21.	Common Equity	(Ex. B, Tab 1, Sch. 5)	4,882.3
22.	Approved ROE (including deadband before earning sharing) %	(Board-approved + 150bp)	10.020%
23.	Achieved Rate of Return on Equity %	(line 20 / line 21)	8.717%
24.	**Resulting (Deficiency) / Sufficiency in Return on Equity %**		**-1.303%**
25.	Net Earnings (Deficiency) / Sufficiency	(line 21 x line 24)	(63.6)
26.	Provision for Income Taxes		(22.9)
27.	**Gross Earnings (Deficiency) / Sufficiency**	**(line 25 / 73.5%)**	**(86.5)**
28.	**50% Earnings sharing to ratepayers**	(if line 27 > 1, line 27 x 50%)	-

EGI UTILITY INCOME
2020 ACTUAL

Line No.		Reference	Col. 1 Corporate (a)	Col. 2 Unregulated Storage (b)	Col. 3 Adjustments (c)	Col. 4 Utility Income (d) = (a)-(b)+(c) ($Millions)
1.	Gas sales and distributior	(Ex. B, Tab 2, Sch. 2)	4,152.4	-	(33.6) (i)	4,118.8
2.	Transportation	(Ex. B, Tab 2, Sch. 3)	142.4	(0.4)	(0.4) (ii)	142.3
3.	Storage	(Ex. B, Tab 2, Sch. 3)	145.7	139.8	(0.4) (iii)	5.6
4.	Other operating revenue	(Ex. B, Tab 2, Sch. 4)	63.6	0.7	(15.2) (iv)	47.7
5.	Other income	(Ex. B, Tab 2, Sch. 4)	24.2	(0.9)	(20.5) (viii)	4.5
6.	Total operating revenue		4,528.3	139.2	(70.1)	4,318.9
7.	Gas costs		1,816.0	18.7	(15.9) (i)	1,781.3
8.	Operation and maintenan	(Ex. B, Tab 3, Sch. 1)	965.7	16.6	(0.8) (v)	948.4
9.	Depreciation and amortization expense		655.5	14.7	(22.6) (vi)	618.2
10.	Fixed financing costs		4.4	-	1.0 (vii)	5.4
11.	Municipal and other taxes		126.2	1.6	-	124.6
12.	Cost of service		3,567.8	51.6	(38.4)	3,477.8
13.	Utility income before income taxes					841.1
14.	Income tax expense	(Ex. B, Tab 1, Sch. 3)				39.2
15.	Utility income					801.9

Notes on Adjustments:

(i)	Reclassification of Union rate zone optimization revenue as a cost of gas reduction	(15.9)
	Elimination of the UGL rate zone unregulated storage cost from EGD rate zone revenues	(17.7)
		(33.6)
(ii)	Elimination of the Union rate zone shareholder portion of net optimization activity (before tax)	(0.4)
(iii)	Elimination of the Union rate zone shareholder portion of net short-term storage revenue (before tax)	(0.4)
(iv)	Adjust EGD rate zone OBA costs to reflect EB-2013-0099 approved unit costs agreed to be used for deter	(4.0)
	Elimination of EGD rate zone Open Bill shareholder incentive	0.3
	Elimination of EGD rate zone shareholder portion of transactional service revenues	(1.8)
	Elimination of demand-side management incentive	(8.7)
	Elimination of EGD rate zone net revenue from ABC T-service, considered to be non-utility	(1.0)
		(15.2)
(v)	Elimination of donations	(0.6)
	Elimination of non-utility costs and expenses relating to support of the EGD rate zone ABC T-service progr	(0.2)
		(0.8)
(vi)	Eliminate amortization of PPD (purchase price discrepancy)	(22.5)
	Eliminate depreciation on disallowed Mississauga Southern Link amounts (EBRO 473 & 479)	(0.1)
		(22.6)
(vii)	Interest on security deposits held during the year and included in elimination of corporate interest exp.	
	Expense incurred to reduce bad debt. The average amount of the security deposit held during the year is	1.0
(viii)	Elimination of interest income from investments not included in utility rate base	0.1
	Eliminate non-utility true-up (loss) on the sale of St. Lawrence Gas	0.2
	Elimination of interest income from affiliates	(14.5)
	Elimination of the revenue indemnification received from Enbridge Inc. related to a non-utility Corporate tax	(6.3)
		(20.5)

CALCULATION OF EGI UTILITY TAXABLE INCOME AND INCOME TAX EXPENSE
2020 ACTUAL

Line No.		Col. 1 Federal ($Millions)	Col. 2 Provincial ($Millions)	Col. 3 Combined ($Millions)
1.	Utility income before income taxes	841.1	841.1	
	Add			
2.	Depreciation and amortization	618.2	618.2	
3.	Accrual based pension and OPEB costs	39.8	39.8	
4.	Other non-deductible items	0.5	0.5	
5.	Total Add Back	658.5	658.5	
6.	Sub-total	1,499.7	1,499.7	
	Deduct			
7.	Capital cost allowance	776.8	776.8	
8.	Items capitalized for regulatory purposes	143.5	143.5	
9.	Amortization of share/debenture issue expense	0.3	0.3	
10.	Amortization of C.D.E. and C.O.G.P.E	0.0	0.0	
11.	Other	(2.7)	(2.7)	
12.	Cash based pension and OPEB costs	57.7	57.7	
13.	Total Deduction	975.5	975.5	
14.	Taxable income	524.2	524.2	
15.	Income tax rates	15.00%	11.50%	
16.	Tax provision excluding interest shield	78.6	60.3	138.9
	Tax shield on interest expense			
17.	Rate base	13,562.0		
18.	Return component of debt	2.77%		
19.	Interest expense	376.3		
20.	Combined tax rate	26.500%		
21.	Income tax credit			(99.7)
22.	Total utility income taxes			39.2

EGI UTILITY RATE BASE
2020 ACTUAL

Line No.		Col. 1 2020 Actual ($Millions)	Col. 2 2019 Actual ($Millions)
	Property, Plant, and Equipment		
1.	Gross property, plant, and equipment	20,582.1	19,765.5
2.	Accumulated depreciation	(7,571.2)	(7,188.7)
3.	Net property, plant, and equipment	13,010.8	12,576.8
	Allowance for Working Capital		
4.	Materials and supplies	82.2	74.9
5.	ABC receivable	(22.3)	(30.2)
6.	Customer security deposits	(81.8)	(91.0)
7.	Prepaid expenses	3.1	5.6
8.	Balancing gas	59.5	56.2
9.	Gas in storage	487.5	522.0
10.	Working cash allowance	23.0	24.9
11.	Total Working Capital	551.2	562.3
12.	Utility Rate Base	13,562.0	13,139.0

EGI UTILITY PROPERTY, PLANT, AND EQUIPMENT
SUMMARY STATEMENT - AVERAGE OF MONTHLY AVERAGES
2020 ACTUAL

Line No.		Col. 1 Gross Property, Plant, and Equipment	Col. 2 Accumulated Depreciation	Col. 3 Net Property, Plant, and Equipment
		($Millions)	($Millions)	($Millions)
	EGD Rate Zone			
1.	Underground storage plant	442.2	(142.9)	299.3
2.	Distribution plant	9,209.1	(2,933.5)	6,275.5
3.	General plant	657.9	(480.3)	177.6
4.	Plant held for future use	1.7	(1.4)	0.3
5.	EGD Rate Zone Total	10,310.8	(3,558.1)	6,752.7
	Union Rate Zones			
6.	Intangible plant	1.7	(1.2)	0.5
7.	Local storage plant	32.3	(16.8)	15.5
8.	Underground storage plant	819.3	(316.9)	502.4
9.	Transmission plant	3,636.8	(1,104.4)	2,532.4
10.	Distribution plant - Southern operations	3,325.5	(1,441.1)	1,884.5
11.	Distribution plant - Northern and Eastern operations	2,049.0	(923.8)	1,125.3
12.	General plant	406.5	(209.0)	197.5
13.	Union Rate Zones Total	10,271.2	(4,013.1)	6,258.1
14.	EGI Total	20,582.1	(7,571.2)	13,010.8

EGI UTILITY GROSS PLANT
YEAR END BALANCES AND AVERAGE OF MONTHLY AVERAGES
2020 ACTUAL

Line No.		Col. 1 Opening Balance Dec.2019	Col. 2 Additions	Col. 3 Retirements	Col. 4 Closing Balance Dec.2020	Col. 5 Regulatory Adjustment	Col. 6 Utility Balance Dec.2020	Col. 7 Average of Monthly Averages
		($Millions)	($Millions)	($Millions)	($Millions)	($Millions)	($Millions)	($Millions)
	EGD Rate Zone Underground Storage Plant							
1.	Crowland storage (450/459)	4.2	(0.0)	-	4.2	-	4.2	4.2
2.	Land and gas storage rights (450/451)	46.3	-	-	46.3	(1.0)	45.3	45.3
3.	Structures and improvements (452)	31.1	0.3	(0.0)	31.3	(0.1)	31.3	31.1
4.	Wells (453)	59.1	10.0	-	69.1	-	69.1	59.6
5.	Well equipment (454)	10.9	1.6	-	12.5	-	12.5	11.0
6.	Field Lines (455)	106.1	9.2	-	115.3	-	115.3	106.5
7.	Compressor equipment (456)	135.4	22.9	-	158.3	(0.5)	157.8	140.4
8.	Measuring and regulating equipment (457)	11.2	-	-	11.1	-	11.1	11.1
9.	Base pressure gas (458)	33.4	(0.0)	(1.1)	32.3	-	32.3	33.1
10.	Sub-Total	437.6	43.9	(1.1)	480.5	(1.5)	478.9	442.2
	EGD Rate Zone Distribution Plant							
11.	Renewable Natural Gas (461)	-	-	-	-	-	-	-
12.	Land (470)	43.8	10.0	-	53.7	-	53.7	44.2
13.	Offers to purchase (470)	-	-	-	0.0	-	0.0	0.0
14.	Land rights intangibles (471)	63.8	-	-	63.8	-	63.8	63.8
15.	Structures and improvements (472)	146.0	5.0	(0.0)	151.0	(0.3)	150.7	146.1
16.	Services, house reg & meter install. (473/474)	3,091.2	223.0	(8.3)	3,306.0	-	3,306.0	3,187.5
17.	Mains (475)	4,692.0	144.5	(109.1)	4,727.4	(2.2)	4,725.2	4,637.5
18.	NGV station compressors (476)	4.5	1.0	-	5.5	-	5.5	4.9
19.	Measuring and regulating equip. (477)	629.8	58.1	(3.2)	684.7	(0.5)	684.2	644.2
20.	Meters (478)	497.6	22.1	-	519.6	-	519.6	481.0
21.	Sub-Total	9,168.6	463.7	(120.6)	9,511.7	(3.1)	9,508.6	9,209.1
	EGD Rate Zone General Plant							
22.	Lease improvements (482)	0.1	-	-	0.1	(0.2)	(0.1)	(0.1)
23.	Office furniture and equipment (483)	20.9	0.0	-	21.0	-	21.0	21.0
24.	Transportation equipment (484)	63.2	(0.9)	(0.6)	61.7	(0.1)	61.7	56.1
25.	NGV conversion kits (484)	2.5	0.5	-	2.9	-	2.9	2.8
26.	Heavy work equipment (485)	17.3	2.9	-	20.2	-	20.2	17.9
27.	Tools and work equipment (486)	50.9	8.4	(0.0)	59.3	-	59.3	56.6
28.	Rental equipment (487)	1.8	0.0	-	1.8	-	1.8	1.8
29.	NGV rental compressors (487)	7.4	12.8	-	20.2	-	20.2	13.4
30.	NGV cylinders (484 and 487)	0.6	0.3	-	1.0	-	1.0	0.9
31.	Communication structures & equip. (488)	3.7	(0.0)	-	3.7	-	3.7	3.7
32.	Computer equipment (490)	30.0	5.0	(3.0)	32.1	-	32.1	32.1
33.	Software Aquired/Developed (491)	235.0	34.6	(15.4)	254.3	-	254.3	232.4
34.	CIS (491)	127.1	-	-	127.1	-	127.1	127.1
35.	WAMS (489)	92.2	-	(0.1)	92.1	-	92.1	92.2
36.	Sub-Total	652.7	63.7	(19.1)	697.4	(0.3)	697.1	657.9

	EGD Rate Zone Plant held for future use							
37.	Inactive services (102)	1.7	-	-	1.7	-	1.7	1.7
38.	EGD Rate Zone Total	10,260.6	571.3	(140.7)	10,691.2	(4.8)	10,686.3	10,310.8
	Union Rate Zones Intangible Plant							
39.	Franchises and consents (401)	1.2	-	-	1.2	-	1.2	1.2
40.	Other intangible plant (402)	0.5	-	-	0.5	-	0.5	0.5
41.	Sub-Total	1.7	-	-	1.7	-	1.7	1.7
	Union Rate Zones Local Storage Plant							
42.	Land (440)	0.0	-	-	0.0	-	0.0	0.0
43.	Structures and improvements (442)	4.7	0.5	-	5.2	-	5.2	4.8
44.	Gas holders - storage (443)	4.6	-	-	4.6	-	4.6	4.6
45.	Gas holders - equipment (443)	20.0	0.2	-	20.2	-	20.2	20.0
46.	Regulatory Overheads	3.1	(1.3)	-	1.8	-	1.8	2.9
47.	Sub-Total	32.4	(0.6)	-	31.8	-	31.8	32.3
	Union Rate Zones Underground Storage Plant							
48.	Land (450)	5.6	1.7	-	7.2	-	7.2	5.6
49.	Land rights (451)	32.0	-	-	32.0	-	32.0	32.0
50.	Structures and improvements (452)	68.8	0.5	-	69.3	-	69.3	68.9
51.	Wells (453)	47.3	0.8	(0.1)	48.0	-	48.0	47.4
52.	Field Lines (455)	46.9	3.7	-	50.6	-	50.6	47.9
53.	Compressor equipment (456)	470.0	2.2	(2.1)	470.1	-	470.1	470.4
54.	Measuring and regulating equipment (457)	85.1	1.3	-	86.4	-	86.4	85.6
55.	Base pressure gas (458)	36.6	-	(0.4)	36.2	-	36.2	36.5
56.	Regulatory Overheads	17.6	17.1	-	34.7	-	34.7	25.0
57.	Sub-Total	809.7	27.3	(2.5)	834.5	-	834.5	819.3
	Union Rate Zones Transmission Plant							
58.	Land (460)	75.4	10.3	(3.5)	82.2	-	82.2	74.2
59.	Land rights (461)	66.2	1.3	-	67.5	-	67.5	66.5
60.	Structures & improvements (462/463/464)	165.9	0.3	-	166.3	-	166.3	165.9
61.	Mains (465)	1,880.5	76.0	(1.9)	1,954.5	-	1,954.5	1,891.7
62.	Compressor equipment (466)	940.9	1.7	-	942.6	-	942.6	941.0
63.	Measuring & regulating equipment (467)	299.1	21.8	(0.0)	321.0	-	321.0	301.0
64.	Line Pack Gas	7.5	-	-	7.5	-	7.5	7.5
65.	Regulatory Overheads	176.8	23.3	-	200.1	-	200.1	189.0
66.	Sub-Total	3,612.2	134.8	(5.5)	3,741.6	-	3,741.6	3,636.8
	Union Rate Zones Distribution Plant - Southern Operations							
67.	Land (470)	11.8	0.8	-	12.6	-	12.6	12.1
68.	Land rights (471)	8.2	0.7	-	8.9	-	8.9	8.6
69.	Structures and improvements (472)	136.6	3.0	-	139.6	-	139.6	137.1
70.	Services - metallic (473)	126.0	2.4	0.0	128.4	-	128.4	126.7
71.	Services - plastic (473)	925.7	32.8	(1.7)	956.7	-	956.7	939.6
72.	Regulators (474)	91.1	6.0	-	97.1	-	97.1	95.4
73.	House regulators & meter installations (474)	73.5	3.5	-	76.9	-	76.9	74.1
74.	Mains - metallic (475)	557.3	25.9	(1.4)	581.8	-	581.8	555.7
75.	Mains - plastic (475)	674.1	32.9	(0.5)	706.4	-	706.4	684.0
76.	Measuring & regulating equipment (477)	50.4	9.9	-	60.3	-	60.3	52.6
77.	Meters (478)	355.0	22.5	(4.2)	373.3	-	373.3	360.9
78.	Regulatory Overheads	264.6	34.1	-	298.7	-	298.7	278.9
79.	Sub-total	3,274.2	174.3	(7.9)	3,440.7	-	3,440.7	3,325.5

Union Rate Zones Distribution Plant - Northern & Eastern Operations

80.	Land (470)	4.6	0.3	-	5.0	-	5.0	4.8
81.	Land rights (471)	10.5	0.1	-	10.6	-	10.6	10.5
82.	Structures and improvements (472)	67.5	1.1	-	68.6	-	68.6	67.8
83.	Services - metallic (473)	108.5	1.6	(0.0)	110.1	-	110.1	109.4
84.	Services - plastic (473)	478.2	12.2	(0.8)	489.6	-	489.6	482.1
85.	Regulators (474)	41.4	(2.4)	-	39.0	-	39.0	39.8
86.	House regulators & meter installations (474)	40.9	0.6	-	41.5	-	41.5	41.2
87.	Mains - metallic (475)	625.4	55.4	(0.2)	680.5	-	680.5	645.0
88.	Mains - plastic (475)	238.3	0.5	(0.1)	238.7	-	238.7	239.0
89.	Measuring & regulating equipment (477)	145.9	5.4	-	151.3	-	151.3	146.6
90.	Meters (478)	88.8	9.5	(1.4)	96.8	-	96.8	92.5
91.	Regulatory Overheads	168.7	4.4	-	173.1	-	173.1	170.3
92.	Sub-total	2,018.7	88.7	(2.7)	2,104.7	-	2,104.7	2,049.0

Union Rate Zones General Plant

93.	Land (480)	0.6	-	-	0.5	-	0.5	0.5
94.	Structures & improvements (482)	73.0	1.1	(0.3)	73.8	-	73.8	73.3
95.	Office furniture and equipment (483)	10.1	-	-	10.1	-	10.1	10.1
96.	Office equipment - computers (483)	120.8	8.4	-	129.2	-	129.2	122.6
97.	Transportation equipment (484)	63.7	6.5	(5.5)	64.6	-	64.6	64.4
98.	Heavy work equipment (485)	19.3	1.1	(1.2)	19.2	-	19.2	21.0
99.	Tools and work equipment (486)	37.2	2.0	-	39.2	-	39.2	37.7
100.	NGV fuel equipment (487)	2.0	1.2	-	3.2	-	3.2	2.6
101.	Communication equipment (488)	14.1	0.2	-	14.3	-	14.3	14.2
102.	Regulatory Overheads	57.3	7.0	-	64.3	-	64.3	60.1
103.	Sub-total	398.1	27.5	(7.0)	418.6	-	418.6	406.5
104.	Union Rate Zones Total	10,147.0	452.1	(25.5)	10,573.6	-	10,573.6	10,271.2
105.	EGI Total	20,407.6	1,023.4	(166.2)	21,264.7	(4.8)	21,259.9	20,582.1

EGI UTILITY PLANT
CONTINUITY OF ACCUMULATED DEPRECIATION
YEAR END BALANCES AND AVERAGE OF MONTHLY AVERAGES
2020 ACTUAL

Line No.		Col. 1 Opening Balance Dec.2019	Col. 2 Additions	Col. 3 Retirements	Col. 4 Costs Net of Proceeds	Col. 5 Closing Balance Dec.2020	Col. 6 Regulatory Adjustment	Col. 7 Utility Balance Dec.2020	Col. 8 Average of Monthly Averages
		($Millions)	($Millions)	($Millions)	($Millions)	($Millions)	($Millions)	($Millions)	($Millions)
	EGD Rate Zone Underground Storage Plant								
1.	Crowland storage (450/459)	(1.4)	(0.0)	-	-	(1.4)	-	(1.4)	(1.4)
2.	Land and gas storage rights (451)	(25.2)	(0.5)	-	-	(25.7)	-	(25.7)	(25.5)
3.	Structures and improvements (452)	(1.7)	(0.6)	0.0	-	(2.2)	0.1	(2.2)	(1.9)
4.	Wells (453)	(13.3)	(1.0)	-	-	(14.2)	-	(14.2)	(13.7)
5.	Well equipment (454)	(7.0)	(0.6)	-	-	(7.6)	-	(7.6)	(7.3)
6.	Field Lines (455)	(31.3)	(1.6)	-	-	(32.9)	-	(32.9)	(32.1)
7.	Compressor equipment (456)	(52.4)	(4.3)	-	4.4	(52.3)	0.3	(52.0)	(53.4)
8.	Measuring and regulating equipment (457)	(7.5)	(0.3)	-	-	(7.9)	-	(7.9)	(7.7)
9.	Sub-Total	(139.7)	(8.9)	0.0	4.4	(144.2)	0.3	(143.9)	(142.9)
	EGD Rate Zone Distribution Plant								
10.	Renewable Natural Gas (461)	-	-	-	-	-	-	-	-
11.	Land rights intangibles (471)	(5.0)	(0.8)	-	-	(5.7)	-	(5.7)	(5.4)
12.	Structures and improvements (472)	(34.0)	(9.0)	0.0	-	(42.9)	0.3	(42.6)	(38.4)
13.	Services, house reg & meter install. (473/47	(1,065.6)	(73.4)	8.3	26.5	(1,104.3)	-	(1,104.3)	(1,085.5)
14.	Mains (475)	(1,314.1)	(100.8)	109.1	9.9	(1,295.9)	2.1	(1,293.8)	(1,271.9)
15.	NGV station compressors (476)	(3.0)	(0.3)	-	-	(3.3)	-	(3.3)	(3.1)
16.	Measuring and regulating equip. (477)	(243.1)	(13.0)	3.2	0.5	(252.4)	0.5	(251.9)	(247.5)
17.	Meters (478)	(262.1)	(41.3)	-	0.1	(303.2)	-	(303.2)	(281.8)
18.	Sub-Total	(2,926.8)	(238.5)	120.6	37.0	(3,007.7)	2.9	(3,004.8)	(2,933.5)
	EGD Rate Zone General Plant								
19.	Lease improvements (482)	(0.1)	(0.0)	-	-	(0.1)	0.2	0.1	0.1
20.	Office furniture and equipment (483)	(10.4)	(2.2)	-	-	(12.6)	-	(12.6)	(11.5)
21.	Transportation equipment (484)	(26.3)	(6.5)	0.6	(0.0)	(32.2)	0.1	(32.2)	(29.0)
22.	NGV conversion kits (484)	0.7	(0.3)	-	-	0.4	-	0.4	0.6
23.	Heavy work equipment (485)	(5.3)	(0.7)	-	-	(6.0)	-	(6.0)	(5.7)
24.	Tools and work equipment (486)	(19.9)	(2.4)	0.0	(0.0)	(22.3)	-	(22.3)	(21.1)
25.	Rental equipment (487)	(1.1)	(0.0)	-	-	(1.1)	-	(1.1)	(1.1)
26.	NGV rental compressors (487)	(1.3)	(1.4)	-	-	(2.7)	-	(2.7)	(1.9)
27.	NGV cylinders (484 and 487)	(0.6)	0.0	-	-	(0.5)	-	(0.5)	(0.6)
28.	Communication structures & equip. (488)	(1.1)	(0.4)	-	-	(1.4)	-	(1.4)	(1.2)
29.	Computer equipment (490)	(28.9)	(5.8)	3.1	-	(31.6)	-	(31.6)	(31.8)
30.	Software Aquired/Developed (491)	(212.1)	(33.2)	15.4	-	(229.9)	-	(229.9)	(216.3)
31.	CIS (491)	(127.1)	-	-	-	(127.1)	-	(127.1)	(127.1)
32.	WAMS (489)	(29.1)	(9.2)	-	-	(38.4)	-	(38.4)	(33.8)
33.	Sub-Total	(462.5)	(62.0)	19.1	(0.0)	(505.5)	0.3	(505.2)	(480.3)
	EGD Rate Zone Plant held for future use								
34.	Inactive services (102)	(1.4)	(0.0)	-	-	(1.4)	-	(1.4)	(1.4)
35.	EGD Rate Zone Total	(3,530.4)	(309.5)	139.7	41.3	(3,658.8)	3.5	(3,655.3)	(3,558.1)
	Union Rate Zones Intangible Plant								
36.	Franchises and consents (401)	(0.9)	(0.1)	-	-	(0.9)	-	(0.9)	(0.9)
37.	Other intangible plant (402)	(0.3)	(0.0)	-	-	(0.3)	-	(0.3)	(0.3)
38.	Sub-Total	(1.2)	(0.1)	-	-	(1.2)	-	(1.2)	(1.2)

	Union Rate Zones Local Storage Plant								
39.	Structures and improvements (442)	(2.6)	(0.1)	-	-	(2.7)	-	(2.7)	(2.6)
40.	Gas holders - storage (443)	(3.7)	(0.1)	-	-	(3.8)	-	(3.8)	(3.7)
41.	Gas holders - equipment (443)	(9.6)	(0.7)	-	-	(10.3)	-	(10.3)	(9.9)
42.	Regulatory Overheads	(0.4)	(0.1)	-	-	(0.5)	-	(0.5)	(0.5)
43.	Sub-Total	(16.3)	(1.1)	-	-	(17.3)	-	(17.3)	(16.8)
	Union Rate Zones Underground Storage Plant								
44.	Land rights (451)	(17.4)	(0.7)	-	-	(18.1)	-	(18.1)	(17.8)
45.	Structures and improvements (452)	(40.4)	(1.7)	-	-	(42.1)	-	(42.1)	(41.3)
46.	Wells (453)	(31.9)	(1.2)	0.1	0.0	(33.0)	-	(33.0)	(32.4)
47.	Field Lines (455)	(27.3)	(1.2)	-	-	(28.4)	-	(28.4)	(27.8)
48.	Compressor equipment (456)	(145.0)	(12.6)	2.1	-	(155.6)	-	(155.6)	(151.3)
49.	Measuring & regulating equipment (457)	(41.6)	(2.7)	-	-	(44.3)	-	(44.3)	(43.0)
50.	Regulatory Overheads	(3.1)	(0.7)	-	-	(3.7)	-	(3.7)	(3.4)
51.	Sub-Total	(306.7)	(20.7)	2.1	0.0	(325.3)	-	(325.3)	(316.9)
	Union Rate Zones Transmission Plant								
52.	Land rights (461)	(16.9)	(1.2)	-	-	(18.1)	-	(18.1)	(17.5)
53.	Structures & improvements (462/463/464)	(40.1)	(3.4)	-	-	(43.5)	-	(43.5)	(41.8)
54.	Mains (465)	(627.4)	(37.4)	1.9	-	(662.8)	-	(662.8)	(645.9)
55.	Compressor equipment (466)	(263.5)	(30.4)	-	-	(293.9)	-	(293.9)	(278.7)
56.	Measuring & regulating equipment (467)	(96.3)	(7.8)	0.0	-	(104.0)	-	(104.0)	(100.1)
57.	Regulatory Overheads	(18.1)	(4.7)	-	-	(22.8)	-	(22.8)	(20.4)
58.	Sub-Total	(1,062.2)	(84.8)	1.9	-	(1,145.1)	-	(1,145.1)	(1,104.4)
	Union Rate Zones Distribution Plant - Southern Operations								
59.	Land rights (471)	(2.1)	(0.1)	-	-	(2.3)	-	(2.3)	(2.2)
60.	Structures and improvements (472)	(41.3)	(3.0)	-	-	(44.3)	-	(44.3)	(42.8)
61.	Services - metallic (473)	(105.9)	(3.6)	(0.0)	2.2	(107.3)	-	(107.3)	(106.8)
62.	Services - plastic (473)	(407.9)	(23.6)	1.7	1.2	(428.6)	-	(428.6)	(421.2)
63.	Regulators (474)	(37.0)	(4.8)	-	-	(41.7)	-	(41.7)	(39.3)
64.	House regulators & meter installations (474)	(28.1)	(2.1)	-	0.0	(30.1)	-	(30.1)	(29.1)
65.	Mains - metallic (475)	(353.4)	(15.6)	1.4	4.0	(363.6)	-	(363.6)	(358.4)
66.	Mains - plastic (475)	(270.7)	(15.8)	0.6	0.6	(285.4)	-	(285.4)	(278.2)
67.	Measuring & regulating equipment (477)	(20.1)	(1.9)	-	0.5	(21.5)	-	(21.5)	(20.8)
68.	Meters (478)	(97.1)	(13.8)	4.2	(0.1)	(106.8)	-	(106.8)	(102.1)
69.	Regulatory Overheads	(36.4)	(7.9)	-	-	(44.3)	-	(44.3)	(40.3)
70.	Sub-Total	(1,399.9)	(92.1)	7.8	8.3	(1,475.9)	-	(1,475.9)	(1,441.1)
	Union Rate Zones Distribution Plant - Northern & Eastern Operations								
71.	Land rights intangibles (471)	(4.2)	(0.2)	-	-	(4.3)	-	(4.3)	(4.2)
72.	Structures and improvements (472)	(25.0)	(1.6)	-	-	(26.7)	-	(26.7)	(25.9)
73.	Services - metallic (473)	(75.7)	(3.5)	0.0	0.5	(78.6)	-	(78.6)	(77.4)
74.	Services - plastic (473)	(207.6)	(12.5)	0.8	0.3	(219.0)	-	(219.0)	(213.8)
75.	Regulators (474)	(13.6)	(2.0)	-	(0.0)	(15.6)	-	(15.6)	(14.6)
76.	House regulators & meter installations (474)	(15.3)	(1.2)	-	-	(16.5)	-	(16.5)	(15.9)
77.	Mains - metallic (475)	(329.9)	(19.3)	0.3	0.4	(348.4)	-	(348.4)	(339.2)
78.	Mains - plastic (475)	(108.6)	(5.7)	0.1	0.0	(114.2)	-	(114.2)	(111.5)
79.	Measuring & regulating equipment (477)	(71.8)	(5.5)	-	-	(77.3)	-	(77.3)	(74.5)
80.	Meters (478)	(23.2)	(3.7)	1.4	(0.0)	(25.5)	-	(25.5)	(24.3)
81.	Regulatory Overheads	(20.0)	(4.8)	-	-	(24.8)	-	(24.8)	(22.4)
82.	Sub-Total	(894.9)	(60.0)	2.7	1.2	(950.9)	-	(950.9)	(923.8)
	Union Rate Zones General Plant								
83.	Structures & improvements (482)	(14.7)	(1.5)	0.3	0.2	(15.7)	-	(15.7)	(15.2)
84.	Office furniture and equipment (483)	(5.7)	(0.7)	-	-	(6.4)	-	(6.4)	(6.0)
85.	Office equipment - computers (483)	(62.2)	(28.4)	-	-	(90.5)	-	(90.5)	(76.2)
86.	Transportation equipment (484)	(44.2)	(8.5)	5.5	(0.9)	(48.1)	-	(48.1)	(48.1)
87.	Heavy work equipment (485)	(5.0)	(1.5)	1.2	-	(5.3)	-	(5.3)	(5.6)
88.	Tools and work equipment (486)	(18.4)	(2.5)	-	0.0	(20.8)	-	(20.8)	(19.6)
89.	NGV fuel equipment (487)	(1.3)	(0.1)	-	-	(1.4)	-	(1.4)	(1.4)
90.	Communication equipment (488)	(8.4)	(0.9)	-	-	(9.4)	-	(9.4)	(8.9)
91.	Regulatory Overheads	(25.1)	(5.9)	-	-	(31.0)	-	(31.0)	(28.0)
92.	Sub-Total	(184.9)	(50.1)	7.0	(0.7)	(228.7)	-	(228.7)	(209.0)
93.	Union Rate Zones Total	(3,866.1)	(308.8)	21.7	8.9	(4,144.3)	-	(4,144.3)	(4,013.1)
94.	EGI Total	(7,396.5)	(618.3)	161.3	50.2	(7,803.2)	3.5	(7,799.7)	(7,571.2)

EGI WORKING CAPITAL COMPONENTS
MONTH END BALANCES AND AVERAGE OF MONTHLY AVERAGES
2020 ACTUAL

Line No.		Col. 1 Materials and Supplies	Col. 2 ABC Receivable	Col. 3 Customer Security Deposits	Col. 4 Prepaid Expenses	Col. 5 Balancing Gas	Col. 6 Gas in Storage	Col. 7 Working Cash Allowance	Col. 8 Total
		($Millions)	($Millions)	($Millions)	($Millions)	($Millions)	($Millions)	($Millions)	($Millions)
1.	January 1	75.1	(18.2)	(88.6)	(0.6)	59.5	629.0	23.0	679.2
2.	January 31	76.7	(26.1)	(87.5)	(6.9)	59.5	534.2	23.0	572.9
3.	February	76.8	(33.3)	(86.1)	(1.5)	59.5	411.2	23.0	449.6
4.	March	77.2	(36.9)	(85.5)	2.6	59.5	303.0	23.0	342.8
5.	April	78.9	(38.7)	(84.9)	6.3	59.5	236.7	23.0	280.7
6.	May	80.9	(40.0)	(81.1)	6.6	59.5	254.7	23.0	303.5
7.	June	82.3	(35.1)	(79.9)	2.7	59.5	355.6	23.0	408.2
8.	July	84.0	(16.3)	(79.1)	(0.4)	59.5	459.2	23.0	529.9
9.	August	85.2	(8.7)	(78.9)	1.9	59.5	541.0	23.0	622.9
10.	September	86.3	(14.3)	(78.5)	8.9	59.5	623.8	23.0	708.7
11.	October	88.2	(0.1)	(78.4)	9.7	59.5	752.7	23.0	854.6
12.	November	89.0	(1.2)	(78.0)	7.3	59.5	735.1	23.0	834.7
13.	December	87.5	(14.7)	(78.3)	(0.4)	59.5	657.3	23.0	734.0
14.	Avg. of monthly avgs.	82.2	(22.3)	(81.8)	3.1	59.5	487.5	23.0	551.2

EGI SUMMARY OF CAPITAL STRUCTURE & COST OF CAPITAL
2020 ACTUAL

Line No.		Col. 1	Col. 2	Col. 3	Col. 4	Col. 5 (Col. 1x Col. 3)
		Utility Capital Structure			Return	Interest
		Principal	Component	Cost Rate	Component	& Return
		($Millions)	%	%	%	($Millions)
1.	Long and Medium-Term Debt	8,568.5	63.18	4.38	2.767	375.3
2.	Short-Term Debt	111.1	0.82	0.94	0.008	1.0
3.	Total Debt	8,679.7	64.00		2.775	
4.	Preference Shares	-	-	-	-	-
5.	Common Equity	4,882.3	36.00	10.02	3.607	489.2
6.	Total Rate Base	13,562.0	100.00		6.382	865.6

CALCULATION OF COST RATES
FOR EGI CAPITAL STRUCTURE COMPONENTS
2020 ACTUAL

Line No.			Col. 1 Average of Monthly Averages	Col. 2	Col. 3 Carrying Cost
			($Millions)		($Millions)
	Long and Medium-Term Debt				
1.	Debt Summary		8,884.6		385.3
2.	Unamortized Finance Costs		(78.0)		-
3.	(Profit)/Loss on Redemption		-		-
4.			8,806.6		385.3
5.	Percentage Allocation of Debt to Unregu	2.70%	(238.1)		(10.4)
6.	Net Regulated Long and Medium-Term Debt		8,568.5		374.9
5.	Calculated Cost Rate			4.38%	
	Short-Term Debt				
6.	Calculated Cost Rate			0.94%	
	Preference Shares				
7.	Preference Share Summary		-		-
8.	Unamortized Finance Costs		-		-
9.	(Profit)/Loss on Redemption		-		-
10.			-		-
11.	Calculated Cost Rate			0.00%	
	Common Equity				
12.	Board Formula ROE			8.52%	
13.	Threshold before earnings sharing			1.50%	
14.	ROE for earnings sharing determination			10.02%	

EGI SUMMARY STATEMENT OF PRINCIPAL
AND CARRYING COST OF
TERM DEBT
2020 ACTUAL

Line No.	Coupon Rate	Maturity Date	Col. 1 Average of Monthly Average Principal ($Millions)	Col. 2 Effective Cost Rate	Col. 3 Carrying Cost ($Millions)
Medium Term Notes					
1.	8.85%	October 2, 2025	20.0	8.97%	1.8
2.	7.60%	October 29, 2026	100.0	8.09%	8.1
3.	6.65%	November 3, 2027	100.0	6.71%	6.7
4.	6.10%	May 19, 2028	100.0	6.16%	6.2
5.	6.05%	July 5, 2023	100.0	6.38%	6.4
6.	6.90%	November 15, 2032	150.0	6.95%	10.4
7.	6.16%	December 16, 2033	150.0	6.18%	9.3
8.	5.21%	February 25, 2036	300.0	5.18%	15.5
9.	4.77%	December 17, 2021	175.0	5.31%	9.3
10.	4.04%	November 23, 2020	175.0	5.21%	9.1
11.	4.95%	November 22, 2050	200.0	4.99%	10.0
12.	4.95%	November 22, 2050	100.0	4.73%	4.7
13.	4.04%	November 23, 2020	175.0	2.80%	4.9
14.	4.50%	November 23, 2043	200.0	4.20%	8.4
15.	3.15%	August 22, 2024	215.0	3.24%	7.0
16.	4.00%	August 22, 2044	215.0	3.89%	8.4
17.	4.00%	August 22, 2044	170.0	4.44%	7.5
18.	3.31%	September 11, 2025	400.0	3.62%	14.5
19.	2.50%	August 5, 2026	300.0	3.42%	10.3
20.	3.51%	November 29, 2047	300.0	3.53%	10.6
21.	3.32%	September 6, 2028	-	3.37%	-
22.	2.37%	August 9, 2029	400.0	3.23%	12.9
23.	3.01%	August 9, 2049	300.0	3.03%	9.1
24.	2.90%	April 1, 2030	425.0	3.41%	14.5
25.	3.65%	April 1, 2050	425.0	3.67%	15.6
26.	8.65%	November 10, 2025	125.0	8.77%	11.0
27.	5.46%	September 11, 2036	165.0	5.49%	9.1
28.	4.85%	April 25, 2022	125.0	4.91%	6.1
29.	6.05%	September 2, 2038	300.0	6.10%	18.3
30.	5.20%	July 23, 2040	250.0	5.27%	13.2
31.	4.88%	June 21, 2041	300.0	4.92%	14.8
32.	3.79%	July 10, 2023	250.0	3.87%	9.7
33.	2.76%	June 2, 2021	200.0	2.85%	5.7
34.	4.20%	June 2, 2044	250.0	4.24%	10.6
35.	4.20%	June 2, 2044	250.0	4.27%	10.7
36.	3.19%	September 17, 2025	200.0	3.26%	6.5
37.	2.81%	June 1, 2026	250.0	2.87%	7.2
38.	3.80%	June 1, 2046	250.0	3.84%	9.6
39.	3.59%	November 22, 2047	250.0	3.64%	9.1
40.	2.88%	November 22, 2027	250.0	2.95%	7.4
41.	3.65%	October 1, 2028	189.6	3.65%	6.9
42.			8,799.6		376.9
Long-Term Debentures					
41.	9.85%	December 2, 2024	85.0	9.910%	8.4
42.			85.0		8.4
43.	Total Term Debt		8,884.6		385.3

EGI UNAMORTIZED DEBT DISCOUNT AND EXPENSE
AVERAGE OF MONTHLY AVERAGES
2020 ACTUAL

Line No.		Col. 1 Unamortized Debt Discount and Expense
		($Millions)
1.	January 1	76.8
2.	January 31	76.1
3.	February	75.3
4.	March	74.6
5.	April	82.0
6.	May	81.2
7.	June	80.4
8.	July	79.6
9.	August	78.9
10.	September	78.1
11.	October	77.3
12.	November	76.5
13.	December	75.7
14.	Average of Monthly Averages	78.0

RECONCILIATION OF AUDITED EGI INCOME (PER FINANCIAL STATEMENTS)
TO CORPORATE INCOME FOR UTILITY INCOME DETERMINATION PURPOSES
2020 ACTUAL

Line no.	($ millions)	Col. 1 Audited Income (as per Financial Statements)	Col. 2 Corporate Income as per Utility Income Schedule	Col. 3 Variance	Col. 4 Reference
	Operating Revenues				
1.	Gas sales (commodity) and distribution	3,630.7	4,152.4		
2.	Storage, transportation and other	884.0	-		
3.	Transportation	-	142.4		
4.	Storage	-	145.7		
5.	Other operating revenue	-	63.6		
6.	Other income	56.3	24.2		
7.	Total operating revenue	4,571.0	4,528.3	(42.7)	(a)
	Operating Expenses				
8.	Gas (commodity and distribution) costs	1,811.7	1,816.0	4.3	(b)
9.	Operation and maintenance (administrative)	1,136.9	965.7	(171.2)	(c)
10.	Depreciation and amortization expense	655.5	655.5	(0.0)	
11.	Fixed financing costs	-	4.4	4.4	(d)
12.	Municipal and other taxes	-	126.2	126.2	(e)
13.	Total operating expenses	3,604.1	3,567.8	(36.3)	
14.	Income before income taxes	966.9	960.4	(6.5)	
15.	Interest and financing expenses	411.9	-	(411.9)	(f)
16.	Income before income taxes	555.0	960.4	405.4	
17.	Income taxes	57.7	-	(57.7)	(g)
18.	Net Income	497.3	960.4	463.1	

Col. 2 - Corporate income as reported in Exhibit B, Tab 1, Schedule 2, Column 1

a)	**Audited Total Operating Revenue**	4,571.0
	Reclassify pension related other revenue to O&M	(32.3)
	Reclassify EGD rate zone Open Bill and ABC T-service O&M against program revenues in other revenue	(12.9)
	Eliminate 2019 adjustment for GSPCCDA (recorded in 2020 corporate earnings)	3.9
	Reclassify other expenses out of other income to O&M	0.2
	Eliminate correction of 2019 LBA fees (recorded in 2020 corporate earnings)	(1.6)
	Corporate Total Operating Revenue	4,528.3
b)	**Audited Gas Costs**	1,811.7
	Eliminate 2019 adjustment for GSPCCDA (recorded in 2020 corporate earnings)	6.1
	Eliminate correction of 2019 LBA fees (recorded in 2020 corporate earnings)	(1.8)
	Corporate Gas Costs	1,816.0
c)	**Audited Operation and Maintenance**	1,136.9
	Reclassify pension related other revenue to O&M	(32.3)
	Reclassify Municipal & Property Taxes out of O&M	(126.2)
	Reclassify EGD rate zone Open Bill and ABC T-service O&M against program revenues in other revenue	(12.9)
	Reclassify other expenses out of other income to O&M	0.2
	Corporate Operation and Maintenance	965.7
d)	**Audited Fixed Financing Costs**	-
	Reclassify fixed financing costs from interest and financing expenses	4.4
	Corporate Fixed Financing Costs	4.4
e)	**Audited Municipal and Other Taxes**	-
	Reclassify Municipal and other taxes included within O&M costs	126.2
	Corporate Municipal and Other Taxes	126.2
f)	**Audited Interest and Financing expenses**	411.9
	Reclassify fixed financing costs from interest and financing expenses	(4.4)
	Elimination of interest expense and the amortization of debt issue and discount costs which are determined through the regulated capital structure	(407.5)
	Corporate Interest and Financing expenses	(0.0)
g)	**Audited Income Taxes**	57.7
	Elimination of corporate income taxes which will be calculated on a utility stand-alone basis	(57.7)
	Corporate Income Taxes	-

DELIVERY REVENUE BY SERVICE TYPE, RATE CLASS AND SERVICE CLASS
ENBRIDGE GAS INC.

FOR THE YEAR ENDED DECEMBER 31, 2020

Line No.		Col. 1	Col. 2	Col. 3	Col. 4	Col. 5	Col. 6
			Revenues ($ Millions)				
		Sales	ABC-T	ABC-Unbundled	Bundled-T	T-Service	Total
1	General Service						
2	Rate 1	912.6	19.9	0.0	0.0	0.1	932.6
3	Rate 6	284.9	81.3	0.0	0.0	28.4	394.6
4	Rate 9	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
5	**Total EGD Rate Zone**	**1,197.5**	**101.2**	**0.0**	**0.0**	**28.5**	**1,327.3**
6	Rate M1	448.2	18.7	(0.0)	1.3	0.0	468.1
7	Rate M2	33.5	21.2	0.0	14.3	0.0	69.0
8	Rate 01	171.7	8.5	0.0	1.0	0.0	181.2
9	Rate 10	10.7	6.1	0.0	5.2	0.3	22.4
10	**Total Union Rate Zones**	**664.1**	**54.5**	**(0.0)**	**21.8**	**0.3**	**740.7**
11	**Total General Service Sales & T-Service**	**1,861.6**	**155.7**	**(0.0)**	**21.8**	**28.8**	**2,068.0**
12	Wholesale - Utility						
13	Rate M9	0.6	0.0	0.0	0.9	0.0	1.6
14	Rate M10	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
15	**Total Wholesale - Utility**	**0.7**	**0.0**	**0.0**	**0.9**	**0.0**	**1.6**
16	Contract Sales						
17	Rate 100	0.6	0.2	0.0	0.0	0.7	1.5
18	Rate 110	2.6	2.8	0.0	0.0	21.1	26.5
19	Rate 115	0.3	0.0	0.0	0.0	5.1	5.4
20	Rate 125	0.0	0.0	11.5	0.0	0.0	11.5
21	Rate 135	0.1	0.1	0.0	0.0	1.1	1.3
22	Rate 145	0.0	0.1	0.0	0.0	1.0	1.1
23	Rate 170	0.1	0.2	0.0	0.0	2.3	2.5
24	Rate 200	3.1	0.0	0.0	0.0	1.4	4.5
25	Rate 300	0.0	0.0	0.1	0.0	0.0	0.1
26	Rate 315	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
27	**Total EGD Rate Zone**	**6.7**	**3.4**	**11.6**	**0.0**	**32.7**	**54.4**
28	Rate M4	3.5	1.7	0.0	26.4	0.0	31.6
29	Rate M7	1.6	0.3	0.0	16.8	0.0	18.8
30	Rate 20 Storage	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
31	Rate 20 Transportation	0.9	0.1	0.0	2.7	21.2	25.0
32	Rate 100 Storage	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
33	Rate 100 Transportation	0.0	0.0	0.0	0.0	11.3	11.3
34	Rate T-1 Storage	0.0	0.0	0.0	0.0	1.4	1.4
35	Rate T-1 Transportation	0.0	0.0	0.0	0.0	12.2	12.2
36	Rate T-2 Storage	0.0	0.0	0.0	0.0	7.2	7.2
37	Rate T-2 Transportation	0.0	0.0	0.0	0.0	66.9	66.9
38	Rate T-3 Storage	0.0	0.0	0.0	0.0	1.4	1.4
39	Rate T-3 Transportation	0.0	0.0	0.0	0.0	5.8	5.8
40	Rate M5	0.1	0.1	0.0	2.0	0.0	2.3
41	Rate 25	1.1	0.0	0.0	0.0	2.8	3.8
42	Rate 30	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
43	**Total Union Rate Zones**	**7.3**	**2.3**	**0.0**	**47.9**	**130.1**	**187.6**
44	**Total Contract Sales**	**14.0**	**5.7**	**11.6**	**47.9**	**162.7**	**241.9**
45	**Subtotal**	**1,876.3**	**161.4**	**11.6**	**70.7**	**191.6**	**2,311.5**
46	**Accounting Adjustments:**						
47	EGI Tax Variance						(13.4)
48	EGI Accounting Policy Change						(14.0)
49	EGD Average Use/ Normalized Average Consumption						(2.5)
50	EGD Dawn Access Cost						2.1
51	EGD Incremental Capital Module						(0.3)
52	EGD Transactional Services Revenue						12.0
53	EGD LRAM						0.0
54	EGD Federal Carbon Program						0.6
55	EGD Greenhouse Gas Emissions Administration						0.2
56	EGD Reverse 2019 Gas Supply Plan Cost Consequences reversed						(3.9)
57	EGD Elimination of 2019 Gas Supply Plan Cost Consequences reversal						3.9
58	Union Average Use/ Normalized Average Consumption						6.7
59	Union Parkway Obligation Rate Variance						0.0
60	Union Incremental Capital Module						(5.6)
61	Union Capital Pass-through						(1.1)
62	Union LRAM						1.4
63	Union Federal Carbon Program						1.2
64	Elimination of the UGL rate zone unregulated storage cost from EGD rate zone revenues						(17.7)
66	Miscellaneous						0.7
	Total Utility Revenue						**2,281.9**

DELIVERY REVENUE BY SERVICE TYPE, RATE CLASS AND SERVICE CLASS
ENBRIDGE GAS INC.

FOR THE YEAR ENDED DECEMBER 31, 2019

Line No.		Col. 1	Col. 2	Col. 3	Col. 4	Col. 5	Col. 6
			Revenues ($ Millions)				
		Sales	ABC-T	ABC-Unbundled	Bundled-T	T-Service	Total
1	General Service						
2	Rate 1	925.5	25.5	0.0	0.0	0.2	951.2
3	Rate 6	303.1	83.7	0.0	0.0	33.9	420.8
4	Rate 9	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
5	**Total EGD Rate Zone**	**1,228.6**	**109.2**	**0.0**	**0.0**	**34.2**	**1,372.0**
6	Rate M1	446.7	21.8	0.0	1.3	0.0	469.8
7	Rate M2	39.0	22.5	0.0	16.3	0.0	77.9
8	Rate 01	174.8	9.8	0.0	1.1	0.0	185.7
9	Rate 10	12.3	5.9	0.0	5.6	0.3	24.0
10	**Total Union Rate Zones**	**672.8**	**59.9**	**0.0**	**24.3**	**0.3**	**757.4**
11	**Total General Service Sales & T-Service**	**1,901.4**	**169.1**	**0.0**	**24.3**	**34.5**	**2,129.3**
12	Wholesale - Utility						
13	Rate M9	0.7	0.0	0.0	1.0	0.0	1.6
14	Rate M10	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
15	**Total Wholesale - Utility**	**0.7**	**0.0**	**0.0**	**1.0**	**0.0**	**1.7**
16	Contract Sales						
17	Rate 100	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1
18	Rate 110	1.4	1.0	0.0	0.0	7.5	9.8
19	Rate 115	(0.1)	0.0	0.0	0.0	1.9	1.8
20	Rate 125	0.0	0.0	11.2	0.0	0.0	11.2
21	Rate 135	0.1	0.2	0.0	0.0	1.0	1.3
22	Rate 145	0.0	0.0	0.0	0.0	0.4	0.5
23	Rate 170	0.1	0.1	0.0	0.0	1.1	1.3
24	Rate 200	1.9	0.0	0.0	0.0	1.3	3.1
25	Rate 300	0.0	0.0	0.1	0.0	0.0	0.1
26	Rate 315	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
27	**Total EGD Rate Zone**	**3.5**	**1.3**	**11.3**	**0.0**	**13.1**	**29.2**
28	Rate M4	2.8	1.3	0.0	26.6	0.0	30.7
29	Rate M7	1.2	0.3	0.0	13.8	0.0	15.3
30	Rate 20 Storage	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
31	Rate 20 Transportation	0.8	0.1	0.0	2.4	19.1	22.4
32	Rate 100 Storage	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
33	Rate 100 Transportation	0.0	0.0	0.0	0.0	10.7	10.7
34	Rate T-1 Storage	0.0	0.0	0.0	0.0	1.4	1.4
35	Rate T-1 Transportation	0.0	0.0	0.0	0.0	11.3	11.3
36	Rate T-2 Storage	0.0	0.0	0.0	0.0	7.4	7.4
37	Rate T-2 Transportation	0.0	0.0	0.0	0.0	64.2	64.2
38	Rate T-3 Storage	0.0	0.0	0.0	0.0	1.4	1.4
39	Rate T-3 Transportation	0.0	0.0	0.0	0.0	5.5	5.5
40	Rate M5	0.2	0.1	0.0	2.2	0.0	2.6
41	Rate 25	1.8	0.0	0.0	0.0	2.7	4.5
42	Rate 30	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
43	**Total Union Rate Zones**	**6.9**	**1.8**	**0.0**	**45.0**	**123.6**	**177.3**
44	**Total Contract Sales**	**10.3**	**3.2**	**11.3**	**45.0**	**136.8**	**206.5**
45	**Subtotal**	**1,912.4**	**172.3**	**11.3**	**70.3**	**171.2**	**2,337.5**
46	**Accounting Adjustments:**						
47	EGI Tax Variance						(24.1)
48	EGI Elimination of 2018 Tax Variance						4.5
49	EGI Accounting Policy Change						1.1
50	EGD Average Use/ Normalized Average Consumption						(4.1)
51	EGD Dawn Access Cost						2.2
52	EGD 2018 Earnings Sharing Adjustment						(1.7)
53	EGD Elimination of 2018 Earnings Sharing Adjustment						1.7
54	EGD Transactional Services Revenue						12.0
55	EGD LRAM						0.0
56	EGD Federal Carbon Program						0.1
57	EGD Greenhouse Gas Emissions Administration						0.2
58	EGD Reverse 2019 Gas Supply Plan Cost Consequences						(3.9)
59	Union Average Use/ Normalized Average Consumption						(4.0)
60	Union Parkway Obligation Rate Variance						0.3
61	Union Incremental Capital Module						(7.0)
62	Union Capital Pass-through						(1.0)
63	Union LRAM						0.4
64	Union Federal Carbon Program						0.4
65	Elimination of the UGL rate zone unregulated storage cost from EGD rate zone revenues						(17.4)
66	Miscellaneous						0.5
67	**Total Utility Revenue**						**2,297.9**

* There is no distribution volume for Rate 125 customers.
** Less than 50,000 m^3
*** Less than $50,000

CUSTOMER METERS, VOLUMES AND REVENUES BY RATE CLASS
ENBRIDGE GAS INC.

FOR THE YEAR ENDED DECEMBER 31, 2020

Line No.		Col. 1	Col. 2	Col. 3	Col. 4	Col. 5	Col. 6	Col. 7	Col. 8	Col. 9
		Customer Meters			Throughput Volumes (10^3M^3)			Revenues ($ Millions)		
		Sales	T-Service	Total	Sales	T-Service	Total	Sales	T-Service	Total
1	General Service									
2	Rate 1	2,020,078	44,454	2,064,531	4,789,664	104,740	4,894,404	1,618.2	28.4	1,646.6
3	Rate 6	145,283	23,801	169,084	2,810,280	1,840,046	4,650,326	663.4	187.5	850.9
4	Rate 9	2	0	2	127	0	127	0.0	0.0	0.0
5	**Total EGD Rate Zone**	**2,165,363**	**68,254**	**2,233,617**	**7,600,071**	**1,944,786**	**9,544,857**	**2,281.6**	**215.9**	**2,497.5**
6	Rate M1	1,128,040	35,176	1,163,216	2,815,940	187,938	3,003,878	772.5	19.9	792.4
7	Rate M2	4,324	3,571	7,895	571,025	633,316	1,204,341	99.3	35.6	134.8
8	Rate 01	347,480	12,515	359,995	913,225	69,511	982,736	340.3	14.5	354.8
9	Rate 10	1,156	982	2,138	155,265	187,391	342,656	37.1	21.9	58.9
10	**Total Union Rate Zones**	**1,481,000**	**52,244**	**1,533,244**	**4,455,454**	**1,078,157**	**5,533,611**	**1,249.1**	**91.9**	**1,341.0**
11	**Total General Service Sales & T-Service**	**3,646,363**	**120,498**	**3,766,861**	**12,055,525**	**3,022,943**	**15,078,468**	**3,530.7**	**307.8**	**3,838.5**
12	Wholesale - Utility									
13	Rate M9	1	3	4	16,236	72,529	88,765	2.5	0.9	3.5
14	Rate M10	2	0	2	360	0	360	0.1	0.0	0.1
15	**Total Wholesale - Utility**	**3**	**3**	**6**	**16,596**	**72,529**	**89,125**	**2.6**	**0.9**	**3.5**
16	Contract Sales									
17	Rate 100	2	7	9	9,142	10,969	20,111	1.8	1.2	3.0
18	Rate 110	57	279	335	71,781	909,360	981,141	9.6	36.4	45.9
19	Rate 115	1	19	20	728	377,311	378,039	0.2	7.6	7.8
20	Rate 125	4	0	4	0	523,436	523,436	0.0	11.4	11.4
21	Rate 135	5	36	40	1,785	63,502	65,287	0.4	1.6	2.0
22	Rate 145	3	19	22	628	22,768	23,396	0.3	1.3	1.6
23	Rate 170	3	18	21	4,843	242,587	247,430	0.6	0.7	1.4
24	Rate 200	1	0	1	137,358	52,115	189,473	23.1	2.4	25.5
25	Rate 300	2	0	2	0	262	262	0.0	0.1	0.1
26	Rate 315		0	0		0	0		0.0	0.0
27	**Total EGD Rate Zone**	**77**	**377**	**454**	**226,265**	**2,202,309**	**2,428,574**	**36.0**	**62.6**	**98.7**
28	Rate M4	35	201	236	56,325	565,055	621,380	9.9	28.1	38.0
29	Rate M7	4	49	53	28,488	589,884	618,372	4.7	17.1	21.8
30	Rate 20 Storage	0	0	0	0	0	0	0.0	2.5	2.5
31	Rate 20 Transportation	4	53	57	9,423	769,053	778,476	3.1	27.5	30.6
32	Rate 100 Storage	0	0	0	0	0	0	0.0	0.0	0.0
33	Rate 100 Transportation	0	12	12	0	996,605	996,605	0.0	11.3	11.3
34	Rate T-1 Storage	0	0	0	0	0	0	0.0	1.4	1.4
35	Rate T-1 Transportation	0	39	39	0	430,312	430,312	0.0	12.2	12.2
36	Rate T-2 Storage	0	0	0	0	0	0	0.0	7.2	7.2
37	Rate T-2 Transportation	0	25	25	0	4,017,975	4,017,975	0.0	66.9	66.9
38	Rate T-3 Storage	0	0	0	0	0	0	0.0	1.4	1.4
39	Rate T-3 Transportation	0	1	1	0	264,209	264,209	0.0	5.8	5.8
40	Rate M5	5	33	38	2,712	59,105	61,817	0.4	2.1	2.6
41	Rate 25	38	26	64	29,990	62,848	92,838	5.0	2.8	7.8
42	Rate 30	0	0	0	0	0	0	0.0	0.0	0.0
43	**Total Union Rate Zones**	**86**	**439**	**525**	**126,938**	**7,755,045**	**7,881,983**	**23.1**	**186.2**	**209.4**
44	**Total Contract Sales**	**163**	**816**	**979**	**353,203**	**9,957,354**	**10,310,557**	**59.2**	**248.8**	**308.0**
45	**Subtotal**	**3,646,529**	**121,318**	**3,767,846**	**12,425,324**	**13,052,825**	**25,478,150**	**3,592.5**	**557.6**	**4,150.1**
46	**Accounting Adjustments:**									
47	EGI Tax Variance									(13.4)
48	EGI Accounting Policy Change									(14.0)
49	EGD Average Use/ Normalized Average Consumption									(4.6)
50	EGD Dawn Access Cost									2.1
51	EGD Incremental Capital Module									(0.3)
52	EGD Transactional Services Revenue									12.0
53	EGD LRAM									0.0
54	EGD Federal Carbon Program									0.6
55	EGD Greenhouse Gas Emissions Administration									0.2
56	EGD Reverse 2019 Gas Supply Plan Cost Consequences reversed									(3.9)
57	EGD Elimination of 2019 Gas Supply Plan Cost Consequences reversal									3.9
58	Union Average Use/ Normalized Average Consumption									7.2
59	Union Parkway Obligation Rate Variance									0.0
60	Union Incremental Capital Module									(5.6)
61	Union Capital Pass-through									(1.1)
62	Union LRAM									1.4
63	Union Federal Carbon Program									1.2
64	Elimination of the UGL rate zone unregulated storage cost from EGD rate zone revenues									(17.7)
66	Miscellaneous									0.7
67	**Total Utility Revenue**									**4,118.8**

WEATHER NORMALIZED CUSTOMER METERS, VOLUMES AND REVENUES BY RATE CLASS
ENBRIDGE GAS INC.

FOR THE YEAR ENDED DECEMBER 31, 2020

Line No.		Col. 1	Col. 2	Col. 3	Col. 4	Col. 5	Col. 6	Col. 7	Col. 8	Col. 9
		Customer Meters			Throughput Volumes (10^3M^3)			Revenues ($ Millions)		
		Sales	T-Service	Total	Sales	T-Service	Total	Sales	T-Service	Total
1	General Service									
2	Rate 1	2,020,078	44,454	2,064,531	4,925,067	107,556	5,032,623	1,650.3	28.7	1,679.0
3	Rate 6	145,283	23,801	169,084	2,919,935	1,887,608	4,807,543	686.1	190.5	876.6
4	Rate 9	2	0	2	127	0	127	0.0	0.0	0.0
5	**Total EGD Rate Zone**	**2,165,363**	**68,254**	**2,233,617**	**7,845,129**	**1,995,164**	**9,840,293**	**2,336.4**	**219.2**	**2,555.6**
6	Rate M1	1,128,040	35,176	1,163,216	2,966,369	197,978	3,164,348	801.4	20.3	821.7
7	Rate M2	4,324	3,571	7,895	595,912	660,918	1,256,830	104.1	36.9	141.0
8	Rate 01	347,480	12,515	359,995	954,899	72,683	1,027,582	352.7	15.0	367.6
9	Rate 10	1,156	982	2,138	160,473	193,677	354,151	38.4	22.6	61.0
10	**Total Union Rate Zones**	**1,481,000**	**52,244**	**1,533,244**	**4,677,654**	**1,125,257**	**5,802,911**	**1,296.5**	**94.8**	**1,391.3**
11	**Total General Service Sales & T-Service**	**3,646,363**	**120,498**	**3,766,861**	**12,522,783**	**3,120,421**	**15,643,204**	**3,632.9**	**314.0**	**3,946.9**
12	Wholesale - Utility									
13	Rate M9	1	3	4	16,236	72,529	88,765	2.5	0.9	3.5
14	Rate M10	2	0	2	360	0	360	0.1	0.0	0.1
15	**Total Wholesale - Utility**	**3**	**3**	**6**	**16,596**	**72,529**	**89,125**	**2.6**	**0.9**	**3.5**
16	Contract Sales									
17	Rate 100	2	7	9	9,142	10,969	20,111	1.8	1.2	3.0
18	Rate 110	57	279	335	71,936	910,575	982,511	9.6	36.4	46.0
19	Rate 115	1	19	20	730	377,426	378,156	0.2	7.6	7.8
20	Rate 125	4	0	4	0	523,436	523,436	0.0	11.4	11.4
21	Rate 135	5	36	40	1,785	63,502	65,287	0.4	1.6	2.0
22	Rate 145	3	19	22	628	22,937	23,565	0.3	1.3	1.6
23	Rate 170	3	18	21	4,847	243,184	248,031	0.6	0.7	1.4
24	Rate 200	1	0	1	142,758	52,433	195,190	24.0	2.4	26.4
25	Rate 300	2	0	2	0	262	262	0.0	0.1	0.1
26	Rate 315		0	0		0	0		0.0	0.0
27	**Total EGD Rate Zone**	**77**	**377**	**454**	**231,825**	**2,204,724**	**2,436,549**	**36.9**	**62.7**	**99.6**
28	Rate M4	35	201	236	56,325	565,055	621,380	9.9	28.1	38.0
29	Rate M7	4	49	53	28,488	589,884	618,372	4.7	17.1	21.8
30	Rate 20 Storage	0	0	0	0	0	0	0.0	2.5	2.5
31	Rate 20 Transportation	4	53	57	9,423	769,053	778,476	3.1	27.5	30.6
32	Rate 100 Storage	0	0	0	0	0	0	0.0	0.0	0.0
33	Rate 100 Transportation	0	12	12	0	996,605	996,605	0.0	11.3	11.3
34	Rate T-1 Storage	0	0	0	0	0	0	0.0	1.4	1.4
35	Rate T-1 Transportation	0	39	39	0	430,312	430,312	0.0	12.2	12.2
36	Rate T-2 Storage	0	0	0	0	0	0	0.0	7.2	7.2
37	Rate T-2 Transportation	0	25	25	0	4,017,975	4,017,975	0.0	66.9	66.9
38	Rate T-3 Storage	0	0	0	0	0	0	0.0	1.4	1.4
39	Rate T-3 Transportation	0	1	1	0	264,209	264,209	0.0	5.8	5.8
40	Rate M5	5	33	38	2,712	59,105	61,817	0.4	2.1	2.6
41	Rate 25	38	26	64	29,990	62,848	92,838	5.0	2.8	7.8
42	Rate 30	0	0	0	0	0	0	0.0	0.0	0.0
43	**Total Union Rate Zones**	**86**	**439**	**525**	**126,938**	**7,755,045**	**7,881,983**	**23.1**	**186.2**	**209.4**
44	**Total Contract Sales**	**163**	**816**	**979**	**358,763**	**9,959,769**	**10,318,532**	**60.1**	**248.9**	**309.0**
45	**Subtotal**	**3,646,529**	**121,318**	**3,767,846**	**12,898,142**	**13,152,718**	**26,050,861**	**3,695.6**	**563.8**	**4,259.4**
46	**Accounting Adjustments:**									
47	EGI Tax Variance									(13.4)
	EGI Elimination of 2018 Tax Variance									0.0
48	EGI Accounting Policy Change									(14.0)
49	EGD Average Use/ Normalized Average Consumption									(4.6)
50	EGD Dawn Access Cost									2.1
51	EGD Incremental Capital Module									(0.3)
	EGD Elimination of 2018 Earnings Sharing Adjustment									0.0
52	EGD Transactional Services Revenue									12.0
53	EGD LRAM									0.0
54	EGD Federal Carbon Program									0.6
55	EGD Greenhouse Gas Emissions Administration									0.2
56	EGD Reverse 2019 Gas Supply Plan Cost Consequences									(3.9)
57	EGD Elimination of 2019 Gas Supply Plan Cost Consequences reversal									3.9
58	Union Average Use/ Normalized Average Consumption									7.2
59	Union Parkway Obligation Rate Variance									0.0
60	Union Incremental Capital Module									(5.6)
61	Union Capital Pass-through									(1.1)
62	Union LRAM									1.4
63	Union Federal Carbon Program									1.2
64	Elimination of the UGL rate zone unregulated storage cost from EGD rate zone revenues									(17.7)
66	Miscellaneous									0.7
67	**Total Utility Revenue**									**4,224.3**

CUSTOMER METERS, VOLUMES AND REVENUES BY RATE CLASS
ENBRIDGE GAS INC.

FOR THE YEAR ENDED DECEMBER 31, 2019

Line No.		Col. 1	Col. 2	Col. 3	Col. 4	Col. 5	Col. 6	Col. 7	Col. 8	Col. 9
		Customer Meters			Throughput Volumes (10^3M^3)			Revenues ($ Millions)		
		Sales	T-Service	Total	Sales	T-Service	Total	Sales	T-Service	Total
1	General Service									
2	Rate 1	1,985,346	56,781	2,042,127	5,213,290	145,299	5,358,589	1,785.6	39.1	1,824.8
3	Rate 6	144,944	23,246	168,190	3,233,688	2,066,334	5,300,022	818.3	190.9	1,009.2
4	Rate 9	2		2						
5	**Total EGD Rate Zone**	**2,130,292**	**80,027**	**2,210,319**	**8,446,978**	**2,211,633**	**10,658,611**	**2,603.9**	**230.1**	**2,834.0**
6	Rate M1	1,095,866	45,414	1,141,279	3,079,559	221,840	3,301,400	861.8	23.0	884.9
7	Rate M2	4,479	3,304	7,783	663,864	685,068	1,348,932	127.7	38.8	166.5
8	Rate 01	337,741	15,902	353,643	991,238	80,169	1,071,407	384.1	17.5	401.6
9	Rate 10	1,242	902	2,144	187,742	192,950	380,691	48.8	23.7	72.5
10	**Total Union Rate Zones**	**1,439,327**	**65,523**	**1,504,850**	**4,922,402**	**1,180,027**	**6,102,429**	**1,422.4**	**103.0**	**1,525.5**
11	**Total General Service Sales & T-Service**	**3,569,619**	**145,550**	**3,715,168**	**13,369,380**	**3,391,660**	**16,761,041**	**4,026.3**	**333.1**	**4,359.5**
12	Wholesale - Utility									
13	Rate M9	1	3	4	28,114	75,875	103,989	4.4	1.0	5.4
14	Rate M10	2	0	2	391	0	391	0.1	0.0	0.1
15	**Total Wholesale - Utility**	**3**	**3**	**6**	**28,505**	**75,875**	**104,380**	**4.5**	**1.0**	**5.4**
16	Contract Sales									
17	Rate 100	2	2	4	12,577	2,800	15,377	2.7	0.4	3.1
18	Rate 110	48	234	282	68,785	806,611	875,396	5.1	37.0	42.2
19	Rate 115	1	21	22	741	440,875	441,615	0.1	9.0	9.1
20	Rate 125	4	0	4	0	0	0	0.0	11.3	11.3
21	Rate 135	3	40	43	1,631	61,389	63,020	0.3	1.9	2.2
22	Rate 145	3	23	26	1,597	28,843	30,441	0.1	1.7	1.8
23	Rate 170	3	20	23	18,233	268,125	286,358	2.2	5.5	7.8
24	Rate 200	0	0	0	152,503	44,376	196,879	28.1	2.1	30.3
25	Rate 300	1	0	1	0	0	0	0.0	0.1	0.1
26	Rate 315					0	0		0.0	0.0
27	**Total EGD Rate Zone**	**65**	**340**	**405**	**256,067**	**1,653,019**	**1,909,086**	**38.7**	**69.1**	**107.8**
28	Rate M4	28	205	232	53,246	620,765	674,011	9.9	27.9	37.8
29	Rate M7	3	34	36	25,510	515,833	541,343	4.5	14.1	18.6
30	Rate 20 Storage	0	0	0	0	0	0	0.0	2.6	2.6
31	Rate 20 Transportation	5	49	54	10,603	512,297	522,900	3.4	24.9	28.3
32	Rate 100 Storage	0	0	0	0	0	0	0.0	0.0	0.0
33	Rate 100 Transportation	0	12	12	0	1,020,510	1,020,510	0.0	10.7	10.7
34	Rate T-1 Storage	0	0	0	0	0	0	0.0	1.4	1.4
35	Rate T-1 Transportation	0	37	37	0	437,372	437,372	0.0	11.3	11.3
36	Rate T-2 Storage	0	0	0	0	0	0	0.0	7.4	7.4
37	Rate T-2 Transportation	0	25	25	0	4,136,389	4,136,389	0.0	64.2	64.2
38	Rate T-3 Storage	0	0	0	0	0	0	0.0	1.4	1.4
39	Rate T-3 Transportation	0	1	1	0	283,374	283,374	0.0	5.5	5.5
40	Rate M5	5	36	42	5,923	68,042	73,965	1.1	2.4	3.4
41	Rate 25	31	24	55	42,433	76,767	119,200	8.3	2.7	11.0
42	Rate 30	0	0	0	0	0	0	0.0	0.0	0.0
43	**Total Union Rate Zones**	**72**	**422**	**494**	**137,715**	**7,671,348**	**7,809,063**	**27.2**	**176.3**	**203.6**
44	**Total Contract Sales**	**137**	**762**	**899**	**393,781**	**9,324,367**	**9,718,149**	**65.9**	**245.4**	**311.3**
45	**Subtotal**	**3,569,759**	**146,315**	**3,716,074**	**13,791,667**	**12,791,903**	**26,583,570**	**4,096.7**	**579.5**	**4,676.2**
46	**Accounting Adjustments:**									
47	EGI Tax Variance									(24.1)
48	EGI Elimination of 2018 Tax Variance									4.5
49	EGI Accounting Policy Change									1.1
50	EGD Average Use/ Normalized Average Consumption									(8.6)
51	EGD Dawn Access Cost									2.2
52	EGD 2018 Earnings Sharing Adjustment									(1.7)
53	EGD Elimination of 2018 Earnings Sharing Adjustment									1.7
54	EGD Transactional Services Revenue									12.0
55	EGD LRAM									0.0
56	EGD Federal Carbon Program									0.1
57	EGD Greenhouse Gas Emissions Administration									0.2
58	EGD Reverse 2019 Gas Supply Plan Cost Consequences									(3.9)
59	Union Average Use/ Normalized Average Consumption									(4.7)
60	Union Parkway Obligation Rate Variance									0.3
61	Union Incremental Capital Module									(7.0)
62	Union Capital Pass-through									(1.0)
63	Union LRAM									0.4
64	Union Federal Carbon Program									0.4
65	Elimination of the UGL rate zone unregulated storage cost from EGD rate zone revenues									(17.4)
66	Miscellaneous									0.5
67	**Total Utility Revenue**									**4,631.5**

* There is no distribution volume for Rate 125 customers.
** Less than 50,000 m^3
*** Less than $50,000

WEATHER NORMALIZED CUSTOMER METERS, VOLUMES AND REVENUES BY RATE CLASS
ENBRIDGE GAS INC.

FOR THE YEAR ENDED DECEMBER 31, 2019

Line No.		Col. 1	Col. 2	Col. 3	Col. 4	Col. 5	Col. 6	Col. 7	Col. 8	Col. 9
		Customer Meters			Volumes (10^3M^3)			Revenues ($ Millions)		
		Sales	T-Service	Total	Sales	T-Service	Total	Sales	T-Service	Total
1	General Service									
2	Rate 1	1,985,346	56,781	2,042,127	4,891,003	133,229	5,024,232	1,705.4	37.8	1,743.2
3	Rate 6	144,944	23,246	168,190	3,053,332	1,904,548	4,957,881	777.2	178.4	955.6
4	Rate 9	2		2						
5	**Total EGD Rate Zone**	**2,130,292**	**80,027**	**2,210,319**	**7,944,336**	**2,037,777**	**9,982,112**	**2,482.7**	**216.1**	**2,698.8**
6	Rate M1	1,095,866	45,414	1,141,279	2,978,227	214,541	3,192,768	842.3	22.7	865.0
7	Rate M2	4,479	3,304	7,783	643,702	664,263	1,307,966	123.9	37.8	161.7
8	Rate 01	337,741	15,902	353,643	942,069	76,192	1,018,261	368.6	16.9	385.4
9	Rate 10	1,242	902	2,144	179,384	184,361	363,745	46.6	22.5	69.1
10	**Total Union Rate Zones**	**1,439,327**	**65,523**	**1,504,850**	**4,743,383**	**1,139,357**	**5,882,740**	**1,381.3**	**99.9**	**1,481.2**
11	**Total General Service Sales & T-Ser**	**3,569,619**	**145,550**	**3,715,168**	**12,687,719**	**3,177,133**	**15,864,852**	**3,864.0**	**316.0**	**4,180.0**
12	Wholesale - Utility									
13	Rate M9	1	3	4	28,114	75,875	103,989	4.4	1.0	5.4
14	Rate M10	2	0	2	391	0	391	0.1	0.0	0.1
15	**Total Wholesale - Utility**	**3**	**3**	**6**	**28,505**	**75,875**	**104,380**	**4.5**	**1.0**	**5.4**
16	Contract Sales									
17	Rate 100	2	2	4	12,577	2,800	15,377	2.7	0.4	3.1
18	Rate 110	48	234	282	68,704	805,396	874,101	5.1	37.0	42.1
19	Rate 115	1	21	22	739	440,738	441,477	0.1	9.0	9.1
20	Rate 125	4	0	4	0	0	0	0.0	11.3	11.3
21	Rate 135	3	40	43	1,631	61,389	63,020	0.3	1.9	2.2
22	Rate 145	3	23	26	1,565	28,921	30,486	0.1	1.7	1.8
23	Rate 170	3	20	23	18,299	272,993	291,292	2.2	5.5	7.8
24	Rate 200	0	0	0	143,859	44,010	187,869	26.6	2.1	28.7
25	Rate 300	1	0	1	0	0	0	0.0	0.1	0.1
26	Rate 315					0	0		0.0	0.0
27	**Total EGD Rate Zone**	**65**	**340**	**405**	**247,375**	**1,656,248**	**1,903,623**	**37.1**	**69.0**	**106.2**
28	Rate M4	28	205	232	53,246	620,765	674,011	9.9	27.9	37.8
29	Rate M7	3	34	36	25,510	515,833	541,343	4.5	14.1	18.6
30	Rate 20 Storage	0	0	0	0	0	0	0.0	2.6	2.6
31	Rate 20 Transportation	5	49	54	10,603	512,297	522,900	3.4	24.9	28.3
32	Rate 100 Storage	0	0	0	0	0	0	0.0	0.0	0.0
33	Rate 100 Transportation	0	12	12	0	1,020,510	1,020,510	0.0	10.7	10.7
34	Rate T-1 Storage	0	0	0	0	0	0	0.0	1.4	1.4
35	Rate T-1 Transportation	0	37	37	0	437,372	437,372	0.0	11.3	11.3
36	Rate T-2 Storage	0	0	0	0	0	0	0.0	7.4	7.4
37	Rate T-2 Transportation	0	25	25	0	4,136,389	4,136,389	0.0	64.2	64.2
38	Rate T-3 Storage	0	0	0	0	0	0	0.0	1.4	1.4
39	Rate T-3 Transportation	0	1	1	0	283,374	283,374	0.0	5.5	5.5
40	Rate M5	5	36	42	5,923	68,042	73,965	1.1	2.4	3.4
41	Rate 25	31	24	55	42,433	76,767	119,200	8.3	2.7	11.0
42	Rate 30	0	0	0	0	0	0	0.0	0.0	0.0
43	**Total Union Rate Zones**	**72**	**422**	**494**	**137,715**	**7,671,348**	**7,809,063**	**27.2**	**176.3**	**203.6**
44	**Total Contract Sales**	**137**	**762**	**899**	**385,090**	**9,327,597**	**9,712,686**	**64.3**	**245.4**	**309.7**
45	**Subtotal**	**3,569,759**	**146,315**	**3,716,074**	**13,101,313**	**12,580,606**	**25,681,919**	**3,932.8**	**562.4**	**4,495.2**
46	**Accounting Adjustments:**									
47	EGI Tax Variance									(24.1)
48	EGI Elimination of 2018 Tax Variance									4.5
49	EGI Accounting Policy Change									1.1
50	EGD Average Use/ Normalized Average Consumption									(8.6)
51	EGD Dawn Access Cost									2.2
52	EGD 2018 Earnings Sharing Adjustment									(1.7)
53	EGD Elimination of 2018 Earnings Sharing Adjustment									1.7
54	EGD Transactional Services Revenue									12.0
55	EGD LRAM									0.0
56	EGD Federal Carbon Program									0.1
57	EGD Greenhouse Gas Emissions Administration									0.2
58	EGD Reverse 2019 Gas Supply Plan Cost Consequences									(3.9)
59	Union Average Use/ Normalized Average Consumption									(4.7)
60	Union Parkway Obligation Rate Variance									0.3
61	Union Incremental Capital Module									(7.0)
62	Union Capital Pass-through									(1.0)
63	Union LRAM									0.4
64	Union Federal Carbon Program									0.4
65	Elimination of the UGL rate zone unregulated storage cost from EGD rate zone revenues									(17.4)
66	Miscellaneous									0.5
67	**Total Utility Revenue**									**4,450.4**

* There is no distribution volume for Rate 125 customers.
** Less than 50,000 m^3
*** Less than $50,000

EGI REVENUE FROM REGULATED STORAGE
& TRANSPORTATION OF GAS
2020 ACTUAL

Line No.	Particulars ($000s)	2019 Actual	2020 Actual
	Revenue from Regulated Storage Services:		
1	C1 Off-Peak Storage	418	1,002
2	Supplemental Balancing Services	869	1,016
3	Gas Loans	2	1
4	C1 Short Term Firm Peak Storage	2,125	2,715
5	Short Term Storage and Balancing Services Deferral	2,630	907
6	Rate 325: Transmission, Compression, & Storage	2,114	1,988
7	Less: Elimination of charges between EGD and Union rate zones	(2,162)	(2,000)
8	Total Regulated Storage Revenue Net of Deferral	$ 5,996	$ 5,630
	Revenue from Regulated Transportation Services:		
9	M12 Transportation	198,610	206,677
10	M12-X Transportation	21,314	21,335
11	C1 Long Term Transportation	22,002	20,882
12	Rate 332: Gas Transmission	17,440	17,804
13	C1 Short Term Transportation	9,076	5,698
14	Gross Exchange Revenue	2,279	999
15	Rate 331: Gas Transmission	76	259
16	M13 Local Production	195	122
17	M16 Transportation	1,002	1,089
18	M17 transportation	0	109
19	S&T:Transportation Carbon Facility Collection	758	1,931
20	Other S&T Revenue	1,501	1,580
21	Less: Elimination of charges between EGD and Union rate zones	(132,009)	(136,155)
22	Total Regulated Transportation Revenue Net of Deferral	$ 142,244	$ 142,330

EGI UTILITY OTHER REVENUE AND OTHER INCOME
2020 ACTUALS

Line No.		Col. 1 2019 Utility Revenue ($Millions)	Col. 2 2020 Utility Revenue ($Millions)
1.	Service charges & DPAC	19.0	15.2
2.	NGV program rental revenue	1.6	1.8
3.	Late payment penalties	19.4	20.8
4.	Open bill revenue	5.4	5.4
5.	Mid Market Transactions	1.4	1.1
6.	Other operating revenue	2.8	3.4
7.	Other operating revenue	49.6	47.7
8.	Miscellaneous other income (incl. gain / (loss) on foreign exchange	(1.8)	5.1
9.	Gain / (loss) on sale of assets	-	(0.6)
10.	Other income	(1.8)	4.5
11.	Total other revenue and other income	47.8	52.2

UTILITY O&M

1. This evidence serves to explain the change in the Utility O&M schedule (Exhibit B, Tab 3, Schedule 1) and the drivers of 2020 operating and maintenance (O&M) expenses.

2. The evidence is set out as follows:
   A. Changes to the Utility O&M Schedule,
   B. 2020 Utility O&M drivers, and
   C. Overhead Capitalization Methodology change.

Change in O&M Schedule

3. The Utility O&M schedule (Table 1, page 4) has been modified from the previous application (EB-2020-0134 Exhibit B, Tab 3 Schedule 1, page 1) to provide transparency to Corporate Shared Services (CSS), Demand Side Management ("DSM"), and Integration-related costs which were previously embedded in other expense categories (i.e., other O&M line items). The Company recognizes that the O&M schedule is useful to inform about operating costs, and as such, has revised the presentation to allow the driver explanations to be improved by providing greater transparency.

4. CSS (Line 13) costs include services provided across the Enbridge enterprise that are directly attributable to Enbridge Gas as well as indirectly assigned based on allocation factors. CSS are business functions that provide support relating to areas such as Legal, Finance, Tax, Treasury, Human Resources and Technology Information Services. Directly attributable CSS costs include insurance, salaries, wages, STIP and pension for CSS employees dedicated to Enbridge Gas support. Indirect CSS costs include enterprise software costs, tax and treasury functions, IT

security, desktop services and support, corporate security, and communication which are shared. Directly attributable CSS costs are charged directly to Enbridge Gas. Indirect CSS costs are allocated to each business unit.

5. DSM costs (Line 14) relate to the costs of delivering DSM programs under each respective legacy framework.

6. Integration-related costs (Line 15) include severance costs and costs incurred to pursue alignment, harmonization, and integration initiatives.

7. Appendix A provides a reconciliation schedule (Appendix A,Table 1) that shows Corporate Shared Services, DSM, and Integration amounts that were removed from each of the expense categories in the previous format and expressed as unique line items as noted above in the new proposed format.

8. In 2019 CSS costs were included in every expense category of the O&M Schedule. CSS costs that originated from within Enbridge Gas were included in lines 1-11 while CSS costs that originated elsewhere within the Enbridge enterprise (and either directly or indirectly allocated to Enbridge Gas) were shown within the Allocations and Recoveries line. ADR 3 of the EB-2020-0134 Settlement provided the portion of CSS that EGI incurred in the various other O&M line items within the 2019 schedule. The new presentation combines all charges for CSS. Appendix B provides a reconciliation of the ADR response to the total CSS category (Line 13) in Table 1. Between 2020 and 2019, CSS costs remained relatively flat.

9. Implementation of the harmonized overhead capitalization methodology resulted in loadings of pensions and benefits on indirect labour as well as direct labour which increased recoveries in 2020. The overall impact is a net decrease of $3 million.

O&M Variance Drivers

10. O&M expenses in 2020 were influenced by synergy savings from integration initiatives, labour savings as a result of the merit increase reversal, vacancy freeze, voluntary departures, and cost savings from activities hampered by Covid-19 restrictions. These savings were more than offset by increased severance costs, integration-related costs, and the impact of lower capitalization. Including non-utility eliminations, O&M increased by a total of $34 million between 2019 and 2020.

11. Table 1 shows the expense categories that contributed to the change in 2020 O&M from 2019. The following paragraphs will explain the variance year over year for material differences in the expense categories.

12. The Company experienced a $40M reduction in Compensation and Benefits which includes STIP & Pension (Line 1). This is the single largest cost decrease resulting from the combination of (1) the claw back of a 3% merit increase slated for April 1, 2020, (2) a hiring freeze which suspended recruitment for vacancies in the year, and (3) a voluntary workforce departure program which saw a reduction of close to 250 FTEs and expedited synergy savings that were anticipated in future years as integration benefits were realized. Materials and Supplies (Line 3) were lower in 2020 as a result of the discontinuance of the Green Investment Fund. This variance is offset in Allocations & Recoveries (Line 12) as well as within Unregulated Adjustments (Line 23). Outside Services (Line 4) comprise contractor costs and professional services. This category of resource similarly saw a significant reduction of $23M as a result of lower Accenture work volumes, lower locate volumes, integrity program savings, cuts in marketing and community engagements as a result of Covid-19 as well as re-prioritization of integrity program work. Travel and Entertainment (Line 9) and Donations and Memberships (Line 10) both decreased

as a result of Covid-19 restrictions which curtailed employee travel, training, and team events as well as customer and community activities.

Table 1

UTILITY O&M
2020 & 2019 ACTUALS

Line No.	Col. 1 Expense Categories	Col. 2 2019 Actual ($M)	Col. 3 2020 Actual ($M)	Col. 4 $ change	Col. 5 % change
1	Compensation and Benefits	395.0	354.7	(40.3)	-10.2%
2	Employee Related Services and Development	0.9	1.5	0.6	71.3%
3	Materials and Supplies	39.6	29.9	(9.7)	-24.5%
4	Outside Services	244.2	220.8	(23.3)	-9.6%
5	Transportation Related Repairs and Maintenance	5.5	6.9	1.4	25.0%
6	Vehicle Related Repairs and Maintenance	18.5	14.3	(4.2)	-22.6%
7	Rents and Leases	10.3	9.9	(0.4)	-3.9%
8	Telecommunications	0.2	0.3	0.0	10.5%
9	Travel and Entertainment	9.2	3.1	(6.1)	-66.6%
10	Donations and Memberships	10.2	3.2	(7.0)	-68.9%
11	Admin Expenses	(1.8)	(1.6)	0.2	-12.1%
12	Allocations & Recoveries	(30.3)	(17.8)	12.6	-41.4%
13	Corporate Shared Services (CSS)	190.9	187.8	(3.1)	-1.6%
14	DSM	129.4	132.3	2.9	2.2%
15	Integration-Related Costs	48.9	125.2	76.3	156.1%
16	Miscellaneous Expense	9.8	14.7	4.8	49.1%
17	Capitalization on Non-CSS	(143.3)	(119.5)	23.9	-16.6%
18	**O&M Subtotal before Eliminations**	**937.2**	**965.7**	**28.5**	**3.0%**
19	Donations	(3.0)	(0.6)	2.4	-78.8%
20	CDM Program	0.2	0.1	(0.1)	-42.1%
21	ABC T-service Program	(0.3)	(0.2)	0.1	-43.3%
22	Amalgamation Transaction Costs	(0.1)	0.0	0.1	-100.0%
23	Unregulated Adjustments	(19.5)	(16.6)	2.9	-14.8%
24	**Total Unregulated/Non-Utility Eliminations**	**(22.6)**	**(17.3)**	**5.4**	**-23.8%**
25	**Total Net Utility O&M Expense**	**914.6**	**948.5**	**33.9**	**3.7%**

13. While savings were achieved, there were associated costs that enabled those savings. Integration-related costs (Line 15) comprise severance costs and other post-amalgamation costs to support harmonization and drive synergies. Severance costs increased by $36M over 2019 as a result of the voluntary departure program. Excluding severance costs in both years, 2020 Utility O&M would have been $7 million below 2019 level (before non-utility eliminations). As integration efforts gained momentum, associated costs increased by $40 million over 2019 for a variety of initiatives across all functional areas (see Table 2).

Table 2
Integration-related Costs

Functional Area		2020 ($M)
Business Development	$	0.3
Customer Care	$	15.4
Energy Services	$	1.0
Engineering	$	6.9
Distribution Operations	$	18.0
Corporate Shared Services	$	4.5
STO	$	1.4
Total Integration Initiatives	**$**	**47.5**
Severance	$	77.7
Total	$	125.2

14. Within Customer Care, the Customer Information System (CIS) Project which delivers a common system for Enbridge Gas accounted for $14.3 million of the integration costs in 2020. Up-front costs in 2020 and 2021 are expected to deliver the bulk of the savings in 2022 and 2023. Similarly, about $14.5 million of Distribution Operations costs relate to Work and Asset Management which brings together the management of frontline operational work, the scheduling and

execution of field work, and customer interaction into an integrated, common set of platforms. Engineering undertook integration work that aligned engineering policies, practices, and procedures for the amalgamated utility as well as harmonized its IMS system and metershop work. Within CSS, Finance carried out a staged approach to harmonizing its reporting systems and funded dedicated resources to work on process alignment.

15. Other cost offsets include the impact of higher net costs resulting from lower credits in Allocations & Recoveries as well as in Capitalization. Lower recoveries in the Allocations & Recoveries (Line 12) from affiliates, third-parties, and the cancellation of the Green Investment Fund is driving the $12.6 million variance. Similarly, recoveries from capital (Line 17) were lower in 2020 as a result of lower O&M costs in non-centralized areas with capitalization.

Overhead Capitalization Methodology Change

16. Following amalgamation, the Company sought to harmonize its overhead capitalization methodology and enlisted Ernst and Young (EY) to carry out the study. EY's assessment was informed by historical legacy approaches, the amalgamated structure, US GAAP, the OEB's Uniform System of Accounts, and Enbridge's Enterprise Capitalization Policy. Recommendations of the study were implemented in January 2020.

17. The study grouped costs into Operations Costs, Business Costs, Support Costs, and Pension and Benefits, each with their own capitalization treatment to more directly link with causal determinants of cost. Operations costs are applied a regional direct capital rate based on direct capital spend divided by total direct costs (net of contractors and outside services by region) to represent the level of capital activity

by geographic region. Business Costs utilized time analysis that allocated employees' time on various activities supporting the functions of the team. Those activities were categorized as either capital- or O&M-related based on accounting principles and enterprise capitalization policies.

18. Support Costs represent areas that support the capital operations of the business and as a result are applied an average capitalization rate reflecting the areas of the business supported. Examples include supervision and administration as well as HR, legal, regulatory, procurement, TIS support, building maintenance services. This rate also applies to CSS groups noted in the previous section.

19. Finally, direct and indirect loadings of pension and benefits is a new harmonized feature of the capitalization methodology. It applies to employees who directly charge their time to capital as well as indirect labour. For legacy Union Gas , this results in all loadings previously resident within individual capital projects to be aggregated in Capitalized Overheads, and for legacy EGD, it is a net increase.

20. The Accounting Policy Changes Deferral Account (APCDA) isolates the impact of the overhead capitalization policy change. The calculation takes the 2020 O&M spend with the new harmonized rates and subtracts from it 2020 O&M spend using the legacy rates to determine the APCDA impact. The policy change results in a $5.5M decrease in O&M and offsetting increase in capitalized overheads, with the revenue requirement impact recorded in the APCDA.

<u>Total 2020 Overhead Capitalization</u>

21. Total Overhead Capitalization was lower in 2020 causing increased O&M and decreased capital of $15.6M as a result of the change in O&M spend levels as shown in Table 3, partially offset by the change in policy. Capitalization increased in

CSS due to the impact of indirect loadings on support services and decreased in non-CSS as a result of lower O&M costs. Removing the impact of the policy change, total capitalization would have been a decrease of $21 million.

Table 3

Total Overhead Capitalization

	2019 Actual ($M)	2020 Actual ($M)	Variance ($M)
Capitalization from CSS App. A, line 17, cols. 3 & 7	96.6	104.9	8.3
Capitalization from Non-CSS App. A, line 17, cols. 5 & 9	143.3	119.5	(23.9)
	239.9	224.3	(15.6)

Appendix A:

Table 1

RECONCILIATION OF UTILITY O&M SCHEDULE
2019 & 2020 Results

Col. 1	Col. 2	Col. 3	Col. 4	Col. 5	Col. 6	Col. 7	Col. 8	Col. 9	Col. 10	Col. 11
	2019 ACTUAL				2020 ACTUAL					
Line No. Expense Categories ($M)	2019 As filed[1]	Central Functions Costs	DSM & Integration Costs	**2019 Revised**	2020 Previous Format	Central Functions Costs	DSM & Integration Costs	**2020 Revised**	2019-2020 $ change	2019-2020 % change
1 Compensation and Benefits	566.9	(112.6)	(59.3)	395.0	572.2	(108.0)	(109.5)	354.7	(40.3)	-10.2%
2 Employee Related Services and Development	5.5	(4.6)	(0.0)	0.9	6.5	(4.8)	(0.2)	1.5	0.6	71.3%
3 Materials and Supplies	101.7	(4.5)	(57.6)	39.6	92.1	(5.3)	(56.9)	29.9	(9.7)	-24.5%
4 Outside Services	360.5	(52.4)	(63.9)	244.2	341.3	(36.6)	(83.9)	220.8	(23.3)	-9.6%
5 Transportation Related Repairs and Maintenance	8.8	(3.3)	(0.0)	5.5	9.8	(2.9)	(0.0)	6.9	1.4	25.0%
6 Vehicle Related Repairs and Maintenance	18.5	(0.0)	(0.0)	18.5	14.4	(0.0)	(0.0)	14.3	(4.2)	-22.6%
7 Rents and Leases	13.2	(2.9)	(0.0)	10.3	12.4	(2.5)	(0.0)	9.9	(0.4)	-3.9%
8 Telecommunications	3.5	(3.2)	(0.0)	0.2	3.8	(3.5)	(0.0)	0.3	0.0	10.5%
9 Travel and Entertainment	13.6	(3.4)	(1.1)	9.2	4.3	(0.9)	(0.4)	3.1	(6.1)	-66.6%
10 Donations and Memberships	11.6	(0.6)	(0.9)	10.2	4.3	(0.2)	(0.9)	3.2	(7.0)	-68.9%
11 Admin Expenses	(6.9)	(0.5)	5.7	(1.8)	0.9	0.8	(3.3)	(1.6)	0.2	-12.1%
12 Allocations & Recoveries	70.2	(99.4)	(1.2)	(30.3)	113.4	(128.8)	(2.3)	(17.8)	12.6	-41.4%
13 Corporate Shared Services (CSS)		190.9		190.9		187.8		187.8	(3.1)	-1.6%
14 DSM			129.4	129.4			132.3	132.3	2.9	2.2%
15 Integration-Related Costs			48.9	48.9			125.2	125.2	76.3	156.1%
16 Miscellaneous O&M Expense	9.8			9.8	14.7			14.7	4.8	49.1%
17 Capitalization on non-CSS	(239.9)	96.6		(143.3)	(224.3)	104.9		(119.5)	23.9	-16.6%
18 O&M Subtotal before Eliminations	937.3	0.0	(0.0)	937.2	965.7	(0.0)	(0.0)	965.7	28.5	3.0%
19 Donations	(3.0)			(3.0)	(0.6)			(0.6)	2.4	-78.8%
20 CDM Program	0.2			0.2	0.1			0.1	(0.1)	-42.1%
21 ABC T-service Program	(0.3)			(0.3)	(0.2)			(0.2)	0.1	-43.3%
22 Amalgamation Transaction Costs	(0.1)			(0.1)	0.0			0.0	0.1	-100.0%
23 Unregulated Adjustments	(19.5)			(19.5)	(16.6)			(16.6)	2.9	-14.8%
24 Total Unregulated/Non-Utility Eliminations	(22.6)			(22.6)	(17.3)			(17.3)	5.4	-23.8%
25 Total Net Utility O&M Expense	914.6			914.6	948.5			948.5	33.9	3.7%

Appendix B:

UTILITY O&M

Reconciliation of 2020-2019 Allocations and CSS

	2019	2020	Variance
Inbound	133	158	25
Outbound	(34)	(29)	5
Subtotal (ADR 3 2019)[1] (line 12, columns 3 & 7)*	99	129	30
Other line items at gross (lines 1-11, columns 3 & 7)*	189	164	(25)
Total CSS Gross	288	293	5
Capitalization (line 17, columns 3 & 7)*	(97)	(105)	(8)
Net CSS (line 13, columns 5 & 9)*	191	188	(3)

1 - adjusted for rounding

**Please see Table 1B, Appendix A.*

UTILITY CAPITAL EXPENDITURES

1. The purpose of this evidence is to provide information on Enbridge Gas' 2020 utility capital expenditures within the EGD and Union rate zones.

Table 1
Summary of Capital Expenditures 2020 Actual
($millions)

	Col 1	Col 2	Col 3
	EGD	UG	Total EGI
Distribution Plant	402.76	310.67	713.43
Transmission Plant		116.63	116.63
General & Other Plant	78.32	57.15	135.47
Underground Storage	26.14	15.52	41.66
	507.23	**499.97**	**1,007.20**

2. The dollars presented are based on capital expenditures and are comparable to the presentation in the Asset Management Plan. Capital spend in the annual rates and ICM application are presented on an in-service basis.

3. Table 2 below shows the regulated spend by Asset Class for each of the legacy rate zones. Enbridge Gas has aligned the Asset Class presentation for 2020. In order to provide comparative data, the 2019 actuals for both rate zones have been remapped to align with the new format. Further commentary regarding the year over year changes in capital expenditures are described by Asset Class in the narrative following Table 2.

Table 2

EGD Rate Zone by Asset Class

($millions)

	Asset Class	2019	2020	Variance
A	Compression Stations	17.55	9.23	(8.32)
B	Customer Connections	135.98	117.55	(18.43)
C	Distribution Pipe	68.03	58.48	(9.55)
D	Distribution Stations	24.27	33.65	9.39
E	Fleet & Equipment	12.90	11.30	(1.60)
F	Growth - Distribution System Reinforcement	17.36	8.39	(8.97)
G	Real Estate & Workplace Services	30.86	22.24	(8.62)
H	Technology Information Services (TIS)	30.62	13.77	(16.85)
I	Transmission Pipe and Underground Storage	13.88	12.69	(1.19)
J	Utilization	40.86	31.29	(9.57)
K	EA Fixed Overhead	14.64	15.72	1.08
L	Capitalized Overheads	136.21	131.92	(4.29)
M	Integration Capital	12.95	19.20	6.25
N	Community Expansion	16.71	20.20	3.49
O	Other	3.91	1.59	(2.32)
	Total Capital Expenditures	**576.72**	**507.23**	**(69.49)**

Table 2
UG Rate Zone by Asset Class
($millions)

	Asset Class	2019	2020	Variance
A	Compression Stations	7.95	17.28	9.33
B	Customer Connections	54.45	61.12	6.67
C	Distribution Pipe	107.06	134.29	27.23
D	Distribution Stations	15.47	27.70	12.23
E	Fleet & Equipment	13.43	8.91	(4.52)
F	Growth - Distribution System Reinforcement	126.72	61.63	(65.09)
G	Real Estate & Workplace Services	11.13	16.10	4.97
H	Technology Information Services (TIS)	18.24	8.95	(9.29)
I	Transmission Pipe and Underground Storage	6.43	20.77	14.34
J	Utilization	58.42	31.61	(26.81)
K	EA Fixed Overhead	3.17	3.75	0.59
L	Capitalized Overheads	78.99	89.00	10.01
M	Integration Capital	8.77	20.62	11.85
N	Community Expansion	0.42	0.74	0.32
O	Other		(2.49)	(2.49)
	Total Capital Expenditures	**510.65**	**499.97**	**(10.67)**

4. Descriptions of Asset Classes and Year over Year Variances

A. Compression Stations

EGI (Union Rate Zone) uses compressors to move natural gas throughout the natural gas transmission system by compressing natural gas into transmission pipelines designed for high pressure and flow. Compressors are also used for both rate zones to move gas in and out of underground storage reservoirs by providing a significant pressure increase at the expense of flow.

Dehydration facilities are also included in the compression asset category. Dehydration facilities remove moisture from natural gas to

ensure that the natural gas entering the transmission system meets the contractual standard of moisture content, and to avoid operational problems related to high moisture content.

In the Union Rate Zone, the acquisition of land adjacent to compression facilities to reduce the risk of encroachment contributed to a 2020 increase in the capital expenditures associated with this asset class.

In the EGD Rate Zone the variance is primarily due to the Meter Area Project at Corunna. This project was put on hold late in 2019 in order to adjust the scope of the project. It was restarted again late in 2020.

B. Customer Connections

This asset class includes:

- The addition of new customers based on new housing or business starts;
- Customers converting to natural gas from another fuel source;
- Equipment and service upgrades to accommodate load growth of existing customers; and
- General customer growth costs include materials and installation of mains and services to attach new customers as well as the costs associated with the meter and regulator installation at the customers site.

In the EGD Rate Zone there was an increase in capital costs because of a reduction of Contributions in Aid of Construction as a result of the Decision in the EB-2018-0305 proceeding.

Both Rate Zones saw reductions in residential customer connections as a result of COVID-19 in 2020. However, in the Union Rate Zone this was partially offset by a strong greenhouse market.

Both Rate Zones saw increases in 2020 capital spend as a result of the introduction of the Private Sewer Lateral Locate process which will reduce the likelihood of crossbores.

C. Distribution Pipe

This asset class includes pipelines and piping components (such as valves and fittings) used to transport natural gas within the distribution system or to end-use customers. It includes steel and plastic pipe, as well as services to customers. This asset class also includes maintaining, replacing, and renewing these assets.

In the Union Rate Zone there was a significant increase in the amount of integrity work (integrity digs as well as retrofit projects) and increased main replacement work driven primarily by the Windsor Line and London Line projects.

In the EGD Rate Zone there were also increases to the spend for integrity program work. However these were offset by reduced spend in some customer-facing work (including AMP Fitting replacements) as a result of the pandemic and reduced main replacement spend compared with 2019.

D. Distribution Stations

These assets are typically above grade facilities designed to reduce the operating pressure of natural gas pipeline systems through pressure control and over pressure protection. These facilities are used to transmit and/or distribute natural gas to reduced operating pressure pipeline systems which supply natural gas to cities and towns.

Distribution Station projects in both Rate Zones saw increased costs for materials and contractors through 2020 over 2019.

The Hamilton Gate Station and Oxford Gate Station were both large stations requiring capital spend in 2020 in the Union Rate Zone.

In the EGD Rate Zone, Cookstown Gate, Blackhorse Gate, and Station B were all significant projects requiring capital spend in 2020.

E. Fleet & Equipment

The Fleet, Equipment and Tools asset class includes the vehicles, trailers, heavy equipment and tools owned by EGI to support its business needs.

The spend profile changes reflect a harmonized approach to vehicle selection across the two Rate Zones and reductions in the capital spend as a result of enterprise supply chain management savings.

F. Growth – Distribution System Reinforcement

The Growth asset class includes reinforcements driven by customer

and load growth.

Both Rate Zones saw some reductions as a result of COVID-19. In the Union Rate Zone there was a significant reduction because 2019 included the Kingsville Reinforcement project.

G. Real Estate and Workplace Services

The Real Estate and Workplace Services (REWS) asset class includes properties (buildings and land) and furnishings.

There is a base spend for each Rate Zone that supports building repairs and acquisition of furnishings. Variances are driven by the specific land purchases and building renovations that occur in a given year. Land acquisitions are driven by market availability and are aligned with the long-term strategies described in the Asset Management Plan.

In 2019, there was a significant investment in lands adjacent to the TOC in Markham in the EGD Rate Zone. In 2020 additional property was purchased adjacent to the Kennedy Road Facility in Toronto and work was completed at the Station B and VPC sites. These land purchases support regional operations and prevent encroachment on Enbridge Gas's operations. This also allows for the upgrade of the VPC office space to more current standards.

In the Union Rate Zone additional property was purchased in London, and a new building is being constructed in Belleville in addition to significant spend at the Keil Drive Facility in Chatham. The purchases

support Enbridge Gas's field operations and the need to upgrade Enbridge Gas buildings to more current standards.

H. Technology Information Services (TIS)

The Technology Information Services (TIS) asset class includes:

- General Hardware (Laptops/Desktops and Desktop sustainment equipment, networks, servers and security);
- Specialized Hardware (to support specific business needs such as meter reading equipment, call center network devices);
- Software assets consisting of packaged applications, developed applications, and application infrastructure software; and
- Communications assets including mobile phones and field devices (such as GPS devices, push-to-talk radios, leak survey field technology, and truck modems).

Both the EGD Rate Zone and Union Rate Zones have seen reductions in the base capital budget as significant efforts were required to implement Applications to integrate the two legacy companies. The spend related to utility integration is captured under Integration Capital.

I. Transmission Pipe and Underground Storage

This asset class includes the pipelines that form the backbone of the gas transmission system as well us the underground storage reservoirs in St. Clair Township near Sarnia, Crowland Township in Welland, and in Chatham-Kent.

Increases in the Union Rate Zone were primarily related to the

transmission pipeline replacements driven by class location changes, as well as an increase in retrofits & integrity digs for the Integrity Management Program.

The year over year spend in the EGD Rate Zone is relatively small.

J. Utilization

The utilization asset class includes measurement & regulation systems at customer premises, below ground and internal piping systems after the meter, and customer-owned systems[1]. Both Rate Zones saw reductions in planned meter exchanges in 2020 as a result of COVID-19 and its impact on customer and worker safety which resulted in reduced capital spending for this asset class.

K. EA Fixed Overheads

The EA fixed overhead asset class includes cost for Alliance partner overheads and district contractor pre-work costs. The increase in the EGD Rate Zone is due to additional fixed overhead related to emergency response. The Union Rate Zone increase is due to higher Alliance partner incentive payments in 2020.

L. Capitalized Overheads

Enbridge Gas implemented a harmonized overheads capitalization policy for both Rate Zones in January of 2020. Exhibit B, Tab 3, Schedule 1 provides an explanation of the overhead capitalization

[1] For customer owned systems that are downstream of the meter, the asset class is accountable for inspection at the time of initial installation and after re-introduction of gas. Maintenance and remediation of these assets are the responsibility of the customer.

methodology change.

Under the harmonized approach, the capitalized overheads include indirect overheads, direct and indirect burden loadings and IDC. Enbridge Gas is tracking the impact on revenue requirement of the increase in capitalized overheads and the corresponding decrease in O&M in the Accounting Policy Changes Deferral Account (APCDA) to ensure that ratepayers are kept whole with respect to the change in policy. The combined year over year variances (including 2019 loadings for Union Gas) are an increase of $5.5 million as a result of the implementation of the harmonized overhead capitalization policy offset by a reduction in total overheads due to reduced O&M spend of $21 milliom.

M. Integration Capital

Integration capital includes expenditures required to integrate the two legacy companies. An example of work related to these expenditures would be the integration of the customer billing systems. These expenditures are excluded when calculating the thresholds for ICM capital. The increases in both Rate Zones are due to new integration initiatives and increases to the Customer Information System project. The relatively larger increase in the Union Rate Zone can be attributed to more integration capital spend in the EGD Rate Zone in 2019.

N. Community Expansion

Community expansion provides natural gas services to communities not currently using natural gas. In response to the Ontario Energy Board's (OEB) initiative to address the Government of Ontario's desire

to expand natural gas distribution systems to communities that currently do not have access to natural gas, EGI has filed proposals with the OEB designed to facilitate enhanced access to natural gas for non-served rural, remote and First Nation communities, and businesses in Ontario.

Variances in the Community Expansion asset class are related to the Fenelon Falls project going into service in 2020 (year over year decrease in spend of $6M) and permitting and construction challenges related to the Scugog Island First Nation project (year over year increase in spend of $9 milliom).

In the Union Rate Zone the increase in spend is related to construction with the Saugeen First Nation project.

5. Table 3 below shows the Asset Classes with storage spend for each Rate Zone and the allocation of costs between the regulated and unregulated segments of EGI's storage operations. Both the EGD and Union Rate Zones have OEB approved policies and methodologies for unregulated storage allocations. Allocations are maintained at the individual asset level and updated annually to reflect additions and retirements to the assets. The allocations are applied to storage based capital projects in order to separate the regulated and unregulated costs.

Table 3
EGD Rate Zone Storage by Asset Class
($millions)

	Asset Class	Regulated	Unregulated
A	Compression Stations	9.23	2.39
B	Transmission Pipe and Underground Storage	12.69	5.79
	Total Capital Expenditures	**21.92**	**8.18**

6. Compression Stations – significant projects include SSOM:Dehy Regen Upgrade ($2.2 million), SCOR:60008-Fdn Blk-Replace ($1.9 million), SCOR:Meter Area Upgrade Phase 1 ($1.3million) and SCOR:100MOD Hdr Valves-Replace ($1.2 million). Transmission Pipe and Underground Storage – significant projects include Wilkesport MOP Remediation ($7.8 million), LCHT:P/L-ILI Retrofits ($1.7 million), PLAD:Reservior-DP Assess ($1.2 million) and Storage Enhancement 21/22 PSEC DP ($1.1 million).

Table 3
UG Rate Zone Storage by Asset Class
($millions)

	Asset Class	Regulated	Unregulated
A	Compression Stations	17.28	2.02
B	Real Estate & Workplace Services	16.10	0.06
C	Transmission Pipe and Underground Storage	20.77	5.93
	Total Capital Expenditures	**54.15**	**8.01**

7. Compression Stations – significant projects include Dawn J Compressor Blade Damage repair ($2.7 milliom) and Bright C Compressor Failure ($1.2 million). Transmission Pipe and Underground Storage – significant projects include NPS 42 Trafalgar Integrity ($4.6 milion), Dawn Parkway Expansion ($2.8 million), Trafalgar NPS 26 – 7th Line Class Location ($2.5M) and Trafalgar NPS 34 – 7th Line Class Location ($2.1 million).

ENBRIDGE GAS
SUMMARY OF CAPITAL COST ALLOWANCE (CCA)

Line No.	Class	Particulars ($000s)	Col. 1 UCC at Prior Year Filing EB-2020-0134	Col. 2 True-up from Filing to Tax Return	Col. 3 UCC At Beginning of Year	Col. 4 Total Additions	Col. 5 Total Additions Qualifying for Accel. CCA	Col. 6 Less: Lessor of Cost or Proceeds	Col. 7 Eligible CCA Additions**	Col 8 Depreciable UCC Balance	Col. 9 Rate (%)	Col. 10 CCA FY2020	Col. 11 Ending UCC
			(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g)	(h)	(i)	(j)	(k)
1.	1	Buildings, structures and improvements, services, meters, mains	2,394,473.5	-	2,394,473.5	-	-	-	-	2,394,473.5	4%	95,778.9	2,298,694.5
2.	1	Non-residential building acquired after March 19, 2007	119,826.3	(239.5)	119,586.8	6,968.2	5,562.9	-	9,047.0	128,633.8	6%	7,718.0	118,836.9
3.	2	Mains acquired before 1988	172,592.6	-	172,592.6	-	-	-	-	172,592.6	6%	10,355.6	162,237.1
4.	3	Buildings acquired before 1988	3,154.6	-	3,154.6	-	-	-	-	3,154.6	5%	157.7	2,996.9
5.	6	Other buildings	89.2	-	89.2	-	-	-	-	89.2	10%	8.9	80.3
6.	7	Compression equipment acquired after February 22, 2005	573,691.2	(793.8)	572,897.3	3,939.1	3,877.4	-	5,847.0	578,744.3	15%	86,811.6	490,024.8
7.	8	Compression assets, office furniture, equipment	197,953.5	19.8	197,973.3	47,408.8	47,350.8	-	71,055.2	269,028.5	20%	53,805.7	191,576.3
8.	10	Transportation, computer equipment	36,641.5	494.4	37,136.0	5,493.7	5,493.7	(45.4)	8,217.8	45,353.8	30%	13,606.1	28,978.1
9.	12	Computer software, small tools	4,307.4	(3,302.5)	1,004.9	38,276.4	35,233.3	-	36,754.9	37,759.8	100%	37,759.8	1,521.5
10.	13	Leasehold improvements	975.1	-	975.1	-	-	-	-	975.1	0%	301.2	673.9
11.	14.1	Intangibles	8,968.0	(8.1)	8,959.9	2,223.5	2,115.8	-	3,227.6	12,187.5	5%	609.4	10,574.1
12.	14.1	Intangibles (pre 2017)	50,321.0	-	50,321.0	-	-	-	-	50,321.0	7%	3,522.5	46,798.6
13.	17	Roads, sidewalk, parking lot or storage areas	546.3	-	546.3	-	-	-	-	546.3	8%	43.7	502.6
14.	38	Heavy work equipment	5,785.1	37.7	5,822.8	12,318.1	11,966.7	-	18,125.8	23,948.5	30%	7,184.6	10,956.3
15.	41	Storage assets	36,600.2	(1,534.4)	35,065.8	33,436.1	15,915.5	-	32,633.6	67,699.4	25%	16,924.8	51,577.1
16.	45	Computers - Hardware acquired after March 22, 2004	11.4	-	11.4	-	-	-	-	11.4	45%	5.1	6.3
17.	49	Transmission pipeline additions acquired after February 23, 2005	736,566.4	(220.6)	736,345.9	75,476.4	73,333.8	-	111,072.0	847,417.8	8%	67,793.4	744,028.8
18.	50	Computers hardware acquired after March 18, 2007	26,663.6	(8,431.4)	18,232.2	12,620.4	4,413.0	-	10,723.2	28,955.3	55%	15,925.4	14,927.1
19.	51	Distribution pipelines acquired after March 18, 2007	4,991,990.0	(49,634.2)	4,942,355.8	720,116.5	672,294.0	(2.0)	1,032,351.2	5,974,707.0	6%	358,482.4	5,303,987.9
20.	Total		9,361,157.1	(63,612.7)	9,297,544.3	958,277.2	877,557.0	(47.4)	1,339,055.2	10,636,599.6		776,795.0	9,478,979.1

ACCOUNTS NOT BEING REQUSTED FOR CLEARANCE

1. The Company is not seeking clearance of the following accounts in this proceeding. For the following accounts, Enbridge Gas will carry the balances forward and seek clearance in appropriate future proceedings:
    - Accounting Policy Changes Deferral Account - EGI
    - Incremental Capital Module Deferral Account – EGD Rate Zone
    - Incremental Capital Module Deferral Account – Union Rate Zone
    - Covid-19 Emergency Incremental Cost Deferral Account - EGI

ENBRIDGE GAS – ACCOUNTING POLICY CHANGES DEFERRAL ACCOUNT (APCDA) (No. 179-381)

1. On August 30, 2018 the Ontario Energy Board (OEB) issued its Decision and Order for the amalgamation and rate setting mechanism (the "MAADs Decision") approving the amalgamation of Enbridge Gas Distribution Inc. (EGD) and Union Gas Limited ("Union") and the rate-setting framework[1]. In its Decision, the OEB established a deferral account to record the impact of any accounting changes required as a result of amalgamation that affect the revenue requirement.[2] The OEB approved wording of the accounting order for the Accounting Policy Changes Deferral Account (APCDA) effective January 1, 2019 in its Decision and Order on Enbridge Gas' 2019 Rates application[3].

2. As per the EB-2020-0134 Decision on Settlement Proposal, as part of the settlement proposal, parties agreed to defer the review, allocation and disposition of all balances in the APCDA until the end of Enbridge Gas's deferred rebasing term (2023). Parties noted that they required more information regarding the treatment of the balances and the extent of rate harmonization post-rebasing before approval of the balances and the disposition methodology can be considered[4].

3. The Company continues to track the annual revenue requirement impact of accounting policy changes made as of the amalgamation date, January 1, 2019, as well as any further accounting policy changes adopted since that time. The cumulative balance of the APCDA as of December 31, 2020 is a receivable of

[1] EB-2017-0306/0307, MAAD's Decision and Order dated August 30, 2018; The Decision and Order was later amended by the Board on September 17, 2018 with no material changes.
[2] EB-2017-0306/0307, MAAD's Decision and Order dated August 30, 2018, p. 47.
[3] EB-2018-0305, 2019 Rates Final Rate Order dated October 24, 2019, Appendix I, p. 7.
[4] EB-2020-0134, Decision on Setlement Proposal dated January 25, 2021, pp. 4-5.

$164.926 million, driven by the revenue requirement impact of five accounting changes arising from (and since) amalgamation, which are detailed in the table below. The table categorizes each accounting policy change by policy, provides the cumulative opening balance as of the beginning of the period, details the current period revenue requirement impact being added to the cumulative balance, and finally the ending cumulative balance as of the end of the current period. The details of each item within the table below are described further in the remaining evidence presented.

	Revenue Requirement $millions						
	Capitalization vs Expense	Interest During Construction	Depreciation Expense	Overhead Capitalization	**Subtotal**	Pension Expense	Total
Balance at January 1, 2020	4.402	(0.070)	(6.082)	-	**(1.750)**	193.753	192.003
Impact to 2020 revenue requirement:							
Expense	(4.904)	0.054	(3.507)	(5.457)	**(13.814)**	(12.288)	(26.102)
Cost of capital	(0.235)	0.081	0.550	0.152	**0.549**	-	0.549
Income tax	(0.049)	0.822	(1.175)	(1.123)	**(1.525)**	-	1.525
Total	(5.188)	0.957	(4.132)	(6.427)	**(14.790)**	(12.288)	(27.078)
Balance at December 31, 2020	(0.786)	0.887	(10.214)	(6.427)	**(16.539)**	181.465	164.926

4. Please refer to Exhibit C, Tab 1, Schedule 2 for the detailed 2020 revenue requirement calculation of the items presented above.

Capitalization vs Expense

5. Capitalization policies differed between EGD and Union with respect to whether the following items were capitalized or expensed as incurred:

	Union Policy	EGD Policy	EGI Policy
• Verification of Maximum Operating Pressure Program ("MOP"); • Customer Assets Programs (Low Pressure Delivery Meter Set and Farm Tap Programs); • Distribution Integrity Technology; • Distribution Records Management Program; and,	Expensed as incurred	Capitalized	Expensed as incurred
• Integrity Digs resulting from integrity inspections	Expensed as incurred	Capitalized	Capitalize

6. Upon amalgamation, it was necessary for Enbridge Gas to align its capitalization policies where differences existed between legacy EGD and legacy Union. The policy alignment in 2020 resulted in a net impact between UGL and EGD Rate Zones of:
   - Lower O&M expense of approximately $4.904 million, offset by higher capitalization; and,

- Gross revenue requirement decrease, or sufficiency of $5.188 million.

Interest During Construction

7. Interest During Construction (IDC) is a cost of constructing an asset which is included in the cost of property plant and equipment capitalized.[5] IDC is recovered in rates through depreciation expense, along with a return on rate base over the life of the asset. Both Union and EGD capitalized IDC in accordance with US GAAP, however, IDC calculation was different in the legacy utilities, as seen below.

	Union Policy	EGD Policy	EGI Policy
Threshold	IDC is only calculated on projects with capital spend of $1 million or greater, and that have a duration of greater than 12 months	No threshold – applied to all capital projects regardless of size and duration	No Threshold – applied to all capital projects regardless of size and duration
Rate	OEB prescribed interest rate for CWIP	Weighted average cost of debt ("WACD")	OEB prescribed interest rate for CWIP

8. Upon amalgamation, it was necessary for Enbridge Gas to align its accounting treatment of IDC. The policy alignment in 2020 resulted in:
   - Total net gross revenue requirement increase, or deficiency of $0.957 million.

Depreciation Expense

9. Depreciation rates for Union and EGD are based on depreciation studies that were approved by the OEB in prior proceedings. The respective depreciation studies for each EGD and Union Rate Zones continue to be used by Enbridge Gas.

[5] ASC 835-20-05-1.

10. Upon amalgamation, it was necessary for Enbridge Gas to align the depreciation policies of legacy EGD and legacy Union Gas with respect to how depreciation on assets is calculated.

Union Policy	EGD Policy	EGI Policy
Half year of depreciation in the first and last year of service, regardless of month the asset went into service	Begin depreciation the month after the asset goes into service, and stops the month after retirement	Begin depreciation the month after the asset goes into service, and stops the month after retirement

11. Since many projects go into service late in the year, the EGD/Enbridge Gas policy would typically result in a lower first year depreciation expense than following the Union policy.

12. The policy alignment in 2020 resulted in an impact specific only to the UGL Rate Zone of:
    - A decrease in depreciation expense of approximately $3.507 million; and,
    - A gross revenue requirement decrease, or sufficiency of $4.132 million.

Overhead Capitalization

13. Following amalgamation, the Company sought to harmonize its overhead capitalization methodology and enlisted Ernst and Young (EY) to carry out the study. EY's assessment was informed by historical legacy approaches, the amalgamated structure, US GAAP, the OEB's Uniform System of Accounts, and Enbridge's Enterprise Capitalization Policy. Recommendations of the study were implemented in January 2020. The study grouped costs into Operations Costs, Business Costs, Support Costs, and Pension and Benefits, each with their own capitalization treatment to more directly link with causal determinants of cost.

14. Prior to this harmonization, capitalized overheads in the legacy EGD approach were determined by the application of Departmental Labour Costs (DLC) rates and Administrative & General (A&G) rates to support costs for capital work in field operations and business support operations, as well as administrative functions that support the overall business. In legacy UG, annual updates were carried out for support groups where capitalization rates were derived from time spent on capital activity.

15. Utility O&M evidence at Exhibit B, Schedule 3, Tab 1 provides a description of the new methodology starting on page 6. The APCDA isolates the impact of the overhead capitalization policy change. The calculation takes the 2020 O&M spend with the new harmonized rates and subtracts from it 2020 O&M spend using the legacy rates to determine the APCDA impact. The policy change results in a decrease in O&M and offsetting increase in capitalized overheads, with the revenue requirement impact recorded in the APCDA. The net impact between UGL and EGD Rate Zones was:
    - Lower net OM&A expenses of $5.5 million (offset by higher capitalization of overheads); and,

- A gross revenue requirement decrease, or sufficiency of $6.427 million

Pension Expense – Unamortized Actuarial Gains/Losses and Prior Service Costs

16. Prior to December 31, 2018, Union recorded actuarial gains/losses and past service costs ("Actuarial Losses") in Accumulated Other Comprehensive Income (AOCI) and amortized the balance over the expected average remaining service life (EARSL) of employees in accordance with ASC 715-30-35-24. This amortization expense was part of pension cost that was recognized annually and included in the forecast that underpinned rates. As a result of the Enbridge Inc. (EI) and Spectra merger on February 27, 2017, EI recorded the acquisition of Union through a purchase price allocation ("PPA") in accordance with ASC 805. As a result, Union's pension assets were adjusted on EI's books to fair value and the unamortized Actuarial Losses of $250 million were reclassified from AOCI to Goodwill. These adjustments were not required to be pushed down[6] and were not pushed down to the Union stand alone statements. Therefore, this adjustment did not impact Union financial statements or accounting at the time of the merger.

17. Approximately $39 million of Actuarial Losses were amortized between February 27, 2017 and December 31, 2018, resulting in a balance of $211 million remaining in Union's AOCI at amalgamation (January 1, 2019).

18. Upon amalgamation, US GAAP required the PPA recorded by Enbridge Inc. related to Union to be pushed down into the combined financial statements of Enbridge Gas

[6] *Pushdown accounting* refers to establishing a new basis of accounting in the separate financial statements of the acquired entity (or acquiree) after it is acquired. The acquisition adjustments recorded by the acquirer in a business combination under ASC Topic 805 are pushed down to the acquiree's separate financial statements.

.[7] This resulted in the remaining unamortized Actuarial Losses on Union's balance sheet to be reclassified from AOCI to Goodwill.

19. Although this appears to be a balance sheet reclassification only, the adjustment would have a significant impact on Enbridge Gas if not for regulatory accounting. AOCI is amortized as an annual expense whereas Goodwill is not. As such, this treatment would result in stranding the balance in Goodwill that would never be expensed. This is an accounting change that occurred only because of the amalgamation. Otherwise, Union would have continued to amortize Actuarial Losses as pension expense, just as it had done in the past.

20. The change in accounting policy has not altered the fact that Union has incurred the Actuarial Losses and should recover these costs over time, as is currently approved by the Board. As noted previously, the balances represent the accumulation of Actuarial Losses incurred in relation to the pension assets that Enbridge Gas needs to continue to fund through cash contributions to the pension plans. Enbridge Gas's funding requirements do not change simply because the accounting treatment has changed. Therefore, continued recovery in rates through the deferred rebasing period is appropriate and is consistent with the Board's approved approach for utilities. As noted in the *"Report of the Ontario Energy Board – Regulatory Treatment of Pension and Other Post-employment Benefits (OPEBs) Costs – EB-2015-0040,"*

[7] In accordance with *ASC 805-50-30-5*:*"When accounting for a transfer of assets or exchange of shares between entities under common control, the entity that receives the net assets or the equity interests shall initially measure the recognized assets and liabilities transferred at their carrying amounts in the accounts of the transferring entity at the date of transfer. If the carrying amounts of the assets and liabilities transferred differ from the historical cost of the parent of the entities under common control, for example, because pushdown accounting had not been applied, then the financial statements of the receiving entity shall reflect the transferred assets and liabilities at the historical cost of the parent of the entities under common control."*

accrual based accounting for pensions under ASC 715 would result in a match to actual cash contributions by the end of the life of the plans.

21. Accordingly, Enbridge Gas adjusted the opening balance sheet at January 1, 2019, to record the $211 million balance previously recognized as AOCI in the financial records of Enbridge Gas as a regulatory asset (within the APCDA), instead of Goodwill. Enbridge Gas continues to draw down the regulatory asset by amortizing this balance as part of pension expense resulting in a regulatory asset balance of $181 million recognized in the APCDA at December 31, 2020. By continuing to follow this approach, Enbridge Gas ensures that its results during the deferred rebasing period reflect the accrual based pension expense recognized annually through amortization of the noted balance.

22. As noted in the EB-2020-0134 Interrogoratory Response to LPMA[8], the amortization of actuarial gains/losses and past service costs is a component of accrual based pension expense. Base rates for both the EGD and Union Rate Zones include a provision for accrual based pension expenses as part of O&M. As indicated rates in each of the EGD and Union Rate Zones include the recovery of accrual based pension expenses. Commencing in 2019, the amortization of the unamortized actuarial gains/losses and past service costs that are reflected in the APCDA would form part of Enbridge Gas's overall pension expense.

23. Enbridge Gas proposes to continue the annual amortization and inclusion as part of the accrual based pension costs recognized as part of O&M expense (consistent with the amortization of actuarial gains/losses and past service costs incurred after the Enbridge/Spectra merger in 2017). This proposal will draw down the balance in

[8] EB-2020-0134, Exhibit I.LPMA.4, p. 2.

the APCDA throughout the deferred rebasing period and will result in the recognition of annual pension expenses consistent with amounts that would have been recognized had the accounting change not been required (i.e. utility earnings are not impacted).

24. In an effort to manage the impact to ratepayers, Enbridge Gas proposes to continue with this approach throughout the deferred rebasing period and will propose a methodology for disposal of the applicable residual balance in the APCDA related to pension costs at December 31, 2023, as part of rebasing.

ENBRIDGE GAS - TAX VARIANCE DEFERRAL ACCOUNT

1. Establishment of the Enbridge Gas Inc. - Tax Variance Deferral Account was approved in the OEB's 2019 Rates (EB-2018-0305) Final Rate Order[1]. The purpose of this account is to record 50% of the revenue requirement impact of any tax rate changes, versus the tax rates included in rates that affect Enbridge Gas. In accordance with the OEB's July 25, 2019 letter, *Accounting Direction Regarding Bill C-97 and Other Changes in Regulatory or Legislated Tax Rules for Capital Cost Allowance*, also accumulated in this account is 100% of the revenue requirement impact of any changes in Capital Cost Allowance (CCA) that are not reflected in base rates. This includes impacts related to Bill C-97 CCA rule changes, which became effective November 21, 2018, as well as any future CCA changes instituted by relevant regulatory or taxation bodies. Tax rate and CCA rule change impacts recorded in the account will, however, exclude tax rate and rule change impacts that are captured through other deferral account mechanisms (i.e., through the Incremental Capital Module Deferral Account and respective Capital Pass-through Project Deferral Accounts).

2. The balance in the 2020 Enbridge Gas Tax Variance Deferral Account is a credit of $16.874 million, plus forecast interest to September 30, 2021 of $0.160 million, for a total of $17.034 million. Of the principal balance in the account, $0.285 million relates to a true-up of the 2019 accelerated CCA impact, while $16.589 million relates to the 2020 accelerated CCA impact. The 2019 true-up amount reflects the impact of a variance between the 2019 qualifying additions captured in the 2019 Enbridge Gas Tax Variance Deferral Account examined in the EB-2020-0134 proceeding, and the final 2019 qualifying additions supporting EGI's 2019 tax filing.

[1] EB-2018-0305, Final Rate Order dated October 24, 2019, Appendix I, page 10.

The accelerated CCA impacts of Bill C-97 were the only tax rate changes that impacted 2020.

3. As noted in the account description, the Tax Variance Deferral Account does not include the accelerated CCA impacts related to capital pass-through and incremental capital module projects, which have been reflected in the determination of variances recorded in deferral accounts associated with those respective projects. In addition, the 2020 Tax Variance Deferral Account balance also reflects the removal of accelerated CCA impacts of capital additions related to amalgamation/integration capital projects. As indicated in the MAADs proceeding, capital projects related to the amalgamation/integration are not included in the determination of annual ICM eligible amounts. Effectively, Enbridge Gas is expected to fund such projects during the deferred rebasing period through synergies. In these circumstances, the Company does not believe it is appropriate to credit ratepayers for 100% of the accelerated CCA benefit associated with these projects through the Tax Variance Deferral Account. However, consistent with the capital costs and benefits (synergies) related to those projects, the accelerated CCA impact is reflected in the determination of utility results subject to earnings sharing.

4. Consistent with the Board's EB-2020-0134 Decision and Order, in relation to the disposition of 2019 accelerated CCA impacts, the Company is requesting disposition of 100% of the impacts captured in the 2020 Tax Variance Deferral Account to ratepayers.

Income Tax - Bill C-97 (Accelerated CCA)

5. To calculate the annual income tax (or earnings) impact of accelerated CCA, Enbridge Gas has maintained a continuity of the 2018 – 2020 total annual capital additions which have qualified for accelerated CCA, and then removed the annual additions related to capital pass-through, incremental capital module, and

amalgamation/integration projects. For the remaining qualifying additions, the cumulative annual CCA has been calculated utilizing the accelerated rates and compared against the cumulative annual CCA calculated at the non-accelerated rates. The annual income tax (or earnings) impact of the variance between the two methodologies was then grossed-up for taxes to determine the annual revenue requirement impact. These annual impacts, representing 100% of the revenue requirement impact, have been recorded each year in the Enbridge Gas Inc. – Tax Variance Deferral Account. Please see Exhibit C, Tab 1, Schedule 3 for continuity schedules supporting the calculation of the 2020 accelerated CCA impact.

ENBRIDGE GAS – IMPACTS ARISING FROM THE COVID-19 EMERGENCY

1. On March 17, 2020, the Ontario Government declared a state of emergency in response to the spread of COVID-19. On March 25, 2020, in recognition of the impacts the pandemic may have on electricity and natural gas distributors, the OEB issued an accounting order establishing a deferral account (Account) in which electricity and natural gas distributors could record the incremental impacts resulting from the ongoing COVID-19 pandemic, the severity and duration of which was uncertain. In April 2020, the OEB confirmed the applicability of the Account to electricity transmitters and Ontario Power Generation Inc. (OPG). As a result, the Account applies to all rate-regulated entities.

2. As part of the accounting order dated March 25, 2020, and subsequent accounting orders dated August 6, 2020 and August 14, 2020, the OEB established the deferral account (the Account) – Impacts Arising from the COVID-19 Emergency, with the following sub-accounts:
    1. Sub-account Costs Associated with Billing and System Changes
    2. Sub-account Lost Revenues
    3. Sub-account Other Costs
    4. Sub-account Forgone Revenues from Postponing Rate Implementation
    5. Sub-account Bad Debt

3. On May 14, 2020, the OEB commenced a consultation (EB-2020-0133) intended to address how the Account will operate, including the nature and degree of costs and lost revenues (net of offsetting savings) eligible for recovery, the associated recovery mechanism and timing, etc.. To date, the consultation has proceeded through a number of phases, including the December 16, 2020 issuance of OEB Staff's Proposal regarding the scope and operation of the account, followed by submissions

and reply submissions from participating parties. Final Board guidance regarding the operation of the account is still pending.

4. The 2020 balance in the Impacts Arising from the COVID-19 Emergency – Other Costs deferral account is a debit to ratepayers of $1.378 million, plus interest of $0.006 million. The principal balance is comprised of a $1.275 million one-time increase to LEAP EFA funding for 2020, plus $0.103 million related to incremental COVID-19 Emergency Assistance Program (CEAP) and CEAP small business administration costs.

5. In a letter dated July 17, 2020[1], the OEB approved the amount a distributor may recover for the purpose of contributing to LEAP EFA funding for 2020. The letter indicated that distributors could make a one-time increase to LEAP EFA funding by a maximum of 50% of their 2020 fiscal year funding amount, and that the additional funding was to be made available to agencies for use in the LEAP EFA for 2020. The letter further indicated that the OEB was permitting the increased funding to be recorded in the Account Impacts Arising from the COVID-19 Emergency, Sub-account Other Costs.

6. In letters dated June 16, 2020[2] and August 7, 2020[3], the OEB expressed its expectation that gas utilities (including Enbridge Gas) would assist with the administration of the government's CEAP and CEAP Small Business (SB) programs. The letters also articulated that the implementation and administration costs of the CEAP and CEAP SB programs may be recorded in the Account Impacts Arising from the COVID-19 Emergency, Sub-account Other Costs.

[1] OEB Letter dated July 17, 2020 - Re: Enhanced Funding for LEAP Emergency Financial Assistance for 2020
[2] OEB Letter dated June 16, 2020 – Re: COVID-19 Emergency Assistance Program, Implementation by Gas Utilities
[3] OEB Letter dated August 7, 2020 – Re: COVID-19 Emergency Assistance Program – Small Business

7. In addition to the above referenced letters, the Company also notes that the recognition and recovery of incremental LEAP EFA and CEAP and CEAP SB implementation and administration costs, through the Impacts Arising from the COVID-19 Emergency deferral account, is in accordance with the Board Staff proposal. The Board Staff proposal[4] recommends full cost recoverability for costs necessary to comply with government or OEB actions aimed at providing relief to ratepayers in response to the pandemic, inclusive of incremental LEAP EFA and CEAP and CEAP SB implementation and administration costs, subject to a means test whereby the utility's achieved ROE does not exceed the upper end of the dead band of 300 bps from a utility's approved ROE.

8. As Board guidance regarding the operation and recovery of amounts to be recorded in the Impacts Arising from the COVID-19 Emergency deferral account is still pending, the Company is not proposing disposition of the 2020 balance at this time.

[4] December 16, 2020 EB-2020-0133 OEB Staff Proposal – Consultation on the Deferral Account – Impacts Arising from the COVID-19 Emergency

ENBRIDGE GAS
DEFERRAL & VARIANCE ACCOUNT
ACTUAL & FORECAST BALANCES

Line No.	Account Description	Account Acronym		Col. 1 Principal ($000's)	Col. 2 Interest ($000's)	Col. 3 Total ($000's)	Col.4 Reference
				Forecast for clearance at October 1, 2021			
	EGD Rate Zone Commodity Related Accounts						
1.	Storage and Transportation D/A	2020 S&TDA		(229.6)	(29.1)	(258.7)	D-1, Page 2
2.	Transactional Services D/A	2020 TSDA		(3,884.9)	(16.6)	(3,901.5)	D-1, Page 4
3.	Unaccounted for Gas V/A	2020 UAFVA		221.7	(0.2)	221.5	D-1, Page 6
4.	Total commodity related accounts			(3,892.8)	(45.9)	(3,938.7)	
	EGD Rate Zone Non Commodity Related Accounts						
5.	Average Use True-Up V/A	2020 AUTUVA		(7,883.1)	(33.7)	(7,916.8)	D-1, Page 10
6.	Gas Distribution Access Rule Impact D/A	2020 GDARIDA		-	-	-	D-1, Page 23
7.	Deferred Rebate Account	2020 DRA		2,518.2	27.1	2,545.3	D-1, Page 12
8.	Transition Impact of Accounting Changes D/A	2020 TIACDA		4,435.8	-	4,435.8	D-1, Page 1
9.	Electric Program Earnings Sharing D/A	2020 EPESDA		-	-	-	D-1, Page 23
10.	OEB Cost Assessment V/A	2020 OEBCAVA		3,006.4	30.4	3,036.8	D-1, Page 13
11.	Dawn Access Costs D/A	2020 DACDA		2,066.7	8.8	2,075.5	D-1, Page 16
12.	Pension and OPEB Forecast Accrual vs. Actual Cash Payment Di	2020 P&OPEBFAVACPDVA		-	-	-	D-1, Page 23
13.	**Total EGD Rate Zone (for clearance)**			**251.2**	**(13.3)**	**237.9**	
	Union Rate Zones Gas Supply Accounts	OEB Account Number					
14.	Upstream Transportation Optimization	179-131	2020	12,123.6	51.6	12,175.2	E-1, Page 5
15.	Spot Gas Variance Account	179-107	2020	-	-	-	E-1, Page 54
16.	Unabsorbed Demand Costs Variance Account	179-108	2020	(1,749.6)	(40.9)	(1,790.5)	E-1, Page 1
17.	Deferral Clearing Variance Account - Supply	179-132	2020	(1,031.6)	(3.8)	(1,035.4)	E-1, Page 19
18.	Deferral Clearing Variance Account - Transport	179-132	2020	823.1	3.0	826.1	E-1, Page 19
19.	Base Service North T-Service TransCanada Capacity	179-153	2020	28.3	0.1	28.4	E-1, Page 46
20.	Total Gas Supply Accounts			10,193.8	10.0	10,203.8	
	Union Rate Zones Storage Accounts						
21.	Short-Term Storage and Other Balancing Services	179-70	2020	1,271.8	5.4	1,277.2	E-1, Page 7
	Union Rate Zones Other Accounts						
22.	Normalized Average Consumption	179-133	2020	7,181.8	96.4	7,278.2	E-1, Page 11
23.	Deferral Clearing Variance Account	179-132	2020	4,503.1	16.5	4,519.6	E-1, Page 19
24.	OEB Cost Assessment Variance Account	179-151	2020	1,233.7	13.0	1,246.7	E-1, Page 43
25.	Unbundled Services Unauthorized Storage Overrun	179-103	2020	-	-	-	E-1, Page 54
26.	Gas Distribution Access Rule Costs	179-112	2020	-	-	-	E-1, Page 54
27.	Conservation Demand Management	179-123	2020	-	-	-	E-1, Page 54
28.	Parkway West Project Costs	179-136	2020	(470.0)	(4.0)	(474.0)	E-1, Page 23
29.	Brantford-Kirkwall/Parkway D Project Costs	179-137	2020	(32.0)	(0.3)	(32.3)	E-1, Page 27
30.	Lobo C Compressor/Hamilton-Milton Pipeline Project Costs	179-142	2020	121.0	0.3	121.3	E-1, Page 33
31.	Lobo D/Bright C/Dawn H Compressor Project Costs	179-144	2020	(1,189.5)	(7.6)	(1,197.1)	E-1, Page 37
32.	Burlington-Oakville Project Costs	179-149	2020	(48.0)	(0.3)	(48.3)	E-1, Page 41
33.	Panhandle Reinforcement Project Costs	179-156	2020	(2,100.8)	(3.5)	(2,104.3)	E-1, Page 48
34.	Sudbury Replacement Project	179-162	2020	-	-	-	E-1, Page 54
35.	Parkway Obligation Rate Variance	179-138	2020	-	-	-	E-1, Page 54
36.	Unauthorized Overrun Non-Compliance Account	179-143	2020	-	-	-	E-1, Page 36
37.	Pension and OPEB Forecast Accrual vs. Actual Cash Payment Di	179-157	2020	-	(1,005.8)	(1,005.8)	E-1, Page 52
38.	Unaccounted for Gas Volume Variance Account	179-135	2020	-	-	-	E-1, Page 29
39.	Unaccounted for Gas Price Variance Account	179-141	2020	4.9	0.3	5.2	E-1, Page 31
40.	Total Other Accounts			9,204.2	(895.0)	8,309.2	
41.	**Total Union Rate Zones (for clearance)**			**20,669.8**	**(879.6)**	**19,790.2**	
	EGI Accounts						
42.	Earnings Sharing D/A	179-382	2020	-	-	-	
43.	Tax Variance - Accelerated CCA - EGI	179-383	2020	(16,874.3)	(159.9)	(17,034.2)	C-1, Page 13
44.	Expansion of Natural Gas Distribution Systems V/A	179-380	2020	-	-	-	
45.	**Total EGI Accounts (for clearance)**			**(16,874.3)**	**(159.9)**	**(17,034.2)**	
46.	**Total Deferral and Variance Accounts (for clearance)**			**4,046.7**	**(1,052.8)**	**2,993.9**	
	Not Being Requested for Clearance						
47.	Accounting Policy Changes D/A - Pension - EGI	179-120	2020	181,465.2	-	181,465.2	C-1, Page 2
48.	Accounting Policy Changes D/A - Other - EGI	179-120	2019	(1,749.5)	(34.4)	(1,783.9)	C-1, Page 2
49.	Accounting Policy Changes D/A - Other - EGI	179-120	2020	(14,789.5)	(94.2)	(14,883.7)	C-1, Page 2
50.	Incremental Capital Module Deferral Account - EGD		2020	(259.8)	(0.5)	(260.3)	C-1. Page 1
51.	Incremental Capital Module Deferral Account - UGL	179-159	2019	(6,869.6)	(123.9)	(6,993.5)	C-1. Page 1
52.	Incremental Capital Module Deferral Account - UGL	179-159	2020	(5,683.8)	(32.6)	(5,716.4)	C-1. Page 1
53.	Covid-19 Emergency Incremental Cost D/A	2020 COVEICDA	2020	1,377.5	5.9	1,383.4	C-1, Page 16
54.	**Total of Accounts not being requested for clearance**			**153,490.5**	**(279.7)**	**153,210.8**	

ENBRIDGE GAS
SUMMARY OF ACCOUNTING POLICY CHANGES DEFERRAL ACCOUNT (NO. 179-381)
UTILITY REVENUE REQUIREMENT

Line No.	($000's)	Col. 1 EGD - Change from Capital to O&M	Col. 2 UGL - Change from O&M to Capital	Col. 3 Capitalization Policy Alignment - Subtotal	Col. 4 EGD - Change from IDC rate at WACD to Board Prescribed	Col. 5 UGL - Elimination of IDC Threshold	Col. 6 IDC Policy Alignment - Subtotal	Col. 7 Depreciation Expense Policy Alignment	Col. 8 EGD - Change in Overhead Capitalization	Col. 9 UGL - Change in Overhead Capitalization	Col. 10 Overhead Capitalization Alignment - Subtotal	Col. 11 **APCDA Total**	Col. 12 Actuarial Gains/Losses on UGL Pension
	Cost of capital												
1.	Rate base	(5,685.0)	1,609.9	(4,075.1)	(213.9)	1,295.8	1,081.9	7,531.6	(2,210.8)	3,964.6	1,753.8	**6,292.2**	-
2.	Required rate of return*	6.20%	7.30%		6.20%	7.30%		7.30%	6.20%	7.30%			7.30%
3.	Cost of capital*	(352.5)	117.5	(235.0)	(13.3)	94.6	81.3	550.0	(137.1)	289.4	152.3	**548.6**	-
	Cost of service												
4.	Gas costs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	**-**	-
5.	Operation and Maintenance	1,100.9	(5,911.1)	(4,810.2)	-	-	-	-	3,334.1	(8,885.9)	(5,551.8)	**(10,362.0)**	(12,287.9)
6.	Depreciation and amortization	(138.0)	44.4	(93.6)	(7.7)	61.3	53.6	(3,506.9)	(40.5)	135.8	95.3	**(3,451.6)**	-
7.	Municipal and other taxes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
8.	Cost of service	962.9	(5,866.7)	(4,903.8)	(7.7)	61.3	53.6	(3,506.9)	3,293.6	(8,750.1)	(5,456.5)	**(13,813.6)**	(12,287.9)
	Income taxes on earnings												
9.	Excluding tax shield	(183.8)	1,482.4	1,298.6	779.8	(199.3)	580.5	-	(654.9)	1,260.2	605.3	**2,484.4**	3,256.3
10.	Tax shield provided by interest expense	44.0	(17.1)	26.9	1.6	(13.7)	(12.1)	(79.8)	17.1	(42.0)	(24.9)	**(89.9)**	-
11.	Income taxes on earnings	(139.8)	1,465.3	1,325.5	781.4	(213.0)	568.4	(79.8)	(637.8)	1,218.2	580.4	**2,394.5**	3,256.3
	Taxes on (def) / suff.												
12.	Gross (def.) / suff.	(640.4)	5,828.3	5,187.9	(1,034.6)	77.7	(956.9)	4,131.6	(3,426.9)	9,853.7	6,426.8	**14,789.4**	12,287.9
13.	Net (def.) / suff.	(470.7)	4,283.8	3,813.1	(760.4)	57.1	(703.3)	3,036.7	(2,518.8)	7,242.5	4,723.7	**10,870.2**	9,031.6
14.	Taxes on (def.) / suff.	169.7	(1,544.5)	(1,374.8)	274.2	(20.6)	253.6	(1,094.9)	908.1	(2,611.2)	(1,703.1)	**(3,919.2)**	(3,256.3)
15.	Revenue requirement	640.3	(5,828.4)	(5,188.1)	1,034.6	(77.7)	956.9	(4,131.6)	3,426.8	(9,853.7)	(6,426.9)	**(14,789.7)**	(12,287.9)
16.	Gross revenue (def.) / suff.	(640.3)	5,828.4	5,188.1	(1,034.6)	77.7	(956.9)	4,131.6	(3,426.8)	9,853.7	6,426.9	**14,789.7**	12,287.90

*Union rate zones 2013 Board-approved rate of return is 7.3% and EGD rate zone 2018 Board-approved rate of return is 6.2%.

ENBRIDGE GAS
SUMMARY OF ACCOUNTING POLICY CHANGES DEFERRAL ACCOUNT (NO. 179-381)
UTILITY REVENUE REQUIREMENT

Line No.	($000's)	Col. 1 EGD - Change from Capital to O&M	Col. 2 UGL - Change from O&M to Capital	Col. 3 Capitalization Policy Alignment	Col. 4 EGD - Change from IDC rate at WACD to Board Prescribed	Col. 5 UGL - Elimination of IDC Threshold	Col. 6 IDC Policy Alignment	Col. 7 Depreciation Expense Policy Alignment	Col. 8 **APCDA Total**	Not Requesting Col. 9 Actuarial Gains/Losses on UGL Pension
	Cost of capital									
1	Rate base	(239.4)	57.7	(181.7)	(84.3)	98.0	13.7	3,281.2	**3,113.2**	-
2	Required rate of return*	6.20%	7.30%		6.20%	7.30%		7.30%		7.30%
3	Cost of capital*	(14.8)	4.2	(10.6)	(5.2)	7.2	2.0	239.6	**231.0**	-
	Cost of service									
4	Gas costs	-	-	-	-	-	-	-	**-**	-
5	Operation and Maintenance	5,744.9	(1,385.8)	4,359.2	-	-	-	-	**4,359.2**	(17,509.3)
6	Depreciation and amortization	-	-	-	(2.5)	1.8	(0.7)	(4,675.4)	**(4,676.1)**	-
7	Municipal and other taxes	-	-	-	-	-	-	-	**-**	-
8	Cost of service	5,744.9	(1,385.8)	4,359.2	(2.5)	1.8	(0.7)	(4,675.4)	**(316.9)**	(17,509.3)
	Income taxes on earnings									
9	Excluding tax shield	(1,470.3)	356.2	(1,114.1)	403.0	(455.1)	(52.1)	-	**(1,166.2)**	4,640.0
10	Tax shield provided by interest expense	1.9	(0.6)	1.3	0.7	(1.0)	(0.3)	(34.8)	**(33.8)**	-
11	Income taxes on earnings	(1,468.4)	355.6	(1,112.8)	403.7	(456.1)	(52.4)	(34.8)	**(1,200.0)**	4,640.0
	Taxes on (def) / suff.									
12	Gross (def.) / suff.	(5,798.2)	1,395.9	(4,402.3)	(538.8)	608.3	69.5	6,082.4	**1,749.6**	17,509.3
13	Net (def.) / suff.	(4,261.7)	1,026.0	(3,235.7)	(396.0)	447.1	51.1	4,470.6	**1,286.0**	12,869.3
14	Taxes on (def.) / suff.	1,536.5	(369.9)	1,166.6	142.8	(161.2)	(18.4)	(1,611.8)	**(463.6)**	(4,640.0)
15	Revenue requirement	5,798.2	(1,395.9)	4,402.4	538.8	(608.3)	(69.5)	(6,082.4)	**(1,749.5)**	(17,509.3)
16	Gross revenue (def.) / suff.	(5,798.2)	1,395.9	(4,402.4)	(538.8)	608.3	69.5	6,082.4	**1,749.5**	17,509.3

*Union rate zones 2013 Board-approved rate of return is 7.3% and EGD rate zone 2018 Board-approved rate of return is 6.2%.

ENBRIDGE GAS
CALCULATION OF THE BILL C-97 ACCELERATED CCA IMPACT TO BE RECORDED IN THE TAX VARIANCE DEFERRAL ACCOUNT

Line No.		Particulars ($000s) **2018 Year-End**	Opening UCC Accel. CCA	Opening UCC Regular CCA	Total Additions Qualifying for Accel. CCA	ICM & Capital Pass-Through Additions	Additions Net of ICM & Capital Pass-Through	Accel. CCA Depreciable UCC Balance	Regular CCA Depreciable UCC Balance	Rate (%)	Accelerated CCA	Regular CCA	Closing UCC Accel. CCA	Closing UCC Regular CCA
			(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g)	(h)	(i)	(j)	(k)	(l)
	Class													
1.	1	Buildings, structures and improvements, services, meters, mains	-	-	-	-	-	-	-	4%	-	-	-	-
2.	1	Non-residential building acquired after March 19, 2007	-	-	2,952.7	1,724.3	1,228.4	1,842.6	614.2	6%	110.6	36.9	1,117.8	1,191.5
3.	2	Mains acquired before 1988	-	-	-	-	-	-	-	6%	-	-	-	-
4.	3	Buildings acquired before 1988	-	-	-	-	-	-	-	5%	-	-	-	-
5.	6	Other buildings	-	-	-	-	-	-	-	10%	-	-	-	-
6.	7	Compression equipment acquired after February 22, 2005	-	-	7,775.4	4,438.3	3,337.0	5,005.6	1,668.5	15%	750.8	250.3	2,586.2	3,086.8
7.	8	Compression assets, office furniture, equipment	-	-	7,616.0	100.0	7,516.0	11,274.0	3,758.0	20%	2,254.8	751.6	5,261.2	6,764.4
8.	10	Transportation, computer equipment	-	-	1,874.7	-	1,874.7	2,812.0	937.3	30%	843.6	281.2	1,031.1	1,593.5
9.	12	Computer software, small tools	-	-	11,185.5	-	11,185.5	11,185.5	5,592.7	100%	11,185.5	5,592.7	-	5,592.7
10.	13	Leasehold improvements	-	-	-	-	-	-	-	N/A	-	-	-	-
11.	14.1	Intangibles	-	-	82.0	-	82.0	122.9	41.0	5%	6.1	2.0	75.8	79.9
12.	14.1	Intangibles (pre 2017)	-	-	-	-	-	-	-	7%	-	-	-	-
13.	17	Roads, sidewalk, parking lot or storage areas	-	-	-	-	-	-	-	8%	-	-	-	-
14.	38	Heavy work equipment	-	-	823.6	-	823.6	1,235.4	411.8	30%	370.6	123.5	453.0	700.1
15.	41	Storage assets	-	-	379.1	141.0	238.1	357.2	119.1	25%	89.3	29.8	148.8	208.4
16.	45	Computers - Hardware acquired after March 22, 2004	-	-	-	-	-	-	-	45%	-	-	-	-
17.	49	Transmission pipeline additions acquired after February 23, 2005	-	-	1,870.0	584.3	1,285.6	1,928.5	642.8	8%	154.3	51.4	1,131.4	1,234.2
18.	50	Computers hardware acquired after March 18, 2007	-	-	2,286.8	-	2,286.8	3,430.1	1,143.4	55%	1,886.6	628.9	400.2	1,657.9
19.	51	Distribution pipelines acquired after March 18, 2007	-	-	62,357.7	1,078.0	61,279.7	91,919.5	30,639.8	6%	5,515.2	1,838.4	55,764.5	59,441.3
20.	Total		$ -	-	99,203.4	8,066.0	91,137.4	131,113.3	45,568.7		$ 23,167.4	$ 9,586.7	67,970.0	81,550.6

2019 Year-End

Line No.	Class	Particulars ($000s)	Opening UCC Accel. CCA	Opening UCC Regular CCA	Total Additions Qualifying for Accel. CCA	ICM & Capital Pass-Through Additions	Additions Net of ICM & Capital Pass-Through	Accel. CCA Depreciable UCC Balance	Regular CCA Depreciable UCC Balance	Rate (%)	Accelerated CCA	Regular CCA	Closing UCC Accel. CCA	Closing UCC Regular CCA
			(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g)	(h)	(i)	(j)	(k)	(l)
1.	1	Buildings, structures and improvements, services, meters, mains	-	-	-	-	-	-	-	4%	-	-	-	-
2.	1	Non-residential building acquired after March 19, 2007	1,117.8	1,191.5	7,938.6	871.0	7,067.6	11,719.3	4,725.3	6%	703.2	283.5	7,482.3	7,975.6
3.	2	Mains acquired before 1988	-	-	-	-	-	-	-	6%	-	-	-	-
4.	3	Buildings acquired before 1988	-	-	-	-	-	-	-	5%	-	-	-	-
5.	6	Other buildings	-	-	-	-	-	-	-	10%	-	-	-	-
6.	7	Compression equipment acquired after February 22, 2005	2,586.2	3,086.8	6,244.1	5,218.0	1,026.1	4,125.3	3,599.8	15%	618.8	540.0	2,993.5	3,572.9
7.	8	Compression assets, office furniture, equipment	5,261.2	6,764.4	33,185.8	15,202.5	17,983.3	32,236.2	15,756.1	20%	6,447.2	3,151.2	16,797.3	21,596.5
8.	10	Transportation, computer equipment	1,031.1	1,593.5	16,254.8	-	16,254.8	25,413.3	9,720.9	30%	7,624.0	2,916.3	9,661.9	14,932.0
9.	12	Computer software, small tools	-	5,592.7	36,263.7	-	36,263.7	36,263.7	23,724.6	100%	36,263.7	23,724.6	-	18,131.8
10.	13	Leasehold improvements	-	-	-	-	-	-	-	N/A	-	-	-	-
11.	14.1	Intangibles	75.8	79.9	3,595.8	1,836.0	1,759.8	2,715.5	959.8	5%	135.8	48.0	1,699.8	1,791.7
12.	14.1	Intangibles (pre 2017)	-	-	-	-	-	-	-	7%	-	-	-	-
13.	17	Roads, sidewalk, parking lot or storage areas	-	-	-	-	-	-	-	8%	-	-	-	-
14.	38	Heavy work equipment	453.0	700.1	4,166.1	-	4,166.1	6,702.1	2,783.1	30%	2,010.6	834.9	2,608.4	4,031.2
15.	41	Storage assets	148.8	208.4	735.5	-	735.5	1,252.1	576.1	25%	313.0	144.0	571.3	799.8
16.	45	Computers - Hardware acquired after March 22, 2004	-	-	-	-	-	-	-	45%	-	-	-	-
17.	49	Transmission pipeline additions acquired after February 23, 2005	1,131.4	1,234.2	90,992.5	55,507.0	35,485.5	54,359.6	18,977.0	8%	4,348.8	1,518.2	32,268.1	35,201.6
18.	50	Computers hardware acquired after March 18, 2007	400.2	1,657.9	29,431.1	-	29,431.1	44,546.9	16,373.5	55%	24,500.8	9,005.4	5,330.5	22,083.6
19.	51	Distribution pipelines acquired after March 18, 2007	55,764.5	59,441.3	499,719.3	988.6	498,730.7	803,860.5	308,806.6	6%	48,231.6	18,528.4	506,263.5	539,643.6
20.		Total	$ 67,970.0	81,550.6	728,527.3	79,623.1	648,904.2	1,023,194.5	406,002.8		$ 131,197.5	$ 60,694.5	585,676.7	669,760.4

2020 Year-End

Line No.	Class	Particulars ($000s)	Opening UCC Accel. CCA	Opening UCC Regular CCA	Total Additions Qualifying for Accel. CCA	ICM, Capital Pass-Through, & Amalgamation Additions	Additions Net of ICM, Capital Pass-Through, & Amalgamation	Accel. CCA Depreciable UCC Balance	Regular CCA Depreciable UCC Balance	Rate (%)	Accelerated CCA	Regular CCA	Closing UCC Accel. CCA	Closing UCC Regular CCA
			(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g)	(h)	(i)	(j)	(k)	(l)
1.	1	Buildings, structures and improvements, services, meters, mains	-	-	-	-	-	-	-	4%	-	-	-	-
2.	1	Non-residential building acquired after March 19, 2007	7,482.3	7,975.6	6,157.3	18.0	6,139.3	16,691.2	11,045.3	6%	1,001.5	662.7	12,620.1	13,452.2
3.	2	Mains acquired before 1988	-	-	-	-	-	-	-	6%	-	-	-	-
4.	3	Buildings acquired before 1988	-	-	-	-	-	-	-	5%	-	-	-	-
5.	6	Other buildings	-	-	-	-	-	-	-	10%	-	-	-	-
6.	7	Compression equipment acquired after February 22, 2005	2,993.5	3,572.9	3,890.8	109.0	3,781.8	8,666.1	5,463.7	15%	1,299.9	819.6	5,475.3	6,535.1
7.	8	Compression assets, office furniture, equipment	16,797.3	21,596.5	44,406.8	4,267.4	40,139.4	77,006.4	41,666.2	20%	15,401.3	8,333.2	41,535.4	53,402.7
8.	10	Transportation, computer equipment	9,661.9	14,932.0	5,467.5	-	5,467.5	17,863.2	17,665.8	30%	5,359.0	5,299.7	9,770.5	15,099.8
9.	12	Computer software, small tools	-	18,131.8	38,388.2	17,954.5	20,433.7	20,433.7	28,348.7	100%	20,433.7	28,348.7	-	10,216.8
10.	13	Leasehold improvements	-	-	-	-	-	-	-	N/A	-	-	-	-
11.	14.1	Intangibles	1,699.8	1,791.7	2,188.6	200.6	1,988.0	4,681.8	2,785.7	5%	234.1	139.3	3,453.7	3,640.4
12.	14.1	Intangibles (pre 2017)	-	-	-	-	-	-	-	7%	-	-	-	-
13.	17	Roads, sidewalk, parking lot or storage areas	-	-	-	-	-	-	-	8%	-	-	-	-
14.	38	Heavy work equipment	2,608.4	4,031.2	11,897.0	-	11,897.0	20,454.0	9,979.7	30%	6,136.2	2,993.9	8,369.3	12,934.3
15.	41	Storage assets	571.3	799.8	26,296.8	16.0	26,280.8	39,992.6	13,940.3	25%	9,998.1	3,485.1	16,854.0	23,595.6
16.	45	Computers - Hardware acquired after March 22, 2004	-	-	-	-	-	-	-	45%	-	-	-	-
17.	49	Transmission pipeline additions acquired after February 23, 2005	32,268.1	35,201.6	70,473.6	8,716.4	61,757.2	124,903.8	66,080.2	8%	9,992.3	5,286.4	84,033.0	91,672.3
18.	50	Computers hardware acquired after March 18, 2007	5,330.5	22,083.6	12,602.4	1,148.4	11,453.9	22,511.4	27,810.6	55%	12,381.3	15,295.8	4,403.2	18,241.7
19.	51	Distribution pipelines acquired after March 18, 2007	506,263.5	539,643.6	658,815.5	51,474.8	607,340.7	1,417,274.6	843,313.9	6%	85,036.5	50,598.8	1,028,567.8	1,096,385.4
20.		Total	$ 585,676.2	669,759.9	880,584.4	83,905.2	796,679.2	1,770,478.2	1,068,099.5		$ 167,273.7	$ 121,263.3	1,215,082.2	1,345,176.4

	2018	2019		2020
CCA Variance (i) - (j)	13,580.7	70,503.0		46,010.5
Tax Rate	26.5%	26.5%		26.5%
Earnings Impact of Accelerated CCA	3,598.9	18,683.3		12,192.8
Earnings Impact Grossed-up for Taxes Recorded in the TVDA	4,896.4	25,419.4	1	16,588.8
Balances as filed in EB-2020-0134	4,896.4	25,133.9		NA
variance	-	285.5		-
Include adjustment to 2019 balance in 2020 TVDA	-	(285.5)		285.5
Revised Balances	4,896.4	25,133.9		16,874.4

1 - Balance for 2019 was updated based on the change from EB-2020-0134 and Tax Filing on June 30, 2020.

2021 TRANSITION IMPACT OF ACCOUNTING CHANGES DEFERRAL ACCOUNT EGD RATE ZONE

1. The purpose of the Transition Impact of Accounting Changes Deferral Account (TIACDA) is to track the un-cleared Other Post Employment Benefit (OPEB) costs which the OEB has approved for recovery. Within EB-2011-0354, the OEB approved the recovery of OPEB costs, which were forecast to be $90 million at the end of 2012, evenly over a 20-year period, commencing in 2013. The OPEB costs needed to be recognized as a result of EGD having to account for post-employment expenses on an accrual basis, upon transition to USGAAP for corporate reporting purposes in 2012. The use of USGAAP for regulatory purposes was approved within the 2013 rate proceeding, EB-2011-0354.

2. The final amount recorded in the TIACDA as of the end of 2012 was $88.716 million. The first eight installments (for each of 2013 through 2020) of $4.436 million each (1/20 of $88.716 million), were approved for recovery within the EB-2013-0046, EB-2014-0195, EB-2015-0122, EB-2016-0142, EB-2017-0102, EB-2018-0131, EB-2019-0105 and EB-2020-0134 proceedings.

3. Enbridge Gas is now requesting recovery of the ninth, or 2021 installment of the OEB-Approved TIACDA amount, in the amount of $4.436 million (1/20 of $88.716 million). As per the approved description and scope of the account, interest is not applicable to the balances to be cleared from the TIACDA.

2020 STORAGE & TRANSPORTATION DEFERRAL ACCOUNT
EGD RATE ZONE

1. The purpose of the 2020 Storage &Transportation Deferral Account (S&TDA) is to record the difference between the forecast cost of Storage and Transportation included in the Company's approved rates and the actual cost of Storage and Transportation incurred by the Company. Storage and Transportation cost includes cost of service and market-based pricing.

2. The S&TDA also records the variance between the forecast Storage and Transportation demand levels and the actual Storage and Transportation demand levels. In addition, the S&TDA is used to record amounts received by the Company related to deferral account dispositions of other utilities deferral accounts.

3. The balance in the 2020 S&TDA that the Company is proposing to refund to customers is $0.2 million plus interest. A detailed breakdown of the S&TDA is provided in Exhibit D, Tab 1, Schedule 1.

4. The primary driver for the balance in the 2020 S&TDA is a $9.4M refund from the Union Rate Zone as part of Union's 2018 deferral disposition, partially offset by higher than forecasted transportation prices and higher than forecasted market-based storage costs in 2020. Transportation prices are determined by the OEB-approved M12 Rate Schedule.

5. As outlined in the 2020 Annual Update to the 5 Year Gas Supply Plan, Enbridge Gas purchases market-based storage services on behalf of customers in the EGD Rate Zone through a competitive blind storage RFP process. On August 12, 2019, Enbridge Gas initiated an RFP for market-based storage capacity with

deliveries to Dawn. The RFP was conducted by Deloitte Consulting. The RFP requested offers of storage services with terms of 1,3,4 or 5 years commencing April 1, 2020 with firm injections from May to September and firm withdrawals from December to March. The RFP letter is provided as Exhibit D, Tab 1, Schedule 5.

6. Enbridge Gas required this annual replacement of third-party storage in order to reliably and cost effectively meet demand on peak winter days as well as retain late season deliverability. The RFP responses were received by Enbridge Gas on August 22, 2019 with conforming offers from 5 different counterparties with multiple terms, prices and injection/withdrawal parameters. Bids received and those that were selected are outlined in Confidential Exhibit D, Tab 1, Schedule 6.

2020 TRANSACTIONAL SERVICES DEFERRAL ACCOUNT (2020 TSDA)
EGD RATE ZONE

1. The concept of Transactional Services operates under the premise that if circumstances arise where the assets acquired by Enbridge Gas to meet customer demand are not fully required then those assets can be made available to generate third party revenue. Transactional Services are the optimization of these assets.

2. Transactional Services optimization can be grouped into two different categories – storage optimization and transportation optimization. Storage optimization transactions typically rely on the storage of or the loan of gas between two points in time at the same location (i.e., Dawn). Transportation optimization transactions typically rely on the exchange of gas on the day between two locations.

3. Any revenues received from Transactional Services are to be shared 90:10 between the ratepayer and the Company. The EGD Rate Zone rates include an upfront benefit of $12.0 million in Transactional Services revenue that has been applied to reduce the overall costs to be collected from EGD Rate Zone ratepayers. The purpose of the TSDA is to capture the difference between the total ratepayer share of transactional services revenue and the amount already included in rates.

4. During 2020 the Company generated a total of $17.6 million in net Transactional Services revenue, of which the ratepayer portion represents $15.9 million, through a combination of Storage and Transportation Optimization. Exhibit D, Tab 1, Schedule 2 provides a breakdown of Transactional Services revenue by type of transaction, and sets out the details of the amount, $3.9 million proposed to be credited to customers through the disposition of the 2020 TSDA. For comparison purposes the schedule also includes amounts recorded in the applicable TSDA accounts for years 2019, 2018, 2017 and 2016.

5. The transactions that Enbridge Gas entered into in 2020 contained the three elements of Transactional Services as were described in the Company's evidence in EB-2013-0046 in that they were unplanned, the result of a Third-Party service request and were available because of temporary surplus capacity.

2020 UNACCOUNTED-FOR GAS VARIANCE ACCOUNT
EGD RATE ZONE

1. This evidence provides the volumetric variance underpinning the balance in the 2020 Unaccounted-For Gas Variance Account (UAFVA). It will describe the 2020 variance relative to historical Unaccounted-For Gas (UAF) volumes for the EGD Rate Zone.

2. UAF is the difference between natural gas delivered into the distribution system as billed by third-party transmission entities (namely, TC Energy and Union Gas[1]), and natural gas consumed by the customers in the EGD Rate Zone and EGD own use gas and line pack gas. Owing to its residual nature, UAF cannot be measured directly. UAF can arise from meter differences, operational or external factors such as line leakage, unmetered uses, and third party damages. In addition, because gas volumes are affected by temperature and pressure, measurement is made more difficult.

3. The 2020 level of UAF for the EGD Rate Zone was determined to be 110,234 10^3m^3. The variance of 3,557 10^3m^3, which is the difference between actual UAF volume and the forecast UAF volume of 106,677 10^3m^3, underpins the $0.2 million balance that is captured in the UAFVA. Exhibit D, Tab 1, Schedule 3 provides the detail calculations of the UAFVA balance.

4. The 2019 UAF study was filed as part of the 2020 rate application (EB-2019-0194). The report found that the primary sources for UAF include physical losses, retail meter variation and gate station meter variations. The report found that Enbridge Gas' UAF levels are generally lower than competitive gas utilities over the

[1] As of January 1, 2019, Union Gas Limited and Enbridge Gas Distribution merged to become Enbridge Gas Inc.

past 10 years. The year-to-year fluctuations are a result of many factors including weather, estimation variation, measurement variation, and billing and accounting adjustments. The practices and initiatives to monitor and manage sources of UAF are generally consistent with those of other gas utilities. Enbridge Gas has committed to report on its progress in implementing the recommendations set out in the 2019 UAF Study in its 2022 rates application.[2]

5. As shown in Tables 1 and 2 in the following pages, UAF within the EGD rate zone has been quite volatile over the years, showing some stability from 2010-2012, and followed by higher levels especially in 2014, 2016, 2018 and 2019. The 2020 UAF level falls within the 95% confidence interval, bounded by (12,531) 10^3m^3 and 166,522 10^3m^3.

[2] EB-2019-0194, Decision and Order, pages 18-19.

Table 1: Unaccounted-For Gas Volumes (10^3 m^3), 1991-2020

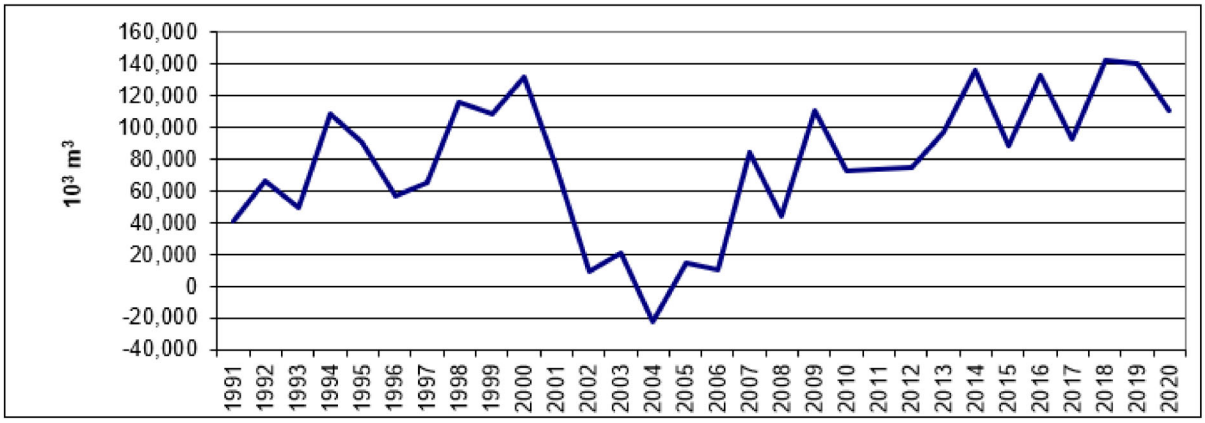


Table 2

Col.1	*Col.2*
Calendar Year	**UAF Volumes (10^3 m^3)**
1991	40,662
1992	66,028
1993	49,782
1994	108,765
1995	90,655
1996	56,739
1997	65,228
1998	116,376
1999	108,201
2000	132,021
2001	75,606
2002	9,284
2003	21,412
2004	-22,406
2005	14,815
2006	10,274
2007	83,823
2008	44,424
2009	110,917
2010	72,104
2011	73,355
2012	74,762
2013	97,361
2014	135,380
2015	88,438
2016	133,112
2017	93,077
2018	142,086
2019	140,594
2020	110,234
	1991-2019
Standard deviation	43,629
Mean	76,996
Lower bound*	-12,531
Upper bound*	166,522

*95% confidence interval with 27 degrees of freedom (number of observations-1)

2020 AVERAGE USE TRUE-UP VARIANCE ACCOUNT
EGD RATE ZONE

1. The purpose of this evidence is to provide information in support of the 2020 Average Use True-up Variance Account (AUTUVA) balance.

2. Exhibit D, Tab 1, Schedule 4 details the calculations of the $7.88 million that will constitute a refund to ratepayers. The refund is attributable to actual Rate 1 (residential) uses being higher than 2020 forecast levels, partially offset by actual Rate 6 (apartment, small commercial and industrial) uses being slightly lower than 2020 forecast levels.

3. Higher weather-normalized residential average use is primarily attributable to lower actual natural gas prices in 2020 than were forecast even though economic conditions in 2020 were worse than were forecast. 'Stay-at-home orders' in response to the pandemic have likely also led to higher consumption for Rate 1. Rate 6 customers and their consumption patterns are impacted by the economic conditions and production levels that are often difficult to predict.

4. The purpose of the AUTUVA is to record ("true-up") the revenue impact (exclusive of gas costs) of the normalized volumetric difference between the forecast of average use per customers in Rate 1 and Rate 6 and the actual weather-normalized average use experienced during the year. The revenue impact is calculated using a unit rate determined in the same manner as the impact used in the derivation of the Lost Revenue Adjustment Mechanism (LRAM).

5. As detailed in Exhibit D, Tab 1, Schedule 4, the calculation of the volumetric variance between forecast average use and actual normalized average use subtracts the volumetric impact of Demand Side Management (DSM) programs in the year. As has been the case in previous applications, since the audited actual volume savings of 2020 DSM activities will not be available until a later date, the 2020 OEB-Approved Budget DSM volumes are used as an estimate of 2020 actuals. Without the exclusion of a DSM volumetric variance in the AUTUVA calculation, the impacts of DSM are inherently included. As a result, 2020 LRAM amounts which will be filed at a later date, will exclude the impact of Rate 1 and Rate 6 customers.

2020 DEFERRED REBATE ACCOUNT
EGD RATE ZONE

1. The purpose of the 2020 Deferred Rebate Account (DRA), consistent with prior fiscal years, was to record any amounts payable to, or receivable from, EGD Rate Zone customers as a result of clearing Deferral and Variance Accounts, which remain outstanding due to the inability to locate such customers.

2. In February of 2020, the Company received approval to clear the 2018 deferral and variance accounts which were approved within the EB-2019-0105 proceeding and disposed of in April 2020. Further, in October through December of 2020, the Company cleared 2019 Federal Carbon Pricing related deferral and variance accounts which were approved within the EB-2019-0247 proceeding.

3. The $2.5 million recorded in the 2020 DRA and requested for clearance (and corresponding interest of $27.1 thousand), reflects the outstanding amount resulting from the clearance of deferral and variance accounts in the EGD Rate Zone which occurred during 2020 and the inability to locate all the intended customers.

2020 ONTARIO ENERGY BOARD COST ASSESSMENT VARIANCE ACCOUNT
EGD RATE ZONE

1. The purpose of the 2020 Ontario Energy Board Cost Assessment Variance Account (OEBCAVA) was to record any material variances between the OEB costs assessed to Enbridge Gas (relevant to the EGD Rate Zone) through application of the revised Cost Assessment Model (CAM), which became effective April 1, 2016, and the OEB costs which were included in EGD Rate Zone rates, which were determined through application of the prior Cost Assessment Model. The scope of the account is consistent with prior OEBCAVAs. However, in accordance with the EB-2020-0134 OEB-approved Settlement Proposal[1], in EGI's 2019 Earnings Sharing and Deferral Disposition proceeding, the base OEB costs assumed to be included in rates have been escalated to the reflect the growth in the amount recovered through rates, which results from annual price cap adjustments and customer growth. The OEBCAVA was originally approved for establishment by an OEB letter dated February 9, 2016, entitled: *Revisions to the Ontario Energy Board Cost Assessment Model.*

2. The amount recorded within the 2020 OEBCAVA is $3.006 million. This amount reflects the variance between OEB costs assessed to Enbridge Gas (relevant to EGD Rate Zone) in each quarter of fiscal 2020, utilizing the revised CAM, and EGD's average quarterly OEB cost assessment under the prior CAM, escalated in accordance with the EB-2020-0134 OEB-approved Settlement Proposal.

3. In order to calculate the amount to be recovered through the 2020 EGD Rate Zone OEBCAVA, the Company first needed to apportion the actual 2020 OEB assessed costs between the legacy rate zones. Commencing with the OEB's 2019 / 2020

[1] EB-2020-0134, Decision on Settlement Proposal, January 25, 2021. pp.5-6

fiscal first quarter assessment (for the period April 1, 2019 through June 30, 2019), and continuing since, EGI has been receiving one consolidated quarterly bill for the amalgamated utility. To apportion the quarterly assessments received in 2020 between rate zones, the assessments were prorated based on the total invoices received by each legacy utility for the OEB's 2018 / 2019 fiscal year (for the period April 1, 2018 through March 31, 2019), the final year for which the OEB issued invoices to each legacy utility. Table 1 below shows the proration of the OEB's 2018 / 2019 fiscal year assessments between each legacy utility / rate zone (59.76% EGD Rate Zone, 40.24% Union Rate Zones). Table 2 shows the apportionment of EGI's 2020 assessed costs to the EGD Rate Zone, and the calculation of the amount recorded in the 2020 EGD Rate Zone OEBCAVA.

4. To calculate the amount for recovery through the 2020 EGD Rate Zone OEBCAVA, the Company also needed to establish the base comparator, reflecting the OEB costs included in EGD Rate Zone rates, determined through application of the prior Cost Assessment Model. In accordance with the EB-2020-0134 OEB-approved Settlement Proposal, the amount reflected in rates is also to be increased, or escalated, to reflect the growth in the amount recovered as a result of annual price cap adjustments and customer growth. To establish the 2020 base comparator, the Company escalated the 2019 quarterly comparator of $0.755 million[2] by the sum of the 2020 Price Cap Index (PCI) of 1.31%, and the EGD Rate Zone ICM threshold calculation Growth Factor (g) of 1.04%, which were approved as part of EGI's 2020 Rate Application (EB-2019-0194). The escalation resulted in a 2020 quarterly comparator of $0.773 million ($0.755 million * (1 + (1.31% + 1.04%))). The Company proposes to use a similar escalation methodology for the remainder of the deferred rebasing term (i.e., the 2021 base

[2] Reflected in the 2019 EGD Rate Zone OEBCAVA amount approved for clearance as part of the EB-2020-0134 Settlement Proposal, and which was detailed in Exhibit I.VECC.8 b) in that proceeding.

comparator will equal the 2020 base comparator escalated by the sum of the 2021 approved PCI and g factors from the Company's 2021 rate application). As noted above, Table 2 below shows the apportionment of EGI's actual 2020 assessed costs to the EGD Rate Zone, and the calculation of the amount recorded in the 2020 EGD Rate Zone OEBCAVA utilizing a base comparator of $0.773 million.

5. Within this proceeding, the Company is requesting clearance of the principal and interest balances recorded in the 2020 OEBCAVA, in the amount of $3.006 million and $0.030 million respectively, as shown in Exhibit C, Tab 1, Schedule 1.

Table 1

OEB 2018/2019 Cost Assessments

	EGD	UGL	Total
Apr. 1 to Jun. 30, 2018	1,467,963.00	988,479.00	2,456,442.00
Jul. 1 to Sep. 30, 2018	1,356,860.00	913,873.00	2,270,733.00
Oct. 1 to Dec. 31, 2018	1,356,860.00	913,873.00	2,270,733.00
Jan. 1 to Mar. 31, 2019	1,356,860.00	913,873.00	2,270,733.00
	5,538,543.00	3,730,098.00	9,268,641.00
Percentage of Total	59.76%	40.24%	100.00%

Table 2

Calculation of 2020 EGD RZ OEBCAVA

Period	EGI Assessment	EGD Rate Zone Share (59.76%)	Average cost assessment Comparator	Variance recorded in EGD Rate Zone OEBCAVA
Q4 2019/20 - Jan. 1, 2020	2,684,065.00	1,603,882.32	772,980.82	830,901.50
Q1 2020/21 - Apr. 1, 2020	2,526,967.00	1,510,007.28	772,980.82	737,026.46
Q2 2020/21 - July 1, 2020	2,497,218.00	1,492,230.55	772,980.82	719,249.73
Q3 2020/21 - Oct. 1, 2020	2,497,217.00	1,492,229.95	772,980.82	719,249.13
				3,006,426.82

2020 DAWN ACCESS COSTS DEFERRAL ACCOUNT
EGD RATE ZONE

1. The purpose of the Dawn Access Costs Deferral Account (DACDA), as established in the EB-2014-0323 Settlement Agreement, was to record for recovery the revenue requirement impact of the incremental costs incurred to implement the Dawn Transportation Service (DTS), including the costs for required system changes. In addition, in accordance with Legacy EGD's 2017 Rate Application Settlement Proposal (EB-2016-0215) the revenue requirement related to additional costs incurred to accommodate the heat value conversion modification, implemented in conjunction with the Dawn Transportation Service system development process, were also to be recorded within this account. Under the terms of the EB-2014-0323 Settlement Agreement, recovery of amounts recorded in the DACDA will be from all bundled customers, regardless of whether they are system or direct purchase and regardless of the service to which they currently subscribe, because all have the option of taking DTS if they so choose. Further details explaining the DACDA, including the recovery method, are included within Section 2.7 of the Settlement Agreement filed at Exhibit B, Tab 2, Schedule 1 of the EB-2014-0323 proceeding.

2. As was indicated in the EB-2018-0131, EB-2019-0105, and EB-2020-0134 proceedings (in support of the clearance of the 2017 through 2019 revenue requirement amounts recorded in the 2017 through 2019 DACDAs), all incremental costs incurred by the Company to implement the DTS (and functionality for 2 additional receipt points) and heat value conversion modification were capital in nature. Capital costs of $6.5 million were incurred to develop, test, and integrate enhancements to the functionality of Enbridge's EnTRAC and connected systems. The systems modifications were placed into service effective November 1, 2017, in conjunction with the implementation of Phase 2 of the Dawn Access Settlement. The annual revenue requirement amounts sought for refund/recovery in association with

those capital costs, includes the typical items in a cost of service revenue requirement, such as total return on rate base, including interest and return on equity, depreciation, and income taxes.

3. Within this proceeding, the Company is requesting clearance of the 2020 revenue requirement, or principal balance, of $2.067 million (and corresponding interest of $0.009 million) as part of the requested one time rate rider adjustment in October 2021, as shown in the proposed clearance balances at Exhibit C, Tab 1, Schedule 1. As indicated above, this amount represents the 2020 revenue requirement associated with the capital spending incurred to accommodate the DTS and heat value changes, which were placed into service in 2017. The Company has used the 2020 actual required capital structure within the 2020 revenue requirement calculation (consistent with the use of the actual capital structures which were utilized in determining previous revenue requirements which were approved for clearance). There will also be revenue requirement amounts to be recorded in relation to this spending within future DACDAs. The 2020 amount was slightly lower than 2019, due to a declining rate base value and lower required rate of return resulting in a lower cost of capital, but was higher than 2017 & 2018 as both years revenue requirements benefited from a significant Capital Cost Allowance (“CCA”) tax deduction that does not repeat in subsequent years beyond 2018.

4. The revenue requirement sought for recovery will be allocated to the various rate classes based on the bundled annual deliveries of each rate class.

5. The determination of the 2020 DACDA revenue requirement deferral account amount and related costs is shown in pages 18 through 23. The approved 2017, 2018 & 2019 revenue requirement amounts are also shown for continuity.

UTILITY CAPITAL STRUCTURE
2020 DACDA IMPACTS

Line No.		Col. 1	Col. 2	Col. 3	Col. 1	Col. 2	Col. 3	Col. 1	Col. 2	Col. 3	Col. 1	Col. 2	Col. 3
		2017 Actual Capital Structure			2018 Actual Capital Structure			2019 Actual Capital Structure			2020 Actual Capital Structure		
		Component	Indicated Cost Rate	Return Component	Component	Indicated Cost Rate	Return Component	Component	Indicated Cost Rate	Return Component	Component	Indicated Cost Rate	Return Component
		%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
1.	Long-term debt	56.88	4.86	2.76	57.05	4.72	2.69	61.13	4.44	2.71	63.07	4.38	2.76
2.	Short-term debt	5.57	1.05	0.06	5.65	1.81	0.10	2.87	2.04	0.06	0.93	0.60	0.01
3.		62.45		2.82	62.70		2.80	64.00		2.77	64.00		2.77
4.	Preference shares	1.55	2.32	0.04	1.30	2.98	0.04	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
5.	Common equity	36.00	8.78	3.16	36.00	9.00	3.24	36.00	8.98	3.23	36.00	8.52	3.07
6.		100.00		6.02	100.00		6.07	100.00		6.01	100.00		5.84

	($ 000's)	2017	2018	2019	2020
7.	Ontario Utility Income	685.0	(521.2)	(1,324.9)	(1,349.0)
8.	Rate base	259.7	5,623.8	4,283.2	2,912.8
9.	Indicated rate of return	263.77 %	(9.27)%	(30.93)%	(46.31)%
10.	(Def.) / suff. in rate of return	257.75 %	(15.34)%	(36.94)%	(52.15)%
11.	Net (def.) / suff.	669.4	(862.7)	(1,582.2)	(1,519.0)
12.	Gross (def.) / suff.	910.7	(1,173.7)	(2,152.7)	(2,066.7)

UTILITY RATE BASE
2020 DACDA IMPACTS

($ 000's)

Line No.		2017	2018	2019	2020
	Property, plant, and equipment				
1.	Cost or redetermined value	264.4	6,421.6	6,453.2	6,453.2
2.	Accumulated depreciation	(4.7)	(797.8)	(2,170.0)	(3,540.4)
3.		259.7	5,623.8	4,283.2	2,912.8
	Allowance for working capital				
4.	Accounts receivable merchandise finance plan	-	-	-	-
5.	Accounts receivable rebillable projects	-	-	-	-
6.	Materials and supplies	-	-	-	-
7.	Mortgages receivable	-	-	-	-
8.	Customer security deposits	-	-	-	-
9.	Prepaid expenses	-	-	-	-
10.	Gas in storage	-	-	-	-
11.	Working cash allowance	-	-	-	-
12.		-	-	-	-
13.	Ontario utility rate base	259.7	5,623.8	4,283.2	2,912.8

UTILITY INCOME
2020 DACDA IMPACTS

Line No.	($ 000's)	2017	2018	2019	2020
	Revenue				
1.	Gas sales	-	-	-	-
2.	Transportation of gas	-	-	-	-
3.	Transmission and compression	-	-	-	-
4.	Other operating revenue	-	-	-	-
5.	Other income	-	-	-	-
6.	Total revenue	-	-	-	-
	Costs and expenses				
7.	Gas costs	-	-	-	-
8.	Operation and Maintenance	-	-	-	-
9.	Depreciation and amortization	112.3	1,372.4	1,370.4	1,370.4
10.	Municipal and other taxes	-	-	-	-
11.	Total costs and expenses	112.3	1,372.4	1,370.4	1,370.4
12.	**Utility income before inc. taxes**	(112.3)	(1,372.4)	(1,370.4)	(1,370.4)
	Income taxes				
13.	Excluding interest shield	(795.4)	(809.5)	(14.1)	-
14.	Tax shield on interest expense	(1.9)	(41.7)	(31.4)	(21.4)
15.	Total income taxes	(797.3)	(851.2)	(45.5)	(21.4)
16.	**Ontario utility net income**	685.0	(521.2)	(1,324.9)	(1,349.0)

UTILITY TAXABLE INCOME AND INCOME TAX EXPENSE
2020 DACDA IMPACTS

($ 000's)

Line No.		2017	2018	2019	2020
1.	Utility income before income taxes	(112.3)	(1,372.4)	(1,370.4)	(1,370.4)
	Add Backs				
2.	Depreciation and amortization	112.3	1,372.4	1,370.4	1,370.4
3.	Large corporation tax	-	-	-	-
4.	Other non-deductible items	-	-	-	-
5.	Any other add back(s)	-	-	-	-
6.	Total added back	112.3	1,372.4	1,370.4	1,370.4
7.	Sub total - pre-tax income plus add backs	-	-	-	-
	Deductions				
8.	Capital cost allowance - Federal	3,001.6	3,054.9	53.2	-
9.	Capital cost allowance - Provincial	3,001.6	3,054.9	53.2	-
10.	Items capitalized for regulatory purposes	-	-	-	-
11.	Deduction for "grossed up" Part V1.1 tax	-	-	-	-
12.	Amortization of share and debt issue expense	-	-	-	-
13.	Amortization of cumulative eligible capital	-	-	-	-
14.	Amortization of C.D.E. & C.O.G.P.E.	-	-	-	-
15.	Any other deduction(s)	-	-	-	-
16.	Total Deductions - Federal	3,001.6	3,054.9	53.2	-
17.	Total Deductions - Provincial	3,001.6	3,054.9	53.2	-
18.	Taxable income - Federal	(3,001.6)	(3,054.9)	(53.2)	-
19.	Taxable income - Provincial	(3,001.6)	(3,054.9)	(53.2)	-
20.	Income tax provision - Federal	(450.2)	(458.2)	(8.0)	-
21.	Income tax provision - Provincial	(345.2)	(351.3)	(6.1)	-
22.	Income tax provision - combined	(795.4)	(809.5)	(14.1)	-
23.	Part V1.1 tax	-	-	-	-
24.	Investment tax credit	-	-	-	-
25.	Total taxes excluding tax shield on interest expense	(795.4)	(809.5)	(14.1)	-
	Tax shield on interest expense				
26.	Rate base as adjusted	259.7	5,623.8	4,283.2	2,912.8
27.	Return component of debt	2.82%	2.80%	2.77%	2.77%
28.	Interest expense	7.3	157.5	118.6	80.7
29.	Combined tax rate	26.500%	26.500%	26.500%	26.500%
30.	Income tax credit	(1.9)	(41.7)	(31.4)	(21.4)
31.	**Total income taxes**	(797.3)	(851.2)	(45.5)	(21.4)

UTILITY REVENUE REQUIREMENT
2020 DACDA IMPACTS

($ 000's)

Line No.		2017	2018	2019	2020
	Cost of capital				
1.	Rate base	259.7	5,623.8	4,283.2	2,912.8
2.	Required rate of return	6.02%	6.07%	6.01%	5.84%
3.	Cost of capital	15.6	341.4	257.4	170.1
	Cost of service				
4.	Gas costs	-	-	-	-
5.	Operation and Maintenance	-	-	-	-
6.	Depreciation and amortization	112.3	1,372.4	1,370.4	1,370.4
7.	Municipal and other taxes	-	-	-	-
8.	Cost of service	112.3	1,372.4	1,370.4	1,370.4
	Misc. & Non-Op. Rev				
9.	Other operating revenue	-	-	-	-
10.	Other income	-	-	-	-
11.	Misc, & Non-operating Rev.	-	-	-	-
	Income taxes on earnings				
12.	Excluding tax shield	(795.4)	(809.5)	(14.1)	-
13.	Tax shield provided by interest expense	(1.9)	(41.7)	(31.4)	(21.4)
14.	Income taxes on earnings	(797.3)	(851.2)	(45.5)	(21.4)
	Taxes on (def) / suff.				
15.	Gross (def.) / suff.	910.7	(1,173.7)	(2,152.7)	(2,066.7)
16.	Net (def.) / suff.	669.4	(862.7)	(1,582.2)	(1,519.0)
17.	Taxes on (def.) / suff.	(241.3)	311.0	570.5	547.7
18.	**Revenue requirement**	(910.7)	1,173.6	2,152.8	2,066.8
	Revenue at existing Rates				
19.	Gas sales	0.0	0.0	0.0	0.0
20.	Transportation service	0.0	0.0	0.0	0.0
21.	Transmission, compression and storage	0.0	0.0	0.0	0.0
22.	Rounding adjustment	0.0	(0.1)	0.1	0.0
23.	Revenue at existing rates	0.0	(0.1)	0.1	0.0
24.	**Gross revenue (def.) / suff.**	910.7	(1,173.7)	(2,152.7)	(2,066.8)

ACCOUNTS WITH A ZERO BALANCE
EGD RATE ZONE

1. The following 2020 accounts for the EGD Rate Zone have no balance, and are therefore not requested for clearance to customers:
    - Gas Distribution Access Rule Impact (GDARIDA) Deferral Account
    - Electric Program Earnings Sharing (EPESDA) Deferral Account
    - Pension and OPEB Forecast Accrual vs. Actual Cash Payment Differential Variance Account

2. Consistent with past annual deferral and variance account clearance proceedings, Enbridge Gas has not listed accounts that will be reviewed through other processes in Exhibit C, Tab 1, Schedule 1, and these accounts are not addressed in this proceeding. Examples include the PGVA, DSM related accounts and Federal Carbon Charge accounts.

BREAKDOWN OF THE 2020 STORAGE AND TRANSPORTATION DEFERRAL ACCOUNT ("2020 S&TDA") - EGD RATE ZONE

Line No.	Contracted Union Capacity	Col. 1 Budgeted Daily Contract Demand Volume	Col. 2 Monthly Demand Toll Assumed in 2018 Budget	Col. 3 Forecasted Annual Cost (2)	Col. 4 Actual Daily Contract Demand Volume	Col. 5 Monthly Demand Toll Effective January 1, 2020 to December 31, 2020	Col. 6 Annual Cost (3)	Col. 7 Balance in the 2020 S&TDA (4)
		(GJ)	($/GJ)	($Millions)	(GJ)	($/GJ)	($Millions)	($Millions)
1.	Union Gas Dawn to Lisgar	67,929	2.865	2.3	67,929	3.083	2.5	
2.	Union Gas Dawn to Parkway	2,792,173	3.402	114.0	2,792,173	3.632	121.7	
3.	Union Gas Dawn to Parkway - M12X	200,000	4.239	10.2	200,000	4.488	10.8	
4.	Union Gas F24 T	85,000	0.069	0.1	85,000	0.072	0.1	
5.	Union Transmission Costs			126.6			135.1	(8.5)
6.	Dawn T Service Costs			(11.2)			(14.4)	3.2
7.	Federal Carbon Costs			-			0.8	(0.8)
8.	Union & Third Party Market Based Storage			20.1			23.3	(3.1)
9.	2018 Deferral Disposition - UG (1)			-			(9.4)	9.4
10.	Total			135.5			135.3	0.2

Notes

(1) Transporation deferral adjustments related to 2018 S&TDA reduced actual costs by $9.4M
M12 Transport $9.4M, C1 Transport $0.01M, M16 Transport ($0.03M)

(2) Col. 1 * Col. 2 * 12

(3) Col. 4 * Col. 5 * 12

(4) Col. 3 - Col. 7

TRANSACTIONAL SERVICES REVENUE BY TYPE OF TRANSACTION ("TSDA") - EGD RATE ZONE

Line No.	Particulars	Col. 1 2016 Transactional Services Revenue	Col. 2 2017 Transactional Services Revenue	Col. 3 2018 Transactional Services Revenue	Col. 4 2019 Transactional Services Revenue	Col. 5 2020 Transactional Services Revenue
		($000's)	($000's)	($000's)	($000's)	($000's)
1.	Storage Optimization	7,277.2	1,550.1	423.9	60.7	0.0
2.	Transportation Optimization	10,463.5	10,393.3	14,292.4	13,084.5	17,643.4
3.	Transactional Services Revenue	17,740.6	11,943.5	14,716.2	13,145.2	17,643.4
4.	Amount Included in Rates	12,000.0	12,000.0	12,000.0	12,000.0	12,000.0
5.	Less Ratepayer Portion of TS	15,966.6	10,749.1	13,244.6	11,830.7	15,879.1
6.	TSDA sub-total	(3,966.6)	1,250.9	(1,244.6)	169.3	(3,879.1)
7.	ETT Revenue - Rider H	69.7	44.5	60.1	35.1	5.8
8.	TSDA Total	(4,036.3)	1,206.4	(1,304.7)	134.3	(3,884.9)

BREAKDOWN OF THE 2020 UNACCOUNTED-FOR GAS VARIANCE ACCOUNT ("2020 UAFVA") - EGD RATE ZONE

Line No.	Particulars	Col . 1 Jan	Col . 2 Feb	Col . 3 Mar	Col . 4 Apr	Col . 5 May	Col . 6 Jun	Col . 7 Jul	Col . 8 Aug	Col . 9 Sep	Col . 10 Oct	Col . 11 Nov	Col . 12 Dec	Col . 13 Total
1.	Budget UAF (103m3)	17,032.9	18,951.5	16,299.1	11,722.9	6,619.6	3,359.7	2,496.5	2,411.9	2,463.2	3,884.2	8,289.1	13,146.5	106,677.0
2.	PGVA Reference Price	144.9	144.9	144.9	131.8	131.8	131.8	131.8	131.8	131.8	152.5	152.5	152.5	
3.	Budget UAF Dollar	2,467,731.2	2,745,694.5	2,361,419.9	1,544,534.2	872,160.0	442,650.9	328,917.5	317,779.7	324,540.3	592,290.6	1,263,990.4	2,004,690.1	15,266,399.1
4.	Actual UAF (103m3)	14,702.6	17,122.9	13,962.1	11,493.1	8,803.8	4,040.7	3,405.7	3,477.7	3,352.3	4,922.3	8,716.2	11,571.6	105,571.0
5.	UAF Annual Variance (10^3m^3) (1)	649.4	756.3	616.7	507.6	388.9	178.5	150.4	153.6	148.1	217.4	385.0	511.1	4,663.1
6.	Total Actual UAF (10^3m^3) (2)	15,352.0	17,879.2	14,578.8	12,000.7	9,192.6	4,219.2	3,556.1	3,631.3	3,500.4	5,139.7	9,101.2	12,082.7	110,234.1
7.	PGVA Rate	144.9	144.9	144.9	131.8	131.8	131.8	131.8	131.8	131.8	152.5	152.5	152.5	
8.	Actual UAF Dollar (3)	2,224,200.2	2,590,345.7	2,112,178.3	1,581,142.7	1,211,167.9	555,898.7	468,533.2	478,435.2	461,190.2	783,746.9	1,387,836.9	1,842,482.8	15,697,158.8
9.	UAFVA Volume Variance (4)	(243,531.0)	(155,348.8)	(249,241.6)	36,608.5	339,008.0	113,247.9	139,615.7	160,655.5	136,649.9	191,456.4	123,846.5	(162,207.3)	430,759.6
10.	Line Pack Gas (LPG) Allocation													(22,866.2)
11.	2020 Damage Adjustment													(89,395.5)
12.	2019 Company Use True-up													(96,780.9)
13.	Total 2020 UAFVA (5)													221,717.0

Notes

(1) UAF Annual Varaince Allocation	14%	16%	13%	11%	8%	4%	3%	3%	3%	5%	8%	11%	
	649.4	756.3	616.7	507.6	388.9	178.5	150.4	153.6	148.1	217.4	385.0	511.1	4,663.1

(2) Line 4 + Line 5
(3) Line 6 * Line 7
(4) Line 8 - Line 3
(5) Line 9 + Line 10 + Line 11 + Line 12

2020 AVERAGE USE TRUE UP VARIANCE ACCOUNT - EGD RATE ZONE

	Col. 1	Col. 2	Col. 3	Col. 4	Col. 5	Col. 6	Col. 7	Col. 8	Col. 9	Col. 10	Col. 11
Rate Class	Budget Annual Use	Normalized Actual Annual Use	Normalized Usage Variance (1)	Budget Customer Meters	Normalized Volumetric Variance (2)	DSM Budget	DSM Actual	DSM Volumetric Variance (3)	Normalized Volumetric Variance Excluding DSM (4)	Unit Rate	AUTUVA: Revenue Impact, Exclusive of Gas Costs (5)
	(m^3)	(m^3)	(m^3)		(10^6m^3)	(10^6m^3)	(10^6m^3)	(10^6m^3)	(10^6m^3)	($/m^3$)	($Millions)
1	2,383.1	2,445.3	62.2	2,071,159.0	128.8	(5.1)	(5.1)	0.0	128.8	0.1	9.3
6	28,610.4	28,408.8	(201.5)	168,420.0	(33.9)	(10.1)	(10.1)	0.0	(33.9)	0.0	(1.4)
Total											7.88

Notes

(1) Col. 2 - Col. 1

(2) Col. 3 * Col. 4

(3) Col. 7 - Col. 6

(4) Col. 5 - Col. 8

(5) Col. 9 * Col. 10

Enbridge
50 Keil Drive North
Chatham, ON N7M 5M1

August 12, 2019

Dear Sir/Ms.:

Subject: Storage, injections commencing April 1, 2020

Enbridge Gas Inc. operating as Enbridge Gas Distribution (Enbridge) requires firm natural gas storage services[1] with injections commencing April 1, 2020. Enbridge requires that these storage services meet the following specifications:

Term: Up to five (5) years commencing April 1st, 2020. Lesser terms will be considered.

Location: All options will be considered including options that include transportation**.** Enbridge will deliver gas to Storage Provider and Storage Provider will re-deliver gas to Enbridge at Union Dawn for withdrawal. Please provide details including any associated transportation requirements.

Maximum Annual Storage Balance (MSB): To encourage storage contracts term diversity, Enbridge is seeking service offerings of various term lengths. The amount placed will be at Enbridge's discretion.

TERM	Potential to be contracted
1 - year	0 – 2 PJ's
3 - year	0 – 3 PJ's
4 - year	0 – 3 PJ's
5 - year	0 – 5 PJ's

Firm Injection Schedule: At a minimum, must include the months of May through September.

Firm Withdrawal Schedule: At a minimum, must include the months of December through March.

[1] Including physical and/or synthetic storage

Enhanced Storage Services

Enbridge is also interested in offers that allow greater storage flexibility, including "year-round" services. If applicable, please provide the price of these enhanced services separately.

Physical storage must include firm injection curve rights with at least 0.7% of MSB per day, which may be linked to a maximum inventory level.

Physical storage must include firm withdrawal curve rights with 1% to 1.5% of MSB per day, which may be linked to a minimum inventory level.

Responses

Should you be interested in supplying this storage service to Enbridge, please complete the attached Excel form, stating the delivery points, term, MSB and service attributes with the relevant pricing, including demand, commodity charges and other items indicated.

This storage service request may have Dodd Frank Act implications and may require specific clauses to be included in any storage agreement between the parties. Any such storage agreement will not be binding until a definitive agreement is executed by the parties.

The successful supplier(s) of the above storage service(s) will be determined primarily on the basis of price. Other service features will also be considered. Please note that successful suppliers must meet all of Enbridge's credit criteria. Enbridge, in its sole discretion and for whatever reason, may accept or reject any and all proposals. Enbridge reserves the right at any time after the deadline to conduct negotiations with one or more of the bidders to the exclusion of others, and such negotiations may include changes to the storage service described in this letter.

This storage service request is being administered by Deloitte Consulting on behalf of Enbridge. The deadline to submit your proposal(s) is **10:30 a.m. Mountain Daylight Time on August 22, 2019.** Please submit your proposal(s) to the attention of Ishita Malhotra at the e-mail address provided below:

ismalhotra@deloitte.ca

*If you have questions regarding this letter, please direct to the attention of Ishita Malhotra at the email address provided above. The deadline for any **queries** is 12:00 p.m.(noon) Mountain Daylight Time on August 14, 2019. All queries and responses will be provided to all parties by 1:00 p.m. Mountain Daylight Time on August 16, 2019. Again, please note the **closing date of the RFP is August 22, 2019** after which time Enbridge Gas Inc. operating as Enbridge Gas Distribution will contact the parties which submitted proposals.*

Yours truly,

Ishita Malhotra

Deloitte Consulting

STORAGE RFP SUMMARY

1. The following table includes the offers received and those that were selected during the 2019 blind storage RFP. Offers selected are those that are highlighted in the table.

2. [redacted]

3. [redacted]

Company	Term	Max. Quantity (GJ)	Total Est. Annual Cost (CAD/GJ/year)	Demand Charge (CAD/GJ/year)	Commodity Charge (CAD/GJ)	Fuel [3]	Maximum Injection %	Maximum Withdrawal %	Number of Days to Empty Storage[1]
Ratable/Low Deliverability Service									
A1									
A3									
A4									
A5									
A6									
A7									
A8									
A9									
Physical									
B1									
B2									
B3									
C1									
D1									
D2									
E1									
E2									
E3									

1) Number of days to empty storage is a measure of the minimum number of days required to empty storage from full and is intended to capture the impact of ratchets to firm withdrawal rights.
2) Bids were received in both CAD/GJ and USD/Mmbtu formats. For the purposes of evaluating bids, all prices were converted to CAD/GJ using an assumed FX of 1.31
3) Assumptions for calculating fuel charges:

5 yr Forward Dawn Commodity Price	2.842	USD/mmbtu
5 yr Forward USD/CAD Foreign Exchange Rate	1.31	
Gas Commodity cost for valuing fuel cost	3.528742	CAD/GJ

UNABSORBED DEMAND COSTS ("UDC") VARIANCE ACCOUNT
UNION RATE ZONES

1. The balance in the UDC Variance Account is a credit to ratepayers of $1.750 million plus interest as of September 30, 2021 of $0.041 million, for a total of $1.790 million. The $1.750 million balance is the difference between the actual UDC incurred by the Union Rate Zones and the amount of UDC collected in rates.

UDC Recovery in Rates

2. To meet customer demands across the Union Rate Zones and to meet the planned storage inventory levels at October 31, approved rates for the Union Rate Zones in 2020 included planned unutilized pipeline capacity of 11.3 PJ in Union North West, 3.1 PJ in Union North East and 0 PJ in Union South. The UDC volumes included in 2020 rates are based on the Gas Supply Plan filed in Union's Dawn Reference Price proceeding[1].

3. As discussed in the Enbridge Gas 5 Year Gas Supply Plan[2], in Union North, the upstream transportation capacity (long-haul, short-haul and STS) is first sized to meet the design day requirements. The amount of transportation capacity needed to meet average annual demand requirements is less than the capacity required to meet design day requirements. Therefore, a portion of contracted capacity for the Union Rate Zones is planned to be unutilized. In a warmer than normal year, UDC may be incurred in Union South, and additional UDC in Union North, to balance supply with lower demands. The Union North and Union South transportation

[1] EB-2015-0181, Exhibit A, Tab 2, Appendix A, Schedule 1.
[2] EB-2019-0137, Page 82

portfolios are managed on an integrated basis and the pipeline to leave unutilized, if necessary, is determined based on the least cost option.

4. Enbridge Gas collected $10.660 million in rates for UDC for the Union Rate Zones during 2020 and recorded an associated interest credit of $0.041 million (see Table 1). Actual UDC costs in 2020 were $10.270 million offset by $1.360 million in released capacity value, resulting in a net cost of $8.911 million (see Table 2). Actual UDC costs are allocated to Union North West, Union North East and Union South in proportion to the actual supply and demand variances which occurred in each respective area.

5. The variance between the amounts collected in rates and the actual UDC costs, including the interest credit of $0.041 million, results in a net credit to ratepayers in the UDC Variance Account of $1.790 million.

6. The balance applicable to sales service and bundled DP customers in Union North West is a credit of $6.715 million and in Union North East, a debit of $1.141 million. There is a debit of $3.784 million applicable to sales service customers in Union South.

7. Table 1 provides the derivation of the UDC variance account balances by operational area.

Table 1
UDC Variance Account by Operational Area

Line No.	Particulars ($000's)	Union North East	Union North West	Union South	Total Franchise Area
1	UDC Collected in Rates	(1,449)	(9,211)	-	(10,660)
2	UDC Costs Incurred (Table 2)	2,564	2,649	3,698	8,911
3	Variance (line 1 + line 2)	1,115	(6,562)	3,698	(1,750)
4	Interest	26	(153)	86	(41)
5	(Credit)/Debit to Operations Area	1,141	(6,715)	3,784	(1,790)

A description of each item in Table 1 is set out below:

UDC Collected in Rates

8. The 2020 OEB-approved rates include $10.451 million of UDC associated with 14.4 PJ of planned unutilized pipeline capacity in Union North West and Union North East and no planned unutilized pipeline capacity in Union South. The total cost of UDC in rates assumes TC Energy final tolls effective January 1, 2020. On an actual basis in 2020, Enbridge Gas recovered $10.660 million in Union North West and Union North East and $0.0 million in Union South.

UDC Costs Incurred

9. The actual unutilized capacity in 2020 was 28 PJ. The level of unutilized capacity experienced in 2020 was largely due to planned unutilized capacity (and resulting UDC) and warmer than normal weather.

10. The costs reflected in the UDC Variance Account are the total demand charges for unutilized pipeline capacity totaling $10.270 million, partially offset, by the value of $1.360 million generated from releasing the pipeline transportation capacity to the market. Unutilized upstream transportation capacity is released and sold on the secondary market to minimize UDC. The value generated from the transportation releases is credited to the UDC Variance Account mitigating the overall UDC impact as shown in Table 2 below.

Table 2
UDC Costs Incurred

Line No.	Particulars ($000's)	Union North East	Union North West	Union South	Total Franchise Area
1	UDC Costs Incurred	2,955	3,053	4,262	10,270
2	Released Capacity Revenue	(391)	(404)	(564)	(1,360)
3	Net UDC Costs (Credit)/Debit	2,564	2,649	3,698	8,911

ACCOUNT NO. 179-131 UPSTREAM TRANSPORTATION OPTIMIZATION – UNION RATE ZONES

1. The Upstream Transportation Optimization Deferral Account was approved by the OEB in its EB-2011-0210 Decision to capture the variance between the ratepayer's 90% share of actual net revenues from optimization activities, and the amount refunded to ratepayers in rates. The 2020 balance in this deferral account is a debit from ratepayers of $12.124 million plus interest of $0.051 million for a total debit from ratepayers of $12.175 million.

2. In setting rates for 2020, the OEB approved a forecast of optimization revenue of $14.918 million. Of that amount, 90% or $13.426 million, was credited to ratepayers in the OEB-approved 2020 rates.[1] On an actual basis, consistent with the method approved in its EB-2011-0210 Decision and Rate Order, Union credited $15.943 million in rates to ratepayers during 2020, $2.517 million greater than the OEB-approved amount of $13.426 million. The credit is due to actual sales service volumes exceeding the forecast sales service volumes in rates. The main driver of actual sales service volumes exceeding the forecasted amount is customer growth since 2013.

3. The Company earned $4.244 million in net revenues from upstream transportation optimization during 2020 in the Union Rate Zones. In accordance with the OEB-approved sharing methodology, 90% of this net revenue, or $3.820 million, is to be credited to customers. As stated above, $15.943 million has already been credited through rates; therefore, the deferral balance is a debit

[1] Detailed schedule last filed at EB-2017-0087 (2018 Rates), Draft Rate Order, Working Papers, Schedule 14, p. 1. The credit of $13.426 million to Union rate zone in-franchise customers is maintained in the setting of rates for the 2019-2023 deferred rebasing period in accordance with the approved rate-setting mechanism.

from ratepayers of $12.124 million ($15.943 million less $3.820 million).

4. Exhibit E, Tab 1, Schedule 1, provides a summary of the calculation of the balance in this deferral account. 2020 actual Upstream Transportation Optimization revenue in the Union rate zones is lower than 2013 OEB-approved revenue primarily due to the elimination of the TransCanada FT-RAM program ($5.800 million) and changing market dynamics.

ACCOUNT NO. 179-70 SHORT-TERM STORAGE AND OTHER BALANCING SERVICES – UNION RATE ZONES

1. The Short-Term Storage and Other Balancing Services Deferral Account includes revenues from C1 Off-Peak Storage, Gas Loans, Supplemental Balancing Services and C1 Short-Term Firm Peak Storage. The deferral account compares the ratepayer share (90%) of net revenue for Short-Term Storage and Other Balancing Services with the amount credited to ratepayers in rates for Short-Term Storage and Other Balancing Services. The net revenue for Short-Term Storage and Other Balancing Services is determined by deducting the costs incurred to provide service from the gross revenue. The 2020 balance in this deferral account is a debit from ratepayers of $1.272 million, plus interest of $0.005 million for a total debit from ratepayers of $1.277 million.

2. As shown in Table 3, the balance is calculated by comparing $3.279 million (ratepayer 90% share of the actual 2020 Short-Term Storage and Other Balancing Services net revenue of $3.644 million) to the net revenue included in Union Rate Zone rates of $4.551 million.[1] The details of the balance are found at Exhibit E, Tab 1, Schedule 2.

Table 3

Deferral Summary: Short-term Storage and Other Storage Services

Line No.	Particulars ($000's)	Actual 2020
1	Net Revenue	3,644
2	Ratepayer Portion (90%)	3,279
3	Approved in Rates	4,551
4	Deferral Balance Payable to/(Collectable from) Ratepayers	(1,272)

[1] EB-2011-0210, Decision and Rate Order, January 17, 2013, p. 16.

3. Actual 2020 revenues from C1 Off-Peak Storage, Gas Loans and all other Balancing services of $2.019 million were $0.481 million lower than the 2013 OEB-approved forecast of $2.500 million.

4. The C1 Short-Term Firm Peak Storage revenues of $2.715 million were $5.167 million lower than the 2013 OEB-approved forecast of $7.883 million. Actual Union Rate Zone utility storage requirements for 2020 were 9.0 PJ higher than the 2013 OEB-approved forecast, resulting in a decrease in the C1 Short-Term Firm Peak Storage available for sale (from 11.3 PJ in 2013 OEB-approved to 2.3 PJ in 2020). Union Rate Zone customers received the value of storage directly through the use of the storage space, rather than through the sale of short-term storage.

5. Year-over-year, actual utility storage requirements for 2020 were 0.5 PJ higher than the requirement in 2019, resulting in a decrease in the C1 Short-Term Peak Storage available for sale (from 2.9 PJ in 2019 to 2.3 PJ in 2020). This is a result of an increase in the storage requirement for utility customers. The storage requirement for the general service market was calculated using the OEB-approved aggregate excess methodology. The storage requirement for the contract market was calculated specifically for each customer using either the OEB-approved aggregate excess methodology, the 15 times obligated Daily Contracted Quantity (DCQ) storage methodology, or the 10 times Firm Contract Demand (CD) storage methodology (for those customers who have elected the Customer Managed Service).[2]

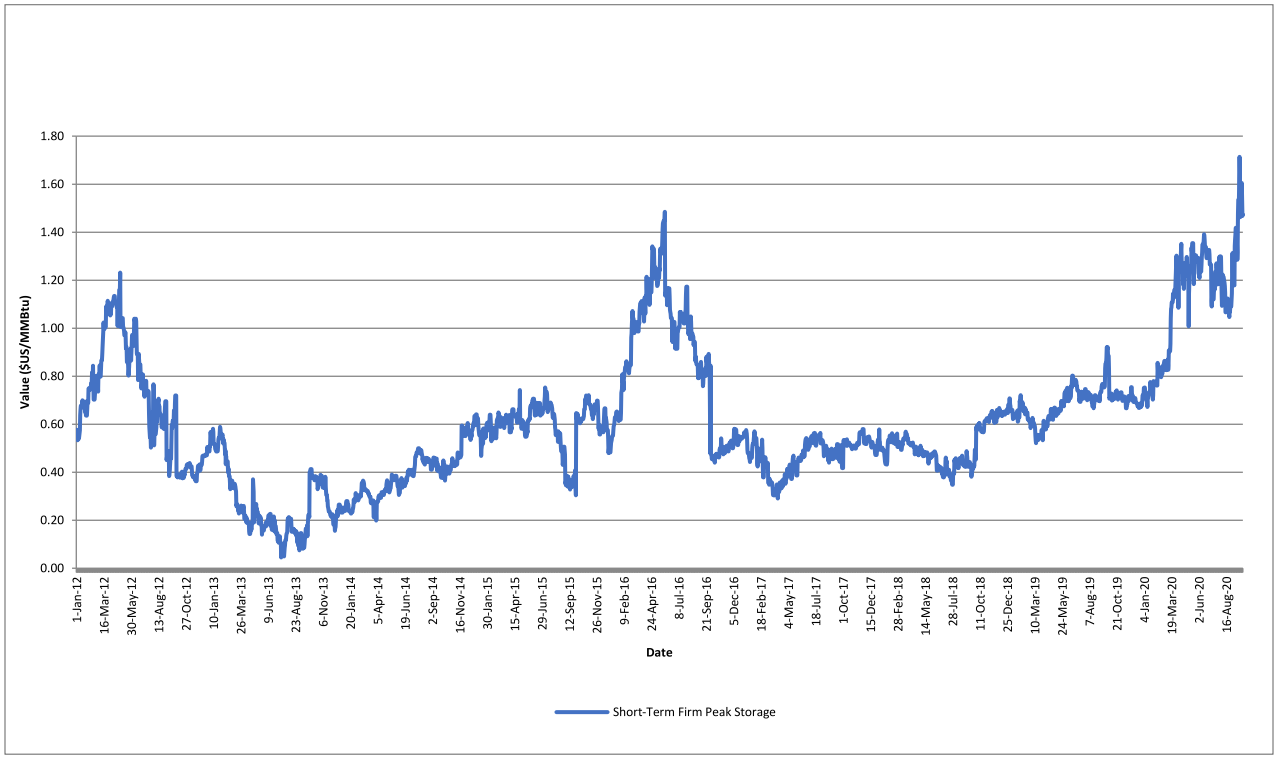
6. The 2013 OEB-approved forecast implied an annual average value for C1 Short-Term Firm Peak Storage of $0.70/GJ ($7.883 million/11.3 PJ), and the actual average annual C1 Short-Term Firm Peak Storage value in 2020 was

[2] EB-2016-0245, Decision and Rate Order, Schedule 1, Settlement Proposal, p.7.

$1.17/GJ ($2.715 million/2.3 PJ). Please see Figure 1 for Short-Term Peak Storagevalues in US dollars.

Figure 1

Historical Short-Term Firm Peak Storage Values at Dawn 2012-2020



Non-Utility Storage Balances for 2020

7. In its EB-2011-0210 Decision, the OEB directed Legacy Union to file a report similar to that ordered in EB-2011-0038 to monitor the inventory related to non-utility storage operations. Exhibit E, Tab 1, Schedule 3 shows the non-utility inventory balances for October and November of 2020 (for legacy Union storage).

8. During the 2020 injection season, the non-utility storage balance peaked on October 25, 2020 at 99.7% full with a balance of 121.8 PJ compared to available space of 122.2 PJ. At October 31, 2020, the date to which the Company manages its storage balance, the non-utility balance was 96.6% of available space. The balance stayed below the total non-utility available space of 100% for the rest of 2020.

9. In EB-2011-0210, the OEB further ordered Union to file a calculation for a storage encroachment payment from Union's non-utility business to Union's utility business, if Union's non-utility business encroached on Union's utility space. There was no encroachment of utility space in 2020 and therefore no calculation applies.

Sale of Non-Utility Storage Space

10. Enbridge Gas prioritizes the sale of its legacy Union utility storage ahead of the sale of its short-term non-utility storage and allocates short-term peak storage margins between utility and non-utility as directed by the OEB in EB-2011-0210.[3] Margins from short-term peak storage services are proportionately split between the utility and non-utility customers based on the utility and non-utility share of the total quantity of short-term peak storage sold each calendar year. Short-term peak sales include any sale of storage space for a term of less than two storage years.

11. In 2020, Enbridge Gas sold a total of 2.3 PJ of short-term peak storage (legacy Union). The total 2.3 PJ was excess utility space, calculated by deducting 97.7 PJ of in-franchise utility requirement (as per the Gas Supply Plan) from the total 100 PJ of in-franchise utility storage. There was no sale of short-term peak storage from non-utility space. Total revenue from the sale of C1 Short-Term Peak Storage (Utility) in 2020 was $2.715 million. Details of the above sales are reflected in Exhibit E, Tab 1, Schedule 4.

[3] EB-2011-0210, Decision and Order, pp. 116-117.

ACCOUNT NO. 179-133 NORMALIZED AVERAGE CONSUMPTION (NAC) UNION RATE ZONES

1. The purpose of the NAC deferral account is to record the variance in delivery revenue and storage revenue and costs resulting from the difference between the target NAC included in OEB-approved rates and the actual NAC for general service rate classes Rate M1, Rate M2, Rate 01 and Rate 10. As described in Union's 2014 Deferral Account Disposition proceeding (EB-2015-0010), including the revenue from storage rates in the NAC deferral account requires storage-related costs associated with the difference in target and actual NAC to also be included in the deferral account balance.

2. For 2020, the balance in the NAC deferral account is a debit to ratepayers of $7.182 million plus interest of $0.096 million for a total debit to ratepayers of $7.278 million.

3. The NAC Deferral Account follows the same methodology agreed to by parties in Union's 2014-2018 Incentive Regulation (IR) Settlement Agreement (EB-2013-0202) and as subsequently modified in Union's 2015 Rates proceeding (EB-2014-0271).

Target and Actual NAC

4. The 2020 target NAC used to calculate base rates for each rate class was approved by the OEB in Enbridge Gas's 2020 Rates proceeding (EB-2019-0194). The 2018 actual NAC, weather normalized using the 2020 weather normal, was used to determine the 2020 target NAC for each rate class to calculate base rates. Setting the 2020 target NAC based on the 2018 actual NAC recognizes that over the two-year span to the current year, any volumes saved and lost revenues due to DSM activities will be captured by the variance between the target NAC and actual NAC.

This is due to the inclusion of the DSM saved volumes within the actual reported consumption.

5. The 2020 forecast usage used to calculate Y factor unit rates for each rate class was approved by the OEB in Enbridge Gas's 2020 Rates proceeding (EB-2019-0194). The unit rates for pass through (Y factor) costs are derived based on OEB-approved cost allocation and rate design methodologies and are passed through to customers at cost.

6. The 2020 actual NAC for each rate class is weather normalized using the 2020 weather normal, which is produced using the OEB-approved weather methodology consisting of a 50:50 average of the 30-year average and the 20-year trend estimates of annual heating degree-days.

7. Table 1 provides the 2020 target NAC and 2020 actual NAC by rate class for base rates.

Table 1
2020 Target and Actual NAC - Base Rates

Line No.	Particulars (m^3/customer)	Rate 01	Rate 10	Rate M1	Rate M2
		(a)	(b)	(c)	(d)
1	2020 Target NAC	2,893	168,964	2,817	171,679
2	2020 Actual NAC	2,875	161,276	2,746	160,140
3	Variance (Target - Actual NAC)	18	7,688	72	11,540

Table 2 provides the 2020 target and 2020 actual NAC by rate class for Y factor rates.

Table 2

2020 Target and Actual NAC - Y Factor Rates

Line No.	Particulars (m^3/customer)	Rate 01	Rate 10	Rate M1	Rate M2
		(a)	(b)	(c)	(d)
1	2020 Target NAC	2,829	173,036	2,710	168,835
2	2020 Actual NAC	2,875	161,276	2,746	160,140
3	Variance (Target - Actual NAC)	(46)	11,760	(36)	8,695

Delivery and Storage Revenues

8. The deferral account balance is calculated by multiplying the variance between the weather normalized target NAC and the weather normalized actual NAC by the 2013 OEB-approved number of customers and the 2020 OEB-approved delivery and storage rates for each general service rate class. A credit balance in the NAC Deferral Account reflects that the actual NAC is greater than the target NAC, while a debit balance in the NAC Deferral Account reflects that the actual NAC is less than the target NAC.

9. Table 3 provides the NAC Deferral Account balances by rate class. The detailed calculation of the NAC Deferral Account balance can be found at Exhibit E, Tab 1, Schedule 6.

Table 3

2020 NAC Deferral Account

Line No.	Particulars ($000s)	Rate 01	Rate 10	Rate M1	Rate M2	Total
		(a)	(b)	(c)	(d)	(e)
1	Delivery Revenue Balances	376	1,025	2,144	3,182	6,726
2	Storage Revenue Balances	233	479	580	527	1,819
3	Storage Cost Balances	(158)	(95)	(252)	(858)	(1,364)
4	Interest	18	8	47	24	96
5	Total NAC Deferral Balance	468	1,417	2,519	2,874	7,278

Deferral Account Impacts

10. For Rate M1, the 2020 actual NAC is lower than the target NAC used to derive base rates by 72 m^3/customer (Table 1, Line 3) and higher than the target NAC used to derive Y factor rates by 36 m^3/customer (Table 2, Line 3). As shown in Table 3 above, this results in a delivery and storage revenue debit of $2.724 million ($2.144 million and $0.580 million respectively). In addition, the NAC volume variance decreases the Rate M1 storage requirement by 0.410 PJ. Accordingly, EGI must refund an additional $0.252 million (Table 3, Line 3) to Rate M1 customers to recognize the decreased Rate M1 storage requirements.

11. For Rate M2, the 2020 actual NAC is lower than the target NAC used to derive base rates by 11,540 m^3/customer (Table 1, Line 3) and lower than the target NAC used to derive Y factor rates by 8,695 m^3/customer (Table 2, Line 3). As shown in Table 3 above, this results in a delivery and storage revenue debit of $3.709 million ($3.182 million and $0.527 million respectively). In addition, the NAC volume

variance decreases the Rate M2 storage requirement by 1.400 PJ. Accordingly, EGI must refund $0.858 million (Table 3, Line 3) to Rate M2 customers to recognize the decreased Rate M2 storage requirements.

12. For Rate 01, the 2020 actual NAC is lower than the target NAC used to derive base rates by 18 m^3/customer (Table 1, Line 3) and higher than the target NAC used to derive Y factor rates by 46 m^3/customer (Table 2, Line 3). As shown in Table 3 above, this results in a delivery and storage revenue debit of $0.608 million ($0.376 million and $0.233 million respectively). In addition, the NAC volume variance decreased the Rate 01 storage requirement by 0.210 PJ. Accordingly, EGI must refund an additional $0.158 million (Table 3, Line 3) to Rate 01 customers to recognize the increased Rate 01 storage requirements.

13. For Rate 10, the 2020 actual NAC is lower than the target used to derive base rates NAC by 7,688 m^3/customer (Table 1, Line 3) and lower than the target NAC used to derive Y factor rates by 11,760 m^3/customer (Table 2, Line 3). As shown in Table 3 above, this results in a delivery and storage revenue debit of $1.504 million ($1.025 million and $0.479 million respectively). In addition, the NAC volume variance decreases the Rate 10 storage requirement by 0.130 PJ. Accordingly, EGI must refund $0.095 million (Table 3, Line 3) to Rate 10 customers to recognize the increased Rate 10 storage requirements.

Storage Costs

14. The storage costs recognize that variances between the 2020 target NAC and the 2013 OEB-approved NAC change the storage requirements for each general service rate class. As OEB-approved storage rates are not updated during the IR term to reflect changes in storage requirements due to NAC variances, EGI must capture the NAC-related change in storage costs in the NAC Deferral Account for the

Union Rate Zones as per the OEB's Decision in Union's 2013 Deferrals Disposition proceeding (EB-2014-0145), p. 9, *"starting in 2014, the NAC Deferral Account, which replaces the Average Use Per Customer Deferral Account, will include storage related revenues and costs for general service rate classes."*

15. To determine the change in storage requirements for each general service rate class due to NAC variances, the Company calculated the NAC volume variance per customer between its 2020/2021 Gas Supply Plan and the 2013 OEB-approved volumes multiplied by the 2013 OEB-approved number of customers.

16. Using the OEB-approved aggregate excess methodology, EGI calculated the change in storage requirements for each of the general service rate classes due to variances in NAC. The 2020/2021 Gas Supply Plan volumes represent the April 1, 2020 to March 31, 2021 period, which are used to determine the storage requirements for general service rate classes effective November 1, 2020. These general service rate class storage requirements are then used in the calculation of the total in-franchise utility storage space requirement at November 1, 2020. The difference between the total in-franchise utility storage requirement and the total 100 PJ of utility storage represents the excess utility storage capacity available for sale ("excess utility space") at November 1, 2020.

17. For Rate M1, the NAC volume variance between the 2020/2021 Gas Supply Plan and the 2013 OEB-approved volumes was a decrease of 5.056 PJ. The NAC volume variance decrease occurred similarly in the summer and in the winter months, which decreased the Rate M1 storage requirement by 0.410 PJ. This resulted in decreased storage costs of $0.252 million (Table 3, Line 3).

18. For Rate M2, the NAC volume variance between the 2020/2021 Gas Supply Plan

and the 2013 OEB-approved volumes was an increase of 6.148 PJ. The majority of the NAC volume variance increase occurred in the summer months, which decreased the Rate M2 storage requirement by 1.400 PJ and resulted in decreased storage costs of $0.858 million (Table 3, Line 3).

19. For Rate 01, the NAC volume variance between the 2020/2021 Gas Supply Plan and the 2013 OEB-approved volumes was an increase of 0.290 PJ. The majority of the NAC volume variance increase occurred in the summer months, which decreased the Rate 01 storage requirement by 0.210 PJ and decreased storage costs by $0.158 million (Table 3, Line 3).

20. For Rate 10, the NAC volume variance between the 2020/2021 Gas Supply Plan and the 2013 OEB-approved volumes was an increase of 0.602 PJ. The majority of the NAC volume variance increase occurred in the summer months, which decreased the Rate 10 storage requirement by 0.130 PJ and resulted in decreased storage costs of $0.095 million (Table 3, Line 3).

21. Overall, the NAC volume variance between the 2020/2021 Gas Supply Plan and the 2013 OEB-approved volumes resulted in a decrease in general service storage requirements of 2.150 PJ. Accordingly, EGI has included a storage cost credit of $1.364 million in the NAC Deferral Account. Please see Table 4 below for a summary of the change in general service storage requirements due to NAC volume variances by rate class.

Table 4
Change in General Service Storage Requirements from 2013 OEB-approved (based on weather normalized NAC)

	PJ		PJ
Rate M1	(0.410)	Rate 01	(0.210)
Rate M2	(1.400)	Rate 10	(0.130)
Total South	(1.810)	Total North	(0.340)

22. The reduction in storage activity has decreased storage deliverability costs, the commodity-related costs at Dawn and storage inventory carrying costs.

23. The 0.340 PJ reduction in general service storage requirements due to NAC volume variances forms part of the 2.3 PJ of excess utility space available for sale for winter 2020/2021. The revenue from the sale of the 2.3 PJ of excess utility space is recorded in the Short-Term Storage and Other Balancing Deferral Account (Account No. 179-70).

DEFERRAL CLEARING VARIANCE ACCOUNT– UNION RATE ZONES

1. The purpose of the Deferral Clearing Variance Account is to capture the differences between the forecast and actual volumes associated with the disposition of deferral account balances to the Union Rate Zones. The intent of the variance account is to minimize or eliminate the gains or losses to ratepayers and the Company as a result of volume variances associated with the disposition of deferral account balances.

2. The balance in this variance account is a debit from Union Rate Zone ratepayers of $4.294 million, plus interest to December 31, 2020 of $0.016 million, for a total of $4.310 million. The $4.294 million balance represents an over-payment of $0.296 million from the Board-approved disposition of Union Rate Zones deferral account balances from the 2016 Demand Side Management (DSM) Deferrals Disposition proceeding (EB-2018-0300), an over-recovery of $0.098 million from the Board-approved disposition of Union Rate Zones deferral account balances from the Disposition of Cap and Trade-Related Deferral and Variance Accounts proceeding (EB-2018-0331), an over-payment of $1.464 million from Board-approved disposition of Union Rate Zones deferral account balances from the 2018 Deferral and Variance Disposition proceeding (EB-2019-0105), and an under-recovery of $2.578 million from the Board-approved disposition of Union Rate Zones deferral account balances (2019 Federal Carbon Charge Deferral Account balances) from the 2020 Federal Carbon Pricing Program Application proceeding (EB-2019-0247). The balance also reflects a debit of $0.055 million in relation to the various deferral account dispositions including residual amounts not able to be disposed of as one time billings and amounts related to manual rebills. Please see Exhibit E, Tab 1, Schedule 5, page 1 for a summary of the deferral account balance.

Union Rate Zones 2016 Demand Side Management ("DSM") Deferrals Disposition (EB-2018-0300)

3. In its EB-2018-0300 Decision, the OEB approved the prospective disposition of the balances in the approved deferral accounts to rate classes through a temporary rate adjustment from July 1, 2019 to December 31, 2019. The total amount approved for prospective refund to rate classes was $1.805 million. Please see Exhibit E, Tab 1, Schedule 5, page 2, column (e), for the forecast amount to be refunded by rate class, based on the forecasted volumes as noted in column (a) of the same exhibit.

4. Actual volumes for the period July 1, 2019 to December 31, 2019 averaged approximately 6% greater than forecast primarily due to colder weather in the same period. As a result of the actual volumes being greater than the forecasted volumes, the Company refunded $2.101 million, which is $0.296 million greater than the balance approved for disposition. Please see Exhibit E, Tab 1, Schedule 5, page 2, column (f) for the actual disposition amounts by rate class, based on the actual volumes as shown in column (b). Column (g) of the same exhibit shows the variance between forecast and actual disposition.

Union Rate Zones 2016-2018 Cap and Trade-Related Deferral and Variance Disposition (EB-2018-0331)

5. In its EB-2018-0331 Decision, the OEB approved the prospective disposition of the balances in the approved deferral accounts to rate classes through a temporary rate adjustment from October 1, 2019 to December 31, 2019. The total amount approved for prospective recovery from rate classes was $0.997 million. Please see Exhibit E, Tab 1, Schedule 5, page 3, column (e), for the forecast amount to be recovered by rate class, based on the forecasted volumes as noted in column (a) of the same exhibit.

6. Actual volumes for the period October 1, 2019 to December 31, 2019 averaged approximately 10% greater than forecast due to colder weather in the same period. As a result of the actual volumes being greater than the forecasted volumes, the Company recovered $1.095 million, which is $0.098 million more than the balance approved for disposition. Please see Exhibit E, Tab 1, Schedule 5, page 3, column (f) for the actual disposition of deferral accounts and Exhibit E, Tab 1, Schedule 5, page 3, column (g) for the variance between forecast and actual disposition.

Union Rate Zones 2018 Deferral and Variance Disposition (EB-2019-0105)

7. In its EB-2019-0105 Decision, the OEB approved the prospective disposition of the balances in the approved deferral accounts to rate classes through a temporary rate adjustment from April 1, 2020 to September 30, 2020. The total amount approved for prospective refund to rate classes was $18.171 million. Please see Exhibit E, Tab 1, Schedule 5, page 4, column (e), for the forecast amount to be refunded by rate class, based on the forecasted volumes as noted in column (a) of the same exhibit.

8. Actual volumes for the period April 1, 2020 to September 30, 2020 averaged approximately 10% greater than forecast due to colder weather in the same period. As a result of the actual volumes being greater than the forecasted volumes, the Company refunded $19.634 million, which is $1.464 million more than the balance approved for disposition. Please see Exhibit E, Tab 1, Schedule 5, page 4, column (f) for the actual disposition amounts by rate class, based on the actual volumes as shown in column (b). Column (g) of the same exhibit shows the variance between forecast and actual disposition.

Union Rate Zones Federal Carbon Pricing Program Application proceeding (EB-2019-0247)

9. In its EB-2019-0247 Decision, the OEB approved the prospective disposition of the balances in the approved deferral accounts (2019 Federal Carbon Charge related deferral accounts) to rate classes through a temporary rate adjustment from October 1, 2020 to December 31, 2020. The total amount approved for prospective recovery from rate classes was $44.568 million. Please see Exhibit E, Tab 1, Schedule 5, page 5, column (e), for the forecast amount to be recovered by rate class, based on the forecasted volumes as noted in column (a) of the same exhibit.

10. Actual volumes for the period October 1, 2020 to December 31, 2020 averaged approximately 6% lower than forecast due to warmer weather in the same period. As a result of the actual volumes being lower than the forecasted volumes, the Company recovered $41.990 million, which is $2.578 million less than the balance approved for disposition. Please see Exhibit E, Tab 1, Schedule 5, page 5, column (f) for the actual disposition amounts by rate class, based on the actual volumes as shown in column (b). Column (g) of the same exhibit shows the variance between forecast and actual disposition.

PARKWAY WEST PROJECT COSTS DEFERRAL ACCOUNT – UNION RATE ZONES

1. In its Parkway West Project (EB-2012-0433) Decision, the OEB approved the establishment of the Parkway West Project Costs Deferral Account to track the differences between the actual revenue requirement related to costs for the Parkway West Project and the revenue requirement included in rates.

2. The balance in this deferral account is a credit to Union Rate Zone ratepayers of $0.470 million plus interest of $0.004 million for a total credit balance of $0.474 million. The balance of $0.470 million represents the difference between the revenue requirement of $19.673 million included in 2020 rates (EB-2019-0194) and the calculation of the actual revenue requirement for 2020 of $19.203 million as shown in Table 1.

TABLE 1
2020 PARKWAY WEST PROJECT RATE BASE AND REVENUE REQUIREMENT

Line No.	Particulars ($000's)	Col. 1 2020 Board-approved (a)	Col. 2 2020 Actuals (b)	Col. 3 Difference (c) = (b - a)
	Rate Base Investment			
1.	Capital Expenditures	-	18	18
2.	Cumulative Capital Expenditures	233,147	231,688	(1,459)
3.	Average Investment	205,267	203,858	(1,409)
	Revenue Requirement Calculation:			
	Operating Expenses:			
4.	Operating and Maintenance Expenses	2,163	1,945	(218)
5.	Depreciation Expense (1)	5,532	5,496	(36)
6.	Property Taxes	568	384	(184)
7.	Total Operating Expenses	8,263	7,825	(438)
8.	Required Return (2)	11,617	11,538	(79)
9.	Total Operating Expense and Return	19,880	19,363	(517)
	Income Taxes:			
10.	Income Taxes - Equity Return (3)	2,380	2,363	(17)
11.	Income Taxes - Utility Timing Differences (4)	(2,587)	(2,523)	64
12.	Total Income Taxes	(207)	(160)	47
13.	Total Revenue Requirement	19,673	19,203	(470)

Notes:
(1) Depreciation expense at 2013 Board-approved depreciation rates.
(2) The required return assumes a capital structure of 64% long-term debt at 3.82% and 36% common equity at the 2013 Board-approved return of 8.93%. The 2020 required return calculation is as
$203.858 million * 64% * 3.82% = $4.984 million plus
$203.858 million * 36% * 8.93% = $6.554 million for a total of $11.538 million.
(3) Taxes related to the equity component of the return at a tax rate of 26.5%.
(4) Taxes related to utility timing differences are negative as the capital cost allowance deduction in arriving at taxable income exceeds the provision of book depreciation in the year.

Capital Expenditures

3. The actual 2020 capital expenditures on in-service assets are $0.018 million higher than 2020 OEB-approved as shown in Table 2.

TABLE 2
PARKWAY WEST CAPITAL EXPENDITURES

Line No.	Particulars ($000's)	2020 Board-approved (a)	2020 Actuals (b)	Difference (c) = (b - a)
1.	Plant Infrastructure	-	18	18
2.	Compressor Equipment	-	-	-
3.	Total Capital Expenditures	-	18	18

4. Plant infrastructure costs were $0.018 million higher than costs included in 2020 OEB-approved rates due to consulting fees regarding the heritage homes as mentioned in the Interrogatory Response a) at Exhibit I.STAFF.25, page 1 of EB-2020-0134, the 2019 Utility Earnings and Disposition of Deferral & Variance Account Balances Application.

Average Investment

5. The average investment decrease of $1.409 million from OEB-approved is due to the cumulative capital expenditures being $1.459 million lower than OEB-approved.

Operating Expenses

6. Operating and maintenance expenses were $0.218 million below the costs included in the 2020 OEB-approved rates. The decrease is a result of a Long-term Service Agreement (LTSA) that was included in 2020 OEB-approved rates but not incurred in actual O&M expense, partially offset by higher utility costs than budgeted. The

Company elected not to enter an LTSA, that would have provided loss of critical unit coverage should the Company experience operational issues with Parkway B, as with the commissioning of Parkway D it was determined that it provided the required backup.

7. Property taxes were $0.184 million lower than costs included in 2020 OEB-approved rates. The decrease is a result of the Municipal Property Assessment Corporation ("MPAC") deciding not to apply a Land Classification tax charge that was expected for 2019 and onwards.

BRANTFORD KIRKWALL/PARKWAY D PROJECT COSTS
UNION RATE ZONES

1. In its Brantford-Kirkwall/Parkway D (EB-2013-0074) Decision, the OEB approved the establishment of the Brantford-Kirkwall/Parkway D Project Costs Deferral Account to track the differences between the actual revenue requirement related to costs for the Brantford-Kirkwall/Parkway D Project and the revenue requirement included in rates.

2. The balance in this deferral account is a credit to Union rate zone ratepayers of $0.032 million plus interest of $0.000 million for a total credit balance of $0.032 million. The balance of $0.032 million represents the difference between the revenue requirement of $15.142 million included in 2020 rates (EB-2019-0194) and the calculation of the actual revenue requirement for 2020 of $15.110 million as shown in Table 1. The small decline in the actual revenue requirement results from minor underages in the capital cost and municipal taxes of the project.

TABLE 1
2020 BRANTFORD-KIRKWALL PIPELINE/PARKWAY D PROJECT RATE BASE AND REVENUE REQUIREMENT

Line No.	Particulars ($000's)	Col. 1 2020 Board-approved (a)	Col. 2 2020 Actuals (b)	Col. 3 Difference (c) = (b - a)
	Rate Base Investment			
1.	Capital Expenditures	-	-	-
2.	Cumulative Capital Expenditures	197,404	197,378	(26)
3.	Average Investment	172,704	172,679	(25)
	Revenue Requirement Calculation:			
	Operating Expenses:			
4.	Operating and Maintenance Expenses	-	-	-
5.	Depreciation Expense (1)	4,995	4,995	-
6.	Property Taxes	995	965	(30)
7.	Total Operating Expenses	5,990	5,960	(30)
8.	Required Return (2)	9,774	9,773	(1)
9.	Total Operating Expense and Return	15,764	15,733	(31)
	Income Taxes:			
10.	Income Taxes - Equity Return (3)	2,002	2,001	(1)
11.	Income Taxes - Utility Timing Differences (4)	(2,625)	(2,624)	1
12.	Total Income Taxes	(623)	(623)	-
13.	Total Revenue Requirement	15,142	15,110	(32)

Notes:
(1) Depreciation expense at 2013 Board-approved depreciation rates.
(2) The required return assumes a capital structure of 64% long-term debt at 3.82% and 36% common equity at the 2013 Board-approved return of 8.93%. The 2020 required return calculation is as
$172.679 million * 64% * 3.82% = $4.222 million plus
$172.679 million * 36% * 8.93% = $5.551 million for a total of $9.773 million.
(3) Taxes related to the equity component of the return at a tax rate of 26.5%.
(4) Taxes related to utility timing differences are negative as the capital cost allowance deduction in arriving at taxable income exceeds the provision of book depreciation in the year.

UNACCOUNTED FOR GAS ("UFG") VOLUME DEFERRAL ACCOUNT
UNION RATE ZONES

1. Enbridge Gas is not seeking clearance of the UFG Volume Deferral Account, because there is no balance in the account.

2. The purpose of the UFG Volume Deferral Account is to capture the difference between the unit cost of UFG recovered in the rates approved by the OEB and actual UFG costs incurred. The amount of the UFG volume deferral account to be cleared to customers is subject to a symmetrical dead-band of $5.0 million, with amounts within such dead-band being to Enbridge Gas's account.

3. Union rate zones' 2020 Board Approved rates included $7.2 million in UFG costs. Based on 2020 actual volumes, Enbridge Gas recovered $7.9 million in UFG costs for 2020. In comparison, Enbridge Gas's actual 2020 UFG costs were $7.5 million. The difference of $0.4 million is below the $5.0 million threshold established by the OEB for the UFG Volume Variance Account. As a result, there is no balance in the UFG Volume Deferral Account (please see Table 1 below).

Table 1
2020 UTILITY UFG VARIANCES FROM BOARD-APPROVED

Line No.	Particulars	Variance ($Millions)
1	UFG Cost Included in Rates	$ 7.2
2	Net Recovery Variance	$ 0.7
3	Total UFG Collected in 2020 Rates (line 1 + line 2)	$ 7.9
4	Total Utility UFG Actual Cost	$ 7.5
5	Total Utility UFG Variance (line 3 - line 4)	$ 0.4
6	$5M UFG Symmetrical Dead-band	$ 5.0

(1) Board Approved throughput was 32,010 106m3 versus actual throughput of 35,620 106m3

(2) Board Approved UFG % is 0.219% versus actual UFG % of 0.208% for 2020. No balance in the Deferral Account because the variance is below the $5 million symmetrical threshold

UNACCOUNTED FOR GAS ("UFG") PRICE VARIANCE ACCOUNT
UNION RATE ZONES

1. The UFG Price Variance Account captures the variance between the average monthly price of the Company's purchases for the Union Rate Zones and the applicable OEB-approved reference price, applied to the Company's actual UFG volumes for the Union Rate Zones. During 2020, the Company purchased 726 10^3m^3 of gas supply in Union rate zones related to actual UFG volumes on behalf of ratepayers. The actual UFG purchases exclude the actual UFG collected from ratepayers who provide UFG in kind as part of customer supplied fuel (CSF).

2. The average actual cost of the UFG purchases in 2020 is \$6.744/10^3m^3 higher than the OEB-approved reference prices included in rates based on the Union South rate zone gas portfolio cost of \$111.64/10^3m^3. The result is a \$0.005 million balance to be collected from ratepayers, as shown in Table 1 below.

Table 1

Calculation of 2020 UFG Price Variance

Line. No.		UFG Volumes (10^3m^3)
1	Experienced UFG (1)	64,765
2	UFG Collected through CSF	64,039
3	UFG Volumes – Company Supplied (2)	726
		Deferral Calculation
4	UFG Volumes (10^3m^3) – Company Supplied (2)	726
5	Price Variance ($/$10^3m^3$) (3)	$6.744
6	Variance Account Balance ($ millions)	$0.005

(1) Converted using the following heat values (38.98 Jan-Mar) (39.28 Apr – Dec).

(2) UFG Volumes represent gas supply related to actual UFG volumes on behalf of ratepayers who do not provide UFG in kind as part of CSF.

(3) Price variance represents weighted average cost, relative to OEB-approved reference prices.

LOBO C COMPRESSOR/HAMILTON MILTON PIPELINE PROJECT COSTS DEFERRAL ACCOUNT – UNION RATE ZONES

1. In its Dawn Parkway 2016 Expansion (EB-2014-0261) Decision, the OEB approved the establishment of the Lobo C Compressor/Hamilton-Milton Pipeline Project Costs Deferral Account to track the differences between the actual revenue requirement related to costs for the Project and the revenue requirement included in rates.

2. The balance in this deferral account is a debit from Union Rate Zone ratepayers of $0.121 million plus interest of $0.000 million for a total debit balance of $0.121 million. The balance of $0.121 million represents the difference between the revenue requirement of $25.609 million included in 2020 rates (EB-2019-0194) and the calculation of the actual revenue requirement for 2020 of $25.730 million as shown in Table 1.

TABLE 1
2020 LOBO C COMPRESSOR/HAMILTON-MILTON PIPELINE PROJECT RATE BASE AND REVENUE REQUIREMENT

Line No.	Particulars ($000's)	Col. 1 2020 Board-approved (a)	Col. 2 2020 Actuals (b)	Col. 3 Difference (c) = (b - a)
	Rate Base Investment			
1.	Capital Expenditures	-	-	-
2.	Cumulative Capital Expenditures	347,980	347,062	(918)
3.	Average Investment	315,128	314,218	(910)
	Revenue Requirement Calculation:			
	Operating Expenses:			
4.	Operating and Maintenance Expenses	847	1,085	238
5.	Depreciation Expense (1)	8,261	8,214	(47)
6.	Property Taxes	1,186	1,120	(66)
7.	Total Operating Expenses	10,294	10,419	125
8.	Required Return (2)	16,907	16,858	(49)
9.	Total Operating Expense and Return	27,201	27,277	76
	Income Taxes:			
10.	Income Taxes - Equity Return (3)	3,658	3,642	(16)
11.	Income Taxes - Utility Timing Differences (4)	(5,250)	(5,189)	61
12.	Total Income Taxes	(1,592)	(1,547)	45
13.	Total Revenue Requirement	25,609	25,730	121

Notes:
(1) Depreciation expense at 2013 Board-approved depreciation rates.
(2) The required return assumes a capital structure of 64% long-term debt at 3.36% and 36% common equity at the 2013 Board-approved return of 8.93%. The 2020 required return calculation is as
$314.218 million * 64% * 3.36% = $6.757 million plus
$314.218 million * 36% * 8.93% = $10.101 million for a total of $16.858 million.
(3) Taxes related to the equity component of the return at a tax rate of 26.5%.
(4) Taxes related to utility timing differences are negative as the capital cost allowance deduction in arriving at taxable income exceeds the provision of book depreciation in the year.

Average Investment

3. The average investment decrease of $0.910 million from OEB-approved is due to the cumulative capital expenditures being $0.918 million lower than OEB-approved capital expenditures.

Operating Expenses

4. Operating and maintenance expenses were $0.238 million higher than the costs included in 2020 OEB-approved rates. The increase is a result of higher salaries/wages as the budget did not account for overtime costs and higher utility costs.

UNAUTHORIZED OVERRUN NON-COMPLIANCE DEFERRAL ACCOUNT
UNION RATE ZONES

1. In Union's 2016 Rates Decision and Order (EB-2015-0116), the OEB ordered the Company to establish the Unauthorized Overrun Non-Compliance Deferral Account to record any unauthorized overrun non-compliance charges incurred by interruptible distribution customers for not complying with a distribution interruption.

2. In 2020, five interruptions were called for a total of 30 days. All interruptions were complied with and, as a result, the balance in this deferral account is zero.

LOBO D/BRIGHT C/DAWN H COMPRESSOR PROJECT COSTS
UNION RATE ZONES

1. In its EB-2015-0116 Decision, the OEB approved the establishment of the Lobo D/Bright C/Dawn H Compressor Project Costs Deferral Account to track the differences between the actual revenue requirement related to costs for the Lobo D/Bright C/Dawn H Compressor Project and the revenue requirement included in rates.

2. The balance in this deferral account is a credit to Union Rate Zone ratepayers of $1.190 million plus interest of $0.008 million, for a total credit balance of $1.197 million. The balance of $1.190 million includes a debit of $0.135 million which represents the difference between the revenue requirement of $43.394 million included in 2020 rates (EB-2019-0194) and the calculation of the actual revenue requirement for 2020 of $43.529 million as shown in Table 1.

3. A $1.325 million credit relates to the 2020 revenue generated from the sale of surplus Dawn Parkway system capacity of 30,393 GJ/day associated with the Lobo D/Bright C/Dawn H Compressor Project. In accordance with the 2018 Disposition of Deferral and Variance Account Balances and Utility Earnings proceeding (EB-2019-0105) approved Settlement Proposal, the surplus capacity is deemed to be sold long-term and the revenue credit for the 2020 year is calculated based on the M12 Dawn-Parkway rate of $3.632/GJ approved in the EB-2019-0194 Rate Order, dated June 11, 2020. A schedule supporting the 2020 revenue calculation is provided at Exhibit E, Tab 1, Schedule 7.

TABLE 1
2020 DAWN H/LOBO D/BRIGHT C COMPRESSOR PROJECT RATE BASE AND REVENUE REQUIREMENT

Line No.	Particulars ($000's)	Col. 1 2020 Board-approved (a)	Col. 2 2020 Actuals (b)	Col. 3 Difference (c) = (b - a)
	Rate Base Investment			
1.	Capital Expenditures	-	103	103
2.	Cumulative Capital Expenditures	622,500	620,050	(2,450)
3.	Average Investment	569,784	568,653	(1,131)
	Revenue Requirement Calculation:			
	Operating Expenses:			
4.	Operating and Maintenance Expenses	1,727	2,412	685
5.	Depreciation Expense (1)	17,418	16,678	(740)
6.	Property Taxes	1,089	1,176	87
7.	Total Operating Expenses	20,234	20,266	32
8.	Required Return (2)	30,315	30,255	(60)
9.	Total Operating Expense and Return	50,549	50,521	(28)
	Income Taxes:			
10.	Income Taxes - Equity Return (3)	6,603	6,591	(12)
11.	Income Taxes - Utility Timing Differences (4)	(13,758)	(13,583)	175
12.	Total Income Taxes	(7,155)	(6,992)	163
13.	Total Revenue Requirement	43,394	43,529	135

Notes:
(1) Depreciation expense at 2013 Board-approved depreciation rates.
(2) The required return assumes a capital structure of 64% long-term debt at 3.29% and 36% common equity at the 2013 Board-approved return of 8.93%. The 2020 required return calculation is as
$568.653 million * 64% * 3.29% = $11.974 million plus
$568.653 million * 36% * 8.93% = $18.281 million for a total of $30.255 million.
(3) Taxes related to the equity component of the return at a tax rate of 26.5%.
(4) Taxes related to utility timing differences are negative as the capital cost allowance deduction in arriving at taxable income exceeds the provision of book depreciation in the year.

Capital Expenditures

4. The actual 2020 capital expenditures on in-service assets were $0.103 million higher than 2020 OEB-approved as shown in Table 2.

TABLE 2
DAWN H/LOBO D/BRIGHT C COMPRESSOR CAPITAL EXPENDITURES

Line No.	Particulars ($000's)	2020 Board-approved	2020 Actuals	Difference
		(a)	(b)	(c) = (b - a)
	Dawn H			
1.	Land	-	-	-
2.	Structures	-	-	-
3.	Compressor Equipment	-	109	109
	Bright C			
4.	Land	-	-	-
5.	Structures	-	-	-
6.	Compressor Equipment	-	-	-
	Lobo D			
7.	Land	-	-	-
8.	Structures	-	-	-
9.	Compressor Equipment	-	(6)	(6)
10.	Total Capital Expenditures	-	103	103

5. Dawn H compressor equipment costs were $0.109 higher than the costs included in 2020 OEB-approved rates due to an upgrade of the generator control panel that was invoiced in December 2019 but not processed until January 2020.

6. Lobo D compressor equipment costs were $0.006 million lower than the costs included in the 2020 OEB-approved rates due to a credit to remove a cost incorrectly charged to this project.

Average Investment

7. The average investment decrease of $1.131 million from OEB-approved is due to the cumulative capital expenditures being $2.447 million lower than OEB-approved.

Operating Expenses

8. Operating and maintenance expenses were $0.685 million higher than the costs included in 2020 OEB-approved rates. The increase is a result of higher salaries/wages as budget did not account for overtime costs, higher general maintenance costs than budgeted and higher utility costs than budgeted.

9. The $0.740 million depreciation expense decrease is due to lower depreciable plant balances resulting from delays in the project's in-service timing of capital additions, as well as to the impact of cumulative capital expenditures being $2.447 million lower than OEB-approved.

Income Taxes

10. The $0.175 million decrease in "Income Taxes – Utility Timing Difference" credit relates to a lower Capital Cost Allowance (CCA) deduction due to the lower average investment in 2020, versus Board-approved, as well as lower CCA available on additions that previously qualified for Bill C-97 accelerated CCA.

BURLINGTON OAKVILLE PROJECT COSTS DEFERRAL ACCOUNT
UNION RATE ZONES

1. In its EB-2015-0116 Decision, the OEB approved the establishment of the Burlington Oakville Project Costs Deferral Account to track the differences between the actual revenue requirement related to costs for the Project and the revenue requirement included in rates.

2. The balance in this deferral account is a credit to Union rate zone ratepayers of $0.048 million plus interest of $0.000 million for a total credit balance of $0.048 million. The balance of $0.048 million represents the difference between the revenue requirement of $5.596 million included in 2020 rates (EB-2019-0194) and the calculation of the actual revenue requirement for 2020 of $5.548 million as shown in Table 1. The small decline in the actual revenue requirement results from minor underages in the capital cost and operating costs of the project.

TABLE 1
2020 BURLINGTON OAKVILLE PIPELINE PROJECT RATE BASE AND REVENUE REQUIREMENT

Line No.	Particulars ($000's)	Col. 1 2020 Board-approved (a)	Col. 2 2020 Actuals (b)	Col. 3 Difference (c) = (b - a)
	Rate Base Investment			
1.	Capital Expenditures	-	-	-
2.	Cumulative Capital Expenditures	83,349	83,262	(87)
3.	Average Investment	76,545	76,462	(83)
	Revenue Requirement Calculation:			
	Operating Expenses:			
4.	Operating and Maintenance Expenses	17	-	(17)
5.	Depreciation Expense (1)	1,732	1,737	5
6.	Property Taxes	132	125	(7)
7.	Total Operating Expenses	1,881	1,862	(19)
8.	Required Return (2)	4,107	4,102	(5)
9.	Total Operating Expense and Return	5,988	5,964	(24)
	Income Taxes:			
10.	Income Taxes - Equity Return (3)	889	886	(3)
11.	Income Taxes - Utility Timing Differences (4)	(1,280)	(1,302)	(22)
12.	Total Income Taxes	(391)	(416)	(25)
13.	Total Revenue Requirement	5,596	5,548	(48)

Notes:
(1) Depreciation expense at 2013 Board-approved depreciation rates.
(2) The required return assumes a capital structure of 64% long-term debt at 3.36% and 36% common equity at the 2013 Board-approved return of 8.93%. The 2020 required return calculation is as
$76.462 million * 64% * 3.36% = $1.644 million plus
$76.462 million * 36% * 8.93% = $2.458 million for a total of $4.102 million.
(3) Taxes related to the equity component of the return at a tax rate of 26.5%.
(4) Taxes related to utility timing differences are negative as the capital cost allowance deduction in arriving at taxable income exceeds the provision of book depreciation in the year.

2020 ONTARIO ENERGY BOARD COST ASSESSMENT VARIANCE ACCOUNT
UNION RATE ZONES

1. The purpose of the 2020 Ontario Energy Board Cost Assessment Variance Account (OEBCAVA) was to record any material variances between the OEB costs assessed to Enbridge Gas (relevant to the Union Rate Zones) through application of the revised Cost Assessment Model (CAM), which became effective April 1, 2016, and the OEB costs which were included in Union Rate Zones rates, which were determined through application of the prior Cost Assessment Model. The scope of the account is consistent with prior OEBCAVAs. However, in accordance with the EB-2020-0134 OEB-approved Settlement Proposal, in EGI's 2019 Earnings Sharing and Deferral Disposition proceeding, the base OEB costs assumed to be included in rates have been escalated to the reflect the growth in the amount recovered through rates, which results from annual price cap adjustments and customer growth. The OEBCAVA was originally approved for establishment by OEB letter dated February 9, 2016, entitled: *Revisions to the Ontario Energy Board Cost Assessment Model.*

2. The amount recorded within the 2020 OEBCAVA is $1.234 million. This amount reflects the variance between OEB costs assessed to Enbridge Gas (relevant to Union Rate Zones) in each quarter of fiscal 2020, utilizing the revised CAM, and Union's average quarterly OEB cost assessment under the prior CAM, escalated in accordance with the EB-2020-0134 OEB-approved Settlement Proposal.

3. In order to calculate the amount to be recovered through the 2020 Union Rate Zones OEBCAVA, the Company first needed to apportion the actual 2020 OEB assessed costs between the legacy rate zones. Commencing with the OEB's 2019/2020 fiscal first quarter assessment (for the period April 1, 2019 through

June 30, 2019), and continuing since, EGI has been receiving one consolidated quarterly bill for the amalgamated utility. To apportion the quarterly assessments received in 2020 between rate zones, the assessments were prorated based on the total invoices received by each legacy utility for the OEB's 2018 / 2019 fiscal year (for the period April 1, 2018 through March 31, 2019), the final year for which the OEB issued invoices to each legacy utility. Table 1 below shows the proration of the OEB's 2018 / 2019 fiscal year assessments between each legacy utility / Rate Zone (59.76% EGD Rate Zone, 40.24% Union Rate Zones). Table 2 shows the apportionment of EGI's 2020 assessed costs to the Union Rate Zones, and the calculation of the amount recorded in the 2020 Union Rate Zones OEBCAVA.

4. To calculate the amount for recovery through the 2020 Union Rate Zones OEBCAVA, the Company also needed to establish the base comparator, reflecting the OEB costs included in Union Rate Zones rates, determined through application of the prior Cost Assessment Model. In accordance with the EB-2020-0134 OEB approved Settlement Proposal, the amount reflected in rates is also to be increased, or escalated, to reflect the growth in the amount recovered as a result of annual price cap adjustments and customer growth. To establish the 2020 base comparator, the Company escalated the 2019 quarterly comparator of $0.698 million[1] by the sum of the 2020 Price Cap Index (PCI) of 1.31%, and the Union Rate Zones ICM threshold calculation Growth Factor (g) of 1.54%, which were approved as part of EGI's 2020 Rate Application, EB-2019-0194. The escalation resulted in a 2020 quarterly comparator of $0.718 million ($0.698 million * (1 + (1.31% + 1.54%))). The Company proposes to use a similar escalation methodology for the remainder of the deferred rebasing term (i.e., the 2021 base comparator will equal the 2020 base comparator escalated by the sum of the

[1] Reflected in the 2019 Union Rate Zones OEBCAVA amount approved for clearance as part of the EB-2020-0134 Settlement Proposal, and which was detailed in Exhibit I.VECC.8 b) in that proceeding

2021 approved PCI and g factors from the Company's 2021 rate application). As noted above, Table 2 below shows the apportionment of EGI's actual 2020 assessed costs to the Union Rate Zones, and the calculation of the amount recorded in the 2020 Union Rate Zones OEBCAVA utilizing a base comparator of $0.718 million.

5. Within this proceeding, the Company is requesting clearance of the principal and interest balances recorded in the 2020 OEBCAVA, in the amount of $1.234 million and $0.013 million respectively, as shown in Exhibit C, Tab 1, Schedule 1.

Table 1

OEB 2018/2019 Cost Assessments

	EGD	UGL	Total
Apr. 1 to Jun. 30, 2018	1,467,963.00	988,479.00	2,456,442.00
Jul. 1 to Sep. 30, 2018	1,356,860.00	913,873.00	2,270,733.00
Oct. 1 to Dec. 31, 2018	1,356,860.00	913,873.00	2,270,733.00
Jan. 1 to Mar. 31, 2019	1,356,860.00	913,873.00	2,270,733.00
	5,538,543.00	3,730,098.00	9,268,641.00
Percentage of Total	59.76%	40.24%	100.00%

Table 2

Calculation of 2020 UGL RZ OEBCAVA

Period	EGI Assessment	UGL Rate Zones Share (40.24%)	Average cost assessment Comparator	Variance recorded in UGL Rate Zones OEBCAVA
Q4 2019/20 - Jan. 1, 2020	2,684,065.00	1,080,182.68	718,352.98	361,829.70
Q1 2020/21 - Apr. 1, 2020	2,526,967.00	1,016,959.72	718,352.98	298,606.74
Q2 2020/21 - July 1, 2020	2,497,218.00	1,004,987.45	718,352.98	286,634.47
Q3 2020/21 - Oct. 1, 2020	2,497,217.00	1,004,987.05	718,352.98	286,634.07
				1,233,704.98

2020 BASE SERVICE NORTH T-SERVICE TRANSCANADA CAPACITY DEFERRAL ACCOUNT – UNION RATE ZONE

1. In the EB-2015-0181 decision, the OEB approved a new optional Union North T-service Transportation from Dawn to allow T-service customers in the Union North East Zone with access to Dawn-based supply. To facilitate this service, Enbridge Gas was required to contract for 15-year transportation capacity with TransCanada from Parkway to the Union CDA, Union NCDA and Union EDA. The approved rates for the service are equal to the EGI C1 rate from Dawn to Parkway and the TransCanada Firm Transportation (FT) toll to Delivery Area.

2. The purpose of the North T-service TransCanada Capacity Deferral Account is to record the difference between the costs for the capacity from Parkway to the northern Delivery Area as part of the Base Service offering of the North T-Service Transportation from Dawn and the demand revenues collected from the North T-Service customers.

3. The total cost Enbridge Gas paid for the contracted TransCanada capacity in 2020 was $1.755 million or $146,300.55 per month. On an actual basis, the Company collected $1.727 million demand revenues from the North T-service customers. As a result, the balance of the 2020 North T-service TransCanada Capacity Deferral Account is a collection from ratepayers of $0.028 million plus interest of $0.0001 million and the balance will be cleared amongst all North T-service from Dawn customers.

4. The variance is driven by two customers who turned back North T-service Transportation from Dawn capacity. 2,250 GJ/day of capacity was turned back effective November 2020 and 480 GJ/day was turned back effective December 2020 for a total of 2,730 GJ/day. The reduction was a result of one customer terminating

their distribution contract and another customer reducing their contracted demand and as a result, reducing their North T-service Transportation from Dawn capacity.

5. To mitigate the cost of the excess capacity, the Company marketed and sold 2,250 GJ/day of the 2,730 GJ/day capacity that was turned back. The capacity was sold with an effective date of December 2020. The Company is continuing to market the remaining 480 GJ/day of available capacity.

PANHANDLE REINFORCEMENT PROJECT COSTS DEFERRAL ACCOUNT
UNION RATE ZONES

1. In its Panhandle Reinforcement Project (EB-2016-0186) Decision, the OEB approved the establishment of the Panhandle Reinforcement Project Costs Deferral Account to track the differences between the actual net revenue requirement related to costs for the Project and the net revenue requirement included in rates.

2. The balance in this deferral account is a credit to Union Rate Zone ratepayers of $2.101 million plus interest of $0.004 million for a total credit balance of $2.104 million. The balance of $2.101 million represents the difference between the net revenue requirement of $11.139 million included in 2020 rates (EB-2019-0194) and the calculation of the actual net revenue requirement for 2020 of $9.038 million as shown in Table 1.

TABLE 1
2020 PANHANDLE REINFORCEMENT PROJECT RATE BASE AND REVENUE REQUIREMENT

Line No.	Particulars ($000's)	Col. 1 2020 Board-approved (a)	Col. 2 2020 Actuals (b)	Col. 3 Difference (c) = (b - a)
	Rate Base Investment			
1.	Capital Expenditures	-	437	437
2.	Cumulative Capital Expenditures	232,844	228,574	(4,270)
3.	Average Investment	218,902	214,461	(4,441)
	Revenue Requirement Calculation:			
	Operating Expenses:			
4.	Operating and Maintenance Expenses	16	-	(16)
5.	Depreciation Expense (1)	4,944	4,914	(30)
6.	Property Taxes	1,776	1,750	(26)
7.	Total Operating Expenses	6,736	6,664	(72)
8.	Required Return (2)	11,646	11,410	(236)
9.	Total Operating Expense and Return	18,382	18,074	(308)
	Income Taxes:			
10.	Income Taxes - Equity Return (3)	2,537	2,486	(51)
11.	Income Taxes - Utility Timing Differences (4)	(4,366)	(4,418)	(52)
12.	Total Income Taxes	(1,829)	(1,932)	(103)
13.	Total Revenue Requirement	16,554	16,142	(412)
14.	Incremental Project Revenue	5,415	7,104	1,689
15.	Net Revenue Requirement	11,139	9,038	(2,101)

Notes:
(1) Depreciation expense at 2013 Board-approved depreciation rates.
(2) The required return assumes a capital structure of 64% long-term debt at 3.29% and 36% common equity at the 2013 Board-approved return of 8.93%. The 2020 required return calculation is as
$214.461 million * 64% * 3.29% = $4.516 million plus
$214.461 million * 36% * 8.93% = $6.894 million for a total of $11.410 million.
(3) Taxes related to the equity component of the return at a tax rate of 26.5%.
(4) Taxes related to utility timing differences are negative as the capital cost allowance deduction in arriving at taxable income exceeds the provision of book depreciation in the year.

Capital Expenditures

3. The actual 2020 capital expenditures on in-service assets were $0.437 million higher than 2020 OEB-approved as shown in Table 2.

TABLE 2
PANHANDLE REINFORCEMENT CAPITAL EXPENDITURES

Line No.	Particulars ($000's)	2020 Board-approved (a)	2020 Actuals (b)	Difference (c) = (b - a)
1.	Land	-	-	-
2.	Land Rights	-	-	-
3.	Pipelines	-	298	298
4.	Measuring & Regulating - Transmission	-	55	55
5.	Measuring & Regulating - Storage	-	84	84
6.	Salvage	-	-	-
7.	Total Capital Expenditures	-	437	437

4. Pipeline costs for the Panhandle NPS 36 were $0.298 million higher due to clean up on the portion of right-of-way due to land owner concerns that arose in late 2019 and was completed in 2020. This included tile repair and easement settlement.

5. Measuring & Regulating costs were $0.139 million higher than OEB-approved costs due to some deficiency items to be completed at a station which was scheduled for late 2019 but were pushed into 2020 due to contractor timing delays.

Average Investment

6. The average investment decrease of $4.441 million from OEB-approved is due to the cumulative capital expenditures being $4.270 million lower than OEB-approved.

Required Return

7. The decrease in the required return of $0.236 million is the result of a decrease in the average rate base.

Incremental Project Revenue

8. The actual incremental revenue of $7.1 million reflects the continued addition of new customers and expansion by existing customers in the Panhandle market, primarily in the greenhouse sector and is $1.7 million higher than the forecast incremental revenue included in 2020 Rates.

2020 PENSION AND OPEB FORECAST ACCRUAL VS ACTUAL CASH PAYMENT DIFFERENTIAL VARIANCE ACCOUNT – UNION RATE ZONES

1. In its EB-2015-0040 report to all regulated entities, dated September 14, 2017, titled "Regulatory Treatment of Pension and Other Post-employment Benefits (OPEB) Costs", the OEB ordered the establishment of the deferral account, effective January 1, 2018, to be used by utilities that are approved to recover their pension and OPEB costs on an accrual basis[1]. The Company recovers its pension and OPEB costs on an accrual basis.

2. The purpose of the Pension and OPEB Forecast Accrual vs Actual Cash Payment Differential Variance Account is to track the differences between forecast accrual pension and OPEB amounts recovered in rates, and the actual cash payments made for both pension and OPEB, on a go-forward basis from the date the account was established.

3. In 2020, the accrual pension and OPEB amount recovered in rates for the Union rate zones was $47.4 million and the actual cash payments made for both pension and OPEB were $38.4 million, resulting in an annual $9 million credit variance. The variance carried forward from 2019 is a $41.3 million credit variance, resulting in a cumulative $50.4 million credit variance through 2020.

4. In accordance with the OEB's Report (EB-2015-0040), when the cumulative forecasted accrual amount recovered in rates exceeds the cumulative actual cash payments, an asymmetrical carrying charge, to be returned to ratepayers, should be accrued based on the opening monthly difference between amount recovered in

[1] EB-2015-0040, Regulatory Treatment of Pension and Other Post-employment Benefits ("OPEB") Costs, September 14, 2017, p. 2.

rates and actual cash payments. The balance in the account for 2020 is an interest credit to ratepayers of $1.006 million to December 31, 2020[2]. Table 1 sets out the detailed calculation of the forecast accrual versus actual cash payments, and associated interest.

TABLE 1

DETAILS OF 2020 INTEREST CALCULATED ON FORECAST ACCRUALS VS ACTUAL CASH PAYMENTS IN PENSION AND OPEB VARIANCE ACCOUNT (NO. 179-157)

Particulars ($000's)	19-Dec	20-Jan	20-Feb	20-Mar	20-Apr	20-May	20-Jun	20-Jul	20-Aug	20-Sep	20-Oct	20-Nov	20-Dec	Total
Forecast accrual amounts		3,951	3,951	3,951	3,951	3,951	3,951	3,951	3,951	3,951	3,951	3,951	3,951	47,416
Actual cash payments		5,294	426	993	20,000	220	885	169	3,381	935	4,989	87	1,020	38,399
Monthly variance		1,342	-3,525	-2,958	16,048	-3,731	-3,067	-3,782	-570	-3,016	1,038	-3,864	-2,931	-9,017
Cumulative variance	-41,350	-40,007	-43,533	-46,491	-30,442	-34,174	-37,241	-41,023	-41,593	-44,609	-43,571	-47,436	-50,367	
OEB prescribed CWIP rate		2.88	2.88	2.88	2.48	2.48	2.48	2.48	2.48	2.48	2.03	2.03	2.03	
Asymmetrical interest		-101	-88	-106	-95	-64	-70	-78	-86	-85	-77	-73	-82	-1006

[2] Interest is as of December 31, 2020 as interest on this account is calculated on a cumulative account balance basis.

ACCOUNTS WITH A ZERO BALANCE
UNION RATE ZONES

1. The following 2020 accounts for the Union Rate Zones have no balance, and are therefore not requested for clearance to customers:

    - Spot Gas Variance Account
    - Unbundled Services Unauthorized Storage Overrun Deferral Account
    - Gas Distribution Access Rule (GDAR) Costs Deferral Account
    - Conservation Demand Management Deferral Account
    - Sudbury Replacement Project Costs Deferral Account
    - Parkway Obligation Rate Variance Deferral Account
    - Unauthorized Overrun Non-Compliance Account
    - Unaccounted for Gas (UFG) Volume Variance Account

TRANSPORTATION OPTIMIZATION DEFERRAL ACCOUNT - UNION RATE ZONES

Line No.	Particulars	Col. 1 2013 Board Approved	Col. 2 2019 Actual Total	Col. 3 2020 Actual Total
		($000's)	($000's)	($000's)
1.	Base Exchange Revenue	(9,118.00)	(5,963.32)	(4,243.99)
2.	FT RAM Exchange Revenue	(5,800.00)		
3.	Total Exchange Revenue	(14,918.00)	(5,963.32)	(4,243.99)
4.	Exchange Revenue Subject to Deferral		(5,963.32)	(4,243.99)
5.	Ratepayer portion - 90%	(13,426.20)	(5,366.99)	(3,819.59)
6.	10% Union Incentive Payment		(596.33)	(424.40)
7.	Less: Gas Supply Optimization Margin in Rates	13,426.00	17,489.36	15,943.18
8.	2020 Deferral Account Balance receivable from Ratepayers		12,122.38	12,123.59

BREAKDOWN OF SHORT TERM STORAGE DEFERRAL ACCOUNT ("STSDA") - UNION RATE ZONES

Line No.	Particulars ($000's)	Col .1 Board-Approved 2013	Col. 2 Actual 2019	Col. 3 Actual 2020
	Revenue			
1.	C1 Off-Peak Storage	500	418	1,002
2.	Supplemental Balancing Services	2,000	863	1,016
3.	Gas Loans		2	1
4.	LBA		6 [5]	0
5.		2,500	1,289	2,019
6.	C1 ST Firm Peak Storage	7,883	2,125	2,715
7.	Total Revenue [1]	10,383	3,414	4,735
	Costs			
8.	O&M [2]	3,810	960	782
9.	UFG [3]	316	204	114
10.	Compressor Fuel [4]	1,201	329	196
11.	Total Costs	5,327	1,493	1,091
12.	Net Revenue (line 7 - 11)	5,056	1,921	3,644
13.	Less Shareholder Portion (10%)	505	192	364
14.	Ratepayer Portion	4,551	1,729	3,279
15.	Approved in Rates	4,551	4,551	4,551
16.	Deferral balance payable to / (collectable from) ratepayers	(0)	(2,822)	(1,272)

Notes:
(1) Based on short-term storage services provided
(2) Revenue Requirement on 11.3 PJ's of board approved excess in-franchise storage capacity
(3) Based on short-term storage volumes in proportion to total volumes
(4) Based on short-term storage activity in proportion to total actual storage activity
(5) Prior Period Adjustment from 2018

SUMMARY OF NON-UTILITY STORAGE BALANCES - UNION RATE ZONES

Line No.	Col. 1 Date	Col. 2 Entitlement (PJ)	Col. 3 Balance (PJ)	Col. 4 % Full (%)	Line No.	Col. 5 Date	Col. 6 Entitlement (PJ)	Col. 7 Balance (PJ)	Col. 8 % Full (%)
1.	1-Oct-20	122.2	121.6	99.5%	32.	1-Nov-20	122.2	117.6	96.3%
2.	2-Oct-20	122.2	121.5	99.4%	33.	2-Nov-20	122.2	116.7	95.5%
3.	3-Oct-20	122.2	121.4	99.3%	34.	3-Nov-20	122.2	116.4	95.2%
4.	4-Oct-20	122.2	121.2	99.1%	35.	4-Nov-20	122.2	116.8	95.6%
5.	5-Oct-20	122.2	120.9	98.9%	36.	5-Nov-20	122.2	117.4	96.1%
6.	6-Oct-20	122.2	120.3	98.5%	37.	6-Nov-20	122.2	118.4	96.9%
7.	7-Oct-20	122.2	120.4	98.6%	38.	7-Nov-20	122.2	118.8	97.2%
8.	8-Oct-20	122.2	120.3	98.4%	39.	8-Nov-20	122.2	119.1	97.4%
9.	9-Oct-20	122.2	120.7	98.7%	40.	9-Nov-20	122.2	119.4	97.7%
10.	10-Oct-20	122.2	120.8	98.9%	41.	10-Nov-20	122.2	119.6	97.9%
11.	11-Oct-20	122.2	120.9	98.9%	42.	11-Nov-20	122.2	119.6	97.9%
12.	12-Oct-20	122.2	121.0	99.0%	43.	12-Nov-20	122.2	119.4	97.7%
13.	13-Oct-20	122.2	120.9	99.0%	44.	13-Nov-20	122.2	119.4	97.7%
14.	14-Oct-20	122.2	121.0	99.0%	45.	14-Nov-20	122.2	119.4	97.7%
15.	15-Oct-20	122.2	120.9	99.0%	46.	15-Nov-20	122.2	119.4	97.7%
16.	16-Oct-20	122.2	120.9	98.9%	47.	16-Nov-20	122.2	119.3	97.6%
17.	17-Oct-20	122.2	121.0	99.0%	48.	17-Nov-20	122.2	118.8	97.2%
18.	18-Oct-20	122.2	121.1	99.1%	49.	18-Nov-20	122.2	118.2	96.7%
19.	19-Oct-20	122.2	121.0	99.0%	50.	19-Nov-20	122.2	118.1	96.7%
20.	20-Oct-20	122.2	121.3	99.3%	51.	20-Nov-20	122.2	118.3	96.8%
21.	21-Oct-20	122.2	121.3	99.2%	52.	21-Nov-20	122.2	118.3	96.8%
22.	22-Oct-20	122.2	121.4	99.3%	53.	22-Nov-20	122.2	118.3	96.8%
23.	23-Oct-20	122.2	121.7	99.6%	54.	23-Nov-20	122.2	117.9	96.5%
24.	24-Oct-20	122.2	121.8	99.6%	55.	24-Nov-20	122.2	117.5	96.1%
25.	25-Oct-20	122.2	121.8	99.7%	56.	25-Nov-20	122.2	117.4	96.1%
26.	26-Oct-20	122.2	121.5	99.4%	57.	26-Nov-20	122.2	117.3	95.9%
27.	27-Oct-20	122.2	120.5	98.6%	58.	27-Nov-20	122.2	117.2	95.9%
28.	28-Oct-20	122.2	119.8	98.1%	59.	28-Nov-20	122.2	117.2	95.9%
29.	29-Oct-20	122.2	118.9	97.3%	60.	29-Nov-20	122.2	117.2	95.9%
30.	30-Oct-20	122.2	118.3	96.8%	61.	30-Nov-20	122.2	117.0	95.8%
31.	31-Oct-20	122.2	118.0	96.6%					

ALLOCATION OF SHORT TERM PEAK STORAGE REVENUES BETWEEN UTILITY AND NON UTILITY - UNION RATE ZONES

Line No.	Particulars	Col 1. Utility Storage Space (PJ)	Col. 2 Short Term Peak Storage Sold (PJ)	Col.3 Revenue from Short Term Peak Storage ($Millions)
1.	Net Revenues from Short Term Peak Storage			2.7
2.	Total Short Term Peak Storage Sales		2.3	
3.	Storage Space reserved for Utility	100.0		
4.	Utility Space Requirement	97.7		
5.	Excess Utility Storage Space (1)	2.3		
6.	Total Utility Short Term Peak Storage Sales (2)		2.3	
7.	Total Non Utility Short Term Peak Storage Sales		0.0	
8.	Short Term Peak Storage Net Revenues - Utility (3)			2.7
9.	Short Term Peak Storage Net Revenues - Non Utility (4)			-

Notes
(1) line 3 - line 4
(2) line 2
(3) line 6 / line 2 * line 1
(4) line 7 / line 2 * line 1

DEFERRAL VARIANCE CLEARING ACCOUNT - UNION RATE ZONES
2016 DSM (EB-2018-0300), 2016-18 C&T (EB-2018-0331), 2018 ESM (EB-2019-0105), AND 2019 FCP (EB-2019-0247)
DISPOSITIONS DISPOSED OF DURING 2020

		Col. 1	Col. 2	Col. 3	Col. 4	Col. 5	Col. 6
		2020					
Line No.	Particulars	2016 DSM Deferral EB-2018-0300	2016-18 C&T Deferrals EB-2018-0331	2018 ESM Deferral EB-2019-0105	2019 FCP Deferral EB-2019-0247	Interest (1)	Total (2)
		($000)	($000)	($000)	($000)	($000)	($000)
1.	Prospective Recovery/(Refund) - Delivery	296.0	(98.1)	1,672.2	2,578.1	16.5	4,464.7
2.	Prospective Recovery/(Refund) - Gas Supply Transportation			823.1		3.0	826.1
3.	Prospective Recovery/(Refund) - Gas Supply Commodity			(1,031.6)		(3.8)	(1,035.4)
4.	Sub-Total	296.0	(98.1)	1,463.6	2,578.1	15.7	4,255.4
5.	Manual Re-bills and other one-time billing adjustments (non-volumetric)						55.0
6.	Grand Total						4,310.3

(1) Interest forecasted to December 31, 2021.
(2) Col. 4 = Col. 1 + Col. 2 + Col. 3

DEFERRAL VARIANCE CLEARING ACCOUNT - UNION RATE ZONES
2016 DSM DEFERRAL DISPOSITION (EB-2018-0300)
DISPOSITION PERIOD - JULY 1, 2019 TO DECEMBER 31, 2019

Line No.	Particulars	Rate Class	2019 Forecast Volume (10^3m^3) (1)	2019 Actual Volume (10^3m^3)	2019 Volume Variance (10^3m^3)	2019 Unit Rate for Prospective Recovery/(Refund) (cents/m^3)	2019 Forecast ($000)	2019 Actual ($000)	2019 Variance ($000)
			(a)	(b)	(c)	(d)	(e) = (a) * (d)/100	(f) = (b) * (d)/ 100	(g) = (c) - (f)
	General Service for Prospective Recovery(Refund) - Delivery								
1	Small Volume General Service	01	365,669	393,911	(28,242)	(0.8249)	(3,016)	(3,249)	233
2	Large Volume General Service	10	143,988	153,900	(9,913)	(0.9298)	(1,339)	(1,431)	92
3	Small Volume General Service	M1	1,146,436	1,199,385	(52,949)	0.4203	4,818	5,041	(223)
4	Large Volume General Service	M2	501,203	543,950	(42,747)	(0.4525)	(2,268)	(2,461)	193
5	Total General Service for Prospective Recovery (Refund) - Delivery		2,157,296	2,291,146	(133,851)		(1,805)	(2,101)	296
6	Total						(1,805)	(2,101)	296

Notes:
(1) Forecast volume for the period July 1, 2019 to December 31, 2019.

DEFERRAL VARIANCE CLEARING ACCOUNT - UNION RATE ZONES
2018 CAP & TRADE DEFERRAL DISPOSITION (EB-2018-0331)
DISPOSITION PERIOD - OCTOBER 1, 2019 TO DECEMBER 31, 2019

Line No.	Particulars	Rate Class	2020 Forecast Volume (10^3m^3) (1)	2020 Actual Volume (10^3m^3)	2020 Volume Variance (10^3m^3)	2020 Unit Rate for Prospective Recovery/(Refund) (cents/m^3)	2020 Forecast ($000)	2020 Actual ($000)	2020 Variance ($000)
			(a)	(b)	(c)	(d)	(e) = (a) * (d)/100	(f) = (b) * (d)/ 100	(g) = (c) - (f)
	General Service for Prospective Recovery/(Refund) - Delivery GGEIDA								
1	Small Volume General Service	01	303,815	338,939	(35,124)	(0.0281)	(85)	(95)	10
2	Large Volume General Service	10	105,922	117,685	(11,763)	0.0034	4	4	(0)
3	Small Volume General Service	M1	924,797	1,004,840	(80,043)	(0.0129)	(120)	(130)	10
4	Large Volume General Service	M2	379,118	426,278	(47,160)	(0.0022)	(8)	(9)	1
5	Total General Service for Prospective Recovery/(Refund) - Delivery GGEIDA		1,713,652	1,887,743	(174,091)		(210)	(230)	20
	General Service for Prospective Recovery/(Refund) - Delivery C&T Customer								
6	Small Volume General Service	01	303,809	338,933	(35,124)	(0.0173)	(52)	(59)	6
7	Large Volume General Service	10	103,130	114,499	(11,369)	0.1934	199	221	(22)
8	Small Volume General Service	M1	924,507	1,004,524	(80,017)	0.0757	700	760	(61)
9	Large Volume General Service	M2	369,661	415,373	(45,712)	0.0688	254	286	(31)
10	Total General Service for Prospective Recovery/(Refund) - C&T Customer		1,701,107	1,873,329	(172,222)		1,101	1,209	(108)
	General Service for Prospective Recovery/(Refund) - Delivery C&T Facility								
11	Small Volume General Service	01	303,815	338,939	(35,124)	0.0130	39	44	(5)
12	Large Volume General Service	10	105,922	117,685	(11,763)	0.0055	6	6	(1)
13	Small Volume General Service	M1	924,797	1,004,840	(80,043)	0.0054	50	54	(4)
14	Large Volume General Service	M2	379,118	426,278	(47,160)	0.0028	11	12	(1)
15	Total General Service Prospective Recovery/(Refund) - C&T Facility		1,713,652	1,887,743	(174,091)		106	117	(11)
16	Total						997	1,095	(98)

Notes:
(1) Forecast volume for the period October 1, 2019 to December 31, 2019.

DEFERRAL VARIANCE CLEARING ACCOUNT - UNION RATE ZONES
2018 DEFERRAL DISPOSITION (EB-2019-0105)
DISPOSITION PERIOD - APRIL 1, 2020 TO SEPTEMBER 30, 2020

Line No.	Particulars	Rate Class	2020 Forecast Volume (10^3m^3) (1)	2020 Actual Volume (10^3m^3)	2020 Volume Variance (10^3m^3)	2020 Unit Rate for Prospective Recovery/(Refund) (cents/m^3)	2020 Forecast ($000)	2020 Actual ($000)	2020 Variance ($000)
			(a)	(b)	(c)	(d)	(e) = (a) * (d)/100	(f) = (b) * (d)/ 100	(g) = (c) - (f)
	General Service for Prospective Recovery(Refund) - Delivery								
1	Small Volume General Service	01	210,167	236,121	(25,954)	(2.6526)	(5,575)	(6,263)	688
2	Large Volume General Service	10	94,927	99,613	(4,686)	(1.5699)	(1,490)	(1,564)	74
3	Small Volume General Service	M1	684,153	793,909	(109,756)	(1.0633)	(7,275)	(8,442)	1,167
4	Large Volume General Service	M2	363,401	339,914	23,487	(1.0937)	(3,975)	(3,718)	(257)
5	Total General Service for Prospective Recovery (Refund) - Delivery		1,352,648	1,469,557	(116,909)		(18,314)	(19,986)	1,672
	General Service for Prospective Recovery(Refund) - Gas Supply Transportation								
6	Small Volume General Service - NW	01	60,308	65,744	(5,436)	(8.9000)	(5,367)	(5,851)	484
7	Small Volume General Service-NE	01	149,859	170,377	(20,518)	(1.6430)	(2,462)	(2,799)	337
8	Large Volume General Service-NW	10	21,533	20,567	966	(5.4581)	(1,175)	(1,123)	(53)
9	Large Volume General Service-NE	10	72,051	76,765	(4,714)	(1.1637)	(838)	(893)	55
10	Total General Service for Prospective Recovery (Refund) - Gas Supply Transportation		303,751	333,453	(29,702)		(9,843)	(10,666)	823
	Prospective Recovery/(Refund) - Gas Supply Commodity								
11	Small Volume General Service	M1	631,947	747,949	(116,002)	1.1680	7,381	8,736	(1,355)
12	Large Volume General Service	M2	172,206	156,000	16,206	1.1680	2,011	1,822	189
13	Firm Com/Ind Contract	M4	25,940	20,526	5,414	1.1680	303	240	63
14	Interruptible Com/Ind Contract	M5	2,842	1,067	1,775	1.1680	33	12	21
15	Special Large Volume Contract	M7	15,814	15,618	196	1.1680	185	182	2
16	Large Wholesale	M9	6,138	2,157	3,982	1.1680	72	25	47
17	Small Wholesale	M10	162	55	107	1.1680	2	1	1
18	Total Prospective Recovery (Refund) - Gas Supply Commodity		855,050	943,372	(88,322)		9,987	11,019	(1,032)
19	Total						(18,171)	(19,634)	1,464

Notes:
(1) Forecast volume for the period April 1, 2020 to September 30, 2020.

DEFERRAL VARIANCE CLEARING ACCOUNT - UNION RATE ZONES
FEDERAL CARBON DEFERRAL AND VARIANCE ACCOUNT DISPOSITION (EB-2019-0247)
DISPOSITION PERIOD - OCTOBER 1, 2020 TO DECEMBER 31, 2020

Line No.	Particulars	Rate Class	2020 Forecast Volume (10^3m^3) (1)	2020 Actual Volume (10^3m^3)	2020 Volume Variance (10^3m^3)	2020 Unit Rate for Prospective Recovery/(Refund) (cents/m^3)	2020 Forecast ($000)	2020 Actual ($000)	2020 Variance ($000)
			(a)	(b)	(c)	(d)	(e) = (a) * (d)/100	(f) = (b) * (d)/ 100	(g) = (c) - (f)
	General Service for Prospective Recovery/(Refund) - Federal Carbon Charge								
1	Small Volume General Service	01	314,840	309,606	5,234	2.3662	7,450	7,326	124
2	Large Volume General Service	10	111,979	101,373	10,606	2.7752	3,108	2,813	294
3	Small Volume General Service	M1	950,780	909,022	41,758	2.4710	23,494	22,462	1,032
4	Large Volume General Service	M2	396,513	352,600	43,913	2.5161	9,976	8,872	1,104
5	Total General Service for Prospective Recovery/(Refund) - Federal Carbon Charge		1,774,112	1,672,601	101,511		44,027	41,473	2,554
	General Service for Prospective Recovery/(Refund) - Delivery								
6	Small Volume General Service	01	314,901	309,666	5,235	0.0420	132	130	2
7	Large Volume General Service	10	114,707	103,905	10,802	0.0144	17	15	2
8	Small Volume General Service	M1	951,188	909,412	41,776	0.0360	342	327	15
9	Large Volume General Service	M2	419,083	373,882	45,201	0.0119	50	44	5
10	Total General Service for Prospective Recovery/(Refund) - Delivery		1,799,879	1,696,865	103,014		541	517	24
11	Total						44,568	41,990	2,578

Notes:
(1) Forecast volume for the period October 1, 2020 to December 31, 2020.

CALCULATION OF BALANCES BY RATE CLASS IN THE NAC DEFERRAL ACOUNT (BASE RATES AND Y-FACTOR) - UNION RATE ZONES

Line No.	Particulars		Col . 1 Rate 01 (a)	Col. 2 Rate 10 (b)	Col. 3 Rate M1 (c)	Col. 4 Rate M2 (d)	Col.5 Net Account Balance (e)
Base Rates							
1.	2020 Target NAC: m^3		2,892.6	168,964.0	2,817.3	171,679.5	
2.	2020 Actual NAC: m^3		2,875.0	161,275.8	2,745.7	160,139.9	
3.	Actual change in NAC: m^3 (line 1 - 2)		17.6	7,688.2	71.6	11,539.6	
Y Factor Rates							
4.	2020 Target NAC: m^3		2,828.7	173,036.3	2,709.5	168,834.9	
5.	2020 Actual NAC: m^3		2,875.0	161,275.8	2,745.7	160,139.9	
6.	Actual change in NAC: m^3 (line 4 - 5)		(46.3)	11,760.5	(36.2)	8,694.9	
7.	2013 Board-approved number of Customers at December		323,287.0	2,064.0	1,067,757.0	6,778.0	1,399,886.0
Base Rates							
8.	Annual Volume Impact (10^3m^3)	(1)	5,581.3	15,820.0	75,440.8	78,554.7	175,396.8
9.	2020 Net Annual Average Delivery Rate ($/m3)	(2)	0.1	0.1	0.0	0.0	
10.	2020 Net Annual Average Storage Rate ($/m3)	(3)	0.0	0.0	0.0	0.0	
11.	Delivery Rate Annual Balance Amount ($000)	(4)	473.4	816.3	2,628.5	2,508.6	6,426.8
12.	Storage Rate Annual Balance Amount ($000)	(4)	232.6	479.2	580.3	527.0	1,819.2
Y Factor Rates							
13.	Annual Volume Impact (10^3m^3)	(1)	(14,944.9)	24,161.0	(38,694.4)	58,930.3	29,452.0
14.	2020 Net Annual Average Delivery Rate ($/m3)	(2)	0.0	0.0	0.0	0.0	
15.	2020 Net Annual Average Storage Rate ($/m3)	(3)	0.0	0.0	-	-	
16.	Delivery Rate Annual Balance Amount ($000)	(4)	(97.7)	208.6	(484.7)	673.2	299.3
17.	Storage Rate Annual Balance Amount ($000)	(4)	(0.1)	0.1	-	-	0.1
Total Annual Balance Amounts ($000)							
18.	Total Delivery Rate Annual Balance Amount (line 11+16)		375.6	1,024.9	2,143.8	3,181.7	6,726.1
19.	Total Storage Rate Annual Balance Amount (line 12+17)		232.6	479.3	580.3	527.0	1,819.2
20.	Storage Cost Annual Balance Amount ($000)		(158.4)	(94.6)	(252.1)	(858.5)	(1,363.5)
21	Interest ($000)	(5)	18.3	7.8	46.6	23.7	96.4
22	Total Deferral Account Amounts ($000) (line 18+19+20+21)		468.1	1,417.4	2,518.6	2,874.1	7,278.2

Notes:

(1) The annual volume is obtained from a monthly calculation of approved customers and the monthly usage variance.

(2) The Net Annual Average Delivery Rate is the volume-weighted average of Board-approved monthly unit rates in effect

(3) The Net Annual Average Storage Rate is the volume-weighted average of Board-approved monthly unit rates in effect

(4) The annual revenue is obtained from a monthly calculation of volumes (lines 8 and 13) and the monthly unit delivery and storage rates (lines 9, 10, 14 and 15).

(5) Interest is calculated on the monthly opening balance in the deferral account in accordance with the methodology approved by the Board in EB-2006-0117. Interest is calculated to Sept 30, 2021.

CALCULATION OF 2020 TRANSPORTATION REVENUES ON THE PROJECT EXCESS CAPACITY
LOBO D/BRIGHT C/ DAWN H COMPRESSOR PROJECT COST DEFERRAL ACCOUNT -
UNION RATE ZONES

Line No.	Particulars (000's)	Volume TJ/D (1)	Actual Revenue (2)	Project Surplus Allocation	Revenue Allocation
		(a)	(b)	(c) = 30.393 TJ/d / (a)	(d) = (b) x (c)
	2020				
1	January	30	110	100%	110
2	February	30	110	100%	110
3	March	30	110	100%	110
4	April	30	110	100%	110
5	May	30	110	100%	110
6	June	30	110	100%	110
7	July	30	110	100%	110
8	August	30	110	100%	110
9	September	30	110	100%	110
10	October	30	110	100%	110
11	November	30	110	100%	110
12	December	30	110	100%	110
13	Total		1,325		1,325

Notes
(1) Capacity of 30,393 GJ/d deemed to be sold long term.
(2) Sold at the Dawn to Parkway M12 Rate of $3.632 $/GJ

CALCULATION OF 2019 TRANSPORTATION REVENUES ON THE PROJECT EXCESS CAPACITY
LOBO D/BRIGHT C/ DAWN H COMPRESSOR PROJECT COST DEFERRAL ACCOUNT -
UNION RATE ZONES

Line No.	Particulars (000's)	Volume TJ/D (1)	Actual Revenue (2)	Project Surplus Allocation	Revenue Allocation
		(a)	(b)	(c) = 30.393 TJ/d / (a)	(d) = (b) x (c)
	2019				
1	January	30.393	113	100%	113
2	February	30.393	113	100%	113
3	March	30.393	113	100%	113
4	April	30.393	109	100%	109
5	May	30.393	109	100%	109
6	June	30.393	109	100%	109
7	July	30.393	109	100%	109
8	August	30.393	109	100%	109
9	September	30.393	109	100%	109
10	October	30.393	109	100%	109
11	November	30.393	109	100%	109
12	December	30.393	109	100%	109
13	Total		1,324		1,324

Notes
(1) Capacity of 30,393 GJ/d deemed to be sold long term.
(2) Revenue calculated at the M12 Dawn to Parkway rate of $3.716/GJ for Jan to Mar and $3.602/GJ for Apr to Dec approved in EB-2018-0305 (2019 Rates).

CALCULATION OF ALLOCATION OF 2018 SHORT TERM TRANSPORTATION REVENUES TO THE LOBO D/BRIGHT C/ DAWN H COMPRESSOR PROJECT COST DEFERRAL ACCOUNT - UNION RATE ZONES

Particulars (000's)	Volume TJ/D (1)	Actual Revenue (2)	Project Surplus Allocation	Revenue Allocation
	(a)	(b)	(c) = 30.393 TJ/d / (a)	(d) = (b) x (c)
January 2018	307	$1,613	9.9%	$ 160
February 2018	196	$ 880	15.5%	$ 136
March 2018	124	$ 735	24.5%	$ 180
April 2018	134	$ 149	22.6%	$ 34
May 2018	7	$ 14	100%	$ 14
June 2018	15	$ 34	100%	$ 34
July 2018	58	$ 58	52.4%	$ 30
August 2018	63	$ 78	48.5%	$ 38
September 2018	83	$ 72	36.7%	$ 26
October 2018	67	$ 87	45.3%	$ 40
November 2018 (3	30	$ 113	100%	$ 113
December 2018 (3	30	$ 113	100%	$ 113
Total		$3,946		$ 917

Notes
(1) Actual average short-term firm daily contract demand plus interruptible average daily throughput volumes for easterly Dawn-Parkway system paths.
(2) Actual short-term transportation revenues earned on easterly Dawn Parkway system paths.
(3) Sold long-term at Dawn to Parkway M12 Rate of $3.716 $/GJ.

ALLOCATION AND DISPOSITION OF 2020 DEFERRAL AND VARIANCE ACCOUNT BALANCES

1. The purpose of this evidence is to address the allocation and disposition of the 2020 deferral and variance account balances identified at Exhibit C, Tab 1, Schedule 1.

2. Enbridge Gas proposes to dispose of the approved 2020 deferral and variance account balances with the first QRAM application following the OEB's approval, as early as October 1, 2021.

3. This exhibit of evidence is organized as follows:
   1. Allocation of Deferral and Variance Accounts
      - 1.1 EGI Accounts
      - 1.2 EGD Rate Zone Accounts
      - 1.3 Union Rate Zones' Accounts
   2. Disposition of Deferral and Variance Accounts
   3. General Service Bill Impacts

1. ALLOCATION OF DEFERRAL AND VARIANCE ACCOUNTS

4. In accordance with the OEB's EB-2017-0306/EB-2017-0307 Decision and Order ("MAADs Decision"), the OEB approved new EGI deferral and variance accounts that apply to both the EGD Rate Zone and Union Rate Zones effective January 1, 2019. The applicability of other deferral and variance accounts that were approved to continue during the deferred rebasing period is for either the EGD Rate Zone or the Union Rate Zones.

1.1. EGI ACCOUNTS

5. The OEB previously approved[1] the following deferral and variance accounts for Enbridge Gas that are applicable to both the EGD and Union Rate Zones:
   - Accounting Policy Changes Deferral Account (APCDA),
   - Earnings Sharing Mechanism Deferral Account (ESMDA),
   - Tax Variance Deferral Account (TVDA), and
   - Expansion of Natural Gas Distribution System Variance Account (ENGDSVA).

6. Enbridge Gas is proposing to dispose of the 2020 balance in the TVDA as part of this application. The balance in the APCDA is not proposed for disposition as part of this application, as described at Exhibit C, Tab 1. There is no balance for the ESMDA and ENGDSVA, as shown at Exhibit C, Tab 1, Schedule 1.

TVDA

7. The 2020 TVDA balance, including interest, is a credit of $17.034 million as shown at Exhibit C, Tab 1, Schedule 1. Consistent with the 2019 Decision and Order, Enbridge Gas has split the credit balance of $17.034 million between the EGD and Union Rate Zones in proportion to the 2018 actual rate base for each rate zone.[2] Splitting the $17.034 million TVDA credit balance in proportion to 2018 actual rate base results in a credit of $8.992 million being cleared to the EGD Rate Zone and a credit of $8.042 million being cleared to the Union Rate Zones. The details of the split to Rate Zones is provided at Exhibit F, Tab 1, Schedule 1.

8. Enbridge Gas has allocated the split balance to rate classes in each Rate Zone in proportion to 2018 rate base for the EGD Rate Zone and 2013 rate base for the Union Rate Zones. The rate base allocation for each Rate Zone is taken from the

[1] EB-2017-0306/EB-2017-0307 Decision and Order. The ENGDSVA was established in accordance with Section 4 of Ontario Regulation 24/19.
[2] EB-2020-0134 Decision and Order, May 6, 2021, p. 16.

last fully allocated cost study prepared for each Rate Zone. The allocation to EGD rate classes is provided at Exhibit F, Tab 2, Schedule 3. The allocation to Union rate classes is provided at Exhibit F, Tab 3, Schedule 2.

1.2. EGD RATE ZONE ACCOUNTS

9. The 2020 deferral and variance account balances to be cleared to the EGD Rate Zone are provided at Exhibit F, Tab 2, Schedule 2, including the EGD Rate Zone allocation of the EGI accounts.

10. The 2020 EGD Rate Zone deferral and variance account balances are allocated to the customer classes using the same methodologies that the OEB approved in previous years.

11. The allocation of account balances to EGD rate classes based on cost drivers for each type of account is provided at Exhibit F, Tab 2, Schedule 3. A summary of the allocation of account balances by rate class and type of service is provided at Exhibit F, Tab 2, Schedule 4.

1.3. UNION RATE ZONES' ACCOUNTS

12. The 2020 deferral and variance account balances to be cleared to the Union Rate Zones are provided at Exhibit F, Tab 3, Schedule 1, including the Union Rate Zones allocation of the EGI accounts.

13. The 2020 Union Rate Zones deferral and variance account balances are allocated to the customer classes using the same methodologies that the OEB approved in previous years except for the Base Service North T-Service TransCanada Capacity deferral account (179-153).

14. The North T-service Transportation from Dawn service provides firm transportation from Dawn to the customer's delivery area in the Union North East Rate Zone. The OEB, in the EB-2015-0181 Decision and Order, approved a deferral account to capture the difference between the costs of excess TransCanada transportation capacity related to the base service and the revenues obtained by re-marketing the excess capacity. In addition, the OEB determined that any balances in the deferral account be recovered from customers that have subscribed for the service. Accordingly, Enbridge Gas proposes to allocate the balance in the Base Service North T-Service TransCanada Capacity Deferral Account to Union North East Rate Zone Rate 20 and Rate 100 customers subscribing for the service in proportion to Base Service contracted capacity. Please refer to Exhibit E, Tab 1, Schedule 21 for more information regarding the 2020 Base Service North T-Service TransCanada Capacity Deferral Account.

15. The allocation of account balances to Union South and Union North rate classes is provided at Exhibit F, Tab 3, Schedule 2.

2. DISPOSITION OF DEFERRAL AND VARIANCE ACCOUNTS

16. Enbridge Gas proposes to dispose of the approved 2020 deferral and variance account balances with the first QRAM application following the OEB's approval, as early as October 1, 2021.

17. For all customers in the EGD and Union Rate Zones, Enbridge Gas proposes to dispose of the 2020 deferral and variance account balances as a one-time billing adjustment.[3] The billing adjustment will appear as a separate line item on customers' bills, the earliest being October 2021. The one-time billing adjustment will be derived for each customer by applying the disposition unit rates to each customer's actual

[3] Starting July 2021, Enbridge Gas's billing systems and processes will be integrated enabling the Company to adopt the common disposition approach for all customers.

consumption volume or contract demand, as applicable, for the period January 1, 2020 to December 31, 2020.

18. The unit rates for disposition by rate class and service type are provided at Exhibit F, Tab 2, Schedule 1 and Schedule 5 for the EGD Rate Zone. The unit rates for disposition for the Union Rate Zones, including a summary of the balances to be disposed of to ex-franchise rate classes are provided at Exhibit F, Tab 3, Schedule 3.

3. GENERAL SERVICE BILL IMPACTS

19. For a Rate 1 customer in the EGD Rate Zone with annual consumption of 2,400 m^3, the one-time billing adjustment credit is $5.30.

20. For a Rate M1 sales service residential customer in Union South with annual consumption of 2,200 m^3, the one-time billing adjustment charge is $7.97. For a Rate M1 bundled direct purchase ("DP") residential customer, the one-time billing adjustment charge is $0.77.

21. For a Rate 01 sales service and bundled DP residential customer in Union North West with annual consumption of 2,200 m^3, the one-time billing adjustment credit is $30.08.

22. For a Rate 01 sales service and bundled DP residential customer in Union North East with annual consumption of 2,200 m^3, the one-time billing adjustment charge is $7.26.

23. Bill impacts of the proposed disposition are provided at Exhibit F, Tab 2, Schedule 6 for the EGD Rate Zone and Exhibit F, Tab 3, Schedule 4 for the Union Rate Zones.

ENBRIDGE GAS INC.
SPLIT OF EGI ACCOUNT BALANCES TO THE RATE ZONES

Line No.	Particulars ($ millions)	Allocator 2018 Actual Rate Base (1)	Account Balance Principal (2)	Interest (2)	Total
		(a)	(b)	(c)	(d) = (b+c)
	2020 Tax Variance Deferral Account				
1	EGD Rate Zone	6,729	(8.908)	(0.084)	(8.992)
2	Union Rate Zones	6,018	(7.967)	(0.075)	(8.042)
3	Total	12,748	(16.874)	(0.160)	(17.034)

Note:
(1) 2018 actual rate base per EB-2019-0105, Exhibit B, Tab 2, Appendix B, Schedule 1 for the EGD Rate Zone and EB-2019-0105, Exhibit C, Tab 2, Appendix A, Schedule 4 for the Union Rate Zones.
(2) Allocated in proportion to column (a).

UNIT RATE AND TYPE OF SERVICE: CLEARING IN OCTOBER 2021

		COL.1
		Unit Rate (¢/m³)
Bundled Services:		
RATE 1	- SYSTEM SALES	(0.2196)
	- BUY/SELL	0.0000
	- ONTARIO T-SERVICE	(0.1711)
	- DAWN T-SERVICE	(0.1711)
	- WESTERN T-SERVICE	(0.2196)
RATE 6	- SYSTEM SALES	0.0120
	- BUY/SELL	0.0000
	- ONTARIO T-SERVICE	0.0605
	- DAWN T-SERVICE	0.0605
	- WESTERN T-SERVICE	0.0120
RATE 9	- SYSTEM SALES	0.0000
	- BUY/SELL	0.0000
	- ONTARIO T-SERVICE	0.0000
	- DAWN T-SERVICE	0.0000
	- WESTERN T-SERVICE	0.0000
RATE 100	- SYSTEM SALES	(0.0177)
	- BUY/SELL	0.0000
	- ONTARIO T-SERVICE	0.0000
	- DAWN T-SERVICE	0.0307
	- WESTERN T-SERVICE	0.0000
RATE 110	- SYSTEM SALES	(0.0083)
	- BUY/SELL	0.0000
	- ONTARIO T-SERVICE	0.0401
	- DAWN T-SERVICE	0.0401
	- WESTERN T-SERVICE	(0.0083)
RATE 115	- SYSTEM SALES	(0.0080)
	- BUY/SELL	0.0000
	- ONTARIO T-SERVICE	0.0405
	- DAWN T-SERVICE	0.0405
	- WESTERN T-SERVICE	0.0000
RATE 135	- SYSTEM SALES	(0.0075)
	- BUY/SELL	0.0000
	- ONTARIO T-SERVICE	0.0000
	- DAWN T-SERVICE	0.0410
	- WESTERN T-SERVICE	(0.0075)
RATE 145	- SYSTEM SALES	(0.0133)
	- BUY/SELL	0.0000
	- ONTARIO T-SERVICE	0.0000
	- DAWN T-SERVICE	0.0352
	- WESTERN T-SERVICE	0.0000
RATE 170	- SYSTEM SALES	(0.0073)
	- BUY/SELL	0.0000
	- ONTARIO T-SERVICE	0.0411
	- DAWN T-SERVICE	0.0411
	- WESTERN T-SERVICE	0.0000
RATE 200	- SYSTEM SALES	(0.0076)
	- BUY/SELL	0.0000
	- ONTARIO T-SERVICE	0.0408
	- DAWN T-SERVICE	0.0408
	- WESTERN T-SERVICE	0.0000
Unbundled Services (Billing based on CD):		
RATE 125	- All	(0.1582)
RATE 300	- All	(0.7471)
RATE 332	- All	(0.1583)

DETERMINATION OF BALANCES TO BE CLEARED
FROM THE 2020 DEFERRAL AND VARIANCE ACCOUNTS

ITEM NO.		COL. 1 PRINCIPAL For CLEARING ($000)	COL. 2 INTEREST ($000)	COL. 3 TOTAL For CLEARING ($000)
EGD RATE ZONE				
1.	TRANSACTIONAL SERVICES D/A	(3,884.9)	(16.6)	(3,901.5)
2.	UNACCOUNTED FOR GAS V/A	221.7	(0.2)	221.5
3.	STORAGE AND TRANSPORTATION D/A	(229.6)	(29.1)	(258.7)
4.	DEFERRED REBATE ACCOUNT	2,518.2	27.1	2,545.3
5.	OEB COST ASSESSMENT VARIANCE ACCOUNT	3,006.4	30.4	3,036.8
6.	AVERAGE USE TRUE-UP V/A	(7,883.1)	(33.7)	(7,916.8)
7.	ELECTRIC PROGRAM EARNINGS SHARING D/A	-	-	-
8.	TRANSITION IMPACT OF ACCT CHANGE D/A	4,435.8	-	4,435.8
9.	DAWN ACCESS COSTS D/A	2,066.7	8.8	2,075.5
10.	GAS SUPPLY PLAN COST CONSEQUENCES D/A	-	-	-
11.	EGD RATE ZONE SUB-TOTAL	251.2	(13.3)	237.9
EGI ACCOUNTS				
12.	TAX VARIANCE - ACCELERATED CCA - EGI	(8,907.6)	(84.4)	(8,992.0)
13.	EGI SUB-TOTAL	(8,907.6)	(84.4)	(8,992.0)
14.	TOTAL	(8,656.4)	(97.7)	(8,754.1)

CLASSIFICATION AND ALLOCATION OF DEFERRAL AND VARIANCE ACCOUNT BALANCES

ITEM NO.		COL.1 TOTAL ($000)	COL. 2 SALES AND WBT ($000)	COL. 3 TOTAL SALES ($000)	COL. 4 TOTAL DELIVERIES ($000)	COL. 5 SPACE ($000)	COL. 6 DELIVE-RABILITY ($000)	COL. 7 DIRECT ($000)	COL. 8 NUMBER OF CUSTOMERS ($000)	COL. 9 RATE BASE ($000)	COL. 10 BUNDLED ANNUAL DELIVERIES ($000)
	CLASSIFICATION										
1.	TRANSACTIONAL SERVICES D/A	(3,901.5)	(3,895.7)			(2.0)	(3.8)				
2.	UNACCOUNTED FOR GAS V/A	221.5			221.5						
3.	STORAGE AND TRANSPORTATION D/A	(258.7)				(88.1)	(170.6)				
4.	DEFERRED REBATE ACCOUNT	2,545.3			2,545.3						
5.	OEB COST ASSESSMENT VARIANCE ACCOUNT	3,036.8								3,036.8	
6.	TAX VARIANCE - ACCELERATED CCA - EGI	(8,992.0)								(8,992.0)	
7.	AVERAGE USE TRUE-UP V/A	(7,916.8)						(7,916.8)			
8.	ELECTRIC PROGRAM EARNINGS SHARING D/A	0.0								0.0	
9.	TRANSITION IMPACT OF ACCT CHANGE D/A	4,435.8								4,435.8	
10.	DAWN ACCESS COSTS D/A	2,075.5									2,075.5
	TOTAL	(8,754.1)	(3,895.7)	0.0	2,766.8	(90.1)	(174.5)	(7,916.8)	0.0	(1,519.4)	2,075.5
	ALLOCATION										
1.1	RATE 1	(10,706.0)	(2,330.3)	0.0	1,182.7	(42.8)	(95.8)	(9,310.2)	0.0	(996.7)	887.2
1.2	RATE 6	1,367.3	(1,446.8)	0.0	1,123.8	(46.2)	(76.1)	1,393.4	0.0	(423.6)	843.0
1.3	RATE 9	(0.0)	0.0	0.0	0.0	(0.0)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
1.4	RATE 100	1.7	(4.4)	0.0	4.9	(0.2)	(0.3)	0.0	0.0	(1.8)	3.6
1.5	RATE 110	352.9	(40.8)	0.0	237.1	(2.6)	(0.4)	0.0	0.0	(18.2)	177.9
1.6	RATE 115	152.7	(0.4)	0.0	91.4	(0.0)	(0.2)	0.0	0.0	(6.7)	68.5
1.7	RATE 125	(14.6)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	(14.6)	0.0
1.8	RATE 135	23.1	(3.6)	0.0	15.8	0.0	0.0	0.0	0.0	(0.8)	11.8
1.9	RATE 145	7.9	(0.3)	0.0	5.7	(0.2)	0.0	0.0	0.0	(1.5)	4.2
1.10	RATE 170	99.4	(2.3)	0.0	59.8	(0.8)	0.0	0.0	0.0	(2.1)	44.9
1.11	RATE 200	10.8	(66.6)	0.0	45.8	2.7	(1.6)	0.0	0.0	(3.8)	34.3
1.12	RATE 300	(0.1)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	(0.1)	0.0
1.13	RATE 332	(49.3)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	(49.3)	0.0
		(8,754.1)	(3,895.7)	0.0	2,766.8	(90.1)	(174.5)	(7,916.8)	0.0	(1,519.4)	2,075.5

ALLOCATION BY TYPE OF SERVICE

		COL.1	COL. 2	COL. 3	COL. 4	COL. 5	COL. 6	COL. 7	COL. 8	COL. 9	COL. 10
		TOTAL	SALES AND WBT	TOTAL SALES	TOTAL DELIVERIES	SPACE	DELIVE-RABILITY	DIRECT	NUMBER OF CUSTOMERS	RATE BASE	BUNDLED ANNUAL DELIVERIES
		($000)	($000)	($000)	($000)	($000)	($000)	($000)	($000)	($000)	($000)
Bundled Services:											
RATE 1	- SYSTEM SALES	(10,517.8)	(2,321.4)	-	1,157.4	(41.9)	(93.8)	(9,111.0)	-	(975.4)	868.2
	- BUY/SELL	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	- T-SERVICE EXCL WBT	(0.3)	-	-	0.0	(0.0)	(0.0)	(0.3)	-	(0.0)	0.0
	- DAWN T-SERVICE	(147.5)	-	-	20.8	(0.8)	(1.7)	(163.9)	-	(17.6)	15.6
	- WBT	(40.4)	(8.9)	-	4.4	(0.2)	(0.4)	(35.0)	-	(3.7)	3.3
RATE 6	- SYSTEM SALES	338.6	(1,362.1)	-	679.1	(27.9)	(46.0)	842.1	-	(256.0)	509.4
	- BUY/SELL	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	- T-SERVICE EXCL WBT	30.7	-	-	12.2	(0.5)	(0.8)	15.2	-	(4.6)	9.2
	- DAWN T-SERVICE	977.0	-	-	390.1	(16.0)	(26.4)	483.8	-	(147.1)	292.7
	- WBT	21.1	(84.8)	-	42.3	(1.7)	(2.9)	52.4	-	(15.9)	31.7
RATE 9	- SYSTEM SALES	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	- BUY/SELL	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	- T-SERVICE EXCL WBT	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	- DAWN T-SERVICE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	- WBT	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
RATE 100	- SYSTEM SALES	(1.6)	(4.4)	-	2.2	(0.1)	(0.1)	-	-	(0.8)	1.7
	- BUY/SELL	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	- T-SERVICE EXCL WBT	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	- DAWN T-SERVICE	3.4	-	-	2.7	(0.1)	(0.2)	-	-	(1.0)	2.0
	- WBT	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
RATE 110	- SYSTEM SALES	(6.0)	(34.8)	-	17.3	(0.2)	(0.0)	-	-	(1.3)	13.0
	- BUY/SELL	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	- T-SERVICE EXCL WBT	26.2	-	-	15.8	(0.2)	(0.0)	-	-	(1.2)	11.8
	- DAWN T-SERVICE	333.7	-	-	201.0	(2.2)	(0.3)	-	-	(15.5)	150.8
	- WBT	(1.0)	(6.0)	-	3.0	(0.0)	(0.0)	-	-	(0.2)	2.3
RATE 115	- SYSTEM SALES	(0.1)	(0.4)	-	0.2	(0.0)	(0.0)	-	-	(0.0)	0.1
	- BUY/SELL	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	- T-SERVICE EXCL WBT	51.1	-	-	30.5	(0.0)	(0.1)	-	-	(2.2)	22.9
	- DAWN T-SERVICE	101.6	-	-	60.7	(0.0)	(0.1)	-	-	(4.4)	45.5
	- WBT	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
RATE 135	- SYSTEM SALES	(0.1)	(0.9)	-	0.4	-	-	-	-	(0.0)	0.3
	- BUY/SELL	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	- T-SERVICE EXCL WBT	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	- DAWN T-SERVICE	23.7	-	-	14.0	-	-	-	-	(0.7)	10.5
	- WBT	(0.4)	(2.8)	-	1.4	-	-	-	-	(0.1)	1.0
RATE 145	- SYSTEM SALES	(0.1)	(0.3)	-	0.2	(0.0)	-	-	-	(0.0)	0.1
	- BUY/SELL	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	- T-SERVICE EXCL WBT	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	- DAWN T-SERVICE	8.0	-	-	5.5	(0.2)	-	-	-	(1.5)	4.1
	- WBT	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
RATE 170	- SYSTEM SALES	(0.4)	(2.3)	-	1.2	(0.0)	-	-	-	(0.0)	0.9
	- BUY/SELL	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	- T-SERVICE EXCL WBT	57.3	-	-	33.7	(0.4)	-	-	-	(1.2)	25.3
	- DAWN T-SERVICE	42.5	-	-	24.9	(0.3)	-	-	-	(0.9)	18.7
	- WBT	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
RATE 200	- SYSTEM SALES	(10.5)	(66.6)	-	33.2	1.9	(1.2)	-	-	(2.8)	24.9
	- BUY/SELL	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	- T-SERVICE EXCL WBT	0.7	-	-	0.4	0.0	(0.0)	-	-	(0.0)	0.3
	- DAWN T-SERVICE	20.6	-	-	12.2	0.7	(0.4)	-	-	(1.0)	9.1
	- WBT	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Unbundled Services: (Billing based on CD)											
RATE 125		(14.6)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	(14.6)	
RATE 300		(0.1)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	(0.1)	
RATE 332		(49.3)						0.0		(49.3)	
		(8,754.1)	(3,895.7)	0.0	2,766.8	(90.1)	(174.5)	(7,916.8)	0.0	(1,519.4)	2,075.5

UNIT RATE BY TYPE OF SERVICE

		COL.1	COL. 2	COL. 3	COL. 4	COL. 5	COL. 6	COL. 7	COL. 8	COL. 9	COL. 10
		TOTAL	SALES AND WBT	TOTAL SALES	TOTAL DELIVERIES	SPACE	DELIVE-RABILITY	DIRECT	NUMBER OF CUSTOMERS	RATE BASE	BUNDLED ANNUAL DELIVERIES
		(¢/m³)	(¢/m³)	(¢/m³)	(¢/m³)	(¢/m³)	(¢/m³)	(¢/m³)	(¢/m³)	(¢/m³)	(¢/m³)
Bundled Services:											
RATE 1	- SYSTEM SALES	(0.2196)	(0.0485)	0.0000	0.0242	(0.0009)	(0.0020)	(0.1902)	0.0000	(0.0204)	0.0181
	- BUY/SELL	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000
	- ONTARIO T-SERVICE	(0.1711)	0.0000	0.0000	0.0242	(0.0009)	(0.0020)	(0.1902)	0.0000	(0.0204)	0.0181
	- DAWN T-SERVICE	(0.1711)	0.0000	0.0000	0.0242	(0.0009)	(0.0020)	(0.1902)	0.0000	(0.0204)	0.0181
	- WESTERN T-SERVICE	(0.2196)	(0.0485)	0.0000	0.0242	(0.0009)	(0.0020)	(0.1902)	0.0000	(0.0204)	0.0181
RATE 6	- SYSTEM SALES	0.0120	(0.0485)	0.0000	0.0242	(0.0010)	(0.0016)	0.0300	0.0000	(0.0091)	0.0181
	- BUY/SELL	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000
	- ONTARIO T-SERVICE	0.0605	0.0000	0.0000	0.0242	(0.0010)	(0.0016)	0.0300	0.0000	(0.0091)	0.0181
	- DAWN T-SERVICE	0.0605	0.0000	0.0000	0.0242	(0.0010)	(0.0016)	0.0300	0.0000	(0.0091)	0.0181
	- WESTERN T-SERVICE	0.0120	(0.0485)	0.0000	0.0242	(0.0010)	(0.0016)	0.0300	0.0000	(0.0091)	0.0181
RATE 9	- SYSTEM SALES	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000
	- BUY/SELL	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000
	- ONTARIO T-SERVICE	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000
	- DAWN T-SERVICE	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000
	- WESTERN T-SERVICE	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000
RATE 100	- SYSTEM SALES	(0.0177)	(0.0485)	0.0000	0.0242	(0.0008)	(0.0016)	0.0000	0.0000	(0.0091)	0.0181
	- BUY/SELL	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000
	- ONTARIO T-SERVICE	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000
	- DAWN T-SERVICE	0.0307	0.0000	0.0000	0.0242	(0.0008)	(0.0016)	0.0000	0.0000	(0.0091)	0.0181
	- WESTERN T-SERVICE	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000
RATE 110	- SYSTEM SALES	(0.0083)	(0.0485)	0.0000	0.0242	(0.0003)	(0.0000)	0.0000	0.0000	(0.0019)	0.0181
	- BUY/SELL	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000
	- ONTARIO T-SERVICE	0.0401	0.0000	0.0000	0.0242	(0.0003)	(0.0000)	0.0000	0.0000	(0.0019)	0.0181
	- DAWN T-SERVICE	0.0401	0.0000	0.0000	0.0242	(0.0003)	(0.0000)	0.0000	0.0000	(0.0019)	0.0181
	- WESTERN T-SERVICE	(0.0083)	(0.0485)	0.0000	0.0242	(0.0003)	(0.0000)	0.0000	0.0000	(0.0019)	0.0181
RATE 115	- SYSTEM SALES	(0.0080)	(0.0485)	0.0000	0.0242	(0.0000)	(0.0000)	0.0000	0.0000	(0.0018)	0.0181
	- BUY/SELL	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000
	- ONTARIO T-SERVICE	0.0405	0.0000	0.0000	0.0242	(0.0000)	(0.0000)	0.0000	0.0000	(0.0018)	0.0181
	- DAWN T-SERVICE	0.0405	0.0000	0.0000	0.0242	(0.0000)	(0.0000)	0.0000	0.0000	(0.0018)	0.0181
	- WESTERN T-SERVICE	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000
RATE 135	- SYSTEM SALES	(0.0075)	(0.0485)	0.0000	0.0242	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	(0.0013)	0.0181
	- BUY/SELL	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000
	- ONTARIO T-SERVICE	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000
	- DAWN T-SERVICE	0.0410	0.0000	0.0000	0.0242	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	(0.0013)	0.0181
	- WESTERN T-SERVICE	(0.0075)	(0.0485)	0.0000	0.0242	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	(0.0013)	0.0181
RATE 145	- SYSTEM SALES	(0.0133)	(0.0485)	0.0000	0.0242	(0.0007)	0.0000	0.0000	0.0000	(0.0064)	0.0181
	- BUY/SELL	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000
	- ONTARIO T-SERVICE	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000
	- DAWN T-SERVICE	0.0352	0.0000	0.0000	0.0242	(0.0007)	0.0000	0.0000	0.0000	(0.0064)	0.0181
	- WESTERN T-SERVICE	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000
RATE 170	- SYSTEM SALES	(0.0073)	(0.0485)	0.0000	0.0242	(0.0003)	0.0000	0.0000	0.0000	(0.0008)	0.0181
	- BUY/SELL	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000
	- ONTARIO T-SERVICE	0.0411	0.0000	0.0000	0.0242	(0.0003)	0.0000	0.0000	0.0000	(0.0008)	0.0181
	- DAWN T-SERVICE	0.0411	0.0000	0.0000	0.0242	(0.0003)	0.0000	0.0000	0.0000	(0.0008)	0.0181
	- WESTERN T-SERVICE	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000
RATE 200	- SYSTEM SALES	(0.0076)	(0.0485)	0.0000	0.0242	0.0014	(0.0009)	0.0000	0.0000	(0.0020)	0.0181
	- BUY/SELL	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000
	- ONTARIO T-SERVICE	0.0408	0.0000	0.0000	0.0242	0.0014	(0.0009)	0.0000	0.0000	(0.0020)	0.0181
	- DAWN T-SERVICE	0.0408	0.0000	0.0000	0.0242	0.0014	(0.0009)	0.0000	0.0000	(0.0020)	0.0181
	- WESTERN T-SERVICE	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000
Unbundled Services (Billing based on CD, ¢/m3):											
RATE 125	- All	(0.1582)	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	(0.1582)	0.0000
	- Customer-specific **										
RATE 300	- All	(0.7471)	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	(0.7471)	0.0000
	- Customer-specific **										
RATE 332	- All	(0.1583)	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	0.0000	(0.1583)	0.0000

Notes:

* Unit Rates derived based on 2020 actual volumes

ENBRIDGE GAS DISTRIBUTION INC.
2020 DEFERRAL AND VARIANCE ACCOUNT CLEARING
BILL ADJUSTMENT IN OCTOBER 2021 FOR TYPICAL CUSTOMERS

Item No.	Col. 1	Col. 2	Col. 3	Col. 4	Col. 5	Col. 6	Col. 7	Col. 8	Col. 9	Col. 10
			Unit Rates				Bill Adjustment			
	GENERAL SERVICE	Annual Volume m^3	Sales cents/m^3	Ontario TS cents/m^3	Dawn TS cents/m^3	Western TS cents/m^3	Sales Customers $	Ontario TS Customers $	Dawn TS Customers $	Western TS Customers $
1.1	**RATE 1 RESIDENTIAL**									
1.2	Heating & Water Heating	2,400	(0.2196)	(0.1711)	(0.1711)	(0.2196)	(5.3)	(4.1)	(4.1)	(5.3)
2.1	**RATE 6 COMMERCIAL**									
2.2	General Use	43,285	0.0120	0.0605	0.0605	0.0120	5.2	26.2	26.2	5.2
	CONTRACT SERVICE									
3.1	**RATE 100**									
3.2	Industrial - small size	339,188	(0.0177)	0.0000	0.0307	0.0000	(60.2)	-	104.2	-
4.1	**RATE 110**									
4.2	Industrial - small size, 50% LF	598,568	(0.0083)	0.0401	0.0401	(0.0083)	(49.9)	240.2	240.2	(49.9)
4.3	Industrial - avg. size, 75% LF	9,976,121	(0.0083)	0.0401	0.0401	(0.0083)	(832.2)	4,002.9	4,002.9	(832.2)
5.1	**RATE 115**									
5.2	Industrial - small size, 80% LF	4,471,609	(0.0080)	0.0405	0.0405	0.0000	(357.2)	1,810.1	1,810.1	-
6.1	**RATE 135**									
6.2	Industrial - Seasonal Firm	598,567	(0.0075)	0.0000	0.0410	(0.0075)	(44.6)	-	245.5	(44.6)
7.1	**RATE 145**									
7.2	Commercial - avg. size	598,568	(0.0133)	0.0000	0.0352	0.0000	(79.4)	-	210.7	-
8.1	**RATE 170**									
8.2	Industrial - avg. size, 75% LF	9,976,121	(0.0073)	0.0411	0.0411	0.0000	(732.9)	4,102.2	4,102.2	-

Notes:
Col. 7 = Col. 2 x Col. 3
Col. 8 = Col. 2 x Col. 4
Col. 9 = Col. 2 x Col. 5
Col. 10 = Col. 2 x Col. 6

ENBRIDGE GAS INC.
Union Rate Zones
2020 Deferral Account Balances
Year Ending December 31, 2020

Line No.	Account Number	Account Name ($000's)	Balance (a)	Interest (b)	Total (c)
1	179-131	Upstream Transportation Optimization	12,124	52	12,175
2	179-107	Spot Gas Variance Account	-	-	-
3	179-108	Unabsorbed Demand Costs Variance Account	(1,750)	(41)	(1,791)
4	179-132	Deferral Clearing Variance Account - Supply	(1,032)	(4)	(1,035)
5	179-132	Deferral Clearing Variance Account - Transport	823	3	826
6	179-153	Base Service North T-Service TransCanada Capacity	28	0	28
7	179-070	Short-Term Storage and Other Balancing Services	1,272	5	1,277
8	179-133	Normalized Average Consumption	7,182	96	7,278
9	179-132	Deferral Clearing Variance Account	4,503	17	4,520
10	179-151	OEB Cost Assessment Variance Account	1,234	13	1,247
11	179-103	Unbundled Services Unauthorized Storage Overrun	-	-	-
12	179-112	Gas Distribution Access Rule Costs	-	-	-
13	179-123	Conservation Demand Management	-	-	-
14	179-136	Parkway West Project Costs	(470)	(4)	(474)
15	179-137	Brantford-Kirkwall/Parkway D Project Costs	(32)	(0)	(32)
16	179-142	Lobo C Compressor/Hamilton-Milton Pipeline Project Costs	121	0	121
17	179-144	Lobo D/Bright C/Dawn H Compressor Project Costs	(1,190)	(8)	(1,197)
18	179-149	Burlington-Oakville Project Costs	(48)	(0)	(48)
19	179-156	Panhandle Reinforcement Project Costs	(2,101)	(4)	(2,104)
20	179-162	Sudbury Replacement Project	-	-	-
21	179-138	Parkway Obligation Rate Variance	-	-	-
22	179-143	Unauthorized Overrun Non-Compliance Account	-	-	-
23	179-157	Pension and OPEB Forecast Accrual vs. Actual Cash Payment Differential V/A	-	(1,006)	(1,006)
24	179-135	Unaccounted for Gas Volume Variance Account	-	-	-
25	179-141	Unaccounted for Gas Price Variance Account	5	0	5
26	**Total for Union Rate Zone Specific Accounts (Lines 1 through 25)**		20,670	(880)	19,790
27	179-382	Earnings Sharing (Union Rate Zone Portion)	-	-	-
28	179-383	Tax Variance - Accelerated CCA - (Union Rate Zone Portion)	(7,967)	(75)	(8,042)
29	179-380	Expansion of Natural Gas Distribution Systems V/A (Union Rate Zone Portion)	-	-	-
30	**Total for EGI Accounts allocated to Union Rate Zone**		(7,967)	(75)	(8,042)
31	**Total Union Rate Zone Deferral Account Balances (Line 26 + Line 30)**		12,703	(955)	11,748

ENBRIDGE GAS INC.
Union Rate Zones
Allocation of Deferral Account Balances

Line No.	Particulars ($000's)	Acct No.	Union North					Union South																Total (1)
			Rate 01	Rate 10	Rate 20	Rate 100	Rate 25	M1	M2	M4	M5A	M7	M9	M10	T1	T2	T3	M12	M13	Excess Utility	C1	M16		
		(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g)	(h)	(i)	(j)	(k)	(l)	(m)	(n)	(o)	(p)	(q)	(r)	(s)	(t)	(u)		(v)
	Gas Supply Related Deferrals:																							
1	Upstream Transportation Optimization	179-131	1,980	590	235	-	45	7,522	1,525	150	7	76	43	1	-	-	-	-	-	-	-	-		12,175
2	Spot Gas Variance Account	179-107	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		-
3	Unabsorbed Demand Cost (UDC) Variance Account	179-108	(4,520)	(876)	(178)	-	-	3,052	619	61	3	31	18	0	-	-	-	-	-	-	-	-		(1,791)
4	Deferral Clearing Variance Account - Supply (2)	179-132	-	-	-	-	-	(1,360)	190	63	21	2	47	1	-	-	-	-	-	-	-	-		(1,035)
5	Deferral Clearing Variance Account - Transport (2)	179-132	824	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		826
6	Base Service North T-Service TransCanada Capacity Account	179-153	-	-	24	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		28
7	Total Gas Supply Related Deferrals		(1,716)	(284)	80	5	45	9,214	2,334	275	31	109	108	3	-	-	-	-	-	-	-	-		10,204
	Storage Related Deferrals:																							
8	Short-Term Storage and Other Balancing Services	179-70	174	49	27	1	-	398	150	67	1	38	7	0	29	304	32	-	-	-	-	-		1,277
	Delivery Related Deferrals:																							
9	Normalized Average Consumption (NAC)	179-133	468	1,417	-	-	-	2,519	2,874	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		7,278
10	Deferral Clearing Variance Account - Delivery (2)	179-132	1,076	446	-	-	-	1,967	1,030	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		4,520
11	OEB Cost Assessment Variance Account	179-151	250	22	19	16	7	630	59	22	25	6	1	0	16	44	5	117	0	5	3	0		1,247
12	Unbundled Services Unauthorized Storage Overrun	179-103	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		-
13	Gas Distribution Access Rule (GDAR) Costs	179-112	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		-
14	Conservation Demand Management	179-123	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		-
15	Parkway West Project Costs	179-136	(4)	(7)	(1)	1	1	53	(0)	1	2	(0)	(0)	0	2	10	(1)	(531)	0	1	2	0		(474)
16	Brantford-Kirkwall/Parkway D Project Costs	179-137	(5)	(1)	(1)	(0)	(0)	(11)	(2)	(1)	(0)	(0)	(0)	(0)	(0)	(2)	(0)	(8)	(0)	(0)	(0)	(0)		(32)
17	Lobo C Compressor/Hamilton-Milton Pipeline Project Costs	179-142	(26)	0	(2)	(3)	(1)	(120)	(14)	(5)	(4)	(1)	(0)	(0)	(5)	(26)	(1)	332	(0)	(1)	(0)	(0)		121
18	Lobo D/Bright C/ Dawn H Compressor Project Costs	179-144	(120)	(14)	(7)	(5)	(2)	(294)	(39)	(13)	(9)	(4)	(1)	(0)	(12)	(56)	(7)	(598)	(0)	(10)	(6)	(0)		(1,197)
19	Burlington-Oakville Project Costs	179-149	(2)	(0)	(0)	(0)	(0)	(24)	(7)	(2)	(0)	(1)	(0)	(0)	(2)	(13)	(2)	7	0	(0)	0	0		(48)
20	Panhandle Reinforcement Project Costs	179-156	(8)	(2)	(1)	(1)	(0)	(446)	(153)	(163)	(3)	(38)	0	0	(116)	(855)	0	(2)	(0)	(0)	(262)	(55)		(2,104)
21	Sudbury Replacement Project	179-162	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		-
22	Parkway Obligation Rate Variance	179-138	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		-
23	Unauthorized Overrun Non-Compliance Account	179-143	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		-
24	Pension & OPEB Forecast Accrual vs Actual Cash Payment Differential Variance	179-157	(202)	(18)	(18)	(15)	(7)	(495)	(48)	(20)	(23)	(5)	(1)	(0)	(14)	(35)	(4)	(95)	(0)	(3)	(2)	(0)		(1,006)
25	Unaccounted for Gas (UFG) Volume Variance Account	179-135	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		-
26	Unaccounted for Gas (UFG) Price Variance Account	179-141	0	0	0	-	0	2	1	0	0	0	0	0	-	-	-	-	0	-	1	0		5
27	Tax Variance - Accelerated CCA - EGI	179-383	(1,429)	(220)	(156)	(120)	(43)	(3,122)	(473)	(118)	(100)	(41)	(8)	(0)	(82)	(360)	(48)	(1,659)	(1)	(46)	(15)	(2)		(8,042)
28	Total Delivery-Related Deferrals		(3)	1,623	(168)	(128)	(46)	660	3,228	(299)	(113)	(84)	(9)	(0)	(213)	(1,294)	(58)	(2,437)	(1)	(55)	(280)	(57)		267
29	Total 2020 Storage and Delivery Disposition (Line 8 + Line 28)		171	1,672	(141)	(127)	(46)	1,058	3,378	(231)	(112)	(47)	(2)	(0)	(184)	(990)	(25)	(2,437)	(1)	(55)	(280)	(57)		1,544
30	Total 2020 Deferral Account Disposition (Line 7 + Line 29)		(1,545)	1,388	(61)	(122)	(1)	10,272	5,712	44	(81)	63	106	2	(184)	(990)	(25)	(2,437)	(1)	(55)	(280)	(57)		11,748
31	Earnings Sharing Deferral Account	179-382	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		-
32	Grand Total (Line 30 + Line 31)		(1,545)	1,388	(61)	(122)	(1)	10,272	5,712	44	(81)	63	106	2	(184)	(990)	(25)	(2,437)	(1)	(55)	(280)	(57)		11,748

Notes:
(1) Exhibit F, Tab 3, Schedule 1.
(2) Exhibit E, Tab 1, Schedule 5.

ENBRIDGE GAS INC.
Union Rate Zones
Allocation of 2020 Gas Supply Related Deferral Accounts by Union North East and Union North West

Line No.	Particulars ($000's)	Acct No.	Rate 01	Rate 10	Rate 20	Rate 100	Rate 25	Total (1)
		(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g) = (sum b:f)
	Union North West							
	Gas Supply Related Deferrals:							
1	Spot Gas Variance Account	179-107	-	-	-	-	-	-
2	Unabsorbed Demand Cost (UDC) Variance Account	179-108	(5,404)	(1,104)	(207)	-	-	(6,715)
3	Upstream Transportation Optimization	179-131	1,012	258	101	-	30	1,401
4	Deferral Clearing Variance Account - Supply	179-132	-	-	-	-	-	-
5	Deferral Clearing Variance Account - Transport	179-132	486	(53)	-	-	-	433
6	Total Gas Supply Related Deferrals		(3,907)	(899)	(106)	-	30	(4,881)
	Storage Related Deferrals:							
7	Short-Term Storage and Other Balancing Services (2)	179-70	50	12	2	-	-	65
8	Total North West Deferral Account Disposition (Line 6 + Line 7)		(3,857)	(886)	(104)	-	30	(4,817)
	Union North East							
	Gas Supply Related Deferrals: (3)							
9	Spot Gas Variance Account	179-107	-	-	-	-	-	-
10	Unabsorbed Demand Cost (UDC) Variance Account	179-108	884	228	29	-	-	1,141
11	Upstream Transportation Optimization	179-131	968	332	134	-	15	1,449
12	Deferral Clearing Variance Account - Supply	179-132	-	-	-	-	-	-
13	Deferral Clearing Variance Account - Transport	179-132	338	55	-	-	-	393
14	Total Gas Supply Related Deferrals		2,191	615	162	-	15	2,983
	Storage Related Deferrals:							
15	Short-Term Storage and Other Balancing Services (2)	179-70	125	37	16	-	-	178
16	Total North East Deferral Account Disposition (Line 14 + Line 15)		2,315	652	179	-	15	3,160
	Total North							
	Gas Supply Related Deferrals: (3)							
17	Spot Gas Variance Account	179-107	-	-	-	-	-	-
18	Unabsorbed Demand Cost (UDC) Variance Account	179-108	(4,520)	(876)	(178)	-	-	(5,575)
19	Upstream Transportation Optimization	179-131	1,980	590	235	-	45	2,850
20	Deferral Clearing Variance Account - Supply	179-132	-	-	-	-	-	-
21	Deferral Clearing Variance Account - Transport	179-132	824	2	-	-	-	826
22	Total North Gas Supply Related Deferrals		(1,716)	(284)	56	-	45	(1,899)
	Storage Related Deferrals:							
23	Short-Term Storage and Other Balancing Services (2)	179-70	174	49	19	-	-	242
24	Total North Deferral Account Disposition (Line 22 + Line 23)		(1,542)	(235)	75	-	45	(1,656)

Notes:
(1) Exhibit F, Tab 3, Schedule 2, p.1.
(2) Excludes allocation to Rate 20/100 bundled storage service.
(3) In addition to the Gas Supply Related Deferrals listed, the Base Service North T-Service TransCanada Capacity Account will be disposed of to applicable Union North East rate zone customers, as shown at Exhibit F, Tab 3, Schedule 2, p. 1 and Exhibit F, Tab 3, Schedule 3, p. 3.

ENBRIDGE GAS INC.
Union Rate Zones
Unit Rates for One-Time Adjustment - Delivery
2020 Deferral Account Disposition

Line No.	Particulars	Rate Class	2020 Deferral Balances ($000's)	2020 Earnings Sharing Mechanism ($000's)	Deferral Balance for Disposition ($000's)	2020 Actual Volume (10^3m^3)	Unit Rate (cents/m^3)
			(a)	(b)	(c) = (a + b)	(d)	(e) = (c / d) * 100
	Union North						
1	Small Volume General Service	01	171	-	171	982,736	0.0174
2	Large Volume General Service	10	1,672	-	1,672	342,656	0.4881
3	Medium Volume Firm Service	20	(149)	-	(149)	778,476	(0.0191)
4	Large Volume High Load Factor	100	(128)	-	(128)	996,605	(0.0128)
5	Large Volume Interruptible	25	(46)	-	(46)	92,838	(0.0496)
	Union South						
6	Small Volume General Service	M1	1,058	-	1,058	3,003,878	0.0352
7	Large Volume General Service	M2	3,378	-	3,378	1,204,341	0.2805
8	Firm Com/Ind Contract	M4	(231)	-	(231)	621,380	(0.0372)
9	Interruptible Com/Ind Contract	M5	(112)	-	(112)	61,817	(0.1818)
10	Special Large Volume Contract	M7	(47)	-	(47)	618,372	(0.0076)
11	Large Wholesale	M9	(2)	-	(2)	88,765	(0.0024)
12	Small Wholesale	M10	(0)	-	(0)	360	(0.0988)
13	Contract Carriage Service	T1	(184)	-	(184)	430,312	(0.0427)
14	Contract Carriage Service	T2	(990)	-	(990)	4,017,975	(0.0246)
15	Contract Carriage- Wholesale	T3	(25)	-	(25)	264,209	(0.0095)

ENBRIDGE GAS INC.
Union Rate Zones
Unit Rates for Prospective Recovery/(Refund) - Gas Supply Commodity
2020 Deferral Account Disposition

Line No.	Particulars	Rate Class	2020 Deferral Balances ($000's)	2020 Earnings Sharing Mechanism ($000's)	Deferral Balance for Disposition ($000's)	2020 Actual Volume (10^3m^3)	Unit Rate (cents/m^3)
			(a)	(b)	(c) = (a + b)	(d)	(e) = (c / d) * 100
1	Small Volume General Service	M1	9,214	-	9,214	2,815,940	0.3272
2	Large Volume General Service	M2	2,334	-	2,334	571,025	0.4088
3	Firm Com/Ind Contract	M4	275	-	275	56,325	0.4882
4	Interruptible Com/Ind Contract	M5	31	-	31	2,712	1.1427
5	Special Large Volume Contract	M7	109	-	109	28,488	0.3836
6	Large Wholesale	M9	108	-	108	16,236	0.6630
7	Small Wholesale	M10	3	-	3	360	0.7230

ENBRIDGE GAS INC.
Union Rate Zones
Unit Rates for One-Time Adjustment - Gas Supply Transportation and Bundled Storage
2020 Deferral Account Disposition

Line No.	Particulars	Rate Class	2020 Deferral Balances ($000's)	2020 Earnings Sharing Mechanism ($000's)	Deferral Balance for Disposition ($000's)	2020 Actual Volume/ Demand	Billing Units	Unit Volumetric/ Demand Rate (cents/m^3)
			(a)	(b)	(c) = (a + b)	(d)		(e) = (c / d) * 100
	Gas Supply Transportation Charges							
	Union North West							
1	Small Volume General Service	01	(3,907)	-	(3,907)	282,189	10^3m^3	(1.3844)
2	Large Volume General Service	10	(899)	-	(899)	77,899	10^3m^3	(1.1538)
3	Medium Volume Firm Service	20	(106)	-	(106)	1,684	$10^3m^3/d$	(6.3030)
4	Large Volume Interruptible	25	30	-	30	13,596	10^3m^3	0.2220
	Union North East							
5	Small Volume General Service	01	2,191	-	2,191	700,547	10^3m^3	0.3127
6	Large Volume General Service	10	615	-	615	259,756	10^3m^3	0.2366
7	Medium Volume Firm Service	20	162	-	162	7,143	$10^3m^3/d$	2.2738
8	Large Volume Interruptible	25	15	-	15	16,363	10^3m^3	0.0918
9	North T-Service Transportation from Dawn Base Service ($/GJ)	20T/100T	28	-	28	240,414	GJ/d	0.118
	Storage ($/GJ)							
10	Bundled-T Storage Service	20T/100T	9	-	9	141,504	GJ/d	0.063

ENBRIDGE GAS INC.
Union Rate Zones
Storage and Transportation Service Amounts for Disposition
2020 Deferral Account Disposition

Line No.	Particulars ($000's) (1)	Rate Class	2020 Deferral Balances (a)	2020 Earnings Sharing Mechanism (b)	Deferral Balance for Disposition (c) = (a + b)
1	Transportation	M12	(2,437)	-	(2,437)
2	Transportation of Locally Produced Gas	M13	(1)	-	(1)
3	Cross Franchise Transportation	C1	(280)	-	(280)
4	Storage and Transportation Services	M16	(57)	-	(57)

Notes:
(1) Ex-franchise Rate M12, Rate M13, Rate M16 and Rate C1 customer specific amounts determined using approved deferral account allocation methodologies.

ENBRIDGE GAS INC.
Union Rate Zones
Calculation of One-Time Adjustments for Typical General Service Customers

Line No.	Particulars	Deferral Unit Rate (cents/m^3) (1) (a)	Volume (m^3) (2) (b)	Bill Impact ($) (c) = (a x b) / 100
	Small Volume General Service			
	Rate M1 - Union South			
1	Delivery	0.0352	2,200	0.77
2	Commodity	0.3272	2,200	7.20
3	Sales Service Impact	0.3624		7.97
4	Direct Purchase Impact			0.77
	Rate 01 - Union North West			
5	Delivery	0.0174	2,200	0.38
6	Commodity	-	2,200	-
7	Transportation	(1.3844)	2,200	(30.46)
8	Sales Service Impact	(1.3670)		(30.08)
9	Bundled-T (Direct Purchase) Impact			(30.08)
	Rate 01 - Union North East			
10	Delivery	0.0174	2,200	0.38
11	Commodity	-	2,200	-
12	Transportation	0.3127	2,200	6.88
13	Sales Service Impact	0.3301		7.26
14	Bundled-T (Direct Purchase) Impact			7.26
	Large Volume General Service			
	Rate M2 - Union South			
15	Delivery	0.2805	73,000	204.77
16	Commodity	0.4088	73,000	298.41
17	Sales Service Impact	0.6893		503.18
18	Direct Purchase Impact			204.77
	Rate 10 - Union North West			
19	Delivery	0.4881	93,000	453.92
20	Commodity	-	93,000	-
21	Transportation	(1.1538)	93,000	(1,072.99)
22	Sales Service Impact	(0.6657)		(619.07)
23	Bundled-T (Direct Purchase) Impact			(619.07)
	Rate 10 - Union North East			
24	Delivery	0.4881	93,000	453.92
25	Commodity	-	93,000	-
26	Transportation	0.2366	93,000	220.07
27	Sales Service Impact	0.7247		673.99
28	Bundled-T (Direct Purchase) Impact			673.99

Notes:
(1) Exhibit F, Tab 3, Schedule 3, pp. 1-3, column (e).
(2) Average consumption, per customer, for the period January 1, 2020 to December 31, 2020.

ENBRIDGE GAS INC.
Union Rate Zones
Calculation of One-Time Adjustments for Typical Small and Large Customers

Line No.	Particulars	Deferral Unit Rate (1) (cents/m^3) (a)	Billing Units (m^3) (b)	Bill Impact ($) (2) (c)
	Union North			
	Small Rate 20 - Union North West			
1	Delivery	(0.0191)	3,000,000	(574)
2	Transportation	(6.3030)	14,000	(10,589)
3	Sales Service Impact	(6.3221)		(11,163)
4	Bundled-T (Direct Purchase) Impact			(11,163)
	Large Rate 20 - Union North West			
5	Delivery	(0.0191)	15,000,000	(2,872)
6	Transportation	(6.3030)	60,000	(45,381)
7	Sales Service Impact	(6.3221)		(48,253)
8	Bundled-T (Direct Purchase) Impact			(48,253)
	Small Rate 20 - Union North East			
9	Delivery	(0.0191)	3,000,000	(574)
10	Transportation	2.2738	14,000	3,820
11	Sales Service Impact	2.2547		3,246
12	Bundled-T (Direct Purchase) Impact			3,246
	Large Rate 20 - Union North East			
13	Delivery	(0.0191)	15,000,000	(2,872)
14	Transportation	2.2738	60,000	16,371
15	Sales Service Impact	2.2547		13,499
16	Bundled-T (Direct Purchase) Impact			13,499
	Average Rate 25 - Union North West			
17	Delivery	(0.0496)	2,275,000	(1,129)
18	Transportation	0.2220	2,275,000	5,050
19	Sales Service Impact	0.1724		3,921
20	Bundled-T (Direct Purchase) Impact			3,921
	Average Rate 25 - Union North East			
21	Delivery	(0.0496)	2,275,000	(1,129)
22	Transportation	0.0918	2,275,000	2,089
23	Sales Service Impact	0.0422		960
24	Bundled-T (Direct Purchase) Impact			960
	Small Rate 100			
25	T-Service (Direct Purchase) Impact	(0.0128)	27,000,000	(3,462)
	Large Rate 100			
26	T-Service (Direct Purchase) Impact	(0.0128)	240,000,000	(30,772)
	Union South			
	Small Rate M4			
27	Delivery	(0.0372)	875,000	(326)
28	Commodity	0.4882	875,000	4,272
29	Sales Service Impact	0.4510		3,946
30	Direct Purchase Impact			(326)
	Large Rate M4			
31	Delivery	(0.0372)	12,000,000	(4,469)
32	Commodity	0.4882	12,000,000	58,584
33	Sales Service Impact	0.4510		54,116
34	Direct Purchase Impact			(4,469)

Notes:
(1) Exhibit F, Tab 3, Schedule 3, pp. 1-3, column (e).
(2) Transportation bill impacts based on monthly demand (m^3/d).

ENBRIDGE GAS INC.
Union Rate Zones
Calculation of One-Time Adjustments for Typical Small and Large Customers

Line No.	Particulars	Deferral Unit Rate (1) (cents/m^3)	Billing Units (m^3)	Annual Bill Impact ($)
		(b)	(c)	(d)
	Union South (continued)			
	Small Rate M5 Interruptible			
1	Delivery	(0.1818)	825,000	(1,500)
2	Commodity	1.1427	825,000	9,427
3	Sales Service Impact	0.9609		7,927
4	Direct Purchase Impact			(1,500)
	Large Rate M5 Interruptible			
5	Delivery	(0.1818)	6,500,000	(11,818)
6	Commodity	1.1427	6,500,000	74,276
7	Sales Service Impact	0.9609		62,459
8	Direct Purchase Impact			(11,818)
	Small Rate M7			
9	Delivery	(0.0076)	36,000,000	(2,720)
10	Commodity	0.3836	36,000,000	138,079
11	Sales Service Impact	0.3760		135,359
12	Direct Purchase Impact			(2,720)
	Large Rate M7			
13	Delivery	(0.0076)	52,000,000	(3,929)
14	Commodity	0.3836	52,000,000	199,448
15	Sales Service Impact	0.3760		195,519
16	Direct Purchase Impact			(3,929)
	Small Rate M9			
17	Delivery	(0.0024)	6,950,000	(164)
18	Commodity	0.6630	6,950,000	46,080
19	Sales Service Impact	0.6607		45,915
20	Direct Purchase Impact			(164)
	Large Rate M9			
21	Delivery	(0.0024)	20,178,000	(477)
22	Commodity	0.6630	20,178,000	133,784
23	Sales Service Impact	0.6607		133,307
24	Direct Purchase Impact			(477)
	Rate M10			
25	Delivery	(0.0988)	94,500	(93)
26	Commodity	0.7230	94,500	683
27	Sales Service Impact	0.6242		590
28	Direct Purchase Impact			(93)
	Small Rate T1			
29	Direct Purchase Impact	(0.0427)	7,537,000	(3,222)
	Average Rate T1			
30	Direct Purchase Impact	(0.0427)	11,565,938	(4,944)
	Large Rate T1			
31	Direct Purchase Impact	(0.0427)	25,624,080	(10,954)
	Small Rate T2			
32	Direct Purchase Impact	(0.0246)	59,256,000	(14,593)
	Average Rate T2			
33	Direct Purchase Impact	(0.0246)	197,789,850	(48,710)
	Large Rate T2			
34	Direct Purchase Impact	(0.0246)	370,089,000	(91,143)
	Large Rate T3			
35	Direct Purchase Impact	(0.0095)	272,712,000	(25,947)

Notes:
(1) Exhibit F, Tab 3, Schedule 3, pp. 1-3, column (e).

2020 SCORECARD RESULTS – ENBRIDGE GAS

1. The purpose of the scorecard is to measure and monitor performance over the deferred rebasing period. The scorecard is produced annually, with 2020 being the second presentation of the scorecard for the amalgamated utility. Enbridge Gas met or exceeded all elements of the scorecard apart from two measures.

2. The measure Time to Reschedule Missed Appointments (TRMA) tracks the percentage of customers contacted to reschedule the work within two hours of the end of the original appointment time. The annual standard for TRMA is 100% and Enbridge Gas achieved 97.3% in 2020. TRMA is the only Scorecard metric with a target of 100%; and does not allow for human error. Even though it is the Company's objective to meet this target and Enbridge Gas has transitioned to the Click Mobile system in order to make it easier for employees and third party providers' to record appointments, this has not elevated Enbridge Gas' results. Efforts towards meeting the target of 100% are on-going. A cross functional team meets regularly to review performance on this metric, to address issues and to re-enforce training when necessary. Regional management teams meet monthly to drive performance as well.

3. The measure Meter Reading Performance represents the number of meters with no read for four consecutive months or more divided by the total number of active meters to be read. The target for the metric is 0.5% and Enbridge Gas achieved a level of 4.4% in 2020. Enbridge Gas was unable to meet the Meter Reading Performance Measurement metric due to two main factors: 1) The Covid-19 pandemic resulting in closed businesses and increased customer sensitivity over contact with meter readers, and 2) Extreme weather events such as freezing rain, polar vortex, heavy snowfall and flooding which limited the ability to travel to properties and access meters safely.

OEB Scorecard 2020

#	Performance Measure	Target	Actual 2020	Actual 2019
	CUSTOMER FOCUS (Service Quality & Customer Satisfaction)			
1	**Reconnection Response Time (# of days to reconnect a customer)** (# of reconnections completed within 2 business days/# of reconnections completed)	85.0%	98.9%	98.2%
2	**Scheduled appointments met on time (appointments met within designated time period)** (# of appointments met within 4hrs of the scheduled date/# of appointments scheduled in the month)	85.0%	98.8%	98.5%
3	**Telephone calls answered on time (call answering service level)** (# of calls answered within 30 seconds / # of calls received)	75.0%	75.2%	79.0%
4	**Customer Complaint Written Response (# of days to provide a written response)** # of complaints requiring response within 10 days / # of complaints requiring a written response	80.0%	100.0%	100.0%
5	**Billing accuracy** 'The requirement states that utilities should complete manual checks of their bills to verify data when a meter read demonstrates excessively high or low usage.'		427,524 manual checks completed as per QAP	429,386 manual checks completed as per QAP
6	**Abandon Rate (# of calls abandon rate)** (# of calls abandoned while waiting for a live agent / # of calls requesting to speak to a live agent)	10.0%	5.4%	2.5%
7	**Time to Reschedule Missed Appointments** (% of rescheduled work within 2 hours of the end of the original appointment time)	100.0%	97.3%	97.0%
	OPERATIONAL EFFECTIVENESS (Safety, System Reliability, Asset Management & Cost Control)			
8	**Meter Reading Performance** # of meters with no read for 4 consecutive months / # of active meters to be read	0.5%	4.4%	0.7%
9	**% of Emergency Calls Responded within One Hour** (# of emergency calls responded within 60 minutes / # of emergency calls)	90.0%	96.7%	96.7%
10	**Compression Reliability** % reliable for transmission compression		99.7%	99.9%
11	**Damages per 1000 locate requests**		2.22	1.97
12	**Total Cost per Customer** ($ / Customer)		658.2	653.6
13	**Total Cost per km of Distribution Pipe** ($ / km of Distribution Pipe)		16,928.5	16,735.4
	PUBLIC POLICY RESPONSIVENESS (Conservation & Demand Management & Connection of Renewable Generation)			
14	**Total Cumulative Cubic Meters of Natural Gas Saved (Net)** (Millions)		1,932.0	1,796.5
	FINANCIAL PERFORMANCE (Financial Ratios)			
15	**Current Ratio** (Current Assets / Current Liabilities)		0.66	0.75
16	**Debt Ratio** (Total Debt / Total Assets)		0.40	0.40
17	**Debt to Equity Ratio** (Total Debt / Shareholders' Equity)		1.01	0.98
18	**Interest Coverage** (EBIT / Interest Charges)		2.34	2.53
19	**Financial Statement Return on Assets** (Net Income / Total Assets)		1.97%	2.25%
20	**Financial Statement Return on Equity** (Net Income / Shareholders' Equity)		4.96%	5.56%

Ministry of Municipal Affairs and Housing

Office of the Deputy Minister

777 Bay Street, 17th Floor
Toronto ON M7A 2J3
Tel.: 416 585-7100

Ministère des Affaires Municipales et du Logement

Bureau du sous-ministre

777, rue Bay, 17e étage
Toronto ON M7A 2J3
Tél. : 416 585-7100

Ontario

July 2, 2021

MEMORANDUM TO: **Municipal Chief Administrative Officers and Clerks**

SUBJECT: **Entering Step Two of the Roadmap to Reopen**

I am writing to you today to advise that at 12:01 a.m. on June 30, 2021, Ontario has moved into Step Two of the Roadmap to Reopen (the "Roadmap"), the Government of Ontario's three-step plan to safely and cautiously reopen the province and gradually lift public health measures.

Step Two of the Roadmap

Step Two of the Roadmap focuses on the resumption of more outdoor activities and limited indoor services with small numbers of people where face coverings are worn, with other restrictions in place.

See below for an overview of Step Two of the Roadmap, which includes, but is not limited to, the following measures. Please refer to Ontario Regulation 263/20 for precise requirements:

- Outdoor social gatherings and organized public events with up to 25 people;
- Indoor social gatherings and organized public events with up to 5 people;
- Outdoor meeting and event spaces limited to the number that can maintain a physical distance of at least two metres from every other person, and must not exceed 25 per cent capacity;
- Indoor meeting and event spaces closed, with exceptions for certain purposes, including for viewing for potential booking of a future event.
- Indoor religious services, rites, or ceremonies, including wedding services and funeral services permitted at up to 25 per cent capacity of the particular room;
- Essential and other select retail permitted at 50 per cent capacity;
- Non-essential retail permitted at 25 per cent capacity;
- Personal care services where face coverings can be worn at all times, and at 25 per cent capacity and other restrictions;
- Outdoor dining with up to 6 people per table, with exceptions for larger households and other restrictions;

- Outdoor fitness classes limited to the number of people who can maintain 3 metres of physical distance;
- Outdoor sports without contact or modified to avoid contact, with no specified limit on number of people or teams participating, with restrictions;
- Overnight camps for children operating in a manner consistent with the safety guidelines produced by the Office of the Chief Medical Officer of Health;
- Outdoor sport facilities with spectators permitted at 25 per cent capacity;
- Outdoor concert venues, theatres and cinemas, with spectators permitted at 25 per cent capacity;
- Outdoor horse racing and motor speedways, with spectators permitted at 25 per cent capacity;
- Outdoor fairs, rural exhibitions, festivals, permitted at 25 per cent capacity and with other restrictions

Extension of Orders under the *Emergency Management and Civil Protection Act* (EMCPA) and the *Reopening Ontario (A Flexible Response to COVID-19) Act, 2020*

Of the five emergency orders currently in effect under the Emergency Management and Civil Protection Act (EMCPA) pursuant to O. Reg. 25/21 of that Act, the following three orders will be extended until July 14, 2021:

	Order in Council/Date Made	**Current Revocation Date**
1.	Order in Council filed as O. Reg. 8/21 (Enforcement of COVID-19 Measures), made on January 12, 2021	July 14, 2021
2.	Oder in Council filed as O. Reg. 55/21 (Compliance Orders for Retirement Homes), made on February 5, 2021	July 14, 2021
3	Order in Council filed as O. Reg. 305/21 (Regulated Health Professionals), made on April 21, 2021	July 14, 2021

Please note, the Lieutenant Governor in Council may further extend emergency orders under the EMCPA for up to 14 days at a time. For additional clarity, the following emergency orders under the EMCPA that are revoked on June 30, 2021:

	Order in Council/Date Made	**Current Revocation Date**
1.	Order in Council filed as O. Reg. 271/21 (Work Redeployment for Local Health Integration Networks and Ontario Health), made on April 9, 2021	June 30, 2021
2.	Order in Council filed as O. Reg. 272/21 (Transfer of Hospital Patients), made on April 9, 2021	June 30, 2021

In addition, orders made under the ROA will remain in force until July 19, 2021, with the possibility of further extension if approved by the Lieutenant Governor in Council. To

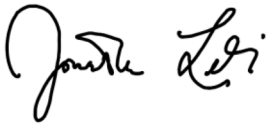
view the full list of orders in effect under the ROA, please visit O. Reg. 458/20: "Extensions of Orders" of that Act.

Enforcement of Orders

As the province cautiously moves ahead into Step Two, police officers and other provincial offences officers continue to have the authority to disperse gatherings or organized public events that are not complying with gathering/event limits and can temporarily close premises where prohibited gatherings or organized public events are occurring and require individuals to vacate.

Thank you for your dedication and ongoing cooperative efforts to help keep our communities safe and healthy.

Yours truly,



for Kate Manson-Smith
Deputy Minister

Ministry of Municipal Affairs and Housing

Office of the Deputy Minister

777 Bay Street, 17th Floor
Toronto ON M7A 2J3
Tel.: 416 585-7100

Ministère des Affaires Municipales et du Logement

Bureau du sous-ministre

777, rue Bay, 17e étage
Toronto ON M7A 2J3
Tél. : 416 585-7100

Ontario

2 juillet 2021

MEMORANDUM À : **Directeurs administratifs et greffiers municipaux**

OBJET : **Entrée dans la deuxième étape du Plan d'action pour le déconfinement**

Je vous écris aujourd'hui pour vous informer qu'à 0 h 01 le 30 juin 2021, l'Ontario est passé à la deuxième étape du Plan d'action pour le déconfinement (le « Plan d'action »), le plan en trois étapes du gouvernement de l'Ontario pour rouvrir la province de façon sécuritaire et prudente et lever progressivement les mesures de santé publique.

Deuxième étape du Plan d'action

La deuxième étape du Plan d'action est axée sur la reprise d'un plus grand nombre d'activités en plein air et de services limités à l'intérieur, avec un petit nombre de personnes qui portent un couvre-chef, et d'autres restrictions en place.

Voir ci-dessous pour un aperçu de la deuxième étape du Plan d'action, qui comprend, sans s'y limiter, les mesures suivantes. Veuillez consulter le Règlement de l'Ontario 263/20 pour connaître les exigences précises :

- réunions sociales en plein air et événements publics organisés avec un maximum de 25 personnes;
- réunions sociales en intérieur et événements publics organisés avec un maximum de 5 personnes;
- les espaces de réunion et d'événements en plein air sont limités au nombre de personnes qui peuvent maintenir une distance physique d'au moins deux mètres entre elles, et ne doivent pas dépasser 25 % de leur capacité;
- les espaces intérieurs de réunion et d'événement sont fermés, à l'exception de certains usages, y compris le visionnement en vue d'une réservation éventuelle d'un événement futur;
- les services religieux, rites ou cérémonies à l'intérieur, y compris les services de mariage et les services funéraires, sont autorisés jusqu'à 25 % de la capacité de la salle en question;
- les services essentiels et autres services de détail sélectionnés sont autorisés à 50 % de leur capacité;

- le commerce de détail non essentiel est autorisé à 25 % de sa capacité;
- les services de soins personnels où le port d'un couvre-chef est obligatoire à tout moment, et à une capacité de 25 %, ainsi que d'autres restrictions;
- repas en plein air avec un maximum de 6 personnes par table, avec des exceptions pour les ménages plus nombreux et d'autres restrictions;
- les cours de conditionnement physique en plein air sont limités au nombre de personnes pouvant maintenir une distance physique de 3 mètres;
- les sports de plein air sans contact ou modifiés pour éviter le contact, sans limite précise du nombre de personnes ou d'équipes participantes, avec des restrictions;
- les camps avec nuitées pour enfants fonctionnant conformément aux directives de sécurité élaborées par le Bureau du médecin hygiéniste en chef;
- les installations sportives extérieures avec spectateurs sont autorisées à 25 % de leur capacité;
- les lieux de concert en plein air, les théâtres et les cinémas, dont les spectateurs sont autorisés à 25 % de leur capacité;
- les courses de chevaux et pistes de vitesse en plein air, avec des spectateurs autorisés à 25 % de leur capacité;
- les foires en plein air, expositions rurales, festivals, autorisés à une capacité de 25 % et avec d'autres restrictions.

Prolongation des décrets en vertu de la *Loi sur la protection civile et la gestion des situations d'urgence* (LPCGSU) et de la *Loi de 2020 sur la réouverture de l'Ontario (mesures adaptables en réponse à la COVID-19)* (LRO)

Parmi les cinq décrets d'urgence actuellement en vigueur en vertu de la *Loi sur la protection civile et la gestion des situations d'urgence* (LPCGSU), conformément au Règlement de l'Ontario 25/21 de cette Loi, les trois décrets suivants seront prolongés jusqu'au 14 juillet 2021 :

	Décret/Date d'effet	**Date de révocation actuelle**
1.	Décret déposé sous le Règl. de l'Ont. 8/21 (Exécution de mesures liées à la COVID-19), en vigueur le 12 janvier 2021.	14 juillet 2021
2.	Décret déposé sous le Règl. de l'Ont. 55/21 (Ordres de conformité à l'égard des maisons de retraite), en vigueur le 5 février 2021.	14 juillet 2021
3	Décret déposé sous le Règl. de l'Ont. 305/21 (Professionnels de la santé réglementés), en vigueur le 21 avril 2021.	14 juillet 2021

Veuillez noter que le lieutenant-gouverneur en conseil peut prolonger les décrets d'urgence en vertu de la LPCGSU pour une période maximale de 14 jours à la fois. Pour plus de clarté, les décrets d'urgence suivants pris en vertu de la LPCGSU sont révoqués le 30 juin 2021 :

	Décret/Date de prise	Date de révocation actuelle
1.	Décret déposé en tant que Règl. de l'Ont. 271/21 (Réaffectation du travail — réseaux locaux d'intégration des services de santé et santé Ontario), pris le 9 avril 2021.	30 juin 2021
2.	Décret déposé sous le Règl. de l'Ont. 272/21 (Transfert de patients en milieu hospitalier), pris le 9 avril 2021.	30 juin 2021

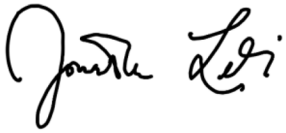
En outre, les décrets pris en vertu de la LRO resteront en vigueur jusqu'au 19 juillet 2021, avec la possibilité d'une nouvelle prolongation si le lieutenant-gouverneur en conseil l'approuve. Pour consulter la liste complète des décrets en vigueur en vertu de la LRO, veuillez consulter le Règlement de l'Ontario 458/20 : Prorogation de décrets de cette loi.

Exécution des décrets

Alors que la province avance prudemment vers la deuxième étape, les agents de police et autres agents chargés des infractions provinciales continuent d'avoir le pouvoir de disperser les rassemblements ou les événements publics organisés qui ne respectent pas les limites de rassemblement ou d'événement et peuvent fermer temporairement les lieux où se déroulent des rassemblements ou des événements publics organisés interdits et exiger que les personnes quittent les lieux.

Nous vous remercions de votre dévouement et de vos efforts continus de coopération pour contribuer à la sécurité et à la santé de nos communautés.

Sincèrement,



pour Kate Manson-Smith
Sous-ministre

Solicitor General

Office of the Solicitor General

25 Grosvenor Street, 18th Floor
Toronto ON M7A 1Y6
Tel: 416 326-5000
Toll Free: 1-866-517-0571
SOLGEN.Correspondence@ontario.ca

Solliciteur général

Bureau du solliciteur général

25, rue Grosvenor, 18e étage
Toronto ON M7A 1Y6
Tél. : 416 326-5000
Sans frais : 1-866-517-0571
SOLGEN.Correspondence@ontario.ca

Ontario

132-2021-2894
By email

July 8, 2021

Dear Heads of Council:

With warmer weather underway, it is important to ensure pets across the province remain safe, cool and comfortable. The Ontario government is strongly urging everyone to take the necessary precautions to keep their pets safe and protected during the hot summer months including making sure that pets are not left unattended in a vehicle.

Temperatures inside a vehicle can quickly become much hotter than the temperature outside. The most dramatic rise in temperature occurs within the first 10 minutes that a vehicle is idle. Even at an outdoor temperature of only 25ºC, the inside temperature of a car can reach 34ºC in as little as 10 minutes and up to 50ºC by the time an hour has passed. Pets can be put at risk of serious illness and possibly death as a result of being left in a vehicle during hot weather. If an individual sees an animal in a hot car in distress and is concerned the animal's life is in danger, they should call 911 immediately as it is an emergency. Members of the public are not encouraged to enter a vehicle in these situations.

Pursuant to the *Provincial Animal Welfare Services Act, 2019*, police officers, First Nations Constables, and animal welfare inspectors may enter motor vehicles to remove animals in critical distress. Police officers commonly provide primary response to 911 calls for service across the province related to animals left in motor vehicles.

In addition, the *Fire Protection and Prevention Act, 1997,* provides authority for firefighters to enter motor vehicles to rescue and remove animals in distress, noting that municipal councils set the levels of fire protection services which may include the rescue of animals in motor vehicles.

To support firefighters in exercising this rescue function, the Ministry of the Solicitor General, through the Office of the Fire Marshal, has issued the attached Fire Marshal's Communiqué which provides information about a new, voluntary training e-module available to firefighters. This additional resource may assist fire services to effectively respond to animals left in hot or cold motor vehicles to best safeguard animal welfare.

…/2

Where appropriate, municipal councils, through their fire departments, may wish to work with and share this information with local communications and dispatch personnel to support effective dispatch of 911 calls for service related to animals left in hot or cold motor vehicles.

I appreciate your continued partnership to help protect animals in Ontario.

Sincerely,

Sylvia Jones
Solicitor General

Enclosure

c: Chief Administrative Officers

Municipal Clerks

Fire Marshal's
COMMUNIQUÉ
du commissaire des incendies

July 8, 2021

No. 2021-06

Responding to Animals Left in Motor Vehicles Training E-Module

Ontario's *Provincial Animal Welfare Services Act, 2019* (PAWS Act) came into effect on January 1, 2020 and allows police, First Nations constables and provincial animal welfare inspectors to enter motor vehicles to remove animals in critical distress. In accordance with the *Fire Protection and Prevention Act, 1997* (FPPA), municipal councils set the levels of fire protection services which may include the rescue of animals in motor vehicles. The FPPA provides authority for firefighters to enter motor vehicles to rescue and remove animals in distress.

To support firefighters in exercising this rescue function, the Ministry of the Solicitor General has developed a new voluntary, training e-module for fire services on responding to animals left in motor vehicles. The training e-module is available at the following link: https://ofc.cerps.ca/mod/scorm/view.php?id=47233. If prompted, users should log in as a guest.

The module includes information related to:

- The risks of an animal being left in a motor vehicle, and where the ministry directs the public to report these incidents;
- Authorities and protections under the FPPA related to rescuing animals left in motor vehicles;
- How to assess whether an animal in a motor vehicle is in distress, guidance on handling of the animal and immediate steps that can be taken to relieve the animal's distress; and,
- Who to contact when an animal has been removed from a motor vehicle.

In addition to this Communiqué, a letter is being sent to municipal councils and a copy of this Communiqué is attached to that letter.

For further information, please contact your local Fire Protection Adviser.

Solicitor General

Office of the Solicitor General

25 Grosvenor Street, 18th Floor
Toronto ON M7A 1Y6
Tel: 416 326-5000
Toll Free: 1-866-517-0571
SOLGEN.Correspondence@ontario.ca

Solliciteur général

Bureau du solliciteur général

25, rue Grosvenor, 18e étage
Toronto (Ontario) M7A 1Y6
Tél. : 416 326-5000
Sans frais : 1 866 517-0571
SOLGEN.Correspondence@ontario.ca

Ontario

132-2021-2894
Par courriel

Le 8 juillet 2021

Mesdames et messieurs les présidentes et présidents des conseils,

Vu l'arrivée de la chaleur, il importe de s'assurer que les animaux de compagnie de toute la province demeurent en sécurité, au frais et dans un environnement agréable. Le gouvernement de l'Ontario encourage fortement la population à faire ce qu'il faut pour protéger les animaux pendant les chauds mois d'été en ne les laissant pas seuls dans un véhicule.

En effet, la température à l'intérieur d'un véhicule peut rapidement devenir beaucoup plus chaude qu'à l'extérieur. C'est dans les 10 premières minutes suivant l'arrêt du véhicule que la hausse est la plus marquée. Même si la température extérieure est de seulement 25º C, à l'intérieur de la voiture, elle peut grimper jusqu'à 34º C en à peine 10 minutes, et à 50º C après 60 minutes. Les animaux laissés dans un véhicule par temps chaud risquent donc de tomber gravement malades, voire de mourir. Quiconque constate qu'un animal laissé dans un véhicule par une journée chaude est en détresse et craint pour sa vie doit composer immédiatement le 911, car il s'agit d'une situation d'urgence. Il n'est pas recommandé aux membres du public d'entrer eux-mêmes dans un véhicule en pareil cas.

Selon la *Loi de 2019 sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux*, les agents de police, les agents des Premières Nations et les inspecteurs du bien-être des animaux peuvent entrer dans un véhicule automobile pour y retirer un animal en état de détresse critique. Dans la province, ce sont généralement les agents de police qui interviennent les premiers lors d'un appel au 911 concernant un animal laissé dans un véhicule automobile.

Par ailleurs, la *Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l'incendie* confère aux pompiers le pouvoir d'entrer dans un véhicule pour sauver un animal en état de détresse, mais précise que ce sont les conseils municipaux qui définissent les niveaux de services de protection contre les incendies, ce qui peut inclure le sauvetage des animaux laissés dans un véhicule automobile.

…/2

Afin d'aider les pompiers dans cette fonction de sauvetage, le ministère du Solliciteur général, par l'intermédiaire du Bureau du commissaire des incendies, a publié le communiqué du commissaire des incendies ci-joint, qui présente le nouveau module de formation en ligne facultatif pour ce corps de métier. Ce module peut aider les services d'incendie à intervenir efficacement lorsqu'un animal est laissé dans un véhicule automobile par temps chaud ou froid pour mieux protéger le bien-être des animaux.

Les conseils municipaux, par l'intermédiaire de leurs services des pompiers, pourraient vouloir collaborer avec les responsables des communications et les répartiteurs locaux et leur donner cette information pour assurer une répartition efficace des appels au 911 concernant des animaux laissés dans un véhicule automobile par temps chaud ou froid.

Je vous remercie de continuer à protéger les animaux de l'Ontario avec nous.

Veuillez agréer l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Sylvia Jones
Solliciteure générale

Pièce jointe

Copie: Directions générales des administrations

Secrétariats municipaux

Fire Marshal's
COMMUNIQUÉ
du commissaire des incendies

Le 8 juillet 2021

No. **2021-06**

Module de formation en ligne sur les animaux laissés dans un véhicule

La *Loi de 2019 sur les services provinciaux visant le bien-être des animaux* (ci-après, la Loi), entrée en vigueur le 1er janvier 2020, permet aux policiers, aux agents des Premières Nations et aux inspecteurs provinciaux du bien-être des animaux d'entrer dans un véhicule automobile pour y retirer un animal en état de détresse critique. Conformément à la *Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l'incendie* (ci-après, la *LPPI*), ce sont les conseils municipaux qui définissent les niveaux de services de protection contre les incendies, ce qui peut inclure le sauvetage des animaux laissés dans un véhicule automobile. La *LPPI* confère aux pompiers le pouvoir d'entrer dans un véhicule pour sauver un animal en état de détresse.

Afin d'aider les pompiers dans cette fonction de sauvetage, le ministère du Solliciteur général a préparé un module de formation en ligne facultatif que peuvent suivre les services d'incendie pour savoir comment intervenir lorsqu'un animal est laissé dans un véhicule automobile. Ce module est disponible à l'adresse suivante: https://ofc.cerps.ca/mod/scorm/view.php?id=47233. Si vous y êtes invité, les utilisateurs doivent se connecter en tant qu'invité.

On y traite :

- des dangers de laisser un animal dans un véhicule automobile et de la façon dont le public peut signaler les situations du genre;
- des mesures de protection et pouvoirs prévus dans la *LPPI* concernant le sauvetage d'un animal laissé dans un véhicule automobile;
- de la manière de déterminer si un animal laissé dans un véhicule automobile est en détresse, de la façon de s'occuper de l'animal et de ce qu'il faut faire sans tarder pour le soulager de son état de détresse;
- des personnes ou organismes à contacter après le sauvetage d'un animal laissé dans un véhicule automobile.

Une lettre à ce sujet sera envoyée aux conseils municipaux, à laquelle sera jointe une copie du présent communiqué.

Pour en savoir plus, consultez votre conseiller en protection contre les incendies.

THE CORPORATION OF THE TOWNSHIP OF ALFRED AND PLANTAGENET

BY-LAW NUMBER 2021-57

A By-law to confirm the proceedings of the Council of the Corporation of the Township of Alfred and Plantagenet at its regular meeting held on July 13, 2021.

WHEREAS section 5 of the *Municipal Act, 2001*, S.O. 2001, c.25, as amended, provides that the powers of a municipal corporation are to be exercised by its council.

AND WHEREAS section 11 of the said *Municipal Act* provides that the powers of every council are to be exercised by by-law.

AND WHEREAS it is deemed expedient that the proceedings of the Council of the Corporation of the Township of Alfred and Plantagenet at this meeting be confirmed and adopted by by-law;

NOW THEREFORE the Council of the Corporation of the Township of Alfred and Plantagenet enacts as follows:

1. **THAT** actions of the Council of the Corporation of the Township of Alfred and Plantagenet in respect of each motion and resolution passed and other action taken by the Council of the Corporation of the Township of Alfred and Plantagenet at this meeting is hereby adopted and confirmed as if all such proceedings were expressly embodied in this By-Law.

2. **THAT** the Presiding Officer and the appropriate officials of the Corporation of the Township of Alfred and Plantagenet are hereby authorized and directed to do all things necessary to give effect to the action of the Council of the Corporation of the Township of Alfred and Plantagenet referred to in the preceding section.

3. **THAT** the Presiding Officer, or in his absence, the appointed Acting Presiding Officer and the Clerk, or in the absence of the Clerk, the Deputy Clerk, are authorized and directed to execute all documents necessary on that behalf and to affix thereto the corporate seal of the Corporation of the Township of Alfred and Plantagenet.

READ A FIRST, SECOND AND THIRD TIME AND PASSED IN OPEN COUNCIL THIS 13th DAY OF JULY 2021.

_____

Stéphane Sarrazin, Mayor

_____

Annie Rochefort, Clerk